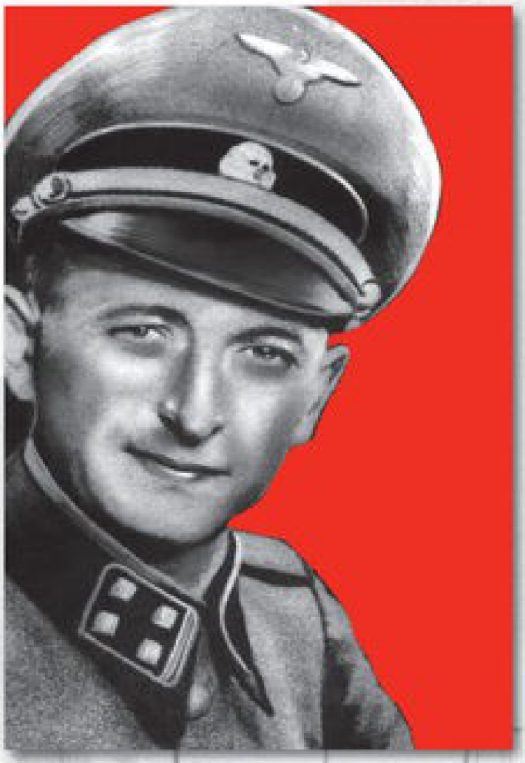
ADOLF EICHMANN

David Cesarani



Tallandier

DAVID CESARANI

ADOLF EICHMANN

Traduit de l'anglais par Olivier Ruchet

Ouvrage traduit avec le concours du Centre national du livre

TALLANDIER

Éditions Tallandier – 2, rue Rotrou 75006 Paris

www.tallandier.com

© Éditions Tallandier, 2013 pour la présente édition numérique

www.centrenationaldulivre.fr

Réalisation numérique : www.igs-cp.fr

EAN : 979-1-02100-221-0

Table des matières

Couverture

Titre

Copyright

Introduction

Chapitre premier Enfance, jeunesse, carrière, 1906-1933

Chapitre II De la SS au SD, 1933-1938

Chapitre III L'expert en matière d'émigration, 1938-1941

Chapitre IV « Extermination physique », 1941-1942

Chapitre V Administrateur du génocide, 1942-1944

Chapitre VI « Au beau milieu du tourbillon de la mort », 1944-1945

Chapitre VII Fuite et capture, 1945-1960

Chapitre VIII Interrogatoire, procès, exécution, 1960-1962

Chapitre IX Après Eichmann

Conclusion

Glossaire et abréviations

Notes

Sources et bibliographie

Remerciements

Index des noms de personnes

INTRODUCTION

Adolf Eichmann est tout à la fois une icône du XXe siècle, du régime nazi et du génocide perpétré contre les Juifs. La photographie bien connue du jeune officier SS souriant, aux allures de vedette de cinéma, qui fut responsable de la déportation de millions de Juifs vers les camps de la mort, personnifie en quelque sorte tous les auteurs du génocide nazi. La notoriété de cette image n'est égalée que par celle d'Eichmann lors de son procès à Jérusalem en 1961, assis ou debout dans son box de verre blindé. Le pouvoir de cette photo tient au fait qu'elle résume l'histoire réconfortante d'un criminel rattrapé par une justice qui sera rendue par ses anciennes victimes. Le tueur est alors incarcéré de manière hautement sécurisée, et sa proie d'hier lui accorde néanmoins la dignité d'un procès, faisant par là preuve des valeurs humanistes que lui-même a jadis tant bafouées. Ainsi, Eichmann incarne, par métonymie, toute l'histoire de la persécution nazie, du meurtre en masse de Juifs et de la trace laissée par ce régime dans l'histoire. Aux côtés de Hitler, de Himmler et peut-être de Reinhard Heydrich, il est le visage du crime nazi à grande échelle.

Eichmann n'a cependant pas toujours figuré au panthéon des tueurs nazis, et peu d'hommes ont à ce point été mythologisés et incompris. Au moment de la défaite du IIIe Reich, lorsque les Alliés entreprirent de punir les criminels nazis, Adolf Eichmann et sa carrière étaient pratiquement inconnus. En novembre 1945, son nom apparut lors de l'interrogatoire d'un de ses subordonnés, Dieter Wisliceny, qui avait été capturé par les Britanniques. C'est la toute première fois que les enquêteurs alliés eurent vent de son importance[1]. Eichmann fut également cité plusieurs fois par Rudolf Höss, l'ancien commandant d'Auschwitz, à la suite de son arrestation par les troupes britanniques en mars 1946. Wisliceny livra un témoignage public sur le rôle d'Eichmann dans la « solution finale de la

question juive » lorsqu'il comparut devant le Tribunal militaire international (TMI) de Nuremberg. Et pourtant, lorsque Francis Biddle, le juge américain titulaire du TMI, découvrit le nom d'Eichmann dans une version préliminaire des attendus du jugement rendu par le tribunal, il nota dans la marge : « Qui est-ce ? » Eichmann n'était pas mentionné suffisamment souvent ou de manière assez importante pour pénétrer dans les consciences de ceux qui avaient entendu chaque mot des plaidoiries de Nuremberg, sans parler de ceux qui n'eurent accès qu'aux comptes rendus irréguliers et drastiquement abrégés dans la presse[2].

Aucun des « chasseurs de nazis » actifs en Europe au sortir de la guerre, y compris Simon Wiesenthal, n'entreprit au départ de se lancer à la recherche d'Eichmann – pour la simple et bonne raison qu'ils n'avaient jamais entendu parler de lui. Wiesenthal fut informé de l'existence d'Eichmann par un officier de renseignements américain, mais il ne réalisa toute son importance qu'après avoir lu les documents présentés lors du procès de Nuremberg. Il décida alors de coopérer avec les services de renseignements alliés et avec la police autrichienne pour appréhender Eichmann pendant l'année 1946-1947. Ce fut un échec et l'intérêt porté à son égard déclina ensuite rapidement. Malgré l'accumulation de preuves telles que le rapport de Rudolf Kastner sur la destruction des Juifs hongrois, au cours de laquelle Eichmann joua un rôle de premier plan, sa localisation et sa capture ne furent pas considérées comme des priorités. Il parvint ainsi à s'enfuir d'Europe vers l'Amérique du Sud en 1950, et sa femme put le suivre avec le reste de sa famille deux ans plus tard sans difficulté[3].

La première vague de livres consacrés à la persécution nazie et aux crimes de masse perpétrés contre les Juifs reflète bien l'insignifiance relative d'Eichmann. Si son nom apparaît à de nombreuses reprises dans l'histoire séminale de la « solution finale » de Gerald Reitlinger publiée en 1953, ce n'est qu'en tant qu'administrateur sans relief du crime de masse. Selon Reitlinger : « La carrière d'Eichmann était celle d'un fonctionnaire allemand, absorbé par son travail et qui n'en tirait aucune gloire. » Dans l'ouvrage célèbre de lord Russell, *The Scourge of the Swastika* (1954), il n'est mentionné qu'une seule fois, comme « un fonctionnaire de quelque importance au sein du Amt 4 du RSHA[4] ». À la fin des années 1950, Eichmann était déjà à demi oublié. Lorsque Fritz Bauer, l'avocat général du

land ouest-allemand de Hesse, alerta Isser Harel, le chef des services secrets israéliens, de ce qu'Eichmann avait été localisé à Buenos-Aires, Harel eut besoin de se renseigner plus précisément sur le fugitif. Il rapporta plus tard : « Je n'avais jamais étudié de près sa place dans la hiérarchie nazie ou le rôle décisif qu'il avait joué dans ce que les nazis ont appelé la solution finale[5]. »

Le passage d'Eichmann dans l'oubli explique la sensation causée par sa capture en mai 1960. Son procès à Jérusalem, l'année suivante, fut l'un des premiers « événements médiatiques mondiaux ». En très peu de temps, un grand nombre d'ouvrages sur lui furent publiés dans de nombreuses langues. S'appuyant sur les éléments parcellaires et peu fiables disponibles avant son procès, tous ces livres le décrivent comme un raté, comme quelqu'un qui n'avait jamais réussi à s'intégrer. Plusieurs reprennent le « canard » propagé par Wisliceny selon lequel, dans son enfance, Eichmann « avait l'air d'un Juif » et aurait été victime d'actes d'antisémitisme à l'école. Dans ces livres souvent écrits au kilomètre, dans la plus grande hâte, Eichmann passe d'une haine des Juifs de cour d'école à l'appartenance au parti nazi, poussé par le ressentiment et par le besoin de trouver un bouc émissaire à ses propres insuffisances. Les ouvrages décrivent une carrière à la progression régulière, avec, à chaque nouvelle marche franchie, une activité antijuive de plus en plus féroce. Eichmann est dépeint comme gravissant les échelons quasiment jusqu'au sommet de la hiérarchie SS dans le but de satisfaire une unique ambition : persécuter les Juifs. Au-delà d'un ardent fanatisme, ces biographies enflammées décèlent toutes sortes de vices et de perversions dans la personnalité d'Eichmann. Elles dressent la liste de ses maîtresses avec une jubilation presque lascive et affirment qu'il participait à des orgies sexuelles ou qu'il faisait preuve d'une brutalité sadique envers les Juifs qui avaient le malheur de croiser son chemin[6].

Précipitation et sensationnalisme n'étaient pas les seuls défauts de ces premières biographies grand public d'Eichmann. Ces ouvrages rendirent compte de la représentation alors à la mode des criminels nazis comme des ratés, des décalés, en puisant dans des théories psychologiques du fascisme et du nazisme développées au cours des années 1949 et 1950. De plus, beaucoup croyaient à l'époque que Hitler avait réussi parce qu'il avait su harnacher les défauts de la personnalité individuelle à la machinerie d'un

État moderne. À cause des idées dominantes sur le totalitarisme, on pouvait considérer comme tout à fait crédible qu'un fou, Adolf Hitler, ait pu orchestrer les actions brutales de ses laquais, lesquels étaient tout aussi pervers et remplis de haine que lui[7].

Ce portrait mythologisé d'Eichmann et du régime qu'il servit aurait dû être rectifié à l'aide de la minutieuse recherche entreprise en vue du procès organisé à Jérusalem. Au lieu de cela, c'est une sorte de mélange qui se produisit. Les détails relevés par les experts qui ne s'accordaient pas avec les portraits à grand tirage ne perturbèrent jamais l'image populaire, en revanche les éléments plus crus et plus flamboyants du réquisitoire y trouvèrent naturellement leur place, parce qu'ils semblaient confirmer ce qui était déjà « connu de tous ». Ainsi, c'est plus involontairement qu'à dessein que le procès d'Eichmann renforça le mythe autour de l'homme et du mouvement nazi.

Lors de ce procès, Eichmann fut accusé d'avoir joué un rôle central dans la persécution et l'assassinat à grande échelle des Juifs d'Europe entre 1935 et 1945. Dans son vigoureux premier réquisitoire, l'avocat général Gideon Hausner le décrivit comme « le bras armé [du régime nazi] dans l'extermination des Juifs d'Europe ». Hausner expliqua que « ce sont ses ordres qui ont fait fonctionner les chambres à gaz ; il décrochait son téléphone et les wagons partaient en direction des centres d'extermination ; c'est sa signature qui a scellé le destin tragique de centaines de milliers de gens ». Même si Hausner souligna qu'Eichmann était essentiellement un bureaucrate, « un meurtrier d'une nouvelle espèce, qui exerce son métier sanglant derrière un bureau », il ne le décrivit pas moins comme un fanatique tombé dans l'abîme de la barbarie. Il chercha à montrer, sans succès, qu'Eichmann avait tué au moins un Juif de ses propres mains, et il associa l'accusé, de manière rhétorique, à toute la cruauté, la corruption, le sadisme et l'horreur qui caractérisent les vrais assassins. « Il est de ce fait responsable, comme s'il avait noué de ses mains le nœud du bourreau, comme s'il avait précipité à coups de fouet les victimes dans les chambres à gaz, comme s'il avait tiré dans le dos et poussé dans les fosses à ciel ouvert chacune des millions de victimes massacrées. » Au sommet de sa carrière, selon Hausner, Eichmann s'était comporté « comme s'il avait été immergé

jusqu'au cou dans un amoncellement d'abominations». Il avait «une personnalité satanique[8]».

Aux yeux de nombreux observateurs, tout cela était ridicule. Après avoir suivi une partie du procès pour le magazine *TheNew Yorker*, la femme de lettres juive américaine, née en Allemagne, Hannah Arendt soutint la thèse désormais célèbre qu'Eichmann disait la vérité lorsqu'il se présentait comme un fonctionnaire dénué de passion, comme un infime rouage dans la vaste machine exterminatrice, et lorsqu'il affirma qu'il aurait très facilement pu être remplacé par quelqu'un d'autre. Selon elle, Eichmann n'était pas motivé idéologiquement, il n'était pas particulièrement antisémite et ne fit preuve de zèle que dans la mesure où il obéissait à un régime totalitaire qui avait renversé le code de la moralité et inscrit l'inhumanité dans la loi. «L'ennui avec Eichmann, écrit-elle, c'est précisément qu'il y en avait beaucoup qui lui ressemblaient et qui n'étaient ni pervers ni sadiques, qui étaient, et qui sont encore, terriblement et effroyablement normaux[9].»

De nombreux universitaires et intellectuels ont été profondément influencés par le portrait d'Eichmann dressé par Arendt. Ils ont été captivés par sa thèse sur le caractère ordinaire du personnage, résumée par la célèbre formule «la banalité du mal». Toutefois, cette description, tout autant que celles des journalistes qui avaient auparavant rapidement troussé les ouvrages destinés au grand public, était dans une large mesure prédéterminée et mythologique. Arendt se contenta d'insérer le personnage d'Eichmann dans sa propre théorie du totalitarisme, qui était le sujet de son premier grand livre. Elle voulait trouver à Jérusalem le type d'individu qu'elle s'imaginait nécessaire à la mise en œuvre des politiques inhumaines dans un système totalitaire. En relatant le procès, elle façonna un récit à l'image de sa théorie, et Eichmann devint ainsi l'incarnation de l'homme totalitaire. Son analyse s'inspirait d'autre part très largement de l'ouvrage fondateur de Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, publié juste avant le procès. Hilberg, qui était politologue, minimisa le rôle de l'idéologie et de la haine dans l'évolution des politiques suivies par les nazis, et insista au contraire sur le processus autonome de la bureaucratie dans l'État, au sein du parti nazi et dans les autres entités responsables de la persécution des Juifs et du génocide[10]. En associant Eichmann au

totalitarisme et en popularisant implicitement l'approche de Hilberg, Arendt contribua à définir la manière dont plusieurs générations d'historiens et d'intellectuels ont conceptualisé le IIIe Reich.

Du milieu des années 1960 au milieu des années 1980, le massacre des Juifs fut perçu comme l'incarnation du zénith de la bureaucratie moderne plutôt que comme un retour à la barbarie. L'Allemagne nazie était décrite comme un État moderne hautement centralisé et hiérarchique, au sein duquel le pouvoir et l'autorité circulaient de haut en bas et dans lequel les hauts fonctionnaires décidaient du sort de millions d'individus. Le crime de masse constituait un processus « médicalisé », ou encore une forme de rationalisation économique exécutée par des professionnels, avocats ou médecins, vêtus d'uniformes noirs impeccables, qui expédaient des êtres humains dans des usines de mort au fonctionnement presque « fordiste », sur la base de décisions quasi rationnelles dérivées de théories eugénistes ou empruntées à la planification économique. Eichmann, le « bourreau de bureau » par excellence, devint ainsi un personnage clé dans l'une des approches les plus influentes de la période nazie et de la « solution finale »[11].

Ce n'est qu'à partir du début des années 1990, avec la publication de l'ouvrage *Des hommes ordinaires*, de Christopher Browning, que l'attention se reporta sur les hommes et les femmes qui mirent en œuvre ce qui était alors appelé la « politique juive ». L'enquête de Browning sur des exécutions massives en Pologne, en 1941-1942, fournit également des preuves convaincantes, qui montrent que le génocide était tout sauf bureaucratique, impersonnel et comme aseptisé[12]. De plus, une série d'études locales et institutionnelles a mis en lumière la conduite des hommes et des femmes, aussi bien les Allemands que leurs collaborateurs étrangers, à tous les niveaux de la prise de décision et de la conduite des politiques au sein du IIIe Reich et dans les territoires placés sous le contrôle de celui-ci. Ces études, étayées par des documents inédits, ont transformé la manière dont nous comprenons comment étaient prises les décisions qui menèrent au génocide[13]. Il est désormais largement reconnu que la « solution finale de la question juive », appliquée à travers l'Europe, n'avait pas encore été décidée par Hitler au début de la Seconde Guerre mondiale. Les atrocités, réunies par certains historiens dans une même catégorie et

décrites comme les phases d'un plan en plusieurs étapes, sont maintenant perçues dans leurs contextes géographiques et chronologiques respectifs. Ainsi, la campagne nazie de « nettoyage ethnique » en Pologne en 1939-1940, les massacres perpétrés par les *Einsatzgruppen*, ces unités mobiles chargées d'exécutions opérant sur le territoire de l'Union soviétique en 1941, et le génocide déclenché contre les Juifs polonais dans des camps d'extermination fixes à partir du début de 1942 ont des origines distinctes. Il se peut que la « solution finale » ait été évoquée vers le milieu ou la fin de 1941, mais elle a initialement été un processus hésitant et heurté, qui n'est devenu homogène qu'à partir du début, voire du milieu, de 1942[14].

Toutefois, si la conception de l'Allemagne nazie comme État monolithique à la rationalité perverse, mettant en œuvre un génocide au déroulement régulier, centralisé et conduit de manière bureaucratique, et perpétré par des « tueurs en fauteuil », a pu être remise en question, que reste-t-il de la figure d'Adolf Eichmann ? S'il n'était pas responsable de chaque aspect de la persécution et du massacre des Juifs, que fit-il exactement ? S'il n'était pas cet individu dément, qui se lança dans une carrière infâme après une enfance abîmée, comment fonctionnait-il ?

La présente étude sur l'homme, ses crimes et son héritage est la première à être publiée depuis les années 1960[15]. Elle puise dans des recherches nouvelles et des documents inédits pour revenir tant sur les mythes construits autour du début de la vie d'Eichmann que sur la caricature de l'homme dressée lors de son procès et sur les interprétations ultérieures de son caractère et de ses motivations, qui l'ont couché dans le lit de Procuste de telle ou telle idéologie. Dans la mesure où une histoire complète et définitive de la vie d'Eichmann devrait également être une histoire définitive de la « solution finale », tâche quasiment impossible et qui occulterait le personnage, ce livre se concentre sur les tournants de sa vie et cherche à comprendre les dynamiques personnelles, sociales, politiques et idéologiques qui permettent au mieux de rendre compte de la direction prise par sa vie. Ce livre explique la trajectoire d'Eichmann au sein du parti nazi et dans la SS, en faisant référence à son éducation et aux dynamiques à l'œuvre dans son milieu social et politique immédiat. Il situe ses premières activités en tant que nazi à l'intérieur du contexte de ce que l'on sait désormais de l'évolution quelque peu erratique et imprévisible de la

« politique juive » du IIIe Reich, et, en particulier, au sein du *Sicherheitsdienst* (SD), le service de renseignements de la SS, dont Eichmann devint membre en 1935. Au lieu de partir de l'hypothèse qu'Eichmann était fait pour devenir un bourreau de bureau, il étudie de manière critique son odyssée, qui le mena du poste d'organisateur de l'émigration juive hors du Reich à celui d'administrateur d'un génocide paneuropéen. En effet, il n'est possible de comprendre comment des Allemands ordinaires (et d'autres comme eux) purent devenir les auteurs de tels massacres qu'en partant de l'hypothèse que leurs actions n'étaient pas inévitables, qu'ils procédèrent à des choix au cours des événements et qu'ils durent s'adapter aux conséquences de leurs actes. Cette approche nous permet également de bien nous rendre compte à quel point l'Allemagne nazie était un État qui combinait des agences gouvernementales d'une redoutable efficacité et un système de gouvernance largement dysfonctionnel. L'étude de la carrière d'un fonctionnaire de rang intermédiaire, tel qu'Eichmann, illustre à la fois les changements extravagants qui se produisirent dans les politiques poursuivies, les luttes de pouvoir et les conflits de juridiction qui rendirent l'administration cauchemardesque, et les incertitudes que ce chaos procura à l'exécutant individuel.

Eichmann eut des aventures, des maîtresses, il buvait beaucoup et se montrait à l'occasion injurieux envers les Juifs et envers certains de ses concitoyens allemands non juifs. J'ai toutefois choisi d'éviter ici le sensationnalisme qui caractérisa les premiers récits de sa vie. Son histoire est suffisamment sensationnelle pour ne pas avoir à recycler les témoignages de ses camarades, qui cherchaient à se disculper avant de monter sur l'échafaud, ou tous les cancans des mémorialistes nazis, tous voués à montrer que, si eux étaient mauvais, Eichmann était de toute façon bien pire. J'ai constamment essayé d'éviter de porter des jugements : après tout, mon récit se termine avec le procès et les juges firent du très bon travail. J'ai toutefois, en certains endroits stratégiques, raconté les souffrances infligées par Eichmann à des hommes, des femmes et des enfants innocents et, quand c'était possible, j'ai laissé les victimes s'exprimer par elles-mêmes. Il se peut qu'Eichmann ait été mythologisé et incompris, mais cela ne fait en aucun cas de lui un homme convenable. Il

fut un complice conscient et volontaire du génocide, un criminel dont les actes meurtrirent l'humanité entière. Cependant il n'est pas de grand secours, si l'on veut comprendre comment il a pu commettre de tels actes, de commencer avec l'idée qu'il était « maléfique » ou « fou » ou bien un « robot » dépourvu de toute intelligence, ou même qu'il était naturellement antisémite. La formation d'un *génocidaire* est bien plus complexe et bien plus inquiétante que cela.

Ce livre débute par la remise en question du mythe de l'enfance « malheureuse » d'Eichmann et de sa jeunesse perturbée, colporté par les ouvrages publiés en toute hâte après sa capture. Il n'y a en fait rien dans son enfance ou bien dans son adolescence qui suggère des dommages psychologiques. Adolf Eichmann eut une enfance normale, d'abord en Allemagne puis en Autriche, et il n'a jamais écrit ou raconté qu'on le prenait pour un Juif à l'école ou qu'il était brimé, et ce même lorsqu'il chercha à s'attirer les faveurs de ses ravisseurs israéliens. Son père était un expert comptable ambitieux qui gravit les échelons de son entreprise avant de se mettre à son compte. Quelques-unes de ses affaires échouèrent, mais d'autres réussirent et sa famille n'eut jamais à souffrir de la pauvreté ou d'une quelconque indignité sociale. Au contraire, les Eichmann comptaient parmi les piliers de la petite communauté protestante de la ville de Linz en Autriche, et ils étaient très bien intégrés dans la ville et ses réseaux. Le jeune Adolf était un élève plutôt paresseux et aux résultats scolaires plus que moyens, mais il avait des amis et une vie sociale active. Après des débuts incertains en 1927, il trouva une profession qui lui plaisait et débuta une carrière modestement fructueuse de représentant de commerce pour une compagnie pétrolière. C'était un beau jeune homme qui avait des perspectives de carrière et disposait d'un revenu confortable, et il eut une série de petites amies. Il fréquenta et fut initié à la politique au sein d'un milieu protestant, allemand, conservateur et nationaliste, mais il n'y avait là rien d'inhabituel. Il était assez typique de ce milieu, et comme nombre de membres de la bourgeoisie de Linz, il considéra d'abord les nazis locaux comme des étrangers indésirables. Contrairement à la perception habituelle, qui voudrait qu'il eût rejoint les nazis pour guérir une blessure, ses propres mots et les études menées sur Linz montrent de manière convaincante qu'il n'y adhéra que lorsque le parti connut une percée électorale et gagna une

certaine respectabilité. Avant cette époque, les nazis étaient des inadaptés sociaux, mais Eichmann, quant à lui, n'en était pas un.

Certes, le jeune Adolf Eichmann fut peut-être de droite et sans doute imprégné par l'antisémitisme quotidien associé à cette constellation d'opinions. À partir de la fin des années 1920, il lisait certainement la presse nazie. Néanmoins, au sein de son entreprise, Eichmann travaillait pour des Juifs, et il comptait des Juifs parmi ses connaissances jusqu'en 1933. De plus, il avait des liens familiaux avec des Juifs de Vienne par sa belle-mère. Il est donc improbable qu'il ait rejoint la SS par haine des Juifs. Même s'il fut exposé à une propagande antisémite plus prégnante une fois qu'il devint membre de la SS, d'abord en Autriche et puis en Allemagne, l'antisémitisme ne peut pas expliquer sa carrière dans la SS ou son entrée au SD. Au contraire, lorsqu'il rejoignit le SD, c'était alors une organisation faible au sein du parti, avec peu de moyens financiers et marginale, qui n'avait pas de mission particulière en rapport avec les affaires juives et peu d'influence sur quoi que ce fût. Lorsque Eichmann fut recruté au sein du département des affaires juives nouvellement créé au SD, il passa sous l'influence d'Elder von Mildenstein, qui dénigrait l'antisémitisme de bas étage de Joseph Goebbels et de Julius Streicher, le rédacteur en chef de la revue antisémite fanatique, *Der Stürmer*. Mildenstein incita Eichmann à s'informer sur le sionisme et soutenait que le SD devrait proposer de résoudre la « question juive » en Allemagne en encourageant une émigration en ordre des Juifs vers la Palestine. En 1936 et 1937, Eichmann fut en contact étroit avec des Juifs d'organisations sionistes présents en Allemagne. Il rencontra Feivel Polkes, un Juif palestinien, qui lui suggéra que les nazis et les sionistes devraient travailler ensemble pour accélérer l'émigration juive. En novembre 1937, Eichmann voyagea au Proche-Orient pour étudier ces possibilités et il visita brièvement la patrie historique des Juifs. À cette époque, il combinait une vue relativement bienveillante à l'égard du sionisme avec un antisémitisme assez classique. Des rapports et des comptes rendus de conférences récemment découverts, qu'il écrivit en 1937, le montrent en prise à un délire selon lequel il y aurait eu un complot juif mondial contre l'Allemagne. À l'instar de ses camarades du SD, Eichmann estimait que les Juifs étaient une force « ennemie ». C'était une forme de haine des Juifs particulièrement froide, comme

distillée, qui lui permettait d'avoir des relations civiles avec des Juifs pris individuellement, en particulier des sionistes, tout en travaillant sans relâche à débarrasser le Reich de ses habitants juifs et à combattre la « puissance » d'une « juiverie mondiale » mythifiée.

En mars 1938, au lendemain de l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne, Eichmann fut assigné au bureau de Vienne du SD, où il fut responsable d'une accélération drastique de l'émigration juive. Ses exploits furent applaudis par ses chefs à Berlin et ses méthodes furent plus tard prises comme modèle pour la gestion des affaires juives à Prague et à Berlin. Il reçut la charge d'une série de bureaux qui organisèrent l'émigration forcée des Juifs avec un mélange de terreur et de chicanerie. La plupart des biographies d'Eichmann présentent ce moment comme une avancée décisive. Le juriste Robert Kempner, procureur pour les crimes de guerre, décrivit ainsi cette mutation comme le « tremplin » de sa carrière. De nombreux commentateurs acquiescèrent avec Eichmann lorsqu'il se vanta que sa grande « réussite » à Vienne avait été d'imaginer un système de « convoyeur mécanique » pour accélérer l'émigration juive. Il est courant d'envisager ce moment comme celui où il passa d'un rôle de bureaucrate mineur à celui de génocidaire[16].

Les origines du « modèle viennois » sont toutefois plus complexes et plus controversées qu'il n'y paraît. L'idée d'un bureau centralisé pour l'émigration fut en fait pensée par des responsables juifs viennois, et le système fonctionna parce que ces mêmes responsables l'administrèrent pour les nazis. Puisque le rôle joué par Eichmann à Vienne fut exagéré, certains purent dès lors le considérer – à tort – comme annonciateur de ses excès futurs. Il est en effet tout aussi trompeur de faire découler ses activités ultérieures de ce moment que de lire les origines de la « solution finale » dans les événements de 1938. La politique juive des nazis connut plusieurs mutations avant d'arriver au meurtre à grande échelle, et, plus tard encore, à l'extermination systématique. Un moment crucial dans cette transition eut peu de chose à voir avec les Juifs. Il s'agit du nettoyage ethnique massif de l'ouest de la Pologne en 1939-1940, ordonné par Hitler afin de permettre l'installation des Allemands de souche évacués des zones tombées, ou sur le point de tomber, sous contrôle soviétique. Au cours des années 1980 et 1990, les historiens Christopher Browning, Götz Aly et Suzanne Heim

ont montré que la politique de population nazie était liée de façon symbiotique à leur « politique juive », dans la mesure où les Polonais et les Juifs étaient déplacés en prévision de l'installation d'Allemands de souche. Heydrich, qui représentait la dimension sécuritaire de la SS, et Eichmann furent les principaux exécutants de cette politique. Entre décembre 1939 et mars 1941, ce dernier joua un rôle central dans l'expulsion brutale de plus de cinq cent mille Polonais et Juifs. C'est cette expérience qui le fit passer d'expert en matière d'émigration volontaire et forcée à expert des déportations de masse[17].

Pendant des décennies, ce tournant dans la carrière d'Eichmann passa quasiment inaperçu. Les accusateurs israéliens, moins intéressés par le sort des Polonais, laissèrent de côté ses activités en Pologne et omirent de souligner les processus qui comprenaient émigration forcée, expulsions et déportation. Dans cette perspective, ils antidatèrent le génocide à septembre 1939, parce que cela allait dans le sens de leur perspective judéo-centrique, et ils tentèrent de tordre les faits pour les faire rentrer dans ce calendrier. Une très large attention fut consacrée à la mise en œuvre par Eichmann de la première déportation de masse de Juifs vers une « réserve » proche de Lublin, dans le sud de la Pologne, le fameux « plan Nisko », imaginé en octobre 1939. Nisko fut mis en avant au cours du procès d'Eichmann, parce qu'il sembla que le projet avait été principalement son idée et parce que l'accusation voulait établir que son intention de déporter les Juifs en Pologne et de les exécuter là-bas s'était manifestée dès septembre 1939. Au contraire, Eichmann soutenait, quant à lui, qu'il avait conçu le projet comme une entreprise quasi sioniste, dans le but de créer un territoire autonome pour les Juifs, une « solution territoriale ». L'accusation ridiculisa cette idée, mais, quand bien même elle aurait été mensongère, il n'est pas démontré que les vrais objectifs des premières déportations et expulsions eussent été génocidaires.

Au cours de l'année 1940, Eichmann fut impliqué dans d'autres expulsions de masse et conçut des plans pour déporter quatre millions de Juifs européens vers l'île de Madagascar. Ce plan était d'une insensibilité extrême et aurait, à n'en pas douter, provoqué la mort d'un très grand nombre de déportés. Toutefois, au-delà du ridicule de sa déclaration, selon laquelle il souhaitait alors devenir le nouveau Herzl (le fondateur du

sionisme moderne), il y a de bonnes raisons d'estimer que le plan de Madagascar était le prolongement de ses aspirations à l'émigration forcée plutôt qu'un pont vers l'annihilation physique des Juifs. À cette époque, Eichmann ne se considérait certainement pas comme un tueur de Juifs. Il continua à défendre l'émigration juive et travailla tout au long de l'année 1940 avec des organisations sionistes et des passeurs juifs qui faisaient passer clandestinement des Juifs en Palestine[18].

Au bout du compte, tous ces différents projets finirent par échouer. Hannah Arendt a suggéré qu'Eichmann ne parvint finalement à se racheter du désastre de Nisko, qui dut être annulé peu de temps après son lancement, que lorsqu'il décida de saisir la chance qui s'offrait à lui d'organiser le génocide contre les Juifs. Dans cette version des faits, Eichmann pénètre sur la scène de l'histoire à Vienne, il y connaît un grand succès et une ascension vertigineuse, saborde tout à Nisko et travaille ensuite à revenir en grâce en organisant le crime de masse[19]. Toutefois, l'« échec » du plan Nisko ne fut pas perçu par Himmler, ou bien par Heydrich, comme un revers important dans leur politique antijuive. Peu de temps après, Eichmann se vit confier un poste encore plus prestigieux à la tête de l'Office central pour l'émigration des Juifs du Reich tout entier, et il devint rapidement la cheville ouvrière des opérations de nettoyage ethnique en Pologne. Ce n'était pas de sa faute si les plans ambitieux de Himmler consistant à déplacer des centaines de milliers de Polonais et de Juifs pour faire de la place aux Allemands de souche s'étaient avérés irréalistes. Si les autorités allemandes dans les territoires annexés et dans les régions occupées de Pologne étaient bien disposées à se débarrasser de bouches « indésirables », personne ne souhaitait les accueillir ailleurs. C'est bien l'échec systémique des plans de relocalisation de Himmler qui incitèrent l'élite de la SS à chercher une nouvelle « solution » pour les Juifs. Lorsque Hitler décida d'envahir le territoire de l'Union soviétique, tous les yeux se tournèrent vers les vastes espaces inoccupés de Sibérie. Mais l'invasion nazie de la Russie fut stoppée à la fin de l'automne 1941, et la solution espérée s'évapora. La situation plaça les dirigeants de la SS devant un dilemme, et entraîna une transformation fondamentale dans le travail d'Eichmann.

Toutefois ce n'est pas ainsi que les choses étaient comprises au cours des années 1960. Lors du procès d'Eichmann, l'accusation maintint que Hitler

avait ordonné l'annihilation biologique des Juifs d'Europe au cours de l'été 1941, à peu près au moment de l'attaque de l'Union soviétique. À partir des connaissances historiques et des documents alors disponibles, Gideon Hausner soutint, quant à lui, que, en juillet 1941, Heydrich, le supérieur hiérarchique d'Eichmann, avait été chargé de préparer la « solution finale ». Heydrich, qui dirigeait le *Reichssicherheitshauptamt* (l'Office central de la sécurité du Reich, RSHA), délégua la recherche et la planification à Eichmann, dont la section au sein de la *Gestapo*, *Referat IV-B4*, était responsable des « affaires juives ». À cette époque, les escadrons de la mort de la SS, unités mobiles connues sous le nom d'*Einsatzgruppen*, avaient déjà entamé l'assassinat massif par balles de Juifs sur le territoire soviétique. Eichmann fut personnellement le témoin d'un de ces massacres et, tout comme Himmler, il considéra qu'il serait impossible d'éliminer un plus grand nombre de Juifs en recourant uniquement à cette méthode. Il fut également envoyé par son supérieur hiérarchique, Heinrich Müller, le chef de la *Gestapo*, assister à des opérations de gazage par camion et, lors de son procès, l'accusation affirma qu'il avait joué un rôle clé dans le développement du crime de masse au moyen de gaz empoisonné.

Néanmoins, des recherches récentes ont montré qu'entre juillet 1941 et janvier 1942, le sort qui serait réservé aux Juifs était encore incertain. Ces atermoiements au sommet remettent en question les explications précédentes, assez simplistes, qui font d'Eichmann l'un des pionniers du génocide. Contrairement aux affirmations de l'accusation, il ne prit aucune part à la décision de massacrer des Juifs en territoire soviétique. Il fut certes étroitement impliqué dans les mesures prises pour déporter les Juifs du IIIe Reich à la suite d'une décision de Hitler en septembre 1941, mais ce dernier stipula alors expressément que ces Juifs ne devaient pas être tués. Au lieu de cela, ils devaient être envoyés dans des ghettos à l'Est. Les autorités d'occupation, qui répugnaient à accueillir le moindre flux de Juifs, cédèrent et elles trouvèrent les moyens de gérer les nouveaux arrivants indésirables. C'est alors qu'il fut décidé de faire de la place pour les futurs convois en massacrant une partie de la population juive déjà sur place. Après tout, les conditions de vie dans les ghettos étaient misérables et mettre fin aux vies des personnes âgées, des faibles et des malades qui ne pouvaient pas travailler, toutes ces « bouches inutiles », ressemblait au programme

d'« euthanasie » qui avait précédemment été mis en œuvre en Allemagne. Au cours de l'automne 1941, des préparatifs furent faits pour organiser des génocides locaux en Pologne, mais cela n'est lié à Eichmann que de façon très ténue. Ce dernier parcourut les territoires de l'Est afin de superviser la réception des Juifs déportés du Reich, et non pas pour étudier, planifier ou orchestrer un projet d'extermination paneuropéen.

Il est possible de suggérer que la décision de déclencher un génocide à l'échelle européenne fut prise lors du sommet qui réunit les hauts dirigeants du régime nazi à l'automne 1941, mais il n'en demeure pas moins que l'assassinat en masse des Juifs du Reich n'était pas encore permis, qu'il n'y avait encore aucun projet et aucun moyen dédié à la déportation des Juifs de l'Ouest, et qu'aucune installation destinée au meurtre à grande échelle ne fut disponible avant le printemps 1942[20]. Eichmann lui-même déclara qu'il avait entendu parler d'une décision du *Führer* à la fin août ou à la fin septembre, mais il était bien sûr dans son intérêt d'antidater l'affaire afin de se protéger. D'autres éléments suggèrent qu'il se trouvait alors dans un état de grande incertitude. La « solution à venir de la question juive », qu'il mentionne dans sa correspondance à partir du milieu de 1941, faisait référence à la déportation massive attendue de Juifs vers les vastes étendues de Russie, perspective certes terrible mais bien différente du génocide. Ces plans pourraient ainsi être vus comme le prolongement de ses activités antérieures plutôt que comme une rupture avec celles-ci. Eichmann savait néanmoins que des massacres avaient lieu à l'Est et que différents cadres de la SS étaient chargés des opérations. Les exécutions par balles et les gazages de masse, auxquels il avait assisté, l'avaient profondément troublé, parce que de telles méthodes menaçaient de mettre un terme à une politique d'émigration qu'il avait lui-même dirigée et perfectionnée[21]. Il avait également été révolté par ce qu'il avait vu sur les lieux des massacres. Ce tournant dans sa vie et dans sa carrière implique qu'Eichmann, à l'instar de nombreux autres auteurs du génocide, n'était pas un « tueur né ». Il indique qu'il n'y avait pas de progression logique et nécessaire dans sa carrière, entre l'expert aux affaires juives et l'homme qui organisa la déportation de millions d'êtres humains vers la mort. Il fallut d'abord qu'il apprenne ce que signifiait être un génocidaire, pour ensuite faire le choix d'en devenir un.

L'idée qu'Eichmann aurait simplement suivi les ordres sans y penser, comme Hannah Arendt l'a soutenu, relève bel et bien du mythe. Sans même évoquer la possibilité qu'il aurait eu de demander à se faire muter à un autre poste, on sait maintenant que la chaîne de commandement nazie ne fonctionnait pas de cette manière. En 1960, le IIIe Reich était compris comme un État totalitaire pris sous le joug d'un dictateur au pouvoir absolu. À la lumière de cette conception alors dominante, le catalogue dressé par Eichmann des antagonismes politiques auxquels il lui avait fallu faire face, de ses expériences qui tournèrent court, des conflits internes et de la confusion qui régnaient sembla n'être qu'un vulgaire alibi. Toutefois, au cours des années 1970, des historiens allemands, tels Martin Broszat et Hans Mommsen, commencèrent à réinterpréter le IIIe Reich d'une manière qui conféra une certaine crédibilité aux déclarations d'Eichmann. Ces recherches firent apparaître une Allemagne nazie ressemblant moins à un monolithe totalitaire qu'à un enchevêtrement d'agences d'État et du parti en concurrence les unes avec les autres, présidées par Hitler de manière souvent erratique et au sein desquelles les politiques étaient le plus souvent le résultat de compromis entre des individus et des groupes d'intérêts puissants[22]. Malgré ces études, qui démontrèrent de manière convaincante ces équivoques et cette grande confusion, l'appréciation d'Arendt se vit accorder un statut presque scientifique grâce aux « recherches » de Stanley Milgram sur la propension des individus à l'obéissance aux ordres. Milgram conclut que les personnes ordinaires sont capables de tout si elles en reçoivent l'instruction de figures d'autorité : « La disparition d'un sentiment de moralité est la conséquence la plus profonde de la soumission à un système d'autorité. » La science sembla ainsi étayer la thèse d'Arendt, selon laquelle l'obéissance quasi robotique d'Eichmann aux ordres venus d'en haut explique en partie comment il put en arriver à commettre des actes criminels. L'État nazi était cependant rarement capable de produire des ordres aussi catégoriques et dénués d'équivoque. Eichmann perdit peut-être tout sens moral, mais cela ne peut être expliqué simplement en faisant référence au « système d'autorité » au sein duquel il évoluait[23].

À la mi-décembre 1941 au plus tard, une décision fut prise d'entamer un génocide contre les Juifs à l'échelle européenne. Lors de la conférence de Wannsee de janvier 1942, tous les génocides locaux furent coordonnés au

sein d'une unique entreprise monstrueuse, et il fut annoncé que l'Europe allait être « passée au peigne fin » pour la débarrasser des Juifs, de l'Ouest jusqu'à l'Est. Eichmann aida à l'organisation de la conférence et il en rédigea le compte rendu. C'est là qu'il franchit véritablement le Rubicon, et, comme il le dit plus tard, il en ressentit une certaine « satisfaction ». L'une des raisons qu'il évoqua pour expliquer cette émotion surprenante tenait au fait que la décision du génocide avait été prise par les « pontes » du parti et qu'en tant que simple subordonné, il pouvait se laver les mains de toute responsabilité : une satisfaction à la Pilate, en quelque sorte. Il y avait cependant une autre raison, que l'intéressé passa sous silence : une fois qu'il allait accepter sa fonction d'administrateur de génocide, il pourrait être sûr de sa position et de son rôle.

À la suite d'une difficile période de transition dans les politiques menées et de réorganisation, Eichmann présida, entre 1942 et 1944, la machinerie de la déportation. Lors de son procès, l'accusation créa l'image d'un commandant tout-puissant et rempli de haine à la tête d'un appareil lisse et efficace, très loin de ses propres déclarations, parfois incohérentes, décrivant ses frustrations et ses échecs, qui furent écartées par la cour qui les jugea grotesques. En fait, le pouvoir d'Eichmann était très étroitement circonscrit. Il ne décida jamais lui-même des politiques suivies et son rôle fut toujours limité à leur mise en œuvre. Dans cette entreprise, il était tiraillé entre des juridictions concurrentes et, à partir de 1943, comme le souligna fort justement Hannah Arendt, son bureau avait perdu son monopole sur la « question juive »[24]. Malgré ces limites, Eichmann parvint à organiser la déportation de millions d'êtres humains vers la mort. Il administra le génocide de la même manière que n'importe quel directeur général gérerait une entreprise multinationale. Ceci ne doit pas nous amener à croire qu'il s'agissait simplement d'une entreprise, rationnelle et bien propre : c'est là encore un autre mythe. En fait, la réalité de la souffrance, de la destruction et de la mort s'immisça constamment dans le calme feutré des bureaux occupés par les services d'Eichmann au 116 Kurfürstenstrasse, dans un quartier prisé à l'ouest du centre de Berlin.

Pour ceux qui seraient à la recherche de preuves associant Eichmann à une figure démoniaque, les événements de Hongrie en 1944 semblent avoir beaucoup à offrir. Aucun moment de sa carrière ne fut plus macabre et

effroyable. On comptait alors 750 000 Juifs sur le territoire hongrois, lorsque l'Allemagne occupa le pays en mars 1944. Entre avril et juillet 1944, 437 000 d'entre eux furent envoyés dans des ghettos et déportés à Auschwitz-Birkenau, où les trois quarts furent massacrés dès leur arrivée. Eichmann se rendit en Hongrie avec son équipe presque au complet et il dirigea personnellement les déportations. Pour la première fois, il commanda sur le terrain son propre *Sonderkommando*, constitué de ses hommes les plus loyaux et les plus expérimentés. Ensemble, ils contrôlaient la situation avec une telle aisance qu'ils se jouèrent des Juifs hongrois, leur extorquant des pots-de-vin et les utilisant comme des pions dans les manœuvres de guerre contre les Alliés. Eichmann fit notamment la proposition infâme d'épargner un million de Juifs en échange de la livraison de dix mille camions à la *Waffen-SS*. Lorsque les autorités hongroises commencèrent à se montrer réticentes vis-à-vis du programme de déportations, il persista avec le plus grand mépris. À l'automne 1944, après un changement de régime à Budapest, il reprit les déportations et se lança dans un duel acrimonieux avec Raoul Wallenberg et d'autres diplomates qui voulaient protéger les derniers Juifs encore vivants. Eichmann fit preuve d'un fanatisme indubitable dans ses efforts pour déporter ceux qui restaient : il alla même jusqu'à se quereller avec Himmler, lequel commençait à avoir quelques hésitations. Lors du procès d'Eichmann, on considéra que la destruction des Juifs hongrois méritait un chef d'accusation séparé, et la plupart des récits sur sa vie décrivent l'épisode hongrois comme l'apogée de ses horribles méfaits, le point culminant de sa cruauté. Comme l'écrit Yaacov Lozowick : « Quiconque voudra voir en Eichmann une figure diabolique qui a actionné les leviers de la "solution finale" cherchera confirmation de cela dans les événements de Hongrie[25]. »

Toutefois, aussi atroce qu'elle ait pu être, l'activité d'Eichmann en Hongrie relève également en partie du mythe. Un examen approfondi indique qu'il ne représentait qu'une des nombreuses agences nazies œuvrant à la destruction des Juifs hongrois. Lui et ses hommes n'étaient pas uniquement animés par une haine irrationnelle. Ils considéraient la spoliation de la population juive et l'envoi de Juifs vers les camps de travail forcé du Reich comme participant de l'effort de guerre. Eichmann fut certainement à l'initiative et responsable de l'organisation des déportations,

mais ses actions furent rapidement entravées par les sempiternels conflits de juridiction. Son « succès » reposa aussi sur le dévouement fanatique des Hongrois, qui privèrent les Juifs de leurs droits et de leurs biens, organisèrent et exécutèrent les rafles, montèrent la garde dans les ghettos et forcèrent les Juifs à monter dans les trains de déportation. En effet, si l'on considère de façon plus nuancée le rôle d'Eichmann en Hongrie, on s'aperçoit que son pouvoir et son influence sur la « question juive » étaient alors en déclin. Sa mission n'était pas seulement d'étendre les opérations de crime de masse qu'il avait précédemment orchestrées. Dès le départ, une certaine confusion régnait à propos de l'objet de cette mission, assortie d'une tension entre les objectifs du ministère des Affaires étrangères et ceux du RSHA, auquel il était subordonné. Il y avait aussi un conflit d'intérêts entre les agences économiques du Reich, qui réclamaient désespérément des Juifs comme main-d'œuvre, et le bureau IV-B4 que dirigeait Eichmann, dont le but principal était de les assassiner. Dans cette perpétuelle lutte d'intérêts, Eichmann fut dépassé et débordé en plus d'une occasion. Finalement, son unité fut dissoute et renvoyée en Allemagne, et lui fut humilié et laissé à Budapest pour calmer ses esprits. En Hongrie, la carrière d'Eichmann ferma ainsi en quelque sorte une boucle. En revenant sur ses décisions, Himmler ressuscita la politique d'émigration des Juifs, et Eichmann se retrouva une nouvelle fois à discuter de la Palestine et à négocier avec des sionistes. Il fut même dépêché pour évacuer quelque 10 000 *Volksdeutsche* d'une région proche de la frontière hungaro-roumaine. Alors que le IIIe Reich s'effondrait autour de lui, il fut défait de ses pouvoirs et traité comme un paria par ses anciens camarades.

Eichmann réussit pourtant à échapper au naufrage et il passa dans la clandestinité. En 1950, il parvint à atteindre l'Argentine, où il entama une nouvelle vie. Jusqu'au début des années 1990, les détails précis de sa fuite et de sa capture étaient inconnus. Il est cependant désormais possible de révéler l'ampleur de la complicité du gouvernement argentin de Juan Perón, et de celle du Vatican, qui mirent en place ensemble les réseaux d'exfiltration (les fameuses *rat lines*) qui firent passer les criminels nazis hors d'Europe vers des abris sûrs en Amérique du Sud. Pendant presque une décennie, Eichmann vécut paisiblement en Argentine, et il aurait pu échapper encore plus longtemps à la justice sans la vigilance de certains de

ses compatriotes allemands. En effet, pas plus les Juifs que les Israéliens ne peuvent se targuer d'avoir localisé Eichmann. Dès la fin des années 1940, les Alliés ne manifestaient plus aucun empressement à punir les criminels nazis et, même en Israël et dans le monde juif, l'attention s'en était détournée. En 1957, Fritz Bauer fut informé qu'Eichmann se trouvait à Buenos Aires. Toutefois, les Israéliens se montrèrent alors très peu enclins à poursuivre les pistes que leur fournissait leur collègue ouest-allemand : ils ont pratiquement dû être conduits jusqu'au domicile du fugitif nazi. C'est ainsi que les Allemands furent finalement responsables de la découverte d'Eichmann, qui fut « cueilli » par ses propres concitoyens. Eichmann ne fut pas capturé par le Mossad, dont les agents n'eurent plus qu'à le récupérer[26].

Nombre des idées erronées à propos d'Eichmann proviennent de son procès, des origines de celui-ci et de son déroulement. Ainsi la thèse selon laquelle Ben Gourion aurait commandité la capture d'Eichmann dans l'intention d'utiliser son procès pour donner au monde une leçon sur les souffrances endurées par les Juifs et sur les justifications de l'existence de l'État juif, dont on peut imputer la longévité à Hannah Arendt, relève du mythe. L'historienne israélienne Hannah Yablonka a découvert que Ben Gourion ne se rendit compte du potentiel du procès qu'une fois qu'Eichmann fut arrivé en Israël et qu'une controverse internationale eut éclaté au sujet de son enlèvement. La police israélienne et la partie civile, loin de s'être préparées à juger Eichmann, durent étudier ses exploits en partant de rien. Leur travail fut rendu plus difficile par la discorde entre la police et l'accusation, dirigée par Gideon Hausner, alors procureur général de l'État hébreu. Des recherches récentes ont révélé que les préparatifs du procès avaient été soumis à des pressions politiques. Les Israéliens éludèrent certaines questions sensibles, telles que les contacts entre des sionistes et Eichmann au cours des années 1930, et les négociations autour du sort des Juifs hongrois en 1944, auxquelles Ben Gourion avait lui-même participé. Hausner interféra dans la sélection des témoins, afin de pouvoir « dessiner un tableau » de l'action des nazis contre les Juifs dans son ensemble, quand bien même une grande partie de cette action n'avait qu'un lien direct bien mince avec Eichmann. Dans cette perspective, le procès fut ouvertement un exercice de « justice spectacle ». Son dénouement, toutefois, même s'il ne laissa que peu de place au doute, ne fut pas truqué. Eichmann

bénéficia des services d'un avocat allemand compétent, et il se défendit lui-même avec habileté et avec verve[27].

Hannah Arendt ne fut pas personnellement témoin de cette performance : elle quitta les lieux après qu'Eichmann n'eut déposé que pendant quelques jours. Elle n'assista principalement qu'à la présentation de l'acte d'accusation et aux témoignages des survivants. Ainsi, son portrait d'Eichmann, celui d'un bureaucrate terne, est fondé sur la phase du procès au cours de laquelle il était délibérément passif, afin de priver de munitions l'accusation qui voulait donner de lui l'image d'un fanatique. Malgré sa magnifique perspicacité quant à la structure et au fonctionnement du IIIe Reich et au rôle d'Eichmann en son sein, la description qu'elle fit de ce dernier était en grande partie faite pour servir sa propre cause, pétrie de préjugés, et somme toute assez fausse. Arendt était venue en Israël avec beaucoup d'appréhension. Elle n'aimait pas Ben Gourion et se montrait circonspecte vis-à-vis de ses motivations ; elle avait de lui l'image d'un dirigeant quasi totalitaire. Elle méprisait Hausner, qu'elle voyait à travers le prisme du dédain traditionnel des Juifs allemands envers les Juifs polonais, les *Ostjuden*. Elle avait en cela des points communs avec Eichmann. Dans la salle d'audience, en effet, deux personnes considéraient les juges nés en Allemagne comme les meilleurs d'Allemagne et méprisaient le procureur, qui n'était à leurs yeux qu'un misérable *Ostjude* : la première était Eichmann, et la seconde Hannah Arendt.

Ironiquement, son livre, *Eichmann à Jérusalem*, a plus contribué à façonner la mémoire d'Eichmann que le procès lui-même. De nos jours, quiconque écrit sur le sujet travaille dans l'ombre de Hannah Arendt. Sa notion de « banalité du mal », combinée à la thèse de Milgram sur la soumission à l'obéissance à l'autorité, limitèrent étroitement les recherches sur l'Allemagne nazie et sur la persécution des Juifs pendant deux décennies. La raison de cela ne tient pas seulement au fait que ces travaux présentèrent des explications convaincantes sur la conduite d'Eichmann et sur les événements de l'époque. C'est en fait davantage parce qu'ils semblèrent fournir une clé pour comprendre le monde moderne : systèmes totalitaires, menace d'annihilation nucléaire d'une simple pression sur un bouton, exactions commises pendant la guerre du Vietnam. Pendant la guerre froide, la thèse selon laquelle il n'y aurait aucune différence entre le

IIIe Reich et le système soviétique était d'un grand réconfort et fournissait en même temps une puissante source de propagande pour les conservateurs occidentaux : des Eichmann, disaient-ils, pouvaient surgir des deux types de régime. À l'autre extrémité de l'échiquier politique, la gauche s'appropria Eichmann, afin d'expliquer comment des hommes en étaient venus à utiliser des armes de destruction massive contre des populations civiles. L'officier en uniforme SS qui n'avait fait qu'obéir aux ordres semblait être le précurseur d'hommes, tels que le lieutenant Calley, qui commirent des atrocités au Vietnam.

Cette entreprise visant à mythifier Eichmann fut accentuée par le cinéma et par la télévision. Bien plus de films et de documentaires furent consacrés à l'« homme dans le box de verre » qu'à tout autre nazi, en tout cas bien plus qu'à quiconque d'un rang comparable au sein de la hiérarchie du IIIe Reich. Dans toutes ces représentations d'Eichmann, historiographiques, littéraires et cinématographiques, on retrouve une tension entre le monstrueux et le très banal[28]. Mais peu importe de montrer à quel point Eichmann eût été un individu psychotique bien différent de nous, le fait est qu'il ne l'était pas. C'était un adolescent plutôt mou et il montra toujours un certain attachement aux figures paternelles. De manière répétée, de telles figures d'autorité masculines intervinrent dans sa vie pour lui faire emprunter à chaque fois une direction particulière : son père, Mildenstein, Heydrich, Müller. Cette disposition mise à part, Eichmann était une personne normale et il eut pour son époque une enfance et une éducation ordinaires. Il avait une vie sociale active, des petites amies, et, plus tard, une femme et une famille. Selon plusieurs personnes qui le connurent dans sa vie privée, c'était un bourgeois conventionnel. Une fois qu'il eut trouvé le métier qui lui convenait, il poursuivit une carrière relativement réussie. Même sa politisation suivit un processus ordinaire : dans l'Autriche des années 1920, de nombreuses personnes devinrent des nationalistes d'extrême droite et épousèrent des points de vue antisémites. Il n'y a aucune preuve tangible qu'Eichmann se soit montré violent ou haineux envers des Juifs, et il est fort peu probable qu'il rejoignit le SD en 1935 dans l'intention de mener une guerre contre les Juifs. Lorsqu'il commença à s'occuper activement de la « question juive », ce fut d'abord pour faire des recherches sur le sionisme et pour surveiller des Juifs. Il promouvait l'émigration en Palestine et avait

des rapports de travail cordiaux avec les représentants des organisations sionistes. Il changea ensuite progressivement : au sein de la SS et en particulier du SD, il s'imprégna d'un antisémitisme classique, selon lequel les Juifs représentaient un ennemi puissant qu'il fallait combattre sans relâche. Dès 1938, il se montrait capable de recourir à la terreur pour forcer des Juifs à émigrer, et il fut complice du fait qu'ils furent réduits à n'être que des itinérants démunis. Il s'acquitta de ces tâches avec enthousiasme et avec une joie réelle, fier de ce qu'il avait « accompli ».

La volonté d'Eichmann de faire endurer des souffrances physiques à un nombre considérable d'êtres humains, contrevenant à toute notion de droit naturel ou de statut de la personne, apparut d'abord en Pologne en 1939. Paradoxalement, les Juifs n'étaient pas alors la seule ni même la principale cible de sa haine raciale. C'est en Pologne que le sentiment commun de solidarité humaine, qui permet à une personne d'éprouver de la compassion pour autrui, disparut et que ses inhibitions à commettre des atrocités s'effacèrent. Pourtant, nier aux gens leurs droits légaux et humains, voler leurs biens, séparer les familles et causer encore des souffrances innommables n'atteint pas le degré de complicité de meurtre de masse et de génocide. Pendant un moment, Eichmann regimba à commettre de tels actes. Il lui fallut surmonter son aversion et faire le choix de devenir un génocidaire. Il y parvint parce que les Juifs étaient « l'ennemi » et que le Reich était désormais en guerre sur tous les fronts. Le langage et la manière de penser propres à la guerre rejoignirent les théories raciales eugéniques pour faire taire toute réserve. Plus encore, Eichmann s'employa à cette nouvelle tâche avec tout le savoir-faire managérial dont il disposait. La déportation d'êtres humains vers la mort était traitée avec le même esprit d'entreprise, pragmatique et attaché à la résolution des problèmes, dont il avait fait preuve pour organiser l'approvisionnement en essence des stations-service. Eichmann n'était pas fou et il n'était pas un simple robot recevant des ordres. Il fut formé au génocide et il fit le choix de mettre à exécution ce qu'il avait appris. C'est ici que repose la pertinence universelle de son cas, pour un siècle nouveau dans lequel le génocide est encore évoqué et encore pratiqué. Les pages qui suivent vont s'attacher à le montrer : il n'est pas nécessaire d'être anormal pour devenir l'auteur d'un génocide.

CHAPITRE PREMIER

ENFANCE, JEUNESSE, CARRIÈRE, 1906-1933

> Je veux juste dire que, à la maison, je n'étais en présence d'aucune haine contre les Juifs, l'éducation donnée par ma mère et mon père était profondément chrétienne…
>
> J'avais un ami [juif] à la Volksschule, avec qui je passais mon temps libre et qui venait à la maison…
>
> Eichmann à son interrogateur, Camp Yyar, 20 juin 1960[29].

Entre l'annonce de son arrestation et son procès en Israël, énormément de choses furent écrites à propos d'Adolf Eichmann. Dans leur hâte de rassasier l'appétit d'un public avide d'informations et de sensationnel, les journalistes puisèrent dans les maigres réserves des faits déjà connus. La plupart de ces éléments provenaient de témoignages recueillis lors des procès de Nuremberg et puisés dans les mémoires d'anciens nazis, dont les motivations et les souvenirs étaient loin d'être purs. Une histoire aussi erronée que sensationnelle suivait l'autre. Une vague de petits livres à grand tirage, ornés de couvertures criardes, donna l'image d'un Eichmann « inadapté » dont l'enfance et l'adolescence avaient été troublées par une tragédie familiale et des tourments politiques. Pour tous ces ouvrages écrits au kilomètre, il est devenu un nazi parce qu'il était un raté sur le plan tant familial que professionnel, et parce que la débâcle financière de sa famille l'avait rendu amer. Il était ainsi tout à fait courant de le décrire comme un

monstre dont la nature criminelle puisait sa source dans les premières années de sa vie[30].

Ce sensationnalisme n'avait pas pour seul but de vendre des livres. Les descriptions de l'enfance d'Eichmann étaient en grande partie inspirées des théories psychologiques, alors à la mode, de Theodor Adorno, Wilhelm Reich et Erich Fromm. Selon ces auteurs, le fascisme attira un certain type de personnes souffrant d'une sexualité réprimée ou de sentiments d'insuffisance socio-affective. Dans les années 1960, on considérait comme acquis qu'il existait une « personnalité nazie » et que le nazi moyen était *a priori* un déclassé ou un criminel dépravé. Ainsi, un nazi de l'importance d'Eichmann devait avoir une personnalité anormale, qui se serait développée conformément à ces stéréotypes[31].

En mai 1960, un journaliste britannique, Comer Clarke, déclara qu'Eichmann avait perdu sa mère à l'âge de quatre ans et qu'il avait été élevé par des tantes, après que son père eut déménagé d'Allemagne en Autriche afin de fuir les « tristes souvenirs » qui hantaient la maison familiale. Clarke raconta qu'Eichmann avait quitté l'école durant les « années de crise » en Autriche, après la défaite du pays lors de la Grande Guerre, et que son père, qui aurait fait fortune au cours de la guerre, avait été ruiné par la grande inflation qui avait suivi. Toujours selon Clarke, Eichmann était souvent pris par erreur pour un Juif à l'école et battu par ses camarades, ce qui avait laissé chez lui une profonde antipathie à l'égard du peuple juif. Ayant grandi dans un tel milieu, il n'était alors pas étonnant qu'il rejoigne les rangs du parti nazi « après avoir entendu un discours de Hitler[32] ». Quentin Reynolds, autre journaliste britannique, affirma quant à lui qu'Eichmann avait grandi « privé de mère et introverti ». Sa famille était si pauvre qu'il n'y avait jamais assez de nourriture à la maison. Le jeune Adolf était devenu « un enfant à problèmes » et il avait davantage souffert encore après que son père se fut remarié avec « une femme dure et dominatrice ». Jeune homme, il n'avait pas d'ami et ne connaissait aucune réussite, en partie parce qu'il avait l'air juif. Il essuya échec sur échec dans tous ses emplois successifs, et « parcourait les rues » de Linz en compagnie des chômeurs[33].

Le correspondant américain de la NBC conclut, sur la base d'interviews avec d'anciens camarades de classe d'Eichmann, qu'il était « un type

solitaire et distant». C'était «un jeune fragile, chétif, manifestement malheureux, un inadapté». Selon Donovan, Eichmann représentait «le modèle classique de la personnalité introvertie, dérangée, qui produit si souvent les larves du fanatisme. Son père, cadre sous-payé et qui tirait le diable par la queue dans une entreprise d'électricité au bord de la faillite, n'avait tout simplement pas les moyens de subvenir aux besoins de sa grande famille et il était fréquent qu'il n'y ait pas suffisamment à manger à la maison». Le garçon parvint à l'âge adulte, empreint d'une grande rancœur, et il «se laissa dériver dans un monde sans espoir» jusqu'au jour où «il échangea son vieux costume élimé contre le splendide uniforme de la SA[34]».

Tout cela n'a absolument aucun sens. Grâce à l'enquête judiciaire, les éléments centraux des premières années de la vie d'Otto Adolf Eichmann sont maintenant bien connus. Il vit le jour le 19 mars 1906 à Solingen, une ville industrielle de Rhénanie. Rien, dans tous les documents existants lui appartenant ou dans la somme importante de ses écrits autobiographiques, de ses interviews ou de ses interrogatoires, n'indique que son enfance eût été d'une quelconque manière anormale. Son père, Adolf Karl Eichmann, né à Elberfeld-Barmen le 3 septembre 1878, était comptable dans une compagnie de distribution d'électricité. Eichmann évoqua toujours son père avec affection, même s'il admit que celui-ci était un patriarche strict qui exigeait une grande obéissance. Dans ses derniers mémoires, Eichmann écrivit: «Je considérais mon père comme l'autorité absolue.» Sa mère, Maria Eichmann (née Schefferling), était femme au foyer et s'occupait d'une famille qui s'agrandit rapidement. Le jeune Adolf fut en effet très vite rejoint par ses frères et sœurs Emil, Helmuth, Irmgard et Otto. Il ne se rappelait pas précisément son enfance, même si un maître de l'école maternelle restait gravé dans sa mémoire en raison des histoires bibliques qu'il leur lisait, notamment une image de Moïse. Eichmann raconta que Moïse y était représenté avec des cornes, ce qui est un élément courant des représentations antijuives. Il est impossible de savoir si Eichmann reconstitua ses souvenirs d'enfance en fonction du comportement qu'il adopta plus tard envers les Juifs, ou bien s'il fit l'objet dans son enfance d'une certaine forme d'endoctrinement antisémite[35].

En 1913, Adolf Karl déménagea à Linz pour travailler comme responsable commercial de la compagnie des tramways et de l'électricité de la ville. C'était une forme d'ascension sociale : il incarnait la classe moyenne montante des pays germanophones, qui se déplaçait aisément entre les Empires allemand et autrichien afin d'obtenir de l'avancement. Environ un an après l'arrivée de son mari à Linz, Maria l'y retrouva avec les enfants. Ils s'installèrent donc dans un pays et dans une ville très différents de Solingen, même si les habitants parlaient aussi l'allemand. Les Eichmann étaient des protestants pratiquants, mais Linz était une ville catholique d'environ 100 000 habitants, dans laquelle l'Église détenait une position dominante. Bouleversement supplémentaire, en août 1914, l'Autriche et l'Allemagne s'engagèrent dans ce qui deviendrait la Grande Guerre et qui aurait des conséquences catastrophiques pour les deux pays. En 1916, alors que leur vie de famille s'assombrissait, Maria Eichmann mourut. Elle n'était âgée que de 32 ans ; une naissance tous les deux ans, ou presque, pendant dix ans avait contribué à affaiblir sa santé. Avec une famille si nombreuse à nourrir, le père d'Eichmann (qui vécut jusqu'en février 1960) eut tôt fait de se remarier. Il était membre du conseil de l'Église presbytérienne, et c'est lors d'une de ses réunions qu'il rencontra sa seconde femme, Maria Zawrzel. Elle était issue d'une riche famille, très bien introduite dans la société viennoise. Certains membres de sa famille avaient par ailleurs épousé des membres de familles juives appartenant au même milieu aisé[36].

La belle-mère d'Eichmann était une protestante très pieuse. Il se souviendra plus tard d'elle comme d'une femme « zélée et très consciencieuse », qui tenait sa maison de manière stricte. Lors de sa captivité, il raconta au révérend Hull, un pasteur protestant : « Il y avait sept garçons et une fille dans notre famille. Il n'y avait aucun désordre. Nous avons été élevés d'une manière stricte et, enfants, avons eu une vie normale, calme. » Chaque matin, sa belle-mère présidait une lecture de la Bible correspondant au calendrier liturgique. Adolf participait à ces actions de piété domestique, mais il s'intéressait plus aux passages sur la guerre et les batailles qu'à ceux qui avaient un contenu éthique ou théologique[37].

L'absence momentanée de son père, le déménagement à Linz, la mort de sa mère et le remariage de son père, le tout dans un contexte de guerre

mondiale et de crise politique, ont bien pu déstabiliser le jeune Eichmann. Cependant, il ne fit aucune allusion à ce type de bouleversement dans aucun de ses récits autobiographiques. Il n'exprima jamais de ressentiment à l'égard de son père à propos du déménagement à Linz ou de son remariage. Il accepta le fait qu'après le deuil, avec cinq enfants à charge, son père avait besoin d'une nouvelle femme. Celle qu'il choisit réussit « remarquablement bien à s'intégrer ». Adolf assura qu'il se montrait « très gentil » envers sa belle-mère, même si, de manière éloquente, jamais il ne prononçait son nom ni celui de ses demi-frères[38].

À Linz, la famille Eichmann vivait dans un appartement situé au 3 Bischofstrasse, dans le centre-ville. Adolf alla à l'école élémentaire, puis à la *Kaiser-Franz-Josef Staatsoberrealschule*. Par le fait du hasard, c'est dans cette même école secondaire qu'Adolf Hitler fut élève, entre 1900 et 1904. Toutefois, à la différence de Hitler, Eichmann ne mentionna pas ses professeurs et leur enseignement et n'attribua aucune de ses croyances à leur influence. Il y avait des garçons juifs dans cette école, et, loin d'être une victime de la violence antijuive ou bien de l'encourager, Eichmann avait un ami juif, Mischa Sebba. Le père de celui-ci possédait une pharmacie en ville et sa mère tenait un salon de beauté. Les deux garçons se rendaient fréquemment visite l'un à l'autre, et Eichmann resta en contact avec Mischa jusqu'en 1931. Ils se rencontraient et allaient se promener ensemble même après qu'il eut rejoint les rangs du parti nazi[39].

Cette amitié montre bien que le jeune Eichmann n'était pas particulièrement solitaire ni impopulaire. Et l'idée selon laquelle il n'aurait eu que des amis « marginaux » comme lui ne tient pas non plus : un autre de ses amis venait d'un milieu social bien différent de ce préjugé. Il s'agit de Friedrich von Schmidt, dont le père avait été maréchal dans l'armée austro-hongroise et dont la mère était comtesse. Bien que la famille von Schmidt eût connu des temps difficiles avec la dissolution de l'Empire autrichien, l'amitié entre les deux garçons prouve qu'Eichmann était loin d'être un déclassé. Le garçon de la Bischofstrasse était considéré comme un camarade de jeux tout à fait convenable pour un fils de l'aristocratie[40].

La vie sociale d'Eichmann était typique de celle des enfants et de la jeunesse de son milieu. Comme tout enfant bourgeois, il apprit à jouer d'un instrument de musique et devint un violoniste tout à fait honorable. Son

père l'encouragea aussi à apprendre l'escrime et il prit également des cours de *jiu-jitsu*. Il était membre de la YMCA *(Young Men's Christian Association)* et passait tous ses dimanches après-midi au club après être allé à l'église avec sa famille. Plus tard, il devint membre du *Wandervogel*, une sorte d'association scoute ou de découverte de la nature, qui organisait des randonnées et des camps pour adolescents. Son groupe au *Wandervogel* faisait partie de la fédération des organisations de jeunesse, mouvement ostensiblement apolitique, bien que traversé de courants idéologiques divers. La section d'Eichmann, nommée en référence au vautour griffon, lui fit connaître des garçons plus âgés que lui, qui appartenaient déjà à des milices d'extrême droite autrichiennes[41].

Les médiocres résultats scolaires d'Eichmann – point commun avec son futur *Führer* – expliquent son parcours de manière plus pertinente que son *ethos* politique. En 1921, après qu'il eut achevé sa quatrième année, « [son] père qui avait l'esprit très pratique, [l']a retiré de l'école ». Adolf Karl inscrivit son fils dans un collège technique : la *Höhere Bundeslehranstalt für Elektrotechnik, Maschinenbau und Hochbau*. En vain. Comme Eichmann l'avoua à son interrogateur : « Je n'étais pas un élève très appliqué. » Il quitta le collège après tout juste quatre trimestres et n'obtint jamais de diplôme. C'est pourquoi son père s'arrangea pour lui faire acquérir une expérience professionnelle au sein de l'entreprise qu'il dirigeait alors[42].

Adolf Karl avait en effet quitté la compagnie électrique et s'était mis à son compte, sans grand succès cependant. Tout d'abord, il acquit 51 % des parts de la compagnie minière Untersberg, située à Salzbourg, et spécialisée dans l'extraction d'huile de schistes bitumeux dans la région frontalière avec l'Allemagne. C'est dans cette entreprise qu'Eichmann commença à travailler, sans que cela ne fît la fortune de son père. Adolf Karl investit plus tard ses économies et celles de sa femme dans la construction d'une usine métallurgique dans l'Innviertel, en Haute-Autriche. Cet investissement s'avéra malencontreux et ils y perdirent beaucoup. Loin de se laisser décourager, il acheta des parts d'une petite entreprise d'ingénierie de Salzbourg, qui produisait des « locomobiles ». Malheureusement, son associé dans cette affaire se révéla être un escroc, qui fut pendu quelque temps après. Puis, Adolf Karl se tourna vers la production et la vente de

biens électriques à travers une entreprise nommée Electrotech Autriche, filiale de la compagnie électrique de Linz. À la fin des années 1920, cette entreprise était également en difficulté. Bien qu'il fût déjà âgé d'une quarantaine d'années, Eichmann père s'en retourna vendre des pièces détachées de radio et des piles. Le fait qu'il parvînt alors en peu de temps à établir « une affaire prospère » témoigne de sa ténacité[43].

Ces vicissitudes ne furent jamais très sérieuses et elles n'avaient rien d'atypique. Il est certain qu'Adolf Karl Eichmann avait l'esprit d'entreprise et qu'il savait rebondir. Ses expériences ne semblent pas l'avoir rendu amer, ni avoir donné à son fils des raisons de concevoir un ressentiment général contre la société. S'il a pu perdre son capital une fois ou deux, il parvint à chaque fois à se ressaisir et put à nouveau gagner beaucoup d'argent. Un homme d'affaires doit s'attendre à de tels revers, en particulier dans un climat économique aussi instable que celui de l'Autriche du lendemain de la Grande Guerre. En fait, Linz résista mieux aux troubles de l'immédiate après-guerre que beaucoup d'autres villes et demeura assez prospère. La famille Eichmann ne connut jamais la pauvreté et ne fit jamais partie des déclassés. La seconde femme d'Adolf Karl avait des attaches familiales au sein de la haute société viennoise, et lui-même était un membre respecté de la communauté protestante, et entretenait des rapports étroits avec un certain nombre de représentants de l'élite locale, avocats et hommes d'affaires qui, plus tard, devaient jouer un rôle dans la carrière de son fils[44].

Pour le moment, toutefois, c'est Adolf Karl qui prit en main le jeune homme plutôt oisif. Pendant plusieurs mois, le jeune Eichmann travailla dans différents départements de la compagnie minière Untersberg, à la fois sur terre et sous terre. Une partie de son travail consistait à ramper dans des tunnels longs et étroits. Comme l'équipe souterraine était réduite, composée de seulement dix hommes, il était impossible de tirer au flanc. Il semble en fait qu'Eichmann apprécia l'effort physique. Puis, son père le plaça dans la compagnie Electrotech Autriche, pour qu'il y fasse son année d'« engagement volontaire » – une forme de service national, en réalité plutôt un apprentissage. Il passa deux ans et demi au sein de cette entreprise. À la demande de son père, il reçut une formation de représentant spécialisé dans les radios, qui étaient alors à la pointe de la technologie. Or,

Eichmann ne progressa pas dans cette section, et son père décida de nouveau de le changer d'affectation[45].

Celui-ci avait remarqué une annonce dans le journal local pour un poste de représentant de commerce auprès de la compagnie pétrolière Vacuum Oil Company, et la belle-mère d'Eichmann fit appel à un de ses parents pour faciliter les choses. Elle avait un cousin haut placé à Vienne, le Dr Friedrich von Haymerke (aussi connu sous le sobriquet affectueux d'Onkel Fritz), qui était un ami du directeur de l'entreprise, Herr Weiss, et qui appuya la candidature du jeune Adolf. Qu'Onkel Fritz eût des parents juifs par alliance, que Herr Weiss fût Juif, ou qu'ils eussent cherché à recevoir une faveur d'un Juif n'eut aucune importance. Au contraire, c'est sans aucune hésitation que les Eichmann mobilisèrent leurs relations avec des Juifs pour le profit de leur famille, et ils n'en ressentirent, selon toute vraisemblance, ni embarras ni scrupule. Ainsi, à l'âge de 19 ans, Eichmann se rendit à Vienne pour passer un entretien avec un cadre dirigeant de l'entreprise, Herr Popper, qui était lui-même Juif. Popper annonça à Eichmann qu'il était normalement trop jeune pour l'emploi, mais que cela importait peu dans la mesure où le directeur de l'entreprise avait donné des instructions spécifiant qu'il devait être embauché. Eichmann s'en retourna à Linz, où il commença à se documenter sur les différents types de pétrole, de kérosène et d'essence. Après une formation relativement superficielle aux techniques de vente, il fut envoyé sur les routes, équipé d'une moto pour l'aider à couvrir le vaste, quoique peu densément peuplé, territoire de la Haute-Autriche[46].

La carrière commerciale d'Eichmann fut peu étudiée. Pourtant, elle est riche d'enseignements sur l'homme et éclaire d'un jour nouveau ses activités futures. Eichmann travaillait dur et il faisait bien son travail. Il était le genre de personnes qui deviennent vite ternes lorsqu'elles sont confinées exclusivement derrière un bureau, à l'école ou dans une entreprise, mais qui s'épanouissent dans les activités pratiques ou toute autre occupation leur permettant d'exploiter leur énergie. Il parcourut la Haute-Autriche en long, en large et en travers, et fut ravi de ce périple dans les régions encore peu développées du Mühlviertel, « un petit district tout à fait séduisant, où les gens vivaient encore comme cinquante ou cent ans auparavant[47] ».

En plus de la vente de produits pétroliers, Eichmann effectuait des repérages pour de futures stations-essence et organisait la livraison de fioul pour les clients de la compagnie. Il y gagna une expérience précieuse dans la localisation et l'estimation des réseaux de transport. Il devint expert dans l'art de planifier les livraisons : transférer les produits du fournisseur au consommateur au moment voulu et dans les bonnes quantités. En 1933, il fut affecté au district de Salzbourg, plus densément peuplé et plus urbain, ce qui équivalait à une importante promotion. Eichmann était un employé diligent (et un bon fils). Il voyageait pendant la semaine et regagnait le domicile familial à Linz, le vendredi soir, où il passait ses samedis matin à s'occuper de tâches administratives. Eichmann était en effet particulièrement attentif à la partie administrative de son travail : même si c'était le week-end et que les sources d'amusement ne manquaient pas, il « écrivait des rapports et réglait certaines questions[48] ».

Comme il jouissait désormais d'un revenu, de la liberté d'aller et venir à son gré les soirs de semaine, et d'une moto avec laquelle il pouvait impressionner ses petites amies potentielles, sa vie sociale s'épanouit. Il n'avait rien du décalé gauche et solitaire, recrue typique des nazis que décrivent bon nombre d'analyses psychologiques et psychosociologiques de l'essor du mouvement. Ses mémoires rédigés en prison sont remplis de gratitude envers son père pour son déménagement en Haute-Autriche, sa « seconde *Heimat* [patrie] », et pour lui avoir donné « une jeunesse radieuse, sereine ». Excellent cavalier, il passa de nombreuses heures à chevaucher à travers la campagne. Il se souvint que, comme tous les autres jeunes hommes, ces périodes le remplissaient « d'amour, d'énergie et de vie ». « Les sports mécaniques, les sports de montagne, le travail, les cafés, les amis et les petites amies – et pourquoi pas ? – remplissaient les jours et les années[49]. »

En 1930, âgé de 24 ans, Eichmann se fiança à la fille d'un inspecteur de police. Cette relation est riche en signification, notamment pour la manière dont elle prit fin – comme nous le verrons plus loin. Elle montre qu'il n'avait rien d'un éternel perdant dans les affaires de la vie et de l'amour. La jeune fille était issue de la classe moyenne, son père était un officier prestigieux de la république d'Autriche. Leur liaison aurait été inconcevable si Eichmann avait été un miséreux au chômage ou si son père avait été un

paria frappé par la pauvreté. Au contraire, tout dans cette relation indique qu'Eichmann était un citoyen tout à fait respectable et représentait un parti tout à fait digne d'une fille de la bourgeoisie[50].

De fait, il est impossible de concevoir sa carrière autrement que sur une trajectoire ascendante. Même s'il vécut difficilement la manière dont il fut muté assez abruptement loin du Mühlviertel cher à son cœur vers la trépidante Salzbourg, cette nouvelle affectation relevait très clairement d'une promotion. Dès lors, lorsqu'il rejoignit les rangs du parti nazi en 1932, ce n'était aucunement parce qu'il « battait le pavé ». Le chômage s'élevait à plus de 12 % en Autriche, et la crise sociale était grande, mais lui avait un bon emploi, des revenus réguliers et ses propres moyens de locomotion. Eichmann se vanta plus tard du fait qu'il avait même pu faire tailler sur mesure son uniforme de la SS. Lorsqu'il était à la Maison brune, le quartier général des nazis à Linz, il offrait à ses camarades pauvres de la bière et des petits pains. Comme il le raconta plus tard : « J'étais un des rares à avoir un emploi et à être bien payé[51]. »

Il n'y a pas non plus de lien entre son renvoi soudain de la société pétrolière Vacuum Oil Company et ses débuts dans l'activisme politique d'extrême droite. En mai 1933, le directeur de la région de Salzbourg, Herr Blum, qui, à l'instar de Weiss et de Popper, était Juif, convoqua Eichmann dans son bureau et l'informa qu'à cause des conditions économiques difficiles, l'entreprise se voyait dans l'obligation de diminuer le nombre de ses employés. La coutume était de se séparer d'abord de ceux qui n'étaient pas mariés, ce qui était le cas d'Eichmann ; il eut donc la malchance d'être licencié. L'arrangement se fit à l'amiable. Eichmann s'était lassé de la vente et il n'appréciait guère les villes touristiques encombrées autour de Salzbourg. La compagnie lui versa un mois de salaire pour chacune des cinq années qu'il y avait passées, ce qui lui aurait permis de tenir jusqu'à ce qu'il retrouve un emploi ou jusqu'à ce qu'il crée sa propre entreprise. Il espérait pouvoir se lancer, en exploitant sa vaste clientèle en Haute-Autriche, même s'il eût connu des difficultés au départ. De plus, du point de vue politique, Eichmann était déjà un activiste nazi. Il raconta plus tard qu'il avait été renvoyé pour des raisons politiques, mais il s'agit très probablement d'une invention. Si Weiss, Popper et Blum avaient à ce point

désapprouvé ses opinions politiques, ils n'auraient pas eu besoin d'attendre jusqu'en 1933 pour se débarrasser de lui[52].

La carrière d'Eichmann ne peut pas expliquer sa décision d'adhérer au parti nazi, que ce soit pour des raisons liées à une disgrâce sociale et aux difficultés économiques, ou à cause d'une forme de ressentiment envers ses employeurs juifs. Après des débuts incertains, il avait trouvé ses marques et avait fait ses preuves. Il avait impressionné ses supérieurs et même obtenu une promotion. Si une relation existe entre ces deux aspects, c'est l'activisme politique qui l'éloigna de son emploi plutôt que le contraire. Mais cela soulève alors une autre question : pourquoi devint-il national-socialiste ? Afin d'y répondre, il nous faut revenir à sa formation politique et analyser les facettes de sa vie qui contribuèrent directement ou indirectement à façonner sa vision du monde et son orientation politique.

Lors de son procès, l'accusation tenta de montrer qu'Eichmann avait rejoint le national-socialisme par le biais d'autres mouvements d'extrême droite et de groupes antisémites autrichiens. Selon cette thèse, il aurait adhéré au national-socialisme en pleine connaissance de son idéologie, de son programme et de ses actions contre les Juifs. Ce qui implique qu'Eichmann savait où il mettait les pieds et que le parti pouvait satisfaire un désir ancien qu'il concevait pour une certaine forme d'activisme politique. Au contraire, lors de ses interrogatoires et de ses dépositions devant la Cour, Eichmann minimisa toute conscience politique et toute implication[53]. Ces deux interprétations ne sont pas mutuellement exclusives, étant donné les conditions spécifiques dans lesquelles Eichmann évolua et comment ses orientations politiques furent façonnées.

Politiquement, Linz fut dominée par des nationalistes allemands entre 1900 et 1918. Une alliance d'avocats, de fonctionnaires, d'enseignants, de petits commerçants et de marchands, dirigée par Carl Beurle, contrôlait la mairie. Beurle, qui occupa le poste de maire pendant toute cette période, orchestra avec succès leur antipathie commune envers les libéraux, le clergé et les Juifs. Malgré une période de troubles, entre 1918 et 1920, au moment de l'effondrement de l'Empire austro-hongrois, et alors que la révolution menaçait, les élites locales traditionnelles parvinrent à réaffirmer leur pouvoir, et Linz connut encore

presque une décennie de relative stabilité politique, avec à sa tête un conseil municipal conservateur d'orientation chrétienne et sociale[54].

Eichmann a décrit plus tard son père et sa famille comme apolitiques : « On ne parlait jamais de politique à la maison, mon père se moquait bien de la politique[55]. » Il est peut-être exact que la politique, au sens étroit de politique de partis, n'était pas débattue, mais l'idéologie politique pénétrait tous les aspects de la vie en Europe centrale, et des associations ou des activités apparemment innocentes étaient néanmoins chargées politiquement. Tout d'abord, les Eichmann étaient des protestants calvinistes et ils faisaient partie d'une toute petite minorité religieuse en Autriche. Dans l'école d'Eichmann, quelques années avant son arrivée, on dénombrait 323 catholiques, 19 protestants, et 17 juifs. Comme il le confia au révérend Hull des années plus tard : « On remarque les protestants très facilement en Autriche, puisque la majorité de la population est catholique[56]. » L'appartenance à cette minorité confessionnelle était associée à un certain nombre de traditions et de prises de position politiques. Les protestants autrichiens s'identifiaient à l'Allemagne. Dans les années 1880, ils formaient l'ossature du mouvement pangermanique de Georg Ritter von Schönerer, qui œuvrait à l'unification des populations germanophones d'Europe centrale. Schönerer était anti-Habsbourg, antislave et anticatholique. Il prônait une doctrine raciale vantant la supériorité nationale allemande, et il compta parmi les pionniers de l'antisémitisme moderne, politique : son programme, proclamé à Linz en 1882, appelait à l'« exclusion des Juifs de tous les secteurs de la vie publique ». Schönerer eut une influence majeure sur les décisions politiques locales mises en œuvre par le maire Carl Beurle[57].

Si Adolf Karl ne fut jamais membre d'un parti, Eichmann déclara : « Mon père a toujours prêté une oreille attentive aux doctrines nationalistes. Sur ce sujet, il s'est toujours exprimé sans détour. » Un des collègues d'Adolf Karl, qui était aussi un de ses compagnons de café, Hugo Kaltenbrunner, était un avocat local important ainsi qu'un nationaliste allemand flamboyant. Son fils Ernst était étroitement lié aux groupes étudiants d'extrême droite et aux milices dans les années 1920, et lorsqu'il trouva que ces groupes n'étaient pas suffisamment radicaux, il rejoignit les rangs du parti nazi. Ernst Kaltenbrunner joua un rôle clé dans l'adhésion d'Eichmann à ce même

parti, mais il faut bien voir que la route qui l'y mena était pavée d'un même arrière-plan socioculturel. Le père d'Eichmann était également l'ami d'un combattant national-socialiste de la première heure, Andreas Bolek, qui fut nommé *Gauleiter* de Linz en 1929. Bolek était arrivé à Linz après la Première Guerre mondiale, à la recherche d'un emploi. Eichmann père lui en avait obtenu un au sein de la compagnie électrique et des tramways de Linz – en fait, Bolek épousa peu après la fille d'un boucher de la ville et quitta son premier emploi. Adolf Eichmann se souviendra plus tard que, lorsque les temps étaient difficiles, on l'envoyait à la boucherie de Bolek acheter de la viande à un prix préférentiel, ce qui suggère que Bolek avait conservé une certaine gratitude envers son père et, peut-être aussi, qu'il était prêt à aider au besoin le jeune Adolf. Tout comme Kaltenbrunner, Bolek joua un rôle prépondérant dans le parcours politique d'Eichmann[58].

Ces amitiés paternelles indiquent que, même si Adolf Karl Eichmann ne parlait pas de politique à la maison, il était tout à fait disposé à frayer avec des hommes qui, eux, n'hésitaient aucunement à exprimer leurs conceptions politiques – lesquelles se situaient toujours à l'extrême droite et étaient pénétrées de nationalisme austro-allemand. Au cours des années 1930, il emboîta le chemin de son fils et adhéra lui aussi au parti nazi. Ce fait, souvent négligé, qui échappa à l'enquête sur Eichmann, confirme la dynamique à l'œuvre entre le père et le fils. Eichmann grandit dans un milieu protestant, nationaliste austro-allemand, où les relations sociales, les rapports professionnels et les prises de position politiques à l'extrême droite étaient étroitement mêlés[59].

Sa scolarité renforça ces penchants, même si ce ne fut pas nécessairement dans la direction de la politique partisane traditionnelle. Eichmann apprit l'histoire auprès du Dr Leopold Poetsch, qui avait été le professeur de Hitler et qui avait eu une grande influence sur ce dernier. Poetsch était connu à Linz pour ses convictions nationalistes allemandes véhémentes. Au début du XXe siècle, à la différence de certains autres nationalistes allemands hostiles à l'empire Habsbourg multinational, qui souhaitaient que les régions germanophones de l'Empire fussent rattachées à l'Allemagne, Poetsch se montra quant à lui pro-Habsbourg. Après la chute de l'Empire austro-hongrois, il reporta sa loyauté vers la république d'Autriche. Toutefois, dans les deux cas, il chantait les louanges du peuple allemand,

supérieur à tous les autres, et en particulier à ses voisins slaves tels les Tchèques, qui, craignait-il, empiétaient sur la patrie historique allemande. En ce début de siècle, l'école d'Eichmann était connue pour le fort nationalisme de ses élèves et il n'y a aucune raison pour que cela ait changé entre 1917 et 1921. De fait, Eichmann se souvenait que les jeunes garçons étaient divisés en différents groupes politiques, qui incluaient les socialistes, les monarchistes et les nationalistes. Il assura être passé de l'un à l'autre de ces groupes sans personnellement faire beaucoup de différence entre eux, mais, en pratique, il gravitait toujours autour du groupe nationaliste allemand d'extrême droite. Il raconta de manière frappante comment ses cours furent perturbés pendant l'année 1919-1920, lorsque les travailleurs et les soldats organisèrent des émeutes à Linz sous la bannière du bolchevisme[60].

Si la maison, l'église et l'école contribuèrent à façonner les idées d'Eichmann, ce fut également le cas de ses loisirs. Bien qu'organisés en dehors de la politique partisane, les *Wandervogel* cultivaient un attachement mystique et *völkisch* à la campagne, et exprimaient la rébellion de la jeunesse contre les valeurs bourgeoises de la génération précédente. Chaque branche des *Wandervogel* était unique et les jeunes chefs charismatiques exerçaient une influence particulière sur l'orientation de leur groupe. Certains combinaient l'amour de la nature avec un *ethos* ascétique, égalitaire et anticapitaliste, alors que d'autres étaient clairement antisémites et porteurs d'un discours d'extrême droite. Lorsque Eichmann exprima son amour de la nature et idéalisa la vie rurale, il ne fut pas simplement pris d'un accès lyrique pour décrire les superbes paysages arcadiens du Mühlviertel. Les nationalistes allemands situaient l'esprit réel et le réservoir biologique du *Volk* – le peuple défini de manière raciale – allemand au sein de la classe paysanne et ils imprégnaient le « paysage allemand » d'un sens mystique. Le sang et le sol étaient étroitement mêlés : les paysages qu'aimait Eichmann symbolisaient à ses yeux l'unité du *Volk* allemand pur, avec sa patrie, sa *Heimat*, préservée de toute tache. Certains membres du groupe *Wandervogel* auquel Eichmann adhéra, baptisé « Griffon », appartenaient également aux milices d'extrême droite qui dominaient la vie politique autrichienne[61].

Par l'entremise de son camarade aristocrate Friedrich von Schmidt, Eichmann fut attiré au sein de la *Deutsche-Österreichischen Frontkämpfer-Vereinigung*, une association d'anciens combattants qui réunissait des nationalistes allemands violemment antisocialistes. La *Frontkämpfer Vereinigung* fut créée en 1920 sous la forme d'une société d'« assistance mutuelle », mais elle servit en réalité de couverture à une campagne virulente et souvent violente à l'encontre du « marxisme juif ». Selon Bruce Pauley, un historien du nazisme et de l'antisémitisme en Autriche, le mouvement était « clairement antisémite ». Son chef, le colonel Hermann von Hiltl, était lui-même un antisémite invétéré. En mars 1921, il prit la parole à l'occasion d'un congrès de l'« internationale » *Antisemitenbund* et exigea alors que les Juifs, qu'il désigna comme responsables de la chute de l'empire Habsbourg, fussent privés de leurs droits de citoyens autrichiens. Il voulait qu'il leur fût interdit de servir dans l'armée ou de posséder des terres. Toute parcelle du saint sol allemand en leur possession devait, selon lui, être expropriée par la loi. Meeting après meeting au cours des années 1920, Hiltl appela à la fin de l'immigration juive en Autriche et à l'encouragement de l'émigration juive hors du pays. La *Frontkämpfer Vereinigung* participait très souvent à ces rassemblements tumultueux[62].

Encouragé par von Schmidt, Eichmann rejoignit les rangs du groupe de jeunesse de l'association, la *Deutsche-Österreichischen Jungfrontkämpfer-Vereinigung* (Association de jeunes des anciens combattants austro-allemands). Les jeunes vétérans organisaient des défilés et participaient à des rassemblements au cours desquels le « marxisme juif » et les « bolcheviques juifs » étaient abondamment fustigés. Le groupe fournissait aussi une instruction militaire à ses membres : c'est dans les rangs de la *Jungfrontkämpfer-Vereinigung* qu'Eichmann apprit à marcher au pas et à tirer[63].

Devenu membre de la *Jungfrontkämpfer-Vereinigung*, il fut comme harnaché à un tapis roulant le conduisant toujours plus à droite. Il n'était toutefois pas inévitable qu'il fût conduit jusqu'au parti nazi. L'association des anciens combattants de Haute-Autriche, à laquelle il appartenait, n'était qu'un groupe parmi quantité de mouvements régionaux formant ce qui était habituellement désigné comme la *Heimwehr* – la garde nationale. Dans sa région, celle-ci était particulièrement modérée. Eichmann se souvint que sa

branche de la *Frontkämpfer-Vereinigung* incluait des monarchistes nostalgiques pro-Habsbourg, des chrétiens sociaux (conservateurs), ainsi que des nationalistes. En comparaison, la branche autrichienne du NSDAP (Parti national-socialiste des travailleurs allemands) en Haute-Autriche était bien faible. Eichmann raconta que « seule une minorité était nationaliste. Et personne n'avait encore entendu parler du national-socialisme[64] ».

En rappelant cela, il ne tentait pas seulement de se protéger contre l'accusation selon laquelle il aurait toujours été nazi. Il serait erroné de croire que, pour devenir un nazi fanatique, il aurait suffi qu'il fût né et même élevé comme tel. À l'instar de millions d'Allemands et d'Autrichiens, Eichmann fut socialisé et politisé dans un milieu qui ne contribua que par inadvertance à la création de futurs nationaux-socialistes et il est important de souligner ce point afin de comprendre les choix et les tournants qui conduisirent des hommes comme lui au sein des rangs du NSDAP.

La présence des nazis était faible en Haute-Autriche. C'était en partie lié au fait que la puissance de la *Heimwehr*, branche politique des milices, rendait la présence du national-socialisme pratiquement redondante. Les nazis autrichiens éprouvaient de grandes difficultés à faire valoir les différences entre leur programme et ceux des autres partis nationalistes. Personne en Autriche n'était satisfait de l'état du pays au lendemain de la Grande Guerre. Avec l'humiliant traité de Saint-Germain, l'Autriche perdit de vastes territoires et un tiers de sa population germanophone constitua des minorités dans d'autres pays découpés dans l'ancien empire déchu. Chaque parti politique autrichien, à gauche comme à droite, fut à un moment ou un autre opposé à ce traité de paix, ressenti comme une punition, et la plupart d'entre eux étaient favorables à une union entre ce qui restait de l'Autriche et l'Allemagne. Le pays fut miné par une grande instabilité politique et économique jusqu'au milieu des années 1920, mais bien que les nazis en vinssent à dominer les mouvements politiques étudiants, ils ne parvinrent pas à progresser de façon déterminante sur la scène politique nationale tant que les socialistes purent compter sur l'allégeance de la classe ouvrière dans les grandes villes. En outre, le bureau politique du parti, au cours des années 1920, était constitué d'une équipe de médiocres. Nombre de ces dirigeants venaient des Sudètes (en Tchécoslovaquie) et n'étaient même pas

Autrichiens. Tout comme la plupart des membres du parti, ils étaient issus de la petite classe moyenne et n'avaient guère de prestige social. Le parti était encore affaibli par des luttes intestines constantes et des scissions à propos des mérites d'une politique pro-allemande. Evan Burr Bukey, un historien spécialiste de Linz, affirme que, « en termes d'origine géographique et de composition sociale, le parti nazi de Linz était avant 1931 un parti situé hors du système ». Ce qu'Eichmann confirma, rappelant que, « hors de [leurs] cercles », les nazis étaient méprisés, et déclara au tribunal israélien : « J'ai rejoint le parti à un moment d'intenses luttes internes[65]. »

Toutefois, les choses commencèrent à changer pour les nazis autrichiens et on peut établir un lien entre le début de leur essor et le changement d'allégeance d'Eichmann. En 1929, le chômage dépassait 12 % en Autriche. À l'occasion des élections parlementaires de 1930, le parti nazi recueillit quelque 111 000 voix, la *Heimwehr* 228 000, les socialistes et les chrétiens-sociaux étant tous deux loin devant. À ce moment-là, les nationaux-socialistes autrichiens portèrent à leur tête un nouveau leader, Theo Habicht, qui renforça encore leur succès. Lors des élections régionales organisées en Haute-Autriche en avril 1931, le vote nazi crût de 36 %, pour atteindre 15 770 voix. Le soutien à la *Heimwehr* décrut dans le même temps de 40 000 à 19 000 voix. Alors que le vote nazi progressa jusqu'à 150 % dans certaines régions d'Autriche, la *Heimwehr* commença à se désintégrer et les militants nazis fondirent sur ses membres. Lors des élections régionales d'avril 1932, les nazis connurent un succès fulgurant à Vienne, en Basse-Autriche et à Salzbourg, le nombre de leurs suffrages passant de 66 000 à 336 000[66].

C'est précisément à cette époque-là qu'Eichmann adhéra au parti. C'était une recrue classique, issue de la mouvance des milices et de la *Heimwehr*. Toutefois, il s'était rapproché progressivement de la droite et il lui avait d'abord fallu dépasser les préjugés contre les nazis présents dans sa région et dans son milieu social. Dans les mémoires qu'il rédigea en Argentine, il rappelle un incident qui se déroula à Linz et qui illustre ce processus. Il était alors fiancé à la fille de l'officier de police. L'appartement de la famille de celle-ci donnait sur un café où les membres du parti nazi et de la SA avaient leurs habitudes. « Dans notre milieu, on avait coutume de dire que le

NSDAP était un parti d'imbéciles et de ratés.» Ainsi, lorsque sa fiancée aperçut à travers la vitre une colonne d'une trentaine ou d'une cinquantaine de chemises brunes qui s'approchait, elle les désigna comme des «idiots». Ce à quoi Eichmann répondit: «Ces idiots connaissent l'ordre et la discipline – et ils savent marcher au pas.» Peu de temps après, leurs fiançailles furent rompues[67].

Cette anecdote est très révélatrice. En tant que fonctionnaire, le père de la jeune femme, possible futur beau-père d'Eichmann, devait se montrer loyal envers la république d'Autriche. L'État autrichien, qui, en 1918-1919, semblait être faible et moribond, vulnérable tant face à une révolution socialiste qu'à une prise du pouvoir par ses voisins dominés par les bolcheviques, représentait pourtant une alternative préférable au chaos régnant en Allemagne, où l'extrême gauche et l'extrême droite étaient toutes deux puissamment ancrées. À cette époque, une grande partie des Autrichiens soutenaient leur petite république. Pour ces loyalistes, les nazis autrichiens, qui voulaient une union avec l'Allemagne, étaient de fait des «idiots». Les républicains autrichiens se rallièrent aux politiciens conservateurs chrétiens-démocrates, rassemblés derrière Engelbert Dollfuss, qui construisaient une identité distincte pour l'Autriche sous la forme d'un État catholique qu'il fallait défendre des visées de voisins prédateurs. En ces circonstances, les nationalistes austro-allemands, pour qui le parti nazi et l'union avec l'Allemagne étaient l'avenir du pays, se sentirent lésés lorsque la *Heimwehr* offrit au régime un soutien ambivalent.

Eichmann était de plus en plus impressionné par les nazis. Dès la fin des années 1920, il commença à lire les journaux du parti. Les samedis et dimanches matin, il se rendait à son café favori, commandait un café noir et lisait le *Linzer Tagespost*, le *Linzer Volksstimme*, et, lorsqu'il parvenait à se le procurer, le *Völkische Beobachter*. Ce dernier, publié à Munich et dirigé par Alfred Rosenberg, était l'un des principaux journaux des nationaux-socialistes allemands. Goebbels en était un contributeur régulier. Le *Linzer Volksstimme* était peut-être une lecture matinale plus appropriée. Il était publié à Linz et dirigé par Alfred Proksch, un national-socialiste de la première heure qui devint le *Gauleiter* de Haute-Autriche. Proksch avait fondé le premier groupe nazi en Autriche, en 1919, et lors des luttes intestines au parti des années 1920, il était à la tête de l'aile pro-Hitler,

favorable à une union avec l'Allemagne. Alors que le *Völkische Beobachter* enthousiasmait Eichmann par ses récits exaltant l'héroïsme des SA et des SS faisant le coup de poing avec les bolcheviques dans les rues allemandes, le *Linzer Volksstimme* avait pour but de plaire à des lecteurs locaux et de persuader les membres hésitants de la *Heimwehr* de faire défection au profit de la cause nazie[68].

Dans les années d'après-guerre, comme Eichmann s'en souvint plus tard avec amertume, la milice socialiste, le *Schutzbund*, envahissait les rues. La *Frontkämpfer-Vereinigung* n'était tolérée que parce qu'elle défendait la république d'Autriche. Néanmoins, comme en témoigne la scène entre Eichmann et sa fiancée, les nazis, et à leur tête la SA, avaient aussi à ce moment-là imposé leur présence dans la rue.

Il fallut encore l'intervention de certaines personnes cruciales et l'influence de sa famille et de son milieu pour finalement décider Eichmann à adhérer au parti. Dans ses mémoires argentins, il raconte : « Un jour, je reçus du *Gauleiter* Bolek une invitation à un meeting du NSDAP au Märzenkeller [c'était le 1er avril 1932]. » Il est probable que ce meeting, qui se déroula dans une brasserie de quartier, ait été organisé en lien avec les élections régionales, au cours desquelles les nazis devaient obtenir des résultats éclatants. Le parti avait le vent en poupe et il était en passe de devenir plus respectable. Bolek, un camarade d'Alfred Proksch, était un ami de la famille, ce qui motiva probablement la décision d'Eichmann de se rendre à l'événement. Après que Bolek eut fini son discours, Eichmann fut approché par une autre personne connue à la fois de lui et de sa famille : Ernst Kaltenbrunner, resplendissant dans son uniforme de la SS. Kaltenbrunner s'adressa à lui en des termes familiers, en le tutoyant. Il alla au-delà de la simple invitation à adhérer au parti et à la SS, comme le laissent penser certaines recensions de cet échange. Il lui dit : *Du… du gehörst zu uns !*, ce qui signifie : « Toi… tu es l'un des nôtres[69]. »

Kaltenbrunner s'adressa à Eichmann en ami, suggérant qu'il était déjà tellement en phase avec la pensée nazie qu'il devrait vraiment devenir un des leurs. Eichmann fut tout de suite convaincu : « On se voyait de temps en temps. Son père et le mien avaient entretenu des rapports professionnels pendant vingt ans. » Le statut social de Kaltenbrunner, avocat local, fils de notable, bien connu de la famille d'Eichmann, doit avoir aidé à chasser les

derniers doutes sur la dimension sociale, sinon politique, du passage à l'acte. Les formalités d'adhésion suivirent avec une simplicité et une rapidité déconcertantes. Au milieu du tohu-bohu du meeting, Kaltenbrunner tira de sa poche un formulaire d'adhésion qu'Eichmann signa, et l'affaire fut réglée. Le 1er avril 1932, Eichmann devint le membre 899 895 du parti nazi. Son adhésion à la SS fut formalisée sept mois plus tard lorsqu'il prêta serment et devint le membre 45 326 de la SS[70].

Eichmann rejoignit-il aussi les nationaux-socialistes et la SS par haine des Juifs et parce qu'il leur voulait du mal ? Sa criminalité était-elle latente lors de cette conversation dans le bruit, la fumée et les relents d'une brasserie de Linz ? Naturellement, lors de son procès, l'accusation tenta de prouver que c'était en effet le cas. Pendant son interrogatoire, et aussi son contre-interrogatoire, il lui fut suggéré qu'il était au fait du programme du NSDAP et qu'il avait lu l'autobiographie et manifeste écrit par Hitler, *Mein Kampf*[71].

Néanmoins, Eichmann nia avec la plus grande fermeté avoir jamais été un « antisémite ». Il nia avoir lu plus que quelques extraits de *Mein Kampf* (et « jamais avec attention »), mais il reconnut avoir eu connaissance du programme du parti nazi. Il maintint avoir adhéré en premier lieu parce qu'il était opposé au traité de Versailles et parce qu'il voulait restaurer l'honneur et le rang de l'Allemagne. « À cette époque, je faisais partie de cette catégorie de gens qui n'ont pas d'opinion propre, déclara-t-il à son interrogateur. Mon esprit n'était pas alourdi par le moindre savoir. » Sur un registre légèrement différent, il suggéra lors de son procès que les Juifs n'étaient tout simplement pas si importants aux yeux des nazis au moment où il rejoignit le parti. Il indiqua que « le programme consistant à combattre les Juifs fut à cette époque relégué à une importance secondaire, parce que le parti n'aurait jamais pu accéder au pouvoir simplement en combattant les Juifs[72] ».

Dans ses mémoires rédigés en prison, il écrivit que, dans sa jeunesse, tout dans son environnement proche le poussa politiquement vers le nationalisme. « Et quel nationaliste n'était pas mis hors de lui par le mot "Versailles" ? Naturellement, au départ, je ne comprenais pas. Mais je fus vite mis au courant : journaux, conversations et livres se chargèrent de m'instruire. » Il eut rapidement une conscience aiguë de « la disgrâce

nationale, de la traîtrise, du coup-de-poignard-dans-le-dos reçu par l'armée allemande». Plus tard, il entendit la propagande et apprit qu'un parti avait «inscrit sur sa bannière l'effacement de la honte [nationale]». Ainsi, d'après lui, ce furent le traité de Versailles et le chômage qui firent de lui un nazi. Il avait lu des articles sur ces sujets et sur les faits d'armes des SA et des SS dans la presse nazie. «Il n'y avait aucun mot là-dedans sur les Juifs ou sur les affaires juives», et quand bien même il y eût des «articles un peu spéciaux, qui les prenait au sérieux[73]?».

Ces déclarations contiennent à la fois une part de vérité et une part d'omission, même si les détracteurs d'Eichmann ont en général préféré se concentrer sur la dissimulation manifeste. L'Autriche avait une longue tradition de mouvements politiques antijuifs ainsi qu'une culture populaire saturée de stéréotypes négatifs à l'égard des Juifs. Eichmann fréquentait un milieu au sein duquel les Juifs étaient couramment dénigrés. Ils étaient perçus comme des étrangers du fait de leurs origines, douteux quant à leur allégeance, et comme étrangers aussi en termes de religion et de culture. Les Juifs et les non-Juifs avaient peu de rapports sociaux les uns avec les autres, même s'ils maintenaient des relations professionnelles et commerciales cordiales. Ainsi, Hugo Kaltenbrunner se faisait un point d'honneur de ne jamais frayer avec des Juifs. À l'inverse, les sentiments nationalistes allemands étaient cultivés à l'extrême. Dans ce discours nationaliste allemand, les Juifs étaient implicitement cet «autre» inférieur, inassimilable et menaçant, exclu parce qu'il ne partageait pas le sang ou le sol du peuple germanique[74].

Il n'était guère nécessaire d'avoir lu *Mein Kampf* ou de connaître le programme du NSDAP pour lire ou entendre des appels à l'opposition contre «le marxisme juif», ou en faveur de l'élimination des Juifs de la vie publique. Avec Hiltl et la *Jungfrontkämpfer-Vereinigung*, Eichmann avait déjà été familiarisé à la rhétorique politique antijuive et aux programmes d'action contre «l'influence juive». La position nazie sur la question n'avait rien de nouveau ou d'exceptionnel et c'est pourquoi Eichmann pouvait rejeter de façon tout à fait sincère la thèse selon laquelle il aurait fait un pas décisif et terrible en rejoignant les rangs du parti. En outre, pourquoi aller lire le difficile et peu accessible *Mein Kampf* lorsque l'on

peut facilement se procurer le *Linzer Volksstimme*, produit local et plus facile d'accès ?

Il est certainement simpliste de suggérer qu'Eichmann, du fait de sa nationalité autrichienne, était d'une certaine manière prédisposé à devenir un antisémite de la pire espèce. En premier lieu, en tant que membre d'une minorité religieuse réduite et de plus en plus en difficulté, il n'était pas un « Autrichien typique ». Il se peut qu'il ait adopté des vues encore plus radicales que les Autrichiens de souche afin de prouver qu'il était l'un des leurs, mais cette idée présuppose que les Autrichiens étaient particulièrement antisémites. En fait, les nazis allemands furent toujours quelque peu suspicieux envers les Autrichiens sur cette question. Ils gardèrent en mémoire la maxime de Karl Leuger, le maire antisémite de Vienne, qui défendit sa position de conserver des relations sociales avec certains Juifs, tout en dénonçant les autres, avec le fameux : « C'est moi qui décide qui est Juif[75]. »

Un incident tout juste antérieur à son adhésion au parti nazi illustre bien l'attitude d'Eichmann. Comme il le raconta en Argentine, il fut présenté par une connaissance à une chapelle locale de francs-maçons de Linz, la Schlaraffia. Il y fut conduit et, une fois à l'intérieur, remarqua un homme portant un badge en forme de *swastika*. « Naturellement », lui déclara son hôte, « nous n'acceptons pas les Juifs ». « J'en fus grandement impressionné », se souvint Eichmann. Mais lorsque Kaltenbrunner lui expliqua que les francs-maçons étaient eux aussi les ennemis du national-socialisme, il en fut plus impressionné encore et il quitta le groupe[76].

Pour Eichmann, tout comme pour des millions d'Autrichiens et d'Allemands, le fait de ne pas aimer les Juifs n'avait absolument rien de remarquable. C'était tellement courant que bien d'autres choses étaient plus marquantes. De plus, cette animosité n'était pas nécessairement dirigée contre des Juifs en particulier, de manière individuelle. Comme l'écrit Peter Black à propos du père d'Ernst Kaltenbrunner : « Sans faire preuve d'animosité à l'égard des Juifs en tant que personnes, il considérait "la communauté juive" comme un "corps étranger" au sein de l'organisme national allemand[77]. » Les programmes antijuifs d'exclusion sociale, de discrimination économique, de dénaturalisation et d'émigration organisés par l'État étaient fréquents. Il n'était ainsi nul besoin d'être un antisémite

radical et fanatique pour adhérer au parti nazi ; et de la même manière, il y a peu de chances pour que les positions des nazis à l'égard des Juifs eussent choqué grand monde. Il y avait des raisons tout autant sinon plus évidentes de rejoindre les nazis : laver l'humiliation du traité de Versailles, faire face à la menace communiste et combattre le socialisme, rendre le pays stable politiquement et lui insuffler un nouvel essor sur le plan économique, jouir de la camaraderie d'hommes partageant les mêmes idéaux, marcher en cadence, porter un uniforme magnifique. Eichmann était donc probablement honnête lorsqu'il déclara qu'au moment où il adhéra au parti nazi, il ne haïssait pas les Juifs.

Au cours des quatre mois suivants, il combina son travail pour la société pétrolière Vacuum Oil Company avec une activité politique intense. En 1930, il n'y avait que 50 SS à Linz, sur un total de 2 172 pour toute l'Autriche. Eichmann fut enrôlé dans la SS Standarte 37, l'unité de Haute-Autriche. Ernst Kaltenbrunner en était le commandant pour Linz. Ce n'était pas un groupe particulièrement dur ou dédié à la cause : en juin 1932, la moitié des membres furent exclus de la SS. De manière significative, Eichmann survécut à cette première purge, comme, plus tard, il sera épargné par des opérations similaires[78].

Les principales missions de la Standarte 37 consistaient à protéger la Maison brune, à recruter de nouveaux membres et à protéger les intervenants lors des rassemblements organisés par le parti nazi. Eichmann travaillait en Haute-Autriche et, plus tard, à Salzbourg, du lundi au vendredi, et il se rendait à Linz le vendredi soir. Il passait ensuite le week-end à la Maison brune, en faction avec ses camarades. La plupart d'entre eux étaient au chômage et sans le sou. La Maison avait un restaurant au rez-de-chaussée, où il leur offrait souvent à boire et leur achetait des cigarettes. Grâce à sa moto, il fut nommé *Motorsturmführer*[79].

Eichmann découvrit rapidement que les histoires contant les prouesses des SS n'étaient pas des légendes. Chaque annonce d'un rassemblement public équivalait à une provocation en duel avec le *Schutzbund*, la milice des socialistes, et avec les militants communistes, eux aussi très bien organisés. Les nazis, le *Schutzbund* et les communistes convergeaient vers le lieu du rassemblement et cherchaient toujours à occuper la place en premier. Si les nazis étaient là avant les autres, il leur fallait bien vite

protéger l'orateur contre une volée de bouteilles, de tables et de chaises. Les SS de Linz étaient bien moins nombreux que leurs adversaires. Un incident se produisit un jour, alors que Bolek devait prendre la parole dans le hall du *Volksgarten* de Linz. Les SS se déployèrent autour du podium et le *Gauleiter* entama son allocution. Tout à coup, un fracas assourdissant retentit, provenant d'un groupe de spectateurs, et Kaltenbrunner, qui était aux commandes, hurla : « Attrapez-les ! » Pendant qu'un groupe de SS protégeait Bolek contre une nuée de projectiles, les autres se précipitèrent sur la foule en mouvement. Eichmann raconta que, à la fin de l'altercation, la salle était « en mille morceaux, tout fut brisé jusqu'au moindre verre de bière et au moindre miroir[80] ».

Dans le même temps, les nationaux-socialistes allaient de succès en succès en Autriche. En avril 1933, quelques mois après l'accession de Hitler au poste de chancelier en Allemagne, le NSDAP autrichien obtint 41,2 % des voix lors des élections municipales à Innsbruck. Des résultats similaires avaient permis aux nazis allemands de s'emparer du pouvoir, ce qui inquiétait Dollfuss, devenu chancelier en mai 1932. Il suspendit les élections et, quelques mois plus tard, son gouvernement interdit le port des uniformes et des insignes par les membres des milices. Le 19 juin 1933, il ordonna l'interdiction de publication des journaux nazis et décréta la fermeture des Maisons brunes. Les nazis autrichiens, enhardis par le succès du parti en Allemagne, répondirent par la violence : des bombes explosèrent dans des lieux publics et les membres de la SS et de la SA s'engagèrent dans des combats de rue avec le *Schutzbund* et avec les communistes[81].

C'est précisément à ce moment-là qu'Eichmann perdit son emploi à la Vacuum Oil Company. Nous l'avons vu, il s'érigea en martyr de la cause, accusant Blum, le directeur juif, de le punir de son engagement national-socialiste. Or, dans la mesure où ses employeurs juifs n'ignoraient probablement pas qu'il était membre du parti nazi, pourquoi ne l'avaient-ils pas licencié plus tôt, si telle était leur raison ? Au contraire, ils lui accordèrent une promotion ! D'un autre côté, il se peut que la montée en puissance des nazis ait inquiété les directeurs, tandis que les mesures de répression mises en œuvre par le gouvernement constituèrent un motif opportun pour se débarrasser d'un employé embarrassant. Toutefois, cette interprétation ne cadre pas avec les indemnités généreuses versées à

Eichmann ou avec sa détermination proclamée de rechercher du travail dans une succursale de la même firme en Allemagne.

La répression engagée contre le parti nazi autrichien et l'arrestation d'activistes du parti furent sans doute les principales raisons qui poussèrent Eichmann à aller en Allemagne. Il essaya bien dans un premier temps de monter sa propre entreprise en Autriche, mais rencontra rapidement des difficultés. Au-delà des considérations politiques, s'il souhaitait continuer à travailler ou bien investir ses indemnités, l'Allemagne offrait des conditions économiques plus stables. En fils dévoué, Eichmann consulta ses parents et obtint leur accord pour partir. Sa décision dut leur paraître pleine de bon sens : ils savaient qu'il était membre du parti national-socialiste et ils devaient penser que sa situation en Autriche était pour le moins précaire. Eichmann obtint ensuite une lettre du consul d'Allemagne installé à Linz, attestant de ses bonnes mœurs, et indiquant qu'il avait été licencié à cause de son affiliation au parti. Dans le même temps, Kaltenbrunner le mit en relation avec quelques-uns de ses contacts en Allemagne, en particulier avec Bolek, qui s'était précédemment établi de l'autre côté de la frontière, à Passau, en Bavière, pour assurer sa propre sécurité. Après avoir procédé à ces prudents préparatifs, raconta-t-il : « Je mis mon uniforme brun, ma tenue de monte, et mes bottes dans ma valise », et il quitta l'Autriche[82].

CHAPITRE II

DE LA SS AU SD, 1933-1938

Aspect racial général : nordique-dinarique.

Traits de caractère généraux : très actif, bon camarade, ambitieux.

Fraîcheur de l'esprit : prononcée.

Capacité de compréhension : très bonne.

Connaissances et formation : très bonnes dans sa spécialité.

Conception de la vie et capacité de jugement : saines.

Fidélité à l'égard de la conception nationale-socialiste : inconditionnelle.

Attitude et comportement en service et hors du service : correct et sans reproche.

Entraînement : a obtenu la médaille sportive de la SA. Il ne pourra recevoir la médaille sportive de la SS qu'en 1938, car il s'est cassé le bras en service.

Mérite-t-il une promotion ? Oui.

SS-Untersturmführer Dieter Wisliceny
recommandant Eichmann pour une promotion,
17 septembre 1937[83].

J’ai trouvé qu’il était un SS plutôt simple, intellectuellement inintéressant, pas particulièrement doué, mais très cassant.

Dr Franz Six, ancien directeurdu département central II : I, bureau de commandement du SD, témoignant au procès d’Eichmann[84].

Il me fit l’impression d’un homme tranquille, se comportant tout à fait normalement. Évidemment, nous n’avions pas de rapports personnels, cependant, j’avais l’impression qu’il était froid, mais correct.

Franz Meyer, responsable sioniste, ancien directeur du bureau Palestine, Berlin, 1933-1939, lors du procès d’Eichmann, 26 avril 1961[85].

Lorsque Eichmann franchit la frontière vers l’Allemagne en août 1933, il faisait partie d’une nuée de nazis, de SA et de SS autrichiens convaincus qu’avec l’aide de Hitler, qui était récemment arrivé au pouvoir, ils rentreraient rapidement chez eux. Il se rendit à Passau, en Bavière, et alla trouver le *Gauleiter* Bolek, qui lui conseilla d’effectuer un entraînement militaire et de « jouer au soldat pendant quelque temps ». Le conseil était tout à fait pertinent étant donné le dessein des nazis autrichiens d’organiser un coup d’État avec le soutien du IIIe Reich et de renverser le gouvernement Dollfuss. Les exilés armés pourraient alors retraverser la frontière et installer un régime nazi en Autriche. Ainsi, au début du mois d’août, Eichmann se présenta, comme convenu, au centre d’entraînement de la SS de Klosterlechfeld, qui était alors dirigé par la police bavaroise (commandée à cette époque par Heinrich Himmler, chef de la SS). Là, Eichmann passa plusieurs semaines d’entraînement intensif, dont une formation au combat de rue[86].

À la fin de septembre 1933, il reçut ordre de se présenter au *Sturmbannführer* Karl von Pichl, qui commandait un « bureau de liaison » de la SS qui portait assistance aux nazis autrichiens en fuite. Eichmann reçut le commandement d’une unité motorisée de huit hommes qui

patrouillaient dans les pistes forestières et sur les petites routes courant le long de la frontière austro-allemande et ramassaient les SA et les SS autrichiens pour les diriger vers des centres d'accueil. Il aida aussi à faire passer des activistes nazis et des outils de propagande dans l'autre sens. C'était un travail excitant, qui lui procurait beaucoup de plaisir. Grâce à un boucher du coin, qui les fournissait à profusion en *würste* (saucisses) et en soupe de pommes de terre, l'équipe était bien nourrie. Eichmann aimait particulièrement la région frontalière vallonnée et densément boisée qui faisait face au Mühlviertel. Il fit preuve d'une grande aptitude et de beaucoup d'énergie dans ce travail et fut bientôt chargé de la gestion des affaires administratives et financières de son unité, ainsi que de la rédaction de rapports pour le QG de la section dont elle dépendait, *Abschnitt Donau*, à Munich. En décembre, il fut promu au grade de *SS-Unterscharführer* (entre caporal-chef et sergent)[87].

Eichmann passa les fêtes de Noël à Passau et, en janvier 1934, il fut transféré dans la légion autrichienne, au sein d'un bataillon du 1er régiment SS « Deutschland », stationné à Dachau. Aucun élément n'indique qu'il se fût entraîné au sein même du camp de concentration, malgré les hypothèses en ce sens faites lors de son procès. Il fut en tout cas soumis à un entraînement physique et militaire intense en vue de l'épreuve de force prévue en Autriche. Il prit son entraînement très au sérieux. Il était satisfait de parvenir au bout d'exercices éreintants alors que d'autres, plus forts que lui, abandonnaient. Il affichait crânement les cicatrices et les contusions qu'il se faisait en rampant sous des barbelés ou bien en sautant du haut des murs qu'il escaladait. « Je sortais du lot, expliqua-t-il fièrement à son interrogateur israélien. C'est ainsi que j'ai attiré l'attention et que j'ai été promu. » L'unité fit également l'objet d'un certain endoctrinement. Dans ses mémoires rédigés en Argentine, et contrairement à ce qu'il déclara pendant sa détention en Israël, il rapporte qu'il se documentait alors sur le national-socialisme. Il fut fortement impressionné par le sens du sacrifice que le mouvement suscitait chez ses adeptes, en particulier au sein de la SS. « Ce que j'avais déjà connu à Linz, et plus tard à Passau et à Dachau, c'était l'importance de la camaraderie, de la solidarité contre la persécution, ne jamais se rendre, aussi colossal que fût le combat[88]. »

Ainsi, l'endoctrinement modifia son attitude vis-à-vis des Juifs, ce dont rend compte un incident survenu dans un café. Le soir du 22 avril 1934, alors qu'il était en permission hors du camp d'entraînement et se trouvait à la Kaffeehaus Schlossrondell de Nymphenburg, deux autres SS, eux aussi en permission et en habits civils, entrèrent à leur tour. Le café disposait d'un tourne-disque et ils demandèrent au propriétaire de jouer un morceau de Richard Tauber. Un membre du parti nazi, qui habitait les environs, s'en prit à eux, les accusant d'écouter de la « musique juive » et les esprits s'échauffèrent. Eichmann apporta son soutien au membre du parti et expliqua la doctrine du parti à ses camarades fautifs. Il n'est pas certain que l'explication ait tourné à la bagarre, toujours est-il qu'Eichmann perdit sa carte de la SS et qu'il aurait pu faire l'objet d'une action disciplinaire. Heureusement pour lui, un officier de la SS, qui avait été témoin de la scène, rapporta que rien de grave ne s'était produit, et Eichmann ne subit aucune conséquence fâcheuse de l'incident. De fait, en mai, il fut promu au grade de *SS-Scharführer*, l'équivalent du grade de sergent. Ce rare aperçu des activités d'Eichmann en dehors du service montre que, au-delà d'un certain raffermissement de son antisémitisme, il était désormais plus prompt à l'emportement et plus ombrageux – caractéristiques qui iront en se renforçant avec le temps[89].

En juillet 1934, les nazis autrichiens firent une tentative de putsch assez molle contre le gouvernement du chancelier Dollfuss. La légion autrichienne fut mise en alerte, mais le coup d'État échoua piteusement, et les légionnaires ne furent jamais envoyés en renfort. Il s'avéra que Hitler n'avait jamais eu l'intention de soutenir les comploteurs ou de permettre une invasion à partir du territoire allemand. Mussolini, le dictateur italien, s'était assuré de ce point. Il était en effet alarmé de voir les nazis s'ingérer dans les affaires de l'Autriche, qu'il considérait comme un pré carré italien, et était contrarié du fait que Hitler ne l'eût pas averti de la tentative de coup d'État. Afin de dissuader Hitler d'intervenir, il fit placer plusieurs unités italiennes à la frontière autrichienne. Hitler ne bougea pas, et la légion autrichienne dut se retirer, pour être redéployée ailleurs[90].

Au printemps 1934, Eichmann fut transféré au *SS-Hilfwerk* (organisme caritatif) de Dachau, un bureau qui venait en aide aux SS autrichiens et aux nazis réfugiés. C'était un travail ennuyeux, sans la moindre perspective et

Eichmann commença rapidement à s'agiter. Lorsqu'il entendit que le *Sicherheitsdienst* recrutait, il se dit : « Je serai là où se trouve l'action… » Il se rendit au bureau du SD de Munich et déposa une candidature. Pendant un certain temps, il n'obtint aucune réponse. Finalement, le 29 septembre 1934, son adjudant vint le trouver et lui dit de se présenter dans le plus bref délai au bureau central du SD, situé 102 Wilhelmstrasse à Berlin. Eichmann fit ses valises et partit par le train de nuit, plein d'impatience. Toutefois, à son grand désespoir, lorsqu'il se présenta au palais Hohenzollern, le quartier général du SD, il fut renvoyé pour un entraînement militaire complémentaire et dut retourner vivre en caserne. Le service, au titre grandiloquent de *Sicherheitsdienst* du *Reichsführer-SS*, s'avéra en fait n'être qu'une toute petite agence, manquant de moyens et sous-développée, qui collectait des informations sur les ennemis du parti nazi et du Reich. À la fin de son entraînement, il fut assigné au département V, section I « franc-maçonnerie », où il fut employé à compiler un fichier recensant les francs-maçons et leurs organisations en Allemagne[91].

Des années plus tard, il aimera à plaisanter qu'il avait par erreur pris le *Sicherheitsdienst* (qui signifie littéralement service de sécurité) pour la garde rapprochée de Himmler et non pour le petit réseau de renseignements dirigé par Reinhard Heydrich qu'il était en réalité. Toutefois, il est peu probable qu'il ait pu commettre une erreur aussi élémentaire, étant donné qu'il s'était rendu en personne au quartier général de Munich afin de soumettre sa candidature. Sa prétendue ignorance était probablement destinée à lui servir d'alibi justifiant son rôle ultérieur dans le SD. En suggérant qu'il y était arrivé comme par erreur, il se peut qu'il ait espéré atténuer l'impression qu'il donnait d'avoir cherché de l'avancement au sein d'une agence qui devait plus tard se spécialiser dans les affaires juives. Cette tentative de falsification était pourtant complètement inutile. Le SD qu'il rejoignit alors n'avait rien à voir avec la sinistre machine qu'il devint plus tard. Selon George C. Browder, qui s'est intéressé au développement du SD, celui-ci était, en octobre 1934, « relativement faible et peu développé ». Il disposait d'un budget minuscule, fourni comme à contrecœur et très irrégulièrement par le parti nazi. Il n'avait aucune fonction exécutive et peu d'influence sur quoi que ce soit, en particulier sur la mise au point des décisions prises à l'égard des Juifs[92].

Ainsi Eichmann rejoignit-il un peu par hasard ce qui deviendrait plus tard l'une des organisations les plus dynamiques et les plus innovantes du parti et de l'appareil d'État lui-même. En quelques années seulement, le SD allait s'imposer comme le moteur de la « politique juive » de l'Allemagne nazie et acquérir progressivement des pouvoirs exécutifs à la hauteur de son influence sur la prise de décision[93]. Néanmoins, tout cela n'avait à l'époque rien d'évident aux yeux d'Eichmann, ni même de Heydrich. Bien que l'accusation lors du procès d'Eichmann ait suggéré qu'en passant de la SS au SD *via* le camp de concentration de Dachau, il affûtait peu à peu sa haine des Juifs et recherchait une activité à la mesure de ses ambitions, rien ne saurait être plus éloigné de la vérité[94]. La carrière d'Adolf Eichmann au SD et la progression imprévisible et incertaine de ce service au sein de la jungle institutionnelle du IIIe Reich illustrent au contraire la contingence et la nature quasiment accidentelle par lesquelles les personnes, les politiques et la gouvernance finirent par converger.

Le fait qu'Eichmann ait débuté sa carrière au SD, où il travaillait laborieusement à l'élaboration d'un fichier de francs-maçons, aide à comprendre quelle était la portée du travail du SD et de ses méthodes en 1934. Les origines du SD remontent à 1931, lorsque Reinhard Heydrich, officier de marine à la retraite, fut invité par Heinrich Himmler, chef de la SS, à créer une unité de renseignements au service de la SS et du parti nazi. Il existait alors plusieurs agences d'espionnage et de contre-espionnage placées sous l'égide de divers dirigeats nazis et, en particulier, de la SA. Hitler désirait toutefois un service sur lequel il pouvait compter personnellement et qu'il pourrait utiliser pour espionner la SA et le parti. Il confia cette mission à Himmler, lequel avait déjà nommé des officiers de renseignements dans ses unités SS. Heydrich fut chargé de former un service de renseignements unifié interne au parti, ayant vocation à fournir des informations au premier cercle des dirigeants et, de manière tout aussi importante, à opérer selon l'idéologie nazie[95].

Himmler et Heydrich concevaient tous deux le travail de renseignement comme partie prenante du contexte idéologique : sa raison d'être était de défendre le mouvement nazi contre ses ennemis, qu'étaient les marxistes, socialistes, libéraux, Juifs et francs-maçons. Ces forces hostiles, croyaient-ils, conspiraient contre la SS, le NSDAP et le peuple allemand, le *Volk*. En

dépit de ces objectifs d'une importance cruciale, le SD fut, à ses débuts, une agence minuscule dotée d'un infime budget. En 1932, son quartier général de Munich ne disposait que de sept personnes à temps plein. Celles-ci étaient hébergées dans l'appartement d'une sympathisante, connue sous le nom de « la mère Edrich »[96].

Les Juifs étaient définis comme des ennemis du parti qu'il fallait surveiller, mais le SD n'avait pas de politique plus large sur la « question juive » et n'avait aucun mandat pour en proposer une. Lors de la première année de pouvoir de Hitler, la répression nazie visa principalement ceux qui étaient considérés comme des opposants politiques, au premier rang desquels les communistes, les socialistes et les syndicalistes[97]. Bien que ce que l'on nomme « question juive » fût un élément central de sa rhétorique et de son idéologie, lorsque le parti nazi arriva au pouvoir, il n'avait aucune idée précise des mesures concrètes à prendre[98]. Entre 1933 et 1936, la « politique juive » a émergé de manière désordonnée à partir d'un ensemble hétéroclite de forces, souvent en conflit les unes avec les autres : le cercle dirigeant du parti nazi, le parti et l'État, tous investis dans les affaires nationales et internationales[99].

Des « radicaux » au sein de la SA et du parti, tels que Julius Streicher, rédacteur en chef du journal violemment antisémite *Der Stürmer*, ou encore Goebbels, incitaient à la violence envers les Juifs et appelaient à leur exclusion immédiate et totale de la vie publique. Dans le même temps, les agences gouvernementales, l'armée et les associations professionnelles, sociales et culturelles commencèrent à exclure leurs membres juifs[100]. Ces activités antijuives non coordonnées suscitèrent une certaine inquiétude au sein du gouvernement. Hitler était chancelier, mais la majorité de son cabinet était constituée de conservateurs non nazis qu'il fallait ménager. Ils s'inquiétaient des effets que la violence pouvait avoir sur l'image de l'Allemagne à l'étranger et sur le commerce extérieur, en particulier. Au début du mois d'avril 1933, Hitler autorisa un boycott des commerces et des entreprises juif pour calmer les ardeurs du mouvement nazi et canaliser l'énergie de la SA. Toutefois, afin de rassurer les conservateurs, la mesure fut déguisée en réaction « défensive » à la propagande anti-allemande à l'étranger[101]. Le boycott fut bientôt interrompu, mais il donna l'impression éclatante que les Juifs étaient un ennemi de l'intérieur, aidé et soutenu par

des forces puissantes basées à l'étranger[102]. Afin de satisfaire encore davantage les radicaux, Hitler approuva les premières lois antijuives. Celles-ci furent décidées afin de mettre de l'ordre dans l'exclusion spontanée des Juifs de la vie publique et de trancher la question litigieuse de savoir si les personnes converties au christianisme, ou celles ayant un ou deux parents juifs, devaient être considérées comme juives. Les lois élaborées par le ministère de l'Intérieur tentèrent de résoudre ces dilemmes mais proposèrent de nombreuses exemptions, par exemple pour les Juifs ayant combattu dans les tranchées en 1914-1918 ou ceux dont un fils s'était sacrifié pour la patrie, ce qui devrait poser de nombreux problèmes par la suite[103].

À l'été 1935, la pression s'accentua à nouveau lorsque de nouvelles mesures contre les Juifs furent prises. Il y avait eu un exode juif substantiel hors d'Allemagne en 1933 et 1934, mais l'émigration s'était peu à peu tarie et la situation sembla se stabiliser. En 1935, il était encore possible pour des Juifs de Berlin de se promener le long du Kurfürstendamm, d'acheter un journal juif dans un kiosque, et de s'asseoir pour le lire dans un café. Des juges juifs étaient toujours en activité, et ils jugeaient même parfois des affaires impliquant des hommes de la SA. Streicher et Goebbels étaient excédés par cette visibilité de la communauté juive et ils dénoncèrent des cas de « souillure raciale », lorsque des Allemands avaient des relations sexuelles avec des Juifs, et exigèrent la séparation physique entre les deux communautés, ce qui contribua à instaurer un climat d'hystérie. La bureaucratie étatique réclamait également à grands cris une clarification des lois antijuives. À cause des mariages mixtes qui avaient eu lieu en Allemagne pendant des décennies, on comptait des centaines de milliers de *Mischlinge*, c'est-à-dire des personnes au sang mêlé. Nombre de *Mischlinge*, qui furent considérés comme juifs et victimes de discrimination, en appelèrent aux autorités. Le temps et l'énergie qui furent consacrés à des querelles sans fin à propos de ces cas menèrent à de nouveaux règlements encore plus stricts[104].

Le 20 août 1935, Hjalmar Schacht, le président de la Reichsbank et ministre sans portefeuille, réunit une conférence interministérielle en réaction aux derniers événements de violence antijuive et aux appels à des éclaircissements quant à la législation antijuive. Le ministre de l'Intérieur,

un nazi, Wilhelm Frick, proposa de nouvelles lois raciales qui, pensait-il, régleraient le problème. Le mois suivant, Hitler décida de faire de la législation contre les Juifs l'initiative spectaculaire qui serait dévoilée lors du congrès annuel du parti à Nuremberg. Dans l'urgence, les fonctionnaires au service de Frick, parmi lesquels son secrétaire d'État, Wilhelm Stuckart, et ses experts pour les questions juives, Bernhard Lösener et Hans Globke, rédigèrent un projet de loi pour la protection du sang et de l'honneur allemands ainsi qu'un projet de loi sur la citoyenneté nationale. Ces lois définissaient les Juifs à partir de leur ascendance, interdisaient le mariage et les relations sexuelles entre Juifs et «Aryens», et changèrent le statut des Juifs qui, de citoyens disposant de droits civiques, devinrent de simples «sujets» de l'État, disposant de quelques privilèges et soumis à de nombreuses contraintes[105].

Il est nécessaire de résumer ici cette histoire bien connue, afin de souligner le fait que ni Himmler ni Heydrich ni aucun de leurs subordonnés, et notamment Adolf Eichmann, ne jouèrent alors de rôle d'envergure dans la formulation des politiques antijuives. Heydrich était présent lors de la réunion du 20 août 1935 et il se saisit de l'occasion pour faire une intervention importante dans le débat sur la politique antijuive, proposant une légilation systématique pour cantonner les Juifs aux marges de la société et restreindre leur liberté. Son intervention fut ignorée. Heydrich avait présenté ce qui était en train de devenir la position caractéristique du SD, mais, pour le moment, lui et ses hommes ne pouvaient encore prétendre parler avec la moindre autorité en matière d'affaires juives[106].

En effet, jusqu'à seulement quelques semaines avant la réunion du mois d'août, le bureau central du SD n'avait même pas de service consacré à la question. Pendant l'année 1933, Himmler et Heydrich avaient été trop absorbés par le combat pour le contrôle des forces de police allemandes pour se préoccuper des besoins de leur service de renseignements naissant. Hitler avait confirmé, en juin 1933, que le SD devait devenir l'unique service de renseignements du parti, mais cette décision, prise en dépit de l'opposition d'oligarques nazis rivaux, ne résolut pas les nombreux problèmes auxquels était confrontée l'organisation. Elle ne disposait que de cent employés à plein temps (et environ cent autres membres associés), mal payés et dont la mission était mal définie[107]. Grâce à un regain d'attention

de la part de Heydrich, au début de 1934, l'équipe permanente atteignait 250 personnes, auxquelles s'ajoutaient quelque 400 employés à temps partiel. Le statut de l'agence fut renforcé par son déménagement de Munich à Berlin et, surtout, du fait des luttes intestines au sein du mouvement nazi. La SS de Himmler et le SD de Heydrich jouèrent un rôle clé dans l'élimination des dirigeants de la SA lors de la Nuit des longs couteaux, à la fin du mois de juin 1934. Leur rôle dans la purge fut récompensé par une influence accrue. Le SD acquit la réputation de regrouper de brillants collaborateurs : Heydrich avait recruté parmi les professions intellectuelles, en particulier des juristes, des universitaires, des journalistes et des membres de divers instituts de recherche[108].

Tout au long de cette période, le SD se languit à la lisière du pouvoir. Contrairement aux déclarations prêtant à Eichmann la volonté de poursuivre une carrière antijuive, le fait est qu'il commença sa carrière dans un bureau traitant d'affaires de faible importance au sein d'une agence de second rang, encore quelque peu marginale au sein du parti nazi. Son ascension progressive et imprévisible, jusqu'à se trouver tout près du cœur de la politique nazie et des actions du gouvernement, donne un aperçu instructif du développement des politiques nazies à l'égard des Juifs et du type d'hommes qui les élaborèrent, et, plus tard, les exécutèrent[109].

À la fin de 1934, le SD s'était encore élargi et comptait désormais 850 employés. Eichmann gravit rapidement les échelons, en partie grâce à cette croissance rapide et en partie par la voie des sélections régulières, qui visaient à maintenir la qualité de l'équipe et à ne laisser en place qu'un petit noyau dur d'hommes expérimentés. Toutefois, au départ, il eut peur d'avoir pris une décision désastreuse en entrant dans le service. Lui et huit autres SS avaient laborieusement travaillé sur le fichier des francs-maçons pendant deux semaines, classant entre 100 000 et 200 000 noms d'organisations maçonniques et de membres par ordre alphabétique. Il ne fut pas payé pendant plusieurs mois, si bien que le chef de son département dut personnellement prêter dix marks à chacun de ses hommes. Eichmann observait jalousement la croissance des agences de renseignements financées par l'État, tandis que le « mal-aimé » SD, dont se méfiaient tous les autres services secrets, luttait pour sa survie sous le patronage du parti[110].

Son premier chef était un personnage improbable nommé Gregor Schwartz-Bostunich, émigré russe blanc arborant un bouc et se targuant de vagues états de service, qui lui conféraient une prétendue expertise au sujet des francs-maçons, des Juifs, des sectes subversives et du bolchevisme. Il présidait l'un des plus grands bureaux de recherche du SD, doté d'une bibliothèque, d'archives et même d'un musée – signe du sérieux avec lequel était prise la « menace » maçonnique[111]. Mais ce sont ses convictions plus profondes qui déteignirent sur Eichmann. Un grand nombre de Russes qui avaient fui la révolution bolchevique étaient profondément antisémites et croyaient de manière fervente au *Protocole des sages de Sion*, ce sinistre opuscule fabriqué de toutes pièces par la police secrète du tsar au début du XXe siècle dans le but d'impliquer les Juifs dans un complot international visant prétendument à renverser les gouvernements, à subvertir le christianisme, et à imposer le pouvoir juif à la fois sur le capitalisme et le communisme. Schwartz-Bostunich n'était pas une exception. Eichmann le considérait comme « [s]on supérieur et mentor » et, sous sa direction, il commença à sérieusement se documenter au sujet des Juifs et du judaïsme[112].

Après quelques semaines fastidieuses à travailler sur le fichier, Eichmann fut brusquement affecté au musée. Là, il passa cinq mois à classer des sceaux et des médailles maçonniques, afin de préparer une exposition qui devait servir à éduquer les SS sur les périls de la franc-maçonnerie. Le musée attira de nombreux visiteurs, dont Kaltenbrunner, Goering, Himmler et sa femme – dont Eichmann se souvint plus tard avec émotion comme d'« une paysanne sympathique et modeste de la Bohême méridionale ». En règle générale, Eichmann et ses collègues « détestaient » les visites des huiles, parce que cela les contraignait à rester jusque tard au musée[113].

Un autre de ces visiteurs fut un jour frappé par le zèle d'Eichmann. Il s'agissait du *SS-Untersturmführer* Elder von Mildenstein, un nazi né en Bohême qui avait été recruté par Heydrich pour mettre sur pied un bureau spécialisé dans les affaires juives. Mildenstein retourna plus tard au musée, alla trouver Eichmann dans son bureau, la « salle Saint-Jean » du musée, et lui demanda s'il serait intéressé par un nouvel emploi. L'officier impressionna Eichmann au moins autant que la perspective d'une nouvelle affectation. Il fut séduit par les manières informelles et le discours non

condescendant de Mildenstein : c'était un « homme ouvert, jeune, amical », qui n'aboyait pas comme les autres officiers. Eichmann saisit sa chance : « J'étais heureux d'échanger le travail monotone au musée pour [ce nouvel emploi], et c'est ce que j'ai dit[114]. »

Si son premier emploi lui conférait un grade de subordonné et un maigre salaire (lorsqu'il était payé), il s'agissait ici d'un pas conséquent sur l'échelle de carrière de la hiérarchie SS-SD : Eichmann était de nouveau un homme disposant de perspectives d'avenir. Grâce à son nouvel emploi, il lui fut possible d'épouser Veronica Liebl, avec laquelle il était fiancé depuis août 1931. Vera était une fille simple, aux cheveux sombres, légèrement corpulente, issue d'une famille de grands fermiers de Mladé en Bohême, en Tchécoslovaquie. Trente ans plus tard, avec préciosité, elle se remémora la manière dont ils s'étaient rencontrés : « C'était à Linz. J'étais allée à un concert. J'ai regardé dans la salle et j'ai vu Adolf. Ce fut le coup de foudre. » Bien que catholique pratiquante, elle accepta de l'épouser et ils projetèrent de se marier à l'été 1933. La crise politique en Autriche et le départ précipité d'Eichmann ruina tous leurs plans. Au lieu de se marier, il passa l'été dans un camp d'entraînement militaire et elle demeura en Autriche. Pendant des mois, ils crurent qu'ils pourraient être réunis dès que les nazis autrichiens rentreraient chez eux, et ce n'est qu'à l'automne 1934 qu'Eichmann prit conscience qu'il lui faudrait plutôt faire venir sa future femme en Allemagne et l'épouser là-bas[115].

Le 30 octobre 1934, Eichmann informa le *SS-Rasse-und Siedlungshauptamt* (RuSHA, bureau central de la SS pour la race et le peuplement) de son intention de se marier. En effet, le mariage dans l'« État racial » nazi n'était pas une mince affaire, en particulier pour un membre de la SS. Il lui fallut prouver que lui et son épouse étaient de « sang aryen », en remontant sur plusieurs générations. Pour cela, il leur fallait fournir au RuSHA les certificats de naissance, de baptême et de mariage, mais les documents de Vera se trouvaient en Tchécoslovaquie, et lorsqu'on y apprit qu'elle était fiancée à un membre allemand de la SS, elle fut confrontée à toutes sortes de tracas. En raison de ces difficultés, Eichmann chercha à obtenir une exemption à la fourniture de tous les documents exigés. Il remplit le formulaire approprié, y compris les parties que Vera aurait dû elle-même compléter, joignit tous les papiers qu'il fut en mesure de

rassembler, et ajouta une déclaration sur l'honneur de ses parents attestant de la véracité des renseignements concernant la future épouse[116].

Mais les ennuis d'Eichmann n'étaient pas terminés. Il était en effet courant pour les SS de quitter l'Église et de s'abstenir de participer aux cérémonies religieuses. Comme il l'indiqua lors de son interrogatoire en Israël : « Ce n'était pas interdit, mais c'était mal vu. » Il avait fait des lectures sur la religion dans le cadre de son travail au SD et s'était imprégné de cet *ethos* anticlérical et athéiste, mais Vera, en bonne catholique pratiquante, insista pour se marier à l'église. Eichmann savait aussi que son père et sa mère seraient offusqués s'il renonçait à une cérémonie traditionnelle. Après avoir pris sa décision, il informa le bureau central du SD et continua les préparatifs. Sa belle-mère fit le voyage depuis Linz pour rencontrer le pasteur, et le mariage eut lieu à Passau le 21 mars 1935. Le fait qu'Eichmann ait décidé de s'exposer aux moqueries de ses camarades en se mariant à l'église doit probablement être vu comme un signe de sa déférence envers Adolf Karl et de son respect pour Vera[117].

Grâce à son ascension au sein du bureau central du SD, le couple fut en mesure de louer un appartement au numéro 34 de la Onkel Herse Strasse, dans l'arrondissement de Berlin-Britz. Un an plus tard naquit un premier fils, Klaus, et, comme l'imposait le règlement, Eichmann en informa le *SS-Rasse-und Siedlungshauptamt*. Selon toutes les apparences, ils formaient l'image idéale de la famille SS. Néanmoins, des tensions apparaissaient déjà au sein du couple. Malgré les cajoleries et les encouragements du chef de district du parti nazi, Vera refusa d'adhérer au parti et elle garda ses distances avec la politique. Dans ses carnets de prison, Eichmann raconta avoir déclaré de manière assez méprisante que « la place de [sa] femme était aux fourneaux et dans la chambre des enfants, et cela était suffisant[118] ». Mais était-ce suffisant pour lui ? À mesure que sa carrière s'accélérerait et qu'il serait entraîné plus avant dans la politique nazie, il devrait laisser Vera derrière lui, politiquement, spirituellement, et, finalement, géographiquement. Pour le moment, toutefois, les choses allaient très bien pour lui. Il avait un emploi décent, un statut social, une femme et une famille. Tout comme pour nombre d'autres hommes de sa génération aux origines semblables, le nazisme, contrairement à d'autres systèmes sociaux

et politiques concurrents, lui offrit une certaine prospérité, de la sécurité et de l'avancement.

Nous l'avons vu plus haut, Eichmann tenta plus tard de minimiser l'importance de sa décision de rejoindre un département consacré aux « affaires juives ». De même qu'à propos de son adhésion au NSDAP et son entrée dans le SD, il prit soin de donner l'impression que tout s'était fait de manière spontanée, décrivant sa décision comme assez irréfléchie et principalement motivée par l'ennui. Ne fit-il alors que reprendre de manière passive une suggestion venue de quelqu'un d'autre ? Il est à noter que, pour chacune des décisions importantes de sa carrière, un homme plus âgé que lui tenait les rênes au moment clé. D'abord son père insistant, ensuite Bolek, qui le convia à une réunion du NSDAP, puis Kaltenbrunner, qui l'incita à devenir membre du parti et de la SS. Cette fois-ci, c'est Mildenstein qui intervint avec une offre d'emploi décisive, quoique en apparence anodine. Il y avait toutefois une logique dans cette progression. Eichmann poursuivait un chemin dont tous les éléments convergeaient dans la même direction.

Son entraînement dans la SS et l'endoctrinement reçu à Klosterlechfeld et à Dachau l'avaient imprégné des conceptions nazies de la « question juive ». Cette sensibilisation fut renforcée et consolidée en termes de connaissances théoriques par Schwartz-Bostunich. Eichmann ne contestait jamais ce qu'on lui disait. Au contraire, son dossier personnel au sein de la SS indique qu'il était avide d'apprendre et qu'il était un excellent national-socialiste. Il se peut qu'il ait rejoint l'équipe de Mildenstein uniquement pour échapper à la monotonie du classement du bric-à-brac maçonnique qui se trouvait au musée, mais il ne fut pas non plus repoussé par la perspective de travailler dans un département des services de renseignements consacré à la lutte contre l'« ennemi » juif. Lorsque l'on replace sa décision dans le contexte des positions nazies et de la législation antijuive en vigueur à l'époque, il est évident qu'il ne put se faire aucune illusion sur ce en quoi son travail allait consister. Il rejoignait la guerre idéologique menée contre les Juifs.

Néanmoins, le *Judenreferat* ne comptait à ses débuts que deux employés à plein temps, comparés aux quinze dont la seule tâche consistait à combattre la franc-maçonnerie, ce qui en dit long sur la place qu'occupaient

les Juifs dans la perception qu'avait le SD de ses ennemis et des axes prioritaires de son travail. Mildenstein récupéra un département embryonnaire, qu'il transforma en un centre florissant à l'influence importante. Né à Prague en 1902, Mildenstein fit des études d'ingénieur, mais il avait aussi une grande sensibilité littéraire et un goût prononcé pour les voyages. Jeune homme, il voyagea beaucoup, et écrivit plusieurs articles dans la *Berliner Börsenzeitung*, dans lesquels il relatait ses expériences. En 1929, il s'enrôla dans la branche tchèque du parti nazi, puis déménagea en Allemagne trois ans plus tard et entra dans la SS. Au printemps 1933, il visita les nouvelles colonies juives en Palestine grâce au bureau berlinois de l'Organisation sioniste mondiale. Il publia, dans le journal nazi *Der Angriff*, ses impressions de voyage, qui furent remarquées par Heydrich. Impressionné par l'étendue du savoir de Mildenstein sur les affaires juives et sur le sionisme, celui-ci l'incita à créer un *Judenreferat*, un bureau juif, au sein du bureau central du SD[119].

En premier lieu, Mildenstein mit en place une politique particulière. Il comprit que le SD ne pourrait jamais faire jeu égal avec Streicher et Goebbels pour ce qui était de la pure hostilité à l'égard des Juifs. Il persuada alors le SD de prendre ses distances vis-à-vis de la haine des Juifs exprimée sous la forme d'incitation à la violence. Il comprit que, fondamentalement, les « radicaux » tapageurs ne proposaient aucune véritable réponse à la « question juive » sur laquelle ils se répandaient sans fin. Mildenstein observa par ailleurs que la législation antijuive, émanant du ministère de l'Intérieur, causait autant de problèmes qu'elle en réglait. Selon lui, la manière de « résoudre » le problème juif *en* Allemagne était d'évacuer tous les Juifs *hors* d'Allemagne. Il ne suggéra toutefois pas de pratiquer cette politique d'émigration de manière cruelle et vaine : il connaissait le mouvement sioniste et estimait que l'émigration devrait être dirigée vers la Palestine et prise en charge par des organisations juives qui s'occupaient d'aider les Juifs à s'installer dans leur patrie désignée[120].

Mildenstein n'avait, néanmoins, rien d'un philosémite. Il opérait dans le cadre des paramètres fixés par Heydrich, qui croyait en la nécessité d'une « émigration juive ininterrompue », aboutissant au déplacement de la totalité de la population juive hors d'Allemagne[121]. La formation qu'il fit suivre à ses hommes, au sein du nouveau département II/112, reposait sur le postulat

que les Juifs étaient étrangers à l'Allemagne et qu'ils n'avaient aucun avenir dans le Reich. Il avait cependant une personnalité typique de la génération qu'Ulrich Herbert identifia comme constitutive de l'appareil de sûreté : des hommes éduqués, rationnels et impartiaux, qui aspiraient à atteindre le sommet de la hiérarchie de la SS et du SD, car façonnés par l'*ethos* cultivé par Himmler et Heydrich. Il s'agissait d'hommes jeunes : 60 % d'entre eux avaient moins de trente-six ans. Une proportion équivalente étaient diplômés de l'université. Plutôt que des « marginaux » ou des robots sans cervelle, ils étaient « des membres intelligents, pleins de confiance en eux-mêmes, jeunes et énergiques appartenant à la frange moyenne et supérieure de la classe moyenne de la société allemande, et ils avaient leurs propres idées politiques ». La plupart d'entre eux avaient grandi dans l'ombre de la Grande Guerre et avaient connu ses conséquences désastreuses. Cette expérience les avait rendus hostiles aux vieilles élites, méfiants vis-à-vis du romantisme qui avait animé la « génération du front », et méprisants vis-à-vis de la république de Weimar imposée à l'Allemagne après la défaite[122]. Ces jeunes bourgeois « développèrent un style de vie générationnel dur, froid, et "objectif" – et enraciné dans un système idéologique global fondé sur un nationalisme *völkisch* radical[123] ».

Au début des années 1920, les hommes de la génération de Mildenstein, tels que Ernst Kaltenbrunner, avaient été aux avant-postes de la prise de pouvoir par l'extrême droite sur la vie politique étudiante dans les universités. Ils avaient intégré la pensée biologique eugéniste et raciale dominante, et l'appliquaient à toutes les questions sociales et politiques auxquelles ils étaient confrontés. Pour eux, les Allemands formaient objectivement une race supérieure, et celle-ci était menacée par de nombreux ennemis. Ces derniers devaient être combattus et totalement vaincus : annihilés. Les droits de l'homme ou les sentiments individuels n'avaient aucune importance dans l'affrontement objectif mettant aux prises des intérêts raciaux et nationaux. Ces jeunes hommes souscrivaient à un « réalisme historique » selon lequel les émotions personnelles n'avaient aucun poids et où l'action dominait tout. Au lieu de se perdre en questions éthiques et en atermoiements, ils aspiraient à une action décisive et entendaient diriger les masses en tant qu'élite autodésignée, mais à l'autorité évidente pour tous. Dans leur vision du monde, les Juifs étaient

les ennemis du peuple et de l'État, mais ils ne ressentaient toutefois pas d'animosité particulière envers le Juif en tant qu'individu. « Le combat contre les Juifs était l'expression des intérêts du peuple allemand – ses instigateurs n'étaient souvent pas conscients qu'ils étaient "antisémites"[124]. »

En choisissant Eichmann, Mildenstein reconnut un homme à la vision et au caractère similaires aux siens. Eichmann n'avait certes pas de diplôme d'études secondaires, et il n'avait pas l'éclat que confèrent les études universitaires, mais il était animé de bonnes dispositions, objectives, attachées à la résolution des problèmes, organisationnelles, combinées à un farouche nationalisme allemand enraciné dans une profonde fierté raciale. De son côté, avec Mildenstein, Eichmann avait trouvé, une fois de plus, un mentor en la personne d'un homme plus âgé que lui.

Peu après l'arrivée d'Eichmann au sein du département II/112, Mildenstein lui donna plusieurs livres sur le sionisme et lui ordonna de préparer un résumé de l'histoire, des structures et des activités du mouvement sioniste. Eichmann lut et synthétisa le manifeste du mouvement sioniste moderne écrit par Theodor Herzl, *Judenstaat* (1898), ainsi que *Die Zionistische Bewegung* (1921) d'Adolph Böhm, une histoire exhaustive du mouvement sioniste depuis le début du mandat britannique en Palestine. Il était tout à fait ravi d'avoir échappé aux tâches « mécaniques », telles que classer des fiches ou trier les sceaux maçonniques, et trouva son travail captivant. Peut-être en rajouta-t-il quelque peu lorsqu'il déclara à ses ravisseurs israéliens que le manifeste de Herzl « satisfaisait à [son] côté romantique, à [son] amour de la nature et des forêts », dans la mesure où il s'agit d'un pamphlet au style dépouillé qui s'achève par une série de prescriptions et de propositions techniques. En tout état de cause, Eichmann fit un si bon travail qu'après quelques corrections sur la forme, son rapport fut imprimé et distribué sous forme de livret aux autres départements du SD et de l'*Allgemeine-SS* (la SS générale). Comme il en avait fait la preuve lorsqu'il travaillait pour la Vacuum Oil Company en Autriche, il était doué pour l'apprentissage sur le tas et donnait le meilleur de lui-même lorsqu'il gagnait une expérience pratique sous la tutelle d'une figure masculine plus âgée que lui. Grâce à Mildenstein, il devint un « expert » du sionisme et des Juifs. De cette expertise concernant le sionisme et les organisations

sionistes lui vint une certaine compréhension des enjeux de l'émigration. Et ces problématiques constituèrent le socle de sa carrière au sein du SD[125].

En janvier 1936, le SD fit l'objet d'une importante réorganisation et, quelques mois plus tard, Mildenstein fut affecté au bureau de la presse étrangère du ministère de la Propagande. Lors de la réorganisation, le personnel considéré comme inefficace ou peu fiable fut licencié ou muté. Eichmann, quant à lui, qui avait été promu au grade de *SS-Oberscharführer* (sergent-chef) en septembre 1935, échappa à la purge. Il ne fut toutefois pas considéré comme le successeur désigné de Mildenstein. C'est un officier SS, dénommé Kuno Schröder, qui fut nommé directeur du département II/112. Au plus grand désarroi d'Eichmann, sa tentative de prendre la tête du département et sa candidature pour être affecté à la section de surveillance des Juifs orthodoxes (II/112-2) furent toutes deux écartées par le *SS-Sturmbannführer* Dr Alfred Franz Six, le chef du département central II du bureau central du SD[126].

Sous la direction de Schröder, le département II/112 poursuivit son travail de surveillance des organisations juives et des courants idéologiques internes aux communautés juives d'Allemagne. Il demeura une section du SD, modeste et sous-développée, mais, avec des employés si peu nombreux, les tâches étaient variées. Lors de l'année 1936, Eichmann écrivit des rapports sur les Agudas Israel, l'association de Juifs orthodoxes, et sur plusieurs organisations sionistes laïques. Il enquêta sur les associations communautaires juives autorisées, ainsi il quittait parfois son bureau en habits civils pour aller espionner leurs activités. Lorsque cela était nécessaire, il s'appuyait sur des instituts de recherche spécialisés, tels que l'*Institut zum Studien der Judenfrage* de Berlin. Il profita également des lumières d'un homme d'affaires appelé Otto von Bolschwingh, un ami de Mildenstein, qui avait des intérêts commerciaux au Proche-Orient. Bolschwingh se rendait régulièrement en Palestine, où, outre son travail de vendeur de voitures, il espionnait pour le compte du SD. Mildenstein et Bolschwingh exposèrent tous deux à Eichmann des idées sur le sionisme et la Palestine, qui devaient orienter ses propres analyses[127].

On saisit la mesure de l'énergie et de l'esprit d'entreprise d'Eichmann lorsque l'on sait qu'afin de mieux exécuter ses tâches, il tenta d'apprendre les langues juives. Il considéra qu'il n'était pas trop difficile à un

germanophone de maîtriser le yiddish, qui est une forme d'allemand agrémentée d'éléments slaves et hébreux, le tout écrit en alphabet hébraïque. Il se procura en outre un ouvrage d'hébreu élémentaire, apprit l'*aleph-bet* et fut alors lancé – pour le plus grand amusement de ses camarades. De manière plus ambitieuse, il tenta d'apprendre l'hébreu en autodidacte, mais il se rendit compte au bout d'un an qu'il lui fallait un vrai cours. Il chercha à recruter un rabbin pour lui donner des leçons et écrivit en conséquence à ses supérieurs pour leur demander une subvention lui permettant de couvrir le salaire du rabbin, qui était de 3 reichmarks de l'heure. La requête fut refusée et son auteur tourné en ridicule. Eichmann suggéra par la suite que ses supérieurs ne lui faisaient pas assez confiance pour le voir passer du temps avec un Juif éminemment instruit et s'en voulut de n'avoir pas tout simplement fait arrêter le rabbin. Cette autorécrimination perverse manifeste crûment ce qui était peu à peu en train de devenir chez lui une attitude froidement instrumentale à l'égard des Juifs[128].

Schröder quitta le bureau en mars 1937, et c'est Dieter Wisliceny, un bon vivant, corpulent, originaire de Prusse-Orientale, qui avait étudié la théologie à Breslau avant d'être embauché par une entreprise de construction, qui lui succéda. Il avait rejoint la SA en 1931, à l'âge de vingt ans, et la SS trois ans plus tard. Wisliceny entra au SD à peu près en même temps qu'Eichmann, et travailla à ses côtés au département de franc-maçonnerie. Toutefois, ses diplômes de l'enseignement supérieur le rendaient éligible à un poste de direction de département, et Six pensa que, puisque Eichmann était déjà un spécialiste des affaires sionistes, il resterait à son poste. Néanmoins, après seulement quelques mois, Wiscliceny fut transféré au bureau du SD de Dantzig et il fut remplacé par Herbert Hagen, un protégé de Six, décrit par Eichmann comme « un intellectuel doué d'une grande ouverture d'esprit ». Au moment de l'arrivée de Hagen, Eichmann était déjà un vétéran au sein du département des affaires juives, et c'est à lui qu'il revint d'informer son nouveau chef. Eichmann s'était encore fait doubler, mais, sur recommandation du Dr Six, il fut promu au grade de *Hauptscharführer*, adjudant-chef, un rang correspondant habituellement à celui d'un spécialiste disposant de son propre bureau[129].

L’organisation pour laquelle Eichmann travaillait était sur le point d’atteindre sa maturité. Heydrich augmenta son financement et s’assura que ses hommes obtinssent des salaires décents. Sous l’égide de deux brillantes recrues, Werner Best et Franz Six, le bureau développa une nouvelle mentalité, mettant en avant l’esprit d’équipe et l’initiative individuelle. De grands efforts furent consentis pour mettre en place des journées de formation, dans le but d’uniformiser les méthodes et la mentalité des membres : les hommes du SD apprenaient à être durs et objectifs, à donner la priorité à la résolution des problèmes, devant la possible angoisse que pouvait susciter le caractère délicat des méthodes qu’ils employaient. Cette approche insistant sur le bon sens, rationnelle et empreinte d’une culture du résultat du SD, attira encore davantage de diplômés et de membres des professions intellectuelles, ce qui ajouta à son aura et à son efficacité, de plus en plus admirée[130].

Le travail du SD bénéficia également d’autres transformations au sein de l’État policier nazi. En juin 1936, à la suite d’incessantes intrigues, Himmler fut nommé à la tête d’une force de police allemande unifiée et libéré de toute allégeance, si ce n’est formelle, au ministère de l’Intérieur, et de tous les règlements du ministère de la Justice. Dans cette nouvelle organisation, la *Gestapo* (la police politique d’État) fut réunie avec la police criminelle *(Kripo)* au sein d’une force unique appelée police de sûreté ou *Sicherheitspolizei(Sipo)*. Heydrich fut promu chef de la *Sipo*. Comme il dirigeait déjà le SD, son titre officiel devint chef de la *Sipo* et du SD. Et puisque le système nazi revêtait un certain nombre de traits quasi féodaux, il créa une alliance dynastique entre les deux agences, qui étaient auparavant séparées[131].

Certains membres de la *Kripo* et nombre d’agents de la *Gestapo* travaillaient déjà avec le SD, mais la relation était désormais formalisée. Le SD, qui cherchait depuis longtemps à jouer un rôle, eut soudain directement accès au bras exécutif de l’État. En retour, la *Sipo* fut en mesure de s’appuyer sur un organe puissant d’espionnage et d’expertise politique. Élément crucial, les deux institutions suivaient une conviction profondément ancrée que le crime et la politique avaient tous deux une forte dimension biologico-raciale. Leurs interactions mutuelles et formalisées devaient radicaliser ces croyances et renforcer la possibilité de s’en inspirer

pour agir. En termes de politique juive, ces changements signifièrent que les Juifs étaient perçus non seulement comme une menace raciale et comme des adversaires du mouvement nazi, mais également comme des criminels en puissance et comme des ennemis de l'État. Le SD était en position de recommander certaines actions à la *Sipo* et pouvait s'attendre à ce que ses recommandations fussent suivies d'effet[132].

Malgré ces évolutions importantes, le département II/112 demeura relativement modeste, avec seulement trois sections ou bureaux : II/112-1, chargé des groupes laïques ou assimilationnistes, II/112-2, qui s'occupait des groupes religieux et des Juifs orthodoxes, et II/112-3 des sionistes. L'unité tout entière occupait un appartement de trois pièces. Sous Wisliceny et Hagen, Eichmann avait continué à travailler sur le sionisme, et il fut rejoint par Theo Dannecker, qui étudiait les Juifs assimilés en Allemagne. Dannecker était un Bavarois, de six ans le cadet d'Eichmann, avocat diplômé, qui avait auparavant travaillé « sur le terrain » au bureau des affaires juives de l'aile régionale du SD pour l'Allemagne du Sud-Ouest. Ensemble, ils passèrent en revue les rapports sur l'activité des communautés juives envoyés par des agents du SD ou tirés de publications juives. Eichmann surveillait le travail des organisations sionistes, calculant les statistiques d'émigration et recensant les problèmes rencontrés par les candidats au départ. Tout ce qu'il pouvait faire se résumait toutefois à ces rapports : le SD ne détenait aucun pouvoir exécutif[133].

Tout au long de la fin de l'année 1936 et du début de 1937, Wisliceny, Hagen et leurs supérieurs furent préoccupés par les relations entre le SD et la *Gestapo*. D'un côté, l'alliance entre les deux agences permettait au SD de bénéficier d'un bras exécutif. D'un autre côté, puisque la *Gestapo* disposait de son propre bureau aux affaires juives, avec un fichier très bien renseigné et une masse d'informations sur les Juifs, en quoi pouvait-elle avoir besoin du SD[134] ? À la demande du Dr Six, les agents du SD furent encouragés à entreprendre des tâches plus « pratiques » et à passer plus de temps sur le terrain. Ils étaient néanmoins trop peu nombreux pour être réellement efficaces, et leur travail se limita principalement à envoyer des requêtes d'informations spécifiques, comme par exemple sur les taux d'émigration, et à rassembler des données dans le bureau de Berlin[135].

Si la relation du SD avec la *Gestapo* ne fut jamais vraiment clarifiée, le SD n'en continua pas moins à proposer des services que lui seul était capable de rendre. Lors de l'année 1936, il organisa des conférences sur le « problème juif » afin d'instruire et de former des agents présents sur le terrain, à savoir les hommes du SD des antennes régionales et ceux qui étaient rattachés à la *Gestapo* et à des postes de police à travers tout le pays. Dans un rapport sur l'une de ces conférences, Eichmann exprima une certaine satisfaction du fait que ces agents, dont certains devaient s'occuper des affaires juives, alors qu'ils n'avaient qu'une idée assez vague de ces questions avant la conférence, s'en retournaient à leurs postes au SD avec une bien meilleure compréhension des enjeux du problème et partageant une ligne idéologique commune[136].

Dans une série de directives transmises en avril 1937, Wisliceny et Hagen spécifièrent ce qu'ils attendaient des agents de terrain : « Le combat contre les Juifs est depuis le début l'un des principes de base du national-socialisme. La question juive constitue pour le national-socialisme non seulement une question politique ou religieuse, mais aussi une question raciale. Tout compromis est de ce fait impossible. La posture de confrontation du NSDAP vis-à-vis des Juifs est partout présente dans le programme du parti. Aux yeux du national-socialisme, le Juif ne représente qu'une chose : l'adversaire. » Après avoir passé en revue les mesures antijuives prises depuis 1933, afin de briser le « pouvoir » des Juifs, et les efforts systématiques entrepris pour maîtriser toute la complexité de la question depuis la création du département, ils résumèrent les buts des politiques poursuivies : « La solution à la question juive ne peut résider qu'en une totale dé-judéification de l'Allemagne. » Ce qui n'était « concevable que par la voie de l'émigration sioniste ». À cette fin toutes les politiques et les mesures devaient faire l'objet d'une coordination centrale. La *praxis* serait menée à bien grâce aux efforts individuels de chaque agent du SD. Un tel homme ne devait pas être « du type intellectuel et théorique », mais plutôt « agile et actif dans ses tâches techniques et dans le même temps clairvoyant et sobre dans son approche de celles-ci. Ceux qui ne font que se confronter au problème juif dans des termes intellectuels ne sont pas aptes à travailler au sein des sections et des départements du SD[137] ».

Eichmann s'efforça d'incarner les objectifs et les méthodes du SD. Dans un article sur « Le Problème juif » qu'il écrivit à l'intention de ses collègues du SD, au printemps de 1937, il expliqua que les Juifs formaient une nation qui n'était unie que par l'argent. Ils étaient « les ennemis éternels du national-socialisme » et même « le plus dangereux ennemi » auquel était confronté le mouvement. Afin de débarrasser l'Allemagne des Juifs, il était essentiel de promouvoir l'émigration, mais les Juifs n'émigreraient que si les conditions économiques leur permettant de vivre dans le pays étaient d'abord abolies. Et même alors, les Juifs devaient être encouragés à aller s'établir dans des pays qui ne menaçaient pas les intérêts allemands, à savoir les pays relativement peu développés ou « arriérés » d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Asie, y compris la Palestine[138].

Eichmann passait dorénavant plus de temps « sur le terrain », assistant à des congrès sionistes et se renseignant sur l'émigration d'Allemagne vers la Palestine. Il rassembla tout ce qu'il trouva, par le biais de contacts, de journaux juifs publiés en Allemagne et à l'étranger et de livres. En outre, il assista à des interrogatoires conduits au quartier général de la *Gestapo*, établi au 8 Prinz-Albert Strasse, à proximité du bureau central du SD. En dépit de ses déclarations aux enquêteurs en Israël, selon lesquelles « le SD était exclusivement un organe de renseignements », il admit qu'il travaillait en liaison étroite avec le bureau des affaires juives de la *Gestapo*[139].

Cet aveu illustre les limites des maigres compétences dévolues à Eichmann, et le dilemme présent au cœur des activités du SD. S'il pouvait étendre son influence jusqu'à recouvrir le champ des « politiques juives » dans son ensemble, il ne disposait toujours pas d'une couverture nationale ni de pouvoir exécutif. À la fin du mois de juin 1937, des dirigeants du SD et de la *Gestapo* se réunirent afin de résoudre le problème. Le Dr Six proposa à l'inspecteur Reinhard Flesch, qui commandait le département II-B4 de la *Gestapo*, préposé à la question juive, d'être secondé par le SD dans plusieurs domaines. Six mentionna en particulier la surveillance des Juifs étrangers et des *Ostjuden*, les Juifs habitant en Allemagne et originaires de Pologne et d'autres régions de l'Europe de l'Est. En retour, Flesch permit au SD d'avoir accès aux dossiers volumineux de la *Gestapo*. Enfin, en juillet 1937, Himmler édicta un *Funktionsbefehl* (un ordre de mission) délimitant leurs sphères de compétence respectives. Dans le domaine des

affaires juives, le SD devait soumettre les Juifs à une intense surveillance et signaler à la *Gestapo* les individus et les institutions considérés comme subversifs. La *Gestapo* devait, quant à elle, appuyer cette mission de surveillance en ouvrant ses archives au SD et en lui permettant de contacter ses informateurs[140].

La nature variée et changeante des activités d'Eichmann, au cours de cette période, reflète l'évolution du SD et sa recherche d'une politique distinctive. En mai 1937, Eichmann se rendit en Haute-Silésie, une région du sud-est de l'Allemagne, frontalière avec la Pologne. Grâce à la Société des Nations, les Juifs de Silésie bénéficiaient depuis 1919 de certains privilèges en tant que minorité. Néanmoins, l'accord négocié par la Société des Nations arrivait à échéance. La mission d'Eichmann consistait à élaborer des projets de mesures et de lois antijuives qui pourraient être mis en place une fois que les nazis seraient entièrement aux commandes. Après avoir mené son enquête et soumis un plan d'action aux bureaux du SD et de la *Gestapo*, à la suite de la restauration de la pleine souveraineté allemande, il retourna dans la région pour surveiller sa mise en œuvre. En un sens, comme le fait remarquer Michael Wildt, cet épisode préfigura son rôle en Autriche quelques mois plus tard. Eichmann n'était désormais plus confiné à un travail purement théorique derrière un bureau : il élaborait des politiques et participait à leur exécution, comme par exemple l'arrestation de dirigeants juifs locaux et la répression d'organisations communautaires[141].

Un mois plus tard, il écrivit un mémorandum appelant à la création d'un fichier qui recenserait tous les Juifs. Cette idée rend bien compte de la frustration du SD du fait que, alors qu'il était censé être un service de renseignements, c'était la *Gestapo* qui avait accès aux données les plus récentes et les plus complètes. En septembre, Eichmann fut dépêché au congrès du parti nazi de l'année 1937 à Nuremberg, avec l'ordre de contacter un Américain pro-nazi dénommé Elmhurst. Ce dernier nourrissait l'ambition de publier un pamphlet antijuif intitulé *The World Hoax* (le canular planétaire). L'objectif était d'offrir à Elmhurst mille dollars pour lui venir en aide dans son entreprise de publication, en échange de quoi celui-ci enverrait des rapports sur les activités juives en Amérique du Nord. La collecte de renseignements et les opérations de terrain se confondaient de

plus en plus, mais Eichmann continuait à assurer le type de missions associées à l'ancien SD. Lors du congrès, il s'entretint avec les responsables du *Weltdienst*, le service nazi s'occupant de la presse étrangère. Il devait les convaincre d'abandonner leur propagande antijuive sommaire et d'adopter la ligne du SD, voulant que des esprits apaisés et une planification à long terme étaient nécessaires à la résolution du « problème juif »[142].

Vers la fin de sa vie, Eichmann aimait à présenter l'opposition du SD à l'« antisémitisme de bas étage » comme presque philosémite. En fait, il s'agissait d'une manière habile d'aller plus loin que les radicaux, qui ne faisaient que crier fort, en énonçant une politique à la fois originale et ambitieuse : l'éviction organisée des Juifs hors d'Allemagne. Le fait que le SD ait commencé à s'intéresser de plus près à l'émigration juive, et au mouvement sioniste en particulier, illustre bien son approche plus volontariste et sa préférence pour l'adoption d'une ligne unique.

En 1937, Eichmann fit une contribution importante pour recentrer l'approche du SD sur l'émigration juive, le sionisme et la Palestine. Depuis plus d'un an, il avait surveillé les activités sionistes et glané des informations dans la presse juive, y compris dans le quotidien yiddish à grand tirage *Haynt*, qui était publié à Varsovie. C'est là qu'il trouva un article sur la Haganah, l'armée juive clandestine de Palestine, dirigée secrètement par l'Agence juive (principale agence gouvernementale du mouvement sioniste et de la communauté juive en Palestine). Eichmann comprit suffisamment de l'article pour saisir qu'il s'agissait d'une organisation militaire, et il convoqua le Dr Paul Eppstein, l'un des dirigeants de la *Reichsvertretung des Deutschen Juden* (Délégation des Juifs allemands auprès du Reich), un organe créé par les nazis, afin de parfaire leurs connaissances sur le sujet[143].

Au même moment, le SD enquêtait sur l'assassinat du leader nazi suisse, Wilhelm Gustloff, abattu en 1936. Ils suspectaient que des agents juifs de Palestine étaient impliqués et espéraient obtenir des informations d'un Juif palestinien, Fievel Polkes, qui travaillait pour la Haganah. Polkes était en effet un agent de la Haganah basé en Europe, mais il n'avait rien à voir avec l'assassinat de Gustloff et n'était pas la figure importante que le SD avait imaginée. Néanmoins, Eichmann obtint la permission de rencontrer Polkes et un rendez-vous fut fixé à Berlin. Eichmann assura plus tard que

l'entretien avait été organisé par Bolschwingh, par l'entremise de ses contacts juifs palestiniens, mais d'autres éléments indiquent qu'il eut lieu à l'initiative du Dr Franz Reichert, un correspondant du *Deutsches Nachrichtenbüro*, une agence de presse allemande, établie à Jérusalem. Tout comme Bolschwingh, Reichert donnait également à ses heures dans l'espionnage, et Polkes était l'un de ses meilleurs informateurs. Il semble qu'ils poursuivaient tous deux des objectifs complémentaires. Polkes voulait en effet promouvoir une immigration de grande ampleur en Palestine et il était prêt à offrir son aide à l'Allemagne pour accroître l'influence de celle-ci dans la région si cela pouvait faciliter l'exode des Juifs vers une patrie juive. Reichert y vit l'occasion d'obtenir des avantages pour le Reich, et il arrangea donc l'entretien à Berlin[144].

Après avoir obtenu les autorisations de Hagen et de Six, Eichmann rencontra Polkes à l'hôtel *Zur Traube*, près du zoo de Berlin, dans un quartier chic de l'ouest de la ville. Il écouta avec intérêt, tandis que Polkes lui parlait du développement de la communauté juive en Palestine. « Nous avons tous les deux dit ce que nous avions à dire, et aucun de nous – telle fut mon impression – n'avait quoi que ce soit à cacher, puisque nos objectifs convergeaient. » Polkes offrit au SD son influence et des informations, en échange de la promotion de l'émigration juive de l'Allemagne vers la Palestine. Selon Francis Nicosia, qui a retrouvé des documents sur cet épisode trouble, il se peut également qu'il ait tenté d'obtenir des armes de la part du SD, à l'usage de la Haganah. Quelles que fussent les paroles réellement échangées, elles furent en tout cas suffisantes pour justifier un second rendez-vous quelques jours plus tard. Pendant ce temps, Polkes, l'agent sioniste, fut logé dans un hôtel aux frais des services de renseignements nazis. Lors du second rendez-vous, il semble que Polkes ait proposé à Eichmann de se rendre en Palestine, afin de renforcer les contacts entre les deux organisations. Eichmann se souvint qu'il fut alors « tout à fait enchanté par l'idée ». Il rapporta la discussion à Hagen et un mémorandum sur Polkes fut envoyé à tous les échelons supérieurs de la chaîne de commandement, jusqu'à Heydrich. Le but du voyage proposé fut alors élargi et devait inclure des rencontres avec le grand mufti de Jérusalem, Haj Amin al-Husseini, et l'émir Abdallah de Transjordanie, afin d'évaluer les éléments favorables et défavorables à l'émigration juive.

Selon Eichmann, Heydrich inscrivit la mention « bien » sur le rapport, ce qui était un signe de son consentement. Pourtant, il ne donna son accord qu'à condition que le voyage fût coordonné avec la section du SD, responsable du renseignement étranger, dirigée par Walter Schellenberg. Si les choses se gâtaient, c'était Schellenberg et Franz Six qui seraient tenus responsables. Une dispute éclata à ce moment-là pour savoir qui devait prendre part au voyage. Les choses s'arrangèrent lorsque Hagen, qui avait une légère supériorité dans la hiérarchie sur Eichmann, fit valoir son droit à diriger la mission, en prenant Eichmann comme acolyte[145].

Pour des membres des services secrets, leurs préparatifs furent dignes d'amateurs et plutôt ridicules. Eichmann réclama une nouvelle garde-robe, parce que « on prévoyait de négocier, avec des princes arabes notamment, pendant le séjour, j'aurai donc besoin d'un costume clair et d'un autre foncé, ainsi que d'un pardessus léger ». En guise de couverture, il reçut une accréditation de journaliste au *Berliner Tagblatt*, et Hagen, qui avait vingt-quatre ans, se fit passer pour un « étudiant ». Ils reçurent l'instruction de ne jamais prononcer les mots SD, SS ou *Gestapo* lors du voyage ou lors de leurs entretiens, et de ne pas transporter de cartes de membres du SD[146].

Les deux hommes partirent en train le matin du 26 septembre et voyagèrent à travers la Pologne et la Roumanie jusqu'au port de Constanza, où ils embarquèrent sur le paquebot *Romania*. Le bateau quitta le port à minuit, le 29 septembre, et fit escale à Istanbul, au Pirée et à Beyrouth, avant d'atteindre Haïfa à six heures du matin, le 2 octobre. Eichmann et Hagen furent autorisés à débarquer par les officiers d'immigration britanniques, mais seulement pour vingt-quatre heures. Eichmann attribua ce contretemps à une alerte de sécurité locale due à des attaques perpétrées par des Arabes contre les colonies juives et les forces britanniques. Ils s'efforcèrent néanmoins d'utiliser au maximum le peu de temps qu'ils avaient. Ils louèrent un *droschke*, sorte de voiture à cheval et firent le tour de la ville portuaire juive moderne, visitèrent la colonie dans laquelle vivaient des protestants allemands, membres de l'ordre des Templiers, et ils firent l'ascension du mont Carmel, d'où ils purent observer les colonies agricoles juives de la vallée du Jezreel. Ils rencontrèrent également Reichert, du DNB, mais pas Polkes. Le *Romania* quitta Haïfa le 3 octobre

au matin et arriva à Alexandrie, en Égypte, à neuf heures le lendemain matin[147].

Les deux agents du SD débarquèrent et passèrent deux jours à Alexandrie avant de continuer en train en direction du Caire, où ils tentèrent d'obtenir des visas pour la Palestine. Dans son rapport sur la mission, Hagen expliqua que les autorités britanniques du Caire leur refusèrent des visas trois jours consécutifs, les 12, 13 et 14 octobre, probablement à cause d'une recrudescence de la violence intercommunautaire en Palestine, qui avait mené à une fermeture des postes frontière. Néanmoins, les attaques à la bombe qu'Eichmann et lui évoquèrent n'eurent lieu que le 15 octobre, donc il se peut bien que le refus ait été lié au fait que les officiers aux frontières britanniques aient nourri certains doutes vis-à-vis des deux Allemands. Eichmann raconta plus tard que la couverture n'avait pas fonctionné : l'agent anglais qui contrôlait les passeports n'avait pas cru en ses pseudo-références de journaliste[148].

Eichmann et Hagen passèrent douze jours au Caire. Ils rencontrèrent Reichert et Polkes, qui firent le voyage depuis la Palestine les 10 et 11 octobre. Selon le rapport de Hagen, « le Juif Polkes » leur conseilla différentes manières d'accroître l'émigration juive allemande en Palestine jusqu'à 50 000 personnes par an. Polkes recommanda d'autoriser chaque nouvel émigrant à transférer mille livres sterling en capital vers la Palestine *via* l'accord de Ha'avara, un arrangement négocié entre l'Organisation sioniste allemande et le ministère de l'Économie allemand en 1933, en vertu duquel les Juifs émigrant du IIIe Reich vers la Palestine étaient autorisés à emporter une partie de leur fortune avec eux. L'avantage de cette mesure était que, si les autorités britanniques avaient imposé des restrictions encore plus drastiques sur l'immigration, elles ne limitaient pas le nombre de Juifs considérés comme « capitalistes », qui pourraient renforcer le développement économique du pays. Le plan de Polkes pour contourner les contrôles migratoires, peu original et potentiellement coûteux, déplut aux nazis. Dans son rapport, Hagen conclut :

> Nous devons rejeter ce projet pour deux raisons : Premièrement, ce n'est pas notre objectif de voir transférer le capital juif, mais plutôt de pousser les Juifs sans ressources à émigrer. Deuxièmement, l'émigration mentionnée ci-dessus de 50 000 Juifs par an aurait surtout pour résultat de renforcer le judaïsme en Palestine, et puisque la politique du Reich est que

l'établissement d'un État indépendant pour les Juifs en Palestine devrait être évité, ce plan ne peut être soumis à la discussion.

Ils s'entretinrent également avec différents contacts arabes, afin de se faire une idée des relations judéo-arabes. Ces rencontres furent largement inutiles, et Eichmann eut l'impression qu'ils n'avaient pas beaucoup progressé lorsqu'ils partirent pour Alexandrie le 19 octobre au matin. Leur bateau, un paquebot italien baptisé *Palestina*, fit route pour Brindisi le lendemain, faisant escale en route à Rhodes et au Pirée. Eichmann fut malade pendant la majeure partie du voyage retour, et il passa le plus clair de son temps à l'infirmerie. De Brindisi, ils voyagèrent en train jusqu'à Berlin, où ils arrivèrent à vingt-trois heures le 26 octobre. Pendant quelque temps, lors du trajet de retour, leur train circula en territoire autrichien, inspirant à Eichmann la réflexion assez mièvre qu'il n'avait pas respiré l'air de sa patrie depuis quatre ans[149].

Le rapport de Hagen sur le voyage, auquel Eichmann contribua et qu'il cosigna, comportait de nombreuses remarques antisémites et stéréotypées. Selon les deux auteurs, l'économie de la Palestine était en crise : « Ce chaos financier doit être attribué au fait que les Juifs s'escroquent mutuellement. » Le rapport déclarait qu'il y avait « quarante banques juives [à Jérusalem] qui vivent en dupant leurs pairs juifs ». En Palestine (comme ailleurs, d'après les stéréotypes nazis), les Juifs faisaient preuve d'une « incapacité totale à maintenir une économie en état de marche ». Le ton et le contenu du rapport contredisent ainsi les déclarations ultérieures d'Eichmann, selon lesquelles il était alors un avocat enthousiaste du sionisme, dénué de la moindre animosité envers les Juifs[150].

De nombreux autres mythes entourent l'équipée proche-orientale d'Eichmann, dont seulement quelques-uns sont de son fait. Pendant la guerre, et notamment lorsqu'il s'adressait à des Juifs, il prétendit être né dans la colonie allemande protestante de l'ordre du Temple de Sarona. Il étoffait son récit en puisant dans ses souvenirs de Palestine et dans les quelques mots d'hébreu qu'il pouvait prononcer. Lors de son procès, l'accusation tenta de soutenir que sa mission avait en partie consisté à établir des contacts avec le grand mufti de Jérusalem et avec les nationalistes arabes qui luttaient pour empêcher l'immigration juive et qui

voulaient détruire les colonies juives de Palestine. Néanmoins, mis à part sa tentative d'élargir sa garde-robe, on ne dispose d'aucune preuve attestant qu'il aurait eu l'intention de rencontrer des notables arabes afin de fomenter des sentiments antijuifs, ce qui aurait été à l'encontre de la politique du SD[151].

À court terme, le voyage fut un échec. Néanmoins, il contribua à asseoir Eichmann comme expert des Juifs et de l'émigration juive. Quelques jours seulement après son retour, un Eichmann bronzé et désormais reconnu comme grand voyageur eut l'occasion de faire étalage de son expertise nouvelle lors d'une importante conférence du SD sur les affaires juives organisée à Berlin.

À la fin de l'été 1937, la section juive du SD commença à planifier une *Judentagung*, rencontre d'une journée consacrée à la « question juive ». L'événement fut reporté à de nombreuses reprises en raison de l'absence d'Eichmann et de Hagen qui étaient à l'étranger, et le programme de la rencontre évolua pour se conformer aux intérêts du moment. Lorsque la conférence eut finalement lieu le 1er novembre 1937, le premier point à l'ordre du jour était l'éternel problème de la coopération, c'est-à-dire en fait de la compétition, avec la *Gestapo*. Les experts purent assister à une présentation supplémentaire sur l'importance de tenir un fichier juif et sur les possibilités et les obstacles sur le chemin de sa réalisation. L'un des intervenants évalua l'utilité de la presse juive pour le SD, signe que son système de collecte d'informations était plutôt rudimentaire. L'essentiel de la journée fut consacré à plusieurs conférences : Hagen parla du travail passé et futur du département II/112, Dannecker de l'impact des lois antijuives depuis 1933, Eichmann de l'activité et du caractère de la juiverie mondiale, et Hagen, de nouveau, des plans britanniques pour la Palestine[152].

Dans sa première présentation, Dannecker fit référence au *Funktionsbefehl* et au travail potentiel du SD. C'en était fini de dénoncer tel ou tel Juif pour l'envoyer en camp de concentration. Les Juifs étaient subversifs. Les lois raciales devaient être appliquées et les mesures contre les Juifs intensifiées. Il continua ensuite avec une présentation exhaustive de la vie juive en Allemagne, qui, insista-t-il, était le principal domaine d'activité du SD. Tous devaient clairement faire comprendre aux Juifs

qu'ils vivaient sous la surveillance constante de la police, et que leur vie en Allemagne allait devenir « impossible ». Il ne leur serait pas accordé un seul instant de répit[153].

Hagen fit un rapport sur la situation en Palestine et sur les perspectives de l'émigration juive à la lumière des conclusions de la commission Peel sur le soulèvement arabe de 1936-1937. La commission avait recommandé au gouvernement britannique de diviser la Palestine en un petit État juif et un plus grand État arabe. Cela obligea le SD à considérer les implications possibles de la souveraineté juive. Hagen conclut que l'émergence d'un État juif indépendant pourrait constituer un danger pour la politique nazie, puisqu'un État juif jouirait de pouvoirs diplomatiques et pourrait tenter d'obtenir le statut de minorité nationale pour les Juifs allemands. Il pourrait également utiliser ses diplomates pour intensifier le boycott de l'Allemagne, c'est pourquoi le ministère des Affaires étrangères était absolument opposé à apporter la moindre aide au mouvement sioniste. Toutefois, Hagen déclara que le SD devait continuer à promouvoir le sionisme et à réduire les éléments assimilationnistes parmi les Juifs allemands. Les assimilationnistes souhaitaient rester, donc le SD devait soutenir les sionistes radicaux, tel Georg Kareski, et les aider à organiser le transport clandestin de Juifs vers la Palestine[154].

L'intervention d'Eichmann, qu'il semble avoir préparée en trois jours seulement, à son retour en Allemagne, était intitulée : « Juiverie mondiale : activité politique et implications de cette activité pour les Juifs résidant en Allemagne ». Il commença par la division habituelle, chez les nazis, des Juifs en trois groupes : les orthodoxes, les assimilationnistes, et les nationalistes. Les assimilationnistes constituaient la principale force d'opposition au national-socialisme, parce qu'ils aspiraient à une intégration complète, percevaient l'antisémitisme comme leur plus grand ennemi et avaient créé des associations pour le combattre. Eichmann dressa la liste de toute une série d'associations juives caritatives ou éducatives tout à fait insignifiantes, telles que l'Alliance israélite universelle, qu'il présenta comme étant au centre d'un vaste complot contre le IIIe Reich. Étrangement, il était persuadé que le complot opérait en Allemagne à travers l'entreprise Unilever, avec comme façade une usine de margarine. La Haganah jouait un rôle central dans son analyse du mouvement sioniste.

Il la décrivit assez fidèlement comme une agence de renseignements et une force de défense, pour ensuite lui attribuer d'immenses pouvoirs. Il déclara que la Haganah disposait d'armes lourdes et même d'avions. Tous les sionistes importants et la plupart des dirigeants juifs étaient d'une manière ou d'une autre associés à ses opérations, qui tournaient autour d'un comité central tout-puissant. Eichmann avertit son auditoire qu'il ne devait pas être dupe du chaos apparent de la vie associative juive : « Nous avons ici le comité central des atrocités et de la campagne de boycott, qui décide des mesures à suivre. » Selon Eichmann, les informations sur les Juifs en Allemagne étaient clandestinement transmises à l'étranger par l'entremise des employés de plusieurs associations internationales juives, qui profitaient de la protection accordée statutairement aux Juifs de nationalité étrangère. Il en appela à la *Gestapo* pour qu'elle convoque dès lors les dirigeants de ces organisations en Allemagne et qu'elle élimine les Juifs nés hors d'Allemagne qui se trouvaient dans leurs rangs. Les agents du SD devaient les surveiller comme des oiseaux de proie[155].

Eichmann avait produit une fantasmagorie d'antisémitisme, exemple classique de la manière dont les nazis voyaient le monde à travers le prisme du *Protocole des sages de Sion*. Lorsqu'il fut interrogé en Israël, il nia que le *Protocole* ait jamais eu la moindre influence sur lui : « Lorsque j'ai interrogé Mildenstein, il me l'a décrit comme dénué de la moindre valeur, et j'ai accepté cette opinion. » Néanmoins, ce document, récemment retrouvé, montre que, même si Eichmann rejetait cette théorie du complot, vulgaire et contrefaite, il était entièrement convaincu par les mythes du pouvoir juif et de l'existence d'une « juiverie mondiale » coordonnée. Ce fantasme n'était pas entièrement gouverné par l'idéologie : le SD se servait des complots pour justifier ses opérations et son budget[156]. En effet, après un an d'efforts, il était encore loin de son but en termes de pouvoir et d'influence. Hagen, Eichmann et Dannecker rencontraient encore leurs homologues de la *Gestapo* pour décider des domaines de responsabilité et de coopération[157]. Selon George Browder : « Jusqu'en 1938, veille d'une rapide intensification du problème juif, le SD n'avait pas réussi à obtenir un statut dans les affaires juives, qui aurait véritablement justifié son existence indépendante[158]. »

À cause du rôle limité et mal défini du SD dans la formulation et la mise en œuvre des politiques sur la « question juive », Eichmann était encore, jusqu'à l'hiver 1937-1938, une figure presque inconnue des Juifs allemands. Quelques-uns le rencontrèrent néanmoins à ce moment de sa carrière. Leurs témoignages et les souvenirs des anciens collègues d'Eichmann nous donnent une idée de son comportement et de sa conduite à l'égard des Juifs à cette époque.

Le Dr Franz Meyer, un agent sioniste né à Breslau, se souvient de l'Eichmann des années 1935-1936. Il fut parfois convoqué pour le rencontrer au quartier général de la *Gestapo* sur la Prinz Albrecht Strasse, mais tout aussi souvent ce fut lui qui alla trouver Eichmann au sujet des affaires sionistes. Lors de ces rencontres, Eichmann se montrait attentif et répondait favorablement aux requêtes. Comme Meyer le raconta à Jérusalem : « J'eus peu à peu l'impression qu'il écoutait les problèmes et cherchait – pensai-je alors – à comprendre la situation avec nous. Je lui communiquai aussi, au cours de telles conversations, des requêtes et des plaintes qui avaient été formulées. » Eichmann offrit toujours un siège à Meyer et s'adressa à lui avec la formule appropriée *Herr Doktor*. Meyer avait l'impression qu'Eichmann recevait avec bienveillance les visites de responsables communautaires juifs, et qu'il voulait en apprendre davantage sur les *halutzim*, les jeunes Juifs qui se formaient dans des fermes en Allemagne avant leur émigration vers la Palestine. Il manifestait un grand intérêt pour les progrès de l'émigration en général. Lorsque le travail des organismes sionistes fut perturbé par le harcèlement des autorités ou bloqué par des paperasseries et que Meyer vint trouver Eichmann pour lui demander de l'aide, celui-ci répondit avec une certaine mansuétude. Il était toutefois toujours prudent : il déclarait toujours qu'il devait d'abord parler avec ses supérieurs. Il téléphonait ensuite à Meyer pour lui offrir des conseils relatifs à ses intercessions, ou bien Meyer lui téléphonait pour savoir ce qui avait été décidé. Les responsables sionistes comme Meyer considéraient Eichmann comme accessible et abordable. Meyer déclara devant le tribunal de Jérusalem qu'avec Eichmann, « en général, il était plutôt possible d'échanger des points de vue ». Il conclut ainsi : « Il me fit l'impression d'un homme tranquille, se comportant tout à fait normalement.

Évidemment, nous n'avions pas de rapports personnels, cependant j'avais l'impression qu'il était froid, mais correct[159]. »

Au contraire, Benno Cohn, qui travaillait au bureau « Palestine » de Berlin, rapporta, dans son témoignage devant le tribunal, un échange relativement plus déplaisant. En 1937, Cohn présida une rencontre en l'honneur du rabbin Dr Joachim Prinz, l'un des chefs du mouvement sioniste, qui était sur le point d'émigrer. Eichmann fit irruption avec plusieurs hommes du SD et de la *Gestapo* en habits civils, mais la salle était déjà très pleine. Dans la foule, quelqu'un donna par inadvertance un coup de coude à Eichmann dans l'estomac, ce qui le mit dans une telle rage qu'il annonça très fort qui il était et exigea de rencontrer les organisateurs. Lorsque Cohn se présenta, « M. Eichmann », dont la couverture était désormais éventée, lui cria : « Et vous prétendez être responsable de l'ordre ici ? C'est un désordre du plus haut degré. » Après s'être calmé, Eichmann s'assit avec les autres participants importuns, et prit des notes sur les discours[160].

La rencontre lui fit forte impression. Lors de son discours devant la *Judentagung* du 1er novembre 1937, Eichmann déclara : « Je me souviens du discours d'adieu d'un ancien dignitaire du ZVID, le rabbin Dr Joachim Prinz, qui quelques mois plus tard devait accéder à un poste parmi les Juifs en Amérique, et qui expliqua que l'une de ses tâches les plus importantes serait de collaborer au rassemblement et à la concentration des "foyers juifs" aux États-Unis, et de faire du combat juif le premier objectif des Juifs partout dans le monde[161]. » Pour Eichmann, la réunion apportait une preuve tangible de l'existence du complot juif mondial. La réponse appropriée n'était toutefois pas de se montrer hystérique. C'étaient plutôt des éléments à noter, à classer, et sur lesquels il faudrait agir une fois qu'une politique à suivre serait déterminée, qui assurerait des représailles décisives et ultimes.

Des années plus tard, en réponse à une requête du tribunal de Jérusalem, le Dr Six témoigna au sujet de l'attitude d'Eichmann vis-à-vis des Juifs. Bien évidemment, Six ne voulut pas donner l'impression qu'il aurait employé un antisémite vulgaire ou violent, et ses propos sont de ce fait à prendre avec précaution. Ils s'accordent toutefois assez bien avec ce que les Juifs remarquèrent. Six déclara : « Aussi longtemps qu'Eichmann fut mon subordonné, je n'ai pas souvenir de l'avoir entendu faire de déclarations ou

de propositions antijuives. » Dans la mesure où Six était un nazi convaincu, sa définition de ce qui constituait une proposition antijuive doit être considérée avec une certaine précaution, d'autant plus qu'il admit qu'Eichmann « croyait absolument au national-socialisme. Fondamentalement, le monde prenait son sens pour lui à travers la conception nazie de la vie ». Selon Six, ce caractère, tout autant que l'obséquiosité qu'il lui prêtait, étaient les éléments principaux qui motivaient le sergent-chef du département II/112-3[162].

Il est possible de concilier ces points de vue apparemment contradictoires en faisant référence à la vision du monde des hommes de la SS et du SD et à leur environnement. Les Juifs étaient un ennemi contre lequel des mesures devaient absolument être prises afin de défendre la race aryenne et le IIIe Reich. Il n'y avait rien de personnel à cela : c'était purement professionnel. L'homme du SD se devait d'être dur, objectif et dénué de sentimentalisme. La législation discriminatoire était la norme dans l'« État racial » et sa valeur devait être mesurée à l'aune du degré auquel elle contribuait à atteindre l'objectif final de cette politique. Il allait déjà sans dire, au sein du SD, qu'une solution à la « question juive » ne pourrait provenir que du retrait des Juifs d'Allemagne, et non de la simple limitation de leur influence présumée au moyen de textes de lois. La violence aveugle et les mauvais traitements infligés au hasard n'aidaient en rien à la réalisation de ces objectifs. Il était plus rationnel de se comporter correctement envers les dirigeants juifs qui travaillaient à l'émigration du plus grand nombre de Juifs possible. L'émigration était la clé et tout, y compris les sentiments personnels, devait être subordonné à cette fin[163].

En signe de reconnaissance de ses efforts et de son travail dans le domaine de la politique juive, Eichmann fut promu en janvier au grade d'*Untersturmführer*, ou sous-lieutenant. Il jouissait désormais d'un réel statut et était respecté. En mars 1938, le bureau de Heydrich lui demanda de rassembler des documents pour préparer un mémorandum sur les efforts internationaux entrepris pour promouvoir l'émigration juive hors d'Europe. Cette requête fut inspirée par les informations faisant état de négociations entre des représentants gouvernementaux français et polonais, qui enquêtaient sur la possibilité d'organiser une émigration massive des Juifs polonais vers Madagascar, une île alors détenue par la France au large de

l’Afrique de l’Est. Une nouvelle ère pour le SD était sur le point de commencer et, avec elle, de nouvelles perspectives pour Adolf Eichmann[164].

CHAPITRE III

L'EXPERT EN MATIÈRE D'ÉMIGRATION, 1938-1941

En allant trouver Eichmann, le Dr Löwenherz s'engagea sur la route de Canossa – une longue route de dégradation. Chaque fois qu'il approchait Eichmann, il retournait sur le chemin de la dégradation.

Moritz Fleischmann, témoignage lors du procès Eichmann, 26 avril 1961[165].

J'avais pensé tout d'abord qu'il était un petit fonctionnaire, ce qu'on appelle un « rond de cuir », un bureaucrate. Et puis, tout à coup, j'avais devant moi un homme qui se comportait comme le maître de la vie et de la mort ; il nous a reçus avec arrogance et grossièreté. Nous avons dû rester debout tout le temps. Il ne nous permit même pas de nous approcher de son bureau.

Franz Meyer, témoignage lors du procès Eichmann, 26 avril 1961[166].

Et Eichmann arriva, tel un jeune dieu : il avait de l'allure à cette époque, grand, tout de noir vêtu,

absolument resplendissant.

Adolph Brunner, interviewé en 1977, Archive Yad Vashem 03/3912.

Au début de l'année 1938, Eichmann et ses collègues du SD reçurent l'ordre de se préparer à « une action imminente en Autriche » : Hitler était sur le point de mener à bien son projet d'installer un régime nazi à Vienne. En janvier et en février, ils mirent de côté leur travail habituel pour se concentrer sur l'occupation à venir, qui deviendrait l'*Anschluss*. Eichmann dut à nouveau travailler sur un fichier, mais, cette fois-ci, il s'agissait d'un système automatisé, encore assez sommaire. Il se souvint plus tard que : « Pendant des semaines, chaque homme valide qu'ils pouvaient trouver était mis au travail pour réaliser trois types de tâches : rédiger des fiches compilées dans un immense fichier, de plusieurs mètres de diamètre, qu'un homme assis sur un siège de piano pouvait manœuvrer et dans lequel il pouvait retrouver la fiche qu'il voulait grâce à un système de perforation. » Le SD prouva sa valeur en tant qu'agence de renseignements en extrayant les noms d'« opposants » à partir des rapports annuels, des livrets, des dossiers de presse, des registres de membres de partis politiques et d'informations diverses glanées par ses agents (les *« V-Leute »*) en Autriche[167].

Le 12 mars, l'armée allemande franchit la frontière et les nazis autrichiens envahirent les rues de Vienne pour les accueillir. L'hostilité envers les défenseurs de la République, les communistes, les socialistes, les syndicalistes et, avant tout, les Juifs, refoulée pendant des années, fut libérée au cours d'un pogrom qui dura toute une semaine. Les Juifs étaient rassemblés et forcés de nettoyer les slogans antinazis sur les murs, et, en plusieurs occasions, de récurer la rue avec des brosses et des seaux d'eau. Des membres éminents de la communauté juive et des militants politiques juifs furent arrêtés par la *Gestapo* et envoyés à Dachau ou dans des prisons locales. Les hommes de la SA ou de la SS autrichiennes pillèrent les magasins juifs en toute impunité. Les membres du parti nazi saisirent des appartements appartenant à des Juifs sans se soucier du moindre semblant de légalité. Un boycott des entreprises juives fut décrété et les Juifs furent exclus d'une profession après l'autre. Toute la législation antijuive existante

dans le IIIe Reich fut transférée de manière expéditive dans le droit autrichien, y compris les lois de Nuremberg, qui furent formellement introduites en mai 1938. Des centaines de Juifs autrichiens se suicidèrent, alors que la terreur et le désespoir s'emparèrent de la communauté dans son ensemble[168].

Alors qu'il rongeait son frein, impatient de « rentrer à la maison », Eichmann ne fit pas partie de la première vague d'agents du SD envoyés à Vienne. Il lui fallut attendre une semaine pour recevoir une affectation temporaire à la section du SD établie dans la ville, et recevoir l'ordre de prendre le commandement des affaires juives. Enfin, après un exil de cinq ans, Eichmann s'en retourna dans sa patrie d'adoption[169].

La plupart des textes consacrés à la carrière d'Eichmann présentent sa période viennoise comme un moment décisif, celui de sa véritable percée. L'historien Gerald Reitlinger déclara que « la réelle carrière d'Eichmann débuta le 1er août 1938, quelques mois après l'*Anschluss*, lorsqu'il reçut la charge du bureau à l'émigration juive de Vienne ». Le procureur pour les crimes de guerre, Robert Kempner, décrivit ce poste comme le « tremplin » de sa carrière[170]. D'autres commentateurs crurent Eichmann sur parole lorsque celui-ci se vanta que sa « grande réussite » à Vienne avait été d'avoir imaginé un système de « convoyeur mécanique » pour accélérer l'exode juif. Bien évidemment, l'accusation lors de son procès fut heureuse de mettre l'accent sur la prétendue réussite d'Eichmann à Vienne afin de le compromettre davantage. Beaucoup virent là le moment où « Adolf Eichmann commença sa carrière de criminel de masse[171] ».

Toutefois, ce sont les dirigeants de la communauté juive de Vienne qui eurent l'idée d'un bureau central à l'émigration, et ce sont eux qui fournirent la main-d'œuvre pour le faire tourner. Ce fut là le premier exemple d'un « conseil juif » opérant sous le contrôle total des nazis, un chapitre de coopération qui, dans ses limites extrêmes, ressembla peut-être même à une forme de collaboration[172]. Le tribunal de Jérusalem préféra suivre la version auto-élogieuse d'Eichmann, afin de minimiser l'élément d'implication juive. De manière perverse, et erronée, Eichmann fut lui-même content d'en partager le mérite, car il souhaitait dépeindre son

activité à Vienne comme celle d'un sioniste convaincu qui souhaitait avant toute chose aider les Juifs à se sauver d'une situation dangereuse[173].

En Israël, Eichmann décrivit son parcours à Vienne dans des termes passant du sublime au ridicule. Il se rappela qu'à son arrivée, il établit son bureau dans une pièce de l'ancien palais Rothschild, au 22 Prinz Eugen Strasse, qui avait été réquisitionné par les nazis pour servir de base aux opérations du SD. Avec guère plus qu'un bureau pour tout équipement, il devait, selon ses dires, surveiller près de 200 000 Juifs. Il raconta qu'il alla trouver les agents de la *Gestapo* pour « leur demander qui [lui] fournirait des informations sur les affaires juives ». Il fut envoyé vers le Dr Karl Ebner, un nazi autrichien qui dirigeait le bureau juif de la *Gestapo* de Vienne. Ebner lui déclara que tous les dirigeants communautaires juifs étaient en détention. Eichmann lui expliqua que la ligne du SD était « favorable à l'émigration, et qu'à cette fin il était nécessaire de faire exactement le contraire de l'interdiction et de la détention – il fallait créer des organismes qui serviraient cet objectif ». Il demanda à Ebner de lui faire rencontrer les dirigeants juifs qui, pensait-il, seraient les mieux à même d'organiser une émigration bien ordonnée. Parmi eux se trouvait le Dr Josef Löwenherz. Eichmann lui tint (comme il le fit pour les autres) un discours où il étala ses propres références sionistes et qu'il agrémenta d'une histoire selon laquelle il serait né en Palestine. Il ordonna ensuite à Löwenherz de s'en aller et de mettre au point un système d'« émigration forcée ». Lors de cet échange, Löwenherz dit quelque chose de déplaisant à Eichmann, qui le gifla au visage, mais au-delà de cet incident il trouva l'entretien utile. Le lendemain, Löwenherz présenta à Eichmann une proposition « excellente » : « Nous nous mîmes immédiatement au travail sur la base de ses suggestions. » Les associations de jeunesse, éducatives et religieuses devaient être autorisées à reprendre leurs activités. « En un mot, les conditions furent normalisées, mais bien évidemment tout était subordonné à la promotion de l'émigration[174]. »

Cette version est une fable complète. L'idée qu'après des semaines de préparation, Eichmann, le membre d'un service de renseignements puissant, se serait trouvé à errer dans Vienne et à demander aux nazis locaux ce qui se passait aurait dû apparaître tout à fait fallacieuse. Elle ne fut néanmoins jamais remise en cause par la police israélienne ou par l'accusation. La

vérité est plus compliquée et plus troublante. Eichmann arriva en fait le 16 mars, juste après Herbert Hagen, qui mit en place une unité spéciale, ou *Sonderkommando*, du département II/112. Loin de libérer qui que ce fût, Eichmann arriva armé de listes de Juifs éminents qui devaient être arrêtés, en particulier les dirigeants des associations « assimilationnistes », telles que le B'nai Brith. En deux jours, il participa à une importante rafle au bureau central de la communauté juive de Vienne, l'*Israelitische Kultursgemeinde* (IKG). Julius Rosenfeld, un employé de cet organisme, se souvint avoir vu Eichmann, lors de la rafle, tenant à la main un livret comportant la liste des dirigeants communautaires juifs d'Autriche. Avec stupeur, Rosenfeld se rendit compte qu'il s'agissait d'un opuscule qu'il avait lui-même écrit quelques années auparavant et que le bureau juif du SD avait ajouté à sa bibliothèque. Eichmann ordonna aussi la saisie de documents, de listes de membres et des « preuves » d'activités « subversives », telles que le soutien juif au gouvernement autrichien légalement institué. Deux énormes fourgons transportèrent ces documents jusqu'au quartier général du SD à Berlin, où des membres du département II/112 les examinèrent. D'autres arrestations et emprisonnements suivirent cette inspection. Des Juifs furent par la suite tués dans des camps de concentration sur la base des « preuves » rassemblées par le *Sonderkommando* d'Eichmann[175].

Nonobstant la terreur qu'il mettait lui-même systématiquement en œuvre, les « actions sauvages » de la population viennoise embarrassèrent le régime nazi à Berlin. Quelques jours après la prise du pouvoir à Vienne, Heydrich se plaignit à Josef Bürckel, alors commissaire du Reich pour l'unification de l'Autriche et de l'Allemagne, d'une certaine « indiscipline ». À la fin avril, l'appareil de sûreté parvint à contenir les pires « excès » des citoyens agressifs, tandis que le parti continua ses expropriations rapaces et s'occupa surtout de canaliser la frénésie antisémite en faisant, par exemple, saisir 40 000 appartements où vivaient des Juifs[176].

Les Juifs qui le pouvaient fuirent le pays, et le plus grand nombre s'efforça de rassembler les documents nécessaires à son exode. Très souvent, les candidats au départ trouvèrent leur chemin barré par des retardements bureaucratiques et par le manque d'argent, et il n'y avait personne à la tête de la communauté juive pour les guider ou intercéder en leur faveur. En effet, il n'y avait tout simplement pas de communauté juive

organisée dans le pays. Il n'y avait que chaos et peur. Si l'émigration devait se dérouler dans le calme et à grande échelle, Eichmann prit conscience que certaines organisations juives devaient être autorisées à fonctionner. Ce n'était en rien une pensée originale : le SD soutenait depuis longtemps que les procédures d'émigration devaient être centralisées et rationalisées afin de faire sortir du Reich le plus de Juifs possible, le plus rapidement possible. Les recherches les plus récentes, menées par la Commission des historiens autrichiens, à partir des archives récemment découvertes, ont montré que le concept et l'appareil de l'« émigration forcée » dans la pensée du SD et dans les pratiques de l'État nazi étaient apparus bien avant l'*Anschluss*[177].

Après avoir contribué au déclenchement du chaos et de la misère, Eichmann se tourna vers Franz Six à Berlin et vers le *SS-Standartenführer* Franz Stahlecker, le chef du SD à Vienne, au sujet de la libération de certains Juifs et en vue d'accorder à un nombre limité d'institutions juives la permission de continuer à fonctionner. Dans certains cas, avec l'assentiment de Stahlecker, il libéra des hommes qu'il avait auparavant lui-même fait arrêter. Eichmann donna l'ordre de faire venir les responsables juifs, terrifiés et débraillés, les uns après les autres, des cellules de la *Gestapo* jusqu'à son bureau de l'hôtel *Metropol*, où il les interrogea. Lorsqu'il trouvait des hommes qu'il estimait aptes à cette tâche, il donnait l'ordre de les faire libérer. L'un de ces hommes interrogés était Adolf Böhm, l'auteur de l'histoire du sionisme grâce à laquelle Eichmann avait tant appris. Celui-ci pensa d'abord nommer Böhm à la tête d'une organisation communautaire reconstituée, ce qui aurait eu un certain piquant pour lui, qui voyait de manière perverse en Böhm une sorte de mentor, mais il réalisa qu'il était déjà trop vieux et trop frêle pour remplir ce rôle. À la place, son choix se porta sur le Dr Josef Löwenherz, un avocat, qui était le vice-président de l'IKG. Il donna l'ordre de reconduire Löwenherz dans sa cellule et de l'y maintenir jusqu'à ce qu'il ait terminé la rédaction d'un plan d'émigration massive des Juifs autrichiens. Comme on peut le voir, il ne s'agit pas du tout ici d'une situation où les dirigeants juifs apporteraient d'eux-mêmes leur soutien et leur coopération[178].

Eichmann identifia également, comme étant les mieux adaptés aux besoins du SD, l'organisation sioniste pour l'Autriche, les mouvements de

jeunes sionistes, la principale association caritative et les associations de Juifs orthodoxes, tous politiquement inoffensifs, et donna l'ordre qu'ils fussent à nouveau autorisés à fonctionner, sous la surveillance du SD. Enfin, il autorisa la parution d'un journal communautaire juif, mais insista pour qu'il porte le tire de *Zionistische Rundschau* (« Circulaire sioniste ») et non le nom de son équivalent allemand, appelé *Jüdische Rundschau*. Le message était clair : le futur des Juifs d'Autriche n'existait que dans l'émigration vers la Palestine ou ailleurs. La seule forme acceptable de *leadership* dans la communauté se composait d'hommes et de femmes qui maintiendraient « l'ordre et la discipline » parmi la population juive et mettraient toute leur énergie à promouvoir l'émigration[179].

Eichmann fut exalté par son travail. Il se délecta d'une manchette du *Völkische Beobachter* annonçant : « Les Rothschild sont expropriés ». Au début du mois de mai, il écrivit avec jubilation à Hagen, qui était de retour à Berlin :

> Toutes les organisations juives d'Autriche ont reçu l'ordre de soumettre un rapport chaque semaine. Ces rapports seront remis aux bureaux appropriés des sous-sections du II/112. Ils doivent être divisés en rapports de situation et d'activité. À Vienne, ils doivent être remis chaque lundi, et ailleurs dans le pays le jeudi. J'espère être en mesure de vous faire parvenir les premiers rapports avec le reste demain. Le premier numéro du *Zionistische Rundschau* paraîtra vendredi de la semaine prochaine. Je leur ai fait m'envoyer les manuscrits et je m'occupe en ce moment même du fastidieux travail de censure. Le journal vous sera bien évidemment envoyé. D'une certaine manière, ce sera « mon » journal. En tout état de cause, je fais cravacher ces messieurs, croyez-moi. Ils travaillent désormais avec beaucoup de zèle. J'ai imposé à la communauté juive et aux organisations sionistes d'Autriche le chiffre de 20 000 Juifs indigents à faire émigrer pour la période du 1er avril 1938 au 1er mai 1939, et ils ont promis qu'ils s'y tiendraient.

Pour la première fois de sa carrière, Eichmann avait de réels pouvoirs. Il disposait d'un pouvoir exécutif au sein de l'appareil de sûreté et exerçait un contrôle dictatorial sur les infortunés Juifs. « Demain, annonça-t-il à Hagen, je m'en vais inspecter la boutique [le bureau] de la communauté juive et des sionistes : je le fais au moins une fois par semaine. Je les tiens complètement en mon pouvoir, et ils n'osent pas faire un pas sans me consulter. C'est ainsi que cela doit être, parce que ainsi un meilleur contrôle est établi[180]. »

Toutefois, Eichmann se sentait frustré car, malgré l'extension de son pouvoir et de ses responsabilités, il n'était encore que *SS-Untersturmführer*,

sous-lieutenant. Son ambition de progresser dans la carrière eut un effet secondaire curieux et décisif. Il déposa sa candidature pour un transfert au poste de direction d'un bureau de campagne du SD à Linz, ce qui lui aurait permis de rentrer de manière triomphale dans la ville dans laquelle il avait grandi. Franz Six rejeta pourtant cette requête, au motif que « la grande concentration des Juifs à Vienne nécessite la présence d'un homme expérimenté sur le terrain tel qu'Eichmann. Cela est d'autant plus nécessaire du fait de l'extension du département juif de la *Gestapo* à Vienne ». Ce n'est qu'à contrecœur que Six avait laissé « un homme bien informé et spécialisé comme Eichmann » quitter le bureau central du SD pour aller à Vienne. Il déclara qu'Eichmann lui manquait et qu'il avait eu du mal à lui trouver un remplaçant. Néanmoins, Six suspecta de manière rusée ce dont il retournait en réalité et suggéra une alternative au transfert : « Si la demande de mutation d'Eichmann est à nouveau liée à son désir de devenir chef de département, je ne peux qu'affirmer que, dans ces circonstances, il est nécessaire de développer le bureau juif à Vienne et d'en faire un département et de nommer le *SS-Untersturmführer* Eichmann comme il se doit[181]. »

La *Zentralstelle für jüdische Auswanderung*, le service central à l'émigration juive, qui fut présentée comme la grande invention d'Eichmann et acclamée à l'époque comme un modèle en matière de traitement des populations juives, fut ainsi créée en partie pour justifier sa promotion. La *Zentralstelle* n'était pas seulement le fruit d'un caprice de son subordonné arriviste auquel Six avait cédé. Elle émergea de la conviction du SD que l'émigration devait être la priorité et que toutes les autres mesures antijuives devaient être subordonnées à ce but. Bien évidemment, selon cette conception, la SS et le SD devaient avoir un pouvoir total sur les Juifs, afin de mettre en œuvre cette politique. Il y avait aussi des impératifs locaux. Hans Safrian a déduit que Josef Bürckel et son équipe prônaient un système d'émigration centralisé, afin de s'assurer que les Juifs indigents pourraient quitter Vienne malgré l'« aryanisation sauvage » et les expropriations officielles, qui avaient privé une grande partie de la population juive des ressources nécessaires à l'émigration. Lorsque cette situation menaça de conduire à la constitution d'un « reliquat » de Juifs pauvres et impossibles à faire partir, ils s'emparèrent

des propositions de l'IKG à Eichmann concernant l'organisation d'un système d'émigration rationalisé. Les aspirations institutionnelles et le désespoir juif coïncidèrent avec les efforts d'Eichmann d'accélérer l'émigration sur la base de la doctrine du SD, et, le moment voulu, lui valurent sa promotion[182].

Alors qu'il s'en était, par le passé, réclamé l'auteur, Eichmann attribua la conception centrale du système à Löwenherz et à ses collègues. Tout ce qu'il avait fait, déclara-t-il, consista à concevoir la manière dont le bureau devait être organisé afin d'accélérer le processus d'émigration. Les Juifs devaient payer différentes notes, impôts locaux et nationaux, et autres frais avant d'être autorisés à partir. Il était courant que des préposés pleins de morgue les fassent attendre des heures, tandis que les certificats mettaient parfois des semaines à arriver. Dans la mesure où les permis d'émigration avaient une validité limitée dans le temps, ils étaient souvent déjà arrivés à expiration au moment où les autres formalités nécessaires au départ étaient réglées. Le pauvre émigré devait alors recommencer toute la procédure. Eichmann envisagea d'organiser les bureaux et les services en série, au sein d'un seul bâtiment, afin que les candidats pussent passer de l'un à l'autre dans une progression continue, logique et rapide. « Cet après-midi-là, une idée germa dans mon esprit : un convoyeur mécanique. La candidature initiale et le reste des papiers nécessaires sont placés à un bout, et le passeport tombe par l'autre bout. » Il discuta de son idée avec son collègue et ami Stahlecker, qui parvint à persuader Bürckel de faire passer le décret nécessaire[183].

La seconde innovation majeure consista à élaborer un nouveau système de financement. L'émigration était une affaire coûteuse pour les Juifs, qui devaient payer tous leurs impôts et régler toutes leurs dettes avant de pouvoir légalement quitter le pays. Cependant, dans leur grande majorité, ils étaient dans un très grand dénuement. Eichmann fit en sorte que les fonds de la communauté juive, ainsi que d'individus juifs, qui avaient été gelés, fussent mis à la disposition de la *Zentralstelle*. De la sorte, les « Juifs riches » pourraient payer pour l'émigration des plus pauvres, dont les nazis avaient tant hâte de se débarrasser[184]. Eichmann ordonna aussi que les sommes d'argent substantielles qui arrivaient dans le pays en provenance des Juifs du Royaume-Uni, des États-Unis ou d'autres pays pour porter

assistance à leurs coreligionnaires fussent placées sous le contrôle de la *Zentralstelle*, et par là du SD. Ces fonds seraient changés en monnaie locale afin de payer les frais de la *Zentralstelle* et les coûts liés à l'émigration, à un taux de change qui relevait de la pure et simple escroquerie. De manière similaire, les Juifs étaient autorisés à acheter des devises étrangères *via* un système d'échange centralisé, mais à des taux différents, de sorte que les « Juifs riches » étaient escroqués sans vergogne. Les émigrants seraient autorisés à quitter l'Autriche avec suffisamment d'argent pour prouver qu'ils ne deviendraient pas un fardeau pour l'État dans lequel ils avaient l'intention de s'installer, mais à un coût terrible pour eux-mêmes et pour la communauté. C'était une escroquerie flagrante, mais Eichmann avertit clairement que l'alternative à l'émigration était le camp de concentration. Le système n'avait de « sens » que dans le contexte d'une discrimination et d'une terreur ininterrompues[185].

Le service central à l'émigration juive fut établi dans le palais Rothschild en août 1938. Avec son inauguration, Eichmann fit passer une étape à la gestion des affaires juives par le SD. Il avait trouvé un moyen de faire en sorte qu'une organisation, relativement modeste en personnel et peu représentée sur le terrain, atteignît des résultats sur une échelle plusieurs fois supérieure à son propre poids. Il y parvint tout simplement en nommant des Juifs à des postes dans les agences responsables de la mise en œuvre de la politique du SD. La terreur était une composante essentielle du processus. La *Zentralstelle* était le « prototype » des conseils juifs, modèle que les nazis devaient plus tard appliquer de nombreuses fois, à différentes fins[186].

Malgré la prétention d'Eichmann à avoir été un sioniste visionnaire et un ami des Juifs, la réalisation de la vision du SD consistant en l'expulsion des Juifs du Reich avait peu à voir avec ce que l'on entend conventionnellement par émigration, et rien de commun avec le sionisme. Eichmann affirma pour sa défense que « les conditions furent normalisées », mais en réalité il n'en était rien. L'émigration était forcée et non volontaire, et elle avait pour but de réaliser l'objectif de l'idéologie nazie, non pas de bénéficier aux Juifs. Des histoires effroyables sur le traitement des prisonniers juifs à Dachau parvenaient chaque jour à Vienne, accompagnées des urnes contenant les cendres de ceux qui y avaient péri. Des milliers de Juifs étaient privés de tout moyen de subsistance et se déplaçaient dans la crainte d'être arrêtés ou

battus de manière arbitraire. Le Service central était un lieu de terreur, où des Juifs suppliants étaient quotidiennement maltraités par des SS et des responsables nazis pour les contraindre à plus d'efficacité. Les efforts des responsables sionistes visant à faire émigrer des jeunes, qui pourraient travailler comme pionniers en Palestine, étaient ignorés en faveur de l'envoi de quiconque pourrait passer pour « capitaliste » du fait de la possession d'une somme d'argent suffisante. Eichmann et ses assistants ne s'intéressaient absolument pas à la destination des Juifs ou même aux moyens par lesquels ils s'y rendaient, tant qu'ils quittaient l'Autriche[187].

En d'autres termes, la *Zentralstelle* avait pour but de faire progresser la cause du SD et non de véritablement aider les Juifs à émigrer. En reconstituant et en centralisant les organisations communautaires juives et en ramenant toutes les affaires juives sous son contrôle, l'appareil de sûreté acquit un contrôle total sur les Juifs, eut accès à leur fortune et put massivement étendre ses domaines de compétence. C'est la raison pour laquelle le succès de la *Zentralstelle* contribua tant à établir la réputation d'Eichmann. Et les résultats furent impressionnants. Eichmann rapporta à Berlin qu'à la fin septembre 1938, autour de 50 000 Juifs avaient émigré, parmi lesquels 38 000 étaient passés par la *Zentralstelle*[188].

Bien qu'une partie non négligeable de cette émigration se fût déroulée hors de l'égide du Service central, les supérieurs d'Eichmann se dirent très satisfaits du « modèle viennois ». Eichmann montrait fièrement aux visiteurs les arcanes du Service central, et sa notoriété augmentait dans la même proportion que le nombre de Juifs humiliés, battus et destitués, qui étaient forcés de s'exiler à l'étranger pour travailler comme serviteurs et comme bonnes à tout faire ou bien de chercher refuge en Bolivie ou à Shanghai et tout autre endroit du monde encore relativement ouvert[189].

Un de ces visiteurs, Bernhard Lösener, rédigea une description mémorable du service. Lösener était membre du parti nazi et dirigeait le « bureau juif » au ministère de l'Intérieur, et, en cela, il joua un rôle central dans l'élaboration des lois de Nuremberg et de la législation antijuive entre 1933 et 1943. Dans un mémoire écrit après la guerre et par lequel il cherchait clairement à se disculper, il évoquait comment Eichmann lui avait personnellement servi de guide : « Le bureau principal était situé au palais Rothschild, qui fut autrefois le Belvédère du prince Eugène. Les splendides

pièces anciennes et les corridors des différents services, par lesquels les émigrants devaient passer, étaient remplis de Juifs qui allaient partir, ou qui voulaient le faire. Je n'eus pas le courage de m'approcher d'eux, parce que je me sentis moi aussi sous la surveillance d'Eichmann.» Il remarqua néanmoins comment les gens réagissaient à la vue d'Eichmann: «Dans les couloirs surencombrés, les femmes prises d'horreur tiraient leurs enfants sur le côté dès qu'elles apercevaient Eichmann, qui traversait comme s'il se trouvait dans une rue déserte, poussant de côté les infortunés qui attendaient leur tour.» Eichmann emmena aussi Lösener au bureau de l'IKG pour qu'il puisse écouter des rapports sur ses opérations. «À mon arrivée, je vis plusieurs Juifs assis sur des chaises, sur lesquelles ils attendaient déjà visiblement depuis des heures. Au moment où nous entrâmes, ils bondirent. Ils étaient chargés de différentes affaires concernant la communauté de la synagogue de Vienne. Eichmann les désigna rapidement chacun par leur nom, me dit avec la même rapidité ce sur quoi ils allaient faire leurs rapports, puis ils débitèrent immédiatement leurs informations de manière monotone, comme des animaux savants. Une expression de peur mortelle, certainement justifiée, pouvait se lire sur chacun de leurs visages[190].»

Les pouvoirs d'Eichmann allaient bien au-delà des limites de la ville de Vienne. Lorsqu'il fut informé par une branche du SD que des Juifs d'Innsbruck faisaient preuve d'«arrogance», il se rendit sur place. Les membres de la communauté juive furent convoqués en sa présence et reçurent l'ordre d'obtenir des passeports et des papiers de sortie et de quitter l'Autriche. Il donna à ceux qui possédaient des biens deux semaines pour régler leurs affaires; les pauvres reçurent huit semaines pour faire les préparatifs nécessaires. Pendant ce temps-là, Löwenherz fut plusieurs fois convoqué et reçut des instructions pour atteindre des quotas démesurés de Juifs émigrants. En cas d'échec, lui et eux risquaient d'être envoyés en camp de concentration. Grâce au caractère prioritaire accordé à l'action du SD, et à travers son contrôle sur l'émigration, Eichmann était le maître absolu et arbitraire de 200 000 Juifs[191].

Le succès, sous le régime nazi, était toujours récompensé. Eichmann fut promu au grade d'*Obersturmführer* (lieutenant) en juillet et fut attaché au *SD-Oberabschnitt* Donau. Une fois sa promotion assurée, il ne mentionna

plus aucun désir de mutation et fit venir sa famille à Vienne. Il l'installa dans un grand appartement au 14 Favoritenstrasse, dans le IVe district (et plus tard 63 Böcklingstrasse, Vienne II). Son second fils, Horst, naquit à Vienne en janvier 1940. Dans le même temps, Eichmann s'appliqua à surveiller la rapide diminution de la présence juive en Autriche. Stahlecker était officiellement à la tête du bureau, mais c'était Eichmann, faisant office de « gérant », qui menait le jeu. En octobre 1938, son équipe fut élargie par le transfert de deux agents venus du bureau central du SD. Hans et Rolf Günther étaient deux frères originaires d'Erfurt, militants de longue date au sein du parti nazi. Rolf devait par la suite devenir l'adjoint d'Eichmann à Berlin, tandis que Hans dirigerait son bureau de Prague. Eichmann mit rapidement en place une sorte de routine : censurer la presse juive, inspecter le bureau à l'émigration, résoudre les problèmes, lire des rapports et rédiger les siens[192].

Toutefois, la dynamique, qui propulsait la politique anti-juive des nazis, apporta vite de nouveaux bouleversements. Au cours du printemps et de l'été 1938, le rythme de la propagande antijuive fut haussé d'un cran, et les actes de violence gratuite envers les Juifs recommencèrent à Berlin. De nouvelles mesures législatives antijuives furent prises, afin d'anéantir toute possibilité pour les Juifs de gagner leur vie en Allemagne. Hermann Goering, qui était chargé de déterminer la direction générale de l'économie en tant qu'intendant au Plan quadriennal établi en 1936, augmenta la pression sur les entreprises détenues par des Juifs qui restaient, afin d'éliminer complètement les Juifs de l'économie. Cette politique, baptisée « aryanisation », avait également pour but de canaliser les ressources vers l'État, alors qu'il se préparait à la guerre[193]. En septembre 1938, l'Allemagne, avec la connivence passive de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie, obligea le gouvernement tchécoslovaque à abandonner au IIIe Reich la zone frontalière connue sous le nom de pays des Sudètes. Plus de 25 000 Juifs tchèques furent alors expulsés de la région annexée. En octobre, les Juifs détenteurs de passeports polonais furent arrêtés par anticipation d'une menace polonaise d'annuler leur citoyenneté (dans la mesure où, s'ils étaient devenus apatrides, il leur aurait été pratiquement impossible d'émigrer hors d'Allemagne). Les 27 et 28 octobre 1938, environ 16 000 Juifs polonais furent déportés de l'autre côté de la frontière

germano-polonaise et contraints d'entrer en Pologne. Toutefois, ils ne furent pas admis par les autorités polonaises, qui les confinèrent dans un camp de réfugiés glacial et sordide à la frontière[194].

Les parents d'un jeune Juif domicilié à Paris, Herschel Grynszpan, faisaient partie des victimes de cette expulsion. Par vengeance, Grynszpan assassina Ernst vom Rath, un employé de l'ambassade d'Allemagne à Paris. L'assassinat servit de prétexte à un pogrom monstrueux perpétré contre les Juifs allemands et autrichiens. Les émeutes furent orchestrées par Joseph Goebbels, avec l'assentiment de Hitler, dans une tentative de reprendre l'initiative, en termes de politique antijuive, à Himmler, Heydrich et à la SS. En effet, Goebbels et Streicher ne s'adaptèrent jamais à la manière calme et mesurée avec laquelle le SD proposait de s'occuper des affaires juives. Eichmann fut lui-même impliqué dans une dispute publique avec Streicher en septembre 1938, alors que Heydrich l'avait envoyé tenter de persuader ce dernier de mesurer sa rhétorique antijuive[195].

La mort de vom Grath offrit une chance à Goebbels et à Streicher de montrer ce que les combattants de rue « à l'ancienne » savaient faire. Pendant la nuit du 9 au 10 novembre, des unités SA et SS en tenues civiles mirent le feu à plus de 190 synagogues, vandalisèrent 7 500 magasins, arrêtèrent 90 000 Juifs et en tuèrent plus de 90. Heydrich n'avait pas été mis au courant des dispositifs du pogrom, mais lorsqu'il fut averti du désordre, il donna l'ordre à la police et aux pompiers de ne pas intervenir, sauf pour protéger des biens « aryens »[196].

À Vienne, 42 synagogues furent incendiées, des magasins et des entreprises furent détruits, et près de 2 000 familles juives furent jetées hors de leur domicile. On dénombra 27 morts et plus de 6 540 arrestations ; quelque 3 700 Juifs furent envoyés à Dachau. Le 10 novembre, les bureaux de la communauté juive et des organisations sionistes furent saccagés par des hommes de la SS. C'est en toute honnêteté qu'Eichmann affirma que le SD n'avait rien eu à voir avec le pogrom et qu'il protesta contre le dérangement occasionné dans son travail. Il avait été tiré de son sommeil à deux heures du matin pour faire face à l'urgence (c'est à peu près à ce moment-là que Heydrich joignit la *Gestapo* et les stations *Sipo-SD* au téléphone), et il s'était rendu aux bureaux de la communauté juive, où il avait trouvé des machines à écrire fracassées et des papiers éparpillés sur le

sol. À l'IKG, il mit fin à la destruction des biens et, lorsqu'il découvrit à la *Zentralstelle* des dirigeants juifs qui essayaient de se cacher, il les autorisa à rester jusqu'au matin. Cette affaire « eut des conséquences très néfastes sur l'émigration », se plaignit-il auprès de son interrogateur israélien[197].

Ce n'étaient là cependant que des larmes de crocodile. La politique d'émigration du SD reposa toujours sur l'existence d'une pression intolérable sur les Juifs, et Heydrich ne renonça jamais à la possibilité de recourir à une violence tactiquement appliquée. Le désaccord avec les radicaux du parti, comme Goebbels et Streicher, portait sur la question de savoir où et comment exercer cette pression afin de maximiser le taux d'émigration juive. De plus, chaque spasme de violence permit au SD de promouvoir et de mettre en œuvre des politiques de plus en plus extrêmes, et même l'y incita. Lorsque Eichmann arriva au quartier général de la communauté juive, il ne fit preuve d'aucune commisération. Selon Moritz Fleischmann, qui était alors une figure importante de la communauté juive de Vienne et qui était sioniste, il déplora le « rythme insatisfaisant de la disparition des Juifs hors de Vienne[198] ».

La terreur intensifia les efforts entrepris par les Juifs pour s'enfuir. En mai 1939, lorsqu'il quitta Vienne, Eichmann pouvait s'enorgueillir de l'émigration de près de 100 000 Juifs autrichiens. Plusieurs milliers d'autres étaient partis clandestinement pour la Palestine. Au moment où l'émigration hors d'Autriche fut interrompue, en novembre 1941, environ 128 000 Juifs étaient parvenus à se réfugier à l'étranger[199]. Eichmann se plaisait à réciter ces chiffres (qu'il avait tendance à gonfler à 150 000) comme autant de preuves qu'il avait aidé des Juifs à se sauver d'un destin plus dur encore. Il déclara que les Juifs viennois qui avaient eu affaire à lui « savaient [qu'il] n'étai[t] pas antisémite », et il insista sur le fait que ses relations avec eux avaient toujours été « convenables et professionnelles ». Toutefois, les documents et les témoins de cette période suggèrent que l'attitude d'Eichmann et sa conduite envers les Juifs connurent une métamorphose importante[200].

Il était animé d'une nouvelle arrogance. Il se comportait désormais comme un homme qui a le pouvoir : un « jeune dieu » dans son uniforme noir clinquant. Sa soif de promotion et de pouvoir se confondaient avec les dynamiques du SD et du régime nazi. Pour la première fois, et sans le

moindre remords, il devint responsable de la détention et de la mort de Juifs. Lors de son premier entretien avec les dirigeants de la communauté juive, dont certains venaient d'être libérés de prison, il exigea une obéissance totale et menaça de mesures de représailles « fortes » tout signe de non-coopération. Il insultait régulièrement ses interlocuteurs juifs et, dans le cas de Josef Löwenherz, il ajoutait parfois des coups aux insultes. Eichmann prétendit plus tard avoir eu une bonne relation de travail avec Löwenherz, mais Moritz Fleischmann rappela que ce dernier revenait de ses entretiens avec Eichmann « cassé et écrasé[201] ».

Heinrich Grüber, pasteur protestant de Berlin, qui était en contact régulier avec Eichmann à l'époque, rapporta que son nom « était devenu un symbole, un bien triste symbole ». Grüber était ami avec le rabbin Leo Baeck, le chef spirituel du courant dominant parmi les Juifs allemands, et il avait des liens étroits avec la *Reichsvereinigung der Juden in Deutschland*, l'autorité juive communautaire centralisée établie par un décret nazi en 1939, ainsi qu'avec son prédécesseur moins centralisé, la *Reichsvertretung der deutschen Juden*, que Baeck avait présidée. En 1938-1939, Grüber dirigea une petite agence au sein de l'Église confessionnelle destinée à aider les Juifs convertis rattrapés par les lois raciales. Ses interventions auprès de la *Gestapo* et du SD le menèrent jusqu'à Eichmann. Il déclara devant le tribunal de Jérusalem : « L'impression que j'eus de lui était celle d'un homme assis là comme un bloc de glace, ou un bloc de marbre, et sur lequel rebondissait tout ce que vous vouliez lui dire ou lui faire passer. » Toutefois, Eichmann n'était pas aussi implacable que cette façade le suggérait. Il ne disait jamais oui ou non à une requête, mais renvoyait Grüber avec la promesse qu'il ferait une enquête et lui communiquerait le résultat plus tard. Souvent, il prenait une décision qui aidait quelqu'un à émigrer ou à sortir d'un camp de concentration. Malgré tout, Grüber décelait en lui une « haine totalement inébranlable » des Juifs. Lorsque celui-ci fut finalement arrêté par la *Gestapo* en décembre 1940, Eichmann lui demanda : « Pourquoi vous préoccupez-vous tant des Juifs ? Personne ne viendra vous remercier pour vos efforts[202]. »

Bien qu'Eichmann ne fût plus capable de comprendre les élans humanitaires en faveur des Juifs et qu'il les considérât comme allant au-delà de la sympathie normale, pour autant avait-il déjà une disposition

d'esprit génocidaire ? Wilhelm Höttl, qui fut un temps un agent de la section viennoise du SD, évoqua également Eichmann à ce moment de sa carrière : « En 1938-1939, Eichmann ne ressentait absolument aucun désir de détruire les Juifs, et je n'ai jamais entendu de conversations rapportées faisant état de commentaires qu'il aurait faits dans ce sens ; donc l'impression que j'avais de lui était simplement qu'il était quelqu'un d'obsédé par le problème juif, mais non pas un exterminateur de Juifs potentiel[203]. »

En faisant monter d'un cran le degré d'urgence du « problème juif », le pogrom de novembre fit également progresser les perspectives s'offrant à Eichmann. Goering s'irrita de ce que le pogrom avait terni l'image de l'Allemagne à l'étranger, troublé l'opinion publique à l'intérieur du pays et perturbé l'économie. Quelqu'un aurait aussi à payer pour la destruction, et il ne voulait en aucun cas que cela fût les compagnies d'assurances allemandes. Le 12 novembre, il organisa une réunion gouvernementale, à laquelle assistèrent Goebbels et Heydrich, et il annonça qu'afin d'éviter de futurs conflits autour des politiques antijuives, Hitler lui avait conféré le contrôle suprême sur toutes les questions juives. Dans le même temps, une amende colossale serait infligée aux Juifs allemands comme « compensation » pour la mort de vom Rath et pour faire face au coût des dommages liés au pogrom. Il indiqua également qu'une nouvelle série de lois antijuives allait être prise afin de planter le dernier clou sur le cercueil de l'activité économique juive et d'étendre la ségrégation entre les Juifs et les Aryens[204].

Heydrich en profita pour promouvoir la ligne circonspecte et réfléchie prônée par le SD, selon laquelle toutes les mesures devaient mener à l'émigration. Il fit remarquer que, dans le laps de temps qu'il avait fallu pour l'émigration de 19 000 Juifs allemands, la *Zentralstelle* de Vienne avait organisé le départ de 50 000 Juifs. Il semblait ainsi qu'en l'espace de quelques mois Eichmann avait réussi à faire émigrer d'Autriche plus de Juifs qu'il n'avait été possible d'en faire partir d'Allemagne, malgré la pléthore de lois antijuives et la constante propagande antijuive. L'argument fut bien reçu. Le 30 janvier 1939, Goering fit passer un décret établissant le Service central à l'émigration du Reich. Heydrich fut nommé à sa tête, et il en confia la direction au *SS-Brigadeführer* Heinrich Müller, alors directeur

de la *Gestapo*. Peu après, Müller fit venir Eichmann à Berlin pour qu'il dirige le Service central du Reich[205].

Parallèlement, les dirigeants juifs de Berlin reçurent l'ordre de se rendre à Vienne pour voir comment les choses s'y passaient. La délégation, présidée par Heinrich Stahl, fut choquée par ce qu'elle vit au palais Rothschild : le hall principal rempli de Juifs tremblants et désespérés, les bureaux où titres de propriété, biens et droits individuels étaient échangés contre des morceaux de papier dont la seule valeur était de permettre à leurs porteurs de quitter l'Autriche. Ce n'était pas une chaîne de montage, mais plutôt de démontage : les hommes exerçant des professions intellectuelles, les propriétaires, les familles émergeaient nus et brisés, leurs vies en mille morceaux. Selon l'un des membres de la délégation : « Nous réalisâmes que cette institution ne menait pas à une émigration en ordre, mais à la déportation. Nous réalisâmes que le temps de l'expulsion approchait pour de vrai, ce qui n'avait jusque-là pas été à l'ordre du jour dans l'*Altreich* [l'Allemagne d'avant l'*Anschluss*]. » Leurs pires craintes furent confirmées lorsqu'ils furent conduits dans le bureau d'Eichmann[206].

L'homme qui s'intéressait à la vie juive et au sionisme n'était plus. Les membres de la délégation ne furent pas invités à s'asseoir. Au lieu de cela, Eichmann leur ordonna en aboyant de se tenir plus loin de son bureau. Il leur déclara qu'ils allaient s'en retourner à Berlin et y mettre en place une machine similaire qui permettrait l'émigration de mille Juifs par jour. Lorsque Stahl demanda comment un tel projet serait financé, Eichmann répondit que ce serait à la communauté juive de trouver un moyen. Stahl, vétéran des tranchées qui brillait par son courage et sa dignité, suggéra alors que l'argent pourrait provenir de la « taxe d'évasion » acquittée par les émigrants juifs. Eichmann explosa : la « taxe d'évasion » était l'argent du Reich. Les Allemands ne devaient en aucun cas payer pour « garder en vie de vieilles teignes comme vous ». Un autre membre de la délégation, Franz Meyer, fit remarquer que, pour organiser une émigration bien ordonnée, ils auraient besoin de mettre en place des formations pour préparer les migrants potentiels à leurs destinations futures. Eichmann s'impatienta et son irritation se porta sur l'infortuné Stahl : « Il nous attaqua. Il y eut un autre incident horrible, où il insulta et fit des reproches à M. Stahl, qui avait par hasard mis sa main dans sa poche. Eichmann cria soudainement :

“Retire ta main de ta poche, vieille teigne.” » La délégation retourna à Berlin pour faire ce qu’Eichmann avait ordonné[207].

La rencontre eut d’autres conséquences fâcheuses. Grâce à des contacts non autorisés entre les visiteurs allemands et des Juifs de Vienne, la délégation rapporta des informations sur les méthodes terroristes employées en Autriche. Ces histoires ressortirent dans la presse juive en France, probablement par l’entremise de travailleurs sociaux non juifs basés à Berlin. Quelques jours plus tard, un article parut dans le *Pariser Tagesblatt*, un quotidien en yiddish, qui faisait référence à « *der Bluthund* [chien sanguinaire] *Eichmann* », décrit aussi comme un *Judenfiend* – un ennemi des Juifs. Eichmann fit rappeler la délégation et exigea de savoir qui avait divulgué l’information sur ses activités à Vienne. Alors que les Juifs restèrent cois, il « s’exprima dans un langage grossier de caserne » et s’en prit une nouvelle fois en particulier à Stahl, qu’il compara à un *alter Scheißsack* – un vieux tas de merde[208].

Quelques semaines plus tard, l’armée allemande envahit la Tchécoslovaquie, Franz Stahlecker fut transféré à Prague pour diriger la *Sipo-SD* dans le « protectorat de Bohême-Moravie » que l’Allemagne venait d’instaurer. En avril 1939, il manda Eichmann pour qu’il mette en place un nouveau Service central à l’émigration. Eichmann avait alors recruté une équipe de nazis autrichiens prêts à recevoir leur part du butin dans l’ordre nouveau. Il y avait parmi eux Franz Nowak, Anton Burger, Karl Rahm et Alois Brunner. Avec les frères Günther, ces hommes devaient former le noyau dur de ses opérations dans les années à venir. Hans Günther et Brunner l’accompagnèrent dans le protectorat, où ils mirent en œuvre les mesures qui avaient été imaginées en Autriche. Tout d’abord, une délégation de Juifs tchèques fut envoyée à Vienne pour y être formées. Puis, se souvint Eichmann, « Prague n’eut plus qu’à suivre l’exemple de Vienne[209] ».

Les choses ne furent toutefois pas aussi simples. Malgré une conférence internationale sur le problème des réfugiés organisée en France, à Évian, en juillet 1938, de moins en moins de pays se montraient prêts à accueillir des Juifs sans le sou. En conséquence, le bureau pragois eut les plus grandes difficultés à atteindre les quotas fixés par Eichmann. Lorsqu’il faisait des visites d’inspection de routine, en provenance de Vienne ou de Berlin, les

employés du SD étaient littéralement pris de panique. Walli Zimit, l'un des témoins lors du procès Eichmann, qui, en 1939, était un employé administratif juif à la *Zentralstelle* de Prague, raconta les efforts désespérés et tristement comiques de Hans Günther pour complaire à son patron : « Günther demanda d'urgence aux autorités communautaires juives de lui envoyer un grand nombre de Juifs, même avec des dossiers vides. Et ainsi des centaines de Juifs attendaient debout devant le Service central à l'émigration, tenant à la main leurs dossiers vides, comme s'ils attendaient leur tour. Lorsque Eichmann arriva, il fut satisfait d'en voir un si grand nombre[210]. »

Eichmann recourut lui-même à des mesures de moins en moins conventionnelles, afin de continuer à faire émigrer des Juifs du territoire du IIIe Reich. L'une des premières destinations des émigrants juifs était la Palestine, mais, en mai 1939, le gouvernement britannique annonça que le nombre d'immigrants juifs serait limité à 15 000 par an au cours des cinq années suivantes. En réponse, l'Agence juive pour la Palestine commença à organiser des filières d'« immigration clandestine » et créa le Mossad pour diriger ces opérations. Les sionistes révisionnistes d'extrême droite avaient leur propre réseau et un certain nombre d'individus travaillèrent aussi comme passeurs de manière indépendante[211].

Pour Eichmann, l'émigration était toujours la priorité du moment et il était heureux de coopérer avec les sionistes de toutes obédiences qui organisaient des transports clandestins de Juifs de Vienne et de Prague vers la Palestine, *via* les Balkans. Grâce à la coopération entre le SD et les réseaux sionistes clandestins, environ 17 000 Juifs parvinrent à déjouer le blocus britannique entre janvier et septembre 1939. Certes, la promotion inébranlable de l'émigration juive par Eichmann et son alliance avec les agents d'immigration sionistes cadrent mal avec l'image de l'antisémite implacable. Ehud Avriel, l'une des grandes figures du Mossad, rappela qu'en mars 1939 « lorsque nous fîmes une demande de mille passeports au Service central d'Eichmann, nous fûmes traités comme des clients de première classe. Notre agent qui apportait la liste fut même invité par le caporal SS à s'asseoir ! Et afin d'économiser le temps et le travail de tout le monde, le service d'Eichmann proposa d'émettre un passeport collectif[212] ».

Eichmann établit une relation de travail particulièrement étroite avec Berthold Storfer, un banquier juif autrichien qui s'occupait en parallèle d'émigration illégale. Selon Ehud Avriel, Storfer « appartenait à la classe des hommes d'affaires internationaux persuadés que ce sont eux qui dirigent le monde – quel que soit le régime en place ». Il était le prototype du phénomène moderne de migrations de masse et de contrôles aux frontières : un passeur. « Comme l'émigration de masse était à l'ordre du jour, lui, et seulement lui, était capable de gérer cet ordre nouveau d'une manière satisfaisante aux yeux des nouveaux maîtres, et il offrit à Eichmann ses services pour la "purification" de l'Autriche. » Storfer se montrait impitoyable, il était capable d'écarter tout le monde pour passer. À partir des observations (pas forcément toujours objectives) d'Avriel, on comprend pourquoi Eichmann et Storfer s'entendirent si bien. Avec le soutien d'Eichmann, et l'assistance de la *Gestapo*, Storfer organisa avec succès le départ de 2 228 Juifs de Prague en décembre 1939. Ils atteignirent la Palestine en février 1940, date à laquelle la guerre avait rendu toute émigration hors d'Europe quasiment impossible[213].

Le 1er septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne. En quatre semaines, la campagne militaire était terminée, et la Pologne devint un nouveau terrain d'affrontement entre les différentes factions de l'État et du parti nazi. Lors des préparatifs à l'invasion, les différents corps d'armée au sein de la SS avaient été engagés dans une compétition intense les uns avec les autres, sans parler de l'armée, des services de renseignements de l'armée, des ministères et des différentes agences du parti. Lors de la campagne terrestre et des premiers temps de l'occupation, il y eut des affrontements entre la SS et des officiers haut gradés de l'armée. Ces conflits, la confusion de l'autorité et le défi représenté par les tâches nouvelles incitèrent Himmler et Heydrich à créer le *Reichssicherheitshauptamt* (RSHA), l'Office central de sécurité du Reich, le 27 septembre 1939. Le RSHA rassembla sous un commandement unique un département juridique doté de fonctions étatiques, un département d'« enquête idéologique » qui incorpora la plus grande partie de l'ancien SD, un organe de parti, un département similaire pour des affaires intérieures, un département de lutte contre l'opposition organisé autour de la police politique d'État, la *Gestapo*, un département de lutte contre le

crime comprenant la police judiciaire, et enfin un département étranger. De manière typique, le RSHA créa autant de problèmes qu'il était censé en résoudre. Il renforça toutefois le potentiel du SD en brouillant plus avant la frontière entre le service de renseignements et la police politique, dont la *Gestapo*[214].

Pour l'instant, la section d'Eichmann, II/112, demeura intégrée au sein du département II du RSHA dirigé par Franz Six. Les services d'émigration de Vienne et de Prague continuèrent à fonctionner en tant que branches extérieures du II/112. Néanmoins, grâce à la conquête de la Pologne, le travail d'Eichmann allait bientôt changer fondamentalement de nature. L'une des tâches les plus immédiates du RSHA consista à exécuter le projet de Hitler concernant le territoire occupé. Lors d'une réunion du personnel de la SS et du SD, à laquelle Eichmann assista, le 21 septembre 1939, Heydrich annonça que l'appareil de sûreté placé sous la direction de Himmler allait obtenir la responsabilité exécutive de réaliser ce projet et il présenta les plans élaborés pour l'avenir de la Pologne. L'Allemagne annexerait les zones de Pologne occidentales confisquées à l'Allemagne en 1918. Ces nouveaux districts, le Warthegau autour de Poznan, Dantzig-Prusse-Occidentale, et la Haute-Silésie orientale, seraient immédiatement « germanisés » par l'expulsion des Polonais et des Juifs dans le reste de la Pologne occupée par l'Allemagne. Cette zone-ci, désignée comme le « Gouvernement général », deviendrait en quelque sorte « la poubelle » du IIIe Reich. Les groupes de population considérés comme non souhaités, inutiles ou indésirables devaient y être envoyés par le biais de déportations de masse[215].

Dans un « courrier express », *Schnellbrief*, édité le même jour, Heydrich donna l'ordre aux cercles dirigeants de la SS, de la *Sipo-SD* et des *Einzatsgruppen*, les sections spéciales de l'appareil de sûreté déployées en Pologne, d'expulser les Juifs des zones annexées. Dans le reste de la Pologne, les communautés juives de moins de cinq cents personnes étaient déplacées et leurs membres envoyés vers des communautés plus importantes, « afin de faciliter les mesures à venir ». Un conseil « des anciens Juifs », un *Juderat*, fut constitué dans chaque communauté juive de quelque importance afin d'appliquer les décrets allemands. Les Juifs devaient être comptés et enregistrés, et toutes les entreprises économiques

juives, quelle qu'en fût la taille, sitôt qu'elles avaient la moindre valeur pour le Plan quadriennal, devaient être « aryanisées ». Ces ordres furent transmis à toutes les unités de la SS, de la *Sipo-SD*, de l'armée et aux ministères compétents à Berlin[216].

Au début du mois d'octobre 1939, Heinrich Müller, désormais à la tête de la *Gestapo* au sein du RSHA, fit venir Eichmann et son assistant Rolf Günther à Berlin. Il donna l'ordre à Eichmann de diriger le Service central à l'émigration hors du Reich, qui était situé depuis mars 1939 au 115-116 Kurfürstenstrasse, un bâtiment qui abritait précédemment une organisation caritative juive. C'était une bâtisse imposante, avec un grand hall, des cages d'escalier en marbre et de grandes pièces. Eichmann se plut énormément dans ce nouveau cadre. Bernhard Lösener raconta que « le bureau d'Eichmann était l'ancienne loge juive sur Kurfürstenstrasse. Il adorait la dimension spectrale que prenaient les pièces à la lumière de leur utilisation précédente[217] ».

Eichmann déclara plus tard qu'il s'était opposé à son transfert parce qu'il désirait rester à Prague avec sa famille et n'était pas favorable à cette nouvelle affectation. Vera, qui avait déménagé trois fois en quatre ans, ne souhaitait pas retourner vivre à Berlin, une ville qu'elle n'aimait pas, et préférait sa Bohême natale. Elle resta donc au 22 Molischstrasse à Prague, une grande maison avec suffisamment de place pour héberger sa sœur et son beau-frère dans un appartement au rez-de-chaussée, tandis qu'Eichmann prit un pied-à-terre dans la capitale du Reich. À partir de ce moment-là, il prit l'habitude de ne voir sa famille que le week-end. Il soutint également qu'il n'était pas satisfait de son transfert, car il était « déjà trop tard » pour l'émigration. La guerre avait fermé la porte de la plupart des pays et, bien qu'installée dans de splendides quartiers, son unité n'avait pas grand-chose à faire : « L'ambiance du service… était languissante et sans entrain[218]. » Toutefois, l'idée qu'il était retourné à Berlin contre son gré et que ses hommes n'avaient rien à y faire est une pure falsification. Il cherchait à apparaître réticent à l'idée d'aller à Berlin et à rabaisser sa nouvelle affectation, parce que celle-ci marqua en réalité un changement très important dans sa carrière. Müller n'avait pas fait venir Eichmann dans le seul but de s'occuper de l'émigration juive hors du Reich. Il voulait

mettre en place une politique entièrement nouvelle : la déportation en masse des Juifs de nationalité allemande.

Pendant le mois d'octobre 1939, Eichmann et son équipe furent responsables de la déportation de milliers de Juifs d'Allemagne, d'Autriche, des contrées tchèques et polonaises, vers un tout petit territoire appelé Nisko. Eichmann se plaisait à décrire cela comme sa première tentative de trouver une « solution territoriale » ou « politique » à la « question juive ». Il déclara que, lorsque la guerre éclata et que la fermeture des frontières internationales signifia que le retrait des Juifs d'Allemagne ne pourrait pas être réalisé par le biais d'une émigration de grande ampleur, il adopta l'idée sioniste d'une « solution territoriale » à « la question juive ». En lieu et place d'un État juif en Palestine, cependant, il maintint que son idée consistait à installer les Juifs sur un territoire vacant dans la Pologne conquise. Ils obtiendraient le droit de se gouverner eux-mêmes au sein de leur propre « colonie » et pourraient progressivement absorber tous les Juifs indésirables d'Europe. À son plus grand regret, son idéal visionnaire échoua, sans que cela fût nullement sa faute[219].

Si cette version larmoyante et égocentrique qu'il donne du prétendu « projet Nisko » n'était qu'un tissu d'âneries intéressées, les nombreuses autres interprétations de ce qui se passa réellement s'avérèrent tout aussi trompeuses. En général, l'opération a été traitée comme un numéro de libre entreprise, comme une tentative de la part d'Eichmann pour impressionner ses supérieurs et répondre à des pressions locales exercées depuis Vienne. Toutefois, les déportations d'octobre 1939 n'étaient en rien une action « sauvage », elles faisaient plutôt partie intégrale d'une politique nouvelle, qui fut néanmoins rapidement interrompue[220].

Dans un discours au Reichstag prononcé le 6 octobre 1939, Hitler déclara que la destruction de la Pologne ouvrait la voie à une « relocalisation des nationalités ». Ce projet participait d'une ambition plus large visant à la réorganisation ethnique de l'Europe entière, au cours de laquelle la « question juive » serait également réglée. Le même jour, Hitler annonça en personne à Heinrich Müller qu'il exigeait que les Juifs fussent déportés de la ville de Katowice, qui devait être incorporée à la Haute-Silésie orientale. Müller confia l'exécution de cet ordre à Eichmann, ce qui constitua la réelle

raison de leur rencontre à Berlin. Le projet fut considéré comme la première étape de l'expulsion complète des Juifs hors du Reich[221].

Mais où pouvaient-ils aller ? Les possibilités d'émigration, qui avaient rapidement diminué depuis septembre 1939, étaient aussi grandement circonscrites par les conditions de guerre. D'un autre côté, la conquête de la Pologne ouvrit de nouvelles possibilités. Heydrich avait déjà songé à déplacer les Juifs dans les zones entourant Lublin, proches de la ligne de démarcation entre les parties de Pologne occupées respectivement par l'Allemagne et par l'Union soviétique (à la suite d'un accord passé avec l'Allemagne nazie, l'URSS avait envahi l'est de la Pologne le 17 septembre 1939)[222]. En décembre, il parla d'établir une « réserve juive ». Bien que Heydrich et d'autres nazis firent écho à la rhétorique sioniste en parlant de l'établissement de Juifs dans le territoire, ils avaient en tête quelque chose qui était loin d'aller jusqu'à un État juif ou une région autonome. Il s'agissait plutôt de concentrer les populations juives sous la surveillance des SS[223].

Une fois qu'il eut reçu ses instructions de Müller, Eichmann quitta Berlin pour Vienne et déclara au *Reichskommissar* Bürckel qu'il était chargé de la relocalisation de 300 000 Juifs d'Allemagne et d'Autriche. Quelques jours plus tard, il répéta la même chose à Josef Wagner, le *Gauleiter* de Silésie[224]. Il se rendit ensuite à Ostrava en Haute-Moravie, où il présenta la marche à suivre à son équipe le 9 octobre. La visite revêtit une importance double. Indépendamment de Heydrich, Franz Stahlecker avait eu l'idée de déporter les Juifs des régions frontalières vers la Pologne. Eichmann ajouta alors Ostrava (connue en allemand sous le nom Mährisch-Ostrau), une ville située non loin de Katowice, au programme de la déportation. Il expliqua à ses agents que les communautés juives recevraient l'ordre de sélectionner des équipes d'hommes jeunes et en bonne santé. Ceux-ci voyageraient en train avec l'équipement nécessaire à la construction de camps de baraquements sommaires. Lorsque les camps seraient prêts, les femmes et les enfants les rejoindraient. Les communautés juives paieraient les coûts du transport et de tous les matériaux. Rolf Günther et Theo Dannecker furent choisis pour négocier les arrangements au niveau du transport auprès du bureau de la *Reichsbahn* à Oppeln. Chaque train serait gardé par vingt-cinq agents de la *Schutzpolitzei*, qui auraient l'ordre de tirer sur quiconque

tenterait de s'évader. Rien ne fut prévu pour le cas où les provisions emportées par les déportés seraient épuisées[225].

Günther donna à Löwenherz sa feuille de route le lendemain à Vienne. Il lui accorda soixante-douze heures pour rassembler entre 1 000 et 1 200 hommes juifs valides. Des ordres similaires furent adressés aux dirigeants juifs d'Ostrava. Eichmann mentit, lors de son procès, en racontant que le plan avait été « imaginé par des employés juifs » et qu'il avait été accueilli avec « enthousiasme ». Pas même lui n'avait la moindre idée du lieu où les déportés allaient être envoyés[226].

Le 12 octobre, Eichmann et Stahlecker prirent un avion pour Varsovie *via* Cracovie et prirent ensuite la route du sud-est pour inspecter de possibles territoires susceptibles de réceptionner les convois. Après avoir observé les environs de Lublin, dont une partie se trouvait encore sous le contrôle de l'Armée rouge, ils tombèrent sur un petit village appelé Nisko, sur la rivière San, hameau sans importance au milieu de zones marécageuses peu peuplées, situé, de manière pratique, non loin d'une voie ferrée. Ils décidèrent que cela convenait et informèrent leurs hommes à Vienne et à Ostrava de la destination des trains de déportation. Après trois jours passés en Pologne, ils reprirent l'avion pour Vienne afin de surveiller les préparatifs. Le train d'Ostrava fut chargé de 916 Juifs le 17 octobre et partit le lendemain, arrivant à Nisko deux jours plus tard. Ceux de Vienne, avec 875 Juifs, et de Katowice, qui en transportait 1 029, partirent le 20 octobre. Chaque train comportait entre 22 et 25 wagons de voyageurs et entre 5 et 29 wagons de marchandises transportant les baraquements préfabriqués, des matériaux de construction, des outils et de la nourriture[227].

Eichmann retourna à Nisko pour accueillir les déportés. Max Burger, originaire d'Ostrava, se rappela nettement son discours de bienvenue. S'inspirant du vocabulaire et de l'imagerie des plans sionistes de colonisation volontaire, Eichmann leur déclara : « Le *Führer* a promis aux Juifs une nouvelle patrie. » Toute ressemblance s'arrêta toutefois ici. Il n'y avait rien là-bas, ni personne pour les aider : « Si vous menez à bien les travaux, vous aurez un toit sur votre tête. Il n'y a pas d'eau. Les puits sont infestés dans toute la région ; choléra, dysenterie et typhus sont endémiques. Si vous commencez à creuser et que vous trouvez de l'eau, alors vous aurez

de l'eau[228].» Eichmann resta deux jours, mais dans des quartiers plus confortables, dans le village proche de Zarzecze, et non à Nisko même.

Il ne le savait pas mais, alors qu'il était là-bas, le projet dans son ensemble fut annulé du fait de priorités contradictoires dans la hiérarchie nazie et de l'ambition démesurée de Hitler. Le jour même où il avait annoncé la «relocalisation des nationalités», Hitler nomma Himmler au poste de *Reichskommissar für die Festigung Deutschen Volkstums* (commissaire du Reich au renforcement du peuple allemand), avec pour mission de ramener «vers le Reich» tous les *Volksdeutsche*, les Allemands de souche éparpillés dans les pays de l'Est. Ces *Volksdeutsche* devaient être établis sur des terrains et logés dans des maisons situés sur les territoires qui venaient d'être débarrassés des Polonais et des Juifs[229].

C'était un projet aux proportions démesurées. Himmler et Heydrich, que le premier avait immédiatement nommé pour le mettre en pratique, ne savaient pas comment faire sortir 300 000 Juifs de l'ancien Reich tout en y faisant arriver 500 000 Allemands de souche et en expulsant plusieurs fois cette proportion de Juifs et de Polonais des territoires annexés afin de leur faire de la place. De manière plus urgente, l'armée mobilisa tous les trains disponibles afin de transporter les troupes vers l'ouest pour se préparer à riposter à une éventuelle attaque française et pour organiser les prochaines étapes des opérations offensives. Une semaine après avoir ordonné le «nettoyage» immédiat du IIIe Reich, Hitler abandonna l'idée. Il faudrait attendre la fin de la guerre[230].

Müller informa les bureaux du SD à Vienne et à Ostrava de la nouvelle ligne à suivre le 19 octobre, alors qu'Eichmann se trouvait en Pologne. Cependant, à son retour, il ne voulut pas annuler les convois qui avaient déjà été planifiés. Ainsi, une seconde vague quitta Vienne, Ostrava et Katowice le 26 octobre. À Vienne, Hans Günther et Alois Brunner procédèrent comme s'il s'agissait vraiment du prélude à la déportation totale des Juifs de la ville. L'indisponibilité de trains à cause des nécessités militaires mit finalement un terme aux convois. Un mois après avoir commencé, Eichmann et Löwenherz durent reprendre la politique d'émigration[231].

Les milliers de Juifs arrivés à Nisko furent en quelque sorte abandonnés à leur sort. Parmi eux, les travailleurs qualifiés luttèrent pour ériger des abris sur les terrains de mauvaise qualité. Des centaines d'entre eux furent escortés par les SS et les gardes de la police en direction du territoire occupé par l'URSS, où ils furent introduits de force. Lorsque les conditions atmosphériques se gâtèrent, plusieurs dirigeants juifs obtinrent la permission d'envoyer une délégation auprès de la communauté juive de Lublin pour demander de l'aide. En janvier 1940, alors que les décès dus au froid, aux maladies et aux mauvais traitements s'accumulaient, quelques-uns furent transférés à leur demande vers le camp de travail de Sosnowiece. En avril 1940, il était évident que le projet n'était pas viable, et les survivants reçurent l'ordre de se disperser et furent autorisés à rentrer chez eux – à leurs propres frais. Seuls 300 rentrèrent effectivement[232].

Toutefois, le projet Nisko ne fut pas perçu comme un échec par les nazis. Eichmann et Stahlecker avaient prouvé qu'avec un minimum d'expérience, d'efforts et de moyens, il était possible en un laps de temps très court de déporter des milliers de Juifs, qui étaient pourtant citoyens des pays dont on les expulsait. Eichmann présenta tout ce qui pouvait être accompli en termes de « relocalisation » et en empruntant la rhétorique sioniste des « solutions territoriales », du retour au pays et de la formation de « colonies » se gouvernant elles-mêmes. Là, au moins, il utilisa habilement son « expertise ». Il en serait récompensé par une promotion et la charge de tâches autrement plus importantes[233].

Au cours du mois d'octobre 1939, une première vague de 50 000 Allemands de souche arriva en Allemagne depuis les États baltes, à la suite de la promesse de Hitler de faire revenir les Allemands de souche « chez eux dans le Reich ». Himmler et ses « experts » raciaux croyaient que les Allemands, avec leur niveau de vie plus élevé, avaient besoin de plus d'« espace vital » que les Polonais, et il calcula ainsi qu'au moins 500 000 Polonais devraient être expulsés pour leur faire de la place. Au début du mois de novembre, Himmler conçut le projet de faire venir quelque 150 000 nouveaux *Volksdeutsche* du sud-est de la Pologne et, le 16 novembre, l'Allemagne et l'URSS conclurent un traité stipulant que les *Volksdeutsche* des régions de Pologne annexées par l'Union soviétique seraient aussi installés dans le Grand Reich[234].

Afin de planifier et de réaliser les « relocalisations » concomitantes de Juifs et de Polonais hors des territoires annexés, les SS créèrent l'*Umwandererzentralstelle* (UWZ), le Service central à la relocalisation, situé à Lodz et, à la fin du mois de novembre, Heydrich établit un calendrier. Celui-ci était divisé en objectifs à court et à long terme. En décembre, il donna l'ordre d'« évacuer », c'est-à-dire de déraciner et de transporter sans ménagement, 80 000 Juifs et Polonais vers le Gouvernement général. À la mi-décembre, les SS étaient prêts à entamer la seconde phase du plan à court terme. Celle-ci impliquait le déplacement de 200 000 personnes. C'était une perspective presque décourageante, rendue plus alarmante encore par le chaos qui avait accompagné les premières expulsions en masse. Afin d'apporter un petit peu d'ordre, Heydrich convoqua une réunion des chefs de département du RSHA le 19 décembre, et il nomma Eichmann « agent spécial » pour l'« évacuation des provinces de l'est »[235].

Le nouveau bureau d'Eichmann, situé au 115-116 Kurfürstenstrasse, fut appelé IV-D4 (quatrième section du département IV du RSHA), et reçut la compétence en matière d'« émigration et évacuation ». En quelques semaines, il avait élaboré un plan pour déporter 600 000 Juifs vers le Gouvernement général. Eichmann s'inspira de ses récentes expériences à Vienne, à Ostrava et à Katowice, et certains aspects de son plan transposaient directement des procédures développées là-bas. Heydrich ajouta quelques éléments qui devaient devenir sa marque de fabrique en la matière. Il affirma que les zones annexées seraient « passées au peigne fin » depuis l'est et le nord en direction du Gouvernement général. Les Juifs âgés de 18 à 60 ans seraient enrôlés dans des « colonnes de travail ». Il ne s'agissait là toutefois que du premier d'une série de plans. Himmler et Heydrich imaginèrent des exigences toujours plus extravagantes, qu'Eichmann et les experts dans les services de la relocalisation étaient contraints de réduire face à certains obstacles insurmontables[236].

Après avoir passé les fêtes de Noël en famille, Eichmann regagna la Kurfürstenstrasse et entama la phase suivante de son entreprise pharaonique. L'une des fonctions clés de son département consistait à coordonner toutes les agences dont la participation était nécessaire à l'exécution de la stratégie de « relocalisation ». Le 4 janvier 1940, il présida

une réunion à Berlin consacrée à l'« évacuation des Juifs et des Polonais dans un proche avenir ». Des représentants de la *Sipo-SD* dans les territoires annexés, ceux de l'organisme mis en place pour gérer les biens des expulsés et ceux des ministères de l'Économie, des Finances et des Transports reçurent l'ordre de participer. Cette initiative fut la première tentative d'Eichmann de centraliser et de coordonner les déportations à la manière dont il avait avec succès centralisé et coordonné les mesures d'émigration forcée. La réunion interdépartementale au niveau des experts et des praticiens était caractéristique de son style de management. Néanmoins, lors de sa présentation des objectifs, il n'évoqua que 350 000 déportés, composés de Juifs et de Polonais, signe que le plan magistral connaissait quelques difficultés[237].

La première de celles-ci fut le fait du Gouvernement général. À la fin du mois d'octobre 1939, Hans Frank avait accédé à la fonction de gouverneur civil du Gouvernement général. Frank était un vétéran du parti nazi, ministre sans portefeuille dans le cabinet de Hitler, bien inséré dans les réseaux berlinois. Il aspirait à faire du Gouvernement général une région productive, et, avec le temps, une région germanisée. Toutefois, l'afflux de réfugiés juifs et polonais menaçait tout espoir de « productivisation ». Frank refusait que son domaine continue à servir de « dépotoir humain » ; il donna l'ordre à ses agents de refuser tout nouvel afflux de déportés, et fit connaître ses objections à Berlin. Il était tellement en colère à propos du fiasco de Nisko qu'il donna l'ordre au chef de la *Sipo-SD* de Cracovie d'arrêter Eichmann si jamais celui-ci remettait le pied dans son fief. Privés d'accès au Gouvernement général, le IV-D4 et le service de relocalisation trouvèrent un compromis temporaire et se mirent d'accord pour envoyer les Juifs à Lodz, dans le Warthegau, et d'y établir un ghetto[238].

Au cours du mois de janvier, il fut impossible à Eichmann d'obtenir suffisamment de trains pour effectuer ne serait-ce que la première, relativement modeste, déportation. Dans le même temps, les *Volksdeutsche* continuaient à affluer et il fut annoncé que 250 000 de plus attendaient de quitter la Bucovine et la Bessarabie. Des dizaines de milliers d'Allemands de souche étaient coincés dans des camps de transit misérables. À la suite d'une réunion présidée par Heydrich à la fin janvier, un second plan à court terme, moins ambitieux, fut mis en œuvre, sur la base d'un accord limité

avec Frank prévoyant que le Gouvernement général absorberait quelque 120 000 déportés. Eichmann se rendit en personne à Lodz afin de sortir de l'impasse, et bientôt environ 40 000 Juifs furent expulsés de la ville pour fournir des logements et des emplois à des Allemands de la Baltique[239].

Toutefois, malgré son accord initial, Frank perdit une fois de plus patience et fit pression sur Berlin. Goering intervint cette fois personnellement. Lors d'une réunion de haut niveau qui se tint à Berlin le 12 février, il « attaqua les relocalisations incontrôlées avec des mots très durs ». À la fin du mois, Himmler reçut la tâche ingrate d'expliquer à une assemblée de *Gauleiter* pourquoi le rassemblement et la relocalisation d'Allemands de souche et l'« émigration » de Juifs prenaient autant de temps. Il ne pouvait l'avouer ouvertement, mais ses hommes étaient constamment entravés. Où qu'ils aillent, ils rencontraient des obstacles. Le second plan à court terme devait débuter en mars, mais Eichmann avertit Herman Krumey, le directeur du service de relocalisation de Lodz, qu'il ne pouvait même pas lui permettre d'envoyer cinq convois chargés de Polonais vers le territoire de Frank[240].

En avril 1940, l'administration civile, les dignitaires du parti et les responsables de la sûreté commencèrent à s'agiter à propos des conditions de vie des Juifs qui demeuraient dans les territoires annexés. Privés de leurs droits, dépouillés et privés de tout moyen de subsistance, ces derniers commençaient à souffrir d'inanition et de maladies liées à la malnutrition. Eichmann entreprit de réorganiser et de centraliser le programme d'expulsion à Poznan, ville désignée comme devant servir de second siège à l'UWZ, le Service central à la relocalisation, mais tant que Frank s'obstinait, il ne pouvait pas faire grand-chose. Le 30 avril 1940, une partie de la ville de Lodz, désignée comme « quartier juif », fut ceinte d'un mur, prétendument pour empêcher la propagation du typhus, dont les cas se multipliaient dans des quartiers juifs surpeuplés, appauvris et affamés. Le temps des ghettos commençait[241].

Bien qu'Eichmann eût échoué, sans avoir commis de faute, il avait acquis de l'expérience et tiré des leçons dans un domaine nouveau. La tâche barbare que lui avaient confiée Himmler et Heydrich était impossible à mener à bien dans de telles conditions. L'UWZ devait se battre pour chaque train, et il n'avait aucune priorité dans la hiérarchie des requêtes présentées

à la *Reichsbahn*. L'armée objectait à l'utilisation de trains pour le transport de Juifs et de Polonais, et à l'envoi des réfugiés dans les régions frontalières sensibles. L'appareil de sûreté ne travaillait pas en harmonie avec l'administration civile. Une certaine confusion régnait pour décider qui devait assumer le contrôle des biens que les expulsés laissaient derrière eux et de quelle manière les expulsions devaient être financées. Par-dessus tout, les gouverneurs des régions vers lesquelles les expulsés étaient dirigés n'avaient aucune intention de les laisser rentrer.

Même si Eichmann raconta plus tard qu'il était mal à l'aise face aux épreuves que les délais et les déviations faisaient subir aux infortunés entassés alors dans des wagons à plate-forme, aucun document de l'époque ne vient le corroborer. Les archives montrent qu'il était surtout inquiet de rendre plus lisse la coopération entre les acteurs, afin de réaliser les objectifs idéologiques des nazis tout en évitant de déranger les priorités militaires ou économiques. Il ne remit jamais en cause la légitimité d'exproprier et de déporter des centaines de milliers de citoyens polonais et fit preuve de la plus grande insensibilité face aux souffrances infligées sur une si grande échelle[242].

Lors de son procès, Eichmann déclara qu'il avait surtout été chargé d'organiser des « grilles horaires » pour des trains d'« évacuation ». En vérité, il avait appliqué à l'expulsion des Polonais les leçons apprises depuis son époque viennoise. Les directives concernant l'évacuation forcée des Polonais étaient quasiment identiques à celles conçues pour l'expulsion des Juifs. Tout comme les Juifs, ils recevaient un préavis de quelques heures seulement pour quitter leurs maisons ou leurs fermes et n'étaient autorisés à n'emporter que « les vêtements et le matériel essentiels » et une petite somme en argent liquide. Ils devaient abandonner tous leurs objets de valeur, leurs comptes en banque, et leurs titres boursiers et obligations. Des comptes spéciaux furent créés pour recevoir cette manne. L'expérience de la déportation était tristement répétitive. La police débarquait chez les gens et leur indiquait quand ils devaient avoir quitté les lieux. Les déportés étaient conduits à la gare la plus proche dans des camions militaires, sous surveillance de la police, et ensuite entassés dans des wagons de marchandises ou dans des bétaillères. Les voyages en train duraient deux à trois jours et les conditions d'hygiène étaient toujours déplorables, de même

que les vivres et l'eau étaient insuffisants. Toute tentative d'évasion était rendue très difficile par la présence de la police et de larges détachements de miliciens recrutés parmi les Allemands de souche. Pendant les mois d'hiver, des centaines de personnes mouraient en route[243].

Bien que les horreurs commises alors en Pologne dussent par la suite être éclipsées par le crime de masse et l'extermination systématique des Juifs, l'illégalité et le caractère barbare de ce qui se produisit en 1939-1940 ne doivent pas être négligés. Si Eichmann appliqua aux Polonais et aux Juifs polonais ce que lui et ses collègues avaient appris en Allemagne et en Autriche entre octobre 1938 et octobre 1940, ce qu'ils apprirent en Pologne fut par la suite employé pour concevoir et organiser la déportation des Juifs de toute l'Europe. Comme l'a judicieusement fait observer Hannah Arendt, l'activité d'Eichmann au sein du bureau IV-D4 était « une sorte d'apprentissage : la transition entre son ancien travail consistant à faire émigrer les gens et ses futures tâches de les déporter[244] ».

Le 10 mai 1940, Hitler lança sa première offensive à l'ouest, et le 22 juin, après une campagne classique de *Blitzkrieg*, la France fut contrainte de signer un armistice. Tout comme la conquête de la Pologne avait permis aux dirigeants nazis d'étendre leurs ambitions, la chute de la France ouvrit des perspectives jusque-là insoupçonnées. Au début du mois de juin, Franz Rademacher, responsable des affaires juives au ministère des Affaires étrangères allemand (MAE), écrivit une note sur la « question juive » dans laquelle il proposa qu'une Allemagne victorieuse pourrait concevoir d'évacuer la population juive d'Europe occidentale vers l'île de Madagascar, une colonie française au large de la côte d'Afrique de l'Est, ou vers une autre destination du même type. Il suggéra aussi que les Juifs d'Europe de l'Est pourraient être détenus comme otages pour s'assurer que les Juifs américains ne militent pas pour que les États-Unis déclarent la guerre au IIIe Reich[245].

L'idée de Rademacher attira l'attention du sommet de la hiérarchie nazie. Pour Joachim von Ribbentrop, le ministre allemand des Affaires étrangères, c'était un moyen de court-circuiter Himmler et Heydrich et de reprendre la main dans les affaires juives, dont il avait été exclu, mais qui représentaient à l'évidence une route vers le pouvoir (et l'enrichissement). Alors que leur politique avait amené le chaos en Pologne occupée et causé la détresse des

Allemands de souche, il pouvait offrir à Hitler une solution simple et élégante à la présence des Juifs dans l'ancien Reich et dans les territoires annexés. Rademacher proposa même d'aller encore plus loin, peut-être pour impressionner Hitler par le radicalisme idéologique de son ministère, et élargit son dessein à tous les Juifs d'Europe occidentale. En proposant d'utiliser les Juifs comme « éléments de marchandage sous contrôle allemand pour s'assurer du bon comportement futur de leurs associés radicaux en Amérique », le plan de Rademacher fit aussi astucieusement écho à la croyance de Hitler en un vaste complot juif mondial et à ses menaces de rendre les Juifs en son pouvoir responsables des évolutions défavorables sur la scène internationale[246].

Himmler et Heydrich furent pris par surprise. Le 24 juin 1940, Heydrich envoya une lettre à Ribbentrop, écrite par Eichmann, pour lui rappeler qu'en janvier 1939 Goering l'avait nommé à la tête du Service central à l'émigration juive hors du Reich, et lui avait confié la responsabilité de « résoudre » le « problème juif ». L'émigration n'était clairement plus une possibilité et il explorait dès lors une « solution territoriale ». Il insista pour que le personnel compétent au sein du RSHA participât aux discussions[247].

Eichmann n'attendit pas qu'on le consultât. Avec son énergie habituelle, il se mit au travail et réunit une équipe spéciale chargée d'élaborer un plan qui serait uniquement le fait du RSHA. Il alla personnellement recueillir des informations au ministère de l'Intérieur sur les perspectives d'émigration à Madagascar, étudia la géologie de l'île et se rendit à l'Institut tropical de Hambourg pour obtenir des données sur l'infrastructure, la population et le climat de Madagascar. Il prit comme base ce qui avait déjà été proposé par le MAE et en étendit la portée pour inclure les Juifs d'Europe de l'Est – ce qui montre comment la compétition entre différentes agences nazies pouvait mener à la radicalisation des politiques. Au début du mois de juillet, il dit à des employés juifs à Berlin qu'« après la guerre, il faudrait probablement rechercher une solution globale à la question des Juifs européens. Il s'agirait d'environ quatre millions de Juifs[248] ».

Dans le même temps, la déportation des Polonais continua, les équipes d'Eichmann basées en Pologne déplaçant des dizaines de milliers de personnes. Cependant, le 8 juillet, Hitler assura Frank que, grâce au miracle de Madagascar, il ne lui faudrait plus accueillir de nouveaux déportés juifs.

Frank déclara avec enthousiasme à son escorte qu'« il y [avait] des plans pour transporter toute la tribu juive du Reich allemand, du Gouvernement général et du protectorat, vers une colonie africaine ou américaine le plus rapidement possible après que la paix sera rétablie. Madagascar est en ce moment considérée comme une destination possible ». Le lendemain, 9 juillet, Himmler ordonna l'arrêt de la déportation des Juifs vers le Gouvernement général. Tous les espoirs se reportèrent sur le nouveau projet[249].

À la mi-août, Eichmann disposait déjà d'une proposition détaillée et crédible. À l'instar de l'avant-projet du MAE de juillet, le document de dix-sept pages comportait tout un ensemble de données géologiques, économiques et climatiques, mais il s'en éloignait en reflétant les priorités et les méthodes brutales de la SS. Le document, en réalité rédigé par Dannecker, concernait les Juifs originaires du Grand Reich, de la Pologne occupée, du protectorat de Bohême-Moravie, de Belgique, de France, des Pays-Bas, du Luxembourg, du Danemark, de Norvège, et de Slovaquie – pour un total de quatre millions d'individus. Les étapes préparatoires décrites ressemblaient aux procédures déjà employées lors des exercices de déportation : les autorités locales et les agences concernées seraient responsables de l'enregistrement des Juifs, de l'établissement des papiers couvrant leur départ, des dispositions pour le transfert des biens juifs, et des détails de la préparation du rassemblement et de l'embarquement des déportés. Deux bateaux quitteraient chaque jour l'Europe, transportant chacun 1 500 Juifs, même si ce chiffre dépendait de l'élimination préalable des interférences française et britannique sur les voies maritimes. Pour cette raison, le RSHA devait prendre part aux négociations de tout traité de paix avec les parties vaincues. Eichmann s'appropria encore une fois le langage du mouvement sioniste dans sa description du plan du RSHA. Il décrivit comment les premières vagues de migrants juifs seraient composées de « pionniers » : artisans, ouvriers et travailleurs du bâtiment possédant le savoir-faire nécessaire pour mettre en place l'infrastructure qui permettrait par la suite d'accueillir le flot de nouveaux arrivants. Mis à part les outils nécessaires à leurs métiers, les Juifs ne seraient autorisés à emporter chacun que deux cents kilos de « bagages non encombrants ». Cette interdiction impliquait une expropriation massive des biens juifs et une caisse

administrative serait créée dans chaque pays afin de liquider ces avoirs. Les fonds qui en résulteraient seraient employés à couvrir les frais de l'émigration juive. L'opération dans son ensemble serait chapeautée par l'appareil de sûreté et la colonie juive serait gouvernée comme un État policier de la SS[250].

Le projet de Madagascar suscita un grand enthousiasme au sein des agences de relocalisation et dans les territoires occupés de l'Est, même s'il était évident pour tout le monde qu'il serait difficilement applicable tant que la Grande-Bretagne était en guerre avec l'Allemagne. En effet, Londres ne demanda pas l'armistice à Berlin lors de l'été 1940 et ne put être acculée à la soumission. La décision de Hitler du 14 septembre 1940 de « reporter » l'invasion de l'Angleterre, finalement annulée en octobre, condamna la « solution » malgache[251].

Eichmann en fut déçu, même si ce n'était pas pour les raisons qu'il avança après la guerre. Dans ses différents mémoires, lors des interrogatoires et devant le tribunal, il suggéra que le plan avait échoué, comme le projet Nisko, à cause de l'« ingérence malvenue » d'autres agences. Lui-même avait abordé la question avec les plus pures des motivations. Mais « la situation devenait de plus en plus difficile à mesure que les Juifs étaient renvoyés d'une région du pays après l'autre ». Le parti nazi exerçait une pression accrue sur les Juifs en Allemagne et exigeait de l'action. « Il fallait faire quelque chose », et il fallait trouver ailleurs un endroit pour les Juifs : « Moi, depuis mon poste modeste, je voulus contribuer à trouver cet endroit. » Passant une fois encore du sublime au ridicule, il gémit : « C'était fini, le projet venait d'être fracassé. Je capitulai. C'était la fin du rêve[252]. »

Il est à noter que, lors de son interrogatoire, Eichmann brouilla l'ordre des différentes expériences de la SS pour s'occuper des Juifs : émigration forcée, Nisko et ghetto de Theresienstadt furent tous ramenés dans la même unité de temps que le projet de Madagascar. Selon lui, après avoir échoué à cause des intrigues, Madagascar était sa dernière carte. L'objet de cette version était de donner l'impression qu'il avait fait tous les efforts possibles pour les Juifs, que ce qui suivit n'était aucunement de son fait, et, eût-il été en mesure de réussir, son plan n'aurait de toute façon pas été exécuté[253]. Ce n'était là qu'absurdités mensongères. L'idée du ghetto de Theresienstadt

n’avait même pas encore été émise et l’émigration allait encore continuer pendant plusieurs mois ; Eichmann participa à de nombreux autres plans brutaux avant que le crime de masse et l’annihilation systématique des Juifs ne fussent lancés.

De manière encore plus accablante, l’impasse qui avait créé le besoin d’un projet à Madagascar était en partie de son fait. Il se trouvait au cœur de la machine du RSHA et était un employé zélé des plans de relocalisation. Son attitude réelle à l’égard des Juifs est suggérée de manière plus fidèle par l’absence de toute réflexion critique vis-à-vis de l’idée criminelle et en soi génocidaire de déplacer de force quatre millions d’Européens en l’espace de deux ans et de les transporter dans une île primitive dénuée des infrastructures ou des ressources qui leur auraient permis d’y vivre[254].

Mis à part le frisson ressenti face à l’affaire de Madagascar, le IV-D4 continua son travail. En février-mars 1940, le RSHA avait été réorganisé, et la section d’Eichmann renommée IV-D4 « Émigration et évacuation », et placée sous la tutelle de la *Gestapo*. Au cours du processus, le département II/112 du SD absorba le personnel de l’ancien département IV-D4 de la *Gestapo*. Après des années passées à chercher des manières de coopérer avec celle-ci et à tenter de prouver sa valeur dans les domaines des politiques antijuives, le SD venait de triompher de son ancienne rivale. Eichmann était désormais agent de la *Gestapo*, directement sous les ordres de Heinrich Müller. Il prétendit plus tard que Müller avait organisé ce transfert parce qu’il y avait tellement peu de travail en matière d’émigration que ses hommes semblaient redondants. Néanmoins, Eichmann n’avait jamais été aussi occupé. En plus de la direction des bureaux de l’émigration juive de Vienne, Prague et Berlin, il s’occupait de l’« évacuation » de milliers d’infortunés en Pologne. En raison de la pression constante créée par l’arrivée d’Allemands de souche en provenance de la Baltique, le RSHA déporta des milliers de Juifs de Stettin, de Poznan et de Schneidemühl, dans le *Gau* de Dantzig-Prusse-Occidentale, en janvier et février 1940. Les services d’Eichmann prirent toutes les dispositions pour ces expulsions[255].

Toutefois, il ne fut pas averti à l’avance de l’expulsion de plus de 6 000 Juifs de Baden et de la région de la Sarre-Palatinat en octobre 1940. Ces actions se produisirent parce que deux *Gauleiter* locaux, excités par les

rumeurs à propos de Madagascar, voulurent évacuer les Juifs de leurs districts vers la France occupée, où ces derniers pourraient attendre les navires qui les conduiraient en Afrique de l'Est. Himmler accéda à leurs demandes et donna l'ordre au IV-D4 de trouver des trains pour les conduire en France. En si peu de temps, il était impossible d'obtenir l'autorisation nécessaire à ces convois une fois qu'ils seraient en France et auraient traversé la frontière entre la zone occupée et la zone libre, placée sous le contrôle de Vichy. Eichmann dut prendre le premier train jusqu'à Châlons-sur-Marne et négocier personnellement le franchissement au-delà de la ligne de démarcation, en prétendant qu'il s'agissait d'un convoi militaire. Il se plaignit plus tard qu'« il s'agissait là d'un exemple typique des réactions impulsives de Himmler et de la manière dont, tout d'un coup, il donnait des ordres entraînant des missions impossibles[256] ».

Malgré la guerre, quelques rares Juifs continuaient à émigrer hors du Reich, et des efforts furent consentis pour augmenter les chances des Juifs allemands et autrichiens de trouver refuge en interdisant toute émigration de Juifs provenant des autres régions contrôlées par l'Allemagne. Eichmann était encore impliqué dans ce qui touchait à l'émigration. Au début du mois de mars, il avertit le ministère des Affaires étrangères que le RSHA s'opposait au fait de destituer de leur citoyenneté les Juifs allemands qui s'étaient enfuis en Russie mais souhaitaient retourner en Allemagne, dans la mesure où une telle déchéance rendrait impossible de trouver un pays les acceptant[257].

En mars 1940, il fit de Berthold Storfer l'« unique agent chargé de l'émigration juive ». Les employés juifs de Vienne, Berlin et Prague furent obligés de coopérer avec lui dans l'organisation de convois clandestins transportant des Juifs le long du Danube, en route vers la Palestine. Les agents d'Eichmann surveillèrent étroitement le travail de Storfer, mais c'était un arrangement qui bénéficiait à tout le monde. Sur les indications d'Eichmann, Storfer devait utiliser des compagnies fluviales de fret sur le Danube pour transporter ses émigrants clandestins jusque dans les ports des Balkans, d'où ils embarqueraient pour la Palestine. En septembre 1940, Eichmann dégagea la voie pour trois groupes d'émigrants, totalisant 2 902 Juifs. Ceux-ci atteignirent la Palestine à bord de trois navires, le *Milos*, le *Pacifique*, et l'*Atlantique*, mais leurs mésaventures ne s'arrêtèrent pas là. À

cause des Britanniques, et non de la *Gestapo*, seul un petit nombre d'entre eux arrivèrent effectivement en Palestine[258].

Durant l'automne 1940, les unités de terrain d'Eichmann ne firent que des tentatives sporadiques pour envoyer des Juifs, des Polonais et des *Volksdeustche* dans un circuit comportant différents degrés de malheur. Madagascar avait depuis longtemps été relégué aux archives, mais le projet était en passe d'être supplanté par quelque chose d'encore plus excitant. Au début du mois de décembre 1940, Eichmann prépara un mémorandum pour Himmler qui devait servir de base à un discours sur « la colonisation » que le Reichsführer devait prononcer devant les élites dirigeantes du Reich. Eichmann inclut dans le texte de présentation certaines références elliptiques à « la solution finale de la question juive. À travers le déplacement des Juifs de la sphère économique européenne du *Volk* allemand vers un territoire qu'il reste à déterminer. Environ 5,8 millions de Juifs sont concernés par ce projet[259] ».

Deux éléments importants sont à retenir de ce rapport. Tout d'abord, le nombre de Juifs concernés par le projet nazi avait augmenté de façon substantielle comparé aux propositions de Madagascar. Le chiffre total incluait probablement des Juifs des pays des Balkans que l'Allemagne considérait comme faisant partie de sa sphère d'influence. Ensuite, il faut se demander où ils seraient allés, si ce n'est à Madagascar. Les éléments dont on dispose indiquent qu'Eichmann et son équipe pensaient dorénavant à la conquête de la Russie et à l'ouverture de vastes territoires où ils pourraient envoyer les populations indésirables.

Le 21 janvier 1941, Theo Dannecker écrivit à Eichmann depuis Paris, où il était désormais en fonction, pour lui annoncer que, suivant le vœu formulé par Hitler, Himmler avait demandé à Heydrich de lui soumettre un plan pour la « solution » de la question juive en Europe après la guerre. Himmler s'était tourné vers le chef du SD en raison de sa « grande expérience ». À ce moment précis, le RSHA se voyait aussi confier la responsabilité de tâches spéciales dans les projets d'invasion de la Russie, et certains éléments de ce que l'on connaît du plan présenté par Heydrich à Goering suggèrent que la Russie devait jouer un rôle déterminant dans la dernière mouture de la « solution » du « problème juif ». Le document mentionne la nécessité d'entamer des négociations avec Alfred Rosenberg,

qui était le ministre désigné pour le territoire de la Russie à conquérir. Cette information suggère que Heydrich avait l'intention d'écarter le ministère de Rosenberg et d'affirmer l'autorité exclusive de la SS sur les affaires juives à l'est. Des copies du mémorandum furent envoyées à Müller et à Eichmann, ce qui indique qu'il y aurait également un rôle à jouer pour le département IV-D4. Dans la mesure où son domaine de compétences était maintenant l'« évacuation » et les Juifs, on peut en déduire que la déportation en masse des Juifs vers la Russie était bien ancrée dans l'ordre du jour[260].

En mars 1941, Eichmann annonça, lors d'une réunion du ministère de la Propagande, que Heydrich avait conçu un plan pour l'« évacuation finale des Juifs », mais que le Gouvernement général n'était pas disponible. Où donc alors serait située la « solution » ? Quelques jours plus tard, Heydrich contacta Alfred Rosenberg afin de lui redire que les SS devaient avoir un contrôle total sur les Juifs dans les territoires conquis[261].

L'urgence de la « solution » était soulignée par les conditions catastrophiques qui régnaient dans les ghettos de Pologne et par l'incapacité chronique du RSHA à mener à bien le troisième plan à court terme, initialement conçu en décembre 1940 et mis en œuvre en dents de scie en février 1941. Il dut rapidement être interrompu à cause du manque de convois : l'armée avait besoin de toutes les locomotives et de tous les wagons de marchandises disponibles pour préparer son assaut contre la Russie[262]. Partout au sein de l'appareil nazi chargé des questions de race et de relocalisation, il y eut une pause lourde de sens. Eichmann répondait aux questions sur la possibilité de l'émigration de Juifs allemands hors d'Allemagne par une formule selon laquelle aucune mesure ne devait être prise « au regard de la solution prochaine apportée à la question juive ». La même explication fut donnée à la suspension des expulsions de Juifs du Warthegau et de Vienne vers le Gouvernement général[263].

Ironiquement, en janvier 1941, une exposition sur « le grand retour à la patrie » était prévue à Berlin pour célébrer l'arrivée des *Volksdeutsche*. Eichmann désirait que son travail et celui de ses hommes fussent mis en exergue, mais en vérité le projet dans son ensemble était empreint d'une grande confusion. Les plans visant à « nettoyer » les territoires annexés avaient échoué. Les Juifs s'étaient accumulés dans le Gouvernement général malgré tous les efforts de Frank pour les en exclure. Depuis le

printemps 1940, les autorités civiles et policières au sein du nouveau *Gau* et du Gouvernement général avaient recours à des ghettos pour enfermer les populations juives affamées, appauvries et touchées par la maladie, et les séparer des populations allemande et polonaise. À la fin du printemps 1941, dans certaines villes, l'administration civile, les responsables de l'économie et même les hommes de la sécurité décidèrent de s'accommoder d'une situation difficile et permirent aux Juifs de travailler afin qu'ils puissent s'acheter de la nourriture, du carburant et des médicaments, tout en produisant des matériaux utiles à l'effort de guerre allemand. Le consensus était toutefois qu'il s'agissait là seulement d'expédients. Comme le déclara Eichmann : « Il fallait faire quelque chose[264]. »

CHAPITRE IV

« EXTERMINATION PHYSIQUE », 1941-1942

L'été 1941 était déjà bien avancé quand Heydrich me demanda de venir le voir… « Le *Führer* a donné l'ordre de supprimer les Juifs ! » Ce sont exactement les mots qu'il prononça en me recevant ; et, pour vérifier l'effet produit, contrairement à son habitude, il s'arrêta un long moment. Je m'en souviens très bien. D'abord je n'ai pas très bien saisi la portée de cette phrase. Heydrich choisissait toujours très bien ses mots, et je savais que je n'avais rien à dire… mais je n'avais jamais pensé à une telle solution de force. J'en eus le souffle coupé… le *Führer* avait décidé « l'extermination physique des Juifs »… Avec ces mots le sol se dérobait sous mes pieds. Tout mon travail, tous mes efforts, tout mon intérêt : c'est comme si tout s'était éteint[265].

J'ai suivi le camion, certainement accompagné de quelqu'un qui connaissait la route… et là [une forêt près de Chelmno, en Pologne] j'ai vu la chose la plus horrible de ma vie. Le camion longea une fosse, on ouvrit les portes et on jeta les cadavres dans la fosse… les membres des cadavres étaient aussi souples que s'il s'était agi de vivants… j'ai encore devant moi l'image d'un civil arrachant des dents à

l'aide d'une pince, et… j'ai pris la fuite. Je me suis précipité dans la voiture et je n'ai plus ouvert la bouche.

Eichmann lors de son interrogatoire, Camp Iyar, 31 mai 1960[266].

À la conférence de Wannsee [20 janvier 1942] avaient participé les personnalités les plus éminentes du Reich d'alors, les papes des divers domaines, eux ils donnaient des ordres et moi je n'avais qu'à obéir. C'est à cela que j'ai pensé au cours des années qui ont suivi et c'est en cela que j'ai trouvé la justification de mes actes.

Eichmann questionné par Me Robert Servatius, lors de son procès, 26 juin 1961[267].

À la fin de l'été et à l'automne 1941, la carrière d'Eichmann prit un tour imprévu. À cause de l'impasse dans laquelle se trouvait la politique antijuive des nazis, le spécialiste de l'émigration se transforma en expert en crimes de masse et en génocide. Cependant, contrairement aux apparences et aux suggestions faites lors du procès qui lui fut fait plus tard, il n'y avait pas nécessairement de progression logique entre les deux. Ce tournant dans l'existence d'Eichmann n'intervint que parce que la « politique juive » du IIIe Reich se trouvait dans une impasse inattendue. L'émigration juive, volontaire ou forcée, était devenue virtuellement impossible. Les radicaux nazis exigeaient néanmoins toujours l'expulsion des Juifs hors du Reich. Les espoirs fondés sur la possibilité que les Juifs des territoires annexés et du Gouvernement général pussent être envoyés à Madagascar s'étaient estompés. Comme mesure temporaire, ils étaient enfermés dans des ghettos surpeuplés en proie à la famine et aux maladies. Confrontés aux prémices d'un désastre sanitaire, des fonctionnaires de l'appareil de sûreté et de l'administration civile des territoires occupés demandaient avec insistance l'expulsion des Juifs. Mais où les envoyer ? Que pouvait-on en faire ? La

décision de Hitler de déclarer la guerre à l'Union soviétique sembla offrir une solution à ce dilemme créé par le régime lui-même. Hitler se représenta l'« Opération Barbarossa » comme une croisade contre le judéo-bolchévisme, et ses lieutenants virent en Russie de vastes espaces où les nazis pourraient expulser tous les Juifs d'Europe[268].

Pour Eichmann, la perspective d'une guerre contre la Russie signifia le passage d'une politique à une autre, et une période d'incertitude et d'ambiguïté qui laisse encore les historiens perplexes. Dès janvier 1941, Himmler se tourna vers Heydrich pour trouver une issue à l'impasse dans laquelle s'était précipitée la SS en promettant de relocaliser des centaines de milliers d'Allemands de souche sur des territoires qui devaient au préalable être débarrassés de Juifs et de Polonais que la SS ne savait pas où expédier. Dans les notes qu'il prit à la suite d'une discussion avec Goering le 26 mars 1941, Heydrich proposa que les Juifs fussent déportés vers les territoires conquis sur la Russie[269]. Eichmann reçut une copie de ce mémorandum et commença à agir comme si une nouvelle politique avait été décidée. Au cours du mois de mars, le département IV-D4 fut renommé IV-B4 et son domaine de compétence passa d'« Évacuation et émigration » en général aux « Affaires juives et évacuation », de manière plus précise[270]. Eichmann et son équipe cessèrent de travailler sur les horaires des trains en Pologne et se concentrèrent sur la « politique juive ». Il recommanda dès lors une ligne plus sévère concernant les Juifs déportés au sein du Gouvernement général, comme si leur sort n'importait plus vraiment. En mai, il opposa son veto à l'envoi de paquets postaux aux Juifs déplacés du Reich au sein du Gouvernement général et interdit la tentative d'un couple de Juifs d'Allemagne d'envoyer de l'argent à leur mère qui avait été déportée. Néanmoins, l'émigration hors du Reich fut encore autorisée à continuer. Si le RSHA avait interdit l'émigration juive hors de France et de Belgique « en attendant la solution finale de la question juive », ce n'était que pour maximiser les chances des Juifs allemands de parvenir à émigrer[271].

Le 22 juin 1941, les forces armées allemandes pénétrèrent en Union soviétique et le moment tant attendu par l'élite nazie arriva. Ce n'était pas une guerre comme les autres. Il s'agissait plutôt, comme Hitler l'avait expliqué à ses généraux en mars 1941, d'« une guerre d'extermination idéologique ». L'Union soviétique représentait à ses yeux le berceau du

bolchevisme et de la juiverie internationale : tous deux seraient poursuivis et anéantis. En préparation à l'assaut, la SS avait reçu des missions spéciales. Quatre unités spéciales mobiles, les *Einsatzgruppen*, composées de personnel de la *Sipo*, d'unités de la *Waffen-SS*, et de la police, furent chargées de tâches d'espionnage, d'assurer la sûreté et d'éliminer les « ennemis » du Reich. Ceux-ci incluaient les partisans et les saboteurs, les commissaires du peuple, les dignitaires de l'État et du parti communiste, et les Juifs « proches de l'appareil d'État et du parti ». Afin d'éviter tout conflit de compétences et toute discorde lors de l'exécution de ce programme, comme cela s'était produit en Pologne en 1939, Himmler s'assura que l'armée et la SS passassent un accord délimitant clairement leurs sphères de compétences respectives[272].

Quelques semaines auparavant, Eichmann avait assisté à une réunion d'agents haut placés du RSHA, lors de laquelle Heydrich choisit les hommes qui dirigeraient les *Einsatzgruppen* et leurs sous-divisions, les *Einsatzkommandos*. Ils se réunirent dans le cadre improbable d'un cinéma berlinois. Eichmann expliqua qu'il était assis au fond de la salle, tandis que Heydrich décrivait l'organisation et la structure des unités et qu'il évoqua vaguement la « lourde tâche » qui les attendait. Rares furent les chefs de groupe, de section ou de département qui exprimèrent un grand intérêt pour la mission. Eichmann, quant à lui, était impatient de partir. « J'ai pensé qu'il s'agissait de quelque chose de militaire, déclara-t-il plus tard, quelque chose ayant trait à l'offensive, à la *Waffen-SS*, et j'étais contrarié à l'époque, parce que j'avais l'impression que d'autres m'étaient passé devant. » Toutefois, lors de son procès en Israël, il déclara que, lorsqu'il découvrit plus tard ce qu'étaient vraiment les *Einsatzkommandos*, il se sentit « soulagé[273] ». C'était une maladresse caractéristique de sa part que d'exprimer un soulagement d'avoir évité de participer aux pratiques criminelles des *Einsatzgruppen*, tout en prétendant ne pas avoir su auparavant en quoi consistait leur mission. En fait, Eichmann savait depuis le début qu'ils participaient à des massacres à une échelle sans précédent, notamment car il faisait partie de ceux qui recevaient les comptes rendus réguliers et méticuleux que les *Einsatzgruppen* transmettaient depuis le théâtre des opérations au quartier général de la *Sipo-SD* à Berlin[274].

Pour Eichmann, l'« Opération Barbarossa » représenta à la fois une menace et une opportunité. Les intentions meurtrières de Hitler envers les Juifs de Russie signifièrent que des cadres de la SS d'un genre nouveau allaient occuper les devants de la scène. Les connaissances sur les lois en matière d'immigration dans des pays obscurs d'Amérique latine seraient d'une importance limitée lors de la campagne de Russie. Mais si les plans de déportation imaginés avant son déclenchement étaient mis à exécution, Eichmann et ses hommes seraient tout aussi demandés qu'ils l'avaient été en Pologne en 1940. Eichmann fut probablement maintenu à son poste par Heydrich et Müller pour exécuter des tâches qui n'étaient que moins immédiatement meurtrières que celles des *Einsatzgruppen*. En effet, si les déportations vers les territoires conquis en Russie devaient avoir lieu, il faudrait trouver quelqu'un de compétent et d'expérimenté pour les diriger. Il semblait bien que, sous peu, Eichmann ne manquerait pas de travail. Les avancées fulgurantes de la *Wehrmacht* en juin-juillet 1941, tout autant que les exploits des *Einsatzgruppen*, inspirèrent une très grande excitation aux hommes qui avaient eu à se débattre avec la « question juive ». Le 18 juillet, Hans Frank annonça aux membres de son premier cercle que, « dans les jours à venir, [il] donnerai[t] l'ordre de nettoyer le ghetto de Varsovie ». Il affirma que Hitler l'avait personnellement assuré que le Gouvernement général ne serait rien de plus qu'un « camp de transit » pour les Juifs[275].

À côté des « relocalisations » forcées, des informations sur les tueries en Russie commencèrent à filtrer à travers l'appareil de la SS et au-delà, démontrant qu'une alternative encore plus radicale était apparue. Le 16 juillet 1941, le *SS-Sturmbannführer* Rolf-Heinz Höppner, qui dirigeait l'Office central à la relocalisation de Poznan, dans le Warthegau, écrivit à Eichmann, auprès duquel il avait travaillé lors des actions de « relocalisation » de 1940, pour lui proposer d'expulser tous les Juifs du Warthegau. Höppner avait prévu qu'il y aurait de grandes pénuries alimentaires l'hiver suivant : il serait presque impossible de nourrir tous les Juifs des ghettos. « Il nous faut sérieusement nous demander, écrivit-il, si la solution la plus compassionnelle ne serait pas de mettre fin aux jours des Juifs incapables de travailler par quelque moyen rapide. Cette solution serait vraiment préférable à les laisser mourir de faim. » Les femmes juives valides seraient mises au travail, aux côtés des hommes, mais stérilisées

« afin que la question juive soit résolue au cours de la prochaine génération[276] ». Il se peut que Höppner ait pensé aux méthodes employées par les *Einsatzgruppen*, ou bien aux techniques de gazage employées pour l'assassinat de milliers de handicapés mentaux et physiques des sanatoriums et des asiles psychiatriques en Allemagne et dans les territoires occupés en 1939-1940[277]. Quoi qu'il en soit, sa lettre à Eichmann indique que, dans ces cercles de la SS, la destruction biologique des Juifs était désormais considérée comme une alternative viable en elle-même ou bien complémentaire à la déportation.

Ces options n'étaient plus non plus de simples abstractions pour Eichmann. À la fin du mois de juillet, Heydrich fut chargé par Goering de « prendre toutes les dispositions nécessaires relatives aux aspects organisationnels, pratiques et financiers en vue d'une solution globale à la question juive au sein de la sphère d'influence allemande en Europe ». La lettre d'autorisation de Goering fut en fait écrite par Eichmann pour le compte de Heydrich, et elle se fondait explicitement sur le pouvoir que Heydrich avait acquis en matière d'affaires juives, avec la création en 1939 de l'Office central à l'émigration hors du Reich. Ce qui avait été une récompense pour avoir ouvert la voie à l'émigration forcée systématique fut cette fois le fondement d'un accroissement de ses pouvoirs. La lettre de juillet étendit les attributions de Heydrich plus loin que jamais auparavant, pour y inclure des pays tels que la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et la Finlande au sein de la sphère d'influence allemande. L'autorisation marqua également une chance potentielle d'avancement pour les subordonnés de Heydrich, dont Eichmann. Lorsque Heydrich prit le pouvoir sur le sort des Juifs dans le Reich en janvier 1939, son autorité fut déléguée à Müller, et par là à Eichmann. Cette fois-ci, en vertu de la lettre de Goering, le domaine de compétence d'Eichmann fut étendu à toute l'Europe de l'Ouest et du Nord, ainsi qu'aux Balkans. Heydrich devait soumettre en retour un rapport à Goering avec un plan le plus rapidement possible, et, tout comme avec le projet de Madagascar, il se tourna vers Eichmann pour la formulation du nouveau programme[278].

Le 28 août, Eichmann notifia au ministère des Affaires étrangères que, « en vue de la solution finale à venir de la question juive qui en est à sa phase préparatoire », des visas de transit ne devaient plus être accordés aux

Juifs cherchant à émigrer[279]. Or quelle était donc la nature de cette « solution finale à venir » ? À cette époque, Eichmann demanda à Höppner, qui avait déjà fait preuve d'un esprit particulièrement fertile sur ces questions, de lui soumettre des idées afin de mener à bien le vaste transfert de population désiré par Heydrich. Höppner répondit le 3 septembre par un mémorandum de quinze pages. Ce document était basé sur sa grande expérience de la déportation de Juifs et de Polonais du Warthegau et s'inspirait de conversations avec d'autres membres des équipes de relocalisation de la SS qui avaient travaillé aux côtés d'Eichmann en 1940. Il écrivit : « Après la fin de la guerre, une déportation à grande échelle des groupes de population considérés comme indésirables pour le Grand Reich allemand sera nécessaire dans les différents territoires annexés par l'Allemagne. Cela concerne non seulement la solution finale de la question juive, laquelle devra être traitée, au-delà du Grand Reich allemand, dans tous les États placés sous le contrôle de l'Allemagne. Le projet concerne aussi avant tout la déportation des membres racialement non germanisables des peuples de l'est et du sud-est de la sphère de population allemande[280]. »

En substance, le mémorandum proposait d'étendre l'appareil du Bureau central à la relocalisation partout dans le Reich et dans le protectorat et de mettre en place des antennes dans les territoires occupés de Russie afin de gérer les nouvelles arrivées. L'expérience acquise par Eichmann et ses collègues en Pologne constituait ainsi un pont essentiel entre des procédés d'émigration forcée et des projets de déportation régionalisée suivis de plans de déportation à l'échelle européenne.

La nécessité de trouver une « solution » était rendue encore plus pressante par une radicalisation de plus en plus prégnante. Selon les souvenirs de Bernhard Lösener, Eichmann informa un groupe de travail, réuni au ministère de la Propagande le 15 août 1941, que Heydrich avait demandé au *Führer* de commencer l'évacuation des Juifs du Reich, mais qu'il avait reçu l'ordre de patienter. En attendant, des mesures plus pénibles furent exposées à l'encontre des Juifs qui se trouvaient encore en Allemagne, comme par exemple le port obligatoire de l'étoile jaune. L'ambiance lors de la réunion, constituée principalement d'hommes du SD, était haineuse. À l'occasion d'un autre rassemblement sulfureux à la même époque, Lösener suggéra de modifier la portée des mesures antijuives pour les *Mischlinge* des territoires

occupés, ses mots furent alors accueillis par des « regards hostiles ». « Ce ne fut pas une réunion très agréable, et c'était bien là l'effet recherché. On a décidé de me "ramollir" ou de me mettre au pas, parce que j'avais avancé une thèse idéologiquement si incorrecte. » Il conclut : « Je fus bienheureux de quitter le bâtiment en homme libre[281]. »

Heydrich et Eichmann furent eux-mêmes mis sous pression pour reprendre les déportations hors du Reich et du Warthegau. Au début du mois de septembre 1941, les agences s'occupant de la relocalisation des *Volksdeutsche* s'enquirent auprès d'Eichmann de la date de la reprise des déportations de Polonais et de Juifs, afin que les Allemands de souche pussent être relogés. Ce n'était pas un moment opportun pour une telle requête, dans la mesure où l'enthousiasme initial concernant l'effondrement supposé de l'Armée rouge avait cédé la place à une évaluation plus pondérée des défis qui attendaient l'armée allemande. Le 29 septembre 1941, Eichmann déclara à l'Office central à la relocalisation de Poznan qu'il était impossible de reprendre l'évacuation de Polonais et de Juifs, puisque le Gouvernement général était inaccessible pour le moment et qu'il ne parvenait pas à trouver « un autre territoire qui pourrait servir d'alternative provisoire ». Les nécessités du transport militaire et l'état du front excluaient toute déportation vers les territoires nouvellement conquis : « Dans les circonstances actuelles, on ne peut savoir quand une reprise des relocalisations vers les territoires intégrés de l'est pourra à nouveau être considérée[282]. »

La situation devait rapidement évoluer. À la mi-septembre 1941, Hitler donna soudain à Himmler l'ordre d'exécuter l'évacuation des Juifs hors d'Allemagne, d'Autriche et du protectorat. Cela constituait un changement de politique important, dans la mesure où le *Führer* avait par le passé hésité sur le sort des Juifs allemands. Comme une grande partie des hommes juifs qui restaient étaient des anciens combattants des tranchées de la Première Guerre mondiale, souvent médaillés, les déporter pourrait susciter l'hostilité de l'opinion publique. Ils étaient également considérés comme des otages utiles afin de s'assurer du comportement des Juifs américains. Toutefois, Hitler céda alors aux suppliques des *Gauleiter*, qui voulaient faire main basse sur les biens et propriétés des Juifs pour loger les familles dont les maisons avaient été détruites par les bombardements. Il se peut aussi qu'il

vît l'éviction des Juifs allemands comme une riposte appropriée à la déportation des Allemands de souche de la région de la Volga en Russie, qui venait tout juste d'être décrétée par Staline. En tout état de cause, le changement d'orientation de Hitler débloqua les possibilités de déporter les Juifs « vers l'est »[283].

S'appuyant sur un ordre du *Führer*, Eichmann fut en mesure d'organiser la déportation de 20 000 Juifs du Reich et de 5 000 Roms vers le ghetto de Lodz, dans le Warthegau. Les convois furent affrétés depuis toute l'Allemagne entre le 15 octobre et le 4 novembre et Eichmann se rendit personnellement à Lodz pour observer les premières arrivées. Les nouveaux venus ne furent pas bien accueillis. En effet, le chef du district de Litzmannstadt (le nom allemand de Lodz) s'indigna qu'on exigeât de lui aussi abruptement qu'il trouvât de la place pour loger ces infortunés. Il fut si outré du comportement autoritaire d'Eichmann qu'il écrivit à Himmler, accusant Eichmann d'employer « des méthodes de vendeur de chevaux ». La tirade n'eut pas le moindre effet sur Eichmann, étant donné que celui-ci agissait sur ordre de ses supérieurs. Tout au contraire, il fut ce mois-là promu au grade de *SS-Obersturmbannführer* (lieutenant-colonel). Ce fut le rang le plus élevé qu'il atteignit dans sa carrière[284].

La recommandation pour cette promotion, signée par le *SS-Gruppenführer* Bruno Streckenbach, chef du personnel du RSHA, donne une indication du rôle et de l'importance d'Eichmann à l'époque :

> Je propose cet avancement à la suite des réalisations particulièrement remarquables d'Eichmann, qui s'est déjà acquis des titres spéciaux en ce qui concerne la déjudaïsation de l'Autriche. Le travail d'Eichmann a permis de mettre en lieu sûr des fortunes immenses, au bénéfice du Reich. Dans le Protectorat également, le travail d'Eichmann, accompli dans un esprit d'initiative exemplaire et avec la dureté requise, fut excellent. […] À l'heure actuelle, Eichmann s'occupe de toutes les questions d'évacuation et de transfert de populations. En raison de l'importance de sa tâche dans ce domaine, j'estime qu'un avancement d'Eichmann est utile, même pour des motifs de service[285].

Les compétences et l'expérience d'Eichmann dans la gestion du « transfert des populations » étaient ses principales qualités, et à mesure que s'étendait la vague des déportations déclenchées par Hitler, il devenait toujours plus important pour Heydrich. Le 10 octobre 1941, Heydrich donna à la machinerie de la déportation une nouvelle impulsion. Il venait

d'être désigné comme gouverneur effectif de Bohême-Moravie et organisa presque immédiatement une réunion à Prague, lors de laquelle il déclara avec agitation qu'il débarrasserait son nouveau fief de ses Juifs dans les deux mois. Certains seraient envoyés dans un ghetto à installer dans la ville close de garnison de Terezin ou Theresienstadt, située à environ 90 kilomètres au nord-ouest de Prague. Les Juifs « remuants » seraient déportés dans les « camps » de l'Est gérés par les *Einsatzgruppen*, ce qui ne pouvait signifier autre chose qu'une exécution par balle[286].

Les quelques semaines suivantes furent une période d'activité intense. Eichmann donna des instructions selon lesquelles l'émigration des Juifs de tous les territoires sous contrôle allemand et, en fin de compte, de l'Allemagne elle-même, devait être interdite. Le 23 octobre, il organisa une réunion de tous les employés juifs rattachés aux quartiers généraux de la police et aux commissariats en Allemagne pour leur fournir des informations sur la déportation des Juifs allemands. Ils reçurent des procédures détaillées à appliquer et l'instruction de fournir des rapports au département IV-B4 sur les progrès accomplis. Le département avait déjà préparé les horaires des trains, qui furent distribués. Le même jour, Eichmann rencontra Lösener, qui travaillait au ministère de l'Intérieur, ainsi que des représentants des départements à l'armement de l'armée, pour discuter du sort des Juifs employés à la production d'armes et de munitions. Il fut décidé que ces derniers seraient pour l'instant écartés des rafles[287].

Lorsque tout fut finalement prêt, les trains de déportation partirent d'Allemagne et d'Autriche pour les ghettos de Pologne, de Biélorussie et des Pays baltes. Du fait du onzième règlement de la loi de citoyenneté du Reich, dès que les sujets juifs du Reich traversaient la frontière, ils étaient déchus de leur nationalité et de la propriété des biens qu'ils laissaient derrière eux. L'unité d'Eichmann avait mis en place un système permettant de s'assurer que tout ce que les Juifs possédaient était auparavant enregistré et attribué à l'une ou l'autre des agences, afin d'éviter la confusion et des luttes pour s'emparer des biens confisqués. Les postes de police tout autour du Reich avaient reçu des formulaires et une formation aux procédures qui imitaient celles du Service central à l'émigration juive de Vienne. Toutefois, en 1938, les Juifs s'étaient rendus à un bureau et s'étaient vus dépouillés de leurs biens avant d'être autorisés à émigrer. En 1941, en Allemagne, le

travail avait déjà été presque entièrement achevé, et ce qui restait à faire était accompli dans les courtes distances entre leurs maisons et leur point d'embarquement[288].

Eichmann devait néanmoins s'assurer que, cette fois-ci, il n'y aurait pas de « soucis » à l'arrivée. Après tout, c'est sur ce point que les précédentes manœuvres avaient achoppé : à Nisko en 1939, au sein du Gouvernement général au cours de l'année 1940, et plus récemment en octobre 1941 à Lodz. Ainsi, au cours de l'automne, il effectua une série de visites afin de confirmer l'organisation mise au point pour recevoir les déportés. Il se rendit à Lublin, à Lodz (Litzmannstadt), à Minsk et à Lwow (Lemberg). Au début de l'année 1942, il visita également Auschwitz et, plus tard, Treblinka. Il se peut que ses excursions aient joué un rôle central dans l'organisation de la « solution finale », car autour de la mi-septembre, Heydrich l'informa que Hitler avait ordonné l'« extermination physique » des Juifs[289].

Les lieux qu'il visita, les raisons pour lesquelles il entreprit ces déplacements, ce qu'il fit sur place, et la manière dont il réagit sont des questions qui demeurent controversées et non résolues. L'activité d'Eichmann, au cours de la période de juillet 1941 à janvier 1942, revêt un caractère crucial aux yeux des historiens cherchant à comprendre pourquoi et comment le IIIe Reich s'est engagé dans la voie du génocide[290]. Cette période est tout aussi importante pour comprendre Eichmann lui-même et, plus généralement, pour comprendre comment un homme peut en arriver à participer à un génocide, à devenir *génocidaire*. Malheureusement, les éléments dont nous disposons, en particulier ceux fournis par Eichmann, sont fragmentaires et souvent contradictoires. Eichmann parla et écrivit à plusieurs reprises à propos des événements survenus de la fin 1941 au début 1942. Il les décrivit en Argentine à un journaliste néerlandais, ancien nazi, appelé Willem Sassen, et nota ses souvenirs alors qu'il était encore en liberté. Par la suite, il fut interrogé en Israël et écrivit deux nouvelles versions des événements, la première sans accès à des livres et documents, et la seconde avec. Les dates et l'ordre des événements varient grandement entre ces différentes versions, même si ses propres réactions sont décrites de manière relativement constante. Si son témoignage n'offre pas une aide décisive pour dater le processus de décision le plus important, il fournit

néanmoins un éclairage sur l'esprit d'un homme en train d'être aspiré dans le crime de masse[291].

Dans ses notes personnelles et dans les transcriptions de ses entretiens avec Willem Sassen, il rappela qu'après l'une des grandes batailles de Russie (qu'il appela la « double bataille » de « Minsk-Bialystok », qui atteignit son paroxysme à la fin juin 1941), Heydrich le convoqua et l'informa que le *Führer* avait donné l'ordre de l'« extermination physique » des Juifs. Heydrich l'envoya ensuite rencontrer le chef des SS et de la police de Lublin, Odilo Globocnik, qui avait déjà reçu l'autorisation de Himmler d'entamer cette tâche, afin qu'il fasse un rapport sur les méthodes employées. Eichmann se rendit à Lublin et fut conduit hors de la ville, dans une forêt, où il observa des sortes de huttes que l'on rendait hermétiques pour les utiliser comme chambres à gaz. Un officier de police lui expliqua que l'on se servait du moteur d'un sous-marin russe pour en pomper le monoxyde de carbone. Eichmann se rappela également que le chef de la *Gestapo*, le *SS-Gruppenführer* Heinrich Müller, lui commanda un rapport sur l'utilisation des camions à gaz dans le Warthegau à Chelmno, près de Lodz. Müller l'envoya également à Minsk, où il assista à l'exécution par balles de Juifs dans une fosse. De Minsk, il conduisit, dans ce qu'il déclara plus tard avoir été un état de choc, vers Lwow, pour découvrir que des massacres de Juifs avaient également lieu là-bas. À différents moments lors de ses entretiens avec Sassen, Eichmann mentionna d'autres rencontres avec Globocnik, pour lui remettre des ordres en vue de l'assassinat des Juifs du Gouvernement général, et des visites à Auschwitz pour y rencontrer Höss. Nous reviendrons plus loin sur ses réactions face à ce qu'il vit en ces occasions[292].

Lors de son interrogatoire en Israël, Eichmann se souvint vaguement que la « solution finale » « se confondait [dans sa mémoire] avec un événement qui se produisit après le début de la guerre russo-allemande ». Il s'agit ici de l'autorisation donnée par Goering à Heydrich. « Et je crois que c'est deux mois plus tard, ou peut-être trois, que Heydrich est venu me chercher. J'ai fait mon rapport. Il m'a dit : "Le *Führer*, enfin, l'émigration est…" Il entama un petit discours. Et ensuite : "Le *Führer* a donné l'ordre de l'extermination physique." » Heydrich ordonna ensuite à Eichmann de consulter le *SS-Brigadeführer* Odilo Globocnik, qui était chef des SS et de

la police de la région de Lublin, qui connaissait bien ces affaires parce qu'il avait reçu peu de temps auparavant un ordre personnel de Himmler lui intimant d'éliminer les « Juifs inutiles » qui se trouvaient sur le territoire du Gouvernement général. Eichmann se rendit à Lublin, où Globocnik chargea le *SS-Sturmbannführer* Hans Höfle de lui faire visiter les lieux. Höfle, qui commandait l'*Einsatzkommando* chargé de cette opération meurtrière, emmena Eichmann dans un camp, possiblement Belzec, qui était encore en construction, dans les bois, non loin de Lublin. Cette « installation » était sous le commandement d'un commissaire de police, qui lui décrivit comment des gaz d'échappement seraient transportés du moteur d'un sous-marin russe vers deux ou trois cabanes hermétiquement fermées dans lesquelles seraient placés des Juifs. Eichmann déclara à Avner Less qu'il avait été « horrifié » à cette idée. Il fit ensuite un rapport pour Berlin et raconta à Müller ce qu'il avait vu[293].

Puis, selon les dires d'Eichmann, il fut envoyé par Müller à Chelmno, non loin de Lodz/Litzmannstadt, dans le Warthegau. Müller lui dit : « Une action contre les Juifs y est en cours, Eichmann. Allez voir ce qui se passe. Et venez ensuite me faire un rapport. » Eichmann arriva à Lodz et trouva l'« équipe spéciale, mise en place par le *Reichsführer* [Himmler] ». Il fut conduit à Chelmno Kulmhof, où il vit des camions à gaz en opération. Il observa comment les Juifs recevaient l'ordre de se déshabiller dans des bâtiments, puis étaient chargés dans une grande camionnette, qui démarrait une fois que les portes étaient fermées et commençait à rouler. Les gaz d'échappement étaient rejetés à l'aide d'un tuyau dans le compartiment arrière du véhicule, et lorsque celui-ci arrivait en un lieu à l'abri des regards dans des bois voisins, les Juifs avaient été asphyxiés et empoisonnés. « Voici ce que j'y ai vu, autant que je puisse m'en souvenir : un local, peut-être cinq fois celui-ci, rempli de Juifs que l'on obligeait à se déshabiller, un camion fermé venait se ranger, les portes ouvertes, et les Juifs nus devaient s'y engouffrer. Les portes claquaient… et le camion s'éloignait. » Encore une fois, Eichmann déclara avoir été choqué par ce qu'il vit. « Je n'ai pas regardé tout le temps de la manœuvre… je ne supportais pas les cris, et j'étais bien trop ébranlé. […] J'ai refusé de regarder… Rentré à Berlin, j'ai fait mon compte rendu au *Gruppenführer* Müller. Je lui ai dit ce que je viens de vous dire. » Il suivit la camionnette dans sa voiture, vit les corps

déchargés et resta suffisamment longtemps pour voir les dents en or arrachées aux cadavres. Après cela, dit-il, il s'en alla en pensant : « C'était épouvantable ! C'était l'enfer[294] ! »

À la suite de cela, Müller envoya Eichmann à Minsk. Ses instructions furent brèves : « À Minsk, on fusille les Juifs, j'aimerais avoir un rapport là-dessus. » Eichmann décrivit de manière caractéristique son arrivée dans une certaine confusion, et ses recherches hésitantes jusqu'à ce qu'il trouve quelqu'un en position d'autorité capable de le guider. Il passa la nuit sur place, mais le lendemain matin, il arriva trop tard pour assister à l'exécution de masse programmée. Il vit seulement des *SS-Totenkopf* (tête de mort, littéralement) rattachés à l'*Einsatzkommando* donner le coup de grâce aux Juifs dans une fosse. Une fois de plus, Eichamnn décrivit à son interrogateur ses sentiments de détresse : « Mais, le lendemain, je suis arrivé trop tard… l'affaire avait été pratiquement réglée dans la matinée. Vous pensez si j'étais content. J'avais encore eu tout juste le temps de voir de jeunes tireurs avec la tête de mort au revers du col de leur vareuse tirer dans une fosse qui pouvait avoir quatre ou cinq fois, peut-être même six ou sept fois le volume de cette pièce… mais il était difficile d'apprécier… je n'avais fait que regarder, sans me poser de questions… j'ai vu, sans plus… ils tiraient dans la fosse… j'ai pu voir une femme rejeter les jambes en arrière… les jambes allaient me manquer… je suis parti. » Il alla de Minsk à Lwow dans un état second et fut submergé par le soulagement en apercevant au loin les contours familiers de la ville qui lui rappelèrent des souvenirs émus de l'empire Habsbourg et des jours plus heureux : « J'avais enfin pu revoir un tableau sympathique… après toutes ces horreurs… » Eichmann se rendit à la direction de la *Gestapo*, raconta ce qu'il avait vu et protesta auprès de ses collègues que « ces jeunes tireurs deviendraient des sadiques… ils finiront fous ou sadiques ». Il se fit toutefois répondre que les mêmes fusillades avaient également lieu à Lwow et on lui proposa d'aller inspecter des terrains d'exécution locaux. Il rechigna à y aller, mais lorsqu'ils sortirent de la ville, ils passèrent tout de même par le lieu d'exécution et il vit quelque chose d'inoubliable. « Il y avait là une fosse déjà recouverte, une fontaine de sang… je n'avais jamais vu ça de ma vie. » Lorsqu'il rentra à Berlin, il fit part de ses impressions à Müller : « J'ai même ajouté à mon rapport verbal que ce que j'avais vu ne me paraissait pas être

la solution du problème juif… et que nous faisions de nos jeunes gens des sadiques…» Mais selon Eichmann (et cette version est intégralement *sa* version), Müller ne prit pas la peine de lui répondre[295].

Lors de son interrogatoire, Eichmann admit également que Müller l'avait envoyé à Auschwitz pour faire un rapport sur l'extension du camp. Selon lui, le commandant du camp, Rudolf Höss, était amusé de sa gêne face à ce qu'il voyait. Il assista à une «sélection» d'un convoi arrivé récemment, à la séparation des Juifs jugés aptes au travail de ceux qui étaient jugés inaptes et, de ce fait, envoyés à une mort immédiate. Il dit avoir vu des «installations ressemblant à une usine», mais il se peut qu'il ait confondu avec une visite ultérieure. Le fait qu'il ait été conduit autour du camp dans un véhicule tout terrain suggère qu'il visita en fait les chambres à gaz improvisées, appelées «bunkers». Celles-ci furent construites à partir de cabanes de paysans situées dans des prés en dehors de l'enceinte principale de Birkenau. Il se souvint de la fosse employée pour brûler les corps, qui était située non loin de ces «bunkers»[296]. Enfin, il raconta avoir rendu une seconde visite à Globocnik et avoir pu étudier Treblinka en action. Ce camp de la mort commença ses opérations le 23 juillet 1942[297].

Dans toutes ces histoires, Eichmann dit avoir été informé des intentions génocidaires du régime à la fin de l'été ou au début de l'automne 1941. L'ordre des événements qui ont suivi est toutefois moins clair. Dans les versions qui n'ont pas été éditées et remises en ordre par quelqu'un d'autre, il situa toujours son voyage à Lublin en premier. Pourtant, les travaux ne commencèrent pas à Treblinka avant le mois de novembre 1941, et il n'y eut pas de gazage là-bas avant le mois de mars de l'année suivante. Le «commissaire de police» qu'il rencontra, et qu'il décrivit comme vulgaire et passablement ivre, était très certainement le commissaire de police Christian Wirth, qui avait été transféré auprès de Globocnik du programme T4 «euthanasie», afin de concevoir et de construire un appareil de meurtre de masse. Wirth ne fut toutefois nommé à ce poste qu'en décembre 1941[298]. Eichmann situa toujours son voyage à Chelmno avant son expérience épouvantable à Minsk, mais les premiers gazages à Chelmno ne débutèrent que le 8 décembre 1941, ce qui voudrait dire qu'il assista aux exécutions de Minsk l'année suivante. On présuma que son voyage à Minsk ait pu être associé aux opérations de l'*Einsatzgruppe B*, qui massacra 6 200 Juifs du

ghetto entre le 7 et le 11 novembre 1941. Cependant, Christian Gerlach a suggéré la possibilité qu'il ait en fait assisté à un massacre ultérieur, les 2 et 3 mars 1942[299].

La recension d'Eichmann de sa visite à Auschwitz est très problématique, à commencer par le fait qu'elle est en général associée au témoignage et aux souvenirs de prison de Rudolf Höss, qui fut le commandant du camp de concentration d'Auschwitz de son ouverture en janvier 1940 jusqu'à novembre 1943. Höss était responsable du développement du camp d'extermination de Birkenau, appelé Auschwitz-II. Il dit à ses interrogateurs après la guerre que, durant l'été 1941, il fut appelé à Berlin, où il reçut des ordres directs de Himmler pour construire les installations de meurtre de masse. Himmler lui dit : « Le *Führer* a donné l'ordre de procéder à la "solution finale" du problème juif. Nous, les SS, sommes chargés d'exécuter cet ordre. » Puisque les centres d'extermination « existants » à l'est étaient inadaptés à cette mission, celle-ci échut à Auschwitz. « Les détails vous seront communiqués par le *Sturmbannführer* Eichmann du RSHA, qui se rendra prochainement auprès de vous[300]. »

Höss écrivit : « Ayant reçu cet ordre lourd de signification, je rentrai immédiatement à Auschwitz et m'initiai aux projets élaborés pour les "actions" dans les divers pays. » Il affirma qu'Eichmann, qui l'avait rejoint, lui avait expliqué comment les déportations commenceraient en Haute-Silésie, s'étendraient à tous les Juifs allemands puis au protectorat avant d'atteindre finalement les pays d'Europe de l'Ouest. Eichmann l'informa du nombre approximatif de convois attendus. « Nous discutâmes ensuite du processus de l'extermination », et Eichmann expliqua « qu'il ne pouvait être question d'employer autre chose que les gaz ». Eichmann, continua Höss, « m'expliqua la façon de tuer les gens pendant le transport en camion en employant des résidus de gaz de moteur comme cela se faisait jusqu'alors en zone orientale ». Pour Höss, aucune des options disponibles ne semblait adaptée. « Nous ne pûmes parvenir à une décision à ce propos. Eichmann voulait se renseigner au sujet d'un gaz qu'on pourrait facilement se procurer et appliquer sans installation spéciale ; il me ferait savoir ce qu'il en était. […] Eichmann ne pouvait pas encore indiquer la date du début de l'"action" : tout se trouvait encore au stade de préparation et Himmler n'avait pas encore donné le signal de la mise en route. » Après avoir

inspecté avec Höss un site approprié pour ces futures opérations de meurtre, Eichmann s'en retourna à Berlin où, selon les souvenirs du premier, il fit un rapport à Himmler[301].

Évidemment, Eichmann réfuta cette version incriminante de Höss, avec lequel il s'était toujours montré tout à fait amical. En Israël, il écrivit une note à son avocat, qui disait : « Je dois prouver que Höss est un immense menteur, et que je n'avais rien à voir avec lui, ses chambres à gaz et son camp de la mort. » Quelle que pût être l'indignation d'Eichmann, la version de Höss est remplie de contradictions. À moins qu'Eichmann ne fît référence au meurtre des handicapés à l'aide de camions à gaz dans le Reich et les territoires annexés, il est impossible qu'il ait mentionné leur utilisation à l'Est, parce que celle-ci n'a débuté que fin 1941[302]. Sauf dans le sens le plus vague, il n'existait aucun plan de déportation à grande échelle des Juifs du Reich et du protectorat avant septembre 1941. Les préparations des convois de Juifs de France, de Belgique et des Pays-Bas ne furent faites qu'au printemps 1942, donc Eichmann n'a pas pu les évoquer avec Höss. Comme l'a montré l'historienne Karin Orth, le témoignage de Höss est extrêmement peu fiable. Qui plus est, Höss mélange le crime de masse perpétré contre les prisonniers de guerre russes en août et septembre 1941, à l'aide du gaz Zyklon-B, et le commencement de la « solution finale ». Le meurtre des Russes n'en était même pas la « répétition générale » : il faisait partie d'un programme criminel distinct classé secret défense, I4-f13, qui se situait dans le prolongement du projet dit « euthanasie » dans les camps de concentration[303].

Cependant, si les propos de Höss manquent d'exactitude, on peut en dire de même de ceux d'Eichmann. Les ordres de Himmler pour l'expansion d'Auschwitz furent donnés en mars 1941. Ils conduisirent à la construction de Birkenau en octobre-novembre 1941, mais cela n'avait rien à voir avec la « solution finale » non plus. Le meurtre de masse des Juifs à Auschwitz-Birkenau ne commença pas avant l'automne 1942. Eichmann se souvient avoir vu de « grands bâtiments ». Presque comme des usines. Des cheminées gigantesques – toutefois la construction de ces bâtiments ne commença qu'à l'automne 1942, et ils n'entrèrent en service qu'au cours du mois de mars de l'année suivante. Donc s'il se peut tout à fait qu'il ait rendu visite à Höss en 1941, à la fin de l'été ou durant l'automne, et peu importe ce dont ils

parlèrent à ce moment-là, il est presque certain qu'il ne fut pas le témoin du meurtre de masse de Juifs en ce lieu avant l'année suivante[304].

Mais alors qu'y a-t-il derrière ces déambulations macabres ? Et pourquoi est-il important de comprendre avec exactitude où se trouvait Eichmann en ces moments précis ? Eichmann est-il digne de foi en tant que témoin historique ? Est-il seulement une source d'information crédible à propos de ses propres pensées ? Certaines incohérences peuvent être attribuées à de la simple confusion. La mémoire d'Eichmann n'était pas un instrument parfait. Ainsi, il déclara devant la Cour avec certitude que, en octobre 1941, il avait emprunté un avion de transport militaire avec son supérieur, Heinrich Müller, pour se rendre à Kiev et y rencontrer Himmler. Grâce à la découverte du calendrier de bureau de Himmler, nous savons que cette réunion eut en fait lieu en août 1942 : son objet était de donner au *Reichsführer-SS* un rapport complet sur les progrès de la « solution finale » jusqu'à cette date[305].

Eichmann avait sans aucun doute tendance à arranger ses souvenirs afin de les faire mieux correspondre à ce qu'il voyait comme sa place dans l'histoire, tout en gardant un œil sur les possibles ramifications juridiques. Il imposa sur les événements et sur ses propres expériences un patron conçu pour défendre sa posture de pauvre naïf qui se retrouva par erreur dans des situations compromettantes. C'est ainsi qu'il définit son entrée dans la SS, son transfert au SD en 1934, et son arrivée à Vienne en mars 1938, occultant son propre rôle dans la catastrophe. Là, il nia avoir joué tout rôle dans l'instigation du génocide, en maintenant qu'il n'avait fait que suivre des ordres, et qu'il n'avait fait rien de plus que de transporter les Juifs vers les lieux des massacres. Pendant sa captivité en Israël, il était d'une si grande importance pour sa défense d'établir la meilleure chronologie possible qu'il en revint encore et encore à cet itinéraire abominable, tentant de débrouiller où il avait été et quand[306].

S'il s'agissait d'une posture, que cherchait-il à dissimuler ? Hans Safrian suggère que le circuit d'Eichmann à travers l'Est ne fut ni ingénieux ni inconséquent. Dans la mesure où il est douteux qu'Eichmann aurait été envoyé à Chelmno pour chronométrer le gazage de Juifs ou bien à Minsk simplement pour assister à des exécutions, il est plus plausible qu'il faisait en fait des préparatifs pour la déportation de Juifs du Reich en octobre-

novembre 1941. « Tout indique qu'à travers ses discussions avec la *Gestapo* et les responsables de l'administration du ghetto de Lodz, avec des officiers SS à Minsk et avec le bureau juif du ministère des Territoires de l'Est, il assista et aida à réaliser ce qui allait advenir en coopération avec les institutions centrales de la SS à Berlin[307]. »

À l'automne 1941, Eichmann joua un rôle clé dans l'organisation de la déportation des Juifs d'Allemagne, d'Autriche et des territoires tchèques. Il donna ainsi son assentiment et offrit l'assistance des agences centrales aux chefs régionaux de la SS, aux administrateurs civils et aux commandants des ghettos qui estimaient, à l'instar de Höppner, que la seule manière de sortir de l'impasse de la relocalisation et de la déportation consistait à adapter les techniques d'euthanasie, perverties pour les appliquer au meurtre de masse des Juifs « inutiles ». En plus de son échange avec Höppner, d'autres communications le lient aux lieux d'exécutions en préparation. Le 25 octobre 1941, Erhard Wetzel, qui travaillait au bureau juif du ministère des Territoires occupés de l'Est, écrivit à Heinrich Lohse, le *Reichskommissar* de l'Ostland, pour le compte de son ministre, Alfred Rosenberg, pour lui signifier que des arrangements avaient été faits avec Victor Brack, le membre de la chancellerie du Reich responsable de la surveillance de la prétendue opération d'euthanasie, en vue de fournir au haut chef de la police et des SS de Riga des équipements en gaz. Selon Wetzel, « Eichmann a donné son accord à cette procédure ». Celui-ci l'avait par ailleurs informé que des Juifs seraient bientôt déportés dans des camps à Riga et à Minsk. « Selon le *Sturmbannführer* Eichmann, des camps doivent être installés à Riga et à Minsk. Dans ces camps, des Juifs de l'ancien Reich pourront peut-être aussi être transportés. » Ceux qui n'étaient pas aptes à travailler pourraient alors être liquidés sans causer autant de remous que les exécutions précédentes[308].

La construction en dur du camp de la mort à Belzec en octobre, les exécutions en masse à Minsk en novembre, et les opérations des camions à gaz à Chelmno en décembre constituaient les clés du plan de déportation, parce qu'elles fournissaient les moyens de « libérer » de l'espace pour les Juifs qui étaient déportés du Reich. Selon cette interprétation, Eichmann coordonna les déportations et arrangea la manière dont les convois seraient reçus. Il ne fut pas impliqué dans la préparation d'un génocide

paneuropéen. Il perfectionna plutôt les déportations limitées dont il avait eu auparavant à se charger. Il était conscient du meurtre de masse des Juifs afin de « faire de la place » pour les Juifs en provenance du Reich, mais ces massacres relevaient d'initiatives locales. Il se peut qu'ils fussent autorisés ou bien incités par Berlin, mais ils n'avaient rien à voir avec un plan général de génocide, et ne devaient rien au bureau d'Eichmann. Ce ne serait qu'à l'occasion de la conférence de Wannsee qu'Eichmann serait aspiré dans un génocide de grande ampleur, qui devait s'étirer de la Manche à la Vistule[309].

Au contraire, lors de son procès, l'accusation maintint que, durant cette période, tous les efforts d'Eichmann se concentrèrent sur l'organisation du génocide paneuropéen, qui avait, selon cette version, déjà été décidé. Ses visites étaient liées aux préparatifs supposés de la campagne d'extermination. Même Hannah Arendt, qui se montra critique envers l'approche hiérarchisée rigide de l'accusation, fut d'accord avec cette séquence des événements. Elle ne fut en désaccord qu'avec la réponse d'Eichmann lorsqu'il fut chargé de l'organisation du génocide, maintenant qu'il avait participé au plan par peur de perdre son statut et son rôle dans la conduite des politiques[310].

En fin de compte, il est peut-être impossible de déterminer clairement les politiques décidées par les élites du régime de Hitler et la contribution réelle de ses laquais, tel Eichmann à ce moment précis. Il est concevable qu'Eichmann eût été informé d'un ordre génocidaire au milieu de l'année 1941 et qu'il fît par la suite tout son possible pour organiser sa mise en œuvre en se rendant sur les lieux d'exécution d'Europe de l'Est, à la recherche de méthodes efficaces de meurtre de masse. Cela permettrait d'éclaircir son allégation selon laquelle il y aurait eu un ordre de Hitler quelques mois après le commencement de l'« Opération Barbarossa », puisque l'existence d'un tel ordre lui aurait conféré une sorte de « couverture ». Autre possibilité, Eichmann fut peut-être initié à une utilisation plus limitée du meurtre de masse, calibré pour les déportations en provenance du Reich. Selon ce scénario, la conférence de Wannsee prend une certaine importance comme « couverture », puisque c'est là que la décision du génocide paneuropéen fut finalisée[311].

Cette incertitude invalide-t-elle ce qu'Eichmann dit de ses réactions, de ses réflexions potentiellement précieuses pour comprendre le processus par lequel un individu devient un *génocidaire* ? Peut-on se fier à la description qu'Eichmann donna de sa sinistre épopée ? Il ne fait aucun doute qu'il se situait délibérément sur le registre de l'autojustification et qu'il cherchait à se disculper, même si, en Argentine, sa vanité et sa rigidité idéologique l'empêchèrent de trop obscurcir ou minimiser son rôle dans la tâche jadis tenue en haute estime d'assassiner des hommes, des femmes et des enfants juifs. En Israël, il mit naturellement l'accent sur la consternation qu'il avait ressentie lorsqu'il eut à accomplir les tâches liées au génocide. Il existe toutefois une constance remarquable entre ses différentes versions des événements fournies en liberté et en captivité, lorsqu'il aurait pu faire preuve de vantardise ou au contraire lorsqu'il essayait de sauver sa tête. Dans tous les cas, il exprima son malaise par rapport à l'évolution de la politique vers l'« extermination physique », et mentionna son sentiment initial de détresse personnelle.

Si l'on peut aisément écarter les expressions d'horreur exprimées par Eichmann dans sa cellule lors de son interrogatoire et devant ses juges à Jérusalem, les versions les plus choquantes et les plus crues ne proviennent pas de ces témoignages-là mais de ses mémoires enregistrés en Argentine. Ce sont ces derniers qui rendirent les versions publiées dans les magazines *Stern* et *Life* en 1960, peu de temps après sa capture, si épouvantables et si sensationnelles. En Argentine en 1957, alors qu'il était libre, il décrivit sa tournée des lieux d'exécution en 1941-1942 sans la moindre expression de plaisir ou de satisfaction face à ce qu'il vit. La teneur du discours est véritablement de l'ordre de la répulsion.

À Chelmno, après qu'il eut vu des Juifs conduits nus dans un camion à gaz, un médecin suggéra qu'il regarde à travers un judas pour observer ce qui se passait à l'intérieur lorsque les gaz d'échappement étaient rejetés dans le compartiment hermétiquement fermé. « J'ai refusé », dit-il. « Je ne pouvais pas regarder. C'était la première fois que je voyais ou que j'entendais parler d'une telle chose, et mes genoux se dérobaient – évidemment, je recherchais moi aussi une solution à la question juive, mais pas de cette manière-là. » Sa voiture personnelle suivit la camionnette jusque dans une forêt et il assista à l'ouverture des portes et au

déchargement des corps par un groupe de Polonais. « Je fus très fortement ébranlé par ce que je vis ce jour-là. Un autre Polonais, avec une tenaille à la main, sauta dans la fosse. Il regarda les corps un à un, ouvrant les bouches. Dès qu'il voyait une dent en or, il l'arrachait et la mettait dans un petit sac qu'il avait avec lui. » Eichmann fut si bouleversé qu'il oublia de chronométrer l'opération, comme il en avait reçu l'instruction. Lorsqu'il soumit son rapport à Müller, il lui déclara : « Cela ne peut pas continuer, on ne peut pas faire ça. » Certes, Eichmann semble dans la suite de son discours vouloir justifier rétrospectivement une horreur en faisant référence à une autre – le bombardement de l'Allemagne –, mais il ne pouvait tirer aucune gloire, dans le cadre d'une conversation avec un néo-nazi, de sa critique d'une politique décidée par le régime[312].

La version racontée par Eichmann des exécutions de Minsk est encore plus effroyable, et sa réponse encore moins celle d'un nazi. Il fut informé que 5 000 Juifs devaient « recevoir leur compte » le lendemain, mais au moment où il arriva sur le lieu des exécutions, au matin, la fusillade de masse était déjà presque terminée. Il resta debout dans le froid, glacé bien qu'il portât son manteau de cuir, alors que les Juifs étaient contraints d'ôter leurs vêtements et de sauter dans la fosse commune. Il fut « impressionné » du fait qu'ils marchent à un pas régulier et sautent dans la fosse « sans offrir la moindre résistance ». Ensuite, il vit les tireurs « faire feu à tout va » dans la fosse. « Pourquoi cette scène resta-t-elle si longtemps gravée dans ma mémoire ? Peut-être parce que j'avais moi-même des enfants, et qu'il y avait des enfants dans cette fosse. Je vis une femme tenir à bout de bras un enfant d'un an ou deux en l'air, implorant. À ce moment-là, j'ai eu envie de dire : "Ne tirez pas, donnez l'enfant…" Et puis l'enfant a été abattu. J'étais si proche que j'ai retrouvé plus tard des morceaux de cervelle qui s'étaient répandus sur mon manteau de cuir. » À son retour à Berlin, il dit qu'il protesta de nouveau auprès de Müller : « *Gruppenführer*, la solution était censée être de nature politique. Maintenant que le *Führer* a ordonné une solution physique, il semble évident que c'est une telle solution qu'il faut appliquer. Néanmoins, nous ne pouvons pas continuer à mener les exécutions comme elles l'ont été à Minsk, et, je crois, en d'autres endroits. Nos hommes vont être formés à devenir des sadiques. Nous ne pouvons pas

résoudre la question juive en logeant une balle dans la tête d'une femme sans défense qui tient son enfant devant nous[313]. »

Ce n'était donc pas seulement pour tenter de s'attirer les bonnes grâces de ses ravisseurs en Israël qu'il dit avec insistance avoir eu de grandes réserves vis-à-vis de la politique d'extermination physique, que ce fût par la voie d'exécutions collectives par balles ou de gaz empoisonné. Dans un passage supprimé de la version anglaise [et française] abrégée de son interrogatoire, comme si l'on avait cherché à minimiser ses doutes et ses hésitations, il dit, après avoir entendu l'ordre d'« extermination physique » : « Tout m'était repris. Tout le travail, tous les efforts, tout l'intérêt que j'avais consenti ; c'est comme si tout s'était d'un seul coup éteint[314]. » Après avoir vu les conséquences de la nouvelle politique, il déclara que cette précieuse loyauté avait été momentanément ébranlée : « Mon allégeance inconditionnelle et absolue subit un changement lorsque je… lorsque la soi-disant solution de la question juive devint plus violente – enfin, je veux dire – lorsque les gazages et les exécutions commencèrent. Je ne fis aucun secret de cet état de fait et je dis, oui, je crois que je l'ai dit, à mon supérieur, le *Gruppenführer* Müller… j'ai dit, en fait, j'ai dit que ce n'était pas ce que j'avais imaginé, ce n'était probablement ce qu'aucun d'entre nous n'avait imaginé, parce que ce n'était pas une solution politique[315]. »

On pourrait objecter que ce n'était là que pure duperie et qu'Eichmann s'était à dessein rendu d'un endroit à un autre pour coordonner la machinerie centrale de la déportation avec la machinerie locale de la destruction. Toutefois, le résultat de son périple suggère le contraire. De plus, de nouvelles recherches sur les déportations d'octobre à décembre 1941 indiquent qu'il n'existait pas de politique organisée centralement de génocide contre les Juifs d'Europe et que, quoi qu'Eichmann eût fait, il était crédible à ses propres yeux de déclarer plus tard qu'il nourrissait des doutes, même si ce n'était *pas* pour les raisons que la plupart des gens trouveraient appropriées.

Pendant des décennies, la conférence de Wannsee, et le rôle d'Eichmann lors de cette conférence, furent perçus comme des éléments centraux pour comprendre le génocide perpétré contre les Juifs. L'idée était alors largement répandue que le génocide avait été décidé lors de cette

conférence et dès lors qu'Eichmann, en tant que factotum de Heydrich, s'était trouvé au cœur du processus de prise de décision. Gideon Hausner alla même jusqu'à déclarer qu'Eichmann avait été l'instigateur de la conférence. Lors de son discours d'ouverture au début du procès, il affirma qu'Eichmann « proposa qu'une réunion fût organisée avec les membres du haut commandement considérés aptes à mener à bien le projet de massacre, et Heydrich donna son accord[316] ». Néanmoins, depuis les années 1980, les historiens ont réduit l'importance accordée à la conférence de Wannsee. Ils ont souligné le développement des politiques régionales de crime de masse, qui existaient bien avant le déroulement de la conférence, et le hiatus qui lui succéda. De plus, si les origines et les conséquences de la conférence ne sont pas ce qu'elles ont semblé avoir été par le passé, c'est également le cas pour le rôle alors tant décrié d'Eichmann[317].

Le régime nazi s'était déjà embarqué dans une politique de crime de masse et de génocide à travers l'action de politiques et d'agences travaillant de manière tout à fait indépendante d'Eichmann. Entre septembre 1939 et août 1941, plus de 70 000 Allemands, principalement des non-Juifs, atteints de handicaps physiques ou mentaux avaient été assassinés avec du gaz empoisonné, parce qu'ils avaient été sommairement évalués comme « indignes de vivre ». Bien que cette campagne de prétendue « euthanasie » eût été interrompue dans le Reich, le processus meurtrier mis en œuvre par les membres des services de sécurité et du corps médical se poursuivit dans les territoires annexés et dans les camps de concentration[318]. L'invasion de la Russie fut accompagnée d'exécutions en masse perpétrées par les *Einsatzgruppen*. Heydrich somma également les *Einsatzkommandos* d'encourager les pogroms par les habitants locaux, qui emportèrent des milliers de vies juives, en particulier dans les États baltes et en Pologne. En juillet-août 1941, Himmler visita les quartiers généraux des *Einsatzgruppen* et donna l'ordre que les massacres n'excluent dorénavant plus les femmes, les enfants, les personnes âgées, et les infirmes. Il chargea plusieurs unités de la *Waffen-SS* et plusieurs bataillons de police de porter assistance aux *Einsatzgruppen* dans cette tâche sanglante. À la fin de l'année 1941, plus d'un demi-million de Juifs avaient été massacrés dans les États baltes, en Biélorussie, dans l'est de la Pologne et en Ukraine[319]. Eichmann ne joua pourtant aucun rôle dans l'organisation, la formation ou le contrôle des

Einsatzgruppen, et il ne prit pas part aux décisions prises par l'armée de contribuer matériellement à la destruction de la population juive. L'armée mit en place une politique de représailles massives contre les partisans et les saboteurs présumés, et commença à prendre des Juifs en otages et à les exécuter bien avant qu'Eichmann n'en vienne à contempler de telles mesures[320].

La présentation de ce contexte est utile à une bonne compréhension d'un incident fameux qui se produisit en septembre 1941 et qui fut utilisé plus tard comme une preuve importante de la criminalité d'Eichmann. Le 13 septembre 1941, Franz Rademacher, qui dirigeait la section des affaires juives au sein du ministère des Affaires étrangères, prit note d'une conversation téléphonique avec Eichmann à propos de 8 000 Juifs internés en Serbie. Les Juifs avaient été raflés par l'armée sous de prétendues raisons de sécurité, sur la suggestion de l'expert juif de l'ambassade d'Allemagne à Belgrade, Edmund Veesenmayer. Depuis un certain temps, le ministère des Affaires étrangères, poussé par son plénipotentiaire à Belgrade, Felix Benzler, demandait à ce qu'ils fussent déportés en Roumanie ou bien « vers l'est ». Rademacher consulta Eichmann, qui lui répondit que ce n'était pas possible. Toutefois, il lui fit une contre-proposition, notée par Rademacher : « Eichmann propose exécutions[321]. » Néanmoins, les discussions se poursuivirent pendant plusieurs semaines avant qu'une action fût décidée. Le secrétaire d'État auprès du ministère des Affaires étrangères, Martin Luther, rencontra Heydrich le 4 octobre, et ils se mirent d'accord pour envoyer une délégation conjointe du ministère et du IV-B4 à Belgrade pour obtenir des renseignements. Dans le même temps, l'initiative fut prise par le général Franz Böhme, nommé par Hitler au poste de gouverneur militaire en Serbie le 18 septembre 1941. Böhme fit valoir que les conditions de sécurité étaient des plus alarmantes. Afin de restaurer « l'ordre », il ordonna immédiatement que les Juifs et les Roms internés fussent utilisés comme otages et exécutés en représailles des attaques des partisans. Les premières exécutions de masse furent conduites par l'armée les 9 et 10 octobre, avant même que la délégation n'arrive pour évaluer les options. Les rafles et exécutions d'otages furent ainsi décidées par l'armée, et non selon un programme génocidaire préconisé par Eichmann[322].

Il y eut d'autres cas d'initiatives locales menant au meurtre de masse, même si pendant longtemps elles furent traitées comme parties prenantes d'une politique génocidaire sans failles orchestrée depuis Berlin. Ce fut le cas à la fois dans le Warthegau et au sein du Gouvernement général. Là, l'administration civile et l'appareil de sécurité s'entendirent pour dire que, s'ils devaient recevoir les Juifs expulsés du Reich, il leur faudrait se débarrasser d'une bonne partie de la population juive locale. Cependant, puisque la situation militaire rendait impossibles les déportations plus à l'est, une autre « solution » devait être trouvée. Höppner avait suggéré une option dans sa lettre à Eichmann en septembre. Ian Kershaw a affirmé qu'Arthur Greiser, en lien avec la SS du Warthegau, se tourna vers les agents « inoccupés » chargés de l'euthanasie et leurs camions, pour sortir de leur « dilemme ». Greiser obtint la permission de Himmler avant d'organiser l'assassinat des Juifs du ghetto de Lodz inaptes au travail dans le camp de Chelmno. À ses yeux, cet expédient était rendu nécessaire par la pression de Berlin pour faire accepter les déportés, mais elle ne provint pas du centre, ni d'Eichmann[323].

Une dynamique similaire était manifeste dans le Gouvernement général. En juillet 1941, Hans Frank chercha à expulser tous les Juifs de sa région vers les grandes étendues sauvages de Russie. Ce projet ne put avoir lieu. Au contraire, Hitler rattacha la Galicie orientale, une région du sud-est de la Pologne, au Gouvernement général, ajoutant par là un demi-million de Juifs supplémentaires à son « fardeau ». Frank hésita sur la marche à suivre et autorisa toute une série d'initiatives dans le district. L'*Einsatzgruppe C* fomenta des pogroms et massacra des milliers de Juifs. Globocnik s'empara d'une idée consistant à employer les Juifs qui étaient « aptes au travail » pour leur faire construire une autoroute militaire d'importance stratégique vers l'Ukraine. Il commença à les faire venir de camps situés au long de la route, mais les conditions de travail et de vie relevaient de l'« extermination par le travail ». Lorsqu'il devint évident aux yeux de Frank qu'il ne parviendrait pas à se débarrasser des Juifs de l'ancien Gouvernement général en les poussant simplement au-dehors de ses frontières, il adopta une version modifiée des méthodes à l'œuvre en Galicie orientale[324].

À la mi-octobre, Globocnik discuta avec Himmler de l'aménagement à Belzec d'un centre d'exécutions utilisant des chambres à gaz fixes.

Globocnik nourrissait des ambitions personnelles. Il persuada Himmler que la région de Lublin pourrait être germanisée et transformée en modèle de territoire de colonisation allemande dirigé par la SS, mais seulement après une « *expulsion forcée des éléments ethniques étrangers* radicale et complète ici dans le district de Lublin ». Cela pouvait être accompli par le meurtre ou bien par la déportation. En octobre et en novembre, des experts en matière d'exécutions de l'unité T4 furent dépêchés auprès de lui, et commencèrent à travailler à Belzec[325]. Hans Frank et l'administration civile prirent part à ces mesures : Frank rencontra Globocnik à Lublin le 17 octobre, peu après que celui-ci eut reçu l'assentiment de Himmler. Deux mois plus tard, Frank rencontra Hitler à Berlin et, à son retour, il dit à ses adjoints qu'il fallait se débarrasser des Juifs, même en temps de guerre. « Mais que va-t-il arriver aux Juifs ? Croyez-vous qu'ils seront vraiment transférés dans des villages de l'Ostland ? On nous a dit à Berlin : pourquoi toutes ces difficultés ? Nous n'avons que faire d'eux en Ostland ou dans le *Reichskommissariat*. Liquidez-les vous-mêmes[326]. »

Même s'il est vrai qu'Eichmann savait ce qui se passait dans le Gouvernement général, il n'avait qu'une fonction limitée là-bas. Il jouait principalement le rôle d'une courroie de transmission, portant les ordres de Himmler et de Heydrich pour mettre en œuvre les déportations des ghettos vers les centres d'exécution, une fois que ceux-ci seraient prêts, et planifiant les transports[327]. En novembre 1941, son principal souci demeurait la déportation des Juifs d'Allemagne, d'Autriche et du protectorat. Ces déportations rencontraient les politiques meurtrières perpétrées dans les contrées orientales du IIIe Reich, mais le sort des Juifs du Reich devait être différencié de celui des Juifs de l'Est. De plus, le grand projet de déportation pour l'ensemble de l'Europe était plus une continuation de plans de relocalisation grandioses que l'amorce d'un génocide systématique.

Malgré les plus grands efforts d'Eichmann pour s'assurer que les déportations se fassent sans à-coups, il y eut un certain nombre de ratés embarrassants. Bien que le *Reichstatthalter* Arthur Greiser, gouverneur du Warthegau, eût agréé aux requêtes de Heydrich d'accepter 20 000 Juifs et 5 000 Tziganes à Lodz, le chef du district de Lodz, Uebelhör, fut furieux d'une telle disposition. Des lettres furent échangées entre Lodz, Poznan et

Berlin. Heydrich et Himmler durent alors réfréner Uebelhör et amadouer Greiser[328]. Des disputes similaires éclatèrent dans l'Ostland et en Biélorussie. Le 11 octobre 1941, le *SS-Brigadeführer* Stahlecker, désormais commandant de l'*Einsatzgruppe A*, informa l'administration civile de l'Ostland, qui incluait la Lettonie, qu'un camp devait être érigé à Riga pour accueillir 25 000 Juifs expulsés du Reich. Les gouverneurs civils regimbèrent à cette imposition et se plaignirent auprès de Berlin. Dans le *Generalkommissariat* de Biélorussie, dans l'Ostland, l'armée joignit sa voix à celle de Wilhelm Kube, chef de l'administration civile, pour protester contre l'arrivée imminente de 25 000 Juifs d'Allemagne, d'Autriche et du protectorat. L'armée s'inquiétait des conséquences sur la sécurité et sur les transports. Kube contestait quant à lui que des Juifs allemands « issus de notre propre milieu culturel » dussent être amenés dans un ghetto misérable où la faim, les maladies et le froid causeraient des ravages dans leurs rangs[329].

De manière plus embarrassante, l'*Einsatzkommando A* massacra six convois de Juifs du Reich dès leur arrivée à Riga, en Lettonie, et à Kovno, en Lituanie, contrairement à ce qui avait été prévu. Himmler se montra particulièrement inquiet du massacre de Riga, craignant peut-être que le meurtre de Juifs allemands, dont la plupart étaient des anciens combattants de la Première Guerre mondiale, pût causer en Allemagne un mouvement de protestation similaire à celui qui avait été déclenché par l'opération d'« euthanasie ». Il fit rappeler à Berlin Friedrich Jeckeln, chef des SS et de la police (HSSPF) pour la région balte, et son représentant personnel sur le terrain, pour l'admonester pour avoir « outrepassé » ses ordres[330].

C'est en partie afin d'aplanir ces difficultés que Heydrich eut recours à sa technique habituelle qui consistait à organiser une conférence interministérielle. La réunion n'avait toutefois pas seulement pour but de coordonner les mesures à prendre entre les différentes agences de l'État et du parti ou d'améliorer les communications entre elles. La manière la plus simple et la plus décisive pour Heydrich de s'assurer que le flot des déportations se déroulerait sans encombre était d'imposer son contrôle total sur le sort des Juifs dans le Reich et à l'Est, et de contraindre les autres agences à suivre la ligne du RSHA. Telles furent les principales motivations sousjacentes de la conférence programmée pour le 8 décembre à Wannsee,

une banlieue chic du sud-ouest de Berlin. Heydrich ordonna à Eichmann de préparer la rencontre et d'envoyer les invitations. Ces dernières furent transmises le 29 novembre 1941[331].

La conférence de Wannsee fut reportée au 20 janvier 1942 en raison de l'entrée en guerre des États-Unis et de la déclaration de guerre de l'Allemagne à ce pays. Elle combina des objectifs à court terme concernant les déportations en cours hors du Reich, et une présentation des aspirations à long terme de Heydrich à propos de la « solution de la question juive » à l'échelle européenne. Heydrich souhaitait imposer sa primauté et la domination du RSHA sur les affaires juives partout sur le continent, et en particulier au sein du Gouvernement général et dans les territoires occupés de l'Est. Il entendait mettre un terme aux disputes consistant à déterminer quels individus relevaient de la sphère d'attribution du RSHA selon la définition des personnes de sang mêlé, en particulier du fait que le ministère de l'Intérieur s'était également déclaré compétent en la matière. Il était important, en vue de la reprise des déportations hors d'Allemagne, de s'assurer que les opérations de massacre déjà entamées correspondent aux objectifs de Berlin, et non les perturbent. Il souhaitait également obtenir l'accord de principe pour la déportation des Juifs de toute l'Europe vers l'est lorsque le temps serait venu. Enfin, il voulait s'assurer que les représentants des ministères, en particulier du ministère des Affaires étrangères, et ceux du commissariat au Plan de quatre ans, comprissent que les subtilités diplomatiques et les considérations économiques, si elles pouvaient être prises en considération, seraient subordonnées à l'objectif plus important qui consistait à éliminer les Juifs d'Europe. Il devait être clairement indiqué et compris par tous que le peuple juif ne survivrait pas à la « solution finale »[332].

Le déroulement réel de la journée du 20 janvier 1942 a été plusieurs fois porté à l'écran et les images associées à ce jour sont devenues emblématiques : l'élégante villa au bord d'un lac devant un paysage enneigé, la réunion de dignitaires nazis et de SS portant des uniformes impeccables et affichant un air de bonhomie, la table de la conférence couverte de papiers comme une réunion de conseil d'administration, et par-dessus tout le fameux protocole[333]. Parce qu'il rédigea le document, Eichmann se trouva à jamais lié à ce jour et, de ce fait, à tout ce qui

s'ensuivit[334]. Il est dès lors quelque peu ironique qu'en réalité, il ne se trouvât pas à Berlin dans les jours qui précédèrent le conclave. Il était allé faire une tournée d'inspection à Theresienstadt et avait été reconduit dans des conditions difficiles, sous la neige, le soir précédant la conférence. Toutefois, puisque Heydrich avait décidé d'organiser la rencontre plusieurs semaines plus tôt, Eichmann avait certainement terminé son travail préparatoire quelque temps auparavant. Il avait en effet préparé un important texte de *briefing* pour Heydrich avec des faits et des chiffres concernant la mise en application de la législation antijuive depuis 1933, les statistiques de l'émigration hors du Reich, et le nombre de Juifs se trouvant dans tous les pays concernés par la « solution finale ». Il s'inspira également de sa grande expérience pour éclairer son supérieur sur la mécanique des déportations[335].

La conférence commença autour de midi, les invités discutant de manière informelle au fur et à mesure qu'ils arrivaient. Parmi eux se trouvaient le Dr Martin Luther du ministère des Affaires étrangères, le secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur, le docteur Stuckart, les docteurs Alfred Meyer et Georg Leibbrandt, représentant le ministère aux Territoires occupés de l'Est, le secrétaire d'État docteur Joseph Bühler, et l'*Oberführer-SS* Karl Schöngarth, qui s'étaient déplacés depuis le Gouvernement général pour représenter Frank, le *Sturmbannführer-SS* docteur Rudolf Lange, commandant en chef de la *Sipo-SD* en Lettonie, qui représentait le *Reichkommissioner* à l'Ostland, l'*Oberführer-SS* Gerhard Klopfer de la chancellerie du Parti, le directeur ministériel docteur Wilhelm Kritzinger de la chancellerie du Reich, le *Gruppenführer-SS* Otto Hoffmann du Bureau central des races et de l'implantation, le secrétaire d'État Erich Neumann du bureau du Plan quadriennal, le secrétaire d'État docteur Roland Freisler, représentant son ministre de tutelle au ministère de la Justice, et le *Gruppenführer* Heinrich Müller, chef de la *Gestapo* et supérieur hiérarchique d'Eichmann au RSHA. Eichmann était présent pour assister Heydrich et pour s'assurer de la bonne prise de notes par une sténographe.

Certains, à l'instar d'Eichmann, étaient venus de loin pour assister à la conférence. Lorsque tout le monde fut présent et réuni dans la salle de conférence, Heydrich ouvrit la séance en rappelant à l'auditoire qu'il avait été nommé plénipotentiaire pour les préparatifs de la « solution finale ».

Cette tâche nécessitait qu'il consulte les différentes agences compétentes afin de s'assurer qu'elles travaillent toutes dans le même sens. Le rôle de locomotive serait joué par le *Reichsführer-SS* [Himmler] et par lui-même : ils contrôleraient tout ce qui avait à voir avec les affaires juives indépendamment du lieu en question. Heydrich s'inspira ensuite du résumé statistique préparé par Eichmann pour brosser un panorama des politiques antijuives et de l'émigration jusqu'à cette date. Toutefois, dit-il aux invités, dans la mesure où l'émigration n'était plus possible en temps de guerre, elle avait été interdite. Une alternative possible consistait à remplacer l'émigration par l'« évacuation » vers l'est, une fois que le *Führer* aurait donné son aval. Le protocole est assez trompeur sur ce point, mais il suggère que les déportations alors en cours n'étaient qu'un expédient temporaire fournissant pourtant une expérience pratique précieuse en vue de la « solution à venir ».

Cette solution consistait en un projet concernant plus de onze millions de Juifs en Europe. Heydrich proposa que ceux qui étaient aptes au travail fussent déportés vers l'est et employés à la construction de routes. La plupart d'entre eux périraient, et les survivants, les éléments les plus résistants, seraient éliminés afin d'empêcher tout renouveau juif. Les déportations devaient commencer à l'ouest et se déplacer progressivement vers l'est, en commençant par le Reich et le protectorat, où la demande était grande pour des logements occupés par des Juifs. Les Juifs « évacués » seraient initialement installés dans des « ghettos de transit » pour ensuite être envoyés plus loin vers l'est. Afin d'éviter les « interventions » fatigantes pour le compte de tel ou tel Juif, Heydrich considéra qu'il était essentiel de définir qui serait exempt des déportations. Les Juifs âgés de plus de soixante-cinq ans, les médaillés militaires et les grands invalides de la guerre des tranchées seraient envoyés dans un « ghetto des vieux » récemment installé à Theresienstadt.

Les déportations commenceraient aussitôt que la situation militaire le permettrait. Hors du Reich, les opérations seraient préparées via des discussions entre le personnel compétent du ministère des Affaires étrangères et les experts de la police de sûreté et du SD employés aux missions extérieures. Heydrich passa brièvement en revue les situations de la Slovaquie, de la Croatie, de la Hongrie, de l'Italie et de la France. Luther

fit remarquer que la Scandinavie pourrait poser des problèmes. Dans chaque cas, Heydrich déclara que les Juifs seraient définis comme tels et sélectionnés en vue de la déportation sur la base des lois de Nuremberg. C'était une question particulièrement sensible. Les Juifs ayant contracté des mariages mixtes avaient noué des relations avec des Allemands « purs » et leurs enfants, les *Mischlinge*, qui occupaient une zone d'ombre, s'identifiaient souvent entièrement aux Allemands et étaient perçus comme tels. Toute attaque à leur encontre risquait de susciter un retour de bâton de la part de la population. Ainsi, Heydrich énuméra-t-il les catégories de demi-Juif et de quart-Juif, quatre catégories de mariages mixtes, comprenant les Juifs, les demi-Juifs, et les quart-Juifs mariés à des Allemands ou bien à d'autres *Mischlinge*, et il détailla ce que serait leur sort selon qu'ils remplissaient ou non certaines conditions. Le tout était d'une complexité déconcertante, et Otto Hoffmann recommanda tout simplement de stériliser tous les *Mischlinge*. Stuckart souligna « la charge administrative considérable » que représenterait l'application de ces catégories, et proposa de couper le nœud gordien en optant pour la stérilisation et pour des dispositions légales prévoyant des divorces obligatoires dans le cas de mariages mixtes.

À un moment donné, des rafraîchissements furent servis, et notamment du cognac. Lorsque la séance reprit, Eichmann se souvint que la discussion était bien plus libre et l'atmosphère plus « détendue ». Erich Neumann exprima l'espoir que les Juifs employés dans les industries d'armement seraient exemptés de la « solution finale ». Il s'agissait d'un autre sujet sensible et Heydrich le rassura en conséquence. Joseph Bühler prit alors la parole au nom du Gouvernement général et déclara que le travail ne serait pas un problème, dans la mesure où la plupart des Juifs étaient considérés comme inaptes. Il demanda à ce que les déportations commencent sur son territoire le plus tôt possible, et, en retour, offrit son plus complet soutien à Heydrich. Celui-ci en fut très satisfait, car cela indiquait que l'un de ses rivaux les plus obtus était tout à fait à l'aise avec l'idée de la « solution finale ». Et personne ne se faisait la moindre illusion à propos du contenu de celle-ci. Meyer et Bühler recommandèrent ensuite que certaines mesures fussent prises quant aux méthodes employées, afin de ne pas alarmer la population locale. Les commentaires de Meyer faisaient écho à des plaintes

récentes adressées à Himmler par le supérieur de Meyer, le *Reichskommissar* pour l'Ostland, à propos du spectacle que donnaient les exécutions de masse « sauvages » à Libau (Liepaja) en Lettonie.

La session fut levée au bout d'environ quatre-vingt-dix minutes. Heydrich et Müller furent les derniers à partir, et ils invitèrent Eichmann à venir se détendre avec eux autour d'un verre de cognac et d'une cigarette. Celui-ci, qui était resté dans la salle pour s'occuper du procès-verbal, se sentit flatté et, des années plus tard, ses réminiscences de cet événement traduisent encore son excitation : « Après la conférence, dans mon souvenir, Heydrich, Müller et ma petite personne nous assîmes confortablement tous les trois autour d'une cheminée. Je voyais pour la première fois Heydrich fumer un cigare ou une cigarette ; et il but du cognac, ce que je le voyais faire pour la première fois depuis fort longtemps. D'habitude, il ne buvait jamais d'alcool. » Néanmoins, Heydrich n'était pas homme à se laisser aller complètement, et il utilisa ce moment de calme pour mettre au clair un certain nombre de choses concernant le compte rendu de la conférence. Il ne fallait pas que celui-ci rapportât mot pour mot ce qui avait été dit : il voulait qu'Eichmann le corrige quelque peu. Il ajouterait ensuite lui-même les touches finales[336].

Dans les différentes versions qu'il donna de la conférence, Eichmann eut naturellement à cœur de diminuer sa propre contribution. Il déclara à Avner Less : « Je m'assis dans un coin avec la sténographe, et personne ne s'intéressa à nous. Personne. Nous étions bien trop insignifiants. Ils ne nous consacrèrent pas la moindre attention. Pas même Heydrich. » Mais, dans le même temps, Eichmann voulait aussi établir que des décisions furent prises qui l'absolvaient de toute responsabilité ou culpabilité dans tout ce qui suivit. La conférence, déclara-t-il, avait été organisée par Heydrich afin que celui-ci impose *son* autorité sur toutes les affaires juives. Heydrich était bien décidé à mettre en place une « organisation resserrée du programme ». « Jusqu'à ce moment-là, les obstacles avaient été trop grands. Trop de départements avaient été impliqués[337]. »

Devant la Cour, Eichmann décrivit la rencontre comme « une lutte de pouvoir entre le Gouvernement général et Heydrich ». Lui-même s'était contenté de préparer les éléments d'arrière-plan : un grand nombre des propositions furent improvisées par Heydrich ce jour-là, en particulier

l'emploi de Juifs dans des colonnes de travail. Lorsqu'il lui fut demandé si les méthodes d'exécution avaient été débattues, il admit que ce fut le cas. Le compte rendu dissimula ce point : « Comment dire – certaines formules trop familières et certaines expressions de jargon durent être traduites par mes soins en langue de bureau. » Heydrich amenda aussi le protocole plusieurs fois. Il était toutefois suffisamment clair que tous ceux qui avaient été présents à la conférence étaient désormais dans le même bateau. Heydrich avait « créé une forme de réassurance en faisant s'engager les secrétaires d'État séparément ». Le chef du RSHA fut profondément satisfait du résultat[338]. Ce fut également le cas d'Eichmann – bien que cela n'indique pas forcément qu'il s'était rallié au génocide. « Je ressentis quelque chose comme une satisfaction de Pilate, parce que je me sentais parfaitement innocent de la moindre culpabilité. Les hauts dignitaires du Reich à ce moment-là avaient parlé à la conférence de Wannsee, les "papes" avaient donné leurs ordres, mon rôle consistait à obéir, et c'est cela que je gardai en tête au cours des années suivantes[339]. »

S'agissait-il d'un artifice, Eichmann ne faisant que renforcer sa défense selon laquelle il ne fit qu'obéir aux ordres ? Ou bien est-il crédible qu'il participa réellement à la mise en œuvre du programme avec le cœur gros, tout du moins à l'époque de la rencontre de Wannsee ? Il existe des signes prouvant que, entre juillet 1941 et janvier 1942, Eichmann n'apprit que lentement ce que signifiait être un génocidaire dénué de conscience. Il se peut qu'il devint plus tard un tueur endurci, rendu tellement brutal qu'il alla jusqu'à éprouver du plaisir à son entreprise barbare, mais les éléments dont on dispose indiquent que ce n'était pas encore le cas. Parlant en liberté en Argentine en 1957, il décrivit sa tournée des lieux de massacre en 1941 sans la moindre expression de plaisir ou de satisfaction. Il y a donc ainsi raison de croire ses déclarations lors de sa captivité, faisant état de son malaise face à la politique d'« extermination physique », et pas seulement face au caractère chaotique des exécutions par balles. Eichmann fut aussi d'abord réticent à la perspective du crime de masse à l'échelle industrielle au moyen de gaz empoisonné. Il raconta dans des termes auto-dépréciatifs comment à Auschwitz, « ils rirent, naturellement, lorsque mes nerfs flanchèrent et que je ne parvins pas à maintenir ma dignité militaire ». Il n'avait pas besoin alors de s'exprimer en des termes si forts. Höss confirma que « même les

plus “durs”, comme par exemple Mildner et Eichmann, ne manifestaient pas le moindre désir d’échanger leur place contre la mienne[340] ».

Eichmann ne mentit pas vraiment lorsqu’il se remémora sa protestation hésitante auprès de Müller : « Ce n’est pas ce que j’avais imaginé, ce n’est probablement pas ce qu’aucun d’entre nous avait imaginé, car ce n’est pas une solution politique. Nous évoquions encore une solution politique… jusqu’alors, c’était la ligne officielle. Mais cela n’était pas une solution politique[341]. » Il y avait, en effet, un certain degré d’ambiguïté jusqu’à la conférence de Wannsee. Le fait qu’Eichmann déclara s’être cramponné à une « solution territoriale » jusqu’à la fin de l’automne 1941 ne relève pas du mensonge ou de l’aveuglement. Après tout, une telle politique présentait alors pour lui plus de chances de prestige et de promotion que le meurtre de masse.

Dans son commentaire manuscrit aux enregistrements qu’il fit en Argentine en 1957, Eichmann écrivit, sous le titre « À propos de la solution finale de la question juive » : « Moi et mes subordonnés dans ma section du bureau de la *Gestapo* qui était alors l’Office central de la sécurité du Reich, fûmes dès lors relégués à une position de second rang dans tout ce qui concernait la “solution finale de la question juive”, puisque tous les préparatifs étaient dorénavant confiés à d’autres unités et arrêtés par un autre office central placé sous la juridiction du *Reichsführer-SS* et du Chef de la police[342]. » La décision d’entreprendre l’« extermination physique » des populations juives représentait potentiellement un désastre pour lui et son service. Elle marquait l’arrêt d’une politique à laquelle il avait été étroitement associé, à propos de laquelle il possédait une expertise sans équivalent, et pour laquelle la qualité de son travail avait été saluée. Toutefois, l’émigration, la migration forcée et les solutions territoriales n’étaient plus à l’ordre du jour[343].

Au lieu de cela, Eichmann s’adapta à une politique qu’il n’avait pas conçue, qui faisait faire machine arrière aux dispositions qu’il avait mises en place, et qui répudiait implicitement les prémices sur lesquelles celles-ci reposaient. De plus, jusqu’à la conférence de Wannsee, il n’y avait aucune assurance que ce nouveau départ serait couronné de succès ou que les choses rebondiraient en sa faveur. Si l’on conçoit Eichmann comme un participant de rang moyen, comme un subordonné, opérant dans un cadre

où les élites au pouvoir et les preneurs de décisions politiques étaient en conflit les uns avec les autres, plutôt que comme l'exécutant d'une politique centralement déterminée et inexorable, ses réactions deviennent moins incroyables, quoique non moins répréhensibles – en tout cas, elles apparaissent plus humaines[344].

Il fut soulagé que la conférence de Wannsee lui assurât un rôle dans cette nouvelle phase de la « politique juive ». Son emploi d'« expert en matière d'émigration » disparut, mais il se vit octroyer un rôle clé dans la mise en œuvre de la nouvelle politique. Toute réticence qu'il pût avoir, et il en eut pendant un court laps de temps, fut évacuée par la satisfaction que lui et son équipe étaient encore au centre des affaires[345]. Que cela lui plût ou non, et on retrouve en effet certaines indications d'ambivalence, afin de préserver sa position et son service, Eichmann s'embarqua dans une carrière dans le génocide. L'énergie avec laquelle il s'attaqua à son nouvel emploi et qu'il maintint en 1942, 1943 et 1944 donne l'indication la plus certaine de la manière et de la vitesse avec lesquelles il domina le malaise ou les scrupules qui lui seraient éventuellement restés.

CHAPITRE V

ADMINISTRATEUR DU GÉNOCIDE, 1942-1944

Eichmann : J'en ai gros sur la conscience. Je sais cela, mon capitaine. Mais je n'avais rien à voir avec le meurtre des Juifs. Je n'ai jamais tué un Juif, et je n'ai jamais non plus tué un non-Juif – je n'ai jamais tué personne. Et je n'ai jamais donné l'ordre à quiconque de tuer un Juif, ou de tuer un non-Juif. Non, jamais.

Tout notre travail consistait en des tâches administratives.

Eichmann à son interrogateur, Camp Iyar, 31 mai, 6 juin 1960[346].

Capitaine Less : Vous continuez à vouloir présenter les choses comme si vous n'aviez été rien de plus qu'un officier de transport.

Eichmann : Cela était vrai, d'une manière générale, mon capitaine.

Eichmann à son interrogateur, Camp Iyar, 10 juin 1960[347].

Ils étaient réveillés de bonne heure, à cinq heures du matin ; on leur servait du café. Ils s'étaient

> réveillés difficilement, de mauvaise humeur. À cinq heures du matin, même au mois d'août à Paris, il fait encore très sombre, c'est presque encore la nuit, et lorsqu'ils voulaient les faire descendre dans la cour, c'était en général très compliqué. Alors les femmes bénévoles tentèrent par la persuasion de faire descendre les plus vieux en premier, mais il arriva plusieurs fois que les enfants commencent à pleurer et à se débattre. Comme était impossible de les faire descendre dans les cours intérieures du camp, des policiers durent monter dans les chambres et prendre dans leurs bras les enfants qui hurlaient et se débattaient. Ils les descendirent dans la cour intérieure.
>
> Témoignage de George Wellers lors du procès Eichmann, 9 mai 1961, décrivant comment 1 000 enfants juifs furent envoyés à Auschwitz sur ordre d'Eichmann[348].

À la suite de la conférence de Wannsee, Adolf Eichmann devint l'administrateur en chef du plus grand génocide de l'histoire. Après qu'il eut préparé le protocole de la conférence et que Heydrich y eut apporté les dernières corrections, des copies furent envoyées aux ministères et aux agences représentés lors de la réunion avec une lettre explicative dans laquelle Heydrich informait ses collègues que, pour toutes les questions à venir concernant la « solution finale », leurs experts juifs devraient collaborer avec Eichmann, son « agent compétent »[349]. Eichmann joua dès lors un rôle de pivot sur lequel reposait la mise en application des décisions prises, et il vit en conséquence son activité s'étendre à la totalité de la « solution finale » de janvier 1942 à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais comment fut-il capable d'administrer un génocide ? Quelles étaient ses activités au jour le jour en tant que directeur de l'entreprise transeuropéenne vouée au déracinement d'individus et à leur expulsion vers un travail d'esclave meurtrier ou bien vers une mort immédiate ?

Il est important de commencer par mettre en perspective le rôle d'Eichmann et de son bureau. Durant son procès à Jérusalem, l'accusation tenta de lui faire endosser la responsabilité de chaque détail de l'acte d'accusation concernant le crime de masse et le génocide perpétrés contre les Juifs. Gideon Hausner le décrivit comme « le plénipotentiaire spécial de Heydrich pour la "solution finale" ». « En conséquence de la combinaison de ses fonctions, déclara Hausner, Eichmann était l'exécuteur officiel du programme d'extermination. » Selon le procureur : « Il traitait de haut les ghettos et les centres d'extermination, sa position au sein du RSHA était unique. Il pouvait passer par-dessus la tête de ses supérieurs et traiter directement avec Himmler. Son statut normalement modeste de chef de département subordonné ne reflétait pas sa réelle position de pouvoir[350]. »

Bien sûr, Eichmann s'efforça de minimiser son rôle et l'étendue de ses responsabilités, à un point tel que la description qu'il fit de ses fonctions sembla ridicule à ses accusateurs. Les raisons de leur frustration peuvent être perçues à travers cet exemple typique du style d'Eichmann lors de son interrogatoire :

> Himmler ordonna l'évacuation des Juifs de France vers les ghettos de Varsovie ou de Litzmannstadt. Dans un cas comme cela, l'ordre allait d'abord aux officiers haut gradés de la police et de la SS, et ensuite au chef des services de sûreté à Paris. Si Himmler avait déjà réglé la question lors d'un rendez-vous avec le ministre des Affaires étrangères du Reich, nous n'avions pas à nous inquiéter de l'assentiment de ce ministère. La machinerie de l'administration se mettait en marche. Il fallait des semaines pour obtenir les autorisations nécessaires. Ensuite, le gouvernement français à Vichy devait être avisé et le Commandant militaire de Paris devait être entraîné dans le projet. Il faut mentionner tout cela, parce que cela montre que les évacuations n'étaient pas si aisées que cela à mettre en œuvre… Quelle que pût avoir été l'importance des forces allemandes présentes sur place, elles ne pouvaient simplement pas rafler les gens, les faire monter dans les wagons de marchandises, et les faire partir. Le processus d'évacuation dans les pays européens nécessita des négociations longues et opiniâtres… Nous devions réquisitionner les trains du ministère des Transports du Reich et contacter le *SS Wirtschafts- und Verwaltungshauptamt* [WVHA, l'Office central de la SS pour l'économie et l'administration]. C'est là que les destinations étaient arrêtées, parce que nous… nous ne savions pas où ils allaient. Il ne relevait pas de ma compétence de décider où les convois devaient aller.

À un moment, Avner Less, son interrogateur, dit avec un mélange d'impatience, d'incrédulité et de dégoût : « Vous n'avez de cesse de présenter les choses comme si vous n'aviez été rien de plus qu'un officier

de transport.» Ce à quoi Eichmann répondit: «Cela était vrai, d'une manière générale, mon capitaine[351].»

Comme on pourrait s'y attendre, cette réponse ne fut pas d'un grand secours à Eichmann lors de son procès. Toutefois, les historiens qui ont analysé les mécanismes de la «solution finale», en particulier à partir de nouveaux documents et d'études détaillées d'épisodes spécifiques, ont tendu à confirmer le fond de sa version. Eichmann et son service étaient certes situés à un point nodal du génocide, mais l'étendue du rôle d'Eichmann a été largement exagérée. Le département IV-B4 était, pour reprendre les mots de Hans Safrian, «un service de liaison et de coordination». En tant que chef du IV-B4, Eichmann avait un rang et des pouvoirs équivalents à ceux d'un *Referent*, comme le souligne fort justement Yaacov Lozowick. Le manuel du système administratif allemand des années 1930 spécifie cependant qu'un *Referent* «contrôle de fait toutes les affaires courantes, *une fois que les politiques ont été approuvées par ses supérieurs* ». Le titulaire de la fonction est le «principal *conseiller et assistant* technique de son supérieur, en général un ministre du gouvernement[352]».

Eichmann n'était certes pas un *Referent* comme les autres. Contrairement aux autres chefs de section, il présentait ses rapports directement au chef de son groupe de départements, le *SS-Gruppenführer* Müller. La couleur de l'encre qu'il utilisait pour les documents officiels était elle aussi particulière. Au sein de l'administration allemande, la couleur de l'encre indiquait ainsi le niveau hiérarchique et la priorité. Müller utilisait de l'encre orange, et Eichmann faisait de même. Toutefois, il ne pouvait de lui-même donner d'ordres ou d'instructions à qui que ce fût. Il ne pouvait le faire qu'en agissant sur ordre de tiers, ce qui était indiqué par le format des feuillets qu'il utilisait et par la manière dont il signait. L'en-tête des feuilles qu'il utilisait pour ses communications indiquait le service dont sa propre autorité émanait, et les initiales «i.A» signifiaient le droit qu'il avait dans un domaine donné d'invoquer l'autorité de ses supérieurs. Il ne pouvait le faire qu'avec leur consentement et seulement s'ils en étaient informés[353].

Eichmann n'était pas un décideur politique: sa fonction était opérationnelle. Son rôle dans l'immédiat après-conférence de Wannsee montre qu'il pouvait influencer les politiques suivies, mais seulement dans

des limites restreintes. Il pouvait discuter de qui serait inclus dans les déportations, mais il ne pouvait contester l'ordre donnant lieu à ces déportations. Un certain nombre de questions restaient à régler, en particulier en ce qui concernait les *Mischlinge*, le problème particulier des mariages mixtes, et les questions ayant trait à qui avait autorité sur les affaires juives au sein de différentes zones géographiques. Le 6 mars 1942 eut lieu la première de deux conférences sur les *Mischlinge* au 116 Kurfürstenstrasse. Apparemment, personne du bureau IV-B4 ne fut en mesure d'y assister, mais le résultat fut présenté à Eichmann *in extenso*. Le compte rendu montre comment des « experts » provenant de différentes agences débattirent, sans parvenir à un résultat concret, de la proposition de stériliser les *Mischlinge* « du premier degré » au sein du Reich – de telles mesures étaient considérées comme moins problématiques dans les territoires occupés. La suggestion du secrétaire d'État Stuckart d'imposer un divorce obligatoire aux couples pris dans des mariages mixtes rencontra de vives objections. Des représentants du ministère de la Propagande firent remarquer qu'une telle mesure ne serait pas bien perçue par le Vatican et par les catholiques allemands. Dans le même temps, la police de sûreté se vit demander de fournir des données sur le degré de « judéité » des *Mischlinge* dans des mariages mixtes, afin de servir de fondement à d'éventuelles actions futures[354].

La question des *Mischlinge* et des mariages mixtes continua à hanter Eichmann et provoqua des turbulences sans fin tant à l'intérieur du Reich qu'à l'extérieur. Une seconde conférence sur la stérilisation eut lieu le 27 octobre 1942 et, cette fois, Eichmann et tout un aréopage d'hommes du *Referat IV-B4* y assistèrent. Cependant, cette seconde conférence fut aussi peu décisive que la première[355]. Cette question marqua à la fois les limites de la « science raciale » et celles du pouvoir d'Eichmann. À chaque fois qu'il y avait quelque hésitation à propos de qui était « juif », d'autres agences étaient en mesure de faire pression, en général au nom de leurs propres intérêts plutôt que de celui des victimes potentielles. Toutefois, l'importance de ces groupes marginaux était plus une affaire de principe qu'une question pratique tant que le nombre de cas, dont la définition ne souffrait contestation, était suffisamment important pour continuer d'alimenter à plein régime la machinerie de la déportation.

Ce même 6 mars 1942, Eichmann rencontra Franz Rademacher, du ministère des Affaires étrangères, afin de régler un certain nombre de problèmes concernant les mesures à l'encontre des Juifs étrangers présents en Allemagne et des Juifs de différentes nationalités dans les pays où les déportations étaient prévues. Il était nécessaire de prendre des mesures pour protéger les biens des Juifs allemands domiciliés dans des pays (dont ils étaient sur le point d'être arrachés) situés hors de l'Allemagne, ce qui constituait un problème compliqué de droit international. La situation des Juifs de nationalité étrangère résidant au sein du Reich, dont certains avaient épousé des Juifs allemands, posait des problèmes encore plus épineux. Eichmann devait considérer les relations alors existantes avec les pays auxquels ces Juifs appartenaient, les risques de provoquer une intervention extérieure, et le devenir des biens de ces individus en vertu du « principe de territorialité » en droit international. Une fois que le génocide paneuropéen fut mis en mouvement, de tels dilemmes apparaîtraient à l'échelle de tout le continent, et ils devaient poser d'innombrables difficultés au *Referat IV-B4* et à son homologue, le département III du ministère des Affaires étrangères[356].

Une fois qu'une mesure avait été arrêtée par le premier cercle des dirigeants nazis et, au besoin, affinée lors de conférences interministérielles, il incombait à Eichmann et au *Referat IV-B4* de lui donner une forme pratique. La première étape consistait à traduire une mesure ou un ordre général en *Richtlinien*, ou directives spécifiques. Ces directives seraient ensuite transmises aux agences exécutives du RSHA dans le Reich ou à ses agents à l'étranger. Une directive d'Eichmann envoyée aux agents sur le terrain commençait en général par identifier les cibles de l'action : une définition des Juifs à rafler et de ceux à laisser en liberté. Elle fournissait des instructions sur la manière dont les Juifs devaient être localisés et appréhendés. Un élément vital de cette procédure concernait la gestion des biens, dans la mesure où elle pouvait causer des conflits interdépartementaux sans fin et où elle présentait une source potentielle de corruption. Sur la base d'expériences et de consultations poussées auprès des « experts juifs » dans d'autres ministères, les experts légaux et financiers d'Eichmann mirent en place un système qui fonctionna remarquablement bien[357].

Avant chaque déportation, les Juifs sélectionnés pour le départ devaient remplir des formulaires qui dressaient la liste de toutes leurs possessions, jusqu'au moindre objet et au moindre titre. Des juristes assermentés devaient ensuite assister à l'installation dans les trains de déportation, et ils remettaient aux déportés des formulaires par lesquels ces derniers transféraient tous leurs biens à l'État allemand. Les Juifs n'avaient pas d'autre choix que de signer et de consentir à se défaire du reste de leurs biens de cette manière « légale ». Tout le processus n'était pas destiné à impressionner les victimes par la légalité du processus, mais plutôt à éviter les disputes autour des biens saisis[358]. Les « autorités chargées de l'évacuation » au sein du Reich, habituellement le quartier général de la police de la ville ou de la région, recevaient à l'avance une indication du nombre de Juifs qui devaient être appréhendés. Les officiers de police devaient arrêter les Juifs et les escorter de leurs domiciles ou leurs lieux de travail vers des centres de rassemblement, et de là vers le point d'embarquement. La police recevait des instructions claires sur ce que les déportés pouvaient emporter avec eux. Ainsi, des valises pouvaient être utilisées, mais il était interdit de les verrouiller. Le département IV-B4 stipula aussi combien d'agents de sécurité étaient nécessaires pour escorter le train jusqu'à destination. L'officier ou sous-officier chargé de l'escorte recevait la liste de tous les déportés, et il devait cocher les noms de toutes les personnes embarquées et débarquées. Le bureau IV-B4 devait être informé du départ et de l'arrivée de chaque train et du nombre de déportés juifs arrivés à destination, vivants ou morts[359].

Eichmann ne mentait pas lorsqu'il déclara que ce n'était pas lui qui décidait de la destination des trains de déportation. Une fois que les ordres étaient parvenus pour une « action » et que le quota d'arrestations était atteint, le spécialiste des transports d'Eichmann, Franz Novak, consultait le *SS Wirtschafts- und Verwaltungshauptamt* (WVHA, le département économique et administratif de la SS), qui était responsable de ces décisions. Depuis sa création en 1942, le WVHA, placé sous la direction d'Oswald Pohl, avait mis en place une immense entreprise économique génératrice de revenus pour la SS en fournissant de la main-d'œuvre à l'industrie allemande et en assurant la gestion de ses propres entreprises. Ses principales opérations consistaient en la gestion de camps de

concentration, dont ceux de Majdanek et d'Auschwitz-Birkenau. Les Juifs étaient envoyés dans des camps où leur travail était nécessaire au WVHA, ou bien où l'appareil de mort pouvait les assassiner : Eichmann n'était pas en position de savoir quel serait leur sort[360].

Ensuite, Novak se rendait à la *Reichsbahn*, la société de transport ferroviaire allemande, afin de négocier et de tenter d'obtenir les trains nécessaires au transport d'un nombre donné de déportés du point A au point B. Enfin, il préparait un calendrier de concert avec les fonctionnaires du ministère des Transports. Étant donné le grand nombre de demandes en concurrence les unes avec les autres, portant sur les ressources limitées et progressivement réduites du IIIe Reich en matière de transport, c'était là la partie la plus compliquée du processus, et elle nécessitait toute la maîtrise de Novak concernant les détails, et tous ses pouvoirs de persuasion. Cela étant, Eichmann déplorait pourtant : « Nous étions déjà contents si nous pouvions obtenir un peu plus de la moitié des moyens de transport dont nous avions besoin[361]. » Contrairement au mythe selon lequel les nazis auraient consacré leurs rares ressources en priorité au génocide, les 2 000 trains qui furent utilisés par le RSHA pour transporter les Juifs vers les ghettos et les camps, de 1941 à 1944, n'étaient qu'une goutte d'eau dans l'océan des transports. Lors d'une journée moyenne en 1941-1942, la *Reichsbahn* mettait en service 30 000 trains. En moyenne au cours de cette période, seuls deux trains par jour étaient ces « trains spéciaux » emmenant les Juifs vers l'est. Le fait que, malgré cela, Novak devait toujours se battre pour obtenir des trains montre qu'ils ne se voyaient pas accorder un niveau de priorité très grand[362].

Puisqu'il était si difficile d'obtenir des locomotives et des wagons, Eichmann fit en sorte que ses représentants s'assurent que leurs agents sur le terrain soient capables de les remplir. Ceci ne put avoir lieu qu'une fois que le groupe ciblé eut été défini et tant qu'une proportion importante des membres de ce groupe, pour une raison ou pour une autre, ne fut pas protégée de la déportation. Néanmoins, les hommes chargés de la déportation et de l'appareil criminel ne parvinrent jamais à atteindre une définition satisfaisante de qui était Juif, et ils ne furent jamais en mesure de réduire entièrement la pratique consistant à protéger certaines catégories. Même si cela peut sembler aller à l'encontre du sens commun, Eichmann

consacra un temps et une énergie considérables à affiner la définition de qui devait ou non être concerné par la « solution finale ». Le problème n'était pas simplement une question pseudo-« scientifique » ou quasi légale. Au sein du IIIe Reich et des territoires qu'il contrôlait, l'identité nationale, ethnique, religieuse et avant tout « raciale » d'une personne déterminait quelles agences pouvaient avoir autorité sur elle, et dans quelle mesure. En conséquence, l'étendue des attributions (et les revenus) d'une agence augmentaient ou diminuaient selon la largesse de la définition de ceux sur qui elle exerçait un pouvoir de contrôle. Le département IV-B4 n'avait autorité que sur les Juifs, et un grand nombre d'entre eux étaient exempts de ses offices sur ordre d'autres organismes[363].

Lorsque les ordres furent donnés de déporter les Juifs d'Allemagne et d'Autriche, il ne fut pas possible à Eichmann d'exiger de la police qu'elle se saisisse de tous les Juifs dans un district donné. Les Juifs détenteurs de la citoyenneté de pays particuliers – pays de l'Axe, pays amis, neutres, voire ennemis – étaient exemptés des mesures antijuives (telles que le port de l'étoile jaune) et de la déportation, sauf si la permission de les arrêter était donnée par le ministère des Affaires étrangères allemand. Celui-ci n'agissait aucunement sur la base de motifs bienveillants lorsqu'il insistait sur le besoin de consultation et d'accord préalable. Tout comme les agents des autres départements et agences, les diplomates de la Wilhelmstrasse défendaient leur pré carré. Ils étaient aussi attentifs à éviter les incidents diplomatiques qui pourraient se produire si les pays de l'Axe ou des pays non belligérants objectaient au fait que leurs citoyens juifs étaient persécutés sans consultation préalable. Étant donné qu'Eichmann ne souhaitait pas passer son temps à répondre aux interventions des ambassades étrangères, il préféra résoudre les questions de nationalité en amont, avec le MAE[364].

Ainsi, avant toute « action », Eichmann négociait avec le ministère en vue de déterminer quels Juifs de quelles nationalités pouvaient être appréhendés et déportés, et lesquels devaient être exemptés. Ces catégories n'étaient jamais statiques. Lorsque l'Allemagne commença à perdre la guerre, les pays neutres et même les États alliés du IIIe Reich commencèrent quant à eux à se manifester au profit de leurs ressortissants. Des interventions avaient aussi lieu au profit de personnes particulières. Ces pourvois

entraînèrent de vifs échanges entre Eichmann et Eberhard von Thadden, son homologue au ministère des Affaires étrangères. Ainsi, en avril 1943, von Thadden se plaignit qu'une liste de nationalités à ne pas soumettre à la déportation, convenue entre le MAE et le *Referat IV-B4*, n'avait pas été convenablement communiquée à la police. Von Thadden exigea de savoir quelles mesures devaient être prises par les gens d'Eichmann dans la mise en œuvre des conclusions de l'accord[365].

Bien évidemment, la définition de qui devait ou non être concerné par les mesures antijuives ne relevait pas simplement d'une guerre d'influence aux multiples ramifications entre les différentes agences : chaque décision avait des conséquences directes sur des êtres humains. Un exemple est très représentatif. En décembre 1941, un Juif détenteur de la nationalité argentine, Gershon Willner, fut appréhendé par la police allemande dans le Gouvernement général et fut placé en détention. L'ambassade d'Argentine à Berlin eut vent de l'affaire, d'une manière ou d'une autre, et intervint auprès de la Wilhelmstrasse. Le MAE allemand commandita une enquête dans le Gouvernement général, et l'un de ses représentants locaux répondit que Willner était détenu par la *Sipo-SD* (police de sûreté et services de sécurité). Il avait apparemment été décidé qu'il devait être déporté à Auschwitz. Le 16 juin 1942, le ministère des Affaires étrangères fit savoir au RSHA et au bureau de Himmler que ce n'était pas une bonne idée. Une telle action risquerait d'offenser les Argentins et de provoquer un incident diplomatique avec un pays neutre et ami. Le département d'Eichmann au RSHA dut alors gérer la situation et contacta la *Sipo-SD* dans le Gouvernement général. On l'informa que Willner était déjà décédé. Le 9 juillet 1942, Eichmann transmit l'information au MAE allemand[366].

La définition raciale de l'identité d'une personne était une affaire plus compliquée et potentiellement encore plus explosive. Les disputes non réglées de la conférence de Wannsee, concernant les *Mischlinge* et les Juifs ayant contracté des mariages mixtes, rendaient bien compte du caractère extrêmement sensible de ces questions. Elles échappaient à toute résolution au sein du Reich et présentaient des difficultés encore plus grandes à l'extérieur. En Slovaquie, en Hongrie, aux Pays-Bas et en Italie, le traitement des Juifs convertis au christianisme s'avéra insoluble et sema la discorde. Pour Eichmann et le RSHA, qui opéraient à partir d'une définition

raciale des Juifs, les convertis devaient être inclus dans le groupe ciblé. À l'opposé, à la fois pour des raisons théologiques et pour défendre leurs propres prérogatives, l'Église catholique et certaines organisations protestantes rejetèrent l'identification par la « race ». Pays après pays, Eichmann et ses agents furent aux prises avec les édiles du clergé qui tentaient de protéger les « catholiques non aryens ». Des dizaines de milliers de vies furent ainsi sauvées parce que l'Église résista à la déportation des convertis. Toutefois, elle ne fit pratiquement pas un geste pour sauver les Juifs en tant que Juifs, ce qui épargna à Eichmann un défi potentiellement dévastateur à son projet[367].

Eichmann travailla aussi sur les questions des autres « groupes sursitaires » : les Juifs exempts de déportation en raison de leur âge, de leur statut d'anciens combattants, ou bien parce qu'ils possédaient un savoir-faire utile à la production d'armes dans le Reich. Il utilisa le camp-ghetto de Theresienstadt (anciennement Terezin) afin de court-circuiter les objections à la déportation des Juifs trop âgés pour travailler ou qui avaient combattu pour l'Allemagne lors de la Grande Guerre. Initialement, les Juifs allemands appartenant à ces catégories sensibles pouvaient être envoyés à Theresienstadt sous le prétexte qu'il s'agissait là d'un « ghetto pour personnes âgées » et d'un lieu de résidence approprié pour ceux qui se voyaient « privilégiés » en vertu de leur statut d'anciens combattants. De là, ils pouvaient ensuite être envoyés à l'est sans que personne ne le remarque ou ne proteste[368].

La lutte autour des Juifs dans les industries d'armement en Allemagne et au sein des territoires occupés continua entre 1942 et 1944. Il y avait une dispute parallèle autour des Juifs nécessaires au travail qualifié et non qualifié dans d'autres secteurs, en particulier après la mi-1942 alors que la pénurie de main-d'œuvre dans le Reich devint extrême. Le commandant d'Auschwitz, Höss, rappela que le RSHA entendait se saisir des Juifs et les livrer à l'extermination sans aucune exception. D'un autre côté, le WVHA souhaitait les garder en vie et les faire travailler, au moins un temps. Un compromis bancal fut trouvé par la voie du concept d'« extermination par le travail ». Inutile de dire que le compromis ne se fit aucunement au bénéfice des Juifs, dont l'espérance de vie ne fut pratiquement pas allongée dans les « camps de travail » du WVHA[369].

Tous ces problèmes furent dupliqués hors d'Allemagne, avec la complication additionnelle de la cession des biens. En vertu du « principe territorial », les biens des Juifs morts sans héritiers revenaient de droit au ministère des Finances du pays où ils résidaient. Le Reich n'avait néanmoins aucune envie de perdre les richesses sorties du pays par les Juifs réfugiés ou déportés. Ils préférèrent employer le « principe de personnalité », en vertu duquel la nationalité d'un individu déterminait le pays auquel revenaient ses biens. Ce principe plut au gouvernement slovaque, puisque de nombreux Juifs slovaques résidaient désormais sur le sol allemand, mais les autorités de Berlin savaient que ces derniers étaient condamnés à périr sur un territoire sous contrôle allemand et qu'elles risquaient de ce fait de perdre leurs biens si elles adhéraient au « principe de personnalité ». La recherche d'une solution à cette question épineuse préoccupa pendant longtemps les experts du *Referat IV-B4* et du MAE[370]. Ces litiges autour de l'éligibilité à la déportation et de la disposition des biens donnaient lieu à des négociations sans fin : par voie écrite, lors de réunions en face à face, et lors de conférences. Afin d'essayer de résoudre ou d'apaiser les conflits de juridiction sur ces nombreuses questions, Eichmann organisa ou participa à pas moins de sept conférences interministérielles et interdépartementales entre le 20 janvier 1942 et le 21 mars 1943, au cours desquelles furent abordées, entre autres, la stérilisation forcée, les questions de propriété, la privation des droits des Juifs et l'orchestration des déportations[371].

Contrairement à l'image répandue d'une machine meurtrière monolithique appliquant inexorablement sa politique de génocide, les règlements étaient tout le temps modifiés, requalifiés ou supprimés. Et pour rendre la tâche encore plus complexe, le kaléidoscope d'institutions, d'agences, de personnalités et de priorités changeait constamment, pour des raisons politiques et militaires. Eichmann désespérait souvent du manque de constance dans les politiques menées (qu'il attribuait à Himmler). Ainsi, il avait connu le succès dans sa carrière d'expert en émigration volontaire et contrainte. Il avait ensuite reçu l'ordre d'interrompre l'émigration des Juifs. À partir de 1943, l'ancien expert en migration passa le plus clair de son temps à bloquer le départ de tout Juif hors de la sphère d'influence allemande. Même s'il est probable qu'il ait eu moins de liens avec les

Arabes antisionistes que l'accusation ne l'a soutenu en Israël, une fois que Himmler eut interdit l'émigration, Eichmann invoqua à plusieurs reprises la ligne du MAE selon laquelle tout mouvement de Juifs vers la Palestine risquerait d'irriter l'opinion publique arabe et de nuire aux intérêts allemands. Dans un complet renversement de rôle, il combattit dès lors avec acharnement les efforts entrepris par les sionistes afin d'exfiltrer des Juifs hors de l'Europe dominée par les nazis. Après avoir adhéré à l'idée qu'aucun Juif ne devait s'échapper de l'emprise nazie, ce n'est qu'à regret qu'il accéda à la suggestion du MAE offrant aux Juifs des États neutres la possibilité de demander à être rapatriés. Lorsque Himmler décida de se saisir de trente mille Juifs détenteurs de passeports étrangers ou de certificats d'émigration en Palestine et de s'en servir d'otages pour de possibles échanges, il incomba à Eichmann et au IV-B4 de mener à bien les souhaits du *Reichsführer*. Et dans un nouveau revirement de politique, à la mi-1944, Eichmann reçut l'ordre de Himmler de rendre possible une émigration juive limitée[372].

Même lorsque les choses se passaient sans accroc, l'éventail des tâches précises dont s'acquittait le bureau d'Eichmann était énorme. L'étendue de ces attributions est illustrée de manière frappante dans l'*Aktenplan* ou index des fichiers du *Referat IV-B4* en 1941. Cette liste, découverte dans les archives Ossobyi (spéciales) de Moscou dans les années 1990, offre un tour d'horizon des domaines de compétence d'Eichmann. Les catégories incluent : les offices centraux à l'émigration juive, la défense du *Volk* allemand, ce qui comprenait entre autres les politiques de germanisation et les déplacements de populations, la planification et l'organisation d'« évacuations » en Pologne, y compris dans leurs aspects techniques et politiques, et des opérations similaires de nettoyage ethnique en Allemagne, en Autriche, dans les Balkans, en Slovaquie et en France. Il y avait une section séparée pour les « affaires juives », qui recouvrait les mesures antijuives telles que l'expulsion, la prohibition de l'émigration, les affaires touchant aux biens et même les pensions. Le département IV-B4 s'occupait aussi des questions relatives aux passeports des Juifs, à leur recensement dans un fichier et à leurs changements de nom, à celles touchant aux *Mischlinge*, aux ghettos, y compris ceux de Lodz, Varsovie, Cracovie et Theresienstadt. Les hommes d'Eichmann participaient à la « déjudéisation »

de la vie économique allemande et à l'administration de la main-d'œuvre juive recrutée de force. Ils avaient des dossiers sur les agences à l'émigration et les bureaux aux transports. Il est intéressant de noter que la catégorie 4000 dans le classement, « solution finale à la question juive », comprenait le projet de Madagascar, le projet de Guyane, le « traitement scientifique de la question juive », des conférences et des réunions, et le traitement des Juifs dans les territoires occupés. Les éléments les plus terrifiants sont peut-être ceux qui apparaissent dans la catégorie 3500 sous le titre « Mesures antijuives ». Ces dernières vont des restrictions mesquines dans la vie quotidienne des Juifs à la « richesse juive » et aux sinistrement vagues « Mesures spéciales ». Eichmann aurait certainement pu être jugé coupable de complicité aux crimes les plus atroces sur la seule base du système de classification de son bureau[373].

Comme il le déclara à son interrogateur : « J'étais toujours au point central, en plein milieu de tout ce qui était lié aux affaires juives[374]. » Si l'on met provisoirement de côté la nature singulièrement ignoble de son travail, comment gérait-il un tel volume de travail ? Une réponse est qu'il était un cadre extrêmement capable possédant une riche expérience et un bon sens pratique. Il mit en place un bureau efficace, recruta savamment ses subordonnés et entretint de bonnes relations de travail avec ses supérieurs. Il garda le contact avec ses adjoints en leur rendant visite sur le terrain et en mettant en place des « journées de travail » à Berlin, où ils étaient conviés. Ces dispositifs lui permirent de gérer un programme hautement complexe dans des conditions difficiles. En effet, contrairement aux mythes répandus sur le caractère supposément monolithique de la « solution finale », la politique qu'il était chargé de mettre en œuvre était remplie d'incohérences et de contradictions internes et la machinerie qu'il avait à sa disposition, décrite comme réellement imposante, manquait en fait de ressources et connaissait des ratés très fréquents : il était bien souvent nécessaire d'improviser.

En mars 1941, Eichmann divisa le département IV-B4 en deux sections. La section IV-B4a, placée sous le commandement de Franz Novak, s'occupait de l'évacuation et de l'organisation des transports. Quant à la section IV-B4b, dirigée par Friedrich Suhr et plus tard par Otto Hunsche, elle gérait les aspects techniques et juridiques des affaires juives[375]. L'une

des clés de l'efficacité d'Eichmann était son don de bien choisir le personnel et sa capacité à déléguer. Rolf Günther, son adjoint, était un nazi de la première heure, vétéran du *Kampfzeit*, la lutte pour s'emparer du pouvoir en Allemagne, entré à la SA en 1929 alors qu'il n'était âgé que de seize ans. En 1939, il avait déjà passé un tiers de sa vie comme national-socialiste, et l'essentiel de son expérience de travail se résumait à des fonctions de nazi professionnel. Günther étaient entièrement dévoué à son travail. Selon Eichmann : « C'était quelqu'un qui n'avait pas vraiment de disposition sociale – il ne fumait pas, ne buvait pas et ne fréquentait pas les lieux de spectacle ou de divertissement. » Outre son caractère taciturne, il était totalement loyal envers Eichmann, qui, en retour, lui faisait entièrement confiance. Günther, « la rudesse personnifiée », selon les propres mots d'Eichmann, le remplaçait lorsqu'il était en déplacement hors de Berlin, et il assura de la sorte la direction du département pendant la plus grande partie de l'année 1944. Il compila également le bilan statistique du génocide. Les progrès étaient affichés sous la forme d'un grand graphique qui dominait un mur de son bureau – exactement comme les cadres d'entreprise utilisent des diagrammes représentant les ventes ou la production. Günther et Eichmann déjeunaient régulièrement ensemble dans un restaurant situé au coin du 116 Kurfürstenstrasse, et s'en retournaient au bureau plongés dans d'intenses conversations. Dieter Wisliceny voyait en Günther la seule personne de l'équipe capable d'influencer Eichmann, et il demeura aux côtés de celui-ci jusqu'à la fin de la guerre[376].

Franz Novak avait le même âge que Günther et, tout comme Eichmann, il n'avait pas fait d'études. Il avait rejoint les rangs des Jeunesses hitlériennes en Autriche en 1929 et ceux de la SA en 1933. Lui aussi avait fui l'Autriche en 1934 et était entré dans la Légion autrichienne de la SS. Lorsque celle-ci fut dissoute, il entra au SD comme Eichmann et, tout comme lui, retourna en Autriche en 1938 comme agent du SD. Il fut attaché à la *Zentralstelle* de Vienne, et c'est là qu'il attira l'attention d'Eichmann. Celui-ci l'emmena avec lui à Prague et, à partir de ce moment-là, Novak constitua le cœur de l'équipe chargée des déportations/évacuations. Le bureau de Novak était situé à proximité de celui d'Eichmann, et ils étaient constamment en rapport l'un avec l'autre. Novak avait un grand calendrier punaisé derrière son bureau, indiquant le programme des déportations, pour pouvoir à tout

moment dire en un coup d'œil quand une « cargaison » de Juifs devait partir, et pour quelle destination[377].

Un autre des lieutenants d'Eichmann, en qui il avait toute confiance, était Theodor Dannecker. Né à Tübingen en 1913, celui-ci était le fils d'un petit entrepreneur mort lors de la dernière année de la Grande Guerre. Il fut élevé par sa mère dans un grand dénuement. Après avoir fréquenté l'école et reçu une formation dans une école de commerce, il eut une brève expérience professionnelle avant de devenir militant nazi à plein temps en 1934. Il rejoignit la SS et le NSDAP en juin 1932 et, de 1934 à 1935, il travailla dans les camps de détention de Columbia et d'Oranienbourg, dirigés par la SS. Il entra au SD en juin 1935 et s'orienta dans les affaires juives après avoir participé à une journée de formation organisée par le département II/112 de l'Office central du SD. En mars 1937, il rejoignit le département et devint l'un des proches associés d'Eichmann[378].

Pendant une brève période en 1937, Dieter Wisliceny fut le supérieur d'Eichmann au sein du département II/112, et il le recommanda même pour une promotion. Toutefois, il fut muté dans un bureau du SD sur le terrain à Dantzig et manqua de ce fait le développement phénoménal du département en 1938-1939. Lorsque Eichmann l'invita à rejoindre son bureau en 1940, ce fut alors en qualité de subordonné. Wisliceny, qui était plus éduqué qu'Eichmann, en nourrit peut-être une certaine rancune à l'égard de son ancien protégé, et il est peut-être parlant qu'il n'ait accepté de revenir qu'à condition d'être posté en dehors de Berlin. Il se trouva que, à la mi-1940, on demanda au bureau d'Eichmann de fournir un conseiller pour les affaires juives au gouvernement slovaque, et Eichmann recommanda Wisliceny. Ce fut une nomination décisive. Wisliceny commença par aider les Slovaques à aligner leurs lois antijuives sur celles du IIIe Reich, puis, au printemps 1942, il devint responsable de la coordination de la déportation de 65 000 Juifs de ce pays à Auschwitz. Il s'acquitta si bien de cette tâche qu'en février 1943, Eichmann l'envoya à Salonique, où il dirigea la destruction de la population juive de la ville. Wisliceny était tout aussi corpulent qu'il était corrompu, et il remplissait ses poches partout où il passait. Eichmann le décrivit plus tard comme un « faible ». Il pensait que Wisliceny, tout comme Günther et Hermann Krumey, « appréciait de n'être pas trop dérangé, et tous

trois faisaient leur devoir, tant qu'il ne s'agissait pas de faire des heures supplémentaires[379] ».

Selon les propres mots de Dieter Wisliceny, « le meilleur outil d'Eichmann » était Alois Brunner. C'était un Autrichien, né en 1913 dans le Burgenland. Il avait ceci de commun avec Eichmann, Novak et Günther qu'il avait quitté l'école assez jeune et était passé par différents apprentissages et écoles techniques, dont l'école de formation de la police, avant de rejoindre les rangs du NSDAP en mai 1931. Il devint membre de la SA un an plus tard, et de la Légion autrichienne en Allemagne en 1933. Brunner fut actif en Allemagne et en Autriche, et il se manifesta en mars 1938 pour réclamer sa part du gâteau, au moment où il entra à la SS et rejoignit le staff de la *Zentralstelle*. Son efficacité lui valut une promotion, et il devint directeur lorsque Günther fut transféré à Berlin en septembre 1939. Il se distingua par son ardeur à faire usage de menaces et de gestes violents à l'encontre des dirigeants de la communauté juive. Il fut étroitement associé à l'organisation des déportations vers Nisko en septembre et octobre 1939[380].

Günther, Novak, Dannecker, Wisliceny et Brunner étaient des hommes solides, rusés et habiles, mais aucun n'avait reçu d'éducation supérieure. À mesure que la charge de travail du *Referat IV-B4* augmenta et se complexifia, Eichmann recruta des juristes comme Friedrich Suhr et Otto Hunsche, qui avaient fait des études de droit et excellaient dans la rédaction d'instructions et de règlements, et dans les négociations avec les ministères[381]. Avec ces différents profils, Eichmann parvint à créer une équipe soudée fonctionnant avec un *ethos* particulier. Un grand nombre de ses hommes avaient été recrutés à Vienne et étaient issus de milieux similaires, mais il ne faudrait cependant pas exagérer la dimension viennoise. Wisliceny, qui était Allemand, offrit une perspective différente sur la question : « Le principe de gestion du personnel sur lequel se fondait Eichmann consistait à ne jamais libérer qui que ce fût ayant travaillé dans son bureau pour la conduite de toute autre activité. » Il se remémora Eichmann déclarant en 1944 : « Nous sommes tous dans le même bateau, et personne ne débarque. » Eichmann sélectionna les hommes appropriés pour la mission et, pour être doublement sûr de leur engagement, il mentionnait souvent devant eux leur complicité. Ils comprenaient sans l'ombre d'un

doute qu'une fois qu'ils l'avaient rejoint, ils avaient brûlé tous les ponts derrière eux[382].

Eichmann continua d'organiser des « journées de travail » pour les agents basés sur le terrain, pratique instaurée lors de son passage au département II/112. Ces rencontres permettaient aux hommes travaillant au centre de recueillir les impressions venues du terrain et de diffuser les dernières directives. Après la guerre, Wisliceny se rappela qu'« il était courant qu'Eichmann convoque les spécialistes à une réunion au moins une fois par an, en général au mois de novembre. De telles réunions furent organisées en 1940, 1941, 1942 et 1943… Lors de ces séances, chaque représentant présentait un rapport sur les conditions au sein du territoire dont il avait la charge, et Eichmann discutait la situation globale. Il insistait particulièrement sur les statistiques d'ensemble et sur l'utilisation de graphiques indiquant le nombre de Juifs dans les différents pays, leurs métiers, les tranches d'âge, et les proportions de Juifs par rapport aux populations totales des différents pays ». L'*Arbeistagung* du 20 août 1942 illustre bien ce qu'étaient ces réunions. Y assistèrent les spécialistes en affaires juives des bureaux de la *Sipo-SD* de tout le Reich et au-delà. Même le *SS-Hauptsturmführer* Gustav Richter obtint la permission de quitter son poste de représentant du *Referat IV-B4* à Bucarest afin d'y participer. L'ordre du jour inclut une discussion des problèmes liés à l'organisation des « évacuations » et des questions de transport. Selon un rapport établi ce jour-là, on espérait que les déportations pourraient être achevées en juin 1943, car des difficultés au niveau des transports étaient attendues pour l'automne et l'hiver 1943-1944. Les « spécialistes » discutèrent ensuite des difficultés liées à la nationalité des Juifs sélectionnés pour la déportation. Dans la mesure où les gouvernements italien, portugais, espagnol et suisse se montraient enclins à intervenir, il fut décidé de concentrer l'effort sur les Juifs « apatrides ». Ils abordèrent enfin un certain nombre de questions liées à l'expropriation[383].

Eichmann parvint aussi à se maintenir au-dessus de ses subordonnés et à garder la mainmise sur les opérations de terrain grâce à ses incessants déplacements. En 1942-1943, il se rendit en France, aux Pays-Bas et en Belgique au moins onze fois, en Slovaquie au moins deux fois, en Italie et dans la région française sous occupation italienne deux fois, et au

Danemark. Il visita fréquemment Theresienstadt, et se déplaça également à Lublin, à Varsovie et à Lodz. Il fit un voyage de travail à Lodz en décembre 1943 pour discuter de l'exploitation de la main-d'œuvre juive avec le directeur d'Ostindustrie (Les industries de l'Est), une entreprise appartenant à la SS. Comme il haïssait l'avion, il se déplaçait par la route et s'arrêtait de temps en temps à Prague pour voir sa famille. Vera Eichmann déclara à des journalistes au moment du procès : « Mon mari me rendait visite à chaque fois qu'il le pouvait pendant ses voyages à travers l'Europe. » Néanmoins, il ne parlait jamais de politique avec elle. « Nous ne discutions jamais de son travail », assura-t-elle encore[384].

Il ne s'agissait toutefois pas uniquement de travail. Eichmann passait également ses loisirs et ses moments de détente en compagnie de ses collègues. Vera n'aimait pas Berlin, et lorsqu'il fut rappelé dans la capitale du Reich, elle choisit de demeurer à Prague, où leur troisième fils, Helmut, était né en mars 1942. (Il fut nommé ainsi en hommage au frère d'Eichmann, mort lors de la bataille de Stalingrad). Eichmann faisait le trajet pour Prague à la fin de la semaine pour passer le week-end en famille, mais, avec le temps, ses visites s'espacèrent et il ne s'y rendait plus qu'une fois par mois. Le reste du temps, il vivait seul à Berlin. Selon Wisliceny, le mariage d'Eichmann commença alors à chanceler, et il se rapprocha davantage d'une Autrichienne, Maria Mösenbacher, avec laquelle il avait une liaison de longue date. Wisliceny prétendit qu'Eichmann détourna des fonds de la *Zentralstelle* de Vienne pour lui acheter une ferme à Doppel, en Haute-Autriche, où il aurait mis en place un petit camp de travail afin de la fournir en main-d'œuvre, mais aucune preuve solide ne vient corroborer cette histoire. Il est plus probable qu'à Berlin Eichmann, qui était par nature grégaire, sollicita la compagnie de son équipe, hommes et femmes compris. Le personnel du 116 Kurfürstenstrasse se réunissait souvent les soirs de semaine pour des soirées musicales, lors desquelles Eichmann jouait du violon au sein d'un quartet formé de collègues. L'une des secrétaires, Rosemarie von Godlewski, jouait de l'accordéon. Elle raconta par la suite qu'Eichmann aimait beaucoup les chansons populaires allemandes, et en particulier les *Landsknechtlieder*, chantées au Moyen Âge par les mercenaires allemands. Une autre de ses assistantes raconta que, lors de la visite à l'Office central à la relocalisation de Lodz, il jouait au tennis avec

les secrétaires. Il était apparemment un joueur de bon niveau. Les jeunes femmes qui travaillaient avec lui l'adoraient. Elles le trouvaient toutes très beau et « joyeux »[385].

Les relations d'Eichmann avec son supérieur hiérarchique immédiat étaient également étroites, pour ne pas dire cordiales. Il s'entretenait avec Müller, qu'il surnomma « le Sphinx » tellement il était impénétrable, quotidiennement au téléphone, et lui rendait visite au moins deux fois par semaine dans son bureau au quartier général de la *Gestapo* sur la Prinz-Albrecht Strasse. Il emportait une mallette contenant les dossiers sur les affaires qui nécessitaient une décision de Müller ou devaient être envoyées à une autorité supérieure – Heydrich (et plus tard Kaltenbrunner) ou bien Himmler. Eichmann déclara que le chef de la *Gestapo* lui laissait peu d'indépendance de jugement ou d'action. Müller « était très précis, très pointilleux, très intolérant et il voulait toujours traiter les choses personnellement… Müller prenait aussi les décisions concernant les questions les plus triviales ». Cette description d'un supérieur omnipotent et omniscient allait bien dans le sens de la défense d'Eichmann, mais d'autres acteurs familiers du chef de la *Gestapo* affirmèrent également que c'était quelqu'un de particulièrement méfiant et circonspect. L'officier de renseignements de la SS, Walter Huppenkothen, qui aperçut souvent Eichmann en train d'attendre dans l'antichambre de Müller, raconta que le chef de la *Gestapo* tenait ses subordonnés en bride et interférait souvent dans leur travail. Höss déclara de son côté que c'était Müller qui « contrôlait les aspects essentiels des actions contre les Juifs[386] ».

Tout cela étant dit, une fois que Müller avait pris une décision, Eichmann avait liberté de l'appliquer chaque fois qu'il l'estimait appropriée, et il pouvait invoquer l'autorité du *Gruppenführer*. De plus, comme il faisait des propositions de son propre chef, à l'instar de tout subordonné efficace, il lui fut possible d'acquérir une grande influence. Leurs conversations privées constituaient le canal le plus approprié à l'exercice de cette influence. Eichmann se rendait chaque jeudi au domicile de Müller pour une partie d'échecs et un cognac ou deux. Ils ne furent jamais « familiers » l'un envers l'autre, et Eichmann conçut quelque ressentiment du fait que Müller ne s'ouvrit jamais à lui de la sorte, mais leurs rencontres en dehors des heures de travail constituaient une marque de son rang et de la confiance que

Müller lui témoignait. Ce qui, en retour, donna à Eichmann une liberté d'action encore un peu plus grande. Mais plus important, ils étaient sur la même longueur d'onde sur les questions des politiques à mener : Müller fit front avec son acolyte, même lorsque Himmler connut un moment de doute de la onzième heure à propos de la politique d'extermination[387].

Le champ des activités d'Eichmann était le plus clair au sein du Grand Reich, où il pouvait agir à travers le RSHA, la *Sipo-SD*, la *Gestapo* et les antennes de police locales. Hors d'Allemagne, il lui fallait tracer son chemin au sein d'un système alambiqué de juridictions qui variaient considérablement d'un endroit à un autre et qui changeaient constamment. Dans les pays de l'Axe, les États fantoches et les territoires occupés, les conseillers aux affaires juives étaient rattachés aux bureaux de la *Sipo-SD*, eux-mêmes rattachés aux missions du ministère des Affaires étrangères allemand. De la sorte, les instructions et les rapports devaient circuler en empruntant les canaux du ministère. Cependant, dans chaque pays, la *Sipo-SD* était commandée par un chef de la sécurité local appelé *Befehlshaber des Sipo-SD* (BdS). Le BdS pouvait recevoir des ordres de Berlin et envoyer des rapports séparément en passant par les voies hiérarchiques du RSHA. Dans la mesure où le conseiller aux affaires juives était subordonné au BdS plutôt qu'au ministère des Affaires étrangères, le RSHA contournait souvent le MAE lorsqu'il transmettait ses ordres. Et pour rendre les choses encore plus compliquées, à de nombreux endroits, Himmler nomma un *Hohere SS und Polizei Führer* (HSSPF, haut commandant de la SS et de la police), qui devait lui servir de représentant personnel. Les HSSPF avaient des pouvoirs de supervision mal définis, mais comme ils avaient directement accès à Himmler, ils pouvaient parler en son nom et jouissaient ainsi d'une énorme influence[388].

Les voies hiérarchiques entre le département IV-B4 et ses agents basés à l'étranger étaient donc compliquées et laborieuses. Les opérations paneuropéennes étaient rendues encore plus difficiles du fait des relations différentes que l'Allemagne entretenait avec ses alliés ou clients, et des différentes modalités de l'autorité allemande dans les différents pays. L'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Slovaquie et la Roumanie présentent autant d'exemples de modalités hiérarchiques particulières avec

lesquelles Eichmann devait travailler pour mener à bien la politique décidée lors de la conférence de Wannsee.

Lors des trois premiers mois de l'année 1942, le *Referat IV-B4* prépara le programme des déportations hors du Reich. Renforcé par le soutien de Heydrich, Eichmann s'en prit directement à Alfred Rosenberg, le ministre aux Territoires occupés de l'Est, qui avait exprimé certaines réserves quant au moment choisi pour la « solution finale » et au projet d'envoyer des transports juifs vers l'Ostland. Rosenberg espérait qu'en raison des échanges éprouvants de l'automne, la « solution finale » resterait en attente jusqu'à la fin de la guerre, comme Hitler l'avait annoncé. En ce cas, son royaume ne serait plus pour l'heure dérangé par de nouvelles interventions de la SS. Eichmann lui fit pourtant entendre raison[389].

Le 31 janvier, Eichmann envoya les instructions nécessaires à tous les quartiers généraux de la police et aux bureaux centraux de l'émigration de Vienne, Prague et Berlin : « L'évacuation des Juifs vers l'est, qui a déjà commencé dans certaines régions, représente le commencement de la solution finale de la question juive dans l'ancien Reich, l'Ostmark, et le protectorat de Bohême et de Moravie. Ces mesures d'évacuation étaient au départ réservées aux plans les plus urgents… À présent des possibilités nouvelles en matière de réception sont mises en place, dans le but de déporter de nouveaux contingents de Juifs de l'ancien Reich, de l'Ostmark et du protectorat de Bohême et de Moravie. » Comme mesure préparatoire, Eichmann donna l'ordre à la police de lui envoyer le décompte des Juifs dans les différentes régions afin qu'il puisse déterminer le nombre des transports et organiser les horaires des trains avec la *Reichsbahn*[390].

Dans le courant du mois de février, les conditions difficiles du front de l'est rendirent impossibles les déportations mais, dès que la *Wehrmacht* eut de nouveau le dessus, la planification reprit son cours. Le 6 mars 1942, des membres du personnel du *Referat IV-B4* briefèrent les « spécialistes en affaires juives » de la *Sipo-SD* venus de toute l'Allemagne et d'Autriche. Eichmann les informa que quelque 50 000 Juifs devaient être « évacués » : 20 000 de Vienne, 18 000 de Prague et le reste d'Allemagne. Il insista sur le fait qu'il était essentiel cette fois d'éviter les erreurs et les plaintes qui avaient suivi les déportations d'octobre 1941, comme l'envoi de personnes « sans justification » parce qu'elles étaient trop âgées. Cette sollicitude,

toutefois, n'allait pas très loin. « Les Juifs ne doivent en aucune circonstance recevoir d'information sur la préparation des évacuations. Un secret absolu est nécessaire. » Eichmann expliqua aussi le rôle du « Compte spécial W », créé en 1941 pour recevoir les biens des Juifs. On leur dit que, grâce à un amendement au code de la citoyenneté du Reich, les Juifs cédaient leurs biens à l'État dès qu'ils quittaient le territoire allemand. De plus, afin que le RSHA obtienne les fonds suffisants pour payer leur déportation (la *Reichsbahn* faisait en effet payer les titres de transport de toute personne déportée au RSHA), les Juifs devaient verser sur ce compte spécial 25 % de ce qu'il leur restait en argent liquide. Les officiers de police, qui avaient déjà participé à des déportations, partagèrent ensuite leurs expériences avec leurs collègues[391].

À partir de mars 1942, il y eut régulièrement des déportations de villes allemandes et autrichiennes, transportant les Juifs vers Lodz, Lublin, Riga, Minsk et Theresienstadt. Lors de chaque transport, 1 000 Juifs étaient entassés dans des wagons de marchandises prévus pour transporter au plus 700 soldats. Toutefois, expliqua Eichmann plus tard, ce n'était pas si terrible, dans la mesure où les soldats voyageaient avec leur barda et leur équipement, alors que les Juifs, quant à eux, plaçaient leurs valises dans une voiture séparée. Un flot de directives coulait du bureau d'Eichmann aux unités de la police. Étant donné l'âge des déportés et le fait que nombre d'entre eux étaient infirmes, des médecins juifs furent autorisés à voyager avec eux. De surcroît, les déportés ne furent pas autorisés à emporter d'animaux familiers. Eichmann devait constamment rappeler aux agents enthousiastes et efficaces de la déportation que les anciens combattants juifs des tranchées blessés de guerre devaient se voir épargner le voyage « vers l'est » et devaient être envoyés à Theresienstadt. La répétition de ces instructions suggère qu'elles n'étaient pas suivies de manière scrupuleuse, bien que personne à Lublin, à Riga ou à Minsk ne protestait plus devant l'arrivée de ces anciens combattants désorientés – dont certains avaient peut-être par le passé fièrement et victorieusement arpenté les mêmes lieux vêtus de l'uniforme de l'armée du Kaiser[392].

Le 22 avril, Eichmann réprimanda la police de sûreté pour avoir accordé à de trop nombreux Juifs un statut privilégié en raison de leur emploi à la *Reichsvereinigung*[393]. Derrière lui, donnant le ton, se tenait Müller. Le

21 mai, il donna ordre à la *Gestapo* d'accélérer l'action. « Afin d'exploiter au mieux les possibilités d'accueil encore disponibles à l'est pour une évacuation supplémentaire », il demanda à recevoir les chiffres sur le nombre de Juifs qui restaient dans le Reich[394]. À la fin de l'année, plus de 33 500 Juifs allemands avaient été déportés à Theresienstadt, et 10 000 avaient été envoyés dans les ghettos de l'Est. Quelque 15 500 Juifs autrichiens furent envoyés en Pologne ou en Russie, et 14 000 à Theresienstadt. Néanmoins, pour 40 000 d'entre eux, le ghetto n'était qu'une étape en route vers les centres d'extermination. Un si grand nombre de déportés étaient faibles et âgés que 16 000 d'entre eux périrent de causes « naturelles » dans les douze premiers mois suivant leur arrivée au « ghetto de personnes âgées »[395].

Toutefois, les déportations hors de l'ancien Reich ne se passèrent pas sans encombre. Une part considérable du temps d'Eichmann, lors de l'année 1942, fut occupée à gérer des situations particulières, comme celles des Juifs dans l'industrie d'armement et les mariages mixtes. Le caractère sensible de ces cas est illustré par l'histoire tragique de Jochen Klepper, un Allemand marié à une femme juive. Alors que sa femme était menacée d'« évacuation », il refusa de divorcer. Au lieu de cela, il employa tous ses réseaux pour la protéger et protéger leur fille, qui était aussi considérée comme juive par les lois raciales. Klepper avait des amis influents, comme Wilhelm Frick, le ministre de l'Intérieur. Frick recommanda qu'il s'adresse directement à Eichmann pour savoir ce qui pourrait être fait, et l'on sait grâce au journal de Klepper que, en novembre 1942, il se rendit au 116 Kurfürstenstrasse pour rencontrer Eichmann. Celui-ci refusa de lui accorder quoi que ce soit. Le 10 décembre 1942, plutôt que de risquer la séparation ou la déportation, Klepper, sa femme et sa fille se suicidèrent[396].

À partir de juin 1942, 43 000 Juifs allemands et autrichiens commencèrent à arriver à Theresienstadt. Les origines et l'histoire de ce ghetto-camp de concentration sont étroitement associées à Eichmann. Lors de son interrogatoire, celui-ci confondit la création du ghetto avec d'autres « solutions politiques » au « problème juif » et antidata sa mise en place à 1939-1940. En fait, l'idée d'un ghetto en Bohême fut d'abord mentionnée lors d'une rencontre à Prague du 10 octobre 1941, lorsque Heydrich annonça sans préavis la purge rapide des 88 000 Juifs du protectorat. Cette

décision créa une situation très difficile pour Eichmann, qui était censé leur trouver une destination à un moment où les transports vers l'est étaient bloqués[397]. Eichmann hésita toutefois entre s'attribuer à lui-même le mérite de la décision ou en imputer la responsabilité aux dirigeants juifs locaux. Les Juifs tchèques, qui avaient été nommés au Conseil israélite de Prague, craignaient fortement une répétition de l'aventure tragique de Nisko ou des déportations vers l'est de l'automne 1941, et lorsque Eichmann déclara que les rabbins Dr Benjamin Murmelstein et Jacob Eppstein avaient « choisi de prendre le contrôle de Theresienstadt », il déforma largement ce qui était réellement arrivé. Les responsables communautaires juifs de Prague avaient espéré obtenir un ou deux ghettos au cœur de Prague, à la place du site finalement choisi par les hommes de la *Sipo-SD* dans l'intérêt du service. En tout état de cause, les Juifs n'auraient en aucun cas opté pour des mesures aussi abjectes s'ils n'avaient pas eu à craindre quelque chose d'encore plus terrifiant[398].

En novembre 1941, les premières équipes de construction juives furent envoyées de Prague à Theresienstadt. Deux transports supplémentaires, avec à leur bord des travailleurs, suivirent. Entre janvier et juin 1942, plus de 50 000 Juifs tchèques, principalement originaires de Prague, furent déplacés de force vers la petite ville de garnison. Presque aussitôt après l'arrivée des premiers transports, des trains partirent emportant des Juifs vers ces mêmes destinations de l'est desquelles Theresienstadt devait, espéraient-ils, les préserver. Un train transportant 1 000 Juifs fut envoyé à Riga le 9 janvier 1942. D'autres partirent au printemps suivant pour Lublin et Minsk[399]. Eichmann prétendit plus tard qu'il n'avait pas prévu cette éventualité et regretta que Theresienstadt se fût avérée « trop petite ». « Comme je l'avais prévu, la ville aurait offert une solution relativement satisfaisante pour environ 10 000 personnes, mais ceux qui furent envoyés étaient bien trop nombreux[400]. » Il accusa les *Gauleiter* de cet afflux prétendument imprévu, mais les limites de l'endroit apparurent de manière évidente dès avant que les Juifs allemands « privilégiés » ne fussent envoyés en juin 1942, et c'était en tout état de cause le département IV-B4 qui enclenchait toujours le processus des déportations.

Avant tout, ce fut Eichmann, et personne d'autre, qui entrevit le potentiel de Theresienstadt pour apaiser les soupçons des Juifs allemands et du reste

du monde à propos des « évacuations ». Il comprit comment le ghetto pourrait servir à dissimuler la « solution finale ». Prétexter que les Juifs étaient envoyés à l'est pour travailler ne pouvait pas être maintenu dès lors que les personnes âgées et les infirmes étaient inclus dans les transports. Néanmoins, si ces derniers étaient envoyés dans un « ghetto de personnes âgées », alors la mascarade pouvait se poursuivre. De même, ce ghetto pouvait être utilisé afin de détourner la « propagande des atrocités » propagée par les Juifs dans les pays démocratiques. Eichmann déclara ainsi à l'assemblée, lors de la réunion de la police du 6 mars 1942, que Theresienstadt « sauverait notre réputation vis-à-vis du monde extérieur[401] ».

Des milliers de Juifs allemands et autrichiens furent de fait délibérément amassés dans la petite ville. Comme les nouveaux arrivants étaient principalement des Juifs âgés qui ne pouvaient plus travailler ou qui étaient exemptés de toute forme de travail manuel du fait de leur statut « privilégié » ou de graves blessures de guerre, cet afflux eut de graves conséquences sur l'économie du ghetto. Il y avait précédemment régné un équilibre précaire : une grande proportion des jeunes Juifs tchèques en bonne santé avait été employée dans toute une variété d'industries de guerre implantées dans le ghetto, en échange de quoi le ghetto « gagna » de la nourriture et des médicaments. Cependant il était désormais en proie à une surpopulation infernale, à la malnutrition et aux maladies. Le taux de mortalité commença à augmenter, s'ajoutant aux victimes dues aux incessantes « sélections » et aux transports « vers l'est » qui, à partir de mai 1942, commencèrent à conduire directement aux camps de la mort[402].

Les « évacuations » d'Allemagne vers Theresienstadt furent accompagnées du même genre de ruses effroyablement cyniques, qui étaient en passe de devenir la marque de fabrique du département d'Eichmann. Avant leur départ, les Juifs étaient contraints de signer des formulaires indiquant qu'ils opéraient un « changement de résidence ». En échange de l'abandon de leurs maisons ou appartements au sein du Reich, ils étaient informés qu'ils recevraient des logements dans le « ghetto de personnes âgées ». Ce mécanisme permit au Reich d'échanger « légalement » leurs biens. Néanmoins, à l'arrivée, les Juifs allemands découvrirent que ce qui serait désormais leur domicile se résumait à un lit

superposé et environ dix-huit mètres carrés dans des baraquements semblables à des casernes au départ construites pour loger des soldats autrichiens[403].

Helga Weissova-Hoskova avait douze ans lorsqu'elle fut déportée avec sa famille de Prague à Theresienstadt. Elle tint un journal lors de son séjour dans le ghetto, dont elle publia des extraits après la guerre dans un livre commémoratif. Depuis son perchoir dans le baraquement, elle observa les déportations au cours de la fin de l'été 1943 :

> Sous la fenêtre, la *Gestapo* hurle et bat des gens, bloquant la rue. Un nouveau groupe s'en va. Les voici, portant des brancards, des carrioles à deux roues avec des corps, des bagages, et la « carriole des cadavres ». La rue qui avait fleuri avec la chaleur d'août était enveloppée d'une poussière lourde et sale. Les bagages, les brancards, les corps. C'est comme ça que ça s'est passé toute la semaine… Et ça au milieu des bagages, est-ce des cadavres ? Non, il y en a un qui bouge, et à travers le nuage de poussière tourbillonnant autour de la carriole, un brassard jaune perce. Qui pourrait oublier cette image ! On les voyait tous les jours à la cuisine, avec leurs béquilles, ou bien aveugles, avec un petit bol à la main quémandant un petit peu de café, de soupe, grattant les pots et les casseroles pas encore lavés où il restait quelque rognure, ou ratissant les piles de pommes de terre pourries, d'épluchures et de déchets. Oui, c'est bien d'eux qu'il s'agit, maigres, affamés, misérables, ils sont vivants, vivants dans leurs corbillards. Combien d'entre eux arriveront à destination ? Combien en reviendront[404] ?

Eichmann savait parfaitement ce qui se passait là-bas, parce qu'il visita fréquemment Theresienstadt entre 1942 et 1944. À la différence de la plupart des camps placés sous l'autorité du WVHA, Theresienstadt fut placé sous la tutelle directe du RSHA. Les ordres d'ouvrir le camp furent donnés par le chef de la *Sipo-SD* à Prague et ratifiés par un décret de Heydrich de février 1942. En conséquence, Eichmann eut toute liberté d'y intervenir inopinément et de s'immiscer dans les activités du camp presque à volonté. Il utilisa le ghetto comme une étape pratique en route entre Berlin et des missions futures. Une prisonnière du camp, Edith Kramer, raconta que « toutes les deux ou trois semaines, nous les femmes médecins recevions l'ordre de nettoyer les pièces et le bureau d'Eichmann. Lors de ses visites occasionnelles au camp, il utilisait ces quartiers qui devaient être maintenus méticuleusement propres. C'était un des traits piquants du règlement du camp que cette tâche dût être accomplie uniquement par des femmes médecins ». De manière plus conventionnelle, Eichmann donna l'ordre de mettre en place une « force de police » juive au sein du ghetto. Il

exerça une censure stricte sur le courrier au départ, et mit en place des punitions draconiennes contre quiconque serait reconnu coupable d'avoir violé les règles en vigueur déterminant ce qui avait ou non le droit d'être dit. Le ghetto abritait aussi une bibliothèque sur le judaïsme évacuée de Prague, qu'Eichmann se plaisait à visiter lorsqu'il passait par là[405].

Tout comme le théâtre du ghetto, la bibliothèque faisait partie d'une stratégie de duperie que Theresienstadt était censé promouvoir, et Eichmann fit tout pour s'assurer que le ghetto remplît cette fonction de disculpation. Lorsque le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) demanda à envoyer une délégation depuis Berlin pour inspecter le camp, Eichmann et Müller se rendirent au préalable sur les lieux pour inspecter et ordonner des améliorations afin d'impressionner favorablement les visiteurs. Le 18 juillet 1943, Walter Hartmann et Dieter Neumann, deux délégués de la Croix-Rouge allemande, furent escortés à travers le camp par des officiers de la *Sipo-SD*, dont Eichmann. On leur montra la minuscule pièce allouée à la baronne Bleichröder, membre d'une famille de banquiers autrefois éminente et qui avait aidé Bismarck à fonder l'Empire allemand. En leur présence, Eichmann jugea le logement spacieux, mais les délégués furent quant à eux assez choqués. Néanmoins, selon Jean-Claude Favez, un historien spécialiste du rôle du CICR lors de la persécution des Juifs, Hartmann se contenta de rapporter certaines « impressions moroses » au CICR. Les tactiques de tromperie d'Eichmann, combinées aux prédilections des représentants de la Croix-Rouge allemande, firent en sorte que Theresienstadt ne tira pas de sonnette d'alarme. La visite n'affecta en tout cas pas la gestion du camp par le RSHA : quelques jours après seulement, il entama l'une des plus importantes déportations vers Auschwitz-Birkenau[406].

Les transports qui eurent lieu régulièrement entre septembre 1943 et la fin de cette année-là emmenèrent plus de 10 000 personnes à Auschwitz-Birkenau. Pour des raisons qui ne sont pas tout à fait claires, mais pourraient être liées à la visite de la Croix-Rouge, plusieurs milliers d'entre elles furent épargnées des chambres à gaz pendant une période qui alla jusqu'à six mois. Singulièrement, il fut possible aux maris et aux femmes, aux parents et aux enfants de rester ensemble, dans une partie spéciale de Birkenau appelée le « camp familial ». La femme de l'un des membres du

conseil du ghetto, Miriam Edelstein, et Freddie Hirsch, un jeune leader charismatique qui s'était occupé de programmes novateurs pour la jeunesse à Theresienstadt, luttèrent pour maintenir une vie supportable à plusieurs centaines d'enfants. Eichmann visita le camp au moins une fois pour voir ce qu'ils devenaient. Il aurait proposé à Hirsch d'écrire un rapport au CICR sur son travail avec les enfants. Celui-ci n'eut jamais l'occasion de le faire : le « camp familial » fut liquidé lors d'une « action d'envergure » en mars 1944[407].

Une seconde visite du CICR, plus ambitieuse, eut lieu en juin 1944. En cette occasion, Eichmann déploya encore plus d'efforts pour l'« embellissement » du camp et, une fois encore, il fit une inspection préalable à la venue de la Croix-Rouge. À nouveau, le double effet de la dissimulation et de la pusillanimité des agents de la Croix-Rouge (qui comptaient dans leurs rangs le Dr Maurice Rossel du CICR suisse et deux Danois, en plus des délégués allemands) fit en sorte que les nazis n'eurent à déplorer aucune publicité négative. Au contraire, la déclaration officielle des visiteurs renforça l'idée que Theresienstadt était une destination finale pour les Juifs plutôt qu'un camp de transit vers Auschwitz-Birkenau. Et cependant, depuis les tout débuts, Theresienstadt n'était qu'un exercice monstrueux de cynisme et d'inhumanité. Plus de 33 000 Juifs y moururent ou furent exécutés dans la prison de la *Gestapo* qui se trouvait non loin du camp, appelée la « petite forteresse ». Plus de 88 000 personnes furent déportées du ghetto vers les camps de la mort en empruntant une voie secondaire que les prisonniers furent eux-mêmes forcés de construire[408].

Tandis que les Juifs tchèques étaient envoyés en nombre à Theresienstadt, Eichmann mit en place les fondations des déportations vouées à « passer l'Europe au peigne fin d'ouest en est ». Toutefois, l'élan de l'éviction forcée des Juifs ne vint pas seulement de Berlin. Dans certains cas, Eichmann et ses hommes réagissaient à des pressions locales et, dans d'autres, ils ne faisaient qu'accélérer et intensifier des actions existantes. Cette dynamique évolua avec le temps et au sein de cadres changeants. Les membres du *Referat IV-B4* furent affectés à des missions allemandes à l'étranger dès 1940. Le premier fut Dieter Wisliceny, qui fut posté en Slovaquie. En 1941, il fut suivi par Theodor Dannecker, qui alla en France, Gustav Richter, assigné en Roumanie, Wilhelm Zopf, qui fut rattaché au

BdS aux Pays-Bas, et Kurt Asche, qui fut basé en Belgique. À leur tour, la Bulgarie, la Grèce, la Croatie, l'Italie et la Hongrie reçurent des « experts juifs », membres de l'équipe d'Eichmann. La première vague de nominations était censée conseiller les autorités locales en termes de mesures antijuives et promouvoir la plus grande dureté. À partir du début 1941, toutefois, ils devinrent plus actifs dans la promotion des déportations et, à la suite de la conférence de Wannsee, servirent d'agents d'expédition au *Referat IV-B4*[409].

Le *SS-Hauptsturmführer* Theodor Dannecker fut nommé au bureau juif du quartier général de la *Sipo-SD* à Paris le 5 septembre 1940. Dans une certaine mesure, les Français avaient devancé les nazis. Ce quartier général de la *Sipo-SD* à Paris, dirigé par le *Sturmbannführer* Helmut Knochen, fut mis en place quelques semaines seulement après la capitulation, et Dannecker arriva quelque temps plus tard. Dans le même temps, le gouvernement français de Vichy, dirigé par le maréchal Pétain, promulgua de son propre chef un statut des Juifs le 3 octobre 1940. Cette variante des lois de Nuremberg allait encore plus loin que le prototype allemand, et elle servit de base à un ensemble de mesures antijuives émanant à la fois du gouvernement français et des autorités d'occupation allemandes. La *Sipo-SD* joua des coudes pour se faire une place entre l'administration militaire, qui entendait conserver ses prérogatives en matière de sûreté, et les autorités de Vichy, qui n'avaient pas de conseil à recevoir en matière de persécution des Juifs[410].

Toutefois, Dannecker fut pugnace et, en mars 1941, il persuada le régime de Vichy de mettre en place un Commissariat général aux questions juives (CGQJ), dirigé par un ardent antisémite, Xavier Vallat. Les services de Vallat imposèrent des mesures discriminatoires à l'encontre des Juifs dans les deux zones et portèrent une attention toute particulière à la saisie des commerces et des biens juifs avant que les Allemands ne puissent mettre la main dessus. Dannecker incita aussi le gouvernement de Vichy à rafler les Juifs étrangers et apatrides résidant en France, en prévision de l'expulsion de la population juive française dans son ensemble. Sur cette action, Knochen et Dannecker étaient de concert avec les puissantes autorités militaires allemandes, qui redoutaient un regain des activités de la résistance, notamment communiste, à la suite de l'invasion de l'URSS par

l'Allemagne. En mai et en août 1941, la police française rafla et interna des milliers de Juifs « étrangers » sous le prétexte de réprimer les groupes d'opposition prosoviétiques. Toutefois, Dannecker et Knochen allèrent presque trop loin : ils tentèrent de déclencher un pogrom en incendiant plusieurs synagogues à Paris, mais l'armée, craignant une réaction populaire, exigea que la *Sipo-SD* soit ramenée au pas. Quoi qu'il en soit, à la fin de l'année, les autorités françaises, agissant sur ordre de l'armée, emprisonnèrent plus de 1 000 militants politiques et intellectuels juifs français avec l'intention de les déporter en représailles aux actions antiallemandes[411].

Dannecker agissait plus en réaction aux pressions locales et à la compétition avec l'armée que sur des injonctions venues d'Allemagne. Le 4 mars 1942, il se rendit à Berlin pour participer à une réunion des *Judenreferenten* de France, de Belgique et des Pays-Bas décidée par Eichmann une semaine auparavant. Le but de Dannecker était d'organiser la déportation à Auschwitz de 1 000 Juifs emprisonnés au camp d'internement de Compiègne, comme mesure de « rétorsion » ordonnée par l'armée. Eichmann vit là une occasion de surpasser ses concurrents et, quelques jours après la rencontre, il obtint l'accord du MAE pour que le chiffre des déportés soit porté à 5 000. Le 12 mars, Eichmann communiqua des instructions détaillées au BdS de Paris sur la mise en œuvre de l'action : les déportés devaient être âgés de moins de cinquante-cinq ans, être aptes au travail et devaient soit ne pas être Français, soit avoir été déchus de leur nationalité française. La dépossession de leurs biens devait aussi être arrangée préalablement à la déportation. Le département IV-B4 coordonna le départ, les destinations, les trains, les horaires, et informa toutes les autorités compétentes, dont l'inspection des camps de concentration (ICC) et, bien sûr, Auschwitz. Le premier train vers l'est partit le 27 mars 1942, avec 1 112 Juifs à son bord. Dannecker fit le voyage jusqu'à Auschwitz pour s'assurer du bon fonctionnement des procédures. Ce fut bien le cas. Quoique les déportés fussent envoyés à Auschwitz pour « travailler », aucun d'entre eux ne survécut à la guerre[412].

Au cours du mois de mai 1942, les conditions furent réunies pour organiser les premières déportations majeures et prolongées de Juifs de France. Pierre Laval était désormais président du Conseil, et il cherchait à

s'attirer les faveurs de l'Allemagne nazie afin d'améliorer la situation de la France. Vallat, qui était en fait foncièrement anti-allemand, fut remplacé par le plus docile Darquier de Pellepoix. René Bousquet fut nommé chef de la police nationale au ministère de l'Intérieur et Jean Leguay devint son représentant en zone occupée. Les deux hommes étaient plus disposés à accéder aux demandes allemandes au sujet des Juifs. Lors d'un de ses derniers voyages avant son assassinat, Heydrich se rendit en France et revigora les administrations locales. Au début du mois de juin 1942, le *SS-Brigadeführer* Carl Albrecht Oberg fut nommé comme nouveau HSSPF. Il arrivait directement de Pologne et n'était pas enclin à adopter des méthodes douces avec qui que ce fût, et certainement pas avec les Juifs. Enfin, également en ce mois de mai, des possibilités nouvelles de transport apparurent pour la déportation de Juifs d'Europe de l'Ouest[413].

Les agents du RSHA basés à Paris, agissant de concert avec leurs collègues en Belgique et aux Pays-Bas, commencèrent à intensifier leurs efforts. L'une des premières mesures qu'ils cherchèrent à imposer fut la prescription du port par tous les Juifs d'une grande étoile de David bien visible sur leurs vêtements. Cette mesure, d'abord mise en place en Pologne le 23 novembre 1939 et ensuite en Allemagne le 15 septembre 1941, fut à la fois un geste d'humiliation rituelle rappelant des pratiques médiévales, et un moyen d'isoler encore davantage les Juifs du reste de la population. Elle permettait aussi de repérer les Juifs lors des rafles. Le 29 mai, on annonça qu'à compter du 7 juin 1942, le port de l'étoile jaune devenait obligatoire pour tous les Juifs sauf ceux disposant d'exemptions spéciales (comme par exemple les Juifs de certaines nationalités)[414].

Le 11 juin 1942, Eichmann convoqua les « spécialistes juifs » de France, de Belgique et des Pays-Bas à Berlin. Selon le rapport de Dannecker, Eichmann annonça : « Pour des raisons militaires, la déportation des Juifs d'Allemagne vers les zones d'opération de l'est ne peut plus avoir lieu pendant l'été. Le *Reichsführer-SS* a donc ordonné le transfert d'un grand nombre de Juifs du Sud-Est (Roumanie) ou bien des zones occupées de l'Ouest vers le camp de concentration d'Auschwitz pour les y faire travailler. La condition de base est que les Juifs (des deux sexes) doivent avoir entre seize et quarante ans. 10 % de Juifs qui ne sont pas capables de travailler peuvent être envoyés avec eux. » Les participants à la rencontre se

mirent d'accord pour que 15 000 Juifs soient pris des Pays-Bas, 10 000 de Belgique, et 100 000 des deux zones françaises. Les catégories habituelles furent exemptées, comme les Juifs partenaires de mariages mixtes et les citoyens des pays neutres[415].

Cette étape majeure est symptomatique de la radicalisation qui se produisit au début de l'été 1942, que l'historien Peter Longerich relie à une série de rencontres entre Himmler et Hitler qui eurent lieu à ce moment-là. Ces mesures prises en France se déroulèrent parallèlement à l'intensification des déportations de Juifs allemands vers Theresienstadt et vers les camps de la mort à l'est où, pour la première fois, ils étaient systématiquement assassinés dès leur arrivée. Au sein du Gouvernement général, la liquidation barbare des ghettos commença en juillet, avec des trains qui faisaient la navette entre les ghettos et les centres d'extermination. Seule une toute petite proportion des déportés était sélectionnée pour le travail dans les ghettos et préservée des chambres à gaz. En même temps, une seconde phase d'exécutions de masse par balles fut inaugurée en Pologne orientale et en Russie. Malgré quelques ambiguïtés, notamment concernant les Juifs requis pour travailler, il ne fait aucun doute que, passé ce moment-là, un génocide paneuropéen destiné à annihiler tous les Juifs était passé de la planification et des phases préparatoires à sa pleine mise en œuvre[416].

Eichmann et le *Referat IV-B4* se trouvaient à l'épicentre de ce génocide. Le 22 juin, il informa Rademacher : « Il est envisagé, pour commencer, qu'à compter de la mi-juillet ou de début août de cette année, environ 40 000 Juifs de la zone occupée en France, 40 000 Juifs des Pays-Bas, et 10 000 Juifs de Belgique seront déportés pour travailler au camp d'Auschwitz dans des trains quotidiens spécialement affrétés et contenant 1 000 personnes chacun. » Il ajouta que les Juifs devaient être aptes au travail. Les Juifs engagés dans des mariages mixtes seraient exclus, tout comme les Juifs ressortissants de l'empire britannique, du Mexique, des « pays ennemis » d'Amérique centrale et du Sud, des pays neutres et des alliés. « J'exige que note soit prise de ce qui précède et je considère qu'il n'y aura pas non plus d'objection à ces mesures de la part du ministère des Affaires étrangères[417]. » La conférence de Wannsee avait contribué à ce que le MAE n'oppose pas d'objections, mais les Français n'avaient pas été présents à

Wannsee et les hommes de la SS à Paris se heurtèrent à de grandes réserves à l'idée des rafles à grande échelle. Dannecker se dépêcha de rentrer de Berlin afin de préparer des déportations, et il rencontra des difficultés avec les autorités de Vichy et avec le commandant de la *Sipo-SD*. Knochen et Oberg savaient que l'assistance de leurs homologues de Vichy serait essentielle, étant donné le très petit nombre de troupes et de policiers SS en France. Néanmoins, les tactiques agressives de Dannecker et ses efforts constants pour augmenter le nombre de Juifs sélectionnés pour la déportation gênaient les Français. Comme il ne parvint pas à obtenir le soutien de Knochen et d'Oberg, il se tourna vers Eichmann[418].

Le 30 juin 1942, celui-ci se rendit à Paris pour une visite de deux jours, afin de se rendre compte personnellement de la situation et de recevoir un rapport de son homme sur le terrain. Un mémorandum enregistra leur discussion : « En ce qui concerne le travail associé à la solution finale de la question juive en France, les points suivants émergent : (a) Mise en œuvre du programme dans la zone occupée : claire, sans friction. (b) Travail politique préparatoire en vue de la mise en œuvre dans la zone non occupée non encore complète étant donné que le gouvernement français cause des difficultés de plus en plus grandes. » En ce qui concerne l'ordre du *Reichsführer-SS* de réaliser la déportation de tous les Juifs de France aussitôt que possible, « l'accélération continue du travail fait qu'il est devenu absolument inévitable d'exercer une certaine pression sur le gouvernement français ». Toutefois, Eichmann savait que l'insuffisance du « travail politique préparatoire » ne pouvait être surmontée instantanément, donc des expédients seraient nécessaires. « Il est évident que des résultats tangibles ne peuvent être obtenus du jour au lendemain, mais en attendant il y a des transports partant de la zone occupée, ce qui fait que, malgré les difficultés dans la zone non occupée, l'ordre du *Reichsführer-SS* peut néanmoins être pleinement mis en œuvre dès maintenant. » Les questions de propriété n'étaient pas encore résolues, et « les fondations légales qui pourraient être nécessaires à ce propos doivent être fournies par le bureau local avec toute l'énergie nécessaire, puisqu'en cas d'échec, la plus grande déconvenue est à attendre au niveau de la politique extérieure, ce qui doit être évité à tout prix ». Une course contre la montre était entamée afin de tout mettre en place pour les déportations. « En conclusion, il fut décidé que

le rythme envisagé jusqu'à maintenant (trois convois de 1 000 Juifs par semaine) devrait être considérablement accéléré sous peu afin de complètement débarrasser la France des Juifs le plus tôt possible. Les mesures techniques préliminaires nécessaires liées aux convois sont en ce moment prises à Berlin. Le bureau de Paris doit s'assurer que le rythme déterminé au départ est respecté dans l'intérêt d'une réalisation sans heurts de la solution finale de la question juive[419]. »

Après quelques hésitations et d'âpres négociations, les autorités françaises acceptèrent le prélèvement de 18 000 Juifs étrangers des camps d'internement et la rafle de 22 000 Juifs de plus, y compris, et ce à la surprise des nazis embarrassés, des femmes et des enfants. En conséquence, cinq trains transportant quelque 6 000 hommes faisant partie des personnes internées en 1939, 1940 et 1941 partirent pour Auschwitz entre le 5 juin et le 17 juillet[420].

Les rafles et les déportations en zone libre étaient conduites sous l'autorité de Heinz Röthke, qui était arrivé à Paris au début du mois de juin pour servir d'adjoint à un Dannecker alors en proie aux difficultés. Röthke, qui manquait d'expérience, se retrouva rapidement dans une situation difficile lorsque le nombre de Juifs étrangers et apatrides appréhendés par la police française en zone libre n'atteignit pas le chiffre qui avait été prévu. C'est pourquoi, il annula le départ d'un train qui devait partir de Bordeaux le 15 juillet plutôt que de le voir partir seulement à moitié plein. Lorsque Eichmann l'apprit, il fut furieux. Il téléphona à Röthke et exigea de connaître les raisons de l'annulation. Röthke expliqua que, comme les Français n'acceptaient d'arrêter que les Juifs apatrides, seules 150 personnes étaient alors internées à Bordeaux. Eichmann ne fut pas convaincu. On sent sa colère pénétrant le langage bureaucratique employé par Röthke dans la note rédigée à propos de leur conversation acrimonieuse : « Le *SS-Obersturmbannführer* [Eichmann] faisait remarquer qu'il s'agissait d'une question de prestige : des négociations difficiles avaient été menées à bonne fin avec le ministère des Transports du Reich, et voilà que Paris supprimait un train. Jamais pareille chose ne lui était jamais arrivée. L'affaire était très "blâmable". Il ne voulait pas en informer le *SS-Gruppenführer* Müller immédiatement, parce qu'il s'exposerait alors au plus grand ridicule. Il devrait réfléchir et il se demandait s'il ne devrait pas

laisser tomber la France dans son ensemble comme territoire d'évacuation. » Röthke en fut fort contrit et il promit qu'une telle chose ne se reproduirait pas[421].

Dannecker avait prévu que, à la suite de la décision unilatérale de la France, environ 4 000 enfants seraient raflés avec leurs parents. Cette situation créait un réel dilemme, car les enfants n´étaient clairement pas aptes au travail et étaient exclus en vertu des directives d'Eichmann. Dannecker s'enquit consciencieusement auprès de ce dernier d'instructions le 6 et à nouveau le 10 juillet 1942, mais il lui fallut attendre deux semaines pour obtenir une réponse. Ce délai suggère qu'Eichmann eut probablement à consulter lui-même ses supérieurs à Berlin avant de prendre une décision. Lors d'une conférence téléphonique qui eut lieu le 20 juillet 1942 entre Dannecker, Eichmann et Franz Novak, son officier de transport, Eichmann informa Dannecker que, dès qu'ils pourraient obtenir un convoi, les enfants seraient aussi déportés en Pologne. « Il décida qu'aussitôt que les déportations vers le Gouvernement général seraient à nouveau possibles, les convois d'enfants pourraient rouler *[Kinderträns porte können rollen]*. » Eichmann employa ce terme, *Kindersträns porte*, utilisé pour désigner les trains spécialement affrétés pour envoyer des enfants juifs en Grande-Bretagne en 1938-1939. Cependant, le contexte n'aurait guère pu être plus différent[422].

À ce moment-là, il y avait plus de 3 500 enfants dans différents camps, qui avaient été séparés de leurs parents. George Wellers rappela, lors du procès d'Eichmann, ce qui se passa ensuite : « Ces enfants arrivèrent à Drancy après avoir déjà été complètement négligés pendant deux ou trois semaines à Beaune-la-Rolande ou à Pithiviers – ils arrivèrent sales, avec des vêtements déchirés, en très mauvais état, souvent dépourvus de boutons, souvent avec une seule chaussure, avec des plaies sur le corps. Presque tous avaient la diarrhée. On leur mettait des seaux hygiéniques sur le palier, puisque nombre d'entre eux ne pouvaient descendre le long et incommode escalier pour aller aux cabinets. Les petits, incapables d'aller tout seuls, attendaient avec désespoir l'aide d'une femme volontaire ou d'un autre enfant… » Un grand nombre d'enfants étaient trop jeunes pour seulement savoir leur nom. Les plus vieux s'occupaient comme ils pouvaient des plus jeunes, et des équipes de femmes bénévoles, qui attendaient leur propre

déportation, s'occupaient des plus vulnérables. Finalement, les enfants furent inclus dans les convois qui partirent à la fin du mois d'août et au début du mois de septembre. Après un voyage de plusieurs jours sans nourriture, sans eau et sans sanitaires, ils furent massacrés à leur arrivée à Auschwitz[423].

Les 16 et 17 juillet 1942, la police française effectua une grande rafle à Paris et arrêta plus de 12 800 Juifs, hommes, femmes et enfants. La proportion d'hommes parmi les personnes arrêtées était en fait plus faible qu'elle aurait dû l'être, parce qu'un grand nombre d'entre eux avaient été avertis et s'étaient cachés au lieu d'aller travailler, alors que les femmes et les enfants qui étaient restés à la maison étaient plus vulnérables. Les détenus furent gardés dans des conditions misérables au Vélodrome d'hiver avant d'être transférés dans des camps de transit autour de Paris, et en particulier à Drancy. Il s'agissait d'un complexe d'appartements modernes à moitié terminé, construit autour d'un vaste espace ouvert en son centre. Le lieu était aisé à grillager et à garder. Il était aussi commodément situé à proximité des voies ferrées en direction de l'est. Les déportations eurent lieu entre le 19 juillet et le 31 août. Elles constituèrent les dernières réalisations en France du couple formé par Dannecker et Eichmann. À la mi-août, Dannecker fut démis de ses fonctions par Knochen, au prétexte d'une infraction au code de la route. Le motif invoqué était qu'il avait garé sa voiture sur les Champs-Élysées sans avoir éteint ses lumières, comme il était de rigueur. La biographe de Dannecker, Claudia Steur, a depuis révélé que Dannecker était en fait allé se soûler dans une boîte de nuit et qu'il avait par là violé les injonctions de Himmler concernant la consommation d'alcool par les officiers SS. En arrière-fond se trouvait toute une série de conflits avec Knochen, qui menaçaient de saper l'autorité du BdS, et Eichmann n'avait aucunement les moyens ou le pouvoir de protéger son subordonné trop zélé et trop turbulent[424].

Après le pic de l'été et l'arrestation des Juifs apatrides faciles à trouver et à déporter, il devint de plus en plus difficile d'extraire des Juifs des deux zones françaises. Lors d'une réunion de ses « spécialistes » organisée à Berlin le 28 août, Eichmann réitéra la nécessité pour l'équipe de Röthke d'accélérer les déportations. Afin d'élargir la base de la population potentiellement expulsable, et de contourner les scrupules des Français à

propos de la déportation de citoyens français, il donna l'ordre à Röthke de faire en sorte que le gouvernement français applique une loi permettant aux autorités de dénaturaliser les immigrés arrivés depuis 1927[425]. Afin de remplir ses quotas, Röthke organisa l'arrestation de Juifs de différentes nationalités désormais considérées par le département IV-B4, avec l'assentiment des autorités françaises, comme populations cibles. Eichmann ne fut toutefois pas satisfait et harcela Knochen. Loin de ralentir le mouvement pour la saison des fêtes (ou de montrer le moindre doute à la suite de la débâcle militaire à Stalingrad), le 19 décembre 1942 il exigea de Knochen de connaître les chiffres qu'il pourrait espérer en vue d'« envois » vers l'est et de savoir quand les transports seraient de nouveau disponibles au printemps. Knochen répondit le 31 décembre qu'il ne savait pas combien, mais qu'il prévoyait une reprise des transports en février ou en mars[426].

En effet, en dépit de l'invasion alliée en Afrique du Nord française et de l'occupation de la « zone libre » qui s'ensuivit en novembre 1942, ou des revers militaires sur le front de l'est au tournant de l'année, la chasse aux Juifs reprit au printemps 1943. Cependant, elle devint encore plus difficile. Laval refusa de sanctionner une loi dénaturalisant de plus grandes catégories de citoyens français, et la police cessa sa coopération sans réserve. Röthke élaborait des plans ambitieux alors même que ses ressources pour les mettre en œuvre se firent plus rares[427]. Au départ, la zone sud, dans laquelle l'armée allemande venait de pénétrer, semblait être un terrain propice, mais un grand nombre des Juifs vulnérables avaient déjà fui vers la zone occupée par l'Italie[428]. Les Italiens, qui n'avaient aucune sympathie pour la « solution finale », se montraient délibérément obstructionnistes. Eichmann, dépité, souleva la question avec le ministère des Affaires étrangères, et demanda à ce qu'une réunion soit organisée à Paris avec l'inspecteur général Guido Lo Spinoso, qui était chef de la police dans la zone française occupée par l'Italie. Lo Spinoso refusa de mettre en œuvre les mesures antijuives, d'arrêter des Juifs et même de répondre aux messages qui lui étaient envoyés. Le MAE ne parvint pas à le trouver pour organiser la réunion avec Eichmann. Lo Spinoso demeura la *némésis* d'Eichmann jusqu'à la chute de Mussolini et la reprise par l'Allemagne de la zone italienne[429].

Se remémorant ces années depuis sa cellule en Israël, Eichmann n'eut de cesse d'insister sur les difficultés qu'il avait rencontrées : « Certains éléments au sein du gouvernement français créèrent des complications pour les autorités allemandes, soit pour des raisons chauvines, soit parce qu'ils ne voulaient pas que les Juifs soient déportés. » Comme il rappelait les détails tortueux des voies hiérarchiques, les différents ministères impliqués, et les migraines causées par les horaires des trains, il déclara à son interrogateur, sur un ton presque incroyable d'autocommisération : « J'essaie de raconter les choses aussi durement qu'elles étaient en réalité[430]. » Malgré ces obstacles pénibles, Eichmann et ses hommes parvinrent à déporter quelque 78 000 Juifs hors de France, parmi lesquels seuls quelques milliers revinrent. Cela correspondit à environ un quart des Juifs vivant en France en 1940, ce qui est tout à fait terrible, mais qui en termes de pourcentage est dépassé par la destruction qui atteignit les 140 000 Juifs résidant aux Pays-Bas. Environ 107 000 d'entre eux furent envoyés à l'est et massacrés, soit des pertes atteignant 73 % de la population juive totale du pays[431]. Les raisons de l'écart entre les Pays-Bas et la France fournissent un éclairage utile sur les dynamiques comparées du génocide, et surtout sur la manière dont travaillait le bureau d'Eichmann et sur les paramètres de son influence.

En effet, la France constituait un terrain compliqué pour les opérations d'Eichmann. Elle était divisée en deux unités administratives : une zone occupée, placée sous commandement militaire, et une « zone libre » (jusqu'à novembre 1942), sous l'autorité du gouvernement du régime de Vichy. En principe, les Français avaient compétence sur l'ensemble du territoire et les Allemands avaient besoin de leur coopération pour rafler et incarcérer les Juifs. Cette coopération déclina à partir de l'automne 1942. Pour ajouter aux complications, l'armée italienne occupa une portion du territoire et protégea obstinément les Juifs jusqu'à l'automne 1943. Enfin, l'ensemble du territoire français fut libéré à la fin du mois d'août 1944. Par comparaison, les Pays-Bas formaient une unité géopolitique unique directement placée sous autorité allemande. Le pays était gouverné par cinq gouverneurs nazis qui agissaient par le biais de l'administration néerlandaise. L'un des gouverneurs était un haut commandant de la police SS, c'est pourquoi l'appareil de sûreté était intégré à l'appareil de

gouvernement. Persécuter les Juifs signifiait s'en prendre à une cible particulièrement vulnérable. De plus, la population juive était très largement concentrée au sein de quelques villes et, une fois que les déportations avaient commencé, il n'y avait nulle part où se cacher. Contrairement à la France, il n'y avait pas de « zone libre », pas de pays neutre adjacent, et pas de régions montagneuses ou boisées peuplées de combattants de la résistance. Enfin, les Alliés ne libérèrent l'intégralité du territoire des Pays-Bas qu'à la toute fin de la guerre, donnant aux nazis et à ceux qui collaborèrent avec eux plus de temps pour traquer et déporter ou tuer tous les Juifs qui survivaient en se cachant – comme ce fut le cas d'Anne Frank et de sa famille[432].

Les circonstances étaient tellement propices à l'annihilation de la population juive sur le sol néerlandais que le rôle d'Eichmann fut pratiquement immatériel. Yaacov Lozowick souligna un jour que : « Eichmann et son équipe furent réduits à la fonction marginale de fournisseurs de trains et de conseillers techniques. » Plutôt qu'une justification de l'efficacité pernicieuse d'Eichmann, le bilan atroce des victimes pourrait être attribué à la faiblesse de ses hommes. La compétition entre agences compliqua la persécution et la déportation des Juifs tout autant en France, mais aux Pays-Bas ces rivalités combinées à la géographie eurent des conséquences désastreuses[433].

Après leur capitulation en mai 1940, les Pays-Bas furent placés sous commandement allemand direct. Hitler nomma un antisémite autrichien virulent, Arthur Seyss-Inquart, au poste de *Reichskommissar*, pour prendre la tête de l'administration civile allemande. Celui-ci prit rapidement une série de mesures destinées à identifier les Juifs et leurs commerces. Au début de l'année 1941, l'administration civile mit en place un Conseil juif et prépara l'établissement d'un ghetto à Amsterdam, où la plupart des Juifs du pays résidaient. Afin de ne pas être en reste, le HSSPF Hans Albin Rauter mit en place un Office central à l'émigration à Amsterdam, par le biais duquel il entendait prendre le contrôle sur les affaires juives. Cette initiative locale fut coordonnée avec Berlin et refléta un effort général de Heydrich visant à établir un monopole sur la « question juive ». Ainsi, Eichmann donna l'ordre à Jacob Edelstein d'aller de Prague à Amsterdam pour montrer aux Juifs néerlandais ce qu'ils devaient faire. La *Zentralstelle*

d'Amsterdam fut placée sous l'autorité d'un des associés d'Eichmann depuis la période viennoise, le *SS-Obersturmführer* Dr Erich Rajakowitsch[434].

Seyss-Inquart répondit en nommant un commissaire aux affaires juives et poursuivit son but d'isoler les Juifs et de les exproprier de leurs biens. En juin 1941, le BdS de La Haye, le Dr Wilhelm Harster, rétorqua en mettant en place un office spécial pour les questions juives, mais Seyss-Inquart entendait garder l'initiative. Il consulta Hitler en septembre 1941 et promulgua des mesures en vue de la conscription de tous les Juifs « sans emploi » valides dans des camps de travail. Lors du printemps 1942, l'étoile jaune fut introduite et les Juifs encore davantage concentrés dans les grandes villes. Seyss-Inquart pensait déjà à la déportation, et le feu vert fut donné par Berlin : Himmler donna les ordres et Eichmann dressa un calendrier. Néanmoins, c'est Rauter qui imprimait le rythme au niveau local, et une fois que les Juifs les plus faciles à déporter furent partis, il remplit les convois en ordonnant à la police de traîner littéralement les Juifs des hôpitaux et des sanatoriums jusqu'aux trains. Grâce à son zèle et au contexte particulier des Pays-Bas, les déportations se déroulèrent si bien qu'Eichmann eut la satisfaction de pouvoir les poursuivre au printemps 1943, alors même qu'elles étaient virtuellement interrompues en France et en Belgique. La pause eut lieu dans ces pays parce que Auschwitz-Birkenau tournait déjà à pleine capacité en massacrant les Juifs de Salonique, et qu'une épidémie de typhus entravait sa fonction de bureau central pour le travail forcé. Toutefois, entre mars et juillet 1943, 19 trains transportèrent plus de 32 000 Juifs néerlandais à Sobibor, où ils furent immédiatement exécutés. C'est cette décision arbitraire, et non une quelconque sorte de machination au niveau local ou à Berlin, qui explique l'écart entre le taux de survie des Juifs aux Pays-Bas et ceux de la France et de la Belgique[435].

Lors de son procès, Eichmann fut également décrit comme le maître d'œuvre des rafles et de la déportation des Juifs en Italie. Hausner écrivit plus tard : « Eichmann envoya d'urgence Dannecker à Rome, avec pour mission de s'attaquer d'urgence aux 8 000 Juifs de la ville… » Néanmoins, Dannecker reçut en fait l'ordre de se rendre en Italie de Müller, et la première attaque contre les Juifs de Rome fut décidée par Himmler et conduite par Karl Wolff, son HSSPF sur place. L'extorsion d'or aux Juifs

romains et la *razzia* traumatisante du 16 octobre furent organisées au niveau local par Herbert Kappler, un agent du service de renseignements extérieur du SD et plus haut gradé parmi les commissaires de police de la ville. Devant le manque de coopération de certains individus au ministère des Affaires étrangères en Allemagne, qui craignaient d'offenser le Vatican en raflant des Juifs sous les fenêtres du pape, Kaltenbrunner soutint et encouragea personnellement l'action. Il communiqua ses intentions à Kappler de manière brutalement limpide dans un message radio intercepté et décodé par les Britanniques, et seulement récemment déclassifié : « C'est précisément la liquidation immédiate et complète des Juifs d'Italie qui se trouve dans l'intérêt particulier de la situation politique interne actuelle et dans celui de la sécurité générale de l'Italie[436]. »

Le *Referat IV-B4* fut tenu informé des progrès et fit certains arrangements pour le transport des Juifs italiens vers Auschwitz, mais son rôle fut plutôt celui d'un facilitateur. Eberhard von Thadden, qui travaillait au ministère allemand des Affaires étrangères et s'intéressait aux affaires juives, rencontra Müller le 16 octobre afin de discuter de la stratégie à suivre, et il rencontra ensuite Dannecker et Friedrich Robert Bosshammer, un autre des hommes d'Eichmann, afin d'évoquer les questions tactiques. Eichmann ne fut pas une seule fois consulté et on ne trouve pas trace dans les archives d'ordres éventuels qu'il aurait donnés dans ce contexte. L'unité spéciale de Dannecker traitait étroitement avec Kappler entre octobre et décembre 1943 tandis qu'elle mena une série d'actions qui envoyèrent à leur perte plus de 2 300 Juifs vers le nord, en addition des 1 700 arrêtés à Rome. Dannecker fut ensuite rejoint par Bosshammer. Celui-ci supervisa les mesures antijuives après le départ du premier, mais les membres jusqu'au-boutistes des « chemises noires », Italiens loyaux à la république fantoche de Mussolini en Italie du Nord, fournirent l'essentiel de la main-d'œuvre et mirent au point le modèle des actions qui aboutirent à l'arrestation de plus de 4 200 de leurs concitoyens juifs. Le rôle d'Eichmann fut minime[437].

Les cas de l'Italie et des Pays-Bas montrent encore qu'Eichmann était loin d'être un instigateur du génocide et qu'il n'était absolument pas omnipotent en matière de mise en œuvre des mesures. Les ordres concernant le génocide venaient de Hitler, Himmler et Heydrich, et ils étaient souvent suivis de manière avide par des services, y compris les

collaborateurs non allemands, qui n'avaient rien à voir avec lui. Il devait travailler au milieu d'un écheveau d'agences, en jouant un rôle de coordinateur plutôt que de commandement. Il n'en exerça pas moins une influence particulièrement pernicieuse. Il intervint de nombreuses fois pour limiter les catégories et le nombre des Juifs exemptés de la déportation. Dans le cas des Pays-Bas, il lutta pendant des mois contre les tentatives visant à écarter les diamantaires juifs des déportations, en dépit du rôle jugé essentiel que ces derniers jouaient dans l'économie[438].

L'implacabilité dont il fit preuve pesa lourdement contre lui lorsqu'il finit par se retrouver devant la justice. Néanmoins, le trait fut généralisé à tort afin d'expliquer des « succès » tels que le taux de victimes aux Pays-Bas et cet autre cas tristement célèbre que fut Salonique. Cette impression s'appuyait en partie sur les témoignages trompeurs de plusieurs de ses subordonnés qui avaient survécu, en particulier Dieter Wisliceny. Celui-ci témoigna après la guerre que, en février 1943, Eichmann l'avait envoyé aux côté du *SS-Hauptsturmführer* Alois Brunner, directeur de la *Zentralstelle* de Berlin, organiser la déportation des Juifs de Salonique. En fait, la décision de prendre cette ville pour cible fut prise par Himmler en octobre 1941, et autorisée spécialement par Hitler. Rolf Günther se rendit d'abord à Athènes en janvier 1943 pour jeter les bases du projet et s'assurer de la coopération des autorités civiles et militaires sur place. Il fut rejoint au début du mois de février par une unité de six hommes du SD, dirigée par Wisliceny et Brunner. C'est à eux que l'« efficacité » de l'opération doit être imputée. Selon Mary Felstiner : « En fin de compte, les déportations s'appuyèrent plus sur les capacités de Brunner que sur celles d'Eichmann ou de Wisliceny. » Grâce à eux, Eichmann n'eut pas même à lever le petit doigt[439].

Salonique abritait une ancienne communauté juive de quelque 53 000 Juifs sépharades, comprenant à la fois des marchands fortunés et des dockers. Sa situation portuaire stratégique lui conférait une importance toute particulière dans l'imaginaire nazi. Wisliceny et Brunner s'en prirent aux Juifs de Salonique avec la plus grande brutalité, en utilisant l'expérience acquise à Vienne et plus tard, qui consistait à imposer l'obéissance par la terreur. Ils commencèrent par mettre en place un Conseil juif, puis enregistrèrent et marquèrent les Juifs. La ghettoïsation suivit et, au

sein du ghetto, les Juifs étaient séparés en fonction de leur statut social et de leur niveau de richesses. Tout comme à Vienne et à Amsterdam, les agents du *Referat IV-B4* fondèrent le Conseil juif à partir de l'élite de la communauté et ciblèrent les pauvres pour les premières déportations. Entre mars et août 1943, 46 000 Juifs furent déportés à Auschwitz-Birkenau. Une communauté, qui remontait à la dispersion hors d'Espagne en 1492, fut complètement liquidée. Grâce à leurs origines espagnoles, plusieurs centaines de Juifs invoquèrent une protection consulaire du fait de la nationalité espagnole. De manière typique, Eichmann intervint pour invalider ces causes d'exemption, même s'il n'y parvint pas totalement. Alors que ses lieutenants s'occupaient du gros du travail, il réglait les derniers problèmes et les détails. Il insista auprès du ministère des Affaires étrangères pour que les Juifs étrangers ne soient pas autorisés à se soustraire aux déportations en faisant valoir qu'ils avaient probablement des opinions antinazies, et qu'après ce qu'ils avaient vu, ils fomenteraient de la propagande antiallemande s'ils parvenaient à s'échapper[440].

Le premier pays d'Europe de l'Est vers lequel Eichmann tourna son attention fut la Slovaquie. Elle devait servir de modèle au processus de destruction des Juifs, mais l'opération ne se passa pas entièrement comme prévu, et les contretemps mettent en exergue les limites du pouvoir d'Eichmann. La Slovaquie était un État fantoche, allié au Reich, situé dans la moitié est de ce qui avait été la Tchécoslovaquie. Elle fut créée en mars 1939 après que l'Allemagne envahit et occupa les territoires tchèques et permit à la Slovaquie de devenir une république « indépendante ». Le pays était ainsi une dictature autoritaire catholique dirigée par un ecclésiastique, Mgr Jozef Tiso. Son Premier ministre, Bela Tuka, était pronazi, tandis que le ministre de l'Intérieur, Sano Mach, était aux commandes de la Hlinka-Garde – une milice de style nazi. Ils soumirent les Juifs à des mesures discriminatoires de leur propre initiative, mais, en août 1940, Dieter Wisliceny arriva d'Allemagne pour « conseiller » le gouvernement slovaque en termes de politique antijuive. Wisliceny collabora directement avec les agents du ministère de l'Intérieur, en particulier au sujet de l'« aryanisation » des biens juifs. En octobre 1941, le gouvernement slovaque promulgua le *Judenkodex*, un code détaillé de

mesures antijuives et, quelque temps après, il créa un organe représentatif juif centralisé calqué sur les exemples de Vienne, Prague et Berlin[441].

Dès mai 1941, comme les autorités slovaques purent observer la déportation des Juifs d'Allemagne vers la Pologne, elles contactèrent le ministère des Affaires étrangères pour savoir si eux aussi pouvaient expulser leurs Juifs vers la Pologne. Cependant, à ce moment-là, les Allemands ne souhaitaient pas ajouter à leurs problèmes dans le Gouvernement général. Les Slovaques ne se laissèrent pas décourager et persistèrent avec leurs mesures antijuives : les commerces juifs furent saisis, les Juifs furent enrôlés dans des bataillons de travaux forcés et furent contraints de porter l'étoile jaune. Au début de l'année 1942, l'Allemagne avait besoin de main-d'œuvre juive et avait les installations nécessaires pour l'employer – et ainsi Himmler accepta l'offre slovaque. Dieter Wisliceny raconta, lors de son interrogatoire par les forces britanniques en novembre 1945, qu'en février 1942 il fut appelé à Berlin par Eichmann et reçut l'ordre de négocier avec les Slovaques l'envoi de 20 000 jeunes Juifs en bonne santé à Auschwitz dans le but de les y faire travailler[442].

Eichmann fixa les conditions et informa Wisliceny avec grand soin. Il communiqua aussi au ministère des Affaires étrangères les termes exacts du plan qu'il avait conçu. Les Juifs devaient être aptes au travail et devaient avoir été déchus de leur nationalité au moment où ils quittaient la Slovaquie. Le gouvernement slovaque paierait 500 RM par personne afin de couvrir les frais liés à la déportation. À la fin du mois de mars, le gouvernement slovaque donna son accord. Eichmann s'intéressa de près aux questions complexes des titres de propriété, et il dépêcha Friedrich Suhr, son expert en matière juridique, afin qu'il finalise les détails[443]. Les Slovaques prirent eux-mêmes toutes les dispositions pour les déportations, prouvant à Eichmann qu'ils étaient des partenaires exemplaires. De manière inattendue, ils proposèrent au mois de mai que les Allemands prennent aussi tous les proches des 17 000 travailleurs qu'ils avaient rassemblés et envoyés vers le nord depuis mars. Cette suggestion nécessita l'implication personnelle d'Eichmann et, toujours au mois de mai, il se rendit à Bratislava pour une série de réunions avec Mach et la légation allemande, lors de laquelle il fut conclu d'ajouter 33 000 Juifs au programme des déportations. Eichmann rencontra Tuka, qui demanda à obtenir des

garanties que les déportés seraient traités humainement, et Eichmann mentit abondamment pour le mettre à l'aise. Il rencontra ensuite Mach, qui se montra moins exigeant : « Nous eûmes une conversation amicale, et ensuite il m'invita à un jeu de quilles », raconta Eichmann à Jérusalem. C'est pendant leur déjeuner, après leur interlude sportif, que leur parvint la nouvelle de la tentative d'assassinat, qui blessa mortellement Heydrich à Prague[444].

Quelques mois plus tard, les mensonges proférés par Eichmann commencèrent à le rattraper. En juillet 1942, le programme d'extermination fut exposé et dénoncé lors de réunions publiques à Londres, qui furent rapportées dans la presse britannique. Les informations sur les camps de Pologne, peut-être entendues dans les émissions des services européens de la BBC au milieu de l'année 1942, causèrent une vague d'inquiétude en Europe centrale et orientale[445]. Afin de contrer cette « propagande mensongère », Himmler donna l'ordre de produire des articles bienveillants à l'usage de la presse étrangère. Eichmann s'empara d'une vieille suggestion de Wisliceny d'employer Fritz Fiala, un journaliste slovaque qui éditait le journal germanophone *Der Grenzbote*. Eichmann fit en sorte que Fiala soit conduit dans des camps de Haute-Silésie et qu'il rencontre des déportés slovaques et français soigneusement sélectionnés. Höss lui fit même visiter une partie étroitement limitée d'Auschwitz. Eichmann vérifia le contenu des articles et les fit ensuite passer à Himmler pour approbation[446].

Pour autant, le malaise ressenti en Slovaquie ne disparut pas avec la fin de la première vague de déportations en octobre 1942. Wisliceny essaya plus tard de faire croire que cet arrêt avait eu lieu grâce à lui, tandis que les leaders de la communauté juive crurent longtemps qu'il était lié à des pots-de-vin versés à des responsables slovaques. Des recherches récentes ont montré que les rafles avaient en fait cessé parce que les Slovaques avaient rempli les termes de leur accord avec les Allemands. Des éléments montrent aussi que les déportations allaient à l'encontre de certains intérêts locaux. L'Église catholique slovaque objecta aux déportations de convertis et, en mars 1943, protesta contre le sort de ces Juifs dans des termes qui ne purent être ignorés. La légation allemande communiqua à Eichmann le texte d'une lettre pastorale destinée à toutes les églises du pays. Le gouvernement

slovaque, persuadé par Eichmann et Wisliceny que les travailleurs et leurs familles seraient logés dans des camps pourvus d'un niveau de soins au moins minimal, demanda alors à la légation allemande la permission d'envoyer une délégation pour observer sur place comment ils allaient. À cette époque, environ 52 000 des 88 000 Juifs de Slovaquie avaient été déportés et la majorité d'entre eux avaient déjà été massacrés dans les chambres à gaz de Birkenau[447].

Dans sa réponse au ministère des Affaires étrangères, Eichmann adopta un ton de fierté insultée et d'exaspération. « En référence à la proposition avancée par le Premier ministre Dr Tuka au ministre allemand à Bratislava d'envoyer une commission slovaque mixte dans l'un des camps juifs des territoires occupés, je souhaite indiquer qu'une telle inspection a déjà été récemment entreprise de la part de la Slovaquie, par Fiala, le rédacteur en chef du périodique *Der Grenzbote.* » S'ils souhaitaient connaître les conditions de vie dans les camps, ils n'avaient qu'à lire ses articles. « Pour le reste, afin de démentir les folles rumeurs qui circulent en Slovaquie à propos du sort des Juifs évacués, il faudrait attirer l'attention sur la correspondance de ces Juifs avec la Slovaquie, qui passe directement par le conseiller aux affaires juives auprès de la légation allemande à Bratislava et qui compta incidemment plus de mille lettres ou cartes postales pour les mois de février et mars de cette année[448]. »

La réponse dédaigneuse d'Eichmann ne dissuada pas les Slovaques. Tuka fit pression sur la légation allemande pour avoir accès aux camps afin de « réfuter » les déclarations selon lesquelles ils servaient à l'« annihilation » des Juifs. Eichmann tenta de gagner du temps et promit qu'il étudierait la question. Le 7 février 1944, il dit au ministère des Affaires étrangères allemand qu'une visite dans les camps de Pologne était impossible. Comme alternative, il suggéra Theresienstadt. « On peut présumer que cela soulagera les inquiétudes émises par différents membres du gouvernement slovaque – en elles-mêmes parfaitement injustifiées – et mettra un terme approprié aux négociations actuellement en cours. » Eichmann envisageait alors une reprise des déportations et répliqua que, si elles pouvaient avoir lieu, une commission serait peut-être autorisée à enquêter[449]. À l'automne 1944, les hommes d'Eichmann recommencèrent à rafler des Juifs en Slovaquie. Alors que l'Armée rouge avançait vers la frontière slovaque, les

victimes étaient rapidement précipitées dans la gueule d'Auschwitz-Birkenau. Plusieurs milliers de personnes supplémentaires furent envoyées à Theresienstadt ou emmenées en Allemagne après que les chambres à gaz eurent cessé de fonctionner. Les Juifs slovaques déportés par Eichmann et son équipe comptèrent ainsi parmi les premières et les dernières victimes de la « solution finale ». Près de 70 000 Juifs furent massacrés[450].

Le cours de la « solution finale » en France, aux Pays-Bas, en Italie et en Slovaquie illustre le champ de forces complexe que devaient traverser Eichmann et le département IV-B4. La capacité d'Eichmann à faire passer des mesures antijuives, à préparer les Juifs pour la déportation et à mener à bien ces déportations était concomitante avec le pouvoir diplomatique allemand. Le génocide tendait à s'affaiblir à mesure que IV-B4 devait opérer loin de l'Allemagne et que la présence allemande sur le terrain était espacée. Les formes extrêmes d'antisémitisme au niveau local ne garantissaient aucunement le succès du programme de déportations. L'engagement idéologique personnel d'Eichmann le rendait aveugle au paradoxe faisant que des populations qui haïssaient les Juifs tout autant que lui, mais pour des raisons différentes, pourraient ne pas comprendre la nécessité qu'il y avait à tous vouloir les exterminer. Le cas de la Roumanie illustra très bien ces contradictions.

En 1939, le pays avait une réputation d'antisémitisme particulièrement virulent. Lorsque la Roumanie perdit des territoires en raison d'ajustements frontaliers imposés par l'Allemagne en juillet 1940, dont des portions de terrain accaparées par l'URSS, des centaines de Juifs roumains furent massacrés dans des pogroms en guise de vengeance. En 1940 et 1941, le gouvernement du maréchal Ion Antonescu entreprit une politique de « roumanisation » de l'économie, expropriant les entreprises détenues par des Juifs et expulsant les Juifs des emplois publics. La Roumanie se joignit à l'Allemagne dans l'attaque de l'URSS en juin 1941 et fut récompensée par le retour des territoires qu'elle avait perdus, et davantage. La croisade antibolchévique et antijuive suscitait l'adhésion viscérale de nombreux Roumains. Un pogrom très violent accompagna à Iasi le début des hostilités, et l'armée roumaine, qui opérait, avec l'aval du régime, aux côtés de l'*Einsatzgruppe D*, massacra 160 000 Juifs dans le sud de l'Ukraine. Environ 135 000 Juifs furent expulsés des provinces orientales de Roumanie

vers la Transnistrie, une morne petite bande de terre nouvellement acquise entre les fleuves Dniepr et Bug. Quelque 90 000 d'entre eux périrent dans des camps rudimentaires dressés là-bas. Toutefois, les tentatives roumaines de pousser les Juifs encore plus à l'est, dans des territoires contrôlés par les Allemands, se heurtèrent à l'opposition farouche d'Eichmann[451].

Son représentant à Bucarest était Gustav Richter, un jeune *SS-Hauptsturmführer*, qui avait été nommé à l'instigation de l'ambassadeur allemand, Manfred von Killinger, lequel avait demandé au département d'Eichmann d'envoyer un « expert » pour aider à rédiger des lois antijuives en Roumanie. Richter et Killinger parvinrent à convaincre les Roumains de permettre aux Allemands de déporter les Juifs roumains en Allemagne et obtinrent l'accord d'Antonescu sur les statuts généraux antijuifs. Ils furent pourtant frustrés lorsque le gouvernement toléra l'immigration illégale vers la Palestine. Eichmann, qui en ce printemps 1942 avait perdu tout intérêt à poursuivre les subterfuges sionistes, bombarda le ministère des Affaires étrangères et Richter d'injonctions à tout faire pour contenir les sionistes. Il avait en effet en tête une tout autre destination pour les Juifs[452].

En juin, Richter annonça néanmoins avec excitation qu'il avait obtenu l'assentiment d'Antonescu pour que l'Allemagne organise la déportation des Juifs roumains vers les camps de la mort en Pologne. Le 26 juillet 1942, Müller informa Luther, du ministère allemand des Affaires étrangères, que le RSHA avait terminé les préparatifs en vue de la « solution finale » en Roumanie et qu'à compter du 10 septembre 1942 des trains emporteraient les Juifs vers Lublin, où « ceux qui sont aptes seront mis au travail, et les autres recevront un traitement spécial ». Radu Lecca, qui dirigeait le commissariat aux affaires juives, se rendit ensuite à Berlin pour une série de consultations, mais le RSHA géra sa visite de façon désastreuse. Le ministère allemand des Affaires étrangères, qui n'avait apparemment pas été suffisamment impliqué, rapporta que Lecca s'était vu refuser les honneurs habituels à la réception d'un membre de gouvernement étranger. Les Roumains revinrent alors sur leur accord permettant à la SS de diriger la déportation des Juifs roumains[453]. Il se peut aussi que le département IV-B4 ait commis des erreurs sur des questions sensibles de droits de propriété. Peu de temps après, Rademacher écrivit à Luther pour se plaindre que Suhr et Richter étaient allés trop loin dans leur discussion avec les Roumains au

sujet du « principe territorial ». Le ministère rappela à Eichmann de manière assez tranchante que toutes les communications avec les bureaux de la *Gestapo* à l'étranger devaient se faire par les voies des services diplomatiques. Cet épisode suggère qu'un certain manque de finesse avait attiré des ennuis à l'équipe d'Eichmann[454].

À la suite de cela, la Roumanie fut une source constante d'irritation pour Eichmann. Richter révéla que des responsables politiques roumains haut placés acceptaient des pots-de-vin de la part de Juifs en échange de leur intercession contre les mesures antijuives. Il y eut aussi des notes des services de renseignements indiquant qu'au lieu de déporter les Juifs, Antonescu allait permettre à 75 000 ou 80 000 d'entre eux d'émigrer en Palestine, encore une fois en échange d'argent[455]. Eichmann décida qu'il devait se rendre sur place afin de tirer personnellement les choses au clair et demanda au ministère des Affaires étrangères d'organiser une visite pour le mois de janvier 1943. Antonescu donna son accord, mais Eichmann fut contraint d'annuler en raison de « la pression du travail ». À la vérité, ce n'était pas un moment propice pour se rendre à Bucarest. Deux armées roumaines venaient d'être anéanties par les Russes dans leur contre-offensive autour de Stalingrad et la 6e armée allemande, dès lors encerclée, était condamnée. Les Roumains ressentirent le vent glacial de la défaite qui soufflait sur les steppes, ce qui eut pour effet de refroidir leur ardeur pour la « solution finale »[456].

La communauté juive du royaume de Roumanie saisit sa chance pour obtenir des concessions d'une administration roumaine particulièrement vénale. Ses membres parvinrent à faire livrer des réserves de nourriture aux Juifs bloqués en Transnistrie et même à faire pression pour les faire revenir en Roumanie. Le ministère roumain des Affaires étrangères révisa sa position sur la déportation des Juifs roumains présents dans les pays sous contrôle allemand et intercéda en leur faveur. Richter considérait désormais comme un succès digne d'être rapporté à Eichmann le fait de réussir à atténuer le flot des émigrés illégaux vers la Palestine. Pour Eichmann et le département IV-B4, la « solution finale » en Roumanie, qui avait tout d'abord présenté tant de promesses, se transforma en exercice de limitation des dégâts[457]. Au moins 250 000 Juifs périrent des mains roumaines ou du fait des politiques roumaines. Il fut néanmoins impossible à Eichmann de

les ajouter à son décompte macabre. Les 292 000 Juifs de Roumanie qu'il avait tenté d'exterminer lui échappèrent.

Eichmann déclara au tribunal à Jérusalem que le *Referat IV-B4* n'était « rien qu'un agent de transmission des ordres venant d'en haut vers le bas, et pour la transmission d'informations d'en bas aux autorités qui en avaient fait la demande ». Nonobstant la tentative d'autodisculpation présente dans cette déclaration, on y trouve correctement présenté l'un des éléments du travail monotone engendré par un génocide dirigé centralement et géré de manière bureaucratique. « Ces décisions n'étaient pas des décisions personnelles, déclara-t-il. Si je n'avais pas été assis à cette place, quelqu'un d'autre aurait eu à prendre les mêmes décisions sur la base d'instructions, de règlements et d'ordres provenant du sommet de la hiérarchie[458]. » L'image qu'Eichmann entendait cultiver ne résiste toutefois pas à l'analyse. Pour commencer, il n'était pas toujours assis derrière son bureau. Höss observa qu'« Eichmann était constamment en déplacement pour des affaires de service et ce n'est que très rarement que l'on pouvait le trouver dans son bureau à Berlin[459] ». Il s'agissait là d'une exagération, mais qui comportait néanmoins une part de vérité. Eichmann disposait d'une voiture, d'un chauffeur et de quantités d'essence apparemment illimitées. Il conduisait constamment entre Berlin, Vienne et Prague, rendait de fréquentes visites à ses hommes sur le terrain, et visitait aussi régulièrement les camps de la mort. Grâce à ces visites, il fut en mesure d'observer tout ce qui est nécessaire à l'éducation du *génocidaire*. Il ne lui fut ensuite plus possible d'avoir des illusions réconfortantes sur les implications de ses « tâches administratives ». Il n'était pas non plus un robot s'occupant de questions routinières. La grande pagaille du génocide faisait constamment irruption dans les bureaux à l'atmosphère feutrée du 116 Kurfürstenstrasse.

Bien que ses contacts directs avec les Juifs eussent diminué à partir de 1941, et que la majeure partie de ces interactions n'avaient plus lieu que sur le papier, Eichmann continua à rencontrer les responsables juifs des « services à l'émigration » basés à Berlin, à Vienne et à Prague. Il les convoquait régulièrement dans son bureau pour leur transmettre des ordres de plus en plus intolérables, ou pour leur faire connaître des mesures telles que l'exécution de Juifs à Berlin en mesure de rétorsion après une attaque incendiaire contre une exposition qui glorifiait l'attaque contre l'Union

soviétique. Il avait des accrochages occasionnels avec l'équipe de travailleurs juifs basés au 116 Kurfürstenstrasse. Tout comme dans les ghettos et dans les camps, ces Juifs étaient soumis à des « sélections » périodiques. Yaacov Lozowick a montré avec force que, si Eichmann a pu être un « bourreau de bureau », il ne fut jamais isolé des conséquences en chair et en os de ses activités[460].

Dans le courant du mois de novembre 1942, Eichmann reçut une requête inhabituelle de la part du docteur Rudolph Brandt, le médecin de Hitler et patron des nombreux projets « scientifiques raciaux » allant de l'euthanasie aux expériences médicales. Brandt voulait qu'Eichmann fournisse à un professeur de médecine allemand des squelettes humains, et tout particulièrement « les crânes de commissaires du peuple judéo-bolchéviques ». Eichmann transmit la requête au WVHA, mais c'est son département qui organisa le transport des spécimens humains au camp de concentration de Natzweiler, où les chercheurs travaillaient d'arrache-pied. Les prisonniers juifs furent massacrés là-bas[461].

En Israël, Eichmann tenta de se distancier personnellement du crime de masse, et en particulier des opérations qui eurent lieu à Auschwitz. L'enquête révéla toutefois qu'il était irrévocablement lié au génocide. Ainsi, les commandes de gaz Zyklon-B passaient par le département IV-B4[462]. Les secrétaires savaient pertinemment ce que recouvraient ses opérations. Lors de son témoignage au procès de Franz Novak en 1969, Erika Scholz raconta comment elle avait commencé à travailler en toute innocence, jusqu'au moment où « plus tard, je compris que la solution finale de la question juive signifiait la destruction et l'extermination des Juifs. Tout le monde dans le *Referat IV-B4* doit avoir su ce que je savais. Je n'en ai jamais parlé avec les autres membres du *Referat IV-B4*[463] ».

Eichmann visita Auschwitz à de nombreuses reprises. Il vit des Juifs qui se trouvaient de l'autre côté de la clôture, dont Miriam Edelstein et Freddie Hirsch, des Juifs tchèques qui avaient occupé des postes importants à Theresienstadt, et Bernhard Storfer, son partenaire pour l'immigration illégale. Cette dernière rencontre est instructive. Storfer fut arrêté par la *Gestapo* en 1944 et envoyé à Auschwitz. Il parvint à transmettre un message à Höss, qui informa Eichmann que Storfer était emprisonné et demandait à pouvoir lui parler. Eichmann raconta qu'il s'était déplacé à

Auschwitz, où Höss lui dit que l'ancien banquier avait été condamné aux travaux forcés. Storfer fut emmené devant Eichmann, qui lui dit : « Ah, mon très cher Storfer, je ne peux vraiment rien pour vous. Quelle malchance vous avez eue ! » Il expliqua que, selon les ordres de Himmler, personne ne pouvait être libéré d'un camp de concentration. Storfer implora Eichmann d'au moins le faire transférer hors de cette affectation meurtrière. Höss interjeta toutefois : « Ici, tout le monde doit travailler. » Eichmann suggéra alors que Storfer pourrait peut-être s'acquitter de tâches légères : « Je vais faire une note pour dire que Storfer devrait se voir confier un balai et nettoyer les petits sentiers de graviers dans les jardins à l'extérieur de la Kommandantur, et qu'il doit être autorisé à s'asseoir sur un des bancs quand il le souhaite. » Eichmann demanda à Storfer s'il était satisfait. Il raconta : « Il était enchanté, nous nous serrâmes la main, ils lui donnèrent son balai, et il s'assit sur son banc. J'en fus très heureux. » Quelque temps après son départ, Storfer fut fusillé[464].

Cet incident monstrueux illustre l'étendue de l'implication d'Eichmann à Auschwitz. Il savait qu'à cause du régime d'extermination du camp, un balai pouvait faire une différence, même si elle pouvait sembler minime, entre l'inéluctable mort par épuisement et une mince chance de survie. Dans le cas de Storfer, cela ne lui fut pas d'un grand secours, mais Eichmann traita le sort funeste de Storfer comme s'il n'avait rien à voir avec lui. Lorsque cela servait ses besoins psychologiques ou ses besoins juridiques de l'après-guerre, il transformait le fait que son mandat s'arrêtait aux portes des camps et des ghettos en un fantasme voulant qu'il ne fût en rien lié avec ce qui se passait au-delà de ces portes.

Un autre événement éloquent se produisit en 1943 au 116 Kurfürstenstrasse, lorsque le *SS-Standartenführer* Paul Blobel vint y séjourner. Celui-ci avait commandé un *Einsatzkommando* en Russie et était un personnage particulièrement rugueux. En 1943, il reçut l'ordre de Himmler de former une unité locale chargée de localiser et d'exhumer les corps des Juifs fusillés dans l'est de la Pologne et en Russie, en 1941-1942, et de les brûler pour faire disparaître les traces des massacres. Blobel recruta une équipe de Juifs des camps afin d'exécuter les travaux les plus difficiles pour son *Sonderkommando 1005*. C'était une tâche épouvantable qui, pour les Juifs impliqués, se termina invariablement dans la mort. Ce

n’est que grâce à un verre d’alcool que Blobel et les hommes de la SS pouvaient poursuivre leur besogne. Dans la mesure où ils devaient retourner à Berlin de temps en temps, Blobel voulait disposer d’une base dans la capitale. Le RSHA, qui manquait d’espace, le cantonna avec ses hommes dans l’élégant bâtiment d’Eichmann et, peu après son arrivée, Blobel faisait déjà le tour des couloirs et insultait son équipe. Un jour, Eichmann perdit patience et, de manière assez théâtrale, le provoqua en duel. Personne, en tout cas, parmi ceux qui côtoyaient Blobel ne pouvait avoir le moindre doute sur son caractère ou son travail abject[465].

Lors de son procès, l’accusation tenta de prouver que le département IV-B4 était responsable de l’unité de Blobel. Le lien était ténu et, de toutes manières, il était erroné de se concentrer uniquement sur les voies hiérarchiques. Le séjour malheureux de Blobel montra, s’il était nécessaire, qu’il était impossible au 116 Kurfürstenstrasse d’éviter l’odeur de la mort, métaphoriquement ou réellement. Cette odeur s’échappait de l’armoire contenant les papiers sur l’utilisation des cheveux pris sur la tête des Juifs à l’entrée des chambres à gaz, et elle suivait Blobel partout où il allait.

Le traitement par Eichmann de la requête concernant les crânes juifs et sa réponse au sort de Storfer font apparaître un homme devenu insensible à l’horreur et incapable de faire preuve de toute compassion humaine normale. Dans la manière dont il traitait à la fois les tâches administratives et les hommes, Eichmann était confronté à ce que son travail impliquait vraiment, au bout du compte : la souffrance et le meurtre. Il semble qu’au cours de l’année 1942, tous les doutes ou les scrupules à propos du génocide qu’Eichmann aurait pu avoir un jour avaient été complètement éliminés. Il se consacrait désormais implacablement à la destruction de l’« ennemi juif ». Son langage à propos des Juifs et lorsqu’il s’adressait à eux se durcit sensiblement. Toutes ses connaissances à propos des Juifs étaient dorénavant consacrées à mener à bien leur extermination. En décembre 1942, le ministère des Affaires étrangère souleva le cas des Juifs iraniens présents en Allemagne et demanda s’ils devaient être exemptés de la déportation. Eichmann répondit en citant l’histoire racontée par les Juifs lors du festival de Purim. Ce festival célèbre les exploits d’Esther qui contrecarra le plan fomenté par Haman, un ministre du roi de Perse, qui voulait détruire les Juifs qu’il considérait comme une « cinquième

colonne». Il était assez remarquable qu'un nazi connaisse ce festival relativement obscur, mais Eichmann ne le traita pas comme une simple curiosité ethnologique. Il déclara, en s'appuyant sur l'histoire de Purim, qu'il existait une «question juive» en Iran. «La conclusion qui s'impose est que ces personnes sont aussi des Juifs et qu'il n'y a aucune raison de les laisser s'échapper[466].»

Max Merten, un administrateur nazi travaillant pour le régime d'occupation en Grèce, rapporta une conversation qu'il avait eue avec Eichmann en 1943. Merten affirma qu'il avait proposé de procéder à l'évacuation des Juifs de Salonique sous l'égide de la Croix-Rouge. Eichmann répondit: «Si vous aimez tellement ces saletés de Juifs, alors vous n'avez qu'à en prendre 20 000 avec vous, mais ces petites Juives seront alors bien pleines, et elles pourront alors aller pondre leurs mômes sous le soleil de Palestine[467].» En une autre occasion, Eichmann écrivit à Luther, au ministère des Affaires étrangères: «Lorsque l'on coupe du bois, des éclats tombent… Depuis que nous avons commencé à intensifier nos mesures contre l'ennemi juif, celui-ci a tenté, au moyen de lettres anonymes envoyées à pratiquement toutes les institutions du Reich, d'échapper au destin qu'il mérite[468].» Cette déclaration traduit l'esprit d'un antisémite fanatique enfermé dans un monde fantasmé. En quel sens les Juifs étaient-ils l'«ennemi» du Reich? Quel sort méritaient-ils, quand bien même ils auraient été hostiles à l'Allemagne? Comment une résistance prenant la forme de «lettres anonymes» peut-elle être traitée autrement que par la dérision? C'est seulement si l'on présuppose que les Juifs étaient un ennemi puissant prêt à mener des actions terribles contre le peuple allemand que des mesures brutales peuvent avoir un sens, et l'on est encore très loin de la destruction à grande échelle. Les faits font mentir toutes ces propositions: Eichmann était aux prises avec une illusion mortifère.

Dans ses mémoires de prison, Rudolf Höss dresse un portrait dérangeant d'Eichmann autour de 1942-1943. Il se souvient avoir essayé de comprendre «les convictions profondes et réelles d'Eichmann à propos de cette "solution finale"». «Néanmoins, lorsque nous n'étions que tous les deux et que l'alcool avait coulé à flots, et qu'il se trouvait de ce fait dans son humeur la plus expansive, il montra qu'il était complètement obsédé par l'idée d'anéantir jusqu'au dernier tous les Juifs sur lesquels il pourrait

mettre la main. Sans aucune pitié et de sang-froid, nous devons terminer cette extermination aussi vite que possible. Tout compromis, même le plus minime, devra être payé très cher dans le futur.» Selon Höss, Eichmann était «obsédé par la question juive et par l'ordre qui avait été donné quant à sa solution finale». Ses recherches sur la culture juive avaient en fait fortifié sa détermination. Höss écrivit qu'Eichmann «avait la profonde conviction que, s'il parvenait à exterminer complètement les Juifs d'Europe de l'Est, il aurait porté à la juiverie dans son ensemble un coup dont jamais plus elle ne se relèverait. L'assimilation des Juifs à l'ouest, y compris en Amérique, ne pouvait pas et ne souhaiterait pas, selon lui, compenser cette énorme perte de sang, et il n'y aurait dès lors plus de génération future méritant d'être mentionnée». Aucun retour en arrière n'était possible parce que «cette politique d'extermination était nécessaire afin de protéger le peuple allemand dans le futur des intentions destructrices des Juifs». Il se peut que Höss ait exagéré son portrait d'Eichmann afin de rendre plus crédibles ses prétendus propres problèmes de conscience, mais sa version est corroborée par d'autres sources[469]. Wisliceny déclara à Nuremberg qu'en avril ou en mai 1942, Eichmann lui montra un ordre écrit signé de la main de Himmler demandant l'extermination physique des Juifs. Lorsque Wisliceny s'exclama: «Que Dieu veuille que jamais nos ennemis ne fassent subir quelque chose de semblable au peuple allemand», Eichmann lui enjoignit de ne pas se montrer si «sentimental»[470].

L'attitude d'Eichmann à l'égard des Juifs avait pris une tournure d'inhumanité froide. Ce n'était pas l'attitude normale du guerrier face à un ennemi, même si Eichmann se plaisait à dépeindre le rapport en ces termes. Un soldat est capable de faire preuve de compassion envers un ennemi, en particulier dans la défaite. Un soldat s'identifie à son adversaire et doit respecter les règles du combat, ne serait-ce que parce qu'un jour il se pourrait que la victoire change de camp. Eichmann, cependant, était à la poursuite d'un ennemi cosmique, produit d'une création fantasmatique. Il était dans la nature de l'antisémitisme radical nazi qu'en surface, ses adeptes fissent comme s'ils exécutaient froidement leurs tâches et obéissaient aux ordres. À partir de la mi-1941, Eichmann eut peu de contacts avec les Juifs mais, chez un tel antisémite radical, cela n'avait guère d'importance. À ses yeux, ils n'étaient pas un ennemi humain – ils

étaient plutôt comme un virus, comme une bactérie à forme humaine. Son antisémitisme était si radical qu'il lui faisait par certains côtés adopter une posture de professionnel, comme un médecin devant une maladie. Un médecin ne ressent pas d'émotions devant une cellule cancéreuse. De la même manière, il ne faisait pas de sentiment à l'égard des Juifs. Lors de son procès, le juge Benjamin Halevi lui demanda s'il était exact que « à cette époque la destruction des Juifs était considérée comme un acte glorieux ? Les Juifs étaient perçus comme un virus devant être éradiqué, comme n'importe quelle maladie ? Et l'absence de pitié était considérée comme une vertu ? ». Eichmann répliqua : « Oui, cela est correct, je dois l'admettre[471]. »

Pour employer une autre analogie, on pourrait dire qu'Eichmann administra le génocide à la manière d'un directeur d'entreprise multinationale gérant la production et la distribution de produits : en adaptant l'approvisionnement en matières premières aux capacités des usines, en surveillant la production, en effectuant des contrôles qualité, et en assurant une livraison rapide. C'est ici que son expérience commerciale a pu s'avérer utile. Les dossiers, graphiques et figures comptaient aussi parce qu'il devait faire régulièrement des rapports sur l'état d'avancement à Müller et à Himmler. Il fallait aussi considérer les relations publiques. En mai 1942, Eichmann écrivit un livre. Il faisait environ cent pages et fut dédié à Reinhard Heydrich, récemment assassiné. Le livre s'intitulait *La Solution finale de la question juive*, et il devait fournir toutes les données statistiques sur les convois juifs jusqu'à ce moment-là. Eichmann commença par prévoir une impression de 50 000 copies chez l'éditeur Nordland Verlag, mais ses grands espoirs de devenir un auteur à succès furent rapidement déçus. « Le manuscrit ne se matérialisa jamais en le moindre livre, parce qu'il fut interdit », commenta amèrement Eichmann à Jérusalem[472].

Le fait qu'Eichmann produisit un manuscrit sur les déportations est tout aussi révélateur que son interdiction. Avant mai 1942, tandis qu'il écrivait, on peut avancer que le génocide n'avait pas encore entièrement pris forme. Il était encore possible de défendre la notion d'un déplacement des Juifs vers l'est, ne fût-ce que comme propagande et hors des cercles de ceux qui étaient véritablement au courant de choses. Néanmoins, quand le livre fut prêt, les statistiques des déportations auraient suscité des questions

inconfortables. Eichmann ne se découragea pas et, l'année suivante, il proposa une conférence sur les « résultats du combat idéologique contre les ennemis » devant une assemblée de *Gauleiter*. Il soumit une ébauche de son texte à Müller, et l'on peut deviner son contenu parce que celui-ci le lui retourna en lui enjoignant d'effacer les « statistiques »[473]. Quelque temps après cet incident, Himmler fit un discours à Poznan dans lequel il décrivit l'« extermination du peuple juif » comme « une page glorieuse de notre histoire, et une page qui ne sera jamais écrite, et ne peut être écrite[474] ».

Vers la fin de l'année 1942, Eichmann prépara un « Rapport 1942 sur les opérations et la situation de la solution finale de la question juive européenne », sorte de rapport annuel destiné à un conseil d'administration. Müller le communiqua à Himmler le 15 décembre 1942, mais ce dernier ne fut pas satisfait. Le 18 janvier 1943, il écrivit à Müller que « le *Reichssicherheitshauptamt* est désormais privé de ses attributions en matière de statistiques puisque les éléments statistiques fournis jusqu'à présent n'ont pas satisfait aux standards professionnels en matière de précision ». Quelques semaines plus tard, Himmler dépêcha Richard Korherr, un statisticien professionnel, au 116 Kurfürstenstrasse afin de déterminer exactement combien de Juifs avaient été assassinés dans le cadre de la « solution finale ». Korherr s'installa dans un bureau et resta plusieurs semaines à compiler les données que Günther avait rassemblées. Les branches extérieures de IV-B4 durent aussi envoyer des chiffres dans des transmissions radio codées. Lorsque l'exercice fut terminé, une version complétée du rapport fut tapée sur une machine à gros caractères spécialement prévue pour Hitler, qui était myope. Eichmann rappela par la suite que le chiffre s'élevait à environ 4,5 ou 5 millions, même s'il nota avec dédain que Korherr avait aussi pris en compte dans son calcul la « diminution naturelle »[475].

CHAPITRE VI

«AU BEAU MILIEU DU TOURBILLON DE LA MORT», 1944-1945

Lors d'une réunion informelle autour d'un verre de vin hongrois, je les ai informés que Himmler avait donné ordre à la police allemande qu'il voulait que les Juifs hongrois soient mis dans des ghettos, et ensuite évacués à Auschwitz. Je leur ai dit, voici ce que veut le *Reichsführer-SS*…

Eichmann se remémorant sa rencontre avec des responsables hongrois, Interrogatoire, Camp Iyar, 1er juin 1960[476].

Je me suis approché de la table… Eichmann était debout devant, les jambes écartées, avec les mains sur les hanches… et il criait. Ou plutôt, il me hurlait dessus. Vous… est-ce que vous savez qui je suis ? Je suis en charge de l'*Aktion* ! En Europe, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Autriche, elle a été menée à bien, et maintenant c'est le tour de la Hongrie.

Témoignage de Joel Brand lors du procès Eichmann, 1er juin 1961[477].

> Les femmes s'évanouissaient : dans un coin du wagon, des gens criaient « de l'eau ! », mais il n'y avait pas d'eau – nous ne pouvions leur donner de l'eau car il n'y en avait pas. Dans un autre coin du wagon, une mère réconfortait son enfant. Je me souviens bien de ses mots : *Schluf, mein Kind* [Dors, mon enfant]. Mais l'enfant ne pouvait s'endormir, car il avait faim, très faim. Il n'avait rien mangé depuis déjà plusieurs jours, depuis notre départ de la ville.
>
> Cet endroit, c'était Auschwitz. Enfin, nous sûmes ce qui nous attendait, quel était notre destin, où nous étions.
>
> Témoignage de Ze'ev Sapir lors du procès Eichmann, 25 mai 1961[478].

Au début de l'année 1944, Eichmann effectua une mission qui n'avait rien à voir avec la « solution finale ». Les bombardements prolongés au-dessus de Berlin avaient causé des dégâts importants au quartier général de la *Gestapo* sur Prinz-Albert Strasse, ce qui contraignit Heinrich Müller à décentraliser son organisation. Sachant qu'Eichmann avait reçu une formation d'ingénieur, il lui donna l'ordre de superviser la construction d'installations de secours près de Münchberg, à une soixantaine de kilomètres de Berlin. Les travaux devaient être réalisés par une équipe d'environ 235 jeunes Juifs (tous des hommes) recrutés par Eichmann à Theresienstadt. Il se rendit au camp pour sélectionner lui-même les travailleurs et pour s'assurer qu'ils bénéficiaient de bonnes conditions de travail et de vie dans le nouveau petit camp. Ils furent même incités à écrire des messages à leurs familles et à leurs amis restés à Theresienstadt. Ils ne savaient pas que ces messages rassurants étaient en fait un autre des subterfuges cyniques imaginés par Eichmann. Alors qu'eux furent effectivement mis au travail, d'autres « missions de travail » apparemment similaires étaient en fait de simples couvertures pour des déportations de Theresienstadt vers Auschwitz[479].

Au début du mois de mars, Müller vint inspecter les lieux. D'un seul coup, il annonça à Eichmann que Himmler réaffectait le commandement du IV-B4 en Hongrie. Selon les souvenirs d'Eichmann, son rôle sur place serait de servir de « conseiller pour les affaires juives auprès du chef de la police de sécurité et s'occuper de l'envoi des Juifs que le gouvernement hongrois devait évacuer, afin que les choses se passent de manière bien ordonnée ». Cette description était loin d'être correcte, mais il semble bien que la réaffectation constitua une grande surprise pour Eichmann et son équipe. Le 10 mars, lui et les membres principaux du *Referat IV-B4* avaient accepté une invitation à une conférence de *Judenreferenten* à Krummhübel, en Silésie. La conférence, organisée sous les auspices du ministère des Affaires étrangères, était programmée pour les 3 et 4 avril, mais Eichmann et ses hommes furent finalement contraints d'annuler leur participation[480].

Cela ne veut toutefois pas dire que l'extension de la « solution finale » à la Hongrie était totalement inattendue. Si le moment choisi fut bel et bien une surprise, la nature de la mission n'en était pas une. Depuis 1942, le ministère allemand des Affaires étrangères faisait pression sur le gouvernement hongrois afin que celui-ci renforce ses lois antijuives. Eichmann avait été consulté à propos de la possibilité d'aller arrêter les réfugiés juifs qui avaient trouvé là-bas un refuge temporaire. Néanmoins, lorsque les responsables hongrois d'extrême droite suggérèrent de déporter ces « Juifs étrangers » en Allemagne, Eichmann rejeta leur offre, qu'il trouva trop limitée. Tirant les leçons des événements de France et d'ailleurs, il préféra « attendre que la Hongrie soit prête à inclure ses propres Juifs dans cette opération[481] ».

La chance d'Eichmann se présenta alors, et elle offrait des perspectives immenses. Au début de l'année 1944, 725 000 Juifs se trouvaient sur le territoire hongrois, dont environ 309 000 dans les territoires annexés par la Hongrie entre 1938 et 1941. De plus il y avait environ 100 000 convertis au christianisme en Hongrie même. Même si les Juifs hongrois avaient déjà souffert d'une série de dures lois antijuives adoptées depuis 1938, les souffrances infligées aux Juifs en Pologne et en Slovaquie voisines leur avaient jusque-là été épargnées. 50 000 Juifs en âge pour le service militaire avaient été enrôlés dans des bataillons de travail et envoyés en Russie aux côtés de l'armée hongroise, et ils ne subirent pas les traitements meurtriers

infligés aux Juifs locaux. Seulement un cinquième d'entre eux rentrèrent un jour chez eux, mais ce taux de mortalité tristement élevé était principalement une conséquence de l'offensive russe de janvier 1943, qui balaya la seconde armée hongroise. Avant cela, les Hongrois s'étaient abstenus de commettre des exécutions de masse. En août 1941, les forces de sécurité hongroises déportèrent environ 18 000 « Juifs étrangers », originaires de régions annexées à la Hongrie, vers l'Ukraine, où tous furent massacrés par les *Einsatzgruppen*, à l'exception d'environ 2 000 d'entre eux. Toutefois, il y eut un tel mouvement de protestation contre cette atrocité que le gouvernement commandita une enquête officielle. Tout au long de 1942 et 1943, le gouvernement hongrois, sous la direction du chef de l'État, le régent Horthy, ne répondit pas aux demandes des nazis de traiter ses Juifs plus durement. La disparité entre le sort réservé à leurs coreligionnaires dans les pays voisins et les conditions en Hongrie amenèrent les Juifs hongrois à penser que leur gouvernement les protégerait indéfiniment[482].

De manière tristement ironique, ce fut la tentative du régime hongrois de mettre fin à son alliance avec l'Allemagne nazie et de conclure la paix avec les Alliés qui mit les Juifs en péril. Hitler fut furieux lorsqu'il apprit que le régime tâtait le terrain pour engager des accords de paix. Dans son esprit, il y avait un lien entre cette trahison et la taille importante de la communauté juive présente en Hongrie. En mars 1944, il décida d'occuper le pays et d'imposer un gouvernement pronazi qui continuerait la guerre. Cette occupation devait aussi fournir l'occasion de s'occuper des Juifs hongrois[483].

Tandis qu'il préparait l'invasion, Hitler invita le régent Horthy à une rencontre au Schloss Klessheim en Autriche le 17 mars 1944. Il exigea la nomination d'un gouvernement plus amical et demanda aussi que 100 000 Juifs hongrois soient envoyés en Allemagne comme travailleurs forcés pour la construction d'usines souterraines. Horthy accéda aux exigences de Hitler, mais sa complaisance n'était en fait que de façade. Le 19 mars, alors que le chef de l'État hongrois était encore dans le train du retour vers Budapest, les forces allemandes traversèrent la frontière. Edmund Veesenmayer, le plénipotentiaire du ministère allemand des Affaires étrangères pour la Hongrie, et Ersnt Kaltenbrunner, le chef du RSHA,

rejoignirent Horthy dans son train pour lui annoncer les nouvelles dispositions. À leur arrivée, Veesenmayer et Kaltenbrunner entreprirent de former un gouvernement répondant aux désirs des Allemands. Ils s'arrêtèrent sur le nom de Döme Sztójay pour le poste de Premier ministre. Sztójay avait occupé le poste d'ambassadeur de Hongrie à Berlin et il était profondément pro-allemand. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Andor Jaross, était un ami en qui ils avaient toute confiance. Horthy fut contraint de ratifier les nouvelles nominations et, significativement, choisit de demeurer lui-même en poste. Par là, il donna une marque de légitimité au régime imposé et, par extension, aux mesures antijuives que les Allemands furent prompts à mettre en place[484].

Il serait pourtant erroné de concevoir l'occupation allemande de la Hongrie en 1944 comme motivée par la « solution finale ». Il ne serait pas non plus exact de décrire l'assaut contre les Juifs hongrois comme un accès irrationnel de haine, consumant des ressources rares alors que l'Allemagne était déjà en passe de perdre la guerre. Au début de l'année 1944, l'Allemagne était stratégiquement sur la défensive, mais le cercle dirigeant nazi croyait toujours que la guerre pouvait être gagnée. Hitler savait que les Américains et les Britanniques voulaient donner l'assaut en Europe du Nord, et il croyait que l'armée allemande pourrait faire échouer une invasion sur les plages. Il pourrait alors concentrer ses forces sur le front de l'est et couper court à l'avancée inlassable de l'Armée rouge. Ainsi, si le Reich pouvait mobiliser ses ressources, il pouvait encore être victorieux. Götz Aly et Christian Gerlach ont montré récemment que les Allemands avaient envahi la Hongrie animés d'un certain nombre d'objectifs rationnels liés à leurs buts stratégiques. Leur première intention était de maintenir leur allié vacillant au sein de la coalition de l'Axe et de s'assurer que les armées hongroises restent sur les champs de bataille. De plus, la Hongrie disposait de réserves de nourriture, d'essence et de matières premières fort appréciables, et les Allemands entendaient soutirer tout ce qu'ils pourraient de l'économie hongroise pour soutenir l'effort de guerre allemand. Les Juifs eux-mêmes représentaient un potentiel encore inexploité. Il y avait d'abord des possibilités de pillage à grande échelle. Ensuite, les Juifs étaient encore largement représentés au sein du secteur industriel et manufacturier de l'économie hongroise, ce qui convenait bien pour l'expropriation. Enfin, la

population juive pourrait fournir une immense réserve de travailleurs forcés à un moment où les besoins de main-d'œuvre dans le Reich se faisaient ressentir de manière critique. Eichmann ne fut pas simplement chargé d'un projet dément d'extermination des Juifs. Il se vit confier la responsabilité de rafler et de déporter vers le Reich tous ceux qui étaient aptes au travail : l'extermination des « inaptes » était une conséquence nécessaire et propice, plutôt qu'une fin en soi. L'entreprise était absolument inhumaine, mais elle n'était pas insensée[485].

Eichmann reçut l'ordre de se présenter au camp de concentration de Mauthausen en Autriche, où les différentes sections spéciales de la SS se réunirent pour préparer l'invasion. Toute une partie des baraquements des SS fut réservée à ces préparatifs de grande ampleur. Eichmann nota avec un grand étonnement l'arrivée continue de véhicules et de personnel. Alors que la *Wehrmacht* rassemblait onze divisions à la frontière pour mener à bien l'« Opération Margarethe », le RSHA réunit entre 500 et 600 hommes du SD, de la *Sipo* et de la SS. En un court laps de temps, le parking fut rempli de 180 véhicules et camions de toutes sortes. Eichmann eut fort à faire avec les réunions d'information secrètes et l'organisation des transports pour son équipe. Depuis que les grandes déportations d'Europe de l'Ouest s'étaient pratiquement interrompues, ou qu'elles s'étaient transformées en des « chasses au Juif » de moindre envergure mobilisant avant tout des forces de sûreté locales, les hommes d'Eichmann étaient largement sous-employés et se trouvaient disponibles pour être redéployés en Hongrie. Il fut ainsi bientôt rejoint par Dieter Wisliceny, Franz Novak, Theo Dannecker, Otto Hunsche, Hermann Krumey, Franz Abromeit, Siegfried Seidl, Richard Hartenberger et d'autres anciens du département IV-B4[486].

Dans les premières heures du 19 mars, les colonnes de l'armée allemande pénétrèrent en Hongrie. Krumey prit la tête de trente véhicules dans la partie avancée du *Sonder-Einsatzkommando* (groupe spécial d'intervention), qui fut rapidement connu sous l'appellation d'*Eichmannkommando*. Eichmann suivit quelque douze heures plus tard, avec cent quarante camions et véhicules blindés, voyageant à la suite de la 1re division Panzer. Il n'y eut aucun combat. Au contraire, le voyage tourna au carnaval. C'était l'anniversaire d'Eichmann, et la colonne s'arrêta en route afin que ses collègues officiers puissent porter un toast à sa santé. Ce

fut cette petite fête impromptue, et non les raisons de sa macabre mission, qui grava à jamais ce jour dans la mémoire d'Eichmann. Il affirma à son interrogateur israélien : « Je me souviens bien de la date, car c'était mon anniversaire[487]. »

Eichmann arriva à Budapest le 21 mars et fut assigné à des quartiers temporaires dans l'hôtel *Majestic*, dans le quartier Schwabenberg. Krumey s'était installé dans l'hôtel *Astoria* tout proche. Le quartier général de la police hongroise était aussi situé dans les environs. En quelques jours, tout Schwabenberg grouillait de membres de la SS, du SD et de la *Gestapo*, et le lieu fut ceint de barbelés, entrecoupés çà et là de postes de garde. Une semaine plus tard, Eichmann emménagea dans une grande villa de la rue Apostol, sur la colline des roses, à une courte distance de là. Cette demeure spacieuse, aux murs peints d'un jaune particulier et aux grands jardins qui descendaient jusqu'au Danube, avait été expropriée à un industriel juif nommé Aschner. Eichmann y vécut au cours des dix mois suivants dans un très grand confort, avec son majordome, ses chauffeurs et les membres de son entourage immédiat. Ils utilisaient l'hôtel *Majestic* en guise de bureaux. Celui de Krumey était situé juste à côté du sien. Leurs opérations figuraient sur une grande carte de la Hongrie affichée au mur[488].

Eichmann découvrit alors que plusieurs autres éléments de la SS étaient présents à Budapest avec des ordres de mission différents, dont certains recoupaient les siens. Sous peu, il se trouva empêtré dans les guerres de territoires et les conflits de juridiction habituels. Le contingent du RSHA était commandé par le *SS-Standartenführer* Hans Geschke, nommé au poste de BdS en Hongrie. Techniquement, Eichmann était rattaché à son quartier général. Toutefois, Himmler envoya également le *SS-Obergruppenführer* Otto Winkelmann avec le grade de HSSPF et avec autorité sur toutes les unités SS et SD, dont celle d'Eichmann. Son second, le *SS-Sturmbannführer* Wilhelm Höttl, était responsable des opérations de contre-espionnage du SD. De plus, Himmler envoya le *SS-Standartenführer* Kurt Becher pour s'occuper des intérêts économiques de la SS. Becher disposait de grands pouvoirs et était sous l'autorité directe du *Reichsführer-SS*. Les autorités civiles allemandes étaient dirigées par Edmund Veesenmayer, du MAE allemand, qui fut choisi par Hitler comme son représentant et reçut des « pouvoirs plénipotentiaires ». Les services de Veesenmayer

comprenaient des experts en affaires juives, dont notamment Theodor Grell. Veesenmayer dépendait du MAE et avait directement accès à Ribbentrop. Tous ces hommes contribuèrent à sceller le sort des Juifs hongrois[489].

Quelle était précisément la position d'Eichmann dans tout cela ? Lors de son procès, il déclara : « Au départ, ma mission n'était pas encore claire. » Cette idée fut appuyée par Hermann Krumey, son second à Budapest, qui témoigna qu'ils arrivèrent « sans aucun plan déterminé ». Selon Eichmann, les Hongrois voulaient se débarrasser de leurs Juifs, les Allemands avaient besoin de main-d'œuvre, et Veesenmayer négocia un arrangement intéressant. Selon cette version, son travail consista principalement à planifier les horaires des trains d'« évacuation ». Il déclara devant le tribunal en Israël : « Je sais que cela peut sembler peu vraisemblable, mais les documents sont là pour le montrer – je n'étais que marginalement impliqué dans l'organisation des horaires, car ce sont les supérieurs haut gradés, Winkelmann et Veesenmayer, qui s'occupaient d'organiser ces questions en Hongrie. » Tout ce qu'il fit, à part cela, consista à rendre visite aux ministères hongrois, à observer et à rédiger des rapports sur les progrès réalisés[490].

Eichmann dit la vérité lorsqu'il affirma que la politique était déjà arrêtée au moment de son arrivée. À Schloss Klessheim, Horthy avait agréé à la demande faite par Hitler de livrer 100 000 Juifs hongrois à l'Allemagne. Veesenmayer informa Horthy des détails de la relation nouvelle entre l'Allemagne et la Hongrie pendant qu'il se trouvait encore dans le train qui le ramenait d'Autriche. Kaltenbrunner, qui s'était trouvé à Mauthausen lors de la phase préparatoire, arriva à Budapest bien avant Eichmann. Lors des trois jours suivant son arrivée, Kaltenbrunner rencontra le nouveau Premier ministre, Döme Sztójay, et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, afin de s'entendre avec eux sur les principales orientations de la politique à l'égard des Juifs. Cette politique comprenait, entre autres, des modifications législatives visant à priver les Juifs des derniers droits qu'il leur restait et à les exproprier, ainsi que des mesures prévoyant leur ghettoïsation, leur concentration et leur déportation. Ces mesures devaient être mises en œuvre par des fonctionnaires et des gendarmes hongrois. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Jaross, nomma comme secrétaires d'État László Endre et László Baky, chargés des questions politiques et

administratives, y compris de la « question juive ». Tous deux étaient bien connus pour leurs positions antisémites. Administrateur dans la police de longue date, Endre avait été un activiste pronazi depuis le début des années 1930. Baky était, de son côté, un ancien officier qui avait créé un parti national-socialiste en Hongrie et qui siégeait au parlement comme député de l'extrême droite. Eichmann déclara plus tard que, lorsqu'il reçut ses ordres « de passer la Hongrie au peigne fin d'est en ouest, il ne me fut pas nécessaire de m'occuper des autres questions car la gendarmerie hongroise recevait ses ordres d'Endre[491] ».

Ce n'était là, bien évidemment, que la moitié de l'histoire. Le cercle dirigeant nazi voulait casser le « pouvoir » des Juifs en Hongrie, exploiter la main-d'œuvre juive et s'emparer des biens juifs. Une fois que les Juifs avaient été pillés, ou bien s'ils étaient déclarés « inaptes » au travail, ils étaient inutiles et devaient être exterminés, afin d'empêcher la régénération biologique du peuple juif. Eichmann savait que, quelle que fût la valeur économique que pouvaient avoir les Juifs, pour ceux qui étaient désignés comme « inutiles » la déportation à Auschwitz ne signifiait pas autre chose que la mort. Il ne se faisait aucune illusion sur sa tâche, et il est significatif, si l'on veut comprendre son état d'esprit à cette période, de bien voir qu'il craignait que les Juifs ne s'en fassent pas non plus. Lorsqu'il élabora ses plans, Eichmann fut tourmenté par deux événements qui s'étaient produits en 1943. En avril-mai 1943, quelques centaines de Juifs de Varsovie organisèrent un soulèvement armé qui ne fut écrasé qu'après un effort considérable de la part des forces de la *Waffen-SS* sous le commandement du *SS-Brigadenführer* Jürgen Stroop. Eichmann fut envoyé par Müller à Varsovie juste après la rébellion pour constater les dégâts, et il fut surpris par l'étendue des destructions : « Dans le ghetto, je vis les poches de résistance où les combats avaient été intenses. Je n'ai jamais vu de la guerre une dévastation telle que dans le ghetto de Varsovie. » Stroop prépara un album de photographies particulièrement morbide et un rapport pour célébrer sa « victoire », utilisé, raconta Eichmann, par ses représentants comme un avertissement et comme un exemple de la manière dont il ne fallait pas traiter les affaires juives. Dans une adaptation macabre de son expérience commerciale, il se remémora, en présence de Willem Sassen : « Nous avons utilisé l'exemple de Varsovie comme le commis-voyageur qui

vend un article d'autant plus facilement lorsqu'il exhibe une offre publicitaire spéciale.» Il se vanta plus tard: «Müller dit qu'ils avaient envoyé le maître en personne là-bas [en Hongrie] afin de s'assurer que les Juifs ne se rebelleraient pas comme dans le ghetto de Varsovie[492].»

L'autre événement qui plana au-dessus des préparatifs pour la Hongrie fut la fuite des Juifs danois en octobre 1943. Eichmann affirma après la guerre qu'il ne comprit jamais à quel moment l'opération qui avait déclenché l'évasion avait débuté. Il n'y avait pas de «question juive» là-bas, et les Juifs étaient si peu nombreux «qu'il vous aurait fallu une loupe pour trouver les deux ou trois Juifs qui se trouvaient au Danemark». De fait, la pression pour les déportations était venue non du *Referat IV-B4* mais du MAE allemand et du BdS local. Eichmann fut par la suite dépêché à Copenhague afin de démêler l'imbroglio. L'une des leçons, qu'il rapporta en Hongrie quelques mois plus tard, concerna la nécessité de s'assurer d'un accord local pour toute «action» d'envergure contre les Juifs, en particulier si les ressources en moyens humains étaient limitées. «Il était clair à mes yeux qu'en tant qu'Allemand, je ne pouvais exiger la déportation d'aucun Juif hors de Hongrie. Continuer comme cela avait été fait à Copenhague se serait terminé en un fiasco majeur. J'ai donc laissé agir les autorités hongroises elles-mêmes[493].»

Eichmann se prépara ainsi à travailler avec et par le biais des Hongrois, qui seuls disposaient de la main-d'œuvre et des moyens organisationnels nécessaires au déracinement et à la déportation de près d'un million de personnes. Une opération d'une telle ampleur allait prendre du temps à organiser, et il était donc vital de rassurer entre-temps les Juifs que rien de trop grave n'allait leur arriver. Ensuite, le moment venu, le *Sonderkommando* travaillerait à bon rythme, maintenant les Juifs sur la brèche et ne leur accordant pas le temps d'organiser de résistance. Peu après leur arrivée, Krumey et Wisliceny se rendirent aux bureaux de la communauté juive situés dans la rue Sip, afin de mettre en application le plan d'Eichmann. Ils demandèrent à la première personne qu'ils rencontrèrent de faire passer le mot que les dirigeants de la communauté juive devaient se rassembler en cet endroit le lendemain matin. Les représentants juifs se réunirent ainsi dans un climat d'arrestations et de terreur, puisque les agents de Winkelmann traquaient les politiciens

antinazis, les activistes de gauche et les Juifs occupant des places importantes dans la vie politique, culturelle et économique. Des centaines de personnes furent arrêtées et envoyées dans des camps d'internement, dont le plus célèbre était Kistarcsa, situé dans les faubourgs de la ville. Krumey informa les dirigeants communautaires juifs que les Juifs se trouvaient désormais sous le contrôle de la police de sûreté. Ces dirigeants devaient constituer un Conseil juif et préparer une réunion lors de laquelle les responsables de toutes les institutions juives devaient être présents. Aucun Juif n'avait le droit de quitter Budapest, et toutes les publications juives seraient désormais soumises à la censure allemande. Par-dessus tout, ils reçurent l'injonction de maintenir le calme et de préserver l'ordre public au sein de la communauté. Le 21 mars, les Allemands ratifièrent la composition du Conseil juif, placé sous la direction du très respecté Samuel Stern. Ils convoquèrent également des Juifs de la ville et du reste du pays pour les informer des nouvelles dispositions et s'assurer de leur soumission au nouvel organe contrôlé par les Allemands[494].

Pendant ce temps, Eichmann entreprit une tournée de rencontres cordiales avec ses homologues hongrois. Son interlocuteur le plus important était László Endre. Les choses n'auraient pu aller mieux pour lui et ses collègues du ministère de l'Intérieur lorsqu'ils se retrouvèrent à dîner dans un restaurant. Eichmann raconta plus tard : « Lors d'une rencontre informelle autour d'un verre de vin hongrois, je les ai informés que Himmler avait donné un ordre à la police allemande et qu'il voulait que les Juifs hongrois soient mis dans des ghettos, pour être ensuite évacués à Auschwitz. » Il dit à Endre que les Allemands ne voulaient personne âgé de plus de soixante ans ou incapable de travailler. Les déportés pourraient emporter avec eux de la nourriture pour deux jours, et il demanda à ce que « les actes de cruauté soient évités ». Aux dires d'Eichmann, Endre répondit avec un tel enthousiasme qu'il ne fut pas nécessaire de poursuivre la conversation, et ils purent passer à des choses plus sérieuses : se soûler. « Ce soir-là, le sort des Juifs hongrois fut scellé[495]. »

Il est vrai qu'Endre n'avait guère besoin d'incitation : il avait déjà dans son bureau toute une liasse de projets de mesures antijuives. Les avoirs détenus par les Juifs dans des banques ou institutions financières furent immédiatement gelés. En mars et avril, une pluie de décrets s'abattit sur la

population juive : ils durent enregistrer tous leurs biens et objets de valeur, il leur fut interdit de posséder ou de conduire un véhicule ou d'emprunter les transports publics, leurs téléphones et leurs postes de radio furent confisqués. Les Juifs furent aussi purgés des derniers domaines de la vie économique, professionnelle ou publique où ils étaient encore présents. Tous les biens saisis furent dûment enregistrés et soit mis en dépôt, soit redistribués à des Hongrois, soit envoyés en Allemagne selon les termes d'un accord. Pour les Hongrois, il s'agissait là d'une manne de biens pillés et d'emplois[496].

Le 31 mars, Eichmann entra enfin dans la lumière et convoqua Samuel Stern ainsi que trois autres membres du Conseil juif pour une audience à l'hôtel *Majestic*. Il s'adonna en cette occasion à un exercice bravache, mêlant menaces et mots de réconfort. Il leur déclara qu'ils auraient à porter l'étoile jaune, et qu'il incombait au Conseil de se procurer l'étoffe nécessaire à la fabrication des emblèmes tant redoutés, de s'occuper de leur production, et de les distribuer. (L'esprit toujours pratique et le sens des affaires perpétuellement en éveil, Eichmann leur donna même des conseils sur la manière dont ils pourraient couvrir leurs frais.) Les Juifs devraient dorénavant travailler au bénéfice de l'économie de guerre mais, s'ils travaillaient bien, rien de fâcheux ne leur arriverait. Eichmann exprima par ailleurs un certain intérêt pour l'art et les livres juifs, et déclara qu'il aimerait visiter le musée juif local. Pour l'instant, en tout état de cause, les Juifs devraient se défaire d'un certain nombre d'objets jugés utiles à l'armée. Eichmann prétendit que ces mesures ne seraient que temporaires. Il assura à Stern vouloir éviter la violence, mais ajouta que cela ne serait possible que si les Allemands pouvaient compter sur une coopération pleine et entière. « Si les Juifs commençaient à mener des opérations partisanes, ils les tueraient tous sans aucune pitié. Les Juifs devaient comprendre que rien n'était exigé d'eux à part l'ordre et la discipline. Si ordre et discipline étaient respectés, alors les Juifs n'auraient rien à craindre, et il les défendrait au besoin et ils connaîtraient les mêmes bonnes conditions de traitement et de rémunération que les autres travailleurs. » Eichmann affirma qu'il « empêcherait tout pillage des possessions juives et qu'il punirait ceux qui tenteraient de s'enrichir en s'appropriant des biens juifs ». Les délégués devaient rassurer les membres de leur communauté et leur

assurer que tout irait bien. De manière surprenante, les représentants juifs semblèrent accepter ces propos sans difficulté. Ils protestèrent bien au sujet des conditions dans lesquelles les Juifs arrêtés étaient détenus dans des camps tels que Kistarcsa, et le docteur Janos Gabor se plaignit du fait de devoir porter l'étoile jaune, mais à part cela il semble qu'ils aient cru Eichmann[497].

Toutefois, quelques jours plus tard, le 4 avril, Eichmann participa à une conférence au ministère de l'Intérieur sur la planification des déportations. La rencontre fut présidée par Baky et y participèrent plusieurs membres haut placés de l'*Eichmannkommando*, Endre, et le lieutenant-colonel László Ferenczy, qui commandait la gendarmerie hongroise. Ils se mirent d'accord pour diviser la Hongrie en six zones, chacune d'une taille équivalente à deux districts de la gendarmerie. En progressant d'est en ouest, les Juifs devraient être concentrés de la campagne vers les villes. Ils seraient défaits de leurs propriétés et de leurs biens, puis transférés dans des « ghettos ». Ces derniers seraient situés dans des usines de briques désaffectées situées à proximité des lignes ferroviaires. De là, ils seraient déportés vers le IIIe Reich « pour travailler ». L'opération serait dirigée par les chefs de la gendarmerie et de la police avec l'assistance des autorités locales. Les 20 000 hommes de la gendarmerie aux ordres de Ferenczy devaient jouer un rôle crucial dans la mise en œuvre du programme. Celui-ci était un antisémite convaincu et il nomma des officiers, qui partageaient ses vues, au quartier général de Budapest et dans les différentes régions. Par la suite, des instructions secrètes furent envoyées aux quartiers généraux locaux de la gendarmerie et de la police, et aux officiers d'état civil dans les mairies pour qu'ils commencent à enregistrer les Juifs[498].

Le 6 avril, l'équipe d'Eichmann s'entretint avec Baky et ses assistants et leur prodigua des conseils sur les questions opérationnelles. Eichmann conseilla vivement à Baky de commencer la mise en ghetto et le processus de déportation dans les provinces orientales, aussi loin que possible de Budapest, alors que les Hongrois avaient au départ choisi de commencer par la capitale. C'était un stratagème plein de ruse. Les provinces orientales étaient les plus proches de l'armée russe qui avançait, et il y avait une rationalité militaire à procéder ainsi aux « évacuations ». Les premières victimes devaient être des « Juifs de l'Est », issus d'une zone récemment

annexée, et dont le style de vie était très différent de celui des Juifs magyarisés et assimilés de Budapest. Ils étaient également distants géographiquement et communiquaient peu avec les Juifs de la capitale. Baky accepta le plan et, le 16 avril, les rafles commencèrent. À ce moment-là, personne à Berlin ou à Budapest ne savait exactement combien de Juifs seraient pris dans le filet, et où ils seraient envoyés[499].

Avec une malveillance caractéristique, le processus de ghettoïsation débuta le premier jour de la pâque juive. La zone I, qui recouvrait la Ruthénie subcarpathique et le nord-est de la Hongrie, fut prise pour cible. En douze jours, 194 000 Juifs furent chassés de leurs maisons et jetés dans des « ghettos » et des camps de détention. Pour justifier la première vague de ghettoïsation, on argua que l'est de la Hongrie était désormais une « zone militaire ». Le 28 avril, un décret donna pouvoir aux autorités d'expulser et de réimplanter les Juifs sans donner de prétexte. Près de 98 000 Juifs vivant dans la zone II, qui recouvrait entre autres Kolozsvar/Cluj et le nord de la Transylvanie, furent raflés entre le 3 et le 10 mai. Les 53 000 Juifs de la zone III, dans le nord du pays, furent frappés entre le 5 et le 10 juin. La zone IV, qui comprenait Debrecen et Szeged dans le sud de la Hongrie, suivit du 16 au 26 juin. Environ 40 000 Juifs furent concernés. Du 30 juin au 3 juillet, 29 000 Juifs de la zone V, dans le sud-ouest de la Hongrie, furent enfermés dans des centres de détention de fortune, tels la porcherie d'une usine de saucisses, des stades et des écoles juives. Enfin, au cours de la même période, les gendarmes appréhendèrent 24 000 Juifs dans les villes et les villages situés à la périphérie de Budapest. Seuls les 160 000 Juifs de Budapest disposaient alors encore d'un tant soit peu de liberté[500].

Alors que la ghettoïsation des Juifs avait commencé, une dispute triangulaire, mettant aux prises les Hongrois, le MAE allemand et le RSHA, eut lieu au sujet de leur sort. Horthy et Sztójay avaient consenti à l'envoi de 100 000 Juifs aptes au travail en tant que main-d'œuvre pour le Reich. Baky, Endre et Ferenczy voulaient se débarrasser de tous les Juifs présents sur le sol hongrois, en particulier de ceux qui ne pouvaient pas travailler et allaient vite devenir un « fardeau ». Le MAE s'en tenait à son accord avec Horthy et n'exprima aucun désir de s'embarquer dans un programme plus ambitieux. Néanmoins, Kaltenbrunner et le RSHA aspiraient à exterminer la population juive hongroise dans son ensemble[501].

Le 14 avril, Veesenmayer informa le MAE que Sztójay avait donné son accord en vue de la déportation de 50 000 Juifs hongrois vers le Reich pour servir de main-d'œuvre. Il prévoyait que le Premier ministre hongrois agréerait aussi à l'envoi de 50 000 Juifs supplémentaires le mois suivant[502]. Toutefois, cinq jours plus tard, une réunion fut organisée au ministère de l'Intérieur afin de discuter de la situation en Ruthénie subcarpathique. Baky présida la session. Eichmann était présent avec Novak, Wisliceny et Hunsche. Ferenczy fut secondé par plusieurs haut gradés de la gendarmerie, dont des commandants locaux du nord-est du pays, qui les prévinrent que les conditions dans les camps étaient déjà fort mauvaises. Il y avait des plaintes de toutes parts concernant le sort réservé aux Juifs, et un certain danger que les choses s'enveniment. On ne pouvait tout simplement pas laisser les Juifs là où ils étaient. Eichmann leur offrit alors avantageusement de les soulager de tous les Juifs qu'ils avaient sur les bras – faisant écho à ce qui s'était passé en Slovaquie deux ans plus tôt. Les Hongrois, comme les Slovaques avant eux, acceptèrent avec gratitude[503].

Il se peut que la décision finale d'éliminer tous les Juifs hongrois ait été prise de manière relativement hâtive. Le 22 avril, von Thadden confirma au bureau de Ribbentrop qu'un accord avait été conclu au sujet du premier contingent de Juifs. Von Thadden informa aussi le ministre des Affaires étrangères que « la déportation, et en particulier les horaires et l'organisation des trains, sera traitée directement par l'Office central à la sécurité du Reich. L'*Obersturmbannführer* Eichmann, qui se trouve lui-même en Hongrie, reçoit toutes les instructions nécessaires du RSHA[504] ». Cependant, le lendemain, von Thadden, depuis Berlin, relaya à Eichmann les rapports de Veesenmayer indiquant que 150 000 Juifs avaient déjà été « concentrés » et que ce chiffre atteindrait bientôt 300 000. Il confirma que des plans de déportation avaient été faits. Les trains devaient commencer à rouler le 15 mai, et des arrangements avaient été faits pour transporter vers Auschwitz 3 000 Juifs par jour. On s'était efforcés de ne pas perturber l'effort de guerre et, pour cette raison, il fut décidé de ne pas déporter 50 000 Juifs de Budapest lors de la première vague, « puisque la rafle des Juifs [devait] être complète ». Von Thadden suggéra que les problèmes de transport les empêchaient de commencer par Budapest, mais son message fit écho à la préférence exprimée par Eichmann de commencer par l'est du

pays. Que Kaltenbrunner ait soutenu Eichmann à Berlin ou qu'il ait lui-même défendu le projet de déportation totale, dans lequel Eichmann n'aurait été qu'un simple instrument, en tout état de cause, les « maximalistes » remportèrent la partie[505].

La position d'Eichmann peut être examinée à partir de ses mémoires d'après-guerre. Il y exprima une certaine fierté du fait que « malgré toutes les interventions… les déportations partirent avec régularité. Ainsi, j'exécutai l'ordre du *Reichsführer*-SS, rien d'autre ne m'intéressait ». Il compara son bilan en Hongrie avec la débâcle du Danemark : l'insinuation était évidente[506]. En Israël, il affirma qu'il avait toujours eu l'intention de ne transporter que des Juifs aptes au travail et feignit d'être surpris lorsqu'on lui indiqua que les hommes, les femmes, les enfants, les malades et les vieillards étaient attrapés et jetés dans les wagons à bestiaux à destination d'Auschwitz. Il accusa les Hongrois : « Ces gens-là raflaient manifestement tout le monde pêle-mêle. » En totale contradiction avec cela, il déclara aussi à ses interrogateurs qu'il avait posté un de ses hommes dans chaque unité de la gendarmerie « afin de m'assurer que les directives seraient respectées ». Eichmann espérait gagner sur les deux tableaux : affirmer qu'il ignorait que les vieillards et les malades étaient déportés tout en faisant l'objet de gratitude pour avoir tenté de les protéger des fanatiques Hongrois[507]. Il mentit de manière flagrante lorsqu'il déclara à ses interrogateurs : « Mon activité en Hongrie, comme je l'ai déjà dit, a surtout eu un caractère modérateur. » À la vérité, il s'aligna avec les maximalistes du régime hongrois, en particulier Baky et Endre, et offrit une solution « totale » au « problème » juif en Hongrie. En effet, des documents montrent que la pression vint tout autant de Berlin que de Budapest. À la fin du mois de mars, par exemple, le MAE allemand exprima son mécontentement du fait que Kaltenbrunner et la police de sûreté « interf[éraient] avec la question juive en Hongrie ». Kaltenbrunner exerça une pression constante pour accélérer les déportations une fois qu'elles avaient débuté, et Eichmann suivit[508].

Grâce à l'expérience acquise par Eichmann et à son organisation attentive, les événements de Varsovie ou du Danemark ne se reproduisirent pas. Le RSHA et Eichmann obtinrent l'aval des Hongrois et forcèrent le MAE à accepter un plan qui garantirait l'engagement des effectifs de la

gendarmerie hongroise et une pleine coopération des autorités civiles. Le plan avait également moins de chances de semer la panique au sein de la population juive. En s'attaquant aux Juifs de la capitale en dernier, les Allemands minimisèrent les chances de voir s'organiser une résistance juive et ils minimisèrent les risques d'une mobilisation de non-Juifs pour leur venir en aide. Les Juifs de Budapest étaient bien organisés et entretenaient des réseaux de relations haut placées, mais tant qu'ils se sentiraient en sécurité, ils seraient moins enclins à risquer leurs vies pour venir en aide à d'autres Juifs dans les lointaines provinces de l'Est, directement ou en cherchant à obtenir l'intercession de politiciens hongrois amis. De toutes manières, ces amis hongrois potentiels n'avaient pas la moindre sympathie pour les Juifs traditionnels, non magyarisés, de la périphérie orientale. En tirant les leçons des événements de France, de Roumanie et du Danemark, Eichmann réduisit le risque que les déportations ne déclenchent une série de réactions en chaîne menant à la fuite et à la défiance. Toutefois, le socle du génocide en Hongrie reposa bien sur la volonté des Hongrois de jeter dehors leurs compatriotes juifs. Eichmann n'eut jamais à faire face au moindre obstacle du type de ceux érigés par des collaborateurs tièdes dans d'autres régions. Comme il se rappela d'un ton songeur et nostalgique en Argentine : « Seule la Hongrie fut différente. La Hongrie nous a réellement offert les Juifs comme on tente de se débarrasser de bière aigre, et la Hongrie a été le seul pays où c'est nous qui ne parvenions pas à tenir la cadence[509]. »

Une fois les détails de la politique à mener fixés entre Berlin et Budapest, il fut possible à Eichmann de se rendre sur le terrain pour constater l'avancement des préparatifs. Entre le 24 avril et le 2 mai, en compagnie d'une délégation mixte germano-hongroise, il parcourut le nord-est de la Hongrie. Il était accompagné de Wisliceny, Endre, Ferenczy et du capitaine Leó Lulay, un conseiller du chef de la gendarmerie. Ils visitèrent Kassa et Ungvar, écoutèrent des rapports sur les rafles de Juifs, la confiscation de leurs biens et de leur argent, et ils inspectèrent les centres de détention. À Kassa/Kosice, environ 2 000 Juifs étaient amassés dans deux briqueteries, sans pratiquement aucun abri et dans des conditions sanitaires absolument affreuses. L'eau provenait de deux colonnes d'alimentation. À Ungvar/Uzhorod, 25 000 Juifs étaient parqués dans un dépôt de bois de

construction, exposés aussi bien aux intempéries qu'aux déprédations des gardes hongrois qui les défirent de leurs ultimes possessions. Ceux qui furent arrêtés lors de la première rafle durent attendre le plus longtemps avant que les déportations ne débutent : ils vinrent rapidement à manquer de nourriture et d'eau, ainsi que de médicaments. À mesure que les jours passèrent, la nourriture, en général constituée d'une espèce de soupe de goulache plutôt maigre, arriva aux camps de manière irrégulière. À son retour dans la capitale, Endre rapporta avec jubilation à Jaross : « Les Juifs peuvent enfin respirer de l'air pur et ils ont changé leurs anciennes habitudes pour de nouvelles[510]. »

Les derniers préparatifs étaient désormais en place. Günther, qui assurait la permanence au 116 Kurfürstenstrasse, informa von Thadden que, bien qu'ils attendissent toujours la confirmation concernant la destination finale des déportés, une décision avait été prise de ne pas les éparpiller en Allemagne. La politique de « déjudéification » du Reich semblerait ridicule si le RSHA commençait à importer des centaines de milliers de Juifs et permettait aux industriels de les faire venir de manière *ad hoc* par le biais d'une « allocation ouverte ». En d'autres termes, ils iraient tous à Auschwitz, au moins dans un premier temps. Le jour où Eichmann entreprit sa tournée d'inspection, Veesenmayer rapporta au MAE allemand que lui et son *Kommando* allaient contrôler les Juifs protégés des déportations en raison de leur nationalité étrangère. Veesenmayer annonça également qu'une conférence serait organisée le 4 mai à Vienne, lors de laquelle Novak et des responsables de la *Reichsbahn* planifieraient les horaires de trains cruciaux[511].

Tandis qu'Eichmann inspectait le nord-est de la Hongrie, les pontes de la SS et de l'État chargés de l'économie et du travail se partageaient le butin extorqué aux Juifs. Lors d'une réunion le 1er mai, des représentants de l'organisation Todt, du ministère pour l'Emploi de la main-d'œuvre chapeauté par Fritz Sauckel (responsable de l'enrôlement forcé de travailleurs étrangers), de la police de sûreté et de la *Wehrmacht* se mirent d'accord pour que l'organisation Todt servît de bureau central et répondît aux demandes de travailleurs forcés juifs hongrois. Puisqu'il était désormais évident que les déportés ne seraient pas seulement des hommes aptes au travail, mais des communautés entières, le chef du WVHA, Oswald Pohl,

prédit qu'environ 50 % des arrivants de Hongrie seraient des femmes. La demande en travailleuses n'étant pas suffisamment élevée, il obtint l'accord de Himmler pour les employer elles aussi à des travaux de force[512].

Du 4 au 6 mai, Novak s'entretint avec des représentants de la *Reichsbahn*, de la *Sipo* et avec Lulay afin de fixer les trajets et les horaires des trains. Ils convinrent de faire partir quatre convois par jour, transportant environ 12 000 Juifs, *via* Kassa/Kosice et Presov en Slovaquie, Tarnow dans le sud-est de la Pologne, et Cracovie, pour arriver à Auschwitz. En Hongrie, à Munkacs, le lieutenant-colonel László Ferenczy organisa plusieurs réunions avec la gendarmerie, la police et les administrations locales pour leur transmettre les dernières directives opérationnelles et les calendriers. Chaque ghetto se vit attribuer un point d'embarquement et une date de déportation. Les gendarmes furent répartis sur les trajets et reçurent l'ordre de garder les trains jusqu'à la frontière. Des instructions furent aussi données quant au dernier pillage des biens des Juifs avant qu'ils ne quittent le territoire hongrois. Les toutes premières déportations eurent en fait lieu avant la date prévue. Dès qu'Eichmann eut obtenu un accord sur le plan général, il ordonna la déportation des Juifs qui avaient été emprisonnés à Budapest et aux alentours, lors des premiers jours de l'occupation. Le 29 avril, trois trains avaient déjà quitté Kistarsca et d'autres camps en direction d'Auschwitz-Birkenau[513].

Le 15 mai, près d'un mois après leur première incarcération, les Juifs des zones I et II furent brutalement escortés par la gendarmerie hongroise hors des camps-ghettos de Kassa, Ungvar, Munkacs et d'une demi-douzaine d'autres centres vers les têtes de ligne où des trains attendaient déjà. Par groupes de cent ou plus, des hommes, femmes et enfants juifs furent enfermés dans des wagons à bestiaux scellés pendant toute la durée du voyage vers la Pologne. Lorsque tout se déroulait sans accroc – ce qui était rarement le cas étant donné les bombardements sur les villes en chemin et la préséance donnée aux transports militaires, qui n'avait pas été envisagée dans les préparatifs – les Juifs passaient entre trois et quatre jours dans ces wagons à bestiaux, sans nourriture, sans eau et sans sanitaires. Des centaines de personnes moururent dans les trains, avant même d'arriver à Birkenau, en particulier des personnes âgées ou malades, ou de jeunes enfants. Grâce à des contacts fréquents entre Höss et Eichmann, le camp fut

préparé tout spécialement pour ce flot important de nouveaux arrivants. Höss se rendit par trois fois à Budapest au cours du printemps, et Eichmann alla également plusieurs fois à Auschwitz. Entre avril et la mi-mai, une voie de desserte de six kilomètres fut spécialement construite pour conduire les trains jusqu'à l'intérieur du camp. Les Juifs débarquaient dorénavant sur une plate-forme, appelée la « rampe », à seulement quelques centaines de mètres des chambres à gaz souterraines numéro II et III, et non loin du complexe de chambres à gaz et crématoriums numéroté IV et V. Le personnel de la SS fut renforcé pour faire face aux convois importants, et les effectifs du *Sonderkommando* juif qui faisait fonctionner les chambres à gaz furent fortement augmentés, passant de 224 à 865 hommes[514].

Entre le 15 mai et le 7 juin, 92 trains amenèrent plus de 289 000 Juifs des zones I et II. Les déportations de la zone III durèrent du 11 au 16 juin. Vingt-trois trains transportèrent juste un peu moins de 59 000 Juifs. La zone V fut vidée de 41 500 Juifs dans quatorze trains en seulement trois jours, à compter du 25 juin. Dix-huit trains furent remplis de plus de 55 000 Juifs de la zone V, et de la région autour de Budapest, entre le 4 et le 8 juillet. À cette date, le décompte effectué par Veesenmayer atteignit 437 403 Juifs déportés à Auschwitz-Birkenau. Seuls 25 à 30 % des déportés de chaque transport étaient réquisitionnés pour le travail : tous les autres étaient assassinés quelques heures à peine après leur arrivée[515].

Veesenmayer tint Berlin informé presque au jour le jour et s'assura qu'Eichmann respectait la prérogative du MAE concernant la définition des exceptions accordées en fonction de la nationalité. Eberhard von Thadden, l'interlocuteur d'Eichmann au MAE, fut lui-même envoyé en mission d'inspection entre le 22 et le 24 mai. On a là une illustration de l'écheveau d'autorités avec lesquelles Eichmann devait travailler, ainsi que de la grande étendue du savoir partagé sur le génocide, et par là de la responsabilité à son égard. Dans son rapport, von Thadden rapporta des discussions sur l'envoi d'un million de Juifs, dont seulement un tiers serait considéré apte au travail. Ceux-ci étaient confiés à Fritz Sauckel et aux industries de la SS, et von Thadden garda un silence discret concernant le destin de ceux dont le sort ne serait pas de travailler jusqu'à l'épuisement et la mort. Lors de son séjour à Budapest, il s'arrêta à l'institut Ballensiefen, qui menait des recherches « scientifiques » sur les Juifs et le judaïsme et qui

publiait un bulletin d'information antisémite avec pour vocation d'encourager les Hongrois. Von Thadden fit aussi des affaires troubles avec Winkelmann, dont pas même Veesenmayer ne fut informé. Cette histoire devait ressurgir plus tard. Von Thadden nota que « la coopération avec les départements du SD n'était pas toujours parfaite » et exprima certaines inquiétudes vis-à-vis des conflits récurrents entre le MAE et les hommes de Himmler à propos des questions touchant à la jouissance de la propriété des biens juifs[516].

En effet, à ce moment-là, Eichmann s'était laissé entraîner dans une série de complots qui se chevauchaient et se recoupaient, et qui le mettaient hors de lui. Il lui apparut soudain qu'il y avait des priorités autres que la déportation des Juifs vers les camps de la mort : son expertise durement acquise dans sa sphère de compétence s'en trouva abruptement dévaluée.

Le 25 avril, Eichmann fut présenté à Joel Brand, un Juif né en Hongrie qui appartenait à un groupe juif semi-clandestin appelé le Comité de sauvetage et de secours (CSS). Brand avait fait ses études en Allemagne et y avait vécu jusqu'en 1934, date à laquelle il eut des problèmes avec les nazis et rentra à Budapest. Il devint un homme d'affaires d'envergure modeste et troqua son communisme de jeunesse pour un sionisme de gauche. En 1943, il rejoignit le CSS, qui était constitué de plusieurs jeunes sionistes hongrois, comme Otto Komoly, Rudolf Kastner, et Hansi Brand (la femme de Joel Brand). En 1943-1944, le CSS connut quelque succès dans l'envoi d'assistance aux Juifs dans les pays voisins, le passage clandestin de réfugiés en Hongrie et, plus tard, vers la Roumanie, qui offrait une sécurité relative. Grâce à cette activité, ils savaient que les Juifs de Slovaquie avaient versé des pots-de-vin à Dieter Wisliceny et, croyaient-ils, obtenu ainsi l'arrêt des déportations. Après l'occupation allemande de la Hongrie, Brand et d'autres membres du CSS tentèrent de joindre Wisliceny dans l'espoir d'éviter les déportations en masse. Ils parvinrent à la première étape grâce au réseau de contacts peu commun qu'ils avaient déjà développé[517].

En 1943, l'*Abwehr*, l'unité de renseignements de l'armée allemande, mit en place un réseau d'agents hongrois. Plusieurs d'entre eux s'avérèrent être en partie Juifs ou des Juifs convertis au christianisme. Ils agissaient aussi comme courriers pour le CSS, transportant des messages vers l'antenne

établie par les sionistes palestiniens à Istanbul, et vice versa. Ces Juifs palestiniens avaient quant à eux des liens avec les services secrets britanniques et américains. Les services secrets hongrois et l'*Abwehr* utilisaient tous deux les courriers hongrois, qui se déplaçaient entre le CSS de Budapest et les chargés de mission palestiniens basés à Istanbul, afin de rentrer en contact avec les Alliés. Les Hongrois utilisaient ces réseaux pour tâter le terrain en vue d'une possible paix séparée, et l'*Abwehr*, qui était un centre de résistance antinazie, souhaitait de son côté obtenir des soutiens pour ses activités contre Hitler. Ainsi, Brand se trouvait à la croisée d'intenses manœuvres clandestines. Ses réseaux prouvèrent leur valeur à la veille de l'occupation allemande, lorsqu'un agent de l'*Abwehr* l'avertit de ne pas se trouver chez lui le 19 mars. Ironie du sort, Brand et sa femme étaient installés à l'hôtel *Majestic* lorsque les SS, tout juste arrivés, commencèrent à arrêter des responsables et des activistes juifs[518].

Pour un certain prix – car ils étaient en effet profondément corrompus –, les agents de l'*Abwehr* arrangèrent une rencontre entre Brand et Kastner, et Wisliceny, le 24 mars. Les deux sionistes lui offrirent deux millions de dollars pour reporter les mesures antijuives prévues et faciliter l'émigration juive vers la Palestine. Ils mentionnèrent en particulier le fait qu'ils avaient déjà 600 certificats palestiniens à leur disposition, et un navire qui attendait à Constanza, en Roumanie. Wisliceny se garda bien de leur révéler qu'il n'avait joué aucun rôle dans l'interruption des déportations de Slovaquie et qu'il n'avait aucun pouvoir sur le sort des Juifs en Hongrie. Au lieu de cela, il négocia une « avance » de 200 000 dollars, déclara qu'en raison des décisions de Himmler, l'émigration des Juifs vers la Palestine n'était pas possible, mais qu'il était d'accord pour continuer à négocier. Au début du mois d'avril, Brand et Kastner eurent deux autres réunions avec Wisliceny, lors desquelles Hermann Krumey et Otto Hunsche furent aussi présents, et un total de 169 000 dollars en pengös hongrois et en devise américaine fut versé. Pendant ce temps, Wisliceny rapporta ses conversations à Eichmann, qui les rapporta à Kurt Becher, actif dans le champ économique, et à Berlin[519].

On ne sait avec certitude qui décida de l'étape suivante, toujours est-il qu'Eichmann reçut l'autorisation de prendre les Juifs au mot et même de faire monter les enchères. S'ils souhaitaient tant sauver leur peuple, et s'ils

avaient tant d'argent à disposition, pourquoi les SS ne se serviraient-ils pas d'eux pour obtenir ce dont ils avaient réellement besoin ? Le 25 avril, Brand se vit accorder une audience avec Eichmann. Celle-ci commença de manière rocambolesque, des agents de l'*Abwehr* venant chercher Brand en voiture au *Café Opéra* au centre de Budapest. Brand fut ensuite conduit jusqu'au bureau d'Eichmann à l'hôtel *Majestic* et introduit. Eichmann, resplendissant dans son uniforme de la SS, était debout devant son bureau, et il commença par aboyer : « Vous… Savez-vous qui je suis ? Je suis en charge de *l'Aktion !* En Europe, Pologne, Tchécoslovaquie, Autriche, nous en avons terminé, et maintenant, c'est au tour de la Hongrie. » Il annonça cependant à Brand qu'il l'avait fait venir pour lui proposer un marché. Il autoriserait un million de Juifs à émigrer si Brand pouvait de son côté organiser la livraison de biens et de matériel pour le Reich : « sang contre approvisionnement ». Qui Brand voulait-il d'abord sauver : les hommes, les femmes, les personnes âgées ? Selon les souvenirs de Brand, Eichmann reprit le langage sioniste de ses années passées au département II/12. « Il se présenta en Allemand idéaliste et me décrivit comme un Juif idéaliste avec lequel il pouvait maintenant s'asseoir à une table pour négocier un marché. Le lendemain, pourtant, nous nous retrouverions sur le champ de bataille »[520].

En fait, aucun des deux hommes n'était en mesure de conclure indépendamment un tel marché. Complètement déconcerté, Brand déclara qu'il pouvait simplement faire un versement en argent : il ne pouvait avoir accès à des quantités significatives de biens ou de matériel en Hongrie. Néanmoins, Eichmann lui indiqua qu'il serait autorisé à se rendre en Suisse ou en Turquie pour mettre au point la transaction. Laquelle des deux destinations préférait-il ? Brand opta immédiatement pour la Turquie, parce que le Comité de sauvetage et de secours travaillait en coopération étroite avec la mission sioniste basée à Istanbul. Eichmann dit ensuite qu'il lui faudrait consulter Berlin à propos des marchandises les plus souhaitables. Lorsque la rencontre prit fin, Brand se dépêcha d'aller informer les membres du CSS de ce qui s'était passé[521].

Au cours des deux semaines suivantes, des événements parallèles eurent lieu, qui changèrent la nature du marché. Tout d'abord, le service de renseignements de la SS engagea une action contre le réseau de l'*Abwehr*

en Hongrie et liquida la plupart de ses agents. Le *SS-Obersturmbannführer* Gerhard Clages reprit les contacts avec les Juifs et les services de renseignements alliés à Istanbul. Son objectif était de créer un canal de communication entre Himmler et les Alliés occidentaux, grâce auquel Himmler aurait pu explorer les possibilités d'une paix séparée, ou bien, en cas d'échec, semer la discorde entre les Alliés occidentaux et la Russie en déclarant que c'était les Alliés qui avaient proposé le marché. À cette fin, Clages perçut le potentiel des contacts établis avec Brand, et en particulier avec un Juif converti au catholicisme nommé Bandi Grosz, qui était membre du groupe de l'*Abwehr* et travaillait aussi avec le CSS. Grosz était un homme entièrement dénué de scrupules, agent triple ou plus, qui avait transféré son allégeance initiale au profit de la SS et avait trahi ses anciens collègues de l'*Abwehr*[522].

Clages était présent lorsque Eichmann et Brand se rencontrèrent pour la seconde fois. Pour le plus grand étonnement du dernier, les deux nazis lui remirent 50 000 dollars et 270 000 francs suisses en liquide que le SD avait interceptés dans une transmission des services de secours sionistes basés en Suisse à destination du CSS. Clages voulait que le CSS ait accès à l'argent pour ses missions d'aide en Hongrie, en gage de la volonté allemande d'établir la relation sur de bonnes bases. Eichmann rapporta ensuite qu'il avait discuté de la proposition de marché avec Berlin, et qu'il avait reçu l'accord de laisser partir les Juifs en échange de camions équipés pour les opérations hivernales sur le front de l'est. Afin de rendre le marché encore plus attractif, Eichmann suggéra que Brand fasse en sorte que les camions soient chargés de marchandises difficiles à se procurer, comme du savon, du café et du chocolat. Brand affirma plus tard qu'Eichmann aurait dit qu'« il était prêt à faire sauter les installations d'Auschwitz et à envoyer 10 % du million de Juifs, soit 100 000 personnes, à n'importe quelle frontière que je lui indiquerais », s'il revenait de Turquie avec un accord concernant les marchandises. Gardant les pieds sur terre, et sachant que les sionistes avaient déjà mentionné la question des 600 certificats d'émigration, il répondit que si Eichmann promettait de livrer 100 000 Juifs en avance, cela montrerait qu'il était sérieux et contribuerait à sceller les négociations. Eichmann répliqua sèchement qu'il avait déjà fait assez de concessions[523].

Lors de leur troisième rencontre, le 14 mai, Eichmann était accompagné de Hunsche, Dannecker, Clages et Kurt Becher. Leur présence collective et la nouvelle selon laquelle Bandi Grosz accompagnerait Brand étaient les signes que la mission avait acquis des fonctions multiples. Clages y voyait une opération de renseignement. Becher s'intéressait quant à lui aux possibles retombées économiques. Cependant, Eichmann acceptait difficilement ce qu'il considérait comme des interférences et il ne semblait pas satisfait. « Que faites-vous encore ici ? », rugit-il en apercevant Brand. Il lui indiqua ensuite de consulter Krumey pour organiser son voyage à Istanbul. Il donna aussi l'ordre à Brand de faire venir sa femme à l'hôtel *Majestic* afin qu'elle soit retenue en otage pendant son séjour à l'étranger. Brand saisit la dernière occasion pour exprimer la consternation du CSSH devant les arrestations et la mise en ghetto, mais Eichmann balaya ces inquiétudes : « J'ai voyagé dans tout le pays, et tout ce que j'ai vu c'étaient des wagons chargés de pain pour nourrir vos Juifs[524]. »

Eichmann et Brand se revirent une dernière fois avant leurs retrouvailles de chaque côté de la salle d'audience du tribunal de Jérusalem. Eichmann le pressa, il n'y avait plus de temps à perdre : les déportations étaient sur le point de commencer. Il pouvait encore retarder l'arrivée des déportés à Auschwitz de huit ou quinze jours, en les envoyant d'abord en Autriche ou en Slovaquie, mais pas plus. D'un autre côté, si Brand revenait de sa mission couronné de succès, alors il ferait sauter les installations d'Auschwitz et libérerait les premiers 100 000 Juifs. Selon Brand, Eichmann se tourna ensuite vers Hansi Brand, qui l'accompagnait conformément aux instructions reçues. Se faisant plus mielleux, Eichmann assura à Brand que sa femme et ses enfants recevraient des documents les protégeant et qu'ils seraient gardés en sécurité, même s'ils devaient rester à Budapest. Le lendemain, Brand dit au revoir à sa femme au *Café Opéra* et fut conduit à Vienne par Krumey. Le 18 mai, il s'envola pour Istanbul[525].

La suite fut une véritable tragédie. Eichmann n'avait ni l'intention ni la possibilité de ralentir les déportations ou de dévier les Juifs de la route d'Auschwitz. Alors que Brand était sur le chemin qui le menait en Turquie, Eichmann rendit visite à Höss pour s'assurer que la machine de mort était prête à recevoir l'afflux massif de Juifs hongrois. Néanmoins, Brand était, de son côté, convaincu que chaque heure avait une importance vitale pour

sa mission extraordinaire, et il sentait peser sur ses épaules le poids écrasant des responsabilités. Seize ans après, il raconta : « Oui, c'était pour moi une proposition atroce. Il a détruit ma vie. Eichmann a fait reposer le sort d'un million d'êtres humains sur moi, dont, je suis navré de le dire, il a assassiné la plupart[526]. »

Dès son arrivée à Istanbul, le 19 mai, Brand se rendit à la délégation sioniste. Il expliqua le souffle court ce qui était en jeu et les représentants sionistes décidèrent d'alerter immédiatement les dirigeants sionistes en Palestine. Néanmoins, la seule manière dont ils pouvaient garantir le secret était d'envoyer des messagers. Ce n'est que le 24 mai qu'un émissaire atteignit la Palestine pour informer Moshe Shertok, le chef du département politique de l'Agence juive, quasi-gouvernement de la communauté juive en Palestine (le Yichouv). Shertok et l'émissaire se précipitèrent alors pour aller voir David Ben Gourion, qui présidait l'Agence juive. Une réunion rapidement organisée de son comité directeur décida de la nécessité d'informer les Britanniques avant de donner une réponse. Le 26 mai, Ben Gourion informa le haut commissaire britannique pour la Palestine de la proposition faite par Eichmann. Celui-ci en rendit alors compte à Londres[527]. À la fin du mois, le comité ministériel britannique aux réfugiés, qui comprenait le ministre des Affaires étrangères, Anthony Eden, se réunit pour réfléchir à une réponse. À ce moment-là, le gouvernement britannique avait aussi obtenu des informations de la part de ses agents de renseignements. Londres avait en fait eu connaissance de la mission de Brand pratiquement au moment où celui-ci atterrit en Turquie. Avant même d'être alertés par la tentative séparée de Grosz, les Britanniques suspectaient les Allemands de préparer un tour qui mettrait les Russes en colère et visait à faire éclater l'alliance antiallemande. Au mieux, la proposition relevait du chantage et au pire c'était un subterfuge aux conséquences potentiellement explosives. En tout état de cause, la Grande-Bretagne n'avait aucun désir de s'occuper de centaines de milliers de réfugiés juifs, et encore moins si ceux-ci souhaitaient se rendre en Palestine. Il fut décidé de ne pas répondre à la proposition, et de recommander aux Américains d'en faire de même. Malgré tout, afin de ne pas apparaître trop insensibles, et en raison de réelles inquiétudes humanitaires, les Britanniques laissèrent la porte ouverte à la recherche de moyens d'envoyer

des réfugiés en Espagne ou au Portugal – tant que cela ne viendrait pas entraver l'effort de guerre[528].

Le gouvernement américain fut également informé et suivit plus ou moins la position des Britanniques, même si Washington montra quelque intérêt à faire durer les négociations. Quelques jours plus tard, les informations furent consciencieusement transmises aux Russes, lesquels, comme on pouvait s'y attendre, opposèrent un veto à tout contact futur avec le régime nazi. À la lumière de la sensibilité russe, et avec les résultats accablants d'un interrogatoire de Grosz en leur possession, une réunion supplémentaire du comité ministériel aux réfugiés du 13 juillet prit la décision de mettre fin aux négociations. Six jours plus tard, l'histoire fut ébruitée dans la presse en Grande-Bretagne et aux États-Unis et, du point de vue de Himmler et de Clages, la raison d'être de la mission de Brand disparut aussitôt[529].

Bien évidemment, Brand ignorait tout de ce grand jeu de pouvoir international. Il se débattait à Istanbul, exigeant une réponse de la part de l'émissaire sioniste, qui apaiserait Eichmann. Or Shertok ne revenait pas de Palestine avec une décision du haut commandement de l'Agence juive, et Brand se demanda alors s'il devait rentrer à Budapest. Il ne pouvait pas rester sur place, car les autorités turques menaçaient de le déporter comme immigré clandestin. Finalement, le jour où le comité ministériel rejeta la proposition pour la première fois, les Britanniques autorisèrent Brand et Grosz à se rendre en Palestine. Il s'agissait d'une ruse. Brand se mit en route le 5 juin, mais il fut arrêté par les autorités britanniques dès qu'il pénétra en territoire syrien, contrôlé par les Britanniques, et il fut emprisonné à Alep. Malgré des protestations désespérées, il ne fut pas autorisé à rencontrer Shertok avant le 11 juin[530].

De son côté, Eichmann n'était pas foncièrement inquiet de ces délais. Au contraire, selon Hansi Brand et Rudolf Kastner, qui furent chargés des négociations après le départ de Brand, il ne dévia jamais d'un iota du calendrier fixé pour les déportations. Ainsi, le jour même où Brand quitta Budapest, Hansi entendit parler des premières déportations de la zone I et reçut des rapports sur les conditions effroyables dans les trains. Elle alla trouver Kastner et, ensemble, ils allèrent voir Eichmann. Il écouta leurs protestations et leur dit avec son cynisme inimitable qu'« ils n'avaient pas

besoin de s'inquiéter, car il ne s'agissait que de Juifs de Russie subcarpathique [*sic*], que ces gens avaient beaucoup d'enfants, et qu'en tout état de cause les enfants n'avaient pas besoin de beaucoup d'air, et d'encore moins de place, et qu'ainsi il ne leur arriverait rien[531]. »

Hansi Brand rencontra fréquemment Eichmann au cours des semaines et des mois qui suivirent. Elle lui transmit chacun des messages qu'elle recevait de son mari, en les présentant sous le meilleur jour possible. En attendant une avancée majeure, elle et Kastner tentèrent de faire en sorte qu'Eichmann respecte l'accord initialement conclu avec Wisliceny visant à la libération de 600 à 800 Juifs pour lesquels les sionistes avaient déjà des certificats d'émigration pour la Palestine. Eichmann fit cependant obstruction à chaque pas. Hansi Brand raconta plus tard : « En général, nous avions des problèmes avec lui tout le temps. Il promettait la bonne volonté, des conditions devaient être mises en place à l'étranger, il voulait nous permettre de faire sortir ces 600 personnes… Et lorsque nous insistions là-dessus, il y avait toujours une excuse. » Hansi Brand et Kastner n'étaient clairement pas en position de force dans la négociation, mais ils parvinrent intelligemment à faire de leur plus grande faiblesse une ressource, bien que limitée. Ils employèrent l'absence de nouvelles positives en provenance d'Istanbul pour suggérer que les Alliés attendaient un signe de la part d'Eichmann montrant qu'il était sérieux. Ainsi, au début du mois de juin, Eichmann permit à contrecœur à Kastner de faire venir à Budapest 388 Juifs des provinces orientales, sélectionnés pour recevoir des certificats à l'émigration. Même là, Eichmann, Becher et Clages exigèrent que les Juifs paient entre 500 et 1 000 dollars pour ce privilège. Hansi Brand se rappela avoir remis au SD trois valises remplies d'or, de diamants, d'argent liquide et de titres[532].

À la suite de négociations semi-officielles entre le CSS et Eichmann, et de pots-de-vin versés à des individus proches de Becher et Clages, quelque 1 684 personnes obtinrent des places à bord du « train Kastner ». Pendant plusieurs semaines, elles furent détenues dans un camp de fortune de la rue Kolumbusz au centre de Budapest. Le train partit finalement le 30 juin, mais plutôt que de prendre la direction d'un pays neutre, comme cela avait été convenu, il fut dirigé vers le camp de Juifs « privilégiés » et servant de « monnaie d'échange » de Bergen-Belsen. Les détenteurs de certificats y

demeurèrent, dans des conditions qui se détériorèrent gravement, jusqu'à la fin de la guerre. Mis à part un groupe symbolique libéré en août, la plupart gagnèrent la Suisse le 6 décembre 1944. Il y eut encore une série de négociations laborieuses et exorbitantes, cette fois-ci principalement conduites par Becher, dont c'était le tour de poser en ami des Juifs. Le « train Kastner » fut le seul succès rencontré lors de l'attente déchirante d'une issue à l'expédition de Brand. Mis à part cela, Eichmann ne fit que s'amuser avec ses interlocuteurs juifs. Hansi Brand raconta que, quelles que soient les informations qu'ils lui rapportaient, « il n'était pas satisfait de la vitesse à laquelle les choses allaient, ce qui veut dire qu'il y avait toujours une bonne excuse, de sorte qu'en déclarant que nous n'avions rien de positif à lui montrer pour le moment, il pouvait continuer à repousser ce qu'il nous avait promis. Dans le même temps, il n'arrêtait pas de souligner qu'un officier allemand honore toujours ses promesses. Mais il finit par ne rien honorer du tout ». Au lieu de cela, il l'accablait : « Vous êtes parfaitement libre de télégraphier à votre mari que je laisse le moulin tourner[533]. »

Pendant des semaines, Eichmann mena un duel inégal avec ses contacts juifs. Hansi Brand était une femme courageuse et pleine de fougue, et Kastner, qui avait auparavant mené une vie sans relief comme journaliste et agent sioniste à Cluj/Kolosvar en Transylvanie, fit lui aussi preuve d'un grand courage, d'habileté et de nerfs solides. Ils furent tous deux plusieurs fois arrêtés et violemment interrogés par des agents de la police secrète hongroise, qui suspectait quelque affaire lucrative en train de se conclure dans leur arrière-cour, dont ils voulaient recevoir leur part. Eichmann insista néanmoins sur le secret, et ils ne divulguèrent jamais les détails de la mission Brand. Tout au long du début de l'été, Hansi continua sans relâche, cherchant à obtenir des concessions. Elle implora Eichmann d'épargner aux enfants les trains de déportation et de les laisser émigrer. Lorsque celui-ci refusa, elle ne put s'empêcher de lâcher : « Vous n'avez probablement pas d'enfant vous-même, et c'est la raison pour laquelle vous n'avez aucune pitié pour eux. » Peu de Juifs osèrent jamais employer un tel ton face à Eichmann. Peut-être toucha-t-elle un nerf sensible, ou bien l'impressionna-t-elle, car il se contenta de répondre : « Vous prenez beaucoup de liberté, Madame Brand. Si vous continuez à me parler ainsi, je vous conseille de ne plus venir me voir[534]. »

En une autre occasion, Eichmann se montra menaçant vis-à-vis de Kastner, ce qui révèle l'évolution de son caractère vers une plus grande brutalité. Kastner pressait Eichmann de distribuer aux Juifs sélectionnés pour la Palestine des certificats leur permettant de se rendre dans un abri sûr à Budapest. Eichmann refusa et lui cria : « Quand j'ai dit non, c'est non. » Kastner se leva alors de son siège et fit mine de quitter la pièce, ce qui n'était pas quelque chose que les Juifs avaient coutume de faire avant qu'Eichmann ne les congédie lui-même. Ce dernier répondit par une plaisanterie glaçante : « Kastner, vous êtes à bout de nerfs. Je vais vous envoyer à Theresienstadt pour vous remettre. Ou bien préférez-vous Auschwitz ? Écoutez-moi bien, je dois vider la merde juive des provinces. Les disputes et les larmes ne serviront à rien[535]. » Selon Hansi Brand, lorsque les efforts déployés par son mari n'aboutirent finalement à rien, Eichmann exprima un certain soulagement, et même une certaine satisfaction. « Je peux dire cela avec beaucoup d'assurance, déclara-t-elle devant la Cour à Jérusalem, il était content. Il était très content que cette transaction ait échoué. » Il avait désormais les mains libres pour s'occuper des Juifs : il n'y aurait plus d'interruption dans les déportations, en tout cas pas par ce biais[536].

L'exultation d'Eichmann ne traduisait pas forcément la satisfaction d'un homme devenu un sadique en proie à des obsessions meurtrières. Ses motivations étaient probablement encore plus sombres. Il éprouvait un grand ressentiment à l'encontre de Clages et de Becher, qui s'étaient immiscés dans ce qui était son domaine de prédilection, l'émigration, et leur échec le rendait heureux. Lors de son interrogatoire en Israël, Eichmann affirma qu'il ne se souvenait pas très bien des négociations de Brand et il écarta le marché, qu'il qualifia d'« affaire » qui « avait été imaginée par Himmler ». « Tout ce dont je me souviens, c'est qu'un million de Juifs devaient être relâchés quelque part en échange de dix mille camions tout terrain et de la promesse que ces camions ne seraient pas employés sur le front de l'ouest. » Eichmann avait des souvenirs plus précis de Kastner, avec lequel ses affaires durèrent plus longtemps. Ce qui resta gravé dans son esprit fut la nécessité de cacher aux Hongrois tout marché avec Kastner[537].

Toutefois, au moment de son procès, Eichmann s'attribua la paternité de la proposition « sang contre approvisionnement » et il affirma qu'il avait espéré que Brand réussisse. Il feignit d'ignorer l'influence destructrice que Grosz devait immanquablement avoir sur la mission, et déclara que cet agent avait été imposé par une autre section du SD. « J'ai fait tout mon possible pour faciliter les choses à Brand, parce que tout ce que je pouvais faire en ce sens donnait de la crédibilité à mes intentions. » Il expédia Brand hors de Hongrie précisément parce que les déportations étaient sur le point de commencer. Par la suite, « la seule chose qui occupait mon esprit, c'était que les choses aient une issue positive, et j'étais moi-même très heureux d'être parvenu à remettre les choses ainsi sur les rails. En ce qui concerne mon travail et l'organisation, chaque jour durant cette période, je m'occupais à considérer comment planifier les 100 000 départs. » Son désir d'en revenir à l'émigration fut saboté par « des petits négociants et des colporteurs », termes par lesquels il désignait Becher[538]. Il est pourtant difficile de concilier la déclaration d'Eichmann selon laquelle il soutenait entièrement Brand et désirait la reprise de l'émigration de masse avec les commentaires rapportés par Hansi Brand et consignés dans le rapport d'après-guerre de Kastner, sans même parler de ses actes. Eichmann eut de nombreuses occasions d'épargner des Juifs et de leur permettre d'émigrer pendant que les négociations étaient en cours, entre la mi-mai et la mi-juillet. À cette époque, Himmler fit preuve d'une grande tolérance à l'égard de l'émigration juive. Ce furent toutefois Clages et Becher qui firent sortir des Juifs de Hongrie, et non Eichmann, et c'est cela qui le mettait en colère. « J'étais furieux que Becher fût autorisé à s'occuper des questions liées à l'émigration. Je devais aider et prendre part aux déportations, et ce dont je me considérais comme le responsable, les questions d'émigration, fut confié à un autre[539]. »

Becher fut envoyé en Hongrie afin d'acquérir la gigantesque entreprise industrielle Manfred-Weiss au profit de la SS. Les usines, qui produisaient des munitions et du matériel de guerre, avaient été fondées par des Juifs, quoique la plupart des descendants des fondateurs se fussent convertis au christianisme et que l'actionnariat eût été diversifié. Becher mélangea terreur pure et tactiques commerciales afin de persuader les actionnaires juifs de se défaire de leurs parts. Le 5 avril, il parvint à ses fins, mais à un

certain prix : un accord prévoyant de permettre à une cinquantaine de membres des familles Weiss et Chorin de quitter la Hongrie en direction de la Suisse et du Portugal. Le marché conclu par Becher froissa quelque peu Berlin et rendit Eichmann furieux. Le MAE allemand, qui n'en avait pas été informé, fut contrarié de voir la SS se mêler d'affaires touchant aux droits de propriété dans un autre pays. Les Hongrois blémirent lorsqu'ils découvrirent qu'un actif national avait été accaparé sous leur nez, et ils multiplièrent les protestations. Eichmann fut outré de ce que Becher gagnait du crédit auprès de Himmler en utilisant l'émigration comme un jeton dans la négociation pour extorquer de l'argent et des biens aux Juifs : après tout, c'était auparavant sa spécialité à lui. À Vienne, Eichmann avait occupé un hôtel particulier exproprié aux Rothschild, et maintenant, à Budapest, Becher avait ses quartiers dans le luxe d'une résidence qui ressemblait à un véritable palais, située au 114-116 rue Andrassy, qui avait appartenu à l'une des familles propriétaires des usines Manfred-Weiss[540].

La rivalité avec Becher et un ressentiment exacerbé poussèrent Eichmann à soutenir le marché Brand-Kastner. « J'étais absolument furieux. J'avais tenté, pendant des années, dès l'automne 1939, de quitter le département IV. Et voilà que je me retrouvais en Hongrie, à m'occuper de déportations, et que d'autres venaient se mêler des questions sur lesquelles j'avais jusque-là travaillé. » Pour contrecarrer leur interférence, il avait besoin de monter sa propre escroquerie, afin de persuader Müller, Kaltenbrunner et Himmler de permettre l'émigration. « Il me fallait surenchérir sur ces deux agences. » Ainsi, lorsque Becher suggéra d'échanger des Juifs contre de l'argent, Eichmann proposa de relâcher un million de Juifs contre du matériel militaire. De cette manière, affirma-t-il plus tard, il espérait « récupérer pour [lui] les domaines gérés par Becher et le contre-espionnage, c'est-à-dire tout ce qui touchait à l'émigration ». L'intérêt d'Eichmann pour le marché et son prétendu regret au moment de son échec étaient donc purement narcissiques. Lorsque son avocat, à Jérusalem, lui demanda s'il était revenu à l'émigration parce qu'il éprouvait de la compassion pour les Juifs atteints par la catastrophe, Eichmann répondit avec beaucoup de candeur. « Ce n'est pas par compassion que je me suis lancé dans cette affaire : j'aurais été congédié sur-le-champ si j'avais jamais agi de cette manière[541]. » Eichmann prévoyait-il sérieusement de laisser partir les Juifs et de retourner à ses

anciennes occupations d'organisateur de l'émigration ? Ou bien se contenta-t-il d'une lecture rétrospective de ses actions ? Une réponse à cette question peut être apportée par son comportement brutal à la fin de l'été et pendant l'automne 1944, lorsque la poursuite de sa rivalité avec Becher alla jusqu'à l'entraîner dans un conflit avec Himmler.

À partir de la fin du mois de mai, Kastner devint l'interlocuteur juif privilégié d'Eichmann. Il lutta pour sauver le petit groupe de Juifs pour lesquels il y avait des certificats palestiniens, et tenta de persuader Eichmann de dévier les trains de déportation d'Auschwitz. La principale tactique de Kastner consistait à affirmer que, sans un signe de bonne volonté, les Alliés n'auraient aucune raison de faire confiance aux Allemands, et ne seraient pas incités à répondre favorablement à leur proposition. Il rappela aussi à Eichmann que, si les assassinats se poursuivaient au rythme actuel de 12 000 par jour, les Allemands n'auraient bientôt plus de Juifs à échanger contre quoi que ce fût. Finalement, en juin, Kastner obtint un premier succès – limité mais réel. Eichmann lui indiqua qu'il allait rediriger 30 000 Juifs vers l'Autriche, où ils seraient « mis en attente ». Cela constituait « un geste de bonne volonté », même s'il s'accompagnait d'un versement de cinq millions de francs suisses. De plus, il insista pour exclure les Juifs qui étaient « des éléments ethniquement et biologiquement d'une certaine valeur ». De fait, ce « geste » n'était rien d'autre qu'un autre stratagème cynique inventé par Eichmann. Il avait de toute façon ordonné l'envoi de Juifs à Vienne, parce que le maire de la ville, qui était un bon ami d'Ernst Kaltenbrunner, avait réussi à persuader le commandant du RSHA de lui livrer de la main-d'œuvre pour les industries d'armement locales. Entre le 25 et le 28 juin, six ou sept trains transportant entre 18 000 et 20 000 Juifs furent envoyés à Vienne et au camp de concentration de Strasshof, où la majorité d'entre eux survécut à la fin de la guerre[542].

À ce moment-là, les déportations commençaient à affecter Budapest, et la panique s'empara des Juifs de la ville. Alors qu'Eichmann et son *Sonderkommando* discutaient avec les responsables hongrois d'un prétexte approprié pour entamer la dernière rafle, le Conseil juif tenta frénétiquement d'obtenir l'intercession de politiciens et d'ecclésiastiques hongrois. Leurs efforts furent renforcés par un chorus tardif de protestations

internationales contre les déportations. Franklin Delano Roosevelt, le président des États-Unis, fut prompt à condamner l'occupation allemande de la Hongrie et la menace des déportations. Ses admonestations publiques n'eurent cependant guère d'effet. Le 26 juin, il adressa un message personnel à Horthy, exigeant la cessation des déportations et menaçant les responsables de représailles. Le Vatican, qui eut connaissance de l'existence d'Auschwitz-Birkenau en mai, par le biais du rapport d'évadés qui avaient réussi à se rendre en Slovaquie, envoya un émissaire papal pour vérifier l'information. Le 25 juin, le pape Pie XII s'adressa directement à Horthy pour demander « une fois encore que le gouvernement hongrois cesse sa guerre contre les Juifs ». Le roi Gustav de Suède s'exprima aussi le 28 juin sur la question[543].

Les interventions étrangères et nationales se mélangèrent dans l'esprit de Horthy avec les nouvelles du front. Les Alliés avaient débarqué en Normandie le 6 juin et, à la fin du mois, il semblait clair que la *Wehrmacht* ne pourrait pas les repousser à la mer. Le 22 juin, l'Armée rouge lança une offensive massive en Biélorussie, qui écrasa une division entière de l'armée allemande et ouvrit la route de Varsovie. Le sort militaire de l'Allemagne était scellé. Un intense bombardement américain sur Budapest, le 2 juillet, souligna à la fois le caractère désespéré de la situation militaire de l'Axe et la menace de sanctions futures. À la suite de plusieurs réunions de son Conseil des ministres qui eurent lieu à la mi-juin, Horthy convoqua Endre et Baky pour qu'ils rendent compte des atrocités. Le 30 juin, les questions juives furent retirées de leurs prérogatives. Baky refusa d'être rétrogradé et conspira avec la gendarmerie pour fomenter un coup d'État, installer un régime nazifié et poursuivre les mesures antijuives. Toutefois, Horthy anticipa son action et rallia des unités loyales de l'armée vers la capitale. Il fit arrêter Baky et Endre et donna l'ordre aux unités de la gendarmerie de se retirer de la ville. Il déclara à Veesenmayer que les déportations devaient être interrompues et exigea également le départ de la *Gestapo*. Le 6 juillet, Horthy informa Veesenmayer qu'il avait l'intention de suspendre les déportations. Les convois furent officiellement interrompus trois jours plus tard, même si Horthy laissa planer la possibilité de faire, malgré tout, partir les Juifs de Budapest[544].

Eichmann fut furieux de l'ordre d'interruption, et il n'était pas le seul. Le HSSPF, Winkelmann, fut tout aussi mécontent, et il dit à Himmler que Veesenmayer ne se montrait pas assez ferme avec les Hongrois. Il conseilla vivement à Hitler d'intervenir personnellement. Le 17 juillet, Ribbentrop autorisa Veesenmayer à dire à Horthy à quel point Hitler était déçu des « changements » intervenus. Hitler attendait une reprise des déportations, à défaut de quoi il devrait reconsidérer les privilèges et les exemptions accordés à la Hongrie[545]. Dans cette atmosphère tendue, il n'est guère surprenant qu'Eichmann se soit senti en position de défier le *diktat* de Horthy. Le 12 juillet, il envoya un groupe d'hommes du SD de son quartier général au camp d'internement de Kistarcsa, où quelque 1 500 Juifs étaient détenus. Écartant les gardes hongrois, les agents du SD firent monter de force les prisonniers juifs dans un train détourné et les envoyèrent à Auschwitz. Cependant, un responsable juif délégué au bien-être des détenus parvint à alerter le Conseil juif, qui contacta des membres amis dans l'entourage de Horthy. Le train fut rappelé, et les Juifs réadmis à Kistarcsa[546].

La rebuffade ne fit qu'agacer Eichmann davantage, et il manigança une revanche. Tôt le matin du 19 juillet, il convoqua le Conseil juif à l'hôtel *Majestic*. Les Juifs se rassemblèrent et attendirent que quelque chose se passe. Au lieu de cela, ils restèrent à attendre toute la journée, tandis qu'Otto Hunsche les surveillait. Finalement, à 18 heures, Hunsche reçut un coup de téléphone, puis il leur annonça qu'ils pouvaient partir. Ce n'est qu'alors qu'ils apprirent que Novak s'était rendu à Kistarcsa avec un détachement de 30 agents de la police de sûreté. Lors du procès Eichmann, le Dr Alexander Brody témoigna de ce qui arriva alors : « Un ordre fut donné que tout le monde sorte dans la cour, et les hommes de la SS commencèrent à les jeter avec une grande brutalité dans les camions. Parmi eux, il y avait des gens qui marchaient avec des béquilles, et si je me souviens bien il y avait un fauteuil d'handicapé, et des malades, mais on leur cria qu'ils pouvaient laisser toutes ces choses sur place, parce que là où ils allaient, ils n'en auraient plus besoin. » En ne tenant aucun compte de la souveraineté hongroise, Eichmann vida également un autre camp, à Sarvar. Le sort des 3 000 Juifs qui furent déportés de Sarvar et de Kistarcsa ne peut être imputé au seul Eichmann, dans la mesure où nombreux étaient ceux

qui, à Berlin, souhaitaient que les trains continuent à rouler, mais son zèle et ses initiatives personnelles laissèrent leur empreinte sur ces incidents. Les signes du fanatisme apparaissent ici de manière indubitable[547].

L'atmosphère trouble fut renforcée le lendemain lorsque le contingent de la SS à Budapest apprit la tentative d'assassinat contre Hitler. Pendant plusieurs heures, Eichmann eut à s'assurer de la protection de ses officiers et de ses hommes, mais il apparut rapidement que les unités de l'armée allemande stationnées dans le pays étaient loyales au *Führer*, tandis que les Hongrois demeuraient bienveillants[548]. Eichmann devait maintenant se battre sur plusieurs fronts à la fois. Quelques jours auparavant, Horthy avait annoncé qu'il était prêt à laisser émigrer 40 000 Juifs hongrois vers des destinations comprenant la Palestine. Eichmann fit part de ses plus fermes objections. Il dit à Günther à Berlin : « Quant à nous, nous nous sommes assurés également que du côté de l'ambassade ici, tout ce qui est possible soit fait pour repousser les tentatives d'émigration, et finalement pour les empêcher, après la reprise de l'évacuation des Juifs. » Dans la mesure où les autorités militaires allemandes devaient délivrer les permis de sortie du territoire, Eichmann présuma qu'il ne serait pas trop difficile de retarder l'émigration jusqu'à la reprise des déportations. Bien évidemment, cette posture contredit son affirmation ultérieure selon laquelle il en aurait voulu à Becher d'avoir réussi à faire sortir des Juifs, parce que lui aussi voulait raviver l'émigration[549].

Le comportement d'Eichmann indique qu'il était désormais consumé par le désir de terminer ce qu'il avait commencé. Comme il se savait étroitement soutenu par Kaltenbrunner et par Müller, il était libre de suivre ses pulsions. Il ne fut pas découragé en apprenant que Hitler avait approuvé l'émigration de près de 40 000 Juifs *via* la Suisse. Veesenmayer rapporta au MAE allemand que, pour Eichmann, « les Juifs en question constituent sans aucun doute un matériel humain d'une grande valeur d'un point de vue biologique. Un grand nombre d'entre eux sont des sionistes de longue date dont l'émigration en Palestine est hautement indésirable. Il était dans son [Eichmann] intention, en réponse à la décision du *Führer* dont il venait de prendre connaissance, d'envoyer un rapport au *Reichsführer-SS* et, si nécessaire, de demander à ce que le *Führer* revienne sur sa décision[550]. »

Eichman se montrait alors extrêmement présomptueux pour un simple lieutenant-colonel du SD. Il n'était toutefois pas en train de devenir un franc-tireur : il agissait dans la droite ligne des radicaux, présents tant à Berlin qu'à Budapest. Pendant plusieurs semaines, il ne fut pas du tout certain que Horthy resterait ferme, et des signes importants semblaient suggérer que les Juifs de Budapest seraient finalement livrés aux Allemands. Aussi incroyable que cela puisse paraître, Horthy et son nouveau Premier ministre, Géza Lakatos, étaient même prêts à permettre de nouvelles déportations si les Allemands acceptaient un degré limité d'émigration. Cette disposition donna à Eichmann toute la latitude dont il avait besoin, et il complota pour extirper les 150 000 à 200 000 Juifs qui restaient dans la capitale. À la mi-août, Veesenmayer rapporta que « pour la mise en œuvre de l'opération de Budapest, à l'exception de ce point [la possibilité d'une émigration limitée vers la Palestine], tout est en place d'un point de vue technique. Eichmann estime que des incidents, principalement du fait de Juifs armés, sont à prévoir ». Un mois après qu'Eichmann eut vidé de manière illicite le camp de Kistarcsa, le ministère de l'Intérieur lui communiqua une date pour l'« évacuation » finale des Juifs de Budapest. Il fut prévu que, le 25 août, tous les Juifs, à l'exception de ceux qui jouissaient de privilèges spéciaux, seraient conduits dans trois camps de concentration et, deux jours plus tard, deux convois transportant 20 000 déportés partiraient pour l'Allemagne, suivis par trois trains par jour emportant chacun 9 000 Juifs. Les choses ne se passèrent cependant pas exactement ainsi. Le 24 août, Horthy revint sur sa décision et décréta que les Juifs devaient être détenus dans des grands camps à l'extérieur de Budapest, et qu'en aucun cas ils ne devaient être envoyés vers le Reich. Le lendemain, Himmler envoya personnellement un câble à Winkelmann confirmant la suspension des déportations. Il ne devait pas y avoir d'autres Kistarcsa – en tout cas pour le moment[551].

Eichmann en eut assez. Il déclara à Veesenmayer qu'en dépit de la proposition faite par Horthy de concentrer les Juifs dans des camps autour de la capitale, son travail en Hongrie était terminé et qu'il demandait une nouvelle affectation. Le plénipotentiaire du Reich informa Berlin qu'« Eichmann allait faire un rapport sur cette question au RSHA, dans lequel il demanderait que lui et son équipe soient rapatriés, étant donné que

leur présence est devenue superflue». Le sentiment d'inutilité éprouvé par Eichmann fut renforcé par des événements qui se déroulèrent à la frontière suisse. Le 21 août, au milieu du pont de Sankt Margrethen traversant le Rhin à la frontière austro-suisse, Becher rencontra Saly Meyer, le représentant du *Joint Distribution Committee* (JDC, comité mixte juif-américain de distribution), la principale association caritative juive américaine. Becher poursuivait une version du marché Brand, mais cette fois il fut en position de faire un réel geste concret de «bonne volonté» en organisant le passage d'un train transportant 318 Juifs hongrois en provenance de Bergen-Belsen. Krumey était sur place pour représenter le *Referat IV-B4*, qui s'était occupé des questions pratiques concernant le transport, mais Eichmann fut froissé de ce que Becher, qui était en communication directe avec Himmler, fît des négociations un succès personnel. Qui plus est, Becher organisait là l'émigration de Juifs vers la Palestine, domaine dans lequel il ne disposait en principe d'aucune compétence[552].

Il y a une contradiction grotesque entre un Eichmann se posant en défenseur de l'émigration juive et ses critiques à propos de la «cargaison illégale» organisée par Becher, qu'il tenta par tous les moyens d'empêcher. Ces critiques témoignent de sa vanité tout autant que de son fanatisme[553]. Il est impossible de savoir ce qui se serait passé si Brand ou Kastner avaient réussi et si Eichmann avait de nouveau été chargé de s'occuper de l'émigration juive. Son hostilité envers l'émigration, en particulier vers la Palestine, reposait-elle sur une haine des Juifs et sur un désir de les voir annihilés, ou bien était-il plutôt maussade et plein de ressentiment devant le spectacle de Juifs quittant le Reich parce que leur départ avait été organisé par un rival qui se trouvait être le favori de Himmler ? Pour les Juifs, cela ne faisait aucune différence. Leur tragédie fut de se retrouver les victimes de tels hommes.

Eichmann présentait désormais les signes d'une totale déchéance morale. Il n'était visiblement plus le subalterne ascétique et assidu, animé par une forte conscience professionnelle. Même s'il fut plus occupé en Hongrie qu'il ne voulut l'admettre plus tard, il lui fut possible de déléguer un certain nombre de tâches à son équipe, qui n'avait jamais été si nombreuse et si concentrée en un même lieu, ainsi qu'aux Hongrois. En conséquence, il

disposait d'un temps libre assez substantiel. Hermann Krumey témoigna qu'« il allait et venait comme bon lui semblait. À Budapest, il avait une vie privée très remplie qui lui prenait beaucoup de temps ». De manière parlante, Krumey affirma aussi que « sa dactylo n'avait pas grand-chose à faire ». Eichmann occupait son temps à la poursuite du plaisir. Après tout, la Hongrie était un paradis comparé au caractère sinistre du IIIe Reich à l'époque. Sur le marché noir, on trouvait un grand nombre de produits de premier choix qui n'étaient plus disponibles en Allemagne depuis des années. Et il y avait peu ou pas de bombardements. Confortablement installé dans sa villa de la colline aux roses, Eichmann profitait de la vie. L'interruption du grand projet pour la Hongrie lui donna davantage d'occasions de s'adonner à des poursuites sensuelles. Pendant un moment, en septembre, il vécut même dans un château[554].

Les mois passés à Budapest donnèrent naissance à l'image d'un Eichmann pervers, débauché, correspondant bien à la pathologie de la « personnalité nazie » et permettant de le représenter à travers les clichés du « nazi kitsch ». Ainsi, en 1960, le journaliste Comer Clarke décrivit les « activités sexuelles orgiaques » de ce dernier et allégua un certain encouragement à la pratique de l'échangisme par les officiers SS et leurs femmes. Eichmann aurait été un habitué des cabarets et des maisons closes. « Eichmann avait peu d'inhibitions sexuelles, et les orgies se poursuivaient souvent jusqu'à 6 heures du matin, quelques heures seulement avant de consigner un nouveau groupe de victimes à la mort. » La plupart des éléments sur lesquels se basent ces inventions pleines de luxure provenaient des témoignages d'après-guerre de Dieter Wisliceny, lequel fut certainement un bon vivant. Il pouvait se permettre la belle vie grâce aux fonds qu'il extorquait à ses victimes juives : l'étendue de sa vénalité était bien rendue par le gonflement de son tour de taille. Joel Brand observa qu'en avril 1944, Wisliceny était devenu tellement obèse qu'il pouvait à peine s'asseoir. Néanmoins, tandis que les excès systématiques d'Eichmann ne prirent probablement pas les dimensions évoquées par Wisliceny, des témoignages de Krumey et de plusieurs Juifs qui le croisèrent indiquent qu'il n'était pas uniquement concentré sur son travail[555].

Lors de son séjour en Hongrie, Eichmann eut une liaison avec une belle et riche divorcée nommée Ingrid von Ihne. Au cours de son interrogatoire

en Israël, il admit avoir passé du temps à la fois avec elle et avec sa mère, et il se peut même que la liaison ait débuté plus tôt. Il eut aussi une aventure avec Margit Kutschera, qu'il rencontra pour la première fois à Budapest. Kutschera était originaire de Vienne et vivait à Budapest auprès de son époux, le comte Stefan Schlippenbach, qui travaillait pour une agence de presse allemande. Eichmann raconta encore qu'au printemps, avant le début des déportations, il prit des congés pour voyager avec Endre dans la région du lac Balaton. Il monta à cheval dans la campagne avec un ami de la SS qui commandait une division de cavalerie. Eichmann vit aussi des membres de sa famille, plus précisément de celle de la seconde femme de son père, qui vivaient à Budapest. Malheureusement pour lui (et d'autant plus pour eux), ils avaient une fille qui avait épousé un fabricant de chaussures juif. En plus de cette vie sociale très riche et de la pratique de sa passion pour l'équitation, Eichmann développa un intérêt pour les sports mécaniques. Il avait fait l'acquisition d'une *Schwimmwagen* de la *Wehrmacht*, véhicule amphibie, qu'il conduisait dans la campagne, dévalant les collines et les vallées. Contrairement à ce qui se passait en Allemagne, il n'avait aucun souci à se faire concernant le rationnement de l'essence[556].

À cette époque, Eichmann fumait et buvait beaucoup. Hansi Brand rapporta qu'« il avait souvent beaucoup bu, et l'on pouvait sentir le cognac à distance. Il devenait alors bavard, et voulait nous montrer qu'il comprenait très bien les affaires juives ». Il mélangeait souvent travail et plaisir, grâce à la générosité de ses hôtes hongrois. Son premier rendez-vous de travail avec Endre eut lieu autour d'un « petit dîner » lors duquel des serviteurs en livrée servirent les invités (qui, du côté d'Eichmann, comprenaient bien sûr Wisliceny). Une fois qu'Endre eut approuvé le programme proposé par Eichmann afin de résoudre la « question juive », ils purent se détendre. « Je n'avais plus besoin de dire quoi que ce soit, se remémora Eichmann en Argentine, et je pus passer le reste de la soirée à savourer différents Tokays. » Rudolf Höss rapporta qu'Eichmann était extrêmement populaire auprès des hauts responsables hongrois. « Ils l'aimaient tous beaucoup, partout où il allait, comme en témoigne le nombre d'invitations privées qu'il reçut des chefs de ces départements. » Endre et Eichmann passèrent ensemble une autre soirée fortement alcoolisée en novembre 1944, après que le second eut donné l'ordre à des milliers de Juifs d'entamer des

marches meurtrières de Budapest jusqu'à la frontière autrichienne. « Endre me félicita de l'exécution brillante de ce plan. Avec Endre, je dois l'admettre, je fêtai cela autour d'un verre, et il s'agissait d'une eau-de-vie faite de lait de cheval, de lait de jument, c'était la première fois que j'y goûtais – c'est la raison pour laquelle je m'en souviens encore très bien[557]. »

La juxtaposition du génocide et de telles expériences épicuriennes mémorables en dit long sur l'état de dégénérescence du caractère d'Eichmann. L'interaction constante avec la machine à massacrer l'habitua au meurtre de masse. Les bombardements de Berlin et d'autres villes allemandes achevèrent le processus et fournirent aussi une rationalisation réconfortante. Eichmann se sentit comme pris « au beau milieu du tourbillon de la mort ». Avec la destruction de Berlin, « la mort perdit réellement son horreur à mes yeux[558] ». Eichmann n'était pas la bête sadique et lascive que décrivit la presse plus tard, mais il n'était certainement pas un employé peu enclin à se divertir ni un bureaucrate robotique. Le pouvoir, le pouvoir de vie et de mort, corrompit Eichmann. En 1944, il était déjà pourri de l'intérieur.

Vers la fin du mois d'août, Eichmann fut sauvé du ressentiment et du désœuvrement, qui le consumaient, par Hans Geschke, le BdS de Budapest. Geschke avait besoin d'urgence d'une unité pour mener à bien une mission près d'un secteur clé du front de l'est, et le *Kommando* d'Eichmann était la seule unité disponible. Eichmann reçut l'ordre de rassembler autant de ses hommes que possible, et de se rendre à l'autre bout du pays, dans la région de Gross-Nikolsburg/Arad, à la frontière roumano-hongroise, afin d'évacuer 10 000 *Volksdeusche* devant l'avancée de l'Armée rouge. La perspective de l'action suscita une grande excitation chez Eichmann. « Pour la première fois, on me confiait une mission qui m'emmena près du front, raconta-t-il à son interrogateur, et pour la première fois je n'essayai pas d'inventer une excuse pour me défausser[559]. »

Grâce à son ami le général Zehender, commandant de la 22e division de cavalerie basée à Budapest, il eut la possibilité d'emprunter quelques pièces d'artillerie légère, une cargaison de munitions, et une demi-compagnie de soldats de la *Waffen-SS* prêts au combat. Lorsqu'il se mit en marche, Eichmann conçut toute une série de fantasmes sur une fin glorieuse au

champ de bataille. Il raconta plus tard : « J'était aussi bien déterminé à me faire encercler, si possible, afin de ne pas avoir à reculer. » Comme tout gradé de la SS tombant aux mains de l'Armée rouge ne pouvait s'attendre à aucune clémence, cela semble apparemment indiquer qu'il voulait mourir. En route, la colonne d'Eichmann trouva sur son chemin un hôpital de campagne sur un terrain qui venait tout juste d'être repris après une attaque russe. Les médecins et les infirmières attendaient désespérément d'être évacués. Eichmann fit stopper son convoi et utilisa ses véhicules pour conduire l'équipe médicale jusqu'à un train de marchandises qu'il fit s'arrêter pour les faire monter. Des obus de l'artillerie russe tombèrent çà et là parmi eux tandis qu'ils menaient l'opération de sauvetage. Après avoir terminé cette opération imprévue, la colonne d'Eichmann se sépara en groupes plus petits et se déploya dans la campagne pour aller tenter de persuader les Allemands de souche de partir. Ceux-ci ne voulaient pas bouger, et les hommes d'Eichmann ne pouvaient pas leur dire que le front était sur le point de rompre. L'opération prit un tour de farce et, après quelques jours, Eichmann ramena ses hommes à leur base. Müller le réprimanda plus tard pour son escapade avec les infirmières, mais il se vit néanmoins décerner la croix de fer, seconde classe, pour ce haut fait[560].

Après ses aventures sur le front, Eichmann se rendit quelques jours à Berlin, où il vit Müller et fut peut-être informé d'actions à venir en Hongrie. Il retourna ensuite à Budapest, où, le 28 septembre, le *Kommando* Eichmann fut formellement dissous. Il y eut une petite parade pour marquer la fin de sa mission, mais Eichmann et quelques-uns de ses agents reçurent l'ordre de demeurer en Hongrie pour veiller aux intérêts de l'Allemagne sur place. À la légation allemande, Theodor Grell rapporta qu'« Eichmann et d'autres dirigeants, qu'il avait emmenés de Berlin avec lui à l'époque, furent en principe rappelés au RSHA. Toutefois, ils reçurent l'ordre de demeurer à Budapest encore une semaine environ, dans l'hypothèse – comme le veut la rumeur – d'un changement de direction attendu dans la politique intérieure hongroise[561] ».

Les services secrets de la SS avaient intercepté des informations quant à une autre tentative de Horthy de soustraire la Hongrie à l'emprise de Hitler, et, comme précédemment, ce dernier suggéra de la faire échouer en imposant au pays un nouveau gouvernement. Cette fois-ci, les nazis

organiseraient un changement de régime en encourageant le fanatique pronazi Ferenc Szálasi à s'emparer du pouvoir par un coup d'État en s'appuyant sur sa milice des Croix fléchées. Horthy passa à l'action le 15 octobre, mais avec un tel manque de coordination que les forces spéciales de la SS et les Croix fléchées n'eurent aucune difficulté à s'emparer de la capitale et à arrêter les membres du camp favorable à la paix. Le propre fils de Horthy fut pris en otage afin de s'assurer de l'obéissance du régent[562].

Eichmann refit surface le 18 octobre, et il entama immédiatement des négociations avec Szálasi pour obtenir 50 000 Juifs à envoyer travailler en Allemagne sur le « projet Jäger », qui consistait en la construction d'usines aéronautiques souterraines dans des tunnels creusés à flanc de colline. Étant donné la situation catastrophique des transports et les bombardements répétés des voies ferrées, Eichmann entreprit de faire marcher les Juifs à pied de Budapest à Vienne, soit une distance de plus de 215 kilomètres. D'autres Juifs seraient employés à la construction de fortifications sur le « Mur du sud-est » en Hongrie. Les Juifs qui restaient à Budapest seraient temporairement concentrés dans des ghettos dans les faubourgs de la ville. Veesenmayer informa Berlin que, malgré l'intention proclamée de Szálasi de ne pas permettre que des Juifs soient emmenés hors de Hongrie, « Eichmann a l'intention, comme nous en avons été confidentiellement informés, après le succès de la proposition mentionnée, d'exiger ensuite un nouveau contingent de 50 000 Juifs, afin d'atteindre l'objectif final de débarrasser entièrement la zone hongroise[563] ».

Eichmann était ravi de reprendre le travail. Après avoir reçu l'assentiment du gouvernement à son entreprise pharaonique, il convoqua Kastner et l'accueillit avec ces mots : « Eh bien, comme vous pouvez le voir, me revoilà. » Eichmann se délectait de la déception cruelle des Juifs, qui avaient espéré que la Hongrie pourrait se sortir de la guerre, comme la Bulgarie, avec ses principales communautés juives intactes. Lorsqu'il annonça la nouvelle stupéfiante que les Juifs de Budapest devraient se rendre jusqu'au Reich à pied, Kastner pensa : « À ce moment précis, il sembla être l'homme le plus heureux de la terre. Il était de nouveau dans son élément. D'autre part, comme c'était courant à cette période, il était soûl[564]. »

L'état d'ébriété d'Eichmann allait de pair avec l'atmosphère anarchique et dépravée de Budapest sous Szálasi. Les fers de lance russes déferlaient à travers les plaines du sud-est de la Hongrie, sans le moindre obstacle naturel et avec seulement quelques unités coordonnées hongroises ou allemandes pour leur barrer le chemin. Le 29 octobre, l'artillerie russe commença à pilonner les faubourgs de la ville. Néanmoins, les chars et l'infanterie mobile russes avaient momentanément devancé leurs voies de ravitaillement, tandis que la résistance hongroise et allemande se fit plus forte. Les premières attaques directes sur la capitale furent repoussées. Deux mois passèrent avant que l'Armée rouge ne parvînt à encercler Budapest. Pendant ce temps, le gouvernement Szálasi promulgua des décrets de plus en plus surréalistes. Des groupes de milices des Croix fléchées attaquaient les Juifs comme bon leur semblait, violaient des femmes et pillaient les « maisons aux étoiles jaunes » où les Juifs étaient confinés. Ils attachaient des groupes de six Juifs ensemble avec une corde ou du fil de fer barbelé, tiraient sur un ou deux d'entre eux avec leurs armes, et poussaient ensuite les paquets humains dans le Danube[565].

Au milieu de ce chaos, Eichmann aborda sa dernière tâche avec sa ténacité habituelle. Entre le 20 et le 26 octobre, environ 35 000 hommes et femmes juifs âgés de seize à soixante ans furent tirés des « maisons aux étoiles jaunes », rue par rue, dans le ghetto central de Budapest. Ils furent organisés en bataillons de travail et envoyés au front, au nord et au sud de Budapest, afin de creuser des tranchées. Au début du mois de novembre, le gouvernement ordonna la mobilisation de 25 000 nouveaux Juifs pour les envoyer travailler en Allemagne. Une fois de plus, la police et les gendarmes fouillèrent les quartiers où vivaient les Juifs et expédièrent tous ceux qui paraissaient « aptes au travail » vers des centres de rassemblement dans les briqueteries d'Obuda, à l'extérieur de la ville. Des Juifs furent aussi transférés des bataillons de travail afin d'atteindre les chiffres exigés par Eichmann. Ensuite, les marches commencèrent : de longues colonnes d'hommes et de femmes en haillons, souvent âgés, avançant péniblement dans la pluie et le froid. Des centaines tombèrent de fatigue et moururent sur le bord de la route, ou furent exécutés par leurs gardes hongrois[566].

À ce moment-là, les consulats suédois et suisse avaient commencé à intervenir à plusieurs niveaux afin de sauver les Juifs et de porter secours à

ceux qui étaient concernés par ces marches. Arye Breszlauer obtint un laissez-passer de la légation suisse et profita de l'immunité qu'il lui assurait pour apporter de l'aide aux Juifs moins fortunés. Il se rendit à la ville de Hegyeshalom, une ville frontalière de l'Autriche, qui était utilisée comme lieu de halte pendant la marche. Là, il fut en mesure d'observer des milliers de Juifs entassés dans des granges et dans les cabanes attenantes à une usine de tabac. « Je vis les visages de gens qui avaient marché 200 ou 220 kilomètres sans nourriture. La mort et la peur se lisaient sur leurs visages. Ils étaient dans un état effroyable, privés de toute condition d'hygiène. Ils faisaient leurs besoins naturels à l'intérieur de la grange. Il y avait là des femmes et des hommes. Je n'entendais que des cris qui disaient "À l'aide !" Ils pensaient que des gens étaient venus de l'ambassade pour leur porter secours, et ils commencèrent à crier. Je vis dans quel état effroyable ils étaient. Ils avaient faim et soif. Il m'est impossible de décrire l'état dans lequel j'ai vu ces gens[567]. »

Eichmann se montra complètement insensible aux conditions dans lesquelles la marche eut lieu. Il ne fit pas le moindre effort pour s'assurer que les Hongrois fournissent aux Juifs de la nourriture ou des abris en chemin. Même s'il accusa plus tard les Hongrois d'avoir ignoré ses « directives », il admit aussi : « Je n'y suis pas allé en personne. En principe, je ne me déplaçais jamais pour vérifier les choses à moins d'en avoir expressément reçu l'ordre. » Il ne fut pourtant pas le seul officier allemand à traiter les marches de la mort avec une brutale indifférence. Le 13 novembre, Veesenmayer informa d'un ton tout à fait neutre le MAE allemand du fait que, malgré des « difficultés techniques », l'évacuation des Juifs suivait son cours. Vingt-sept mille juifs se trouvaient sur la route menant au Reich à pied, et Eichmann avait l'intention d'en faire suivre 40 000 autres. Le sort des 120 000 Juifs qui restaient dans la capitale n'avait « pas encore été décidé[568] ».

Le jour même où Veesenmayer envoya son télex, un groupe d'officiers de la SS en route de Vienne vers Budapest croisa l'une des colonnes de la marche et ses membres furent troublés par ce qu'ils virent. Ces officiers, parmi lesquels se trouvaient Rudolf Höss, désormais rattaché au WVHA, et le *SS-Obergruppenführer* Hans Jüttner, chef d'état-major du bureau central d'opérations de la SS *(SS-Führungshauptamt)*, devaient rencontrer Becher

pour évoquer les usines Manfred-Weiss. À leur arrivée, ils protestèrent énergiquement auprès de Winkelmann à propos des marches et exigèrent leur interruption. Höss lui-même fit remarquer que Himmler avait annoncé une « orientation nouvelle », qui comprenait notamment l'arrêt du massacre des Juifs. Lorsque Winkelmann imputa à Eichmann l'organisation des marches, Jüttner exigea de le voir. Néanmoins ce dernier, qui ne se trouvait pas à Budapest à ce moment-là, prit si peu au sérieux ces sommations qu'il dépêcha un employé subalterne de son équipe qui, pour aggraver les choses, se montra assez désinvolte avec Jüttner. Celui-ci fut tellement hors de lui qu'il téléphona à Himmler pour se plaindre en personne. Les marches furent suspendues le lendemain et quelque 7 500 Juifs prirent en ordre dispersé le chemin du retour vers la ville[569].

La suspension ne dura cependant pas longtemps : dès son retour, Eichmann donna l'ordre de reprendre la marche. Il ne se faisait pas trop d'inquiétude vis-à-vis des réprimandes, dans la mesure où, malgré leurs protestations *ex post facto* de souci humanitaire, Jüttner et ses collègues ne s'intéressaient en réalité guère au bien-être des Juifs hongrois. Leur objection portait plutôt sur la mauvaise gestion d'une main-d'œuvre de valeur. Il n'y avait aucun intérêt pour le Reich à ce que les travailleurs du « projet Jäger », hautement important, arrivent dans un tel état qu'ils seraient incapables d'accomplir des travaux de force. Eichmann le savait bien. Sa seule concession fut de retirer les femmes et ceux qui étaient trop vieux ou trop malades. En fait, lorsque Müller eut vent de l'épisode, il se montra très élogieux à l'égard de son subordonné audacieux et plein de ressources. Eichmann se vanta de ce que Müller aurait remarqué : « Si nous avions eu cinquante Eichmann, nous aurions à coup sûr gagné la guerre[570]. »

Malgré tout, les marches engendrèrent un conflit direct entre Eichmann et l'aide humanitaire internationale. Depuis le mois de juillet, le consul général de Suisse, Charles Lutz, avait commencé à fournir des papiers diplomatiques aux Juifs couverts par l'accord suisso-hongrois prévoyant de permettre l'émigration de tous ceux qui avaient des certificats pour la Palestine. Après le 15 octobre, Lutz mit en place un ensemble de bâtiments protégés par l'immunité diplomatique suisse. Les Juifs disposant de « sauf-conduits » suisses y furent transférés[571].

Depuis 1943, la Suède accordait sa protection à tout Juif hongrois pouvant se prévaloir d'un lien avec ce pays. À la mi-juin, l'ambassadeur suédois à Budapest, Carl Danielsson, offrit un refuge en Suède à plusieurs centaines de Juifs disposant de famille ou de liens professionnels dans le pays. À la suite de l'intervention du roi Gustav, le ministère des Affaires étrangères suédois décida d'envoyer Raoul Wallenberg à Budapest pour organiser l'aide humanitaire. Même si Wallenberg arriva trop tard (le 9 juillet) pour avoir un quelconque impact sur les déportations, il protégea néanmoins des milliers de Juifs des exactions des Croix fléchées et arracha littéralement des Juifs aux marches forcées. Avec ses collègues de la légation suédoise, il distribua des « sauf-conduits », d'abord au petit nombre de Juifs qui avaient des liens avérés avec la Suède, puis à un cercle de plus en plus grand de personnes menacées. Tout comme les Suisses, les Suédois mirent aussi en place des maisons comptant comme propriété diplomatique et, de la sorte, exemptes de toute interférence policière. Des milliers de Juifs trouvèrent refuge dans ces maisons et furent employés dans les missions humanitaires de Wallenberg. À partir de novembre, le Vatican, le Portugal et l'Espagne se joignirent au mouvement et un « ghetto international » fut créé, offrant un refuge à près de 16 000 Juifs. Le nombre de ceux qui réussirent à s'y abriter grâce à la possession de sauf-conduits fut multiplié grâce aux faux documents fabriqués et distribués par les réseaux clandestins sionistes[572].

Eichmann s'en prit sauvagement à ses opposants, Juifs ou non. Il donna l'ordre à Dannecker de diriger des descentes du SD et des Croix fléchées dans les maisons servant de refuge, afin de repérer les Juifs munis de faux papiers. Il déclara à Kastner qu'il voulait punir Wallenberg pour son obstruction aux marches forcées. Ses tirades contre l'émissaire suédois devinrent célèbres. Après qu'on l'entendit dire qu'« il avait l'intention de faire fusiller celui qu'il appelait "le chien juif, Wallenberg" », l'ambassadeur suédois à Budapest déposa une plainte formelle auprès de Veesenmayer. Des protestations furent aussi faites à Berlin, mais Veesenmayer les écarta du revers de la main. Wallenberg, déclama-t-il, « opérait de manière inacceptable pour le bénéfice de Juifs hongrois qui avaient pourtant été mobilisés pour travailler aux frontières[573] ».

La belligérance dont fit preuve Eichmann envers des acteurs neutres influents et son insistance fanatique à poursuivre les marches forcées envenimèrent ses rapports avec Becher, et ce jusqu'à inquiéter Wisliceny. Aux yeux de ces opportunistes corrompus, il était clair que la guerre était perdue et que le moment était venu de s'organiser pour l'après-défaite. Dans cette perspective, l'attitude d'Eichmann était pure folie. Au contraire, Wisliceny, toujours aussi corpulent et de plus en plus inquiet, essayait dans l'urgence de s'acheter une meilleure réputation et une future protection une fois la guerre finie, en aidant des Juifs. En août, il aida à la fuite de Fülop von Freudiger avec sa famille en Roumanie. En novembre, il se heurta à plusieurs reprises à Eichmann à propos du caractère non sélectif des rafles pour le travail[574].

Wisliceny n'était qu'une petite source d'irritation pour Eichmann par rapport à Becher, qui était désormais un homme fort dans le RSHA. À la fin du mois de novembre, leurs rapports atteignirent un point de non-retour. Becher annonça à Eichmann qu'il devait interrompre l'exode misérable des Juifs de la ville et le menaça de protester directement auprès de Himmler, dont la politique à l'égard des Juifs avait alors changé radicalement. Lorsque Eichmann l'ignora à nouveau, Becher mit sa menace à exécution. En conséquence, au début du mois de décembre, Himmler convoqua les deux hommes à son poste de commandement de Triberg dans la Forêt-Noire (où il devait jouer un rôle militaire dans l'offensive des Ardennes). Becher témoigna plus tard que « Himmler parla à Eichmann [d'une manière] que je qualifierais à la fois de cordiale et d'emportée. Je me souviens d'une chose que Himmler dit à Eichmann à ce moment-là : il lui cria quelque chose comme "Vous avez jusqu'à présent exterminé les Juifs, mais à partir de maintenant, je vous donne l'ordre, comme moi-même, de devenir un protecteur des Juifs. Je vous rappelle qu'en 1933 c'est moi et non le *Gruppenführer* Müller ou vous-même qui ai mis en place l'Office central de la sécurité du Reich, et que c'est encore moi qui en assure le commandement. Si vous n'êtes pas capable de faire cela, vous devez me le dire !" » La référence de Himmler à Müller indique qu'Eichmann n'agissait pas tout seul lorsqu'il persistait à infliger aux Juifs les plus cruels traitements. De fait, Müller et Kaltenbrunner s'opposaient à Himmler au sujet de la question juive et refusaient de soutenir ses efforts visant à utiliser

les Juifs comme point de contact avec les Alliés. Leur attitude plaçait Eichmann dans une position bien plus forte que ce que n'aurait dû le permettre son simple grade d'*Obersturmbannführer* et explique pourquoi il n'eut pas à subir d'autre punition qu'un vigoureux remontage des bretelles par le chef de la SS. Becher était tellement inquiet de la possible réaction d'Eichmann qu'il incita Himmler à le ménager. « J'ai recommandé à Himmler de remettre à Eichmann une décoration, car j'avais l'impression qu'Eichmann serait sensible à une telle reconnaissance de [sa] part[575]. »

Lors de son procès, Eichmann ne nia pas que cette confrontation eut lieu, mais il lui donna une autre interprétation. Himmler, selon lui, ne haussa à aucun moment la voix : il se montra « parfaitement normal, raisonnable et correct ». S'il avait désobéi à un ordre du *Reichsführer-SS*, il aurait été arrêté plutôt que réprimandé. Et on ne lui aurait certainement pas remis de médaille. (Même s'il dit par ailleurs que la croix du mérite de guerre première classe avec glaives était remise de manière courante aux membres du RSHA.) Becher tentait simplement de se faire reluire aux dépends d'Eichmann – ce qui était vrai, même si cela n'invalidait pas la substance de l'accusation[576].

Lorsque Eichmann s'en retourna à Budapest, les Russes avançaient rapidement vers la ville et il se prépara à prendre place sur le front au sein de la 22e division de cavalerie de la *Waffen-SS*. Les routes quittant la capitale étaient presque toutes bloquées ou bombardées, et il était donc hors de question de continuer à faire partir des Juifs. Le chapitre était clos. Selon ses dires, Eichmann était résigné, et même soulagé, de reprendre du service en tant que soldat : « Plus les bombardements s'intensifiaient et plus le front se rapprochait, plus j'étais heureux, serein et rempli d'exaltation. » Il expédia tous ses hommes, à l'exception de son chauffeur, hors de la ville condamnée, et se mit à étudier la situation militaire. Il conçut quelque fantasme de prendre la direction du commandement militaire, mais « une fois de plus, je n'eus pas de chance », déclara-t-il lors son interrogatoire. Il y avait toutefois très peu de chances pour qu'une telle responsabilité fût confiée à un officier de rang moyen dépourvu de toute expérience du front, même dans les conditions chaotiques dans lesquelles se trouvait Budapest. Avoir eu « de la chance » aurait signifié une mort certaine : sur les garnisons hongroise et allemande de 46 000 hommes qui furent encerclées en

décembre, seules quelques centaines de soldats parvinrent à se frayer un passage en février pour sortir de la ville et survécurent. La plupart des hommes de troupe et des officiers de la SS qui furent pris par les Russes furent fusillés sur-le-champ[577].

D'autres éléments suggèrent qu'Eichmann avait bien l'intention de rester en vie. À partir du mois d'août 1944, il se montra anxieux quant à l'issue de la guerre. Afin d'obtenir un avis de quelqu'un de l'intérieur sur la perspective militaire, il demanda conseil à Wilhelm Höttl, un membre du service de renseignements du SD basé à Budapest. Höttl déclara qu'« à cette époque, Eichmann buvait tout le temps beaucoup ». Il se trouvait « dans un mauvais état psychique ». Au cours de leur conversation, Eichmann fut pris de tics et il but plusieurs verres de cognac, à tel point que, lorsqu'il le quitta, Höttl lui recommanda de ne pas prendre le volant. Eichmann lui affirma qu'« avec la défaite allemande, qui était désormais à prévoir, il n'avait plus rien à espérer ». « Eichmann déclara qu'avec son rôle dans l'extermination des Juifs, les Alliés le considéraient comme un prisonnier de guerre de premier ordre. » Eichmann savait donc qu'il était un homme recherché et il était prêt à éviter du mieux qu'il pourrait de se faire capturer ou assassiner. Après le succès de l'attentat contre Heydrich en mai 1942, cette peur n'était pas sans fondement. Wisliceny nota que, pour parer une attaque similaire, Eichmann conservait un petit arsenal dans sa voiture, où se trouvaient des mitraillettes et des grenades. Son logement était toujours gardé par des policiers en armes. À Budapest, il ordonna à un détachement de travailleurs juifs de creuser des tranchées et des fosses de mortier dans les jardins de sa villa. L'un de ses sous-officiers, Joseph Weisl, rapporta qu'« au cours des dernières années, tout le monde avait peur de lui, tout le monde était vraiment terrifié. Il était très nerveux et criait sur ses officiers, et même sur ses amis. Il avait cessé de sourire ou de rire. Je crois qu'il savait trop de choses, et cela lui pesait[578] ».

Le principal danger pour Eichmann, en décembre 1944, n'était cependant pas de se faire assassiner, c'était l'Armée rouge. Kaltenbrunner lui donna finalement l'ordre de quitter Budapest la veille de Noël 1944, quelques heures seulement avant que les troupes russes ne ferment la dernière voie de sortie. Le trajet fut cauchemardesque. Le véhicule tout terrain d'Eichmann dut se faufiler à travers les décombres d'une armée en déroute et fut obligé

de quitter la route plusieurs fois à cause d'un pilonnage intense de l'artillerie russe. Après avoir fait une pause pour la nuit, il atteignit Ödenburg (Sopron) sur la frontière austro-hongroise, où le BdS pour la Hongrie avait établi une base temporaire. Les hommes qui se trouvaient là, dont Höttl, avaient quitté Budapest quelques jours plus tôt, et ils eurent du mal à en croire leurs yeux lorsqu'ils virent Eichmann émerger du cataclysme. « Ils pensaient que j'avais été tué », raconta-t-il plus tard avec une bonne dose de fierté masculine.

D'Ödenburg, Eichmann se rendit à Berlin, où il put constater que le RSHA avait quasiment stoppé ses activités. Les principaux bureaux de la *Gestapo* de la Prinz-Albrecht Strasse avaient été dévastés par des bombardements aériens et il était impossible de faire quoi que ce soit, car les communications étaient constamment interrompues. Un grand nombre d'officiers de la *Gestapo* avaient déménagé au 116 Kurfürstenstrasse, qui avait en grande partie échappé aux dégâts, probablement parce que le bâtiment était situé à quelque distance du quartier gouvernemental. Kaltenbrunner, Müller et les chefs de département traversaient le centre-ville en ruines pour y déjeuner tous les jours. Eichmann nota plus tard : « Je ne fus jamais invité[579]. »

Il était devenu un paria. Les hommes de l'élite de la SS étaient maintenant fort occupés à préparer leurs plans d'évasion lors de leurs déjeuners au 116 Kurfürstenstrasse, et ils désiraient prendre autant de distance que possible avec les instruments du génocide. Eichmann se rendit encore plus impopulaire par ses manières hautaines. « Je vis quelque chose que je n'aurais jamais cru possible. Se trouvait là l'un des chefs de département, et tout ce qu'il faisait, c'était établir de faux papiers, de faux certificats, etc. Il travaillait pour les membres de la *Sipo* dans la section IV qui souhaitaient changer de nom et prouver qu'ils avaient été agents d'assurances ou quelque chose de ce goût-là pendant la guerre. Müller m'a demandé si j'étais intéressé. Je lui ai répondu que je n'en avais pas besoin. La seule chose qui m'intéressait, c'était ma position dans la ligne de défense, et pour cela je n'avais pas besoin de faux papiers[580]. »

Au cours du mois de janvier 1945, Eichmann s'occupa à faire de son bureau une forteresse et à jouer encore une fois les héros militaires. Il déclara à son interrogateur : « Je fis transformer le champ de ruines à

l'extérieur de mon bureau de la Kurfürstenstrasse en position défensive, avec des rails de tramway, des pièges antichar et des nids de tireurs d'élite. » Selon Höttl, Eichmann avait auparavant creusé des pièces souterraines et il y avait stocké de la nourriture pour résister à un siège – ou peut-être pour servir de cache. Eichmann appelait l'endroit sa « tanière ». Il ne l'utilisa jamais, mais Höttl suspecta que Müller avait emprunté ce dédale lors de son évasion en avril 1945 après la chute de Berlin[581].

Tandis qu'Eichmann s'organisait pour l'ultime bataille, il fit aussi en sorte que les dossiers compromettants du département IV-B4 (qui avait entre-temps été renommé IV-A4, avec pour domaines de compétence le judaïsme et les Églises chrétiennes) soient brûlés ou envoyés à Theresienstadt. Il fallut plusieurs jours pour évacuer les archives vers le ghetto, où elles furent détruites quelques semaines plus tard. La dissimulation des preuves de la « solution finale » devint alors une tâche prioritaire et urgente. Ce mois-là, Eichmann visita le camp en compagnie de Günther et interrogea des femmes transférées du camp de concentration de Ravensbrück, afin d'évaluer ce qu'elles et les autres survivants savaient du programme d'extermination. Il visita Theresienstadt à plusieurs reprises en mars et en avril, afin de décider du sort du camp et des 17 500 Juifs qui y étaient encore retenus prisonniers. Otto Hunsche prétendit plus tard qu'Eichmann laissa des ordres pour que tous les Juifs soient fusillés au cas où l'Armée rouge approcherait, tandis que les prisonniers du ghetto suspectèrent que Karl Rahm, son dernier commandant, était en train de préparer des chambres à gaz pour les tuer[582].

Lors d'une de ses visites, Eichmann s'entretint avec le rabbin Murmelstein, désormais à la tête du Conseil juif du ghetto, à propos du grand nombre d'urnes contenant les cendres des Juifs dont les corps avaient été incinérés sur place. Si la dernière opération de nettoyage avait rendu le ghetto plus présentable, les urnes racontaient une tout autre histoire. Eichmann indiqua à Murmelstein que, à l'avenir, les corps devraient être ensevelis. Murmelstein répondit que c'était impossible à cause du haut niveau hydrostatique du lieu, mais Eichmann passa outre. En conséquence, les corps des Juifs qui moururent dans les dernières semaines de la guerre furent enterrés, mais ils remontèrent rapidement à la surface des sols marécageux alentour[583].

Ces corps étaient une métaphore. Les efforts déployés par Eichmann pour tromper la Croix-Rouge n'eurent pas plus de succès : la vérité remontait irrépressiblement à la surface. En mars, le CICR s'entretint avec Himmler et Kaltenbrunner sur le futur des camps de concentration, dont celui de Theresienstadt. Ces pourparlers faisaient partie des tentatives de Himmler de rentrer en contact avec les Alliés et, sous la pression du CICR, il accepta que la Croix-Rouge visite Theresienstadt. Tout comme lors de la visite de 1944, Eichmann ordonna un programme d'« embellissement » et il arriva la veille afin de prendre les choses en main personnellement. L'inspection eut lieu le 6 avril. Y participèrent Frédéric Siordet et Paul Dunant, qui étaient Suisses, Otto Lehner, un délégué allemand du CICR, accompagnés d'Eichmann et de Günther. Lors de la visite, les membres de la délégation visionnèrent un film réalisé dans le ghetto en 1944, ignorant complètement que ceux qui apparaissaient à l'écran étaient maintenant tous morts. Ils posèrent toutefois un certain nombre de questions délicates sur les convois vers l'est, et soumirent par la suite un rapport où ils en appelèrent à l'arrêt des déportations[584].

Ensuite, la délégation eut droit à une réception donnée en son honneur par Karl-Hermann Frank, le *Reichsprotector*, au palais Hradaczny de Prague. Otto Lehner prit des notes de la rencontre, y compris d'une conversation avec Eichmann qui le glaça d'épouvante : « Durant la soirée, Eichmann développa ses théories sur la question juive. Selon lui, les Juifs de Theresienstadt se trouvaient dans une bien meilleure situation du point de vue de la nourriture et du suivi médical que de nombreux Allemands de souche. Il maintint que Theresienstadt était la création du *Reichsführer-SS* Himmler, qui voulait donner aux Juifs du ghetto la chance de créer une communauté sous direction juive, avec une autonomie quasi complète. Il déclara que, de cette manière, les Juifs pouvaient avoir un sentiment de communauté nationale. Les Juifs de Theresienstadt devaient plus tard être conduits dans un endroit où ils vivraient séparés du peuple allemand. » Ainsi, même à ce moment-là, Eichmann fut incapable de dévier des idées fixes sur les Juifs qu'il avait acquises au début de sa carrière. Le pire était à venir. « En ce qui concerne le problème général des Juifs, raconta Lehner, Eichmann soutint que Himmler était favorable à des méthodes humaines. Lui-même n'était pas complètement d'accord avec ces méthodes, mais, en

bon soldat, il exécutait bien évidemment les ordres du *Reichsführer* avec une obéissance totale[585]. »

Eichmann était soit très bête, soit très ivre, soit dépourvu du moindre repentir lorsqu'il lança ces remarques. Un « discours d'adieux » qu'il fit à peu près au même moment à ses hommes au 116 Kurfürstenstrasse fournit la réponse. Eichmann annonça qu'il n'avait pas le moindre regret pour ce qu'ils avaient fait. Selon Wisliceny, « il disait qu'il sauterait en riant dans sa tombe, car l'impression d'avoir cinq millions de morts sur la conscience serait pour lui la source d'une extraordinaire satisfaction ». La version d'Eichmann, enregistrée sur cassette quelque douze années plus tard, fut légèrement différente. Il dit : « Je sauterai volontiers et joyeusement dans la fosse en sachant que cinq millions d'ennemis du Reich s'y trouveront avec moi. » Eichmann répéta volontairement cette version quasiment mot pour mot lors de son incarcération en Israël. « J'ai dit à mes officiers subordonnés, qui avaient des visages très moroses, très déprimés, que puisque la guerre était à mon avis définitivement perdue et qu'il ne restait plus rien à sauver, j'attendais de mon côté avec impatience la bataille de Berlin – je connaissais mon système de défense, dont une partie avait été conçue de manière très habile, et pour moi il n'y avait rien d'autre qui comptait dans le monde que de lutter jusqu'au dernier moment, et je ne m'attendais à trouver que la mort à l'issue de ce combat. Des millions de femmes, d'enfants et de personnes âgées, des millions de soldats allemands avaient été tués dans cette guerre et, pendant cinq ans, des millions d'ennemis avaient assiégé l'Allemagne, et des millions d'ennemis avaient été tués. J'estime que la guerre a coûté la vie à cinq millions de Juifs. Maintenant tout est fini, le Reich est perdu, et quand tout sera fini, alors moi aussi je me jetterai dans la fosse. » Même s'il avança plus tard que ce discours avait été prononcé dans la peine, l'explication la plus plausible est que, dans son esprit, l'ennemi juif avait aussi payé un lourd tribut pour la guerre. S'il ne s'en montrait pas particulièrement fier, il ne versait pas non plus de larmes[586].

Eichmann fut privé de la chance de mourir en héros à Berlin. Quelques semaines plus tard, un ordre lui arriva de Himmler visant à l'évacuation d'entre 1 000 et 1 200 Juifs de Theresienstadt vers les montagnes tyroliennes, où ils seraient détenus en otages dans la « redoute alpine » que

la SS devait préparer en guise de dernier bastion. Eichmann affirma que l'ordre lui arriva comme une distraction désagréable, car, dit-il : « J'avais vraiment hâte de participer à la bataille de Berlin. » D'un autre côté, sa femme avait été évacuée de Prague à Altaussee dans le Tyrol, et il se peut qu'il ait ainsi apprécié l'occasion qui lui était donnée d'aller voir sa famille. Il se rendit comme prévu à Prague, alla trouver le chef de la police de sûreté sur place et lui communiqua les instructions de Himmler. Il se dirigea ensuite vers Innsbruck pour avertir le *Gauleiter* Hofer, le dirigeant local du parti, de se préparer à recevoir les Juifs de Theresienstadt. Hofer avait bien d'autres soucis que les Juifs à ce moment-là, mais Eichmann s'arrangea pour que deux hôtels soient préparés pour les loger. Il tenta de communiquer l'information par téléphone à Prague, mais les lignes étaient coupées et il fut contraint de s'y rendre en voiture. Eichmann trouva Frank, qui lui annonça que la ligne avec Berlin était coupée. Lorsqu'il entendit dire que Kaltenbrunner se trouvait en Autriche, à Altaussee, Eichmann décida de s'y rendre pour faire son rapport final[587].

Au cours de cette course éperdue, la voiture d'Eichmann se fit mitrailler et bombarder et il fut presque tué. En guise de dernier outrage, son véhicule fut détruit et il fut obligé de se déplacer à bord d'une petite Fiat Topolino. Il parvint finalement à retrouver Kaltenbrunner à Altaussee. Le chef du RSHA se montra découragé et inefficace : « Il n'a pas manifesté le moindre intérêt pour toute cette histoire », et il passait tout son temps à boire du cognac en faisant des réussites. Toutefois, il parvint à rassembler assez d'énergie pour donner l'ordre à Eichmann de monter une ligne de résistance dans les bien nommées Toten Gebirge et de se préparer à la guérilla. Eichmann pensa : « Je me réjouis de pouvoir, enfin, me donner tout à mon ouvrage et… je repartis, tout feu tout flamme, pour préparer ma nouvelle mission. » La zone était remplie d'unités du SD, de la *Sipo* et de différents quartiers généraux, et Eichmann reçut l'appui de 1 000 à 1 200 officiers et autres agents. Il s'agissait d'un groupe très disparate : certains étaient blessés et d'autres n'avaient reçu aucun entraînement au combat. Pour renforcer les difficultés, le leader fasciste roumain Horia Sima fut rattaché à cette unité de fortune, amenant avec lui un groupe déguenillé d'anciens miliciens de la Garde de fer. Néanmoins, comme Eichmann connaissait bien les montagnes, il pensait qu'il pourrait survivre avec sa bande. Il se trouva que le *SS*-

Standartenführer Otto Skorzeny, commandant des forces spéciales de la SS qui avait joué un rôle clé lors du coup d'État en Hongrie au cours du mois d'octobre précédent, était aussi présent à Altaussee, et il les aida à se procurer des armes et des véhicules. Ensuite, Eichmann conduisit ses hommes dans les montagnes, en leur prodiguant un entraînement sommaire aux armes sur le chemin[588].

Avec difficulté, la troupe s'aventura dans une neige profonde jusqu'à Rettenbach Alm, où les hommes s'installèrent dans des refuges. C'est là qu'un courrier de Kaltenbrunner leur parvint avec des ordres de Himmler leur enjoignant de ne pas tirer sur les troupes britanniques ou américaines. Eichmann raconta que « tout était terminé ». Sa petite équipe de partisans à l'existence éphémère se dispersa. Malgré toutes ses prétentions héroïques, Eichmann fit alors ce que tous les autres membres de la SS faisaient. D'une manière, comme à son habitude, torturée et autodisculpante qui touchait à l'absurde, il raconta : « J'ai disparu, au sens où je n'ai pas crié sur tous les toits qui j'étais[589]. »

CHAPITRE VII

FUITE ET CAPTURE, 1945-1960

À Altaussee, j'ai donné à ma femme une valise remplie d'orge perlé et un demi-sac de farine en guise de cadeau d'adieu. Et des capsules de poison, une pour chaque enfant et une pour elle-même, et je lui ai dit : « Si les Russes arrivent, vous devrez les mordre ; si par contre ce sont les Américains ou les Britanniques, ce ne sera pas nécessaire. »

« Autobiographie » d'Eichmann, *Ich, Adolf Eichmann*, p. 423[590].

« Qui était-il ? »

Commentaire écrit en marge du nom d'Eichmann sur la première ébauche du jugement lors du Tribunal militaire international de Nuremberg par le juge Francis Biddle, doyen des membres américains au tribunal, 1946[591].

J'ai entendu parler des organisations qui aidaient à quitter l'Allemagne. Au début de l'année 1950, je suis rentré en contact avec l'une de ces organisations. Elle a organisé mon passage en Italie. En Allemagne, un moine franciscain m'a obtenu un

passeport de réfugié au nom de Ricardo Klement, et un visa pour l'Argentine.

Eichmann à ses ravisseurs, Buenos Aires, mai 1960[592].

Après avoir ôté son chapeau et sa veste, Klement s'approcha de l'enfant. Il le souleva et le fit tournoyer en l'air, puis il se mit à quatre pattes à côté de lui et commença à marcher ; tous les deux riaient aux éclats. En une autre occasion, une telle scène m'aurait moi aussi fait sourire. Elle me rappela mon père et moi au même âge. Qui plus est, il était le type de père que j'espérais moi-même un jour devenir.

Peter Malkin, agent du Mossad qui enleva Eichmann (Klement) à Buenos Aires le 11 mai 1960, observant Eichmann jouant avec son fils Ricardo, alors âgé de six ans[593].

Vous ne croiriez pas à quel point il était strict. Notre père était extrêmement strict.

Klaus Eichmann à propos de son père, *Quick*, n° 1, 1966.

Le monde d'Eichmann se désintégra le 8 mai 1945. Ce jour-là, raconta-t-il quinze ans plus tard, « j'ai compris qu'il allait dorénavant me falloir mener une vie difficile, sans chef, une vie solitaire. Je ne recevrais plus d'instructions de quiconque, plus aucun ordre ou consigne ne me seraient transmis, plus aucune ordonnance utile à consulter – en bref, une vie totalement inconnue m'attendait[594]. » Regardant en arrière, Eichmann ne se souvenait plus parfaitement de certains événements, voire de ses propres mouvements au cours des dernières heures du IIIe Reich, même si quelques incidents, parfois étranges, ressurgirent alors qu'il tentait, avec un sens aigu du détail, en bon bureaucrate qu'il était resté, d'affronter les conséquences

de ses actions passées et de se préparer à ce qui devait suivre. La guerre perdue, il s'était en premier lieu préoccupé de sa famille.

Vera avait établi domicile au 8, Fischerndorf Strasse à Altaussee, en Autriche, dans une région située dans la « redoute alpine » où de nombreux officiers SS avaient déplacé leurs femmes et leurs enfants lors des derniers mois du conflit. Eichmann descendit alors de la montagne pour la voir, pour ce qui fut certainement la dernière fois avant son entrée dans la clandestinité et sa capture. Vera était en larmes. Eichmann se fit amèrement la réflexion que, à la différence des autres officiers du RSHA, lui n'avait pas rempli ses poches de devises étrangères, d'or ou de bijoux, et qu'il n'avait quasiment rien à lui donner pour les aider, elle et les garçons, à faire face aux temps difficiles à venir. « À Altaussee, j'ai donné à ma femme une valise remplie d'orge perlé et un demi-sac de farine en guise de cadeau d'adieu. Et des capsules de poison, une pour chaque enfant et une pour elle-même. Je lui ai dit : "Si les Russes arrivent, vous devrez les mordre ; si ce sont les Américains ou les Britanniques, ce ne sera pas nécessaire." » En plus de ces conseils apocalyptiques, il est presque certain qu'il lui indiqua comment se comporter si elle devait, dans les zones américaine ou anglaise, répondre à des questions sur son mari en fuite : au cours des mois et des années qui suivirent, Vera Eichmann aida en effet à couvrir les traces de son mari et, le temps venu, elle réalisa à son tour une évasion sans faute. Étant donné que chacun de ses mouvements était surveillé et son courrier intercepté, elle devait agir selon un plan général conclu avec Eichmann juste avant la fuite de celui-ci. Nous ne savons pas ce qu'il dit à Klaus, Dieter et Horst, mais il raconta en Argentine avoir giflé Dieter au moment du départ. Il justifia cette forme particulière de rapport avec son enfant en affirmant : « J'ai pensé que c'était le meilleur moyen de lui dire adieu, en lui donnant une bonne leçon de discipline. » Vera se remémora l'incident différemment : « Nous pleurâmes lorsque vint l'heure de la séparation. Je me souviens que Dieter, mon troisième fils *[sic]*, tomba alors dans le lac. Adolf l'attrapa par l'oreille et lui dit : "Ne t'approche plus de l'eau." Il me demanda d'être courageuse et de m'occuper des enfants[595]. »

Quelque temps plus tard, Otto Hunsche, qui avait lui aussi installé sa famille à Altaussee, descendit à son tour pour rendre visite à sa femme. Alors qu'il se trouvait en ville, des chars américains arrivèrent, et il fut

obligé de s'enfuir à travers champs, en passant par la montagne, pour rejoindre Blaa-Am, près de Rettenbach-Alm, où Eichmann et le reste de son équipe se cachaient. Puisque la résistance aux forces anglaises et américaines avait été écartée par Kaltenbrunner, l'arrivée des blindés américains vint confirmer que leur situation était sans issue. Eichmann rendit officiellement à la vie civile les hommes qui se trouvaient encore sous son commandement. Il donna à chacun 5 000 RM pris dans le coffre de l'unité, afin de les aider en chemin. Ensuite, il se dirigea vers les montagnes en compagnie d'Horia Sima et des autres officiers du défunt *Referat IV-B4*. À un moment, raconta plus tard Eichmann, le *SS-Obersturmführer* Anton Burger, qui avait été le second du commandant de Theresienstadt, vint le trouver pour lui dire que même les membres de sa garde rapprochée estimaient qu'il leur vaudrait mieux se séparer de leur ancien chef : « Mon colonel, lui déclara Burger, nous en avons parlé entre nous. Nous ne devons pas faire feu sur les Anglais ou les Américains, et les Russes ne viennent pas par ici. Vous êtes recherché comme criminel de guerre. Pas nous. Si vous nous quittez et nommez un autre commandant, vous nous rendrez un grand service. » Eichmann comprit l'allusion, à moins qu'il eût été du même avis : en tout état de cause, il se sépara des *Eichmann-männer* à Rettenbach-Alm. Ils burent ensemble un dernier verre de *schnapps* et se dirent adieu. Eichmann dit aussi au revoir à Horia Sima, qui lui offrit un stylo en or en guise de souvenir. Il prit ensuite la route de l'Allemagne, accompagné de son adjoint de longue date, l'*Obersturmführer* Rudolf Jänisch[596].

Sur le trajet, Eichmann était chancelant. « J'étais comme en état de choc. À ce moment-là, où tout s'effondrait enfin, je perdis mon appétit pour la vie. J'étais indifférent à pratiquement tout en ces jours, et je n'aurais pas réagi si l'on m'avait amené à un poteau d'exécution. » Il affirma plus tard que « l'envie de vivre avait disparu », mais sa conduite suggère tout autre chose[597]. Jänisch et lui se débarrassèrent de leurs uniformes de la SS, ainsi que des badges indiquant leurs rangs et de leurs papiers d'identité. Eichmann enfila un uniforme de la Luftwaffe et prit l'identité de l'*Obergefreiter* (caporal) Barth (ou Bart). (Son nom d'emprunt était celui d'un épicier proche de son appartement à Berlin-Britz.) Pendant plusieurs jours, les deux hommes marchèrent en direction du nord-ouest, entrèrent en Allemagne, et ils se trouvaient à proximité d'Ulm lorsqu'ils tombèrent entre

les mains d'une patrouille de l'armée américaine. Ils furent alors transportés au camp de prisonniers de guerre de Weiden, dans le district du Haut-Palatinat. Là, Eichmann put observer les méthodes de l'American Counter Intelligence Corps (CIC, service du contre-espionnage américain), qui était responsable des interrogatoires et des enquêtes. Il décida qu'il serait vain de nier qu'ils appartenaient à la SS. Chaque membre de la *Waffen-SS* avait en effet son groupe sanguin tatoué à l'intérieur de l'avant-bras gauche. Sa tentative d'effacer le tatouage à l'aide de brûlures de cigarettes s'avéra extrêmement douloureuse, et seulement partiellement réussie. Les traces seraient immédiatement découvertes lors d'un interrogatoire, ce qui entraînerait des questions délicates pour découvrir ce qu'il essayait de cacher, au-delà de son appartenance à la SS. Il décida alors d'oublier l'identité de l'*Obergefreiter* Barth, et devint à la place le *SS-Oberscharführer* (adjudant) Barth. Lorsqu'il s'aperçut que les officiers étaient exemptés du travail obligatoire, il pensa qu'il serait mieux de prétendre en être un, et devint le *SS-Untersturmführer* Otto Eckmann de la 22e division de cavalerie. Il avait choisi un nom à la sonorité similaire au sien, au cas où un ancien camarade viendrait à le reconnaître et lui adresserait la parole en s'écriant « Eichmann ». Il pouvait se souvenir aisément de sa date de naissance, le 9 mars 1905. Il donna comme lieu de naissance Breslau, ce qui aurait posé des difficultés à quiconque aurait souhaité vérifier, puisque Breslau avait été dévastée par les bombardements et les combats – peu de registres ou d'archives avaient réchappé, et la ville était passée sous le contrôle de l'Armée rouge[598].

Eichmann fut détenu à Weiden de mai à août 1945. Lui et Jänisch se portèrent volontaires pour une équipe de travail et furent transférés à divers endroits, jusqu'au moment où ils arrivèrent à Ober-Dachstetten en Franconie, où Eichmann demeura jusqu'en janvier 1946. Son moral s'assombrit alors, et il se sentit de plus en plus en danger d'être découvert. Le camp était en effet régulièrement visité par des *Judenkommissar*, des groupes de rescapés juifs des camps de concentration à la recherche des criminels nazis et de leurs collaborateurs. Lors de ces visites, les prisonniers devaient se tenir debout à la parade pendant que les Juifs, protégés par un cordon de soldats américains, les scrutaient attentivement. Un jour, on annonça aux détenus qu'ils devraient regarder un film d'actualité sur

l'extermination des Juifs, mais ils se « rebellèrent » et, selon Eichmann, la projection fut annulée. Ce moment de défiance n'empêcha évidemment pas le monde extérieur d'en apprendre de plus en plus sur la « solution finale » et ses auteurs. Eichmann fut emmené à deux reprises à Ansbach pour y être interrogé. L'histoire qu'il racontait, voulant qu'il ait servi dans le 22e régiment de cavalerie de la *Waffen-SS*, tenait debout, mais il savait que ce n'était qu'une question de temps avant qu'il fût découvert. Pendant ce temps, Jänisch fut envoyé dans un camp différent. Désormais laissé à lui-même, Eichmann sombra dans le désespoir, et songea au suicide. Le poison qu'il avait conservé pour la fin de la guerre avait été donné ou perdu, mais il trouva un pharmacien dans le camp qui lui parla des propriétés de la morphine. Le pharmacien lui expliqua quelle quantité était nécessaire pour provoquer la mort – mais où Eichmann pouvait-il se procurer la drogue ou même une seringue et une aiguille pour se l'injecter ? Tandis qu'il considérait ces difficultés pratiques, son humeur changea, il songea à sa famille et résolut d'aller de l'avant. Malgré son simulacre d'héroïsme, Eichmann n'était pas le genre de personne à se sacrifier sur le champ de bataille ou à mettre fin à ses jours s'il croyait avoir encore une chance de survie[599].

Il savait qu'il ne pouvait en aucun cas demeurer passif. Lorsque le Tribunal militaire international (TMI) de Nuremberg fut créé à l'automne, Dieter Wisliceny comparut en tant que témoin de la défense pour Kaltenbrunner et raconta à la Cour tout ce qu'il savait sur Eichmann et sur le *Referat IV-B4*. Eichmann l'apprit par le bouche à oreille entre prisonniers de guerre et fut convaincu qu'il lui fallait d'urgence s'évader. Il contacta les officiers supérieurs de la SS présents dans le camp pour demander leur aide et leur révéla son nom, son rang et son service. Plusieurs d'entre eux avaient déjà découvert qui « Eckmann » était en réalité, et Eichmann leur expliqua qu'il était impératif qu'il s'échappe. Conformément au code d'honneur réglant tacitement les rapports entre officiers SS, ils acceptèrent de lui venir en aide. Ses plans étaient d'abord vagues et il parla de rejoindre le Proche-Orient pour s'enrôler auprès du Grand Mufti dans son combat contre les Juifs de Palestine, mais cette première idée fut vite abandonnée à cause de trop grands obstacles pratiques. Au lieu de cela, il fut affublé d'une nouvelle fausse identité, de faux papiers et d'habits civils qui lui

permettraient de se cacher en Allemagne jusqu'au jour où il lui serait possible de s'enfuir plus loin. Le 5 février 1946, Eichmann s'évada ainsi du camp d'Ober-Dachstetten et prit la route du sud de l'Allemagne[600].

Ses faux papiers l'identifiaient comme Otto Henninger, homme marié né le 19 mars 1906 à Breslau, propriétaire d'un commerce à Prien, au bord du lac Chiemsee, en Bavière. Bien que son but eût été de joindre un sympathisant de la SS dans la zone d'occupation britannique, dans le nord de l'Allemagne, il se dirigea d'abord vers le sud, où il devait prendre contact avec la sœur d'un sergent de la SS détenu dans le camp d'Ober-Dachstetten, une veuve dénommée Nelly Krawietz. Cette dernière, une blonde séduisante, était une amie fiable des fugitifs de la SS, et elle pourrait l'aider. Eichmann parvint à la localiser et bénéficia de son hospitalité pendant environ six semaines, jusqu'au moment où la présence de soldats américains dans les environs le persuada de reprendre la route. Ils voyagèrent ensemble vers le nord, se faisant peut-être passer pour mari et femme, et se séparèrent à Hambourg. Krawietz resta en contact avec Eichmann dans sa cachette suivante, lui rendant visite occasionnellement, lui apportant de la nourriture et d'autres éléments de confort[601].

De Hambourg, Eichmann prit la direction du sud-ouest, vers la petite ville d'Eversen, dans la lande de Lunebourg, une grande région du nord de l'Allemagne boisée et par endroits marécageuse, peu densément peuplée, située entre les rivières Elbe et Aller. Son contact sur place était un garde forestier dénommé Feiersleben, frère d'un des officiers SS d'Ober-Dachstetten. Feiersleben engagea Eichmann pour le compte de l'entreprise Burmann & Co., une exploitation forestière située dans le district de Kohlenbach. Eichmann emménagea dans un baraquement en compagnie d'une vingtaine d'anciens membres de la *Wehrmacht*, eux aussi employés comme forestiers. Le 20 mars 1946, il s'enregistra à la mairie d'Eversen. Au cours des deux années suivantes, il travailla comme forestier et fut, semble-t-il, assez heureux. Il appréciait la camaraderie simple avec les anciens combattants du front et le dur labeur dans le calme des bois. La cuisine et le ménage étaient assurés par une infirmière de la Croix-Rouge nommée sœur Ruth, et Eichmann parvint à mettre de l'argent de côté pour financer la prochaine étape de son plan. Néanmoins, en 1948, Burmann & Co. fit faillite. Une autre entreprise reprit l'affaire, mais elle non plus ne

dura pas très longtemps. Un an plus tard, les hommes furent finalement licenciés. Eichmann ne quitta pas la région et loua un petit terrain dans un pré près d'Altensalzkoth et, pendant plus d'un an, il éleva des poulets. Le fils de sa propriétaire d'alors, Otto Lindhorst, se rappela plus tard Eichmann comme un homme silencieux, à l'esprit pratique, qui travaillait dur à s'occuper de ses poulets et à gagner de l'argent. Il n'allait pas à l'église, mais il était inséré dans la petite communauté de l'endroit et fut photographié lors du mariage d'Edward Tramer, un garçon de la région. Lindhorst raconta qu'Eichmann était très doué pour les formalités. À chaque fois que lui ou sa mère devaient remplir un document officiel, elle allait le trouver pour lui demander de l'aide : « Il comprenait bien comment tous ces papiers fonctionnaient[602]. »

Pendant tout ce temps, Eichmann passa complètement inaperçu aux yeux des autorités. Il avait intelligemment choisi de se cacher dans la zone d'occupation anglaise de l'Allemagne, où les agents de renseignements et les officiers de police qui traquaient les criminels nazis recherchés étaient moins nombreux qu'ailleurs. Les Britanniques n'étaient, d'une manière générale, pas très intéressés par les crimes de guerre. Dès 1949, ils avaient abandonné toute velléité de traduire en justice les criminels de guerre en Allemagne de l'Ouest[603]. Néanmoins, l'intérêt porté à leur égard n'avait pas entièrement disparu. Témoignant pour Kaltenbrunner en avril 1946, Rudolf Höss, dans sa déclaration sous serment au Tribunal de Nuremberg, impliquait Eichmann dans le fonctionnement d'Auschwitz-Birkenau. Vint ensuite le témoignage d'Höttl en novembre 1946. Le rapport de Rudolf Kastner sur les événements de Hongrie en 1944 fut aussi achevé et mis en circulation. L'accumulation des preuves contre Eichmann entre des mains officielles était désormais tout à fait accablante, même si, aux yeux du grand public, il était toujours relativement peu connu. À la mi-1946 ou en 1947, Eichmann tomba sur un article de journal relatant son évasion d'Ober-Dachstetter. Un fonctionnaire du camp se souvint avoir enregistré un « Eckmann » et, bien plus tard, fit le lien avec la traque d'un dénommé Eichmann. Il informa l'American Counter Intelligence Corps, et la poursuite fut relancée. Il semble qu'Eichmann ait aussi eu vent d'une descente au domicile de sa femme, organisée à l'initiative de Simon Wiesenthal, et qu'il attribua plus tard à un « commando juif ». Alors, au

printemps 1950, il abandonna l'élevage de poulets et annonça à Frau Lindhorst qu'il allait en Scandinavie pour travailler comme ingénieur. Puis il disparut. Une nouvelle fois, il était parvenu à s'enfuir[604].

À l'instar de milliers d'autres nazis en fuite, Eichmann emprunta une filière d'exfiltration bien connue, qui menait d'Allemagne en Italie puis en Argentine. Grâce à l'ouverture partielle des archives argentines, et aux recherches minutieuses d'Uki Goni et d'autres, il est à présent possible de reconstituer le détail de son itinéraire vers l'Amérique du Sud et la conjonction extraordinaire de personnalités, de groupes et d'intérêts politiques qui rendirent son évasion possible, ainsi que celle de milliers d'autres anciens nazis et d'anciens collaborateurs des nazis. Eichmann bénéficia pendant très longtemps du catholicisme marqué du nationalisme argentin des années 1930. Afin de cimenter la cohésion d'un pays d'immigration à la population hétérogène, une génération de politiciens et de militaires catholiques réactionnaires construisit en effet l'image de l'Argentine en pays catholique uni par des liens profonds à l'Espagne et au Vatican. Cet état d'esprit entraîna l'élite militaire à adopter des positions profascistes et pronazies. Le futur dictateur du pays, Juan Perón, reçut un entraînement militaire en Italie fasciste alors qu'il était encore un jeune officier, et il fut rattaché à l'armée de Mussolini en 1939-1940. En 1939, l'écrivain bien introduit Juan Carlos Goyeneche noua des liens avec l'organisation nazie SD-Ausland, et partit en mission semi-officielle en Espagne, au Vatican et en Allemagne, poursuivant l'objectif ostensiblement affiché d'encourager une médiation dans la guerre entre l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne. En fait, Goyeneche contribua surtout à raffermir les liens unissant le régime argentin et le cercle dirigeant nazi. Malgré la neutralité formelle du pays, il promit en 1942 le soutien de l'Argentine en faveur de Hitler en échange de la livraison d'armes et d'expertise militaire. Goyeneche demanda également le soutien des régimes fascistes européens pour une clique de colonels profascistes qui entouraient Juan Perón. En avril 1943, Perón et son groupe s'emparèrent du pouvoir à Buenos Aires[605].

Sous Perón, les liens entre l'Argentine et le IIIe Reich furent renforcés. Bien qu'il fût contraint, sous pression britannique et américaine, de rompre ses relations avec l'Allemagne nazie en janvier 1944 et de faire une

déclaration de guerre toute rhétorique en mars 1945, Perón fut le dernier de la cohorte sud-américaine à le faire, et il assura toujours aux Allemands, par le biais de canaux secrets, qu'il ne s'agissait là que de gestes vides destinés à apaiser les Américains. Parallèlement, il développa des liens personnels avec plusieurs agents du SD présents à Buenos Aires et avec des membres pronazis de la riche et influente communauté allemande de la capitale. En 1945, Perón et les Allemands de son cercle décidèrent de sauver ce qu'ils pouvaient du naufrage du IIIe Reich. Les premières démarches furent assurées par un officier de la SS appelé Carlos Fuldner, qui était basé en Espagne. C'était un Argentin d'ascendance allemande qui était rentré en Allemagne avec sa famille en 1922, à l'âge de douze ans, et qui fréquenta très tôt le milieu politique d'extrême droite. Il rejoignit la SS en 1932 et connut une ascension brillante grâce à ses talents de polyglotte. En 1936, il fut expulsé de la SS pour avoir commis une fraude, mais parvint à revenir en grâce, en partie en servant d'interprète à l'unité de volontaires espagnols, la *División Azul* (Division bleue), qui se battait sur le front de l'est. Il négocia ensuite d'importants contrats commerciaux entre l'Allemagne et l'Espagne, et se retira à Madrid en 1945 lorsqu'il comprit que la guerre était perdue. De là, il se rendit en Italie et en Suisse, et monta des agences par le biais desquelles les fugitifs de la SS pouvaient passer en secret vers l'Argentine. Perón soutint ces opérations clandestines dans l'espoir de recruter des techniciens nazis qui pourraient l'aider à développer son armée de l'air[606].

Les activités de Fuldner n'auraient pas pu réussir sans la complicité du gouvernement argentin, et en particulier du cabinet du président, des services à l'immigration et du ministère des Affaires étrangères. D'autre part, une série d'événements, en 1945-1946, créèrent une parfaite constellation de forces qui assura le succès de ces opérations. En octobre 1945, Perón survécut à un coup d'État, produit de pressions des États-Unis pour mettre fin à son régime et de dissensions internes. Pendant les troubles, il fut caché par Ludwig Freude, un homme d'affaires allemand pronazi. En partie pour récompenser ce dernier, son fils Rudolf (Rudi) fut nommé secrétaire personnel de Perón, chargé de sa sécurité. Rudi Freude mit en place un bureau d'information au sein même du palais présidentiel, qui commença à organiser l'évacuation de nazis d'Europe. Freude n'eut

aucun mal à s'assurer du soutien de Santiago Perlata, le directeur à la fois corrompu et antisémite des services d'immigration du pays. Ensemble, ils créèrent la Commission pour le potentiel humain, organisme de façade servant au recrutement de techniciens nazis et d'hommes de la SS. À cette fin, une Délégation à l'immigration argentine en Europe (DIAE) fut créée en Italie, avec un bureau principal à Gênes, pour s'occuper des documents administratifs[607].

Au même moment, l'Église catholique et le Vatican s'alignèrent sur cette position. En janvier 1946, le cardinal Antonio Caggiano, évêque de Rosario et leader du mouvement d'extrême droite anticommuniste Action catholique en Argentine, alla trouver le pape Pie XII. Il lui proposa de constituer une Commission pontificale d'assistance (CPA) qui pourrait fournir des papiers d'identité aux réfugiés et aux personnes déplacées en Europe. Plus précisément, Caggiano voulait aider les fascistes anticommunistes, les nazis et leurs collaborateurs qui avaient notamment été actifs dans les régimes catholiques et cléricaux, tels que la France de Vichy, la Slovaquie et la Croatie. Le moment venu, le CPA pourrait aussi offrir ses services aux Autrichiens et aux Allemands. Cet aspect de son travail était directement inspiré et dirigé par l'évêque Alois Hudal, leader de la communauté allemande expatriée en Italie, né en Autriche et nazi convaincu. En août 1948, Hudal reçut 5 000 visas à distribuer à sa section des « combattants anticommunistes » du CPA parmi les « soldats » allemands et autrichiens[608].

Uki Goni a bien montré comment le système fonctionnait. Les noms des fugitifs étaient communiqués au bureau d'information de Rudi Freude, soit par ses propres sources, soit par d'autres canaux. Le bureau fournissait alors à la personne concernée une lettre de référence, sur la base de laquelle un visa d'entrée était accordé par l'Office à l'immigration. Ce dernier contactait le consulat argentin concerné en Europe, qui fournissait à l'individu indiqué un permis de séjour – ces permis étaient en fait le plus souvent récupérés par des intermédiaires en lien avec le CPA ou d'autres agences. Le fugitif disposait alors d'un permis d'entrée sous son faux nom, et il pouvait le présenter à la Croix-Rouge pour obtenir un document de voyage délivré par cette dernière. Il pouvait ensuite se présenter à un consulat d'Argentine et obtenir un visa d'entrée et un certificat d'identité.

Ces documents lui permettaient d'obtenir une carte d'identité argentine, appelée *cedula*, après son arrivée dans le pays. De là, le détenteur de cette carte pouvait continuer à vivre sous son faux nom et disparaître[609].

La manière précise dont Eichmann entra en contact avec le réseau d'exfiltration argentin n'est pas tout à fait claire. Il déclara à ses ravisseurs israéliens en Argentine : « J'étais coupé de ma famille pendant toutes ces années. Je voulais revoir ma femme et mes enfants, et j'en avais assez de jouer à cache-cache. Je savais qu'il me fallait attendre la fin de la tempête, attendre que leur attention s'écarte de moi. Mais, dans les journaux, à la radio, dans des livres, mon nom était constamment cité. J'ai entendu parler d'organismes qui aidaient certaines personnes à quitter l'Allemagne. Au début des années 1950, je suis rentré en contact avec l'un de ces organismes. Ils se sont arrangés pour que je puisse me rendre en Italie. En Allemagne, un moine franciscain m'a donné un passeport au nom de Ricardo Klement, et un visa pour l'Argentine[610]. » L'un des Israéliens qui détenaient Eichmann rapporta plus tard une version différente. Selon Zvi Aharoni, qui était responsable des interrogatoires d'Eichmann pendant qu'il était détenu dans la « planque » de Buenos Aires : « Il organisa son voyage en Amérique du Sud avec l'aide d'anciens camarades de Celle, en Basse-Saxe. À l'aide d'annonces soigneusement codées dans la presse locale, il parvint à rentrer en contact avec une organisation d'anciens SS. Son contact s'appelait Günther – le prénom ne fut jamais cité – et c'est lui qui le fit passer aux gens très pieux du Vatican qui aidaient les fugitifs[611]. »

Eichmann mentait lorsqu'il raconta cette histoire. Il est en effet établi que, le 2 juin 1948, il reçut un certificat d'identité à Termeno, une ville du nord de l'Italie. Sa carte portait le numéro 131, et elle était au nom de Ricardo Klement. Des documents d'identité avaient été remis à Termeno à plusieurs autres fuyards, dont Joseph Mengele, et il semble que Carlos Fuldner joua un rôle clé dans cette affaire. Il n'est pas établi avec certitude si Eichmann se rendit sur place en personne ou bien si les papiers furent préparés là-bas, pour ensuite lui être envoyés. Il se peut aussi que Nelly Krawietz, qui lui rendit plusieurs fois visite à Altensaltzkoth, lui ait servi de courrier. Dans ce cas, la date de délivrance du document indique qu'Eichmann planifiait sa sortie bien avant ce qu'il admit plus tard. Son permis d'entrée fut aussi délivré en 1948. Son numéro d'immigration était

le 231489/48. Il avait une date de validité limitée à deux ans, et c'est l'expiration imminente du permis, et non les révélations dans la presse, qui semble avoir précipité son départ[612].

Apparemment, il partit en compagnie de trois autres hommes, dont deux furent arrêtés alors qu'ils tentaient de traverser la frontière entre l'Autriche et l'Italie et renvoyés d'où ils venaient. Sur le chemin, il fut discrètement logé dans des monastères et des couvents. Le père Anton Weber, membre de la communauté Saint-Raphaël en Bavière, était une base importante pour les départs vers le sud. C'était un point de départ ironique, parce que les membres de la communauté avaient eux-mêmes fait l'objet d'une étroite surveillance de la part du SD au cours des années 1930. Fondée en 1871, pour porter assistance aux émigrés catholiques allemands, elle s'occupa, après 1933, des Juifs convertis au catholicisme. Au milieu des années 1930, elle aida des centaines de ces « catholiques non aryens » à émigrer et porta secours à un plus grand nombre encore d'entre eux au sein du Reich. En conséquence, elle fut perçue par les nazis comme une organisation d'opposition, et fut classée parmi des groupes tels que les quakers qui venaient en aide aux Juifs. Le *Referat IV-B4* avait un fichier sur cette communauté, et ses membres étaient surveillés par la *Gestapo*. Cet élément n'a jamais été étudié par le passé, pourtant ses implications sont importantes. En effet, Eichmann tira profit des connaissances qu'il avait acquises dans la *Gestapo* pour sa propre évasion, et c'est un organisme qui avait aidé des personnes de « race » juive, parce qu'elles étaient de confession catholique, qui se mit avec une certaine aisance à assister les hommes qui les avaient persécutées. Eichmann fit un usage inversé des informations qu'il avait collectées sur les Juifs qui avaient fui le nazisme : l'expert en émigration devint l'émigré, l'homme qui apposait jadis son sceau à l'émigration illégale devint à son tour un clandestin. Peu de membres de la SS étaient mieux placés que lui pour savoir comment manipuler les faux papiers et comment profiter des failles des systèmes d'immigration d'États souverains et des agences internationales de secours aux réfugiés[613].

Le passeport de la Croix-Rouge remis à Eichmann, numéro 100940, fut délivré à Gênes le 1er juin 1950. Grâce à son permis d'entrée sur le territoire, il put obtenir un document de voyage, mais il lui fallait encore

justifier d'une référence prouvant sa bonne foi afin d'obtenir le passeport. Cette référence fut fournie par le père Eduardo Dömöter. Moine franciscain, Dömöter était en relation avec un ancien capitaine des services de renseignements allemands appelé Reinhard Kops, qui avait quitté l'Autriche pour Rome à la fin de la guerre. L'évêque Hudal embaucha Kops pour s'occuper des candidatures à l'immigration en Argentine et l'installa dans le bureau de la DIAE de Gênes[614].

Muni de son permis d'entrée et de son passeport de réfugié, Eichmann se rendit au consulat d'Argentine de Gênes, où un visa fut apposé à ses documents de voyage. Il reçut en outre un certificat d'identité, qu'il lui faudrait montrer pour obtenir sa carte d'identité en Argentine. L'examen médical qu'il passa dans les locaux de la DIAE fut la dernière formalité qu'il eut à remplir avant de quitter l'Europe. Il s'embarqua sur le paquebot *Giovanni C*, qui quitta Gênes pour Buenos Aires le 17 juin 1950. Il voyagea en compagnie de deux autres membres de la SS. L'un d'entre eux était le *SS-Sturmführer* Herbert Kuhlmann, qui avait combattu au sein de la 12e*Panzerdivision SS Hitlerjugend* (Jeunesses hitlériennes). Kuhlmann voyageait lui aussi sous un faux nom, Pedro Geller, et Eichmann assura plus tard que c'était lui qui avait payé le voyage de « Geller ». Il se remémora cet incident avec amertume, alors que Kuhlmann était devenu un entrepreneur prospère en Argentine, tandis que lui-même se voyait dégradé dans l'échelle sociale. Ils débarquèrent en tout cas à Buenos Aires le 14 juillet 1950. À l'agent d'immigration qui étudia son dossier, Eichmann/Klement déclara comme profession « technicien »[615].

Dès l'arrivée d'Eichmann, le réseau SS de Carlos Fuldner se mit à l'œuvre. Fuldner lui trouva d'abord un logement au 1429, rue Monasterio dans le quartier de la Floride. Pendant plusieurs semaines, il partagea un appartement avec un autre Allemand, Fernando Eifler. Fuldner lui obtint aussi un emploi temporaire dans un atelier de métallurgie. Pendant ce temps, Eichmann utilisa ses papiers d'identité italiens pour obtenir une *cedula* des autorités locales. Il s'inscrivit également au registre des personnes étrangères. Dans les deux cas, il fournit des photographies d'identité et ses empreintes digitales. Le 2 octobre 1950, il reçut ses papiers d'identité argentins, numéro 1378538, délivrés par la police de Buenos Aires. Ces papiers l'identifiaient comme Ricardo Klement, né le 13 mai

1913 à Bolzano, en Italie du Nord, fils d'une certaine Anna Klement. Bolzano, dans ce que les Autrichiens appelaient le Tyrol oriental, était une zone en grande partie peuplée d'Allemands de souche, bien connue d'Eichmann depuis les années où il s'occupait des *Volksdeutsche*. Il s'agissait d'un camouflage très habile. Sa profession fut indiquée comme mécanicien. À aucun moment, il ne fut ennuyé par des questions sensibles ou par la moindre vérification de ses origines. Ensuite, Fuldner l'aida à trouver un emploi stable à bonne distance de la capitale. Il avait des parts de nombreuses affaires, dont Capri, une entreprise de construction qui était spécialisée dans les installations hydro-électriques. Le siège de Capri était situé sur l'avenue Cordoba, dans le même bâtiment que la banque Fuldner, et les deux entreprises fourmillaient d'hommes de la SS et d'anciens nazis. Eichmann fut envoyé travailler sur un projet dans les provinces éloignées de Tucumán et Santiago del Estero. Là, environ 300 travailleurs étaient employés à la construction du plus important barrage hydro-électrique d'Argentine. Eichmann voyagea vers le nord et il emménagea dans un modeste logement, d'un petit village de montagne appelé La Cocha, non loin des bureaux de la compagnie, à El Cadillal[616].

Eichmann vécut et travailla à Tucumán d'août 1950 à avril 1953. Ses collègues d'alors le décrirent plus tard comme quelqu'un de calme et qui semblait assez peu sociable. Il se levait tôt, travaillait consciencieusement et fréquentait peu ses collègues. Son espagnol était encore approximatif à cette époque. Il avait néanmoins souvent l'occasion de bavarder avec d'autres Autrichiens et d'évoquer le bon vieux temps. L'un des contremaîtres du site de Tucumán était Siegfried Uiberreither, l'ancien *Gauleiter* de Styrie. Eichmann rédigeait des rapports d'étude des rivières en vue des analyses hydrologiques menées par le professeur Armin Schoklitsch, qui avait été président de l'université technique de Graz en Autriche, entre 1941 et 1945, et était demeuré un nazi convaincu. Lors de ses déplacements, Eichmann connut également un autre chercheur, le professeur José Davmanín. Ils échangèrent des commentaires sur « le temps qu'il faisait et les beautés naturelles de Tucumán », ce qui semble montrer qu'Eichmann appréciait sa nouvelle vie. Il faisait des promenades à cheval et aimait beaucoup les paysages magnifiques de la région. Il se permit même de se faire photographier un jour sur un cheval, vêtu d'un pantalon et d'une chemise

kakis de travailleur, avec un torrent de montagne en arrière-plan qui le séparait d'un à-pic saisissant. Sur cette photo, il semble décontracté : il a une cigarette au coin de la bouche. Le paysage montagneux de cette photographie de 1952 ressemble à celui qui figure sur une photographie de lui prise en Autriche en 1943. Il était toujours très heureux dans les montagnes[617].

En décembre 1950, il écrivit à Vera par l'intermédiaire de ses parents, lui annonçant en langage codé qu'il était vivant et bien portant : « L'oncle de tes enfants, que tout le monde croyait mort, est bien vivant et en bonne santé[618]. » C'était le signal lui indiquant qu'elle devait se préparer à le rejoindre. Le fait qu'il se fût senti prêt à faire ce pas indique sa confiance d'alors, et la confiance qu'il plaçait en Vera et la famille : il pensait qu'ils pourraient le rejoindre sans le mettre en danger. La décision suggère aussi une perception assez juste de sa part que le moment était propice, et que l'intérêt qu'on lui portait s'était estompé.

Au cours des cinq ans qui suivirent la fin de la guerre, le souvenir de l'extermination des Juifs et les sentiments à l'égard des criminels de guerre nazis étaient assez largement passés de l'indignation enflammée à une certaine indifférence. Immédiatement après la cessation des hostilités, les polices militaires des pays alliés et les unités de renseignements militaires se mirent en chasse des dirigeants nazis qui avaient survécu, avec l'intention de les traduire devant la justice. Les organisations et les membres de la SS étaient traités *a priori* comme des criminels : les membres de l'*Allgemeine SS* (« SS universelle »), du *Totenkopfverband* (les gardes des camps de concentration), de la *Waffen-SS* et du RSHA, y compris la *Gestapo*, étaient arrêtés, séparés des autres prisonniers de guerre, interrogés et envoyés à la machine judiciaire. D'autres nazis étaient recherchés pour des raisons moins avouables : afin de profiter de leur expertise technique ou des renseignements militaires en leur possession[619].

Dans le même temps, des groupes de Juifs intégrés dans les armées alliées et de rescapés des camps formèrent également des équipes de traque. La plus grande et la mieux organisée était composée de Juifs palestiniens de la Brigade juive qui prit part à la fin de la guerre en Italie du Nord. L'ancien chef partisan Abba Kovner était à la tête d'un autre groupe, qui se désignait lui-même comme les « vengeurs ». Ces groupes étaient en effet moins

intéressés par la justice que par la vengeance. Les Palestiniens prenaient pour cible des hommes spécifiques de la SS, tandis que le groupe de Kovner imagina des actions de revanche contre tous les Allemands sans distinction[620].

Des individus offrirent encore leurs services aux enquêteurs alliés et aux forces de police qui travaillaient sur les crimes de guerre. Il y avait notamment parmi eux Tuviah Friedman et Simon Wiesenthal. Friedman était né à Radom, en Pologne, en 1927. Après l'invasion allemande de la Pologne, il fut soumis aux travaux forcés dans une série de camps particulièrement durs, et survécut à la liquidation du ghetto de Radom en s'échappant à travers la forêt, où il rejoignit un groupe de partisans. Lorsque l'Armée rouge arriva, il se fit passer pour un Polonais, rejoignit la milice polonaise et devint un chasseur de nazis. En 1945, il alla en Autriche sous le prétexte de rechercher un criminel de guerre et fit équipe avec un Juif palestinien, Arthur Prier, qui combinait ses activités de vengeance avec l'organisation de l'immigration illégale en Palestine[621]. Wiesenthal, quant à lui, était né dans le sud de la Pologne en 1908 et exerçait la profession d'architecte à Lwow lorsque les Russes occupèrent l'est de la Pologne. Il surmonta sans trop d'encombre l'occupation soviétique, mais lorsque les nazis envahirent le reste du pays, il passa près de cinq ans dans différents camps et ghettos. En 1945, il sortit miraculeusement de Mauthausen, avec en tête une liste de chaque membre de la SS qu'il avait rencontré, et une détermination quasi fanatique de les traduire en justice. Il impressionna tellement l'agent local de l'American Office of Strategic Services (OSS, agence de renseignements du gouvernement américain) que celui-ci décida de l'embaucher. Pendant deux ans, Wiesenthal travailla ainsi pour le compte de l'OSS et du CIC[622].

Ni Friedman ni Wiesenthal ne commencèrent par rechercher Eichmann. Friedman n'avait entendu parler de lui que par Prier, qui tenait ses renseignements de Juifs palestiniens qui avaient encore des souvenirs brûlants des négociations Brand-Kastner-Eichmann. Le commandant de Wiesenthal au sein de l'OSS l'alerta du caractère central d'Eichmann dans la « solution finale », mais il n'en comprit vraiment l'importance que lorsqu'il lut les documents qui émergèrent à l'occasion de la constitution du Tribunal de Nuremberg[623].

Les hommes qui poursuivaient Eichmann étaient confrontés à plusieurs obstacles. Le plus important était qu'ils ne disposaient d'aucune photographie de leur cible. Friedman trouva une solution à ce problème : au lieu de poursuivre Eichmann, pourquoi ne pas le forcer à se livrer en kidnappant sa femme et ses enfants et en lui demandant publiquement de se rendre ? Prier s'opposa vigoureusement à cette idée et enjoignit Friedman de se concentrer plutôt sur l'obtention d'une identification visuelle de leur homme. Par chance, ils rencontrèrent rapidement Wiesenthal, qui avait, de manière purement fortuite, déjà progressé dans ses recherches. Il était à Linz et passait en revue une liste de suspects lorsque la propriétaire du logement qu'il occupait remarqua le nom d'Eichmann sur la liste. Elle lui apprit qu'une famille nommée Eichmann possédait un magasin d'appareils électriques au coin de la rue et habitait non loin, au 3 Bischofstrasse. Wiesenthal informa l'OSS, qui fit une descente dans la maison de la famille, mais ne put toutefois obtenir de photographies ou d'indices. Ensuite, Wiesenthal localisa Vera Eichmann à Altaussee, mais par erreur le CIC fit irruption au 38 Fischrndorf Strasse, au lieu du numéro 8 où elle habitait. (La mission ne s'avéra pourtant pas entièrement vaine, car le CIC mit la main sur Anton Burger qui se trouvait là.) Interrogée par la suite par le CIC, Vera Eichmann affirma qu'elle n'avait pas revu son mari depuis mai 1945 à Prague et qu'ils étaient désormais divorcés. Elle ne possédait pas non plus de photographies. Ses réponses très évasives furent très efficaces et, étudiées à la lumière de ses efforts ultérieurs pour créer un écran de fumée autour de son mari, suggèrent qu'elle se reposait déjà sur un script préparé d'avance[624].

Friedman et Wiesenthal obtinrent leurs indices suivants de l'interrogatoire et des dépositions de Wisliceny. Ce dernier fut interrogé plusieurs fois à Nuremberg, entre le 15 et le 23 novembre 1945 – même si cette source demeura secrète pendant plusieurs décennies. Il témoigna devant la Cour le 3 janvier 1946. Puis, il fut livré aux autorités tchécoslovaques, et interrogé à nouveau. Pendant sa détention dans la cellule 133 de la prison centrale de Bratislava, il écrivit un mémoire de dix-huit pages qui retraçait la carrière d'Eichmann, ses amitiés masculines et ses conquêtes féminines, et les endroits qu'il fréquentait. Le rapport était expressément destiné aux forces de police et de renseignements de l'Armée

rouge, et à leurs vassaux est-européens. Dans le but de rester en vie, Wisliceny aurait même proposé à ses gardes de les aider à localiser Eichmann[625].

Le document fut transmis à la police autrichienne et, d'une manière ou d'une autre, Friedman et Wiesenthal en obtinrent rapidement une copie. Ils y apprirent la longue relation d'Eichmann avec Maria Mösenbacher et sa liaison plus courte mais passionnée avec Margit Kutschera. Ils pensèrent qu'ils pourraient avoir plus de chance de trouver une photographie d'Eichmann par l'intermédiaire d'une de ces femmes et persuadèrent Henyek « Manus » Diamant, un jeune rescapé des camps plutôt séduisant, de tenir le rôle de l'agent « Roméo ». Celui-ci fut d'abord envoyé à Bad Aussee pour trouver Maria Mösenbacher et pour tenter de la séduire. Elle le trouva charmant, et il fut rapidement invité à prendre le thé dans son appartement, où elle lui montra son album de photographies. Il y avait là une photographie d'Eichmann. Quelques heures plus tard, la police saisit l'album, et la photographie fut copiée et distribuée. À peu près à la même époque, la police hongroise visita l'ancien appartement de Kutschera à Budapest, mais n'y trouva rien d'utile. Friedman réussit aussi à interroger Joseph Weisl, le chauffeur d'Eichmann, qui lui fournit des renseignements sur les derniers jours de son équipe[626].

À ce point, cependant, la piste s'estompa. L'avancée suivante fut causée par une erreur dans la campagne de dissimulation de Vera. À la fin 1947, Wiesenthal fut informé que Vera Liebl avait fait une demande au tribunal de Bad Ischl pour que son mari soit enregistré comme décédé. C'était là pratique courante pour les femmes allemandes et autrichiennes dont les maris avaient disparu à la guerre et étaient présumés morts : ces femmes ne pouvaient pas se remarier ou prendre d'autres décisions importantes tant qu'elles n'avaient pas reçu de certificat officiel de décès. Wiesenthal fut curieux de savoir quel était le témoin qui avait attesté du décès d'Eichmann à Prague. Il s'agit en fait de Karl Lucas, le beau-frère de Liebl. Wiesenthal conclut qu'il s'agissait d'un témoignage fabriqué de toutes pièces, et informa le CIC, qui intervint auprès du tribunal pour empêcher la délivrance du certificat. Wiesenthal fut particulièrement fier de sa découverte : si Eichmann avait été déclaré mort, les dossiers le concernant auraient été automatiquement refermés et tout l'intérêt qu'on lui portait

aurait disparu. Or, la tentative de supercherie de Vera indiquait qu'il était bien vivant et qu'elle tentait de le protéger. Wiesenthal se vanta du fait que « cette démarche peu spectaculaire fut sans doute ma principale contribution dans l'affaire Eichmann[627] ».

Wiesenthal ne remarqua pas qu'il était étrange pour une femme « divorcée » de faire déclarer son ex-mari décédé même si son intention n'était pas de se remarier. En tout état de cause, son prétendu divorce et la tentative de falsification du décès pointaient tous deux dans la direction d'un effort concerté visant à brouiller les pistes devant les poursuivants d'Eichmann. C'est pourquoi, il est tout à fait remarquable qu'après 1950, il n'y eut plus de surveillance de Vera Eichmann ni d'aucun autre membre de la famille de son mari. Ce n'est qu'indirectement que Wiesenthal apprit qu'elle et ses enfants avaient quitté l'Autriche. Il découvrit en 1952 que les enfants avaient été retirés de l'école en plein milieu de l'année scolaire, sans que leur mère n'indique apparemment qu'elle avait prévu de les inscrire dans une autre école en Autriche ou en Allemagne. Ils avaient quitté l'appartement d'Altaussee alors que le loyer continuait à être versé, afin de ne donner à personne d'information sur leur départ. Tous les meubles avaient été laissés en place, pour ne pas avoir à faire venir des camions de déménagement trop visibles. De manière tout autant frappante, elle obtint un visa de l'ambassade d'Argentine à Vienne, certes sous son nom de jeune fille, sans éveiller le moindre soupçon[628].

Bien que le nom d'Eichmann eut figuré sur la liste des criminels de guerre connus et recherchés, aucun fonctionnaire autrichien ou agent de la police aux frontières chargé de la vérification des passeports dans d'autres pays européens ne remarqua les faits et gestes de cette famille ou, si cela se produisit, ne prit la peine d'agir. Ce manque de diligence est symptomatique du changement qui s'était opéré depuis la fin des années 1940. Friedman observa qu'en 1948, les agents palestiniens du Yichouv étaient de plus en plus déchirés entre l'organisation de l'immigration illégale en Palestine, l'achat d'armes pour l'armée juive naissante et la traque des nazis. Lorsque Israël déclara son indépendance en mai 1948 et que la guerre avec la population arabe et avec ses voisins s'intensifia, les hommes de la Haganah, tels que Prier, se concentrèrent d'abord sur la lutte pour la survie du nouvel État. Kovner et les membres de son équipe s'enrôlèrent dans les forces

armées israéliennes et se jetèrent dans la bataille. Une fois qu'Israël émergea de la guerre d'indépendance, l'élite politique se concentra sur la construction de l'État. Friedman commenta : « Tout le monde voulait oublier la guerre, les atrocités, les nazis. » Bien que les anciens nazis qui siégeaient au sein des autorités judiciaires et de police de la toute jeune République fédérale d'Allemagne fissent obstruction au cours de la justice contre les criminels nazis, les Israéliens étaient trop occupés pour y prêter attention et les alliés occidentaux s'en moquaient. À cette époque, les États-Unis souhaitaient réarmer l'Allemagne de l'Ouest et faire du pays un rempart contre l'expansion soviétique. Lorsque la guerre froide devint « brûlante » en Corée en 1951, le souvenir de la Seconde Guerre mondiale sembla bien dérisoire. Wiesenthal expliqua plus tard que « devant ce revirement, l'image d'un Adolf Eichmann pâlissait. Chaque fois que j'essayai de remettre l'affaire sur le tapis devant mes amis américains, ils soupiraient : "Nous avons d'autres problèmes."[629] ».

En 1953, après que Vera Eichmann eut quitté l'Europe, Friedman ferma son centre de documentation juive de Vienne. Peu d'informations nouvelles lui parvenaient désormais, et ses données n'intéressaient quasiment plus personne. Il déménagea en Israël et s'établit à Haïfa. Wiesenthal, quant à lui, qui dirigeait son centre de documentation à Linz, lutta pendant encore deux ans. Ironiquement, c'est à cette période qu'il fit la seconde découverte majeure dans la traque d'Eichmann. Wiesenthal était un collectionneur de timbres passionné et membre du club philatélique de Linz. En mars 1953, un autre membre du club, un baron autrichien, lui déclara qu'il avait appris par une de ses connaissances en Argentine qu'Eichmann avait été repéré là-bas. C'était là la première indication qu'Eichmann se trouvait probablement en Argentine, sûrement avec sa famille. Wiesenthal en informa dûment le consulat israélien en Autriche, mais l'affaire s'arrêta là. Il informa aussi Nahum Goldmann, l'influent président lié aux nombreux réseaux du World Jewish Congress, mais ce dernier ne manifesta pas non plus un grand intérêt. L'un de ses assistants répondit à Wiesenthal que le FBI leur avait dit qu'Eichmann se trouvait en Syrie. Comme la situation personnelle de Wiesenthal était à ce moment-là difficile, il écrivit aussi à Goldmann pour lui demander une aide financière pour son centre. Il n'obtint jamais de réponse. En 1954, lui aussi plia bagage et envoya ses dossiers à Yad

Vashem, le nouveau musée, centre d'archives et mémorial qui avait ouvert à Jérusalem. Il nota plus tard que : « À cette époque, les Juifs américains avaient sans doute d'autres soucis. Plus personne ne s'intéressait à Eichmann : les Israéliens étaient trop occupés par la lutte contre Nasser, et les Américains étaient trop occupés par la guerre froide contre l'Union soviétique. » Il conserva son dossier sur Eichmann, mais « je me retrouvai seul, avec quelques fous dans mon genre[630] ».

L'intérêt déclinant pour les criminels de l'ère nazie permit à Eichmann et à sa famille de vivre quelques années de calme et de paix relative en Argentine. Après avoir reçu le message codé de son mari lui indiquant qu'il était vivant et prêt à ce qu'elle le rejoigne, Vera commença à préparer les enfants. Elle leur raconta des histoires romanesques sur un oncle Ricardo qui vivait en Amérique du Sud et qui se déplaçait sur un cheval blanc. Elle attendit néanmoins une année entière avant de partir. Afin de brouiller les pistes, elle demanda un passeport allemand au nom de Liebl, affirmant que son mari était décédé et s'appuyant sur le fait qu'en tant que *Volksdeutsche*, elle avait droit à la nationalité allemande selon les lois de la République fédérale. De manière assez compliquée, les trois enfants gardèrent quant à eux leur vrai nom. Elle obtint les visas au consulat d'Argentine de Vienne. Ensuite, ils disparurent en Italie. À Gênes, la famille s'embarqua sur le paquebot *Salto*. Vera eut un très fort mal de mer pendant la plus grande partie du voyage, mais les garçons passèrent quant à eux de bons moments[631].

Vera, Klaus, Horst et Dieter débarquèrent à Buenos Aires un jour de pluie du début du mois de juillet 1952. Eichmann/Klement et plusieurs autres Allemands étaient présents pour les accueillir. Vera se remémora ainsi la scène : « Adolf était debout, à l'écart. Il avait vieilli. Je pleurais de joie. Je lui ai montré les enfants, et j'ai dit : "Voici votre oncle Ricardo." » Les garçons ne reconnurent apparemment pas leur père : après tout, ils ne l'avaient pas vu depuis sept ans, au début de sa fuite, et n'avaient été auprès de lui que de manière intermittente pendant la guerre. Il avait considérablement vieilli au cours de ses années dans la clandestinité : il perdait ses cheveux et portait des lunettes. Toutefois, l'« oncle Ricardo » donna aux enfants une généreuse somme d'argent pour qu'ils s'achètent des bonbons et ils furent comblés. Ils dînèrent ensemble le soir de leur arrivée

en Argentine et passèrent cinq nuits dans un hôtel. Ensuite, ils partirent pour Rio Portero, le quartier général des opérations de Capri à Tucumán. Eichmann vivait non loin de là, dans une petite ville appelée Graneros. Il y avait déménagé en 1951 et louait une maison, peut-être pour avoir assez de place pour accueillir sa famille. Graneros était aussi un endroit reculé dans les montagnes, offrant peu d'éléments du confort de la vie moderne. Néanmoins, pour Klaus et ses frères, l'endroit offrait une « vie merveilleuse ». Le manque de confort était largement compensé par les promenades à cheval et les jeux de cow-boys. Les garçons semblaient s'être bien acclimatés à l'Argentine et au fait d'avoir de nouveau un père. Une fois qu'ils furent installés, Vera et Adolf leur expliquèrent en effet qui était vraiment l'oncle Ricardo et leur apprirent à écarter ou à déjouer les curieux. Ils purent découvrir que leur père était un maître particulièrement exigeant, et pas seulement lorsqu'il s'agissait de maintenir leur couverture. Klaus Eichmann raconta au magazine *Quick* en 1966 : « Nous apprîmes l'espagnol de manière accélérée. Père me donna l'ordre d'apprendre cent mots par jour, ni plus, ni moins. Il fallait que ce soit exactement cent mots. Notre père était très pointilleux, tout devait être comme il le voulait, toujours exactement dans l'ordre[632]. »

Au printemps 1953, le projet hydro-électrique de Capri à Tucumán fit faillite, victime du ralentissement général de l'économie argentine. Eichmann cessa de travailler pour l'entreprise à la fin du mois d'avril. Trois mois plus tard, il déménagea avec sa famille à Buenos Aires, où il loua une petite maison au 4261 rue Chacabuco, dans le quartier d'Olivos. C'était un quartier pauvre où vivaient de nombreux exilés allemands. Comme Eichmann était temporairement sans emploi, il ne pouvait se permettre de louer ailleurs. Herbert Kuhlmann, qui avait été son compagnon de voyage sur le *Giovanni C* et était devenu un homme d'affaires prospère, installé dans un quartier très cossu de la ville, lui servit de garant. La famille passa six ans au 4261 rue Chacabuco[633].

Eichmann tenta de se remettre à flots financièrement. Il investit d'abord ses économies dans une entreprise de blanchisserie en compagnie de deux autres Allemands qui avaient également travaillé pour Capri, mais ils s'aperçurent vite qu'ils ne pouvaient rivaliser avec les blanchisseurs chinois et l'entreprise ferma ses portes. Il ouvrit alors un magasin de textile, qui fit

également rapidement faillite, le laissant dépourvu de capital. Eichmann fut alors employé comme responsable de la logistique dans une entreprise d'appareils sanitaires. Malgré ses connaissances inhabituelles en matière de transports, là encore, l'entreprise échoua. Pendant quelque temps, il s'occupa d'une ferme qui élevait des lapins angoras dans une ville appelée Joaquín Gorina, à une soixantaine de kilomètres de la capitale. La ferme appartenait en partie à un autre expatrié allemand, Franz Pfeifer, qui était un lointain cousin d'Eichmann. Les lapins étaient adorables et Eichmann appréciait de vivre à nouveau à la campagne, mais il n'aimait pas être séparé de sa famille, qui était restée à la rue Chacabuco. En tout cas, la ferme n'était pas viable et elle fit faillite au milieu de l'année 1958. Eichmann s'en retourna à la ville, et il fut réduit à prendre un emploi de magasinier pour l'entreprise d'appareils fonctionnant au gaz Orbis, qui était elle aussi dirigée par un ancien nazi. En mars 1959, il obtint un meilleur travail comme soudeur et mécanicien pour l'usine Mercedes-Benz de González Catán, qui employait de nombreux Allemands, y compris d'anciens nazis. L'usine se trouvait dans une banlieue moderne de Buenos Aires, et il fallait à Eichmann deux heures en bus pour s'y rendre tous les jours et rentrer. C'est ce trajet qui devait causer sa perte[634].

Pendant de nombreuses années, la vie de la famille Eichmann/Klement se déroula sans grand incident. Les voisins évoquèrent un homme voûté qui regardait rarement les gens dans les yeux et parlait peu. Mis à part les garçons, qui étaient alors tous adolescents, la famille entretenait peu de relations sociales. Parfois, le soir, Eichmann jouait du violon. En 1953, Vera tomba enceinte et l'automne suivant elle donna naissance à un nouveau fils. Il fut appelé Ricardo Francisco Eichmann, et son père prit beaucoup de plaisir à jouer avec lui. Les relations au sein de la famille étaient celles de toutes les familles. Les fils étaient beaux et sociables : les petites amies ne manquaient pas. Klaus était déjà fiancé à une jeune fille de Tucumán et fut le premier à se marier, à déménager et à donner des petits-enfants à la famille. Toutefois, les relations intergénérationnelles n'étaient pas sans heurts. Eichmann ne voyait en ses fils que des « rustres » uniquement intéressés par la poursuite de plaisirs triviaux. Quant à eux, ils le trouvaient trop autoritaire. Klaus déclara à des journalistes en 1966 : « Vous ne croiriez pas à quel point il était strict. Notre père était extrêmement strict[635]. »

Eichmann ne parlait pas de politique avec ses fils, et leur interdit formellement d'aborder ces questions hors de la maison. Vera confia à des journalistes en 1961 qu'« il leur dit qu'il ne voulait pas qu'ils deviennent des soldats. Il disait qu'il valait mieux rester un simple travailleur que de choisir une carrière d'officier. Et ne devenez jamais membres d'un parti politique ». Son mari ruminait néanmoins le passé et lisait de nombreux ouvrages sur le IIIe Reich, dont les histoires globales écrites par Léon Poliakov et Gerald Reitlinger. Ses notes en marge des ouvrages qui tombèrent entre les mains des enquêteurs indiquent qu'il était resté un nazi impénitent. Ainsi, il s'en prit à *Die Letzen Tage des Reichkanzlei* (Les derniers jours de la chancellerie du Reich), de Gerhardt Boldt, car l'auteur avait adopté une ligne antinazie. En marge d'un passage du livre, il griffonna : « Voilà un homme qu'on devrait écorcher vif ! Un âne bâté, un porc, un fumier. Pas étonnant qu'avec de pareils bonshommes, nous ayons perdu la guerre ! » Il nota son credo sur la page de garde, qui tenait en trois lignes que l'on pourrait résumer ainsi : devoir et obéissance aux ordres[636].

Eichmann continua aussi à fréquenter d'anciens SS. L'un de ses compagnons les plus proches était Otto Skorzeny, qui avait fui l'Europe en juillet 1948 et était arrivé en Argentine l'année suivante. Skorzeny avait joué un grand rôle dans le coup d'État qui avait hissé Szálasi au pouvoir à Budapest en octobre 1944, et il avait fourni des armes à Eichmann au cours de la dernière semaine de la guerre, lorsque celui-ci crut qu'il allait entamer une lutte de partisans. C'est par Skorzeny qu'Eichmann fut présenté à Willem Sassen, un nazi mi-allemand et mi-néerlandais qui avait servi dans la *Waffen-SS* avant de rejoindre l'office de propagande du parti nazi. Sassen fut jugé par contumace pour crimes de guerre en Belgique et parvint à gagner l'Argentine en septembre 1948, à bord d'un schooner, sous le faux nom de Jacobus Janssen. Là, il s'intégra aisément au milieu des anciens SS. Il devint rédacteur en chef du bulletin d'informations hebdomadaire *Der Weg*, qui s'adressait à la communauté nazie en exil. *Der Weg* avait des contacts avec l'éditeur Dürer-Verlag, qui comptait parmi les nombreuses entreprises de Ludwig Freude, et sa ligne éditoriale était tellement extrémiste que même Perón fut convaincu de suspendre sa publication. Il continua toutefois à être distribué sous le manteau[637].

Sassen connaissait tout le monde au sein de cette petite fraternité SS. Il présenta Eichmann au Dr Joseph Mengele, qui avait emprunté la même route vers l'Argentine que lui, voyageant avec une fausse carte d'identité préparée à Termeno au nom d'Helmut Gregor. Mengele arriva en juin 1949, mais de là sa trajectoire fut différente de celle d'Eichmann. Il était issu d'une riche famille du sud de l'Allemagne, propriétaire entre autres d'une usine qui produisait des outils agricoles, et il obtint un emploi en tant que représentant de cette entreprise en Argentine. Rapidement, il évolua dans les hautes sphères. En comparaison, Eichmann était proche d'une misère noire. Les deux hommes se rencontrèrent plusieurs fois au café ABC, mais le courant ne passa pas entre eux. Eichmann refusa l'offre de Mengele de le soigner gratuitement. Il se peut qu'il ait trouvé la proposition condescendante, ou bien qu'il se soit souvenu du passé de Mengele, l'« ange de la mort » qui effectuait des expériences médicales sur les prisonniers de Birkenau. Quelle qu'en fût la raison, il déclina l'offre. Leurs rencontres s'espacèrent[638].

En revanche, Eichmann fréquenta davantage Sassen, et leur association devait s'avérer décisive. En plus de son travail de journaliste, Sassen gagnait de l'argent en servant de nègre à des anciens SS qui voulaient notamment raconter leurs mémoires, et il travaillait fréquemment avec un ancien membre du ministère de la Propagande du parti nazi, Eberhard Fritsche, qui avait été l'un des plus proches adjoints de Goebbels et était désormais le directeur de Dürer-Verlag et un collaborateur de Ludwig Freude. En 1955 ou 1956, de mèche avec Fritsche, il proposa à Eichmann de collaborer à une histoire globale de la « solution finale ». Celle-ci dirait la « vérité » du point de vue nazi et leur rapporterait certainement une belle somme d'argent. L'idée consistait à enregistrer les souvenirs d'Eichmann, avec des références à des documents de l'époque et avec l'ajout d'interventions d'experts de la communauté SS. Les enregistrements devaient par la suite être retranscrits et présentés sous la forme d'une recension authentique des événements de la part de l'un de ceux qui s'étaient trouvés au cœur de l'action. Eichmann et Sassen avaient toutefois des objectifs différents. Le premier était avant tout poussé par la vanité. Il éprouvait un grand ressentiment à être tombé dans l'oubli, sans le sou, et il était vexé par les histoires qui, selon lui, présentaient son rôle dans la

« solution finale » de manière erronée. Il voulait en particulier contester la version fabriquée par Wisliceny. Sassen, quant à lui, souhaitait contrecarrer les demandes de réparations présentées à l'Allemagne par les Juifs et par Israël, et il voulait soulager le sentiment de culpabilité collective des Allemands face au génocide des Juifs. L'un de ses premiers objectifs était de minimiser le nombre de victimes du génocide. Un autre était de disculper Hitler. Eichmann ne discerna pas de prime abord les présupposés de Sassen, et ce dernier sous-estima l'entêtement de celui qu'il interrogeait. Le résultat fut parfois tristement comique[639].

Eichmann apprécia tout d'abord l'occasion qui lui était donnée de se confier à quelqu'un qui connaissait bien la période et qui, pensait-il, l'écouterait avec complaisance : « J'étais heureux, pour une fois, de pouvoir parler du problème dans toute sa complexité, et, d'une certaine manière, de m'en défaire. » Il découvrit pourtant que la perspective de Sassen n'était pas complètement en accord avec la sienne. S'il n'eut pas de problème à enregistrer que Heydrich avait reçu un ordre du *Führer* pour exterminer les Juifs, Sassen voulut savoir si Hitler était réellement responsable, et il voulait des preuves tangibles de l'existence d'un tel ordre. À un moment, Eichmann exprima une certaine incrédulité que quelqu'un puisse s'attendre à ce qu'il existât un ordre écrit de la main de Hitler en personne, protestant que ce n'était pas la manière dont le Reich fonctionnait. D'autre part, alors que Sassen voulait diminuer le nombre de Juifs déportés vers les camps de la mort, Eichmann était heureux de se vanter de la réussite de son travail. En raison de l'insistance de Sassen, le dialogue tourna encore et encore autour des évaluations statistiques du nombre de personnes tuées, les deux hommes défendant des positions opposées sur la question[640].

Le vin consommé lors de ces sessions délia dangereusement la langue d'Eichmann. Sa pitié pour lui-même et son autoglorification l'entraînèrent toutes deux à faire des déclarations compromettantes. Il regretta sa faiblesse de ne pas avoir été capable de surmonter tous les obstacles à l'élimination de tous les Juifs. Complètement insensible ou indifférent à ce que les « transports » signifiaient en termes de souffrances humaines, il se plaignit des délais et se réjouit des convois arrivés sans encombre : « Il nous arriva la même chose en Slovaquie, et encore en France, bien que là nous avions commencé avec beaucoup d'espoir. Il nous arriva la même chose en

Hollande, où pourtant les convois filaient bon train au début, donc on peut dire que c'était d'abord magnifique, et ensuite les problèmes surgissaient l'un après l'autre. » Il évoqua sa grande satisfaction lorsque les déportations se passaient sans accroc, en particulier en Hongrie[641].

Malgré certaines déclarations voulant qu'il ne fût pas antisémite, ne haït pas les Juifs personnellement et eût de nombreux collègues juifs, Eichmann apparut à d'autres moments comme un nazi impénitent et invétéré. « Non, je n'ai aucun regret et je ne dois aucune excuse. Au cours des quatre mois pendant lesquels vous m'avez rafraîchi la mémoire, une grande quantité de souvenirs est remontée à la surface. Il serait trop simple pour moi de jouer un rôle, même si je pourrais raisonnablement le faire, pour faire plaisir à l'opinion publique, comme si Saül était devenu Paul. Mais je dois vous dire qu'il m'est impossible de faire une chose pareille, parce que mon moi le plus profond refuse de dire que nous avons fait quelque chose de mal. Non – pour être tout à fait franc avec vous, je vous avouerai que si nous avions tué tout le monde, les 10,3 millions de Juifs répertoriés par [le statisticien] Korherr, je serais heureux et je dirais : "Mission accomplie, l'ennemi n'est plus."[642] »

Les sessions, qui se déroulèrent en des endroits différents, devinrent une sorte d'événement, et d'anciens camarades vinrent écouter Eichmann. Des boissons étaient servies, Eichmann devenait modérément ivre et l'atmosphère était parfois assez chahuteuse. L'un des premiers spectateurs fut Eberhard Fritsche, mais celui-ci n'approuvait pas le projet d'Eichmann. Un autre fut Rudolf Mildner, ancien officier de la *Gestapo* à Katowice, Auschwitz et Copenhague. Eichmann avait été en contact avec lui lors de l'*Aktion* avortée contre les Juifs du Danemark en 1943[643].

Eichmann ne se laissait aller à l'autocritique que sur un seul sujet : le fait de n'avoir pu contribuer au succès total de la « solution finale ». « En guise d'excuse, il faut dire que : 1) je n'avais pas une intelligence assez étendue ; 2) je n'avais pas la dureté physique qu'il aurait fallu ; et 3) contre ma volonté se trouvait toute une légion d'hommes opposés à cette volonté, si bien que je me sentais paralysé, je ne pus aller jusqu'au bout de ce qui aurait peut-être pu représenter un succès décisif, parce que je devais dissiper mon énergie dans une lutte de plusieurs années contre ceux qu'on appelait les interventionnistes. » De manière éloquente, il ajouta : « Mais

tout cela, il vaut mieux ne pas l'écrire dans notre livre, peut-être que ce n'est pas une très bonne idée[644]… »

Au total, Sassen et Eichmann se rencontrèrent pendant cinq mois et enregistrèrent ensemble pas moins de 67 bandes magnétiques. En tout, la retranscription couvre 695 pages, auxquelles Eichmann ajouta plus de 80 pages de notes manuscrites. Il ne fut toutefois pas satisfait du résultat. Les retranscriptions de Sassen prenaient parfois beaucoup de liberté avec l'original, il ajoutait des interpolations de son chef, et ses commentaires se mélangeaient parfois à ceux d'Eichmann. Lorsque les sessions avaient débuté, Eichmann se trompait parfois dans les faits et il lui arrivait de faire des erreurs : « Il faut me croire, pendant ces derniers mois, je n'ai rien gardé pour moi et j'ai dit tout ce que je savais. J'admettrais aussi volontiers cela si je m'en souvenais. Souvent, en relisant tout cela, c'était comme si je parvenais à me rappeler un souvenir d'enfance. Plus je pensais à ces choses, plus mes idées se firent confuses, et il me semble que c'était le début d'une sorte d'auto-suggestion. » En suivant leur accord, Sassen envoya à Eichmann plusieurs épreuves de retranscription, et celui-ci commença à y faire de nombreuses corrections et commentaires à la main. Plus tard, il déclara qu'il était tellement déçu qu'il abandonna le projet et commença tout seul une version manuscrite, peut-être dans l'idée de refaire un jour les enregistrements. En attendant, il tenta d'insister auprès de Sassen pour que seuls les passages de la retranscription qu'il aurait autorisés de sa signature fussent utilisés. Le Néerlandais s'avéra néanmoins un partenaire peu scrupuleux. Il en résulta une bombe à retardement à la fois historique, littéraire et juridique[645].

Eichmann avait été entraîné dans le projet de Sassen en partie appâté par la promesse qu'il pourrait gagner de l'argent. Il s'agissait d'une grande motivation pour lui à un moment où sa situation s'était très sévèrement dégradée. En 1958, il investit 65 000 pesos de son compte d'épargne dans un lopin de terre détrempée dans un district en dehors de Buenos Aires, Bancalari. La région était régulièrement inondée par la rivière Tigre et n'avait pas encore accès au tout-à-l'égout, à l'eau courante ou à l'électricité. Cela signifiait que ces 700 mètres carrés de terrain étaient bon marché, et les propriétaires étaient en outre exemptés des taxes municipales. Aidé par ses fils, Eichmann draina le terrain, posa les fondations d'une maison et

commença à construire. Ils travaillèrent selon un calendrier fixé par Eichmann lui-même. Même Klaus fut impressionné par la discipline et le savoir-faire pratique de son père : « Nous avons construit la maison de nos propres mains. Vous auriez dû voir notre père à l'époque. Il était tellement versatile, il savait en fait tout faire, il prenait tout très au sérieux, et il avait raison, toujours raison[646]. »

La maison, située au 14 rue Garibaldi, était éloignée de la route et à l'écart, avec une simple petite cabane sur le côté. Elle était surélevée sur une plate-forme de six marches afin de la protéger des inondations. La bâtisse d'un étage avait des fondations profondes, des murs inhabituellement épais et peu de fenêtres, qui donnaient principalement sur l'arrière. Eichmann la déclara « terminée » au début de l'année 1960, bien qu'il n'y eût encore ni électricité ni eau courante. (L'eau était pompée dans un puits situé dans la cour, devant la maison.) Passant outre les objections de Vera, la famille emménagea[647].

Pourquoi Eichmann insista-t-il tant pour quitter la rue Chacabuco et aller habiter dans cet endroit perdu ? Il se peut que la maison lui ait donné un sentiment de sécurité, parce qu'elle était éloignée de voisins trop curieux et donnait à ses occupants un champ de vision dégagé à 360 degrés. Néanmoins, son isolement devait se révéler aussi une faiblesse. Eichmann se rendait à pied de la maison à un arrêt de bus proche, sur la route 202, et prenait l'autobus 203 pour aller travailler tous les matins. Il rentrait par le même bus chaque soir. Le bus le déposait à 19 h 40 précises. Ensuite, il parcourait 300 mètres jusqu'à sa maison dans la nuit noire, utilisant parfois une lampe torche pour éviter les flaques et les fossés entre la route principale et le perron de sa maison. Une fois qu'il avait dépassé un petit magasin à un pâté de maison de la jonction entre la route 202 et la rue Garibaldi, il n'y avait plus aucun éclairage public, ni personne alentour. Aucun magasin et aucune maison ne donnaient sur la rue. C'était l'endroit idéal pour un enlèvement.

Ironiquement, après des années d'inactivité et d'apathie, juste au moment où Eichmann construisait la maison qui s'avérerait plus tard si vulnérable à un assaut, ses poursuivants s'activèrent. Ils furent galvanisés par une information apparemment de source crédible, selon laquelle Eichmann se trouvait en Argentine. Cette information avait une origine extraordinaire.

En 1956, Klaus Eichmann fréquenta une jolie jeune femme appelée Sylvia Hermann. Son père était aussi un émigré allemand, mais il était arrivé dans des circonstances plutôt différentes. Lothar Hermann était à demi juif et avait émigré en Argentine à la fin de l'année 1938, après un séjour dans un camp de concentration, où il avait été emprisonné pour avoir mené des activités socialistes clandestines. Au milieu des années 1950, sa vue s'était beaucoup dégradée, et il vivait à Buenos Aires dans une grande gêne matérielle, en compagnie de sa femme et de sa fille. Sylvia invitait parfois Klaus chez ses parents, et Hermann discutait avec lui de ceci ou cela. Un jour, leur conversation aborda l'histoire récente, et ce que le jeune homme déclara resta gravé dans la mémoire de Hermann. Comme il l'expliqua à l'enquêteur : « Un jour, alors que la conversation avait abordé le sort des Juifs lors de la Seconde Guerre mondiale, il déclara qu'il aurait mieux valu que les Allemands terminent leur entreprise d'extermination. Une autre fois, il avança que son père avait été officier dans l'armée allemande. » Sylvia cessa par la suite de fréquenter Klaus, et sa famille déménagea à Colonel Suarez, située à plusieurs centaines de kilomètres de la capitale. Toutefois, un an plus tard, le nom d'Eichmann apparut dans un article de journal sur un procès pour crimes de guerre organisé à Francfort. Lothar Hermann se souvint du nom de l'ancien petit ami de sa fille et fit le lien : le jeune homme était le fils d'Adolf Eichmann. Eichmann était en Argentine. Hermann, qui était resté un antinazi convaincu, transmit cette information aux autorités judiciaires de Francfort. Par chance, sa lettre parvint au procureur général du land de Hesse, Fritz Bauer[648].

Dans l'Allemagne de l'Ouest des années 1950, Bauer était un cas à part. Né dans une famille juive à Stuttgart en 1903, il était devenu avocat au barreau, mais ses activités avaient été interrompues par près de trois années passées dans un camp de concentration. Bauer était un antinazi obstiné et, à sa libération, il émigra au Danemark, où il continua d'exercer sa profession tout en poursuivant ses activités politiques antifascistes. Lorsque les Allemands envahirent le Danemark en 1940, il s'enfuit en Suède. Il enseigna le droit à l'université de Stockholm et retourna en Allemagne en 1949, pour occuper une série de postes dans la hiérarchie judiciaire de la nouvelle République fédérale. À la différence de nombre de ses collègues qui avaient continué à exercer sous les nazis et avaient occupé des postes où

ils avaient appliqué les lois nazies, Bauer n'était aucunement encombré par le passé. Il défendit l'idée de lois de restitution et de réparations et le procès des criminels de guerre nazis en Allemagne de l'Ouest. Ces positions ne firent rien pour le rendre populaire auprès de ses collègues, mais il avait le cuir épais et il était dévoué à sa cause. Il était la personne idéale pour agir à partir du renseignement envoyé par Lothar Hermann[649].

Néanmoins, Bauer devait s'assurer que l'information était exacte avant de prendre des dispositions ultérieures. Il envoya à Hermann une description d'Eichmann et lui demanda d'identifier son lieu de résidence. Hermann et sa fille entreprirent alors le voyage difficile vers la capitale, se renseignèrent auprès d'amis de Klaus Eichmann dont Sylvia se souvenait, et sans grandes difficultés trouvèrent le chemin du 4261 rue Chacabuco. Pour s'assurer que la famille Eichmann habitait bien là, Sylvia sonna à la porte et demanda à voir Klaus. Elle raconta qu'un homme entre deux âges apparut sur le pas de la porte et lui déclara qu'il était son père. Pour Hermann, c'était là une preuve suffisante, et il envoya une lettre à Bauer avec l'adresse d'Olivos[650].

Bauer pressentit que, s'il poursuivait l'enquête lui-même et utilisait l'appareil judiciaire ouest-allemand afin de lancer une investigation sur Eichmann, d'anciens nazis pourraient alerter sa proie. Il décida alors de transmettre les informations les plus importantes au ministère israélien des Affaires étrangères, par l'intermédiaire d'un attaché israélien en Allemagne, dans l'espoir que Jérusalem se saisisse des informations et passe à l'action. De fait, le directeur général du ministère des Affaires étrangères, Walter Eytan (anciennement Walter Ettinghausen), fut galvanisé d'apprendre qu'Eichmann était vivant et qu'il se trouvait en Argentine. Eytan organisa une réunion avec Isser Harel, le directeur des services secrets israéliens, mais Harel était quant à lui assez sceptique, et il fut décontenancé par l'état d'agitation de son collègue, d'humeur habituellement égale. Tout ce qu'il accepta de faire pour l'heure fut d'envoyer un agent des services secrets trouver Bauer en personne. Lors de cette rencontre, qui eut lieu le 6 novembre 1957, Bauer lui donna l'adresse et dit explicitement que, si quiconque devait aller rechercher Eichmann en Argentine, il fallait que ce fût les Israéliens[651].

Or, ces derniers n'étaient pas vraiment intéressés par la traque d'Eichmann, en premier lieu Isser Harel, décisionnaire sur ces questions. Né en 1912 à Vitebsk, en Russie, Harel avait été emmené en Palestine par ses parents sionistes. Il avait grandi dans un kibboutz, était devenu membre de la Haganah et avait servi avec les honneurs dans la section de renseignements de celle-ci durant la guerre d'indépendance d'Israël. En 1952, il fut nommé à la direction des nouveaux services secrets israéliens. Cet organisme fut rapidement scindé en deux sections séparées, le Shabak, qui s'occupait de l'espionnage intérieur, et le Mossad, qui assurait les activités en dehors d'Israël. Harel, en substance, chapeautait les deux. Néanmoins, cet homme puissant savait peu de choses sur Eichmann et il ne s'intéressait pas au personnage. Comme il le raconta dans ses mémoires : « Je ne m'étais jamais vraiment penché sur son rang au sein de la hiérarchie nazie ou sur le rôle qu'il avait joué dans ce que les nazis avaient appelé "la solution finale". » Il n'y avait pas d'unité au sein du Mossad chargée de la traque des criminels nazis et pratiquement pas d'information sur eux, à moins qu'ils n'apparaissent dans des pays arabes et ne contribuent à l'effort de guerre de ces pays contre Israël. Des rumeurs avaient circulé sur la présence d'Eichmann dans différents pays arabes, et un dossier existait sur cette question. Étant donné ses faibles connaissances du sujet, Harel dut repartir de zéro et resta éveillé toute une nuit pour lire le dossier[652].

Il décida finalement d'envoyer un agent à Buenos Aires pour vérifier l'information de Bauer, mais rien ne fut entrepris avant janvier 1958, quand Yoel Goren y fut envoyé. Goren parlait très mal espagnol et dépendait d'assistants locaux pour s'orienter dans la ville. Sa principale activité consista à arpenter en voiture la rue Chacabuco. À ses yeux, le quartier avait l'air tellement délabré qu'il était difficile de croire qu'un ancien SS de haut rang y habitait. Il transmit à Harel un rapport négatif, qui décida alors de refermer le dossier. Ce n'est que grâce à l'entêtement de Bauer que Harel poursuivit l'enquête. Lorsque Harel affirma qu'il devait vérifier la source de l'information de Bauer, celui-ci lui suggéra d'envoyer un agent du Mossad rencontrer Hermann en se faisant passer pour un de ses émissaires. Même alors, Harel attendit mars 1958, au moment où, par coïncidence, il apprit qu'un commissaire de police haut gradé qu'il connaissait devait se rendre à Buenos Aires pour des affaires officielles. Il demanda au commissaire,

Efraim Hofstätter, de faire un détour par Colonel Suarez pour aller interroger Hermann[653].

Hofstätter était un enquêteur expérimenté, mais il fut complètement décontenancé en découvrant qu'Hermann était quasiment aveugle. S'il écouta l'histoire de l'émigré, il laissa poindre son scepticisme en suggérant à Hermann de continuer ses investigations lui-même. Lorsque ce dernier se plaignit que le trajet jusqu'à la capitale était long et cher, Hofstätter lui donna quelques dollars pour le défrayer. Il mit aussi en place un mécanisme par lequel Hermann pouvait lui transmettre des informations de manière sûre. Enfin, il se rendit rue Chacabuco, mais ne vit personne ressemblant à Eichmann au numéro 4261, et conclut qu'il y avait fort peu de chances qu'un ancien haut dirigeant nazi réside dans un lieu aussi misérable[654].

Cette mission exécutée de manière paresseuse et désinvolte fut symptomatique du degré de priorité accordé à la recherche d'Eichmann. L'agent du Mossad qui participa à l'opération finale lors de laquelle Eichmann fut capturé, Zvi Aharoni, fit plus tard cette réflexion contrite : « La tâche de prouver l'identité d'Eichmann fut confiée à un homme aveugle qui vivait à dix heures de train de Buenos Aires. » Malgré tout, Hermann et Sylvia parvinrent à découvrir certains éléments importants à propos des propriétaires et des occupants du 4261 de la rue Chacabuco. Ils apprirent que la maison appartenait à un certain Francisco Schmidt, et que les factures d'électricité étaient aux noms de Dagoto et Klement. Hermann en conclut que Schmidt était le faux nom d'Eichmann et, au milieu de l'année 1958, le fit savoir à son nouveau contact (qu'il croyait en Allemagne). Schmidt était autrichien, mais toute ressemblance avec Eichmann s'arrêtait là. Lorsque Harel fit faire une vérification sur Schmidt, il parut immédiatement évident que Hermann s'était trompé. Aux yeux de Harel, la source s'était discréditée : toute cette affaire n'avait été qu'une vaine poursuite. À nouveau, en septembre 1958, il « referma tout le dossier[655] ».

Des années plus tard, le successeur de Harel à la tête du Mossad, Meir Amit, évoqua l'attitude de ses collègues à ce moment-là : « L'opération pour capturer Eichmann en Argentine fut perçue par la communauté du renseignement israélien de manière ambiguë. Certains chefs de cette communauté (qui venaient principalement des renseignements militaires et

étaient responsables de l'évaluation des risques pour la sécurité nationale d'Israël) eurent le sentiment que le Mossad outrepassait son propre rôle : les vrais ennemis d'Israël étaient les puissances arabes. » Le Mossad était un service d'une taille relativement modeste. Si la décision était prise de ramener Eichmann en Israël, une telle opération aurait mobilisé une bonne partie des ressources. En effet, selon Amit, « il ne faisait aucun doute à l'époque que largement en raison de l'Opération Eichmann, les principaux efforts du Mossad étaient détournés de sa cible principale, et cet état de fait provoquait la colère d'une partie des responsables du renseignement militaire[656] ». En attendant une décision qui rendrait effectif ce détournement des ressources, rien ne fut plus fait pendant plus d'un an.

D'autres informations parvinrent, mais rien ne fut suffisamment décisif pour ébranler le scepticisme bien ancré des Israéliens. En avril 1959, le très attentif Simon Wiesenthal remarqua un faire-part de décès concernant une Madame Maria Eichmann dans un journal de Linz, l'*Oberösterreichische Nachrichten*. L'élément frappant dans cette annonce, était qu'elle citait sa belle-fille, Vera Eichmann, parmi les parents de la défunte. Pourquoi Vera Leibl, soi-disant divorcée de son soi-disant défunt mari, avait-elle repris ce nom ? En février 1960, le même journal publia une annonce nécrologique concernant cette fois le père d'Eichmann, Adolf Karl. À nouveau, Vera Eichmann et ses fils apparurent dans la liste des membres de la famille du défunt. Pour Wiesenthal, cela signifiait que Vera était de nouveau aux côtés d'Eichmann, et que celui-ci était vivant. Wiesenthal rouvrit le dossier, et envoya un agent interroger la mère de Vera. Frau Liebl confia que sa fille était mariée à un homme appelé Klems ou Klemt. Pourquoi alors utilisait-elle le nom Eichmann dans les notices nécrologiques, si ce n'est que Klement était bien Eichmann ? Wiesenthal transmit cette information aux autorités israéliennes, où elle fut reçue avec un certain intérêt du fait du récent regain d'activité autour du dossier Eichmann[657].

C'est Bauer qui, une nouvelle fois, avait ravivé l'enquête. En décembre 1959, il se rendit en Israël dans le cadre de son travail ; il avertit Haim Cohen, son homologue, que le Mossad était en train de laisser une piste fantastique lui glisser entre les doigts. Bauer avait de son côté accumulé les informations, peut-être en partie par le biais des services de renseignements ouest-allemands, selon lesquelles, avec l'aide de l'Église catholique,

Eichmann avait quitté l'Europe avec un passeport de la Croix-Rouge sous le faux nom de Ricardo Klement, et qu'au début des années 1950 un Klement était apparu à Buenos Aires, d'abord employé par Capri, puis propriétaire d'une blanchisserie à Olivos. Cohen organisa un rendez-vous entre Bauer et Harel, lors duquel ces informations furent échangées, mais Harel ne divulgua pas à Bauer qu'il savait qu'un Klement habitait au 4261 de la rue Chacabuco, et il ne laissa transparaître aucune réaction. Bauer devint très animé lorsque ses informations inestimables furent accueillies avec une telle désinvolture apparente. Il s'écria que « n'importe quel policier de seconde classe serait capable de suivre une telle piste ». En effet, des informations aussi détaillées que celles fournies par les sources allemandes balayaient toute justification à l'absence d'action. Il était néanmoins toujours nécessaire de s'assurer que le Klement de la rue Chacabuco était bien le fugitif Klement, qui était lui-même en réalité Eichmann. C'est ce que Harel décida de faire[658].

En premier lieu, Zvi Aharoni fut envoyé à Francfort-sur-le-Main pour étudier le dossier ouest-allemand sur Eichmann, qui contenait désormais les dernières et les plus importantes informations sur lui. Ensuite, Harel consulta le Premier ministre israélien, David Ben Gourion. Son feu vert serait nécessaire à l'organisation d'une opération qui accaparerait des ressources importantes des services de renseignements et qui aurait certainement des répercussions internationales explosives, qu'elle réussisse ou non. Lorsque Ben Gourion apprit de la bouche de Cohen qu'Eichmann vivait probablement en Argentine, il lui répondit qu'Israël ne devrait pas envoyer de demande d'extradition mais plutôt agir de manière clandestine pour ramener Eichmann en Israël et lui intenter un procès. Ben Gourion nota dans son journal à la date du 6 décembre 1959 : « S'il n'y a pas d'erreur d'identité, nous l'attraperons et le ramènerons ici. Isser s'en chargera. » Toutefois, au-delà des difficultés pratiques d'une telle mission, il y avait aussi des complications potentielles en termes de droit international et de relations diplomatiques. Ainsi, Harel demanda conseil à l'avocat général, Haim Cohen, au ministre de la Justice, Pinhas Rosen, et à la ministre des Affaires étrangères, Golda Meir. Le point de vue juridique était qu'Eichmann pouvait être jugé en Israël si l'on pouvait le faire sortir d'Argentine. L'extradition ne fut jamais sérieusement envisagée, et Golda

Meir n'émit pas d'objection à une opération clandestine. La voie était alors dégagée pour qu'Aharoni parte faire la première mission de reconnaissance israélienne approfondie[659].

Pour plusieurs raisons, Zvi Aharoni était l'homme idéal pour cette mission. Né en Allemagne en 1921, il avait quitté le pays en octobre 1938 avec le reste de sa famille. Ils se rendirent en Palestine, où ils passèrent cinq ans dans le kibboutz Alonim. Aharoni s'engagea dans les forces paramilitaires à l'âge de seize ans et passa de la police rurale, qui gardait les colonies juives, aux rangs de l'armée britannique. Il combattit pendant la guerre d'indépendance et rejoignit les services de renseignements israéliens en 1948. Ses qualités principales étaient ses talents d'investigateur et d'interrogateur. Le travail de terrain n'était pas son point fort. Comme il l'admit lui-même, dans la version des faits qu'il publia en 1996, sa collecte clandestine d'informations et son travail de surveillance de la cible avaient frôlé le désastre[660].

Aharoni arriva à Buenos Aires le 1er mars 1960 muni de faux papiers et d'une couverture selon laquelle il était un diplomate enquêtant sur des incidents antisémites en Amérique du Sud. Il rassembla une équipe de bénévoles locaux, tous des Juifs connus d'Israël comme des assistants fiables à qui l'on pouvait confier des missions de moindre importance. Deux jours plus tard, il se rendit à la rue Chacabuco. La maison était vide, mis à part quelques ouvriers qui la décoraient. L'un des assistants d'Aharoni demanda où la famille avait déménagé, mais personne ne le savait. Aharoni décida alors d'envoyer un coursier à la maison avec un cadeau pour « Nikolas Klement » (dont c'était l'anniversaire le 3 mars), prétendant que c'était de la part d'une petite amie, et de lui faire demander où le paquet devait être envoyé. Le travailleur suggéra qu'il aille parler à « Tito », l'un des garçons qui avaient vécu dans la maison et qui travaillait dans les environs. Le coursier alla trouver « Tito » pour lui remettre le cadeau, mais ce dernier n'offrit qu'une réponse vague et prit le paquet. Aharoni essaya de suivre ce « Tito », qui était probablement Dieter Eichmann, mais perdit sa trace à plusieurs reprises. Pendant ce temps, le danger était que Klaus raconte à son père que quelqu'un prétendant le connaître avait envoyé un cadeau à « Nikolas Klement », alors qu'il se faisait toujours appeler Nikolas

Eichmann. Par chance, Klaus s'empara du cadeau (un briquet) et n'alerta pas son père.

Le 11 mars, le coursier d'Aharoni aborda « Tito » et lui demanda si le cadeau avait bien été remis à son destinataire. « Tito » répondit en riant que le paquet aurait aussi bien pu être adressé à son père ou à son frère, mais qu'il l'avait donné à ce dernier. Aharoni en conclut que si « Nikolas Klement » était un faux nom pour Nikolas Eichmann, alors son père devait également être un Eichmann. Il fit parvenir un message secret à Harel : « Klement est Eichmann. » « Tito » avait aussi donné au coursier des instructions précises pour trouver la maison des Klement/Eichmann, et une brève description de ce à quoi elle ressemblait, car à cette époque il n'y avait toujours pas de numéros dans la rue. Le 12 mars, Aharoni emprunta la route 202 et suivit les indications données par « Tito ». Il dépassa la maison de plain-pied au toit plat que celui-ci avait décrite.

Pendant les cinq jours qui suivirent, Aharoni surveilla la maison et la prit en photo de loin. Le 16 mars, lui et un de ses assistants locaux firent une incursion jusqu'à la maison, afin de tenter de prendre de meilleurs clichés du logement et de son propriétaire à l'aide d'un appareil photographique dissimulé. Le subterfuge, qu'il avait lui-même imaginé, fut insuffisamment préparé. Les deux hommes s'approchèrent de la maison et appelèrent pour voir si quelqu'un était là. Une femme d'une cinquantaine d'années apparut, Vera Eichmann, suivie d'une femme plus jeune, qui était la femme de Klaus, Margarita. Aharoni se fit passer pour un promoteur américain intéressé par l'achat de terrains, et leur demanda si leur maison ou les parcelles environnantes étaient à vendre. Vera laissa le soin de poursuivre la conversation à sa belle-fille, qui parlait anglais et pouvait de ce fait mieux communiquer avec les « Américains ». Les enquêteurs se retrouvèrent alors à converser avec Margarita, qui parlait anglais mieux qu'eux. Il sembla aussi probablement étrange que des promoteurs de New York s'intéressent à ces terrains marécageux et encore non exploités. Ils parvinrent à mettre fin à la conversation sans se mettre plus avant dans l'embarras, mais Eichmann leur confia plus tard que sa femme lui avait raconté l'incident, qu'il avait trouvé suspect.

Pendant ce temps, d'autres assistants passèrent en revue les registres fonciers. Ils découvrirent que la parcelle de terrain de la rue Garibaldi était

enregistrée au nom de Veronica Catarina Liebl de Fichmann. Il y avait probablement eu une erreur de retranscription, remplaçant le E par un F. Les derniers doutes causés par l'orthographe approximative du nom furent évacués le 19 mars lorsque Aharoni aperçut Eichmann rentrant de son travail. Il fut convaincu d'avoir localisé sa cible, mais il voulait néanmoins obtenir une preuve photographique. Ses tentatives tinrent de la farce et faillirent le faire prendre. Un jour, il effectuait une surveillance à bord de sa jeep de location. Lorsque vint le moment de repartir, il fit une marche arrière trop rapide et fit tomber la voiture dans un fossé. Celle-ci se retourna à seulement quelques centaines de mètres de la résidence d'Eichmann. Une foule s'attroupa pour voir ce qui s'était passé, tandis que des habitants du coin aidèrent l'Israélien qui pataugeait péniblement, mais par chance personne de la maison ne s'approcha ou ne réalisa que c'était un étranger qui avait un problème.

Il restait à Aharoni seulement quelques jours avant la fin de sa mission, et il désespérait d'obtenir un cliché en gros plan d'Eichmann. Le dimanche 3 avril, ce dernier était chez lui et il travaillait à son jardin. Sur les instructions d'Aharoni, deux de ses assistants, dont un portait un appareil photo caché dans une valise, s'approchèrent de la clôture du jardin d'Eichmann et lui adressèrent la parole. Pendant leur conversation innocente, celui qui portait la valise prit une série de clichés. C'était toutefois la première fois qu'il utilisait un tel appareil, et il n'avait aucune idée de ce à quoi ressembleraient les photos. Après quelques minutes, les deux hommes prirent congé et s'éloignèrent d'un pas nonchalant vers l'arrêt de bus, sous le regard d'Aharoni, qui était caché à l'arrière d'un camion garé à quelque distance de là. Il les rejoignit et s'empara de la précieuse valise.

Aharoni avait l'ordre de retourner en Israël le 5 avril, mais il tenait absolument à faire développer la pellicule avant son départ. Ce n'était pas vraiment nécessaire, et l'opération représentait un risque inutile parce qu'il n'avait pas accès à un laboratoire de développement photographique sécurisé. Il voulait pourtant s'assurer qu'il avait trouvé la bonne personne. Il déposa alors la pellicule chez un photographe dans une rue commerçante, lequel envoya les négatifs à un laboratoire qui s'occuperait du développement. Le lendemain, lorsque Aharoni vint chercher ses

photographies, on lui annonça qu'à cause d'une erreur, elles n'étaient pas encore arrivées. Il fit un véritable scandale. Il exigea de savoir où elles étaient, et après qu'un assistant dans la boutique du photographe eut averti l'entreprise de développement de l'arrivée d'un coursier, il paya un taxi pour aller les chercher. Ce n'est que par chance qu'aucun sympathisant nazi ou toute autre personne suspicieuse ne fut impliquée dans cette transaction. Étant donné la densité des Allemands, anciens SS et fugitifs du IIIe Reich à Buenos Aires, Aharoni eut en effet beaucoup de chance. Il embarqua pour l'Europe le lendemain, avec ses précieux clichés.

Par coïncidence, Harel se trouvait à Paris lorsque Aharoni y fit escale, et ils rentrèrent ensemble en Israël. Dans l'avion, Aharoni annonça à son chef qu'il était certain d'avoir trouvé Adolf Eichmann. Harel répondit : « Dans ce cas, nous irons le chercher. » À leur arrivée, le 9 avril, Aharoni découvrit que Harel avait déjà fait passer l'opération à une vitesse supérieure. Il avait nommé un officier supérieur des services de renseignements, Rafi Eitan, à la tête d'un détachement spécial et avait commencé à rassembler une équipe. Trois semaines seulement après son retour, Aharoni s'en retourna en Argentine en compagnie de quatre autres agents du Mossad, qui serviraient de tête de pont à l'opération. Au cours des quinze jours qui suivirent, plusieurs autres agents israéliens arrivèrent, chargés de différentes fonctions, apportant un certain nombre de pièces d'équipement. Il y avait là un technicien capable d'évaluer la sécurité offerte par d'éventuelles planques et de les adapter en y installant des cellules et des cachettes ; un spécialiste en faux papiers, qui pourrait en fabriquer de nouveaux pour Eichmann et les membres de l'équipe ; un docteur qui vérifierait que le futur prisonnier ne transportait pas de poison, l'endormirait et s'assurerait qu'il resterait en bonne santé ; un agent de sexe féminin qui pourrait faire la cuisine et le ménage pour l'équipe – et donner l'impression que leur base était un ménage comme un autre[661].

Harel arriva en personne au début du mois de mai pour assumer la responsabilité de l'opération dans son ensemble. C'était inhabituel ; mais les ramifications de l'« opération Eichmann » étaient tellement sensibles qu'il pensa qu'il devait être sur place pour pouvoir prendre des décisions sur-le-champ en cas de besoin. S'il devait y avoir des complications, il n'y aurait pas le temps de consulter Tel-Aviv, et peut-être serait-il même impossible

d’atteindre l’ambassade d’Israël. L’équipe se trouvait en territoire hostile. Si les relations entre Israël et l’Argentine étaient bonnes, les agents savaient que Buenos Aires grouillait de nazis et de sympathisants à la cause parmi sa communauté de quelque 80 000 Allemands et, plus inquiétant encore, au sein du mouvement péroniste. Perón avait certes été écarté du pouvoir cinq ans plus tôt, mais ses partisans constituaient toujours une force majeure dans le pays, et un grand nombre d’entre eux continuaient d’adhérer au mélange de nationalisme argentin, de populisme, de catholicisme et de penchants profascistes qui constituaient l’idéologie péroniste. Même si la mission réussissait, Israël devait s’attendre à des réactions brutales à son encontre. Ainsi, le 28 avril, quelques jours seulement avant son départ, Harel rendit visite au Premier ministre Ben Gourion pour obtenir sa bénédiction à la mission. Ben Gourion approuva[662].

Pendant les premiers jours, les membres de l’équipe maintinrent la maison d’Eichmann sous une surveillance constante et furent en mesure d’établir qu’il suivait une routine tout à fait réglée. Ils purent, significativement, confirmer que son bus le déposait à 19 h 40 chaque soir de la semaine et qu’il effectuait ensuite à pied le chemin sur une route sombre et déserte jusqu’à son domicile. Tandis que certains agents s’occupaient de louer des voitures pour la surveillance et, au bout du compte, la capture, d’autres trouvèrent des planques, dont une pour l’équipe et une autre qui serait utilisée pour cacher Eichmann une fois qu’il aurait été appréhendé. Harel, soucieux du moindre détail et extrêmement prudent, insista pour qu’il y ait une solution de repli pour chacune des planques, chacune des voitures et chacun des agents impliqués dans les éléments cruciaux de l’opération. Le résultat fut une dépense de temps, d’énergie et d’argent qui paraissait sans fin[663].

Harel s’inquiétait de la possibilité que l’opération soit découverte et que la famille d’Eichmann puisse donner l’alarme, faisant surgir une petite armée d’anciens SS aidés d’un groupe de sympathisants argentins. Il voulait une solution de secours pour chacune des étapes, en particulier la dernière, la sortie du pays. Par chance, la célébration imminente de l’indépendance de l’Argentine leur offrit une occasion en or. Les festivités programmées devaient commencer le 20 mai, et des diplomates israéliens devaient arriver quelques jours plus tôt pour y participer. Il était prévu qu’ils empruntent un

avion de la compagnie El Al, qui pourrait aussi être utilisé pour s'enfuir. Puisque El Al était une compagnie aérienne appartenant à l'État israélien, il était possible d'espérer que ses dirigeants et employés se montreraient un minimum coopératifs. Harel consacra ses efforts à organiser l'accès à cet avion pour repartir[664].

Après avoir discuté du moment le plus opportun, l'équipe décida de frapper le 10 mai, puisque l'avion repartirait pour Israël le 13 mai, comme ils en avaient été informés par El Al. Néanmoins, le calendrier fut changé à la dernière minute : les diplomates n'arriveraient plus que le 19 mai, et l'avion repartirait pour Israël le lendemain. Cela voulait dire qu'ils devaient soit changer la date de l'enlèvement, soit être prêts à garder Eichmann en détention dans la planque pendant neuf jours. S'ils avançaient la date de l'opération trop près de la date du départ de l'avion et que quelque chose venait à se passer, ils n'auraient plus de seconde chance. D'un autre côté, plus ils le garderaient longtemps dans la planque, plus les risques d'être découverts augmenteraient. Ils s'arrêtèrent finalement sur la date du mercredi 11 mai 1960[665].

Ce soir-là, les agents de l'équipe prirent position autour de la maison d'Eichmann. Vera, qui ne se doutait de rien, le jeune Ricardo et Dieter étaient les seuls membres de la famille présents. Klaus avait désormais son propre logement, où il vivait avec sa femme Margarita et leur bébé. Horst, membre de l'équipage d'un navire marchand, était en mer. Tout était calme alors que la pénombre tomba sur les deux voitures que l'équipe israélienne allait utiliser pour l'enlèvement. Le véhicule de soutien, avec deux hommes à son bord, était garé dans un caniveau et en partie dissimulé par un pont de chemin de fer. Il était positionné de telle sorte qu'il pourrait braquer ses phares dans les yeux d'Eichmann au moment où celui-ci se dirigerait chez lui depuis l'arrêt de bus. La seconde voiture, dans laquelle se trouvait l'équipe qui réaliserait l'enlèvement proprement dit, était garée dans la rue Garibaldi, à mi-chemin entre la jonction avec la route principale et le sentier menant à la maison. Aharoni était au volant. À ses côtés se trouvaient Rafi Eitan, Zeev Keren, le technicien qui avait construit la « cellule » d'Eichmann dans la planque, et Pater Malkin, qui était spécialiste du combat à mains nues. La mission de Malkin consistait à se saisir

d’Eichmann et à l’empêcher à la fois d’utiliser du poison et d’appeler des secours.

À 19 h 40, il n’y eut aucun signe du bus ou d’Eichmann. Vingt minutes s’écoulèrent et les deux sections commencèrent à perdre espoir. Juste au moment où les agents du Mossad allaient abandonner, le bus arriva et déposa la proie. Keren leva le capot de la voiture garée dans la rue Garibaldi afin de simuler une panne et ne pas éveiller les soupçons d’Eichmann. Le plan voulait que Malkin se dirige vers Eichmann, comme pour lui demander de l’aide. Mais, en voyant Eichmann s’approcher, Aharoni s’aperçut que celui-ci avait mis la main dans la poche de sa veste et craignit qu’il ne tente de se saisir d’un pistolet. Alarmé, il glissa à Malkin de faire attention à la main gauche d’Eichmann. Lorsque Malkin fut suffisamment proche d’Eichmann pour lui parler, il dit : « Un momentito, señor », et, comme Eichmann se reculait devant l’homme qui lui bloquait le chemin, il se précipita sur lui. Toutefois, comme il tentait d’intercepter la main d’Eichmann, il ne put s’emparer de lui comme il l’avait voulu. Au lieu de cela, il l’attrapa maladroitement, et dans la lutte qui suivit, les deux hommes perdirent l’équilibre et tombèrent dans le fossé au bord de la route. Ils tombèrent de telle manière que Malkin fut coincé sous Eichmann, une main sur sa bouche, et l’autre tentant d’immobiliser ses bras. Pendant tout l’incident, Eichmann « hurlait et braillait ». Lorsque Malkin se releva et qu’il tenta de remettre Eichmann debout, celui-ci « laissa échapper un cri strident. C’était comme le cri primal d’un animal pris au piège ». Aharoni fit tourner le moteur de la voiture à plein régime afin de couvrir les cris d’alerte d’Eichmann, mais ceux-ci continuèrent jusqu’au moment où Keren et Eitan vinrent prêter main forte à Malkin. À eux trois, ils poussèrent Eichmann dans le véhicule, le plaquèrent sur le sol à l’arrière et le ligotèrent. Ils placèrent des lunettes de moto recouvertes de ruban adhésif sur ses yeux. Alors que la voiture filait à vive allure, ils jetèrent une couverture sur l’homme prostré, qui avait sombré dans le silence. Pour faire bonne mesure, Aharoni lui dit en allemand : « Ne bougez pas, et personne ne vous fera de mal. Si vous résistez, vous serez descendu. » Eichmann répondit : « J’ai déjà accepté mon sort[666]. »

Aharoni conduisit jusqu’à la planque, s’arrêtant deux fois en chemin, selon des procédures élaborées destinées à semer d’éventuels poursuivants.

La voiture rentra directement dans le parking du bâtiment, qui était isolé et recouvrait un large espace, et Eichmann fut escorté à l'intérieur à travers une porte communicante jusqu'à la pièce qui avait été préparée pour lui servir de « cellule ». Celle-ci était vide à l'exception d'un châlit métallique avec un matelas par-dessus. D'autres matelas avaient été empilés contre les murs et les fenêtres pour bloquer la lumière et l'insonoriser. Les vêtements d'Eichmann lui furent enlevés, et il fut menotté au lit tandis que le docteur l'examinait pour déceler une éventuelle capsule de poison. Malgré ses protestations, le docteur procéda à l'extraction de ses fausses dents, au cas où elles auraient été creuses et auraient contenu des capsules de cyanure. Le docteur examina aussi son corps pour observer les signes physiques distinctifs, comme la cicatrice qui était restée de sa tentative de dissimuler son tatouage de membre de la SS indiquant son groupe sanguin. Ensuite, il fut revêtu d'un pyjama et le premier interrogatoire commença[667].

Aharoni posa les questions à partir d'un scénario préparé plusieurs semaines plus tôt. Dans la mesure où ce qui se produirait à ce moment-là pourrait avoir d'énormes répercussions judiciaires, le procureur général d'Israël indiqua en personne à Aharoni les questions qu'il devrait poser. Tout d'abord, néanmoins, il lui fallut maîtriser ses propres émotions. Son souvenir le plus marquant d'Eichmann à ce moment précis fut ses sous-vêtements miteux. Il prit brusquement conscience qu'Eichmann n'avait aucunement vécu une vie glorieuse financée par l'or pillé au nom du Reich, frayant avec d'anciennes huiles du parti nazi dans le quartier des ambassades de Buenos Aires. Au contraire, c'était un pauvre diable, abattu et misérable. « Je me souviens encore exactement de la manière dont je fus frappé, même légèrement dégoûté, lorsque je vis ses habits tout élimés, en particulier ses sous-vêtements. Je ne pus m'empêcher de me demander spontanément : est-ce lui le grand Eichmann, l'homme qui décida du sort de millions des miens[668] ? »

Le premier but de l'interrogatoire était qu'Eichmann confirme lui-même son identité. On lui demanda son nom, ce à quoi il répondit « Klement ». Lorsqu'on lui demanda son vrai nom, sa réponse fut « Otto Henninger ». Après avoir confirmé différents détails personnels, tels que sa taille et son poids, Aharoni lut à haute voix ses numéros de membre au NSDAP et dans la SS, et il lui demanda de confirmer que ces numéros étaient corrects. Il dit

que c'était bien le cas. On lui demanda alors à nouveau son nom, et il répondit : « Mon nom est Adolf Eichmann. » À partir de ce moment-là, Aharoni établit un rapport de travail cordial avec son prisonnier : « Il ne refusa jamais de donner une réponse. Il ne leva jamais la voix. » Aharoni poursuivit l'interrogatoire avec d'autres objectifs. Il questionna Eichmann à propos des lieux où se trouvaient Joseph Mengele et Martin Bromann, les deux fugitifs nazis qui demeuraient les cibles du Mossad. Harel avait l'espoir qu'avec les ressources concentrées en Argentine à ce moment-là, ou pourrait aussi mettre la main sur Mengele. Néanmoins, Eichmann ne fut pas en mesure de leur apprendre grand-chose[669].

Après trois jours de détention et d'interrogatoire, on demanda à Eichmann s'il était disposé à signer une déclaration dans laquelle il acceptait d'être jugé en Israël. Les Israéliens avaient besoin de ce document pour des raisons juridiques, s'ils ramenaient Eichmann en Israël, et aussi comme couverture au cas où ils seraient découverts en Argentine. Il déclara qu'il était prêt à être jugé, mais seulement en Argentine ou en Allemagne. Progressivement, ses ravisseurs usèrent sa résistance, et Eichmann consentit enfin à signer une déclaration. On ne connaît pas l'auteur de celle-ci avec certitude. Aharoni affirma qu'il avait lui-même tout dicté à l'exception de la dernière phrase. D'un autre côté, Malkin assura qu'il avait développé une certaine proximité avec Eichmann pendant qu'il montait la garde, la nuit, qu'il avait gagné sa confiance, et l'avait persuadé de signer un texte qu'Isser Harel avait composé. Harel, quant à lui, affirma qu'Eichmann avait concocté sa propre version à partir de celle qui lui avait été remise. En tout état de cause, et bien qu'Eichmann affirmât plus tard que la déclaration était fausse, les autres éléments indiquant qu'il avait « accepté son sort » lui confèrent un certain degré de crédibilité.

> Je soussigné, Adolf Eichmann, déclare de mon plein gré que, étant donné que ma véritable identité a été découverte, je comprends qu'il serait vain de tenter de me soustraire à la justice. Je me déclare prêt à me rendre en Israël pour comparaître dans ce pays devant un tribunal compétent. J'ai été prévenu que je serai défendu conformément à la loi, je m'efforcerai de donner le compte rendu aussi exact que possible de mes dernières années de service en Allemagne de façon que les générations à venir soient en possession d'une version authentique des faits. Je rédige cette déclaration de mon plein gré. On ne m'a rien promis, je n'ai fait l'objet d'aucune menace. Je souhaite enfin retrouver la paix de l'esprit. Comme il m'est difficile de me rappeler tous les détails et que je puis commettre certaines erreurs, je demande que l'on m'aide à établir la vérité en me laissant prendre connaissance des pièces à conviction et des dépositions.

Buenos Aires, mai 1960.

Cette lettre devait jouer un rôle important lors du procès, pour établir si Eichmann était venu en Israël uniquement sous la contrainte, ou bien s'il y avait eu un degré de consentement de sa part[670].

On ne peut connaître le comportement d'Eichmann au cours de cette première semaine de captivité qu'à travers les versions différentes qu'en donnèrent ses ravisseurs, qui étaient tous loin d'être des observateurs neutres. Aharoni rapporta qu'Eichmann était calme et serein tout au long de la semaine. La ligne qu'il avait défendue à propos de son passé correspondait à sa ligne de défense ultérieure : il était un officier qui obéissait aux ordres. Tout ce qu'il avait fait, c'était organiser et superviser les déportations. Il n´était aucunement un assassin et n'avait aucune hostilité particulière à l'égard des Juifs. La seule chose dont il eut à se plaindre pendant cette semaine était l'appareil orthopédique qui lui entravait les jambes, et il avança également qu'il aurait pu avoir une crise cardiaque lors de l'enlèvement. Un examen médical écarta néanmoins cette crainte[671].

Malkin, qui montait la garde pendant les soirées et les nuits, assura que lui et le prisonnier étaient devenus assez proches lors de leurs conversations nocturnes. « Je me rendis rapidement compte qu'Eichmann aimait beaucoup parler, en particulier de lui-même, et qu'il avait l'esprit vif. Si son ton était respectueux, parfois même franchement obséquieux, comme celui d'un enfant obéissant qui a envie de faire plaisir, il était aussi très malin. » Malkin était né en Pologne en 1927 et arrivé en Palestine pendant son enfance. Il rejoignit la Haganah en 1939, à l'âge de douze ans, et servit dans l'armée jusqu'en 1950, date à laquelle il entra au Mossad. Il fut surpris de la facilité avec laquelle Eichmann et lui furent capables de converser, et des choses qu'ils semblaient partager : « un amour commun de la nature, le même goût pour un certain genre de musique, le même intérêt pour les affaires du monde ». Toutefois, Malkin décela aussi « un manque complet d'humour et une inflexibilité de l'esprit encore plus frappante ». Selon Malkin, Eichmann prétendit apprécier et respecter les Juifs. Sous le IIIe Reich, tout ce qu'il avait voulu, c'était trouver une nouvelle terre d'accueil pour les Juifs et les y déplacer : les choses avaient pris une tournure inattendue, et il avait été contraint de faire son devoir en tant qu'officier de

la SS. Malkin mentionna aussi les monologues sentimentaux d'Eichmann à propos de ses enfants, et il affirma qu'il dit quelques mots de mauvais hébreu aux Israéliens afin de s'insinuer dans leurs bonnes grâces. La manœuvre eut en fait l'effet inverse[672].

Isser Harel, qui ne vit Eichmann en captivité qu'en de rares occasions, observa plus tard qu'il s'était comporté en « prisonnier modèle ». Plus que les autres Israéliens, Harel se délecta du renversement des rôles. « Il se comporta comme un esclave effrayé et soumis dont le seul but est de complaire à ses nouveaux maîtres. » Harel affirma qu'« Eichmann frémissait à chaque fois que quelque chose d'inhabituel arrivait. Lorsqu'il devait se mettre debout, il tremblait comme une feuille. La première fois qu'ils le firent sortir sur le porche pour lui faire faire son exercice quotidien, il sombra dans un état de terreur abjecte, croyant apparemment qu'on le faisait sortir pour l'exécuter ». Harel nota également, en contradiction avec cette image de pauvre diable pleurnichard, le comportement très calme d'Eichmann. Lorsque celui-ci parla de l'enlèvement, il admit la chose suivante : « L'affaire fut menée de manière sportive, et fut exceptionnelle au niveau tant de son organisation que de sa planification exemplaire. » C'était bien sûr là de la flatterie, mais cela montre aussi qu'il était résistant et ne manquait pas d'humour. Sa personnalité finit par semer un certain trouble et une certaine discorde chez ses ravisseurs. Ceux-ci eurent de plus en plus de mal à concilier le personnage pathétique enchaîné au lit et le monstre de l'histoire et du mythe. Lorsqu'ils devaient l'emmener aux toilettes et l'assister dans ses fonctions corporelles, ils étaient frappés par sa vulnérabilité et son humanité, tout en ressentant encore de la rage et de la haine pour l'homme qui avait à leurs yeux massacré leur peuple. La tension monta dans la maison, et l'équipe fut prise d'un sentiment d'effondrement et de dépression. Harel se rendit compte que ses hommes avaient besoin de faire une pause et affecta de nouveaux agents à la garde, tandis que la première équipe s'en alla en ville pour se reposer et se détendre[673].

Le jour de l'évasion arriva enfin. Le plan consistait à ce qu'Eichmann prît la place d'un steward sur l'avion El Al qui avait atterri le 19 mars avec à son bord la délégation israélienne, et notamment Abba Eban, qui devait assister aux cérémonies commémorant l'indépendance de l'Argentine. Eichmann fut photographié par Shalom Dani, l'agent responsable de la

fabrication des faux papiers, qui se retira ensuite dans son atelier improvisé pour préparer les documents nécessaires pour faire passer Eichmann par la porte réservée à l'équipage à l'aéroport Ezeiza et le conduire jusqu'à l'avion. Harel raconta que, lorsque Eichmann fut informé qu'ils partaient, il pleura sur le sort de sa famille : « Je ne leur ai laissé aucun argent. De quoi ma femme et mes fils vont-ils vivre[674] ? »

Le lendemain, le médecin drogua Eichmann, de telle sorte qu'il pouvait encore marcher, soutenu par d'autres, mais était incapable de parler. Il fut embarqué dans une voiture avec deux agents du Mossad eux aussi habillés en membres d'équipage, et conduit à l'aéroport. La voiture passa le contrôle de sécurité et se gara juste devant l'avion qui attendait sur la piste. Les agents portèrent Eichmann à moitié jusqu'à l'intérieur de l'avion, prétextant qu'il souffrait des effets de l'alcool. Il garda les yeux ouverts tout le temps, et la seringue utilisée pour l'injection avait été laissée dans son bras, afin que le docteur puisse ajouter une dose de drogue si nécessaire. Tout se passa cependant sans le moindre accroc : Eichmann fut transporté jusqu'à un siège à bord de l'avion et attaché. L'appareil, un quadrimoteur Bristol Britannia, décolla juste avant minuit, le 20 mai. C'était l'avion intercontinental de transport de passagers le plus moderne de la compagnie El Al, et c'était sa première sortie importante. Le pilote fit le trajet transatlantique d'un seul trait, et fit seulement escale à Dakar pour faire le plein de carburant treize heures après le départ. Les deux agents français des douanes et de l'immigration inspectèrent l'avion et parcoururent les travées du compartiment passagers, mais ils ne remarquèrent pas le steward somnolent affalé dans un siège de la première classe. Il se peut qu'Eichmann ait remarqué leur présence, mais il n'émit en tout cas pas le moindre son. La dernière partie du voyage dura dix heures trente. À 7 h 35 du matin, le 22 mai 1960, Adolf Eichmann arriva en Israël[675].

La famille d'Eichmann mit plusieurs heures à réaliser que quelque chose d'anormal s'était passé, et plus longtemps encore à organiser une réponse. Les Israéliens s'étaient fortement inquiétés de leur possible réaction et avaient interrogé leur prisonnier sur les mesures que la famille prendrait. Iraient-ils trouver la police ? Ou bien éviteraient-ils les autorités, se tournant plutôt vers la fraternité nazie pour lancer une enquête hors des canaux officiels ? En fait, une telle inquiétude s'avéra inutile. En 1966,

Klaus Eichmann raconta comment Dieter était venu le trouver sur son lieu de travail le 12 mai pour lui dire que leur père avait disparu : « Le vieux n'est plus là. » Klaus affirma qu'il suspecta aussitôt un enlèvement par une escouade d'Israéliens et alla sur-le-champ trouver un ancien officier nazi, qui était un proche ami de son père, pour sonner l'alarme. Cet homme, peut-être Carlos Fuldner, calma les garçons et leur expliqua que la disparition de leur père était peut-être le résultat d'une mésaventure sans conséquence. Ils passèrent alors les deux jours suivants à vérifier s'il n'avait pas été admis dans un hôpital à la suite d'un accident, ou bien s'il avait été arrêté par la police à cause d'un délit quelconque. Comme leurs recherches ne donnèrent rien, ils en arrivèrent à la conclusion qu'un enlèvement organisé avait sûrement eu lieu. Klaus et Dieter mobilisèrent alors les membres d'un mouvement des jeunesses perónistes, qui ratissa le périmètre autour de la maison à la recherche d'indices. Un autre ancien officier SS, ami d'Eichmann, envoya sa description à des surveillants bénévoles postés dans les aéroports, les gares ferroviaires, les docks et les principales routes conduisant hors de la ville. Des centaines de jeunes scrutèrent la ville sur leurs motos, portant renfort aux anciens SS d'âge mûr qui surveillaient les voies de sortie potentielles. Plus leur recherche se fit vaine et sans résultat, plus ils devinrent déchaînés. Comme par effet de miroir curieux du plan imaginé par Tuviah Friedman pour contraindre Eichmann à se rendre en 1945, le dirigeant des jeunesses perónistes suggéra de kidnapper l'ambassadeur d'Israël et de le retenir en otage. Quelqu'un d'autre avança l'idée de faire exploser l'ambassade d'Israël[676].

La famille d'Eichmann n'appela jamais la police. Les enquêtes officielles ne débutèrent qu'après que les Israéliens eurent annoncé qu'Eichmann se trouvait entre leurs mains. À ce moment-là, les Argentins s'indignèrent que l'enlèvement ait eu lieu en totale violation du droit international. Cependant la dispute concernait moins Eichmann que la souveraineté de l'Argentine. La famille et les amis d'Eichmann savaient qu'une fois qu'il serait en territoire israélien, il serait pratiquement impossible de lui porter secours. En effet, dès son arrivée, il fit l'objet de procédures de sécurité drastiques. À l'aéroport de Lydda, l'avion roula sur la piste jusqu'à un endroit reculé, où le prisonnier fut remis à la police. Un chef de la police incrédule, Yosef Nahimas, était sur place en personne, à la tête d'une importante escouade.

Eichmann fut alors transféré dans un centre de détention temporaire spécialement préparé, où il devait être gardé jusqu'à ce que son identité fût vérifiée et que les charges pesant contre lui lui fussent communiquées. Pendant ce temps-là, Harel se précipita à Jérusalem pour informer Ben Gourion et les autres dirigeants politiques. La réaction de Ben Gourion fut typique de la difficulté des Israéliens à imaginer qu'Eichmann serait un jour entre leurs mains et qu'il serait jugé par un tribunal israélien. Harel raconta qu'« il ne saisit pas, apparemment, complètement la portée de l'événement jusqu'au moment où je lui apportai l'information qu'Eichmann était en Israël ». Ben Gourion aurait encore besoin de temps pour saisir tout le potentiel de ce qui venait d'être accompli[677].

Aucune annonce publique n'était envisageable tant que les préliminaires judiciaires essentiels n'avaient pas été accomplis. Jusqu'au moment où Eichmann aurait été identifié et qu'une procédure aurait été entamée contre lui, il serait encore possible pour quelque groupe ou personne intéressé de transmettre un ordre d'*habeas corpus* et d'exiger sa libération immédiate. Et, il n'était pas si simple que cela d'établir son identité. L'une des tâches de l'équipe du Mossad consista alors à trouver des gens qui l'avaient connu au cours de la période où il avait commis les crimes présumés dont il était accusé, et qui pourraient formellement l'identifier. Ils furent conduits à Moshe Auerbach (désormais Moshe Agami) et Benno Cohn, qui avaient été en relation avec lui à Vienne et à Berlin en 1938-1939. Seul Agami était disponible. Il fut secrètement mis au courant puis conduit clandestinement au centre de détention, où il fut conduit jusqu'à Eichmann. Au premier abord, aucun des deux hommes ne reconnut l'autre. Ce n'est qu'après avoir échangé des remarques à propos de leur rencontre en octobre 1938, parsemées d'erreurs que seule une personne présente à ce moment-là aurait pu détecter, qu'Agami fut en mesure de confirmer que l'homme qui était en face de lui était l'ancien *Obersturmbannführer* Eichmann[678].

Le lendemain, le juge Yedid Halevi vint remettre à Eichmann son mandat de détention. Les formalités judiciaires terminées, Eichmann fut emmené à « Camp Iyar », nom de code donné à un commissariat de police au nord d'Israël, qui avait été complètement évacué et converti en forteresse entourant une cellule destinée à n'accueillir qu'un seul détenu. Benno Cohn fut le premier « visiteur » d'Eichmann. On l'avait finalement retrouvé, et on

lui demanda de venir corroborer l'identification de la veille. Après quelques hésitations, il acquiesça pour dire que le prisonnier était l'homme à qui il avait eu à faire en tant que représentant de l'organisation sioniste à Berlin en 1938-1939[679].

Des rumeurs sur la capture d'Eichmann parcouraient alors la société israélienne. Afin de donner une marque de respect aux Allemands qui avaient joué un si grand rôle dans l'arrestation d'Eichmann, Harel informa Fritz Bauer avant que toute annonce officielle fût faite. Enfin, le 23 mai 1960, Ben Gourion convoqua un Conseil des ministres exceptionnel et informa le gouvernement d'Israël qu'Eichmann était leur prisonnier et qu'il serait traduit devant la justice. À 16 heures, il s'exprima devant la Knesset, le parlement israélien. À ce moment-là, un nombre important de gens étaient déjà au courant, et l'atmosphère dans la chambre fut lourde du poids de l'histoire. Ben Gourion annonça à une assemblée comble : « Il est de mon devoir de vous informer qu'il y a quelques jours les services secrets ont appréhendé l'un des plus infâmes criminels nazis, Adolf Eichmann, responsable avec les autres dirigeants nazis de ce qu'ils ont appelé "la solution finale au problème juif" – en d'autres termes, l'extermination de six millions de Juifs européens. Adolf Eichmann se trouve déjà en prison dans notre pays ; il sera prochainement jugé en Israël conformément à la loi [punitive] de 1950, concernant les nazis et les collaborateurs des nazis[680]. »

Selon certaines versions, un silence plein de stupeur suivit la déclaration, entrecoupé d'halètements et de petits cris. D'autres évoquent une pause suivie d'un tonnerre d'applaudissements. De même qu'en de nombreux cas par la suite, il semblait très difficile de tomber d'accord sur quoi que ce fût ayant trait à Adolf Eichmann[681].

CHAPITRE VIII

INTERROGATOIRE, PROCÈS, EXÉCUTION, 1960-1962

Il était le prisonnier modèle, ordonné, fidèle à ses habitudes.

Gideon Hausner, procureur général de l'État d'Israël[682].

Je suis prêt à dire sans réserve tout ce que je sais de ce qui s'est passé. Depuis longtemps, je m'étais préparé à ce récit qui couvre l'ensemble des faits, mais j'ignorais où le destin voudrait qu'il fût dit… Je suis prêt intérieurement à expier pour ces sombres jours ; je sais qu'une sentence de mort m'attend. Je ne demande pas grâce, je n'ai pas droit à une mesure de grâce. Si je pensais qu'un acte d'expiation peut servir d'exemple, je serais disposé à me pendre publiquement afin que ce spectacle fasse revenir sur leurs préjugés les antisémites de tous les pays dans le monde entier.

Eichmann, déclaration écrite rédigée lors de son interrogatoire, Camp Iyar, 6 juin 1960[683].

> Les regrets ne font aucun bien, regretter des choses est inutile, les regrets, c'est bon pour les enfants.
>
> Eichmann lors de son contre-interrogatoire, 13 juillet 1961[684].

> Mon frère est avocat à Linz… il m'a écrit que, sur la base des éléments produits ici, il n'y avait qu'un seul verdict possible : je devrais être libéré.
>
> Eichmann au révérend Hull, prison de Ramleh, Israël, 1962[685].

Quelques heures après son arrivée en Israël, Eichmann vit son monde se réduire à une cellule de trois mètres par quatre, à l'intérieur de laquelle il passa les neuf mois suivants. Il fut placé sous une surveillance constante, entouré d'un dispositif de sécurité impressionnant. Au départ, il ne savait pas combien de temps il lui resterait à vivre, mais une fois qu'il connut l'acte d'accusation présenté contre lui et que la police israélienne commença son interrogatoire, il se détendit. Les Israéliens, quant à eux, étaient au contraire inquiets de la manière dont il se comporterait lors de l'interrogatoire : se montrerait-il coopératif, ou bien devraient-ils se résoudre à emprunter la voie incertaine, qui consistait à fonder les poursuites uniquement sur des documents et des témoins ? Sa volonté de parler, sa véhémence même, fut une grande surprise pour eux. Toutefois, la sincérité apparente d'Eichmann dissimulait un écheveau de mensonges, de demi-vérités et de faux-semblants qu'il est aujourd'hui encore impossible de démêler complètement[686].

Au même moment, son enlèvement déclencha une crise diplomatique entre l'Argentine et Israël, qui prit des proportions internationales. L'Argentine exigea qu'Israël renvoie son tristement célèbre prisonnier à Buenos Aires – même si les Argentins étaient en réalité assez peu intéressés par le bien-être d'Eichmann. Le gouvernement et la population du pays

furent surtout choqués par la violation de souveraineté subie juste au moment de la célébration des 150 ans de l'indépendance[687].

Le 1er juin, l'ambassadeur d'Israël, Arieh Levavi, fut convoqué au ministère argentin des Affaires étrangères pour venir expliquer les événements. La réponse officielle d'Israël, envoyée le 3 juin, était si peu plausible qu'elle avait un caractère insultant. Selon cette version, c'est un groupe de personnes privées agissant sans en avertir les autorités qui avait retrouvé et enlevé Eichmann. Celui-ci aurait alors accepté de son plein gré d'aller en Israël pour comparaître à son procès, et il ne fut remis aux services secrets israéliens qu'une fois qu'il eut quitté le territoire argentin. Le gouvernement regrettait que le droit international eût été bafoué, mais affirma n'avoir été informé des faits qu'une fois que l'opération avait pris fin. Le Premier ministre David Ben Gourion écrivit aussi une lettre conciliante au président argentin Arturo Frondizi, dans laquelle il expliqua l'importance que revêtait pour Israël la capture d'Eichmann, car il était « l'homme qui fut directement responsable de l'exécution des ordres de Hitler concernant la "solution finale" ». Cet aveu, pourtant, ne suffit pas à laver l'affront de la première dénégation grossière. L'Argentine exigea des « réparations », y compris des sanctions contre les agents qui avaient conduit la mission, ainsi que le retour immédiat d'Eichmann[688].

Frondizi fut soumis à une grande pression exercée par les partis d'extrême droite et les sympathisants nazis, qui pensaient qu'il était encore possible de porter secours à Eichmann. Néanmoins, le président argentin avait de solides convictions antifascistes, et il entretenait de bonnes relations avec la communauté juive de son pays. Dans l'espoir de désamorcer la crise, il encouragea une médiation des Nations unies. Malheureusement, le représentant argentin auprès de l'ONU, Mario Amadeo, se montra bien moins conciliant. Il obtint qu'un débat fût organisé au Conseil de sécurité et se lança dans une violente diatribe contre Israël, accusant le pays de menacer la paix du monde par ses actions. Sa péroraison culmina dans une demande de « restitution », expression par laquelle il entendait le rapatriement d'Eichmann. Golda Meir était alors l'ambassadeur d'Israël auprès des Nations unies. Elle renouvela les excuses de son gouvernement présentées à l'Argentine, mais exprima son indignation face au parallèle d'Amadeo, qui insinuait que le crime d'avoir

violé les frontières de l'Argentine était tout aussi grave que les crimes pour lesquels Eichmann était accusé. Cette riposte de Meir ne parvint toutefois pas à convaincre l'opinion internationale, qui se montrait foncièrement troublée par les implications des actions entreprises par Israël. La résolution qui suivit la réunion, votée par 8 voix contre 0 le 23 juin 1960, condamna les actes d'Israël et soutint la demande de « réparations ». Les États-Unis adoucirent néanmoins son impact en remportant un accord selon lequel on reconnaissait les horreurs de la persécution nazie contre les Juifs et l'on soulignait qu'Eichmann « devrait être traduit devant un tribunal approprié[689] ».

L'Argentine rejeta publiquement les excuses d'Israël et continua à demander des « réparations ». En coulisses, Ben Gourion et Frondizi parvinrent malgré tout à sortir de l'impasse sans pour autant porter secours à Eichmann. L'ambassadeur Levavi fut déclaré *persona non grata* et fut contraint de quitter l'Argentine. Le 3 août, les deux pays firent paraître une déclaration commune condamnant les actes des « citoyens israéliens » qui avaient « bafoué les droits fondamentaux de l'Argentine ». Le procès put cependant poursuivre son cours. Le compromis fut néanmoins loin d'apaiser les partisans de l'extrême droite en Argentine. En août 1960, un adolescent juif fut abattu par des voyous lors d'une échauffourée dans une école de Buenos Aires. Les propos antijuifs dans les médias et dans la rue continuèrent pendant toute la durée du procès, et allèrent *crescendo* après l'exécution d'Eichmann. Le gouvernement du président Frondizi était tombé quelque temps auparavant, laissant les Juifs argentins plus exposés qu'auparavant. Le lendemain de l'exécution, un gang fasciste kidnappa une jeune femme juive, Graciel Sirota, et, dans un geste de revanche, taillada une croix gammée sur sa poitrine avec un couteau. Dans un incident séparé, une autre jeune femme juive accusée d'avoir collaboré avec les Israéliens qui avaient mené l'enlèvement fut abattue. Elle fut la dernière victime d'Eichmann[690].

L'antisémitisme, qui fut ravivé en Argentine par l'enlèvement, eut d'autres répliques ailleurs. Plusieurs responsables juifs aux États-Unis et en Europe implorèrent Ben Gourion d'abandonner le procès. Nahum Goldmann, le directeur exécutif de l'Organisation sioniste mondiale, suggéra qu'Israël devrait inviter des juges provenant de tous les pays, où

Eichmann avait commis des crimes, à former un tribunal qui se réunirait à Jérusalem. Joseph Proskauer, le président de l'American Jewish Committee apporta son soutien à des appels publiés dans la presse pour qu'Eichmann soit envoyé en Allemagne de l'Ouest pour y être jugé. Proskauer assura Ben Gourion que, si Israël continuait dans sa voie, une réaction brutale s'ensuivrait en retour, qui ferait de tous les Juifs de la diaspora des cibles pour les sympathisants nazis[691].

Ben Gourion répliqua aux critiques à l'égard d'Israël. Dans un article paru dans le journal *Davar* le 27 mai, il expliqua que le procès devait être organisé « afin que la nouvelle génération qui a grandi et qui a été éduquée en Israël, qui n'a qu'une pâle idée des cruautés impensables qui furent commises, puisse apprendre ce qui s'est réellement passé ». Au cours des jours suivants, il prôna un objectif encore plus ambitieux. Il déclara à Proskauer : « L'État juif est l'héritier des six millions de victimes, leur *seul* héritier. » Ces Juifs, poursuivit-il, seraient venus en Israël s'ils n'avaient pas été massacrés. « Vous nous demandez ce que nous avons à gagner du procès d'Eichmann. Peut-être ne gagnerons-nous rien en effet, mais nous accomplirons notre devoir historique envers six millions de membres de notre peuple qui furent assassinés. » Le procès servirait de déclaration symbolique au droit d'Israël à représenter les Juifs passés et présents, et il serait la manifestation d'une souveraineté juive qui avait été impossible avant 1948, quand ce n'était encore qu'en tant qu'individus que les Juifs pouvaient s'adresser aux tribunaux dans les pays où ils résidaient pour faire valoir leurs droits. L'intérêt suscité dans le monde entier pour la vie et les crimes d'Eichmann fit prendre conscience à Ben Gourion de tout le potentiel du procès de Jérusalem. Alors que les enquêteurs luttèrent pour rassembler les éléments qui seraient produits lors des audiences et furent aux prises quotidiennement avec Eichmann dans la pièce où avait lieu son interrogatoire, Ben Gourion augmenta sa signification politique. Au bout du compte, Eichmann allait servir d'instrument à des pouvoirs bien plus larges que lui, comme cela avait déjà été le cas pendant la majeure partie de sa carrière[692].

Immédiatement après son arrivée et une fois la procédure d'identification accomplie, Eichmann reçut un mandat d'arrêt de quatorze jours émis à la demande du commissaire principal Abraham Selinger, qui fut chargé de

diriger l'équipe responsable de l'enquête. Le juge assigné à cette tâche, Yedid Helevi, était dans un tel état d'animation qu'il inculpa par erreur Eichmann sur la base d'une loi qui n'était pas la bonne. Pendant quelque temps, ce dernier fut ainsi détenu sur la base de la convention contre le génocide, et non de la loi (punitive) concernant les nazis et les collaborateurs des nazis, au regard de laquelle il serait finalement jugé[693].

Eichmann se sentit soulagé. Il était désormais à peu près sûr qu'il aurait droit à un procès et ne risquait plus d'être abattu sommairement. Il n'avait toutefois aucune idée du temps qu'il avait devant lui et il n'était absolument pas certain qu'il vivrait assez longtemps pour voir l'intérieur d'un tribunal. Il trahit sa nervosité lorsque la routine de l'interrogatoire fut interrompue après seulement deux semaines environ, afin que son mandat d'arrêt puisse être renouvelé. Il ignorait que telle était la raison et craignit que les Israéliens n'eussent pensé lui avoir déjà soutiré toutes les informations qu'ils pourraient obtenir de lui et désiré se débarrasser de lui. Une fois qu'il eut les yeux bandés et qu'on lui eut passé les menottes pour le trajet jusqu'au cabinet du juge, il se mit à genoux et s'exclama : « Je ne vous ai pas encore tout raconté. » Ce n'est que lorsque son interrogateur, le capitaine Avner Less, lui eut expliqué qu'il allait seulement voir un juge pour accomplir une simple formalité qu'il se calma et « retrouva sa raideur[694] ».

Tout au long de l'interrogatoire, Eichmann fut détenu dans un poste de police fortifié à Yagur, dans le nord d'Israël, près de Haïfa. L'enceinte, connue sous le nom de code Camp Iyar, avait été construite par les Britanniques au cours de leur mandat. Elle fut spécialement aménagée pour servir de centre de détention à un prisonnier unique : Adolf Eichmann. Les agents de police qui occupaient d'ordinaire les lieux furent déplacés et remplacés par l'équipe qui menait l'enquête et par un service de sécurité de trente agents en tout. Des précautions extraordinaires furent prises pour prévenir toute tentative de libérer ou d'assassiner Eichmann. L'unité paramilitaire de gardes-frontière responsable de la défense extérieure fut même équipée de batteries antiaériennes, au cas où un hélicoptère serait utilisé pour mener un assaut contre la prison[695].

De grands efforts furent aussi faits pour éviter qu'Eichmann ne tente de se suicider. À son arrivée, il reçut une garde-robe composée d'un pantalon

et d’une chemise kaki, d’un pull-over, de sous-vêtements, de chaussettes, de pantoufles, de sandales et de chaussures. Ses lunettes furent confisquées et remplacées par une paire fabriquée spécialement avec des verres en plastique, et il ne fut autorisé à les porter que lorsqu’il était sous étroite surveillance. Sa cellule passée à la chaux contenait en tout et pour tout un lit étroit, une table et une chaise. Un cabinet de toilette avec douche et W.-C. se trouvait à l’entrée. Une sentinelle était présente dans la cellule vingt-quatre heures sur vingt-quatre, tandis que, dehors, devant la porte, une autre sentinelle observait par le guichet afin de s’assurer qu’aucun contact n’existait entre le garde posté à l’intérieur et Eichmann. Ce second gardien de l’extérieur était lui-même sous la surveillance d’une troisième sentinelle postée dans le couloir à l’extérieur de la cellule, qui contrôlait aussi les allées et venues. Tous les gardiens furent passés au crible pour éliminer toutes les personnes qui avaient perdu des proches dans les persécutions nazies, et aucune des sentinelles ne parlait par ailleurs allemand ou espagnol. Une ampoule électrique éclairait en permanence la cellule d’Eichmann. Il n’était pas même autorisé à cacher sa tête sous sa couverture de laine lorsqu’il voulait dormir. Un médecin de la police le soumettait à un examen médical deux fois par jour, afin de s’assurer qu’il était en bonne santé pour le procès, et pour détecter une éventuelle capsule de poison dissimulée ou des blessures qu’il se serait lui-même infligées[696].

C’était une existence pénible, mais Eichmann s’adapta rapidement. Il nettoyait lui-même sa cellule chaque jour, ainsi que ses toilettes et sa douche. Les gardes remarquèrent qu’il plaçait méticuleusement ses pantoufles l’une à côté de l’autre au même endroit au pied de son lit chaque soir en allant se coucher et lorsqu’on le faisait sortir. La nourriture était simple mais bonne, faite d’un mélange de plats locaux du Proche-Orient et de repas à l’européenne, dont le prisonnier était familier. À l’exception de certains jours où il était contrarié par quelque chose qui s’était produit lors de l’interrogatoire, Eichmann mangeait avec appétit. Il reçut de généreuses rations de cigarettes, en particulier après que son interrogateur eut remarqué que le tabac semblait le rendre plus loquace et l’aider à se concentrer. L’enregistrement de l’interrogatoire est ainsi régulièrement ponctué des moments où Less lui proposait une cigarette, suivis du cliquetis d’un briquet. Après un certain temps, il fut autorisé à commander des livres et,

après l'arrivée de son avocat, il commença aussi à étudier des documents. Hannah Arendt nota que son équipe de défense, forte de seulement deux hommes, avait tellement à faire qu'elle en vint à se reposer sur Eichmann pour effectuer des recherches. Celui-ci joua ainsi le rôle de son propre auxiliaire juridique, et sa table fut rapidement couverte de livres d'histoire[697].

L'enquête des Israéliens fut confiée à un département spécialisé de la police, appelée « sixième bureau », placé sous la direction du commandant Abraham « Rami » Selinger. Celui-ci était né en Pologne, avait grandi en Allemagne et avait émigré en Palestine en 1933. Il avait rejoint la police palestinienne, dirigée par les Britanniques, en 1936, et fut stationné à Yagur lorsque le poste servait de base britannique. En 1938, il perdit une jambe lors d'une opération contre les guérillas arabes et fut alors transféré à la section d'enquêtes de la police. En 1960, il était commandant du district du nord où, par le fait du hasard, l'enquête eut lieu[698].

Selinger recruta un état-major composé de trente officiers et hommes parlant allemand, dont plusieurs étaient des réfugiés de l'époque nazie ou des rescapés des camps. Il les divisa en plusieurs sections, chargées de tâches particulières. La section la plus importante était la première, qui rassemblait onze hommes sous le commandement de l'adjoint de Selinger, le major Ephraïm Hofstädter. Cette section devait mener l'interrogatoire et recueillir les documents et les témoignages. D'autres sections furent responsables de la traduction de l'interrogatoire, qui eut lieu en allemand, et de tous les autres documents. Une section reçut la mission, digne du tonneau des Danaïdes, qui consistait à répertorier toutes les pièces et à les archiver, afin qu'elles soient immédiatement disponibles au cours de l'interrogatoire et, plus tard, du procès[699].

Hofstädter, qui dirigeait le département des enquêtes criminelles de Tel-Aviv, était un officier hautement expérimenté. Il délégua la conduite de l'interrogatoire au commissaire Avner Less, qui était rattaché au quartier général national des enquêtes de la police. Less était né à Berlin en 1916, avait quitté l'Allemagne en 1933 et avait émigré en Palestine en 1938. Il avait rejoint le département des enquêtes économiques de la police sous mandat britannique au cours de la guerre, emploi qu'il conserva au sein des forces de police israéliennes. Less avait un air de comptable, il était chauve

et portait des lunettes, mais cette apparence bonhomme était trompeuse. Il gagna la confiance d'Eichmann et utilisa ce rapport pour lui faire dire plus qu'il n'aurait souhaité. Après chaque session, Less se réunissait avec ses collègues et étudiait la retranscription de l'interrogatoire qui venait de s'achever, analysant chaque mot et chaque phrase. Ils comparaient ce qu'avait dit Eichmann aux documents et aux livres qu'ils avaient rassemblés, et sur cette base formulaient de nouvelles questions pour les sessions à venir. C'était un rythme de travail intense et sans relâche, qui commençait chaque jour à 7 heures du matin et s'achevait à 9 heures du soir[700].

L'interrogatoire d'Adolf Eichmann commença le 29 mai 1960. Il fut conduit de sa cellule dans une vaste pièce presque entièrement vide, qui pour tout mobilier contenait une table, deux chaises et un tabouret sur lequel était posé un magnétophone. Devant chaque siège, un micro était disposé sur la table. Enfin, il y avait un téléphone, à la droite de l'interrogateur. Presque chaque matin, quatre ou cinq jours par semaine, Avner Less traversait la cour de Camp Iyar entre le bâtiment administratif et le bloc des cellules, où était située la salle d'interrogatoire. Une fois sur place, il examinait les questions et les documents qui structureraient les échanges du jour. Ensuite, à une heure donnée, il téléphonait à l'officier de garde pour lui indiquer de faire venir le détenu. Deux sentinelles accompagnaient alors celui-ci, qui se mettait toujours au garde-à-vous lorsqu'il pénétrait dans la pièce, bien que Less lui eût affirmé qu'une telle formalité n'était pas nécessaire. Ensuite, un garde prenait position pour surveiller Eichmann, tandis que le second observait son collègue. Aucun des deux ne pouvait suivre l'interrogatoire, qui avait lieu en allemand. Toutes les deux heures, les gardes étaient relevés, et Less mettait son magnétophone sur pause[701].

À la fin de chaque session, Less confiait la bande magnétique à des secrétaires germanophones qui procédaient immédiatement à la retranscription. Ensuite, Eichmann et Less comparaient ensemble chaque page de la transcription avec l'enregistrement, et faisaient des corrections si nécessaire. Lorsque Eichmann était satisfait de l'exactitude du texte, il paraphait la dernière page. La procédure était fort différente des sessions avinées qu'il avait passées en compagnie de Sassen et de leurs suites

chaotiques. « En cela, je dois faire l'éloge du mode opératoire de la police israélienne », écrivit-il à son frère. À la fin de l'interrogatoire, Eichmann et Less avaient enregistré 275 heures de bande magnétique et produit une transcription de 3 564 pages. De plus, à l'invitation de Less, Eichmann écrivit des « mémoires » de 127 pages, qu'il lui remit à la mi-juin[702].

Le tout premier jour, le major Hofstädter entama la procédure en demandant à Eichmann de confirmer qu'il était disposé à donner sa version du rôle qu'il avait tenu au sein du IIIe Reich. Il lui demanda aussi de déclarer officiellement qu'il ne se sentait soumis à aucune pression, et il l'assura que tout serait fait pour qu'il puisse avoir accès à tous les documents qu'il demanderait. Hofstädter se retira ensuite et laissa Less officier. Ce qui eut lieu par la suite fut à la fois imprévisible et surprenant. La police avait craint qu'Eichmann tente de tout nier en bloc ou qu'il prétende ne se souvenir de rien. Au lieu de cela, il se lança dans l'histoire de sa vie, depuis son enfance, sa décision de rejoindre le parti nazi, son entrée au SD et sa carrière[703].

Comment expliquer cette volubilité ? Au départ, il semble avoir cru qu'il ne serait maintenu en vie que tant qu'il parlerait. Less observa que, malgré les nombreuses garanties qu'aucune violence ne lui serait faite et que l'interrogatoire suivrait scrupuleusement la pratique légale, Eichmann était « un vrai paquet de nerfs ». Un tic lui contractait constamment la moitié gauche du visage et il cachait sous la table ses mains qui tremblaient. De manière pathétique, il tenta de s'attirer les faveurs de son inquisiteur en employant l'expression « mon capitaine » à chaque fois qu'il s'adressait à lui. Il lui confia : « Nous sommes tous les deux des collègues. Moi aussi, jadis, j'étais un policier », comme si un sentiment de camaraderie pouvait naître entre les deux hommes. Less ne laissa jamais transparaître ses émotions, mais ressentit un mélange de pitié et de haine. « Je sentais qu'il était terrorisé », écrivit-il plus tard[704].

Il ne fait aucun doute qu'Eichmann voulait aussi parler. Le 6 juin 1960, il se présenta à l'interrogatoire avec une déclaration écrite qu'il désirait lire pour la verser au procès-verbal. Elle ressemblait aux déclarations qu'il avait faites à Sassen en Argentine. Il lut : « Je suis prêt à dire sans réserve tout ce que je sais de ce qui s'est passé. Depuis longtemps, je m'étais préparé à ce récit qui couvre l'ensemble des faits, mais j'ignorais où le destin voudrait

qu'il fût dit. » Il mentionna ensuite une rencontre qu'il fit à Buenos Aires en janvier 1960 avec un diseur de bonne aventure, qui lui prédit qu'il aurait avant un an à comparaître devant un tribunal et qu'il ne connaîtrait pas sa cinquante-septième année. « Cette certitude me prépare à dire sans réserve tout ce que je sais, sans égard pour ma propre personne qui d'ailleurs ne compte plus guère. » Il se livra ensuite à une sorte de confession. Il affirma avoir vécu depuis l'enfance et jusqu'à l'écroulement du IIIe Reich une vie marquée par une discipline et une obéissance inconditionnelles. « En dépit de tout ceci, je sais que je ne puis me laver les mains en toute innocence ; invoquer le fait que je n'ai fait qu'exécuter les ordres n'a aucun sens. » Il comprenait qu'il ne faisait aucune différence que ceux qui avaient donné ces ordres soient depuis morts ou disparus. « Bien qu'il n'y ait pas une goutte de sang sur mes mains, je serai certainement convaincu d'avoir participé au meurtre. Quoi qu'il en soit, je suis prêt intérieurement à expier pour ces sombres jours ; je sais qu'une sentence de mort m'attend. Je ne demande pas grâce, je n'ai pas droit à une mesure de grâce. Si je pensais qu'un acte d'expiation peut servir d'exemple, je serais disposé à me pendre publiquement afin que ce spectacle fasse revenir sur leurs préjugés les antisémites de tous les pays dans le monde entier.[705] »

Cette admission partielle de culpabilité ne désarma pas Less. Sa compassion pour le paquet de nerfs en face de lui s'évapora lorsque Eichmann reprit confiance en lui : Less se rendit compte que, en réalité, ses réponses apparemment franches dissimulaient souvent plus qu'elles ne révélaient. Il trouvait Eichmann « tout à la fois sarcastique et agressif ». L'enchaînement des entretiens et la totale incapacité d'Eichmann à saisir l'énormité de ses crimes ou à montrer le moindre remords alimentèrent en Less une colère froide. Le jour où il mentionna le fait que son propre père avait été déporté à Theresienstadt et, de là, à Auschwitz, Eichmann s'écria : « Mais c'est épouvantable, mon capitaine, c'est vraiment épouvantable ! », comme s'il n'avait lui-même rien eu à voir avec cette déportation – la réponse laissa l'interrogateur un moment déconcerté. Less s'aperçut que la langue que parlait Eichmann soutenait la carapace qu'il avait construite autour de son passé. « Il parlait un allemand impossible. J'eus au début les plus grandes peines à le comprendre – il s'exprimait dans son dialecte autrichien mâtiné de berlinois, alourdi encore par le jargon de

l'administration nazie et par d'interminables phrases à tiroirs dans lesquelles il lui arrivait de se perdre lui-même.» Less l'interrompait fréquemment, afin de permettre aux secrétaires d'effectuer la retranscription. Ces circonvolutions n'étaient toutefois pas les symptômes commis par inadvertance d'une verbosité naturelle. Eichmann obscurcissait délibérément les documents qui l'impliquaient, lui ou son bureau, décrivant avec une quantité stupéfiante de détails les structures administratives d'une telle densité et d'une telle complexité byzantine qu'en leur sein son propre rôle se perdait dans les méandres et tombait dans l'insignifiance[706].

Après deux semaines au cours desquelles Eichmann put s'exprimer de manière très libre, Less commença à introduire des documents dans l'interrogatoire. En tout, Eichmann commenta quelque 400 pages de lettres, directives et autres textes. Le premier document fut les mémoires écrits par Rudolf Höss, l'ancien commandant d'Auschwitz, qui avait affirmé qu'Eichmann lui avait rendu visite au cours de l'été 1941, afin de discuter avec lui de l'utilisation de gaz empoisonné. Cet élément provoqua une grande confusion dans le système de défense d'Eichmann, qui assurait qu'il n'avait pris connaissance de la décision concernant l'«extermination physique» des Juifs que plusieurs mois plus tard. Less observa à nouveau ses mains trembler. (Plus tard, Eichmann envoya une note à son avocat, qui disait: «Il faut que je prouve que Höss est un fieffé menteur, et que je n'avais absolument rien à voir avec lui ou avec son camp d'extermination.») Ensuite, ses commentaires se firent visiblement plus circonspects. Jusqu'à la mi-juin, il avait livré à la police des informations qu'elle n'aurait pu obtenir par d'autres sources. À la suite de cela, il n'admit plus que ce qui pouvait être prouvé par d'autres sources et, chaque fois qu'il était confronté à des pièces à conviction, il se dérobait ou bien niait tout en bloc. Less remarqua que plus Eichmann contestait vigoureusement les implications d'un document, plus il y avait de chances qu'il mentît. L'équipe de la police rassemblait alors plus de pièces sur l'épisode en question et les utilisait pour obtenir un aveu d'Eichmann. Toutefois, dès lors qu'il reconnaissait la véracité d'un acte, il revenait sur son système de défense, invoquant une prétendue obligation disciplinaire, l'absence de choix, et affirmant qu'il n'avait été qu'un «petit rouage» dans la machinerie nazie[707].

Certes, Eichmann s'était engagé dans une entreprise de dissimulation délibérée, mais l'interrogatoire fut également embrouillé par les idées préconçues que les officiers de la police y apportèrent. En partie du fait de leurs lectures préparatoires, et en partie à cause des impératifs de l'accusation, ils entendaient prouver qu'Eichmann avait été complice d'un programme visant à exterminer les Juifs dès le début de la guerre, et qu'il avait par la suite joué un rôle de direction central dans ce programme. Lorsque Eichmann nia leurs allégations, ils l'accusèrent de mentir. Toutefois, il disait aussi souvent la vérité, et ce sont eux qui se trompaient. Malheureusement pour lui, Eichmann ne parvint pas à formuler d'explications alternatives crédibles pour rendre compte de ce qu'il avait effectivement fait.

Lorsque Less lui présenta le compte rendu d'une réunion du 21 septembre 1939, qui mentionnait un objectif à long terme pour ce qui concernait les Juifs, affirmant que cela serait le début de la « solution finale », Eichmann fut décontenancé. Il semblait avoir oublié que des expressions telles qu'« objectif final » ou « solution finale » étaient tout à fait courantes dans la rhétorique de l'époque, mais qu'elles avaient revêtu différentes significations à divers moments de la guerre. Tout ce qu'il fut capable de faire consista à nier de manière boiteuse avoir jamais entendu parler de la rencontre, ce qui, bien évidemment, défiait la raison. De la même façon, l'accusation produisit des documents sur les activités du département IV-B4 en Pologne en 1940 et suggéra qu'en tant que chef du bureau, Eichmann avait participé à la déportation des Juifs. Lorsque lui fut présenté un compte rendu de la réunion du 30 janvier 1940, où étaient abordés les « projets à court et à long terme » concernant le déplacement des populations, Eichmann nia en bloc. L'accusation pensa alors qu'il mentait à nouveau, mais eut elle-même tort de traiter le projet comme le lever de rideau d'une persécution massive des Juifs polonais. Si le IV-B4 organisa bien la déportation de milliers de Juifs, sa fonction principale consistait alors à déplacer les Polonais et, dans cette mesure, Eichmann avait raison en affirmant qu'il n'y avait là pas de lien direct avec la « solution finale ». Il se serait rendu à lui-même service s'il avait été capable d'expliquer cela, au lieu de fulminer, mais ses dénégations effrénées ne sont pas pour autant la preuve de sa complicité[708].

Une partie de la confusion d'Eichmann était peut-être due à l'absence, au départ, de tout conseil en défense – une absence qui, dans certaines juridictions, aurait pu totalement disqualifier son témoignage. Néanmoins, il fut extraordinairement compliqué à Israël de lui fournir un avocat. Au départ, le ministère de la Justice avait pensé nommer un avocat israélien, mais s'aperçut rapidement qu'un avocat israélien juif n'aurait pas suffisamment de crédibilité internationale. Il pensa ensuite à un Suisse-Allemand ou bien un à Américain qui aurait déjà une certaine expérience des procès pour crimes de guerre et consulta la Commission internationale des juristes pour trouver une personne qui conviendrait. Les services secrets israéliens, le Mossad, examinèrent les candidatures les unes après les autres, et toutes furent rejetées, y compris celle d'un Américain qui se révéla appartenir à la mouvance néonazie[709].

En fin de compte, ils contactèrent Me Robert Servatius, un avocat de Cologne, en Allemagne de l'Ouest, âgé de 61 ans, qui avait offert ses services au demi-frère d'Eichmann, Robert, lui-même avocat en Autriche, à Linz. Servatius avait servi dans l'armée allemande de 1935 à 1945 et avait des opinions « nationalistes conservatrices » prononcées, mais il n'avait jamais été national-socialiste. À la fin de la guerre, il se fit une réputation de défenseur de nazis poursuivis, représentant – sans succès – Fritz Sauckel, le haut-commissaire à la main-d'œuvre, devant le Tribunal militaire international de Nuremberg en 1945-1946. Il avait aussi été l'avocat – sans plus de succès – de nazis importants dans des procès organisés ensuite par les Américains, comme le Dr Karl Brandt, qui avait dirigé le programme d'« euthanasie », ou bien de Paul Pleiger, lors du fameux procès des ministères. Servatius fut lui aussi soumis à une procédure de vérification. Selon le rapport du Mossad, il présentait « des penchants militaristes et d'extrême droite, sans qu'il soit possible d'affirmer qu'il a des inclinaisons nazies ». Pour ne prendre aucun risque, le ministère de la Justice demanda aussi l'avis de l'ancien procureur de Nuremberg, Robert Kempner, et du président du barreau de Cologne[710].

La désignation d'un citoyen étranger pour représenter Eichmann posa d'autres difficultés. Il fallut faire voter une loi d'exception pour permettre à un étranger de plaider devant une cour israélienne. (Ceci fut accompli lors d'une brève séance de la Knesset, le 8 août.) Ensuite se posa la question de

savoir qui allait le payer. La famille d'Eichmann affirma, ce qui était assez peu crédible, qu'elle n'avait pas d'argent pour payer les honoraires de Servatius. Les Israéliens ne souhaitaient pas qu'Eichmann s'en remette à la générosité de sympathisants, qui pourraient être des néonazis, mais ils ne voulaient pas non plus payer les honoraires eux-mêmes. Finalement, l'État mit pourtant à la disposition de Servatius la somme qu'il avait demandée : 30 000 dollars, mais celui-ci affirma qu'il rembourserait cette somme, parce que, avança-t-il, il était du devoir du gouvernement allemand de prendre en charge le coût de la défense. Il porta l'affaire devant les tribunaux en Allemagne, mais au bout du compte, les Allemands refusèrent, et Israël paya la somme dans son intégralité. Celle-ci couvrait également les frais occasionnés par un jeune avocat de Munich, Dieter Wechtenbruch, alors âgé de 29 ans, qui devait assister Servatius. Gideon Hausner, le procureur général, le décrivit comme « un homme brillant et vif d'esprit[711] ».

Servatius fut un bon choix, quoique Hausner vît d'un très mauvais œil ses manières militaires, ses cheveux taillés en brosse à la prussienne, son visage rougeaud et sa forte corpulence. Il résida à l'hôtel *King David*, qui était à l'époque le seul hôtel de luxe de Jérusalem, et profita de tout le confort que le lieu permettait. Selon Hausner, il était « visiblement plus porté sur les plaisirs de la table que sur les dédales de la politique ». Karl Jaspers, le philosophe allemand, commenta de manière glaçante, dans une lettre à son amie Hannah Arendt, que Servatius « connaît toutes les ficelles et me fait la plus mauvaise impression ». Lorsque Arendt le vit à l'œuvre, elle abonda dans son sens. Elle rapporta à Jaspers que c'était un individu « onctueux, visqueux, habile, concis et allant droit au but ». Hauser apprit bien vite à respecter Servatius comme « un adversaire déterminé et plein de ressources ». Son attaque portée d'emblée contre la juridiction de la cour et ses tactiques habiles dissipèrent bien vite toute impression que le procès avait été truqué[712].

Lorsque la désignation de Servatius fut confirmée en octobre 1960, Eichmann fut enchanté. Il était heureux de pouvoir compter sur un avocat aussi expérimenté, qui serait à la fois compétent et bienveillant à son égard. C'était aussi la confirmation que les Israéliens n'allaient pas se débarrasser de lui par le biais d'une exécution sommaire. Il pouvait désormais se préparer à un long procès, au cours duquel il aurait pleinement l'occasion

de présenter sa version des événements, à destination des livres d'histoire et pour laver l'honneur de sa famille. En février 1961, il écrivit à son frère Robert : « Je ne sais ce qui adviendra à l'issue de ce procès ; en ce sens, je dois te dire qu'en ma personne je ne suis que d'une importance secondaire. Avec l'aide de ma défense, je vais naturellement m'efforcer de faire ressortir la vérité sur quinze années de calomnies et de fabulations, jusqu'à ces tout derniers jours, qui ont influencé l'opinion publique contre moi dans le monde entier, à un degré tel que l'on ne pourra totalement l'effacer. Pour ce qui est de mon ego, c'est le danger de la résignation qui est le plus grand, étant donné mon fatalisme presque déraisonnable. Mais je ne dois pas laisser les choses telles qu'elles sont actuellement, lorsque je pense à mes enfants et à vous, mes frères et sœurs, et, surtout, à la mémoire de notre regretté père. » Il fit parvenir une note à Servatius, lui indiquant qu'il avait peu d'espoir de ressortir vivant de prison, mais souhaitait dire la vérité par égard pour ses descendants : « Ils sauront que leur père, leur grand-père, leur arrière-grand-père, et ainsi de suite, n'était pas un assassin. C'est cela seul qui importe pour moi, et non simplement de survivre[713]. »

Ses avocats, toutefois, ne se faisaient pas la moindre illusion quant à la tâche qui les attendait. Le ministère de la Justice prit des dispositions pour que Servatius et Wechtenbruch soient familiarisés avec la jurisprudence et le mode de procédure pénale israéliens, et ils purent avoir librement accès à la bibliothèque de la faculté de droit hébraïque. Ils ne disposèrent cependant que de sept mois pour se préparer, et de peu de ressources pour retrouver des documents ou des témoins. La plupart des témoins potentiels de la défense étaient d'anciens membres du parti nazi, du SD ou de la SS, dont plusieurs avaient déjà été jugés coupables par des tribunaux alliés ou d'Allemagne de l'Ouest. Cela signifiait que, s'ils pénétraient en territoire israélien, ils étaient susceptibles de se faire arrêter sur la base de la loi qui servait à poursuivre Eichmann. Et quand bien même ils seraient parvenus jusqu'au tribunal, toute déposition qu'ils auraient pu y faire avait de grandes chances de les compromettre directement. Pour ajouter à ces difficultés, le Mossad espionna constamment Servatius et tous ses entretiens avec Eichmann furent mis sur écoutes. Dans ces conditions, il aurait été virtuellement impossible à la défense de présenter la moindre surprise lors du procès[714].

Bien que les charges pesant sur Eichmann parussent écrasantes, les agents du sixième bureau eurent souvent l'impression d'être eux-mêmes en position de faiblesse. Selinger confessa que « les hommes de notre bureau en savaient au départ à peu près autant sur le régime nazi et l'holocauste que l'Israélien moyen ». Less remarqua quant à lui que : « Aucun de nous, dans le groupe, n'avait alors de connaissances précises sur l'holocauste. » Ils durent se former en compulsant les quelques ouvrages historiques alors disponibles. Il rapporta que « le livre *La Solution finale* de Reitlinger devint pour nous une espèce de bible ; nous ne pouvions plus nous passer des ouvrages de Poliakov ni de celui d'Adler, *Theresienstadt*… ». Toutefois, ces ouvrages étaient représentatifs de la première vague de l'historiographie consacrée au génocide et tendaient à reproduire la vision donnée à Nuremberg d'un processus de destruction vertical, dirigé de haut en bas et évoluant de manière lisse et régulière. Ils donnaient aussi une impression trompeuse du rôle et de la place d'Eichmann dans la hiérarchie de l'extermination[715].

Si les enquêteurs ne se rendirent pas compte des pièges de la littérature historique, ils eurent pleinement conscience du fait que la documentation même la plus élémentaire leur manquait. Où allaient-ils trouver les documents ou les témoins ? Signe, selon Gideon Hausner, du peu d'intérêt ressenti jusque-là par les autorités israéliennes pour l'homme qui était devenu leur proie : « Si le nom d'Eichmann avait souvent été mentionné au cours des divers procès qui eurent lieu après la guerre et s'il se trouvait toujours au premier plan chaque fois que l'on évoquait la "solution finale", son cas n'avait jamais fait l'objet d'une étude systématique. » On avait notamment beaucoup évoqué son nom au cours d'un procès en diffamation intenté en 1954 par Rudolf Kastner, mais « cependant, personne n'avait réuni contre lui un dossier complet ». Comme « il fallait au sixième bureau une base de départ », on consulta le centre de documentation de Tuvia Friedman, situé à Haïfa. « On disposa ainsi des premières données sur sa vie, quelques pièces extraites de son dossier personnel au SD, quelques documents relatifs aux déportations et signés par lui, la déposition de Wisliceny, le protocole de la conférence de Wannsee et un certain nombre de pièces essentielles. » Hausner raconta à propos du travail de

reconstitution de la vie et de la carrière d'Eichmann : « On eût dit un puzzle aux pièces innombrables[716]. »

Yad Vashem, l'institut dédié à la mémoire des héros et des martyrs, établi quelques années auparavant à Jérusalem pour préserver le souvenir de l'holocauste, devint leur source principale d'information. En 1956, à la suite d'une démarche particulière, Yad Vashem avait obtenu de la Grande-Bretagne une copie sur microfilm de tous les documents relatifs aux affaires juives issus de l'immense masse des archives du ministère des Affaires étrangères du Reich. Les archivistes du centre rencontrèrent les enquêteurs trois jours seulement après l'annonce de la capture d'Eichmann et mirent en place une équipe spéciale pour travailler en étroite collaboration avec le sixième bureau. Un groupe de policiers fut présent dans le centre presque en permanence et fut aidé par des archivistes du lieu, qui possédaient déjà une certaine expérience dans la chasse aux documents pour des procès de criminels nazis qui avaient eu lieu auparavant en Allemagne de l'Ouest. Le 6 juin, ils achevèrent de rassembler le premier volet de leur rapport, qu'ils envoyèrent à Camp Iyar. Plusieurs autres suivirent[717].

Yad Vashem fournit également à l'équipe les 42 volumes des procès-verbaux du Tribunal militaire international de Nuremberg et 15 volumes massifs relatifs à des procès intentés par la suite, notamment par les Américains, ainsi que les comptes rendus des procès d'après-guerre organisés à Prague, et les témoignages et les documents rassemblés en Slovaquie par le département pour la documentation juive. Ce n'était cependant toujours pas suffisant. Le sixième bureau fit appel à des centres de documentation à travers le monde, et Selinger se rendit aux États-Unis, aux Pays-Bas, en France et en Grande-Bretagne pour rencontrer des spécialistes et demander leur appui[718].

L'Union soviétique, quant à elle, ne daigna pas répondre aux demandes de l'accusation. Ce n'est qu'au cours des années 1990 que les « archives spéciales » du KGB à Moscou commencèrent à diffuser des documents couvrant les premières années du *Sicherheitsdienst*, dont le voyage d'Eichmann en Palestine et sa « conférence » consacrée à la « juiverie mondiale ». Le gouvernement britannique se montra lui aussi fort peu coopératif. Il refusa de fournir les documents relatifs aux négociations entre Eichmann et les Juifs en Hongrie en 1944. Ce manque de coopération

suscita une grande indignation, mais, malgré des demandes officielles présentées au parlement par plusieurs députés britanniques, le gouvernement maintint sa position de refus[719].

Le sixième bureau commença son enquête sans avoir reçu de directive de la part du ministère de la Justice quant à l'étendue ou aux limites de celle-ci. En conséquence, les officiers se mirent au travail selon une procédure habituelle de la police consistant à rechercher des preuves tangibles et crédibles montrant que le suspect avait commis personnellement des actes criminels. En l'absence de témoin qui aurait pu attester du fait qu'Eichmann avait donné des ordres, il fallait rassembler des documents portant sa signature ou des comptes rendus de réunions lors desquelles des décisions importantes avaient été prises. Cette approche fut confirmée dans leurs esprits par le modèle du tribunal de Nuremberg, qui fonda également très largement son travail sur des pièces documentaires. Dans la mesure où ils souhaitaient construire l'acte d'accusation sur des documents et des témoignages impliquant Eichmann directement, ils décidèrent assez tôt de restreindre leurs recherches aux événements de Hongrie en 1944. En effet, il apparut que là, au moins, une documentation importante était disponible, ainsi que des témoins fiables qui pourraient attester sous serment l'implication personnelle d'Eichmann dans les déportations. Jusqu'en décembre 1960, ils pensaient encore restreindre l'acte d'accusation aux activités d'Eichmann en Allemagne, en Autriche et dans le « protectorat », ainsi qu'en Pologne, Slovaquie, Hongrie, Grèce, Roumanie, Yougoslavie et dans les Pays baltes, et, d'autre part, à Auschwitz, Majdanek, Treblinka, Sobibor et Belsen. Ils envisageaient de ne faire venir qu'entre quarante et cinquante personnes, pour témoigner principalement à l'appui des documents : une moitié décrirait les mesures antijuives en général, tandis que l'autre relaterait des rencontres avec Eichmann en personne[720].

Quelques mois après le début de l'enquête, Selinger fut soumis à une pression de plus en plus forte exercée par Gideon Hausner, qui avait récemment été nommé au poste de procureur général. Cette nomination fut due au hasard d'un remaniement ministériel. Hausner était né à Lemberg (Lwow) en 1915 et avait émigré en Palestine en 1937 en compagnie de sa famille. Son père avait été actif dans les milieux politiques sionistes et polonais, et lui-même avait suivi le même chemin, prenant la tête du Parti

progressiste israélien. Grâce à ses relations au sein du parti, il se vit offrir le poste de procureur général en mai 1960, peu de temps avant l'enlèvement d'Eichmann. Il n'accéda cependant à son poste qu'en juin et il décida de représenter lui-même le ministère public dans l'affaire, alors qu'il n'avait jusqu'alors plaidé qu'en matière de droit commercial et que ses nombreuses obligations l'empêchèrent d'y consacrer son attention pleine et entière : « J'assurais les fonctions de procureur général de l'État d'Israël tandis que cette controverse [au sujet d'Eichmann] faisait rage. Il me fallut prendre connaissance des devoirs de ma charge et m'acquitter de certains d'entre eux. Une pile énorme de dossiers m'attendait et il me fallut donner de ma personne lors d'autres procès où les intérêts de la communauté étaient en jeu. » Hausner fut pris par l'enquête sur l'un des plus grands scandales de fuites de l'histoire d'Israël, l'affaire Lavon, et ainsi, alors que « la date d'ouverture du procès approchait ; je n'avais pas trouvé le temps de m'y préparer sérieusement[721] ».

Toutefois, la signification politique investie par Ben Gourion et ses collègues dans le procès se traduisit par une exigence de résultats rapides, exigence que Hausner transmit à la police : « Le sixième bureau était soumis à un labeur incessant. Il ne disposait pas d'assez de monde et la nécessité d'en finir vite se faisait durement sentir. On me pressait d'ouvrir le procès, mais il me fallait attendre que les hommes eussent terminé. Aussi je ne les ménageais point. Et parfois nos rapports eurent à en souffrir[722]. »

À la fin de l'année 1960, la police remit au procureur général 26 rapports, dont chacun, selon un plan établi, traitait des événements survenus dans un pays donné ou d'un sujet particulier. La réaction de Hausner fut explosive. Il se plaignit que, si le sixième bureau avait préparé « un dossier de premier ordre – du point de vue de la police, s'entend », il n'était pas suffisant pour raconter toute l'histoire de la persécution et de l'extermination des Juifs par les nazis et ne permettrait pas de convaincre le public à travers le monde. Hausner raconta plus tard : « Ç'avait été la méthode adoptée à Nuremberg – quelques témoins, quelques films sur les horreurs des camps de concentration, des piles de pièces à conviction écrites. Procédé simple, procédé efficace. On pouvait s'expliquer pourquoi ce procès n'avait pas réussi à toucher le cœur des hommes. » Hausner estimait qu'il n'était pas suffisant de faire condamner Eichmann sur la base des documents à charge :

« Je savais qu'il nous fallait bien plus qu'un verdict ; il nous fallait le récit écrit en lettres de feu d'un désastre national, d'un désastre humain hors de proportion[723]. »

À seulement deux mois de l'ouverture prévue du procès, Hausner assigna une nouvelle tâche aux policiers exténués. Il leur demanda de renforcer l'acte d'accusation en intégrant les activités d'Eichmann en Europe de l'Ouest et en retrouvant des témoins qui pourraient éclairer le contexte des mesures antijuives depuis le début des années 1930 jusqu'à la toute fin de la guerre, que ces mesures aient eu ou non un lien direct avec les activités d'Eichmann. La grande hâte qui s'ensuivit affligea les enquêteurs, qui estimaient qu'ils auraient besoin d'au moins une année supplémentaire pour terminer leur travail. Less confia que : « Nous autres, du bureau 06, regrettions beaucoup de devoir arrêter si tôt nos recherches. » Cependant, Hausner était lui aussi soumis à d'intenses pressions : « En Israël, le public souhaitait que le procès s'ouvrît sans tarder. Il vivait dans l'attente et même dans la nervosité. Aussi me demanda-t-on plus d'une fois d'expédier le travail de base, de réduire au minimum le nombre des audiences[724]. »

Le procureur général, qui s'était déjà donné si peu de temps pour préparer le procès, proposa ainsi à une date avancée de modifier assez fortement l'angle de l'accusation. Il entendait désormais présenter des documents sur chaque aspect de la campagne nazie contre les Juifs et les compléter par des dépositions de témoins qui « diraient ce qu'ils avaient vu de leurs yeux et vécu dans leur chair ». Toutefois, le sixième bureau avait déjà été dissous et il dut s'appuyer, outre sa petite équipe, sur le commissaire Michel Goldman, ainsi que sur Rachel Auerbach, qui était alors la directrice du service spécial pour la collecte des témoignages oraux de Yad Vashem. Travaillant ensemble à une allure folle, ils filtrèrent des centaines de déclarations conservées dans ce service de Yad Vashem et passèrent aussi en revue des suggestions envoyées par des associations d'immigrés de Tchécoslovaquie et de Hongrie et par l'organisation des anciens prisonniers des nazis. En fin de compte, 110 rescapés furent choisis pour venir témoigner sur l'impact des politiques nazies dans à peu près chacun des pays qui avaient été affectés et, dans le même temps, représenter autant d'aspects de la vie des communautés juives d'avant-guerre que

possible. D'autres furent également choisis car ils étaient en mesure de décrire des actions de résistance[725].

De nombreux rescapés se présentèrent de leur propre initiative, affirmant avoir aperçu Eichmann dans un ghetto ou un camp donné. Hausner se méfiait de ces initiatives : leurs auteurs s'avéraient souvent peu fiables et fragiles psychologiquement. De fait, la plupart de ceux qui vinrent déposer et témoignèrent qu'ils avaient vu Eichmann s'effondrèrent lors du contre-interrogatoire. Hausner fut toutefois persuadé par le récit d'un rescapé hongrois, Avraham Gordon, qui affirma qu'il avait vu Eichmann abattre un jeune garçon juif sur le terrain de sa villa à Budapest au cours de l'été 1944. Les enquêteurs avaient, dans un premier temps, rejeté les éléments avancés par Gordon, mais Hausner ne put manquer l'occasion de prouver qu'Eichmann était un assassin. Le témoignage de Gordon fournit alors la substance du seul cas d'homicide pour lequel Eichmann fut poursuivi[726].

Pendant ce temps, Hausner devait aussi préparer l'acte d'accusation. Là, au moins, il lui fut possible de déléguer les responsabilités à des membres de son équipe. Celle-ci était constituée de Gabriel Bach, un avocat âgé de 34 ans formé en Grande-Bretagne, détaché du ministère de la Justice pour servir de conseiller au sixième bureau, et de Jacob Baror, le procureur de Tel-Aviv, âgé à l'époque de 45 ans. Étant donné la violente controverse qui avait suivi l'enlèvement, Hausner était conscient qu'il lui faudrait en premier lieu justifier le droit d'Israël de juger Eichmann. Il devait prévoir que Servatius remettrait en cause le fondement juridique des poursuites. Lorsque celui-ci avait défendu des nazis à Nuremberg, il avait toujours soutenu que les accusations de crimes contre l'humanité et de génocide reposaient sur des textes de loi rétroactifs juridiquement non recevables. Afin de contrer cette ligne de défense, Hausner s'en remit au talent du vénérable Me Jacob Robinson, 71 ans, qui avait servi d'adjoint au juge Robert Jackson à Nuremberg. Depuis lors, il était conseiller juridique de la délégation israélienne auprès des Nations unies et était un expert reconnu en droit international. Malgré tout, c'est bien sur les épaules de Hausner que reposait la responsabilité finale, et c'est lui qui devait rédiger la déclaration préliminaire. En dernier recours, il s'enferma dans un hôtel de Tel-Aviv pendant six semaines, « avec deux caisses de livres et de dossiers, travaillant complètement seul, de jour comme de nuit[727] ».

L’acte d’accusation qui émergea du travail enfiévré de Hausner reflétait à la fois ses propres préférences au sujet du procès et les impératifs politiques imposés par Ben Gourion. Hausner décida de ne pas suivre les préférences de la police pour un acte d’accusation limité, se concentrant sur certains épisodes où Eichmann avait particulièrement agi avec cruauté et fanatisme, car en faisant cela « nous passerions à côté du but que nous nous étions assigné en ouvrant ce procès : dire toute l’histoire du désastre juif ». Il reconnut pourtant qu’il y avait un risque à une accusation beaucoup plus générale « faisant grief à Eichmann de l’ensemble de ses activités criminelles » : arriver à un acte d’accusation trop vaguement conçu et insuffisamment appuyé sur d’irréfutables documents, qui pourrait conduire à l’acquittement. Il tenait particulièrement à imputer à Eichmann les crimes commis en Europe de l’Est. C’était là le centre de gravité de la « solution finale », mais il semblait qu’Eichmann y avait laissé bien peu de traces. En fin de compte, il décida qu’en tant que chef du service des affaires juives du RSHA chargé de l’application de la « solution finale » « en quelque territoire que ce soit », il pouvait avoir à répondre de tous les aspects du génocide. « Ce fut une des plus difficiles décisions que j’eus à prendre », confia-t-il plus tard[728].

L’acte d’accusation fut inscrit au registre du tribunal de Jérusalem le 2 février 1961. Eichmann et ses avocats avaient eu accès à une copie la veille. Il était composé de quinze chefs d’accusation, organisés de manière répétitive et confuse. Les chefs 1 à 4 concernaient les crimes contre le peuple juif, punissables en vertu de la première section de la loi (punitive) concernant les nazis et les collaborateurs des nazis de 1950. Le premier chef d’accusation était formulé de la manière suivante : « Au cours de la période 1939-1945, l’accusé a, de concert avec d’autres personnes, causé la mort de millions de Juifs, en tant que responsables de la mise à exécution du plan nazi d’extermination des Juifs, un plan connu sous le titre de “solution finale de la question juive”. » Ensuite étaient spécifiées les activités imputées à Eichmann, avec d’autres, au sein du département IV-B4 du RSHA et des services apparentés, donnant des ordres en vue de l’extermination des Juifs d’Allemagne, des pays de l’Axe et des régions occupées par ces pays, par leur massacre, entre autres moyens, dans des camps de concentration. L’accusation allégua que « l’accusé ordonna aux

commandants de ces camps d'utiliser le gaz connu sous le nom de Zyklon B et, en 1942 et en 1944, s'assura de la fourniture d'une quantité de ce gaz dans le but d'exterminer les Juifs». Elle poursuivit en déclarant qu'immédiatement après l'occupation de la Pologne par l'armée allemande, en septembre 1939, «l'accusé commit des actes d'expulsion, de déportation et d'extermination». Il fut tenu responsable des opérations des Einsatzgruppen en Russie en 1941, du meurtre des Juifs déportés dans les ghettos de l'Est et du meurtre de certaines populations juives locales. La mort de centaines de milliers de Juifs, dans des camps de travail forcé, des ghettos et des camps de transit dans chacun des pays affectés par la «solution finale», lui fut attribuée, au-delà de sa responsabilité spécifique dans la mort «d'environ un demi-million de Juifs hongrois». Tous les actes énumérés dans ce premier chef d'accusation «furent commis par l'accusé dans l'intention de détruire le peuple juif».

Le second chef d'accusation accusa Eichmann d'avoir «soumis plusieurs millions de Juifs à des conditions d'existence devant entraîner leur destruction physique»: travail forcé, enfermement dans des ghettos, et déportations en masse dans des conditions inhumaines. Le troisième chef recouvrait les «graves atteintes à l'intégrité morale et physique de millions de Juifs» «pendant la période du régime nazi»: asservissement, privation de nourriture, déportation, persécution, détention dans des ghettos, arrestations de masse, boycott économique – le tout «dans l'intention de détruire le peuple juif». Le quatrième chef accusait Eichmann d'avoir, à partir de 1942, imposé à des Juifs stérilisation et avortements, en différents lieux, y compris Theresienstadt, et différentes circonstances.

Ensuite, l'accusation aborda les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre punissables sous d'autres sections de la loi (punitive) concernant les nazis et les collaborateurs des nazis. Il s'agissait en fait des mêmes accusations que celles évoquées dans les chefs 1 à 4, mais sous une rubrique différente, et avec l'ajout des spoliations. Les chefs 5 à 7 accusaient à nouveau Eichmann de meurtre, d'extermination, d'asservissement, de privation de nourriture et de l'expulsion des populations civiles juives, de persécutions à l'encontre de Juifs pour des motifs nationaux, raciaux et religieux, ainsi que d'actes spécifiques de spoliation, d'expropriation et de pillage visant des Juifs. Les crimes contre

les populations non juives étaient abordés dans les chefs 9 à 12. Ils comprenaient la déportation dans des conditions inhumaines de 500 000 civils polonais dans l'intention d'installer des Allemands de souche à leur place, la déportation de 14 000 Slovènes, la concentration et la déportation de dizaines de milliers de Tziganes et la déportation de 100 enfants de Lidice vers la Pologne, où ils avaient été assassinés. Les derniers chefs abordaient l'appartenance d'Eichmann à des « organisations hostiles » : la SS, le SD et la *Gestapo*[729].

Tandis que Hausner et Servatius travaillaient frénétiquement sur les aspects juridiques de la confrontation à venir, le chef de cabinet du Premier ministre, Teddy Kollek, et le commissaire divisionnaire de Jérusalem, Yekutiel Keren, reçurent la responsabilité de préparer la salle d'audience. Kollek voulait réaliser les ambitions de Ben Gourion et faire du procès un événement mondial, ce qui impliquait la nécessité de trouver une salle suffisamment grande pour contenir les centaines de journalistes qui se déplaceraient du monde entier pour couvrir l'événement. Toutefois, aucun tribunal à Jérusalem n'était suffisamment spacieux pour remplir cette fonction. À la place, Kollek et Keren tombèrent d'accord sur Beit Haam, « la maison du peuple », un centre culturel qui était alors sur le point d'être inauguré, situé dans la partie ouest de Jérusalem. Des ordres furent donnés pour adapter le bâtiment afin d'y aménager les bureaux privés des magistrats, en réservant également des espaces pour l'accusation, pour la défense, une cellule pour le prisonnier, et des salles d'archives pour la masse de documents qui seraient présentés. Dans la salle d'audience, le banc de l'accusé, également spécialement aménagé, contenait un bureau et une chaise à l'usage de celui-ci, ainsi que des chaises pour deux sentinelles. Il était couvert d'un toit et ceint sur deux côtés de verre à l'épreuve des balles. Ainsi, les juges pouvaient observer Eichmann directement, et l'on prévenait dans le même temps les tentatives d'assassinat qui auraient pu venir de l'espace réservé au public dans l'auditorium. Un soin tout particulier fut apporté aux conditions de travail des médias. La pièce qui se situait au-delà du hall, qui servirait plus tard de bibliothèque, fut transformée en salle de presse et fut équipée d'un circuit fermé de télévision qui permit aux journalistes de regarder le procès. Des traductions simultanées furent proposées aux journalistes et au public, et des mesures

furent prises pour qu'une transcription de chaque audience soit traduite en trois langues et distribuée aux correspondants étrangers dès le lendemain matin[730].

Il y eut une vigoureuse dispute pour savoir si le procès pourrait être retransmis au-delà des limites du tribunal. Kollek et Hausner dirent avec insistance que cela était essentiel, « afin que le monde puisse regarder ». Keren et Servatius n'étaient pas du même avis. Le second, qui était déjà passablement agacé par la publicité autour du procès avant même son ouverture, craignit que la présence des caméras dans la salle d'audience ne perturbe le déroulement du procès. Il redoutait que les témoins de la défense ne se sentent inhibés en sachant que ce qu'ils racontaient serait vu à travers le monde, tandis que les témoins de l'accusation seraient incités à broder sur leurs dépositions. Le 10 mars 1961, Hausner et Servatius plaidèrent la question devant les juges nommés pour la conduite du procès. Ces derniers se décidèrent en faveur des retransmissions, sur la base du principe de tradition ancienne selon lequel « là où il n'y a pas de publicité, il n'y a pas de justice ». Ils furent assurés que les caméras ne créeraient aucun dérangement : trois caméras furent soigneusement placées de façon à être entièrement silencieuses et invisibles. L'une faisait face à l'auditoire, une seconde était dirigée vers le box des témoins, et la troisième était en permanence braquée sur Eichmann[731].

C'est une entreprise américaine, la *Capitol Cities Broadcasting Corporation*, qui obtint le contrat concernant l'enregistrement et la diffusion du procès, car Israël n'avait à l'époque pas de chaîne de télévision propre et ne possédait pas la technologie nécessaire. Paradoxalement, peu d'Israéliens *virent* en réalité le procès. La plupart d'entre eux entendirent des résumés et des extraits largement diffusés dans une émission quotidienne en soirée à la radio, intitulée « Le journal du procès ». Les Américains, quant à eux, eurent le privilège de pouvoir regarder les audiences quasiment en direct, grâce au décalage horaire entre les États-Unis et Israël. Les enregistrements étaient envoyés quotidiennement par avion de l'aéroport de Lod vers New York, et diffusés pratiquement à la même heure locale que celle où ils avaient été filmés, huit heures plus tôt. Le contrat signé avec *Capitol Cities* stipulait que toutes les principales chaînes américaines avaient le droit de montrer le film dans leurs bulletins

d’information. La chaîne ABC prépara des résumés d’une heure qui attiraient régulièrement un public nombreux[732].

Kollek se vit aussi confier la responsabilité de distribuer les 750 fauteuils disponibles dans la salle d’audience. La composition du public changea énormément au fur et à mesure que le procès avança. Le premier jour étaient présents 450 journalistes, 45 diplomates et 50 personnalités appartenant à des organisations israéliennes et étrangères. Le ministère de la Justice invita des observateurs du gouvernement ouest-allemand et de la Commission internationale de juristes. Après que des sièges eurent été attribués aux membres de délégations officielles envoyées par des gouvernements et des administrations, et que 30 places eurent été mises de côté au profit de touristes, il ne resta plus que 165 sièges disponibles pour le public israélien. Hannah Arendt observa cependant qu’au bout de quelques jours une grande partie des journalistes s’absentèrent et leurs sièges furent occupés par des Israéliens. Il n’y avait, selon elle, que peu de jeunes : la salle était « remplie de “survivants”, des gens d’un certain âge et des vieillards, des immigrants d’Europe comme moi[733] ».

Les juges désignés pour officier lors du procès étaient bien déterminés à ce qu’il ne dégénère pas en une leçon d’histoire à grand spectacle. Au bout du compte, ils échouèrent en cela, même s’ils parvinrent toutefois à faire en sorte que le procès fût équitable. Le choix des juges reposa dans les mains du président du tribunal de Jérusalem, le juge Benjamin Halevi, qui avait aussi le droit de présider les audiences. Ce qui engendra un problème politique délicat pour le gouvernement, car Halevi avait suscité la colère de Ben Gourion par la manière dont il avait mené le procès en diffamation entrepris par Rudolf Kastner en 1954. Halevi s’était alors aligné sur le mouvement sioniste d’extrême droite et avait permis au procès de servir de plate-forme politique pour lancer des attaques contre les sionistes de gauche, qui avaient dominé la scène politique en Palestine et les tentatives de sauvetage des Juifs européens en 1944. Bien que ses positions politiques n’aient pu justifier la mise à l’écart de Halevi par le ministère de la Justice, il avait à la fin de ce procès comparé Eichmann au diable en personne et, par ce fait, pouvait être perçu comme partial à son égard. Le président de la Cour suprême, le juge Olshan, demanda à Halevi de renoncer à son droit de nommer les juges et de se désigner lui-même. Néanmoins, ce dernier

n’avait aucunement l’intention de manquer cette occasion extraordinaire, et il refusa. Au bout du compte, Olshan parvint à le persuader d’accepter un compromis. La loi fut modifiée pour qu’un membre de la Cour suprême, nommé par Olshan, préside, tandis que Halevi conservait le droit de nommer les autres juges – y compris lui-même s’il le souhaitait[734].

Olshan choisit le juge Moshe Landau pour occuper le poste de président. Landau était né en Allemagne en 1912 et y avait étudié le droit, puis à l’université de Londres. Il avait été contraint d’émigrer en Palestine en 1933. Landau pouvait apparaître raide et pédant, mais son soin méticuleux et son insistance pour qu’un calme absolu et une bienséance irréprochable règnent lors des audiences jouèrent un rôle crucial dans la préservation de l’intégrité du procès. Halevi, comme il l’avait promis, se nomma lui-même. Également né en Allemagne, il était âgé de 51 ans et avait fait ses études à l’université de Berlin avant d’émigrer en Palestine. Il nomma aussi un troisième juge, Me Yitzhak Raveh. Celui-ci, alors âgé de 55 ans, était juge au tribunal de Tel-Aviv. Il avait fait des études de droit dans les universités de Berlin et de Halle, et avait été juge en Allemagne avant d’être révoqué par les nazis et d’émigrer en Palestine[735].

Aux yeux de Hannah Arendt, ces hommes qui allaient juger Eichmann représentaient « l’élite du judaïsme allemand ». Ils allaient devoir s’acquitter d’une tâche redoutable. À mesure qu’approchait l’ouverture du procès, Hausner fut soumis à une pression politique de plus en plus forte. Pendant plusieurs mois après la capture d’Eichmann, Ben Gourion avait été moins intéressé par l’importance du prisonnier que par la colère suscitée par son enlèvement et les tentatives de nier le droit d’Israël à le traduire en justice. Pourtant, à partir du début de l’année 1961, il sentit que l’histoire qui allait être racontée lors du procès pourrait par elle-même démontrer la nécessité impérative de l’existence de l’État juif. Ne tenant aucun compte de la séparation des pouvoirs judiciaire et exécutif, il devint « très impliqué dans la formulation du concept du procès ». Hausner lui fit parvenir une première version de son réquisitoire d’ouverture, à laquelle le Premier ministre apporta force commentaires. Il soutint la détermination de Hausner à inclure l’histoire dans son intégralité, mais demanda à ce que son nom ne fût pas cité en lien avec les négociations entre les nazis et les Juifs en 1944. Il adoucit en outre certaines références au peuple allemand, afin de ne pas

offenser le chancelier Konrad Adenauer. Ce faisant, Ben Gourion établit un précédent malheureux. Hausner fut ensuite bombardé de suggestions provenant d'autres membres du gouvernement, en particulier de Golda Meir. Elle souhaitait qu'il souligne davantage les similarités entre le sort des Juifs et celui des Noirs africains sous les régimes coloniaux ou racistes. Elle l'incita à ne pas reprocher aux Alliés l'échec des plans de sauvetage, et à attaquer durement le rôle du mufti et des pays arabes qui servirent de refuge à de nombreux fugitifs nazis[736].

Les politiciens comme le grand public, en Israël et dans le monde entier, attendaient beaucoup du procès lorsqu'il débuta enfin le 11 avril 1961. Eichmann avait auparavant été transféré à la prison de Ramleh, plus proche de Jérusalem, et on l'avait installé dans une cellule spécialement aménagée composée de plusieurs pièces. L'une d'elles était cloisonnée et avait une paroi en verre blindé équipée d'un micro, qui lui permettait de s'entretenir avec Servatius et de recevoir de la visite sans qu'il y ait le moindre risque de contact physique. Il fut réveillé de bonne heure et revêtit la chemise blanche, la cravate bleu pâle rayée et le costume sombre qui lui avaient été fournis. Il avait attrapé un rhume et, tout au long de cette journée historique, il passa son temps à renifler et à s'essuyer le nez avec un mouchoir. Après le transfert par la route, sous haute sécurité, de la prison hautement protégée jusqu'à Beit Ha'am, il fut conduit dans sa cellule de détention. Juste avant neuf heures du matin, deux policiers l'escortèrent, depuis sa cellule, à travers une porte menant directement au banc de l'accusé. Hausner raconta : « À ce moment, on entendit dans la salle du tribunal, bondée, un grand soupir[737]. »

Ce qui frappa Hausner, et bon nombre d'observateurs présents ce jour-là, fut cependant la grande normalité de l'apparence d'Eichmann : « On était loin de ce personnage de chef de la *Gestapo* ; on ne percevait nul indice du sentiment de violence diabolique qui l'habitait, de son goût du mal que nous ne connaissions que trop bien, de son arrogance, du pouvoir qu'il avait eu de faire souffrir. » Moshe Pearlman commenta : « La plus grande surprise était le côté ordinaire de l'homme, "monsieur Tout-le-Monde", la cinquantaine, le front dégarni, une couronne de cheveux gris apparemment fraîchement coupés, d'épaisses lunettes à monture d'écaille sur un nez prononcé, une petite bouche aux fines lèvres, la peau blafarde de son visage

rasé de près plissée de rides – de vieillesse, d'angoisse, ou des deux.» Pearlman se sentit dupé: «Les crimes attribués à Eichmann étaient d'une telle magnitude que l'on s'attendait, au moment où la porte du box de verre s'ouvrit, à voir quelque monstre s'avancer d'un pas pesant.» Au lieu de cela, ils eurent en face d'eux «la figure typique du voisin d'en face». Hannah Arendt écrivit à Karl Jaspers qu'Eichmann n'était «pas un aigle, plutôt un fantôme qui, en plus, est enrhumé, et qui, dans sa cage de verre, perd de minute en minute un peu de sa substance[738]».

Simon Wiesenthal avait prévu qu'un tel effet se produirait. Afin de contrer le caractère trompeur de l'apparence d'Eichmann en ces années d'après-guerre, il avait recommandé que l'accusé fût forcé de se présenter à la barre vêtu d'un uniforme de la SS. Une telle proposition fut manifestement jugée inacceptable. Il resta alors une tension presque palpable entre la façade délibérément banale présentée par Eichmann et les imprécations que Hausner lui lançait. Arendt pensait que «plus la rhétorique de M. Hausner devenait grandiose, plus le personnage assis dans la cabine ressemblait à un fantôme». D'autres tirèrent des conclusions différentes: «Les hommes qui avaient agressé et violé et torturé et abattu et gazé des millions de personnes innocentes étaient des gens ordinaires.» D'un autre côté, Hausner, qui, mis à part les juges, fut peut-être celui qui passa le plus de temps à scruter attentivement Eichmann, remarqua «ses mains cafardes, sa bouche en lame de couteau et cette étincelle de haine dans son regard[739]».

Tout comme son apparence physique, les habitudes d'Eichmann donnèrent lieu à diverses interprétations. À son arrivée, il utilisait son mouchoir pour épousseter la surface de la table devant lui. Ensuite, il disposait ses papiers, livres et crayons dans un ordre lui donnant satisfaction. Il semblait complètement coupé de l'audience et ne manifesta quasiment jamais la moindre émotion. Martha Gellhorn souligna que «jour après jour, il est assis bien calé dans sa chaise, impassible, et il écoute les témoignages d'hommes et de femmes qu'il avait persécutés. En général, leurs mots semblent le rendre las, on dénote parfois un instant d'agitation, un froncement de sourcils. Il ne se réveille vraiment que lorsque des documents sont soumis comme pièces à conviction: il peut alors déplacer les piles de dossiers sur sa table, les classer, chercher un document, prendre

des notes». Tout comme de nombreux autres journalistes, Gellhorn attribua cela à son caractère froid: «Le spécialiste de l'organisation affairé à sa tâche favorite[740].»

Hannah Arendt fit la même hypothèse concernant le comportement d'Eichmann et construisit tout un édifice philosophique sur cette base. Toutefois, la pose désintéressée d'Eichmann faisait partie de sa stratégie de défense: il voulait éviter toute manifestation de tempérament violent, ou donner la moindre justification à l'idée qu'il avait fait son travail avec passion. En même temps, cette indifférence soigneusement étudiée correspondait aussi à son comportement lors des mois de son interrogatoire. Il était soigné et méticuleux à un degré quasi obsessionnel. Il voulait toujours que les choses soient dans le bon ordre. En ce sens, il avait bel et bien l'air d'un «fantôme»: il donnait l'impression d'être quelqu'un d'émotionnellement mort et de profondément refoulé. Ce qui était important à ses yeux, c'était l'ordre, la satisfaction de voir les choses «telles qu'elles devraient être», et il s'irritait de tout dérangement de l'ordre des choses selon sa conception.

Le juge Landau lut l'acte d'accusation, et demanda à Eichmann s'il l'avait compris. Celui-ci répondit: *Jawohl* («Oui, absolument»). Cependant, avant qu'il fût possible de lui demander comment il plaidait, Servatius émit une première objection. Au grand désarroi des spectateurs, qui n'étaient pas habitués aux subtilités juridiques et qui en furent grandement choqués, il remit en cause la légalité du procès. Il déclara que l'impartialité des juges, en tant que Juifs et Israéliens, ne pouvait qu'être mise en doute, et il reprit les appels à l'organisation d'un tribunal international pour juger l'affaire. Le tribunal de Jérusalem n'était en l'espèce pas compétent: l'organisation du procès sur la base de la loi (punitive) concernant les nazis et les collaborateurs des nazis était contraire au droit international. Ni l'accusé ni les victimes supposées n'étaient des citoyens israéliens au moment où les crimes supposés avaient été commis. De fait, l'État d'Israël n'existait même pas à l'époque. Un procès équitable était donc impossible en Israël. L'État avait un «intérêt particulier» dans le résultat du procès, et le lieu ne convenait pas parce que des témoins cruciaux de la défense ne pouvaient pas être appelés à venir témoigner, par peur d'être eux-mêmes arrêtés. Servatius poursuivit en remettant en cause

les principes du tribunal de Nuremberg qui étaient repris dans la jurisprudence israélienne. Le tribunal, affirma-t-il, avait exercé une « justice de vainqueurs » sur la base de lois rétroactives qui créaient des crimes là où ceux-ci n'avaient pas existé au moment des faits. De plus, Eichmann avait agi pour le compte de l'État, et c'était donc l'État le responsable, et non l'individu. Comme un État ne pouvait pas juger un autre État, Eichmann ne pouvait être jugé pour ce que l'Allemagne avait fait. En tout état de cause, l'Allemagne payait déjà des réparations à Israël, ce qui soldait le bilan des crimes passés. Enfin, étant donné la couverture médiatique, il était vain d'espérer que son client reçût un procès équitable. Malgré toutes les allégations parues dans la presse, Eichmann n'était qu'un exécutant, un personnage mineur, et non un responsable. Son client récusait d'autre part la lettre qu'on lui attribuait, où il consentait à comparaître devant la justice en Israël : il avait été conduit jusqu'au tribunal sous la contrainte et en toute illégalité. Servatius appela à comparaître comme témoins Zvi Tohar, dont le nom avait été cité en lien avec l'enlèvement, et Jack Shimoni, identifié comme le pilote du vol qui conduisit Eichmann en Israël, afin de prouver cela. En conclusion, il demanda à ce que les poursuites fussent abandonnées[741].

Le gant ayant été jeté, il fut impossible à Hausner de ne pas le ramasser. Malheureusement, tandis que Servatius avait parlé pendant un peu moins d'une heure, son intervention à lui dura deux jours et demi, durant lesquels il s'attacha à réfuter point par point les arguments cités. Le public ignorait, et on ne l'en avertit pas, qu'en dérogation à la pratique juridique israélienne courante, Servatius avait été autorisé à soumettre aux juges un argumentaire écrit d'une centaine de pages, dans lequel il citait les sources de son raisonnement. Cela lui permit de limiter sa présentation orale aux éléments principaux. De plus, alors que Servatius ne s'adressa qu'au tribunal, Hausner voulut quant à lui, de son propre aveu, prendre à témoin le monde entier. Il pensa qu'il lui fallait écarter une fois pour toutes les arguments opposés à la juridiction israélienne dans cette affaire et aux principes de Nuremberg sur lesquels s'appuyait l'accusation. L'effet fut toutefois assez abrutissant. Le quotidien israélien Yidiot Ahronot se plaignit du fait que « l'argumentation de Hausner sera très utile aux étudiants en droit, du moins les experts le disent ; mais est-elle bien indiquée en ce moment et en ce

lieu ? ». « Pourquoi le procureur général adopte-t-il une attitude défensive ? Il a le don de tuer toute émotion. Pourquoi aller chercher des exemples jusque dans l'Idaho pour prouver que nous avions le droit de juger Eichmann ? » Au soir du second jour, le journaliste néerlandais Harry Mulisch nota que la salle était « à moitié vide ». Comme les journalistes commençaient à faire désertion en masse, un haut fonctionnaire anxieux vint demander à Hausner pour combien de temps il en avait encore. Même le juge Landau l'incita à se dépêcher. Arendt pensa que c'était « de la folie pure » de laisser la plaidoirie continuer ainsi « jusqu'au Jugement dernier[742] ».

Dans sa réplique, Hausner commença par noter que le Conseil de sécurité des Nations unies avait recommandé qu'Eichmann fût jugé, et il observa de manière sarcastique que personne ne s'était jusqu'alors précipité pour jouir du privilège de s'acquitter de la tâche. Il rejeta l'allégation voulant qu'Israël ne fût pas un lieu approprié pour organiser le procès. Les juges étaient pleinement qualifiés et absolument impartiaux : sans cesse, les juges doivent se prononcer dans des affaires qui révoltent leur sensibilité en tant qu'êtres humains et que citoyens. Bien que certains témoins de la défense ne puissent pas venir en Israël, il pourrait être possible de recueillir leurs dépositions à l'étranger. Ensuite, en citant une jurisprudence apparemment sans fin et des décisions de justice remontant à la nuit des temps, il prouva que la manière dont Eichmann s'était retrouvé devant le tribunal n'importait aucunement. Il affirma que la loi sous laquelle il avait été arrêté était parfaitement valable et qu'elle s'appuyait sur des principes reconnus du droit international, prévoyant une juridiction extraterritoriale pour certains crimes comme le génocide. Israël avait le droit de juger Eichmann parce que la plupart de ses victimes avaient été des Juifs, et, même si l'État n'avait à l'époque pas encore été créé, il existait comme « foyer politique » pendant la guerre. Enfin, Hausner invoqua les principes établis à Nuremberg pour balayer la ligne de défense sur les « actes légaux », relevant d'une décision gouvernementale, dans le système disposant de la souveraineté politique au sein duquel l'accusé avait agi[743].

Servatius répondit brièvement à Hausner, puis les juges ajournèrent la séance pour considérer les arguments présentés. Le 17 avril, ils se prononcèrent à l'encontre de Servatius et ordonnèrent la poursuite du

procès. Landau reprit et demanda à Eichmann s'il plaidait coupable ou non coupable de chacun des quinze chefs d'accusation. Celui-ci répondit à chaque fois de la même manière : « Au sens où l'entend l'acte d'accusation, non coupable. » Par cette formule, il entendait accepter d'endosser une certaine culpabilité morale, mais non pénale[744]. Il incombait dès lors à Hausner de prouver qu'il était coupable à la fois d'un point de vue moral et sur le plan pénal.

Lorsque le procureur général se leva pour prendre la parole, il ressentit le poids des responsabilités peser sur ses épaules. « Il me fallait présenter l'extermination dans les faits et mettre en lumière le rôle d'Eichmann dans cette affaire. Il me fallait prouver qu'il en avait été l'un des maîtres et non ce rouage insignifiant qu'il prétendait figurer. » Une copie de sa première plaidoirie avait été imprimée en quatre langues et distribuée à la presse la veille, mais il n'en était pas entièrement satisfait et, jusque tard dans la nuit, il s'était efforcé de préparer une ouverture plus dramatique. L'idée lui vint alors de prétendre parler au nom de « six millions d'accusateurs » tout en se concentrant sur un seul meurtrier, créant ainsi un contraste saisissant entre l'énormité de la catastrophe et son seul auteur présumé. Dans toute l'histoire de l'antisémitisme, poursuivit-il, on n'avait jamais connu quelqu'un comme Hitler ou comme Eichmann, l'homme qui mena à bien la « solution finale ». L'accusé était un assassin d'un genre nouveau, qui commettait ses crimes derrière un bureau : « Ce furent ses mots qui mirent en action les chambres à gaz ; il décrochait son téléphone, et les trains partaient vers les centres d'extermination ; sa signature scella le sort de centaines de milliers de gens. » Eichmann se décrivait lui-même comme un col blanc : « Pour lui, le décret d'extermination ne fut pas différent de tous les autres ordres écrits qui devaient être exécutés ; toutefois ce fut lui qui organisa, initia, et planifia l'opération, et qui donna des instructions à d'autres pour répandre cet océan de sang. » Eichmann « doit donc endosser la responsabilité, comme s'il avait noué de ses propres mains le nœud du bourreau ». Lui et ses complices – et Hausner mentionnait toujours le fait qu'il n'avait pas agi seul – étaient moralement et pénalement coupables d'un nouveau crime de génocide, un crime « sans précédent ».

Pendant huit heures, Hausner présenta ainsi son exorde. La plupart de ses paroles étaient consacrées au contexte. Il résuma l'histoire de

l'antisémitisme en général, puis en Allemagne, et poursuivit avec la montée du nazisme. Il passa en revue le développement de la SS, du SD, de la *Gestapo* et du RSHA. À de nombreuses reprises, il insista sur la singularité d'Eichmann : « Il n'y avait qu'un homme qui s'occupait presque entièrement des Juifs, dont la tâche avait été consacrée à leur extermination, dont le rôle dans l'organigramme du régime s'était limité à eux. Cet homme était Adolf Eichmann. » Cette version de la vie et de la carrière d'Eichmann était spécialement arrangée pour présenter une trajectoire linéaire allant de la *Junfrontkämpfer-Vereinigung* à la SS. Hausner présenta les choses comme si Eichmann avait gravi sans effort la hiérarchie au sein du SD grâce à son zèle et à son sens de l'organisation dans un domaine d'intérêt central pour les nazis, jusqu'à son arrivée en Pologne en 1940. Il soutint que, dès 1941, Eichmann disposait d'un grand pouvoir partout en Allemagne, grâce aux bureaux aux affaires juives présents dans chaque poste de police, en Russie par l'intermédiaire des *Einsatzgruppen*, et dans chaque autre pays occupé par les forces de l'Axe, où il y avait un émissaire du *Referat IV-B4*. En janvier 1942, il devint « le plénipotentiaire spécial de Heydrich pour la solution finale » et « l'exécutant officiel du programme d'extermination ». Selon Hausner, « il régnait en maître sur les ghettos et les centres d'extermination ; sa position au sein du RSHA était unique. Il pouvait passer par-dessus la tête de ses supérieurs et traiter directement avec Himmler. Son statut nominalement humble de chef d'un département subordonné ne reflétait pas le pouvoir réel de sa position ». Fort de l'autorité que lui avaient conférée Heydrich et Himmler, Eichmann traita directement avec des ministres du gouvernement allemand, des chefs de gouvernement étrangers et des états-majors d'armée. Il donnait des ordres à des hommes d'un rang supérieur au sien. Son sentiment de sa propre importance était tel qu'en décembre 1944, il alla même jusqu'à défier Himmler.

Ensuite, Hausner s'étendit sur le caractère d'Eichmann, il cita Wisliceny, Höss et Kurt Becher sur l'étendue de son zèle, sur sa nature impitoyable et sur sa haine des Juifs. Il insista pour dire que rien de tout cela n'avait changé depuis la chute des nazis. « Il ne s'est jamais repenti. Il croit toujours que la destruction de millions d'individus était la bonne chose à faire, que c'était approprié. »

Pour le procureur général, la politique des nazis à l'égard des Juifs avait connu trois étapes : émigration, solution territoriale et extermination. Il affirma qu'Eichmann était « responsable du bras exécutif de tous ces projets meurtriers », et il les examina un par un en détail. Il data le commencement de la politique d'extermination à juin 1941, mais ajouta de manière cruciale que « l'idée avait déjà été mentionnée explicitement auparavant ». La « solution à long terme » de la « question juive », esquissée dans les ordres de Heydrich du 21 septembre 1939, signifiait « sans aucun doute, leur extermination pure et simple ». La lettre de Goering à Heydrich du 31 août 1941 constitua le signal officiel annonçant le début du génocide. Heydrich nomma, pour l'organiser et le mener à bien, « un homme cruel et fanatique, d'une inimitié implacable, ce monstre d'Eichmann ». Entre juillet et octobre 1941, Eichmann avait organisé les préparatifs en vue du remplacement de l'émigration par le meurtre de masse. Il y eut cependant des accrocs et des démêlés interministériels. « Eichmann proposa en conséquence d'organiser une réunion avec les hauts responsables et les officiers qui étaient considérés compétents pour mener à bien le plan du massacre, et Heydrich donna son accord. » Ainsi, Hausner fit d'Eichmann la tête pensante derrière la conférence de Wannsee, dont il lui attribua aussi par là l'orchestration.

Si le procureur général reconnut l'étrangeté des voies hiérarchiques nazies, il insista sur le fait que ce manque de clarté ne devrait pas permettre de dissimuler le pouvoir décisionnaire d'Eichmann sur chaque aspect de la « solution finale ». Il donna des exemples d'interventions détaillées de celui-ci, comme ses tentatives de mettre fin à l'émigration vers la Palestine et ses contacts avec le grand mufti de Jérusalem. Il répéta ensuite cette manœuvre pour chaque pays auquel Eichmann pouvait être associé au regard de l'application des politiques antijuives. Hausner l'accusa ainsi d'avoir été responsable des conditions de vie dans les ghettos polonais et des déportations vers les camps de la mort. Il lui imputa aussi la responsabilité des massacres perpétrés par les *Einsatzgruppen* en Russie : « Eichmann avait conclu que le problème juif dans les régions de l'Est ne serait pas résolu après la guerre, mais pendant, et sans délai. » La même prédominance unique fut détectée partout en Europe de l'Ouest et dans les Balkans. Hausner consacra après cela un chapitre spécial de son exorde à la Hongrie. Il aborda ensuite les camps de concentration et d'extermination

dans lesquels « Eichmann contrôlait personnellement toutes les questions liées aux Juifs ». Toutefois, dans ses descriptions détaillées du fonctionnement des camps d'extermination, il ne prononça pratiquement jamais le nom de l'accusé[745].

Le 18 juin, Hausner conclut. Il avait fait une prestation remarquable, qui racheta pour beaucoup ses débuts catastrophiques. D'un autre côté, il avait lancé le procès sur les mauvais rails. Hannah Arendt fit à ce propos un commentaire acide : « C'était de la mauvaise histoire et de la rhétorique de pacotille. Pire, on suggérait qu'Eichmann n'était peut-être que l'innocent exécutant d'un destin mystérieusement fixé à l'avance, voire de l'antisémitisme […]. Une telle suggestion était, de toute évidence, contraire à la comparution d'Eichmann devant un tribunal[746]. » De manière peut-être plus problématique, Hausner avait dépeint Eichmann non pas en cheville ouvrière du génocide, mais en son ressort principal.

L'accusation présenta ensuite ses arguments dans leur ensemble : il fallut cinquante-six jours, avec une session le matin et une session l'après-midi chaque jour, sauf le vendredi, où il n'y en avait qu'une seule, suivie d'une pause pour le sabbat juif et le dimanche. Au-delà de la lecture et de la discussion de centaines de documents, 112 témoins furent cités. Hausner commença par faire comparaître des membres de l'équipe de police, qui expliquèrent comment les documents avaient été rassemblés et attestèrent de leur authenticité. Avner Less fut alors appelé pour présenter l'interrogatoire d'Eichmann. Des extraits des enregistrements furent diffusés devant le tribunal, permettant à l'auditoire et au monde d'entendre la voix d'Eichmann pour la toute première fois[747].

Hausner introduisit également des articles de presse contenant des extraits d'interview attribués à Eichmann et parus dans les magazines *Stern* et *Life*. Ces textes avaient en fait pour auteur Willem Sassen, et ce dernier les avait rédigés à partir des entretiens qu'il avait eus avec Eichmann en Argentine. Ils furent retenus malgré les craintes exprimées par le juge Halevi quant à leur statut – il dénonça en particulier les notes marginales inscrites dans les livres d'Eichmann. Les articles étaient hautement compromettants, et Servatius objecta qu'ils portaient préjudice à l'enquête. Il mit aussi en doute leur authenticité, déclarant à la cour qu'Eichmann suspectait qu'ils avaient été publiés « par un soi-disant ami, d'une manière

déformée». Dans son contre-interrogatoire de Less, Servatius demanda à ce dernier s'il avait entendu parler du voyage d'Eichmann à Minsk dans les articles ou bien au cours de l'interrogatoire. Il émit des doutes sur la validité de l'interrogatoire dans son ensemble, en demandant si Eichmann avait été soumis à des pressions pour parler avant que les questions formelles ne commencent, et s'il y avait eu la moindre «influence intempestive». Less déclara qu'Eichmann s'était exprimé librement et qu'il s'était de lui-même et de manière spontanée remémoré les exécutions de masse à Minsk[748].

Le premier témoin expert cité par l'accusation fut le professeur Salo Baron, qui était spécialiste de l'histoire juive, qu'il enseignait à l'université de Columbia à New York depuis les années 1930. S'exprimant en hébreu classique, il donna un majestueux compte rendu de la vie des communautés juives avant la catastrophe nazie. Eichmann sembla à ce moment-là s'extasier de ce qu'il entendait[749]. Il fut toutefois moins enchanté des documents présentés par Hausner immédiatement après. Ils provenaient de son dossier personnel à la SS et incluaient sa demande de financement pour prendre des leçons d'hébreu auprès d'un rabbin, des recommandations en vue d'une promotion qui témoignaient de son grand zèle, et ses décorations reçues pour la qualité de son travail, sa bravoure et son esprit d'initiative[750].

Hausner poursuivit en introduisant l'interrogatoire de Wisliceny datant de novembre 1945. Un tel document aurait été considéré comme inacceptable, car reposant sur des preuves par ouï-dire, mais la loi (punitive) concernant les nazis et les collaborateurs des nazis permettait des déviations importantes de la pratique courante. Malgré les objections émises par Servatius, affirmant que Wisliceny n'était pas un témoin fiable, la déclaration compromettante fut lue devant la cour. Il s'agissait de la version de Wisliceny racontant comment il avait pour la première fois entendu parler de l'ordre d'extermination, et de la réponse dédaigneuse d'Eichmann lorsqu'il lui avait fait part de son appréhension. Ensuite, Hausner demanda à la cour d'accepter une seconde déclaration de Wisliceny, faite à Bratislava à une date ultérieure. Encore une fois, Servatius objecta à l'introduction d'un document provenant d'une personne décédée, en particulier puisqu'il s'agissait d'événements qui s'étaient produits longtemps auparavant. Une fois encore, toutefois, son objection fut rejetée[751]. Servatius et Eichmann apprenaient à leurs dépens que la cour était disposée à se montrer très

souple quant au type de pièces à conviction qui pourraient être retenues. La déclaration des juges selon laquelle ils pèseraient soigneusement la valeur de tels éléments ne fut en cela qu'une mince compensation.

L'attention se porta ensuite sur les événements qui s'étaient passés en Allemagne et en Autriche en 1938 et 1939. Assisté par Baror, Hausner appela toute une série de témoins qui évoquèrent l'impact de la persécution nazie. Parmi eux, plusieurs avaient rencontré Eichmann en plusieurs occasions, comme Benno Cohn, Aharon Lindenstrauss, Moritz Fleischmann et le Dr Franz Meyer. Si ce dernier parla du comportement « froid, mais correct » d'Eichmann, Lindenstrauss et Cohn décrivirent au contraire un homme violemment antisémite et en proie à des crises violentes[752].

Entre les différents témoignages, Hausner et Baror présentèrent des documents tout aussi compromettants. Ils commencèrent par la déclaration de Höss dans laquelle il racontait que, lors de l'été 1941, il reçut l'ordre de Himmler de se tenir prêt pour une visite d'Eichmann, qui lui fournirait les instructions relatives à l'extermination programmée des Juifs. Höss affirmait qu'Eichmann avait décidé de trouver un gaz empoisonné encore plus efficace que celui utilisé jusqu'alors. Baror présenta aussi des documents relatifs au voyage d'Eichmann en Palestine, mais il prit soin de ne pas révéler que l'invitation lui était parvenue de Feivel Polkes, membre de la Haganah, ni qu'après son séjour Eichmann avait entretenu des rapports cordiaux avec les activistes juifs palestiniens présents en Europe[753].

Le 27 avril, le juge Landau exprima son inquiétude devant le temps qui était consacré à la présentation des documents et la durée des dépositions des témoins. Il avait déjà eu l'occasion de faire des remarques à Hausner, mais, en cette occasion, il fit une demande ferme pour que l'accusation accélère les choses en résumant les documents de manière plus efficace, en abrégeant les témoignages et en évitant les répétitions dans les deux cas. Malgré cette requête, le rythme ralentit à nouveau lorsque Hausner commença à présenter les documents relatifs à la Tchécoslovaquie en 1939 et au projet Nisko. Hausner introduisit aussi une certaine confusion en présentant des éléments qui montraient comment, en 1930 et 1940, « certains cercles dirigeants allemands entretenaient toujours l'espoir de mettre en place une solution territoriale – peut-être Madagascar, peut-être la

Guinée, peut-être Nisko », tout en suggérant que dans certains *autres* cercles existait déjà un « projet d'extermination ». Une succession de témoins vint alors évoquer les conditions terribles dans lesquelles les Juifs polonais furent forcés de vivre en 1939 et 1940, les premières éruptions de violence antijuive, et le travail forcé atroce auquel étaient soumis les Juifs. Néanmoins, Eichmann n'était apparemment directement impliqué dans aucune de ces atrocités[754].

Jusque-là, Servatius n'avait soumis aucun des témoins de l'accusation à un contre-interrogatoire, et ceci pour deux raisons. D'abord, il ne souhaitait pas remettre en question les faits concernant la persécution des Juifs par les nazis ou l'entreprise d'extermination, et il ne souhaitait pas non plus s'aliéner la cour de manière inutile en soumettant les rescapés à des questions trop rigoureuses. Son objectif consistait simplement à maintenir son client à l'écart de cette chronique épouvantable. Il limita ainsi ses interventions aux témoins qui impliquaient Eichmann personnellement, ou à ceux qui présentaient des pièces à conviction qui pouvaient être retournées à son avantage. Cela étant dit, il n'était pas non plus prêt à laisser à Hausner un terrain entièrement libre ou à le laisser présenter ses « preuves vivantes » sans en tirer de grain à moudre pour sa défense. Il frappa pour la première fois le 1er mai 1961, alors que Hausner interrogeait un rescapé de la communauté juive de Lwow, Leon Wells. Celui-ci avait publié un mémoire dans lequel il racontait les années qu'il avait passées dans le terrible camp Janowska et au sein de l'unité 1005, commandée par Paul Blobel. Son histoire était particulièrement macabre. Servatius se leva pour relever que « ce témoignage a certainement une grande importance du point de vue de sa place dans un processus historique. D'un autre côté, il n'est pas pertinent dans le cadre d'une enquête criminelle, car il ne présente aucun lien avec la responsabilité de l'accusé. » De plus, le témoin répétait des choses qui avaient déjà été dites et avaient été soumises sous forme documentaire. « Ainsi, les éléments rapportés par le témoin ne doivent pas être retenus, à moins que le procureur général n'indique des faits importants qui n'ont pas encore été rapportés. » Comme celui-ci avait déjà mentionné l'unité 1005, la seule chose à faire aurait été d'établir un lien avec Eichmann – et le témoin ne pouvait pas le faire. Servatius se rassit : il avait atteint son but. Hausner était maintenant contraint de défendre son approche. Il affirma avoir prouvé

qu'une décision avait été prise de détruire les Juifs de Pologne et qu'Eichmann avait été nommé pour la mener à bien, et qu'ainsi « tout ce qui fut commis par la suite en conséquence de cette décision et sous le contrôle de ses auteurs en vue de l'extermination des Juifs est pertinent[755] ».

Si l'intervention de Servatius ne changea pas fondamentalement le cours du procès, elle en dévoila la fonction inavouée. Servatius fit preuve d'un très grand tact, nécessaire dans cette situation, et il ne développa pas sur le moment les implications de son attaque. Il n'en avait pas besoin : les juges ne l'avaient que trop bien compris. En réponse à son objection, ils décidèrent que les dépositions étaient pertinentes, mais uniquement dans un cadre limité, et seulement si elles étaient structurées de façon appropriée. La question qui devait être jugée était la responsabilité personnelle de l'accusé. Le procureur général devait prouver à la fois que les actes mentionnés avaient été commis, et qu'Eichmann en était responsable. La cour demanda aussi à l'accusation de tenir compte de la déclaration de la défense affirmant qu'elle ne remettrait pas en cause les témoignages sur le « contexte », et, en conséquence, de limiter le temps consacré aux dépositions sur cette question. Toutefois, Hausner n'avait aucunement l'intention de bousculer ses témoins ou de concentrer leurs dépositions sur les questions directement liées aux activités d'Eichmann[756].

Si Servatius renonça à remettre en cause les histoires racontées par les rescapés de Lodz, de Lwow et de Przemysl, il se concentra sur les quelques documents qui lui permirent d'affaiblir la position de l'accusation. Certaines pièces, comme la lettre de Höppner à Eichmann du 16 juillet 1941, suggérant d'avoir recours à une manière plus « humaine » pour se débarrasser des Juifs du ghetto de Lodz, et le mémorandum de Wetzel, concernant l'approbation donnée par Eichmann à l'utilisation de camions à gaz dans les pays baltes, semblaient irréfutables et d'une portée dévastatrice. D'autres étaient en revanche plus ténues et, en les attaquant, il pouvait jeter un doute sur le reste. Il porta un coup direct à l'utilisation du journal de Hans Frank par le ministère public. Les carnets avaient été présentés comme pièces à conviction par le juge Uriel Carmel, qui les avait étudiés en profondeur. Lorsque Servatius lui demanda : « Le nom d'Adolf Eichmann est-il mentionné dans ces vingt-neuf volumes ? », Carmel

répondit simplement : « Le nom d'Adolf Eichmann n'est pas mentionné dans les vingt-neuf volumes[757]. »

Servatius laissa aux juges le soin de s'interroger sur la pertinence des témoignages sur le ghetto de Varsovie et son soulèvement. Le juge Landau rappela avec force au procureur général leur échange précédent et leur accord voulant que l'accusation respecterait la décision de la défense de ne pas soumettre les témoins à un contre-interrogatoire sur le « contexte » tant que les éléments présentés étaient restreints à des faits directement pertinents pour asseoir les charges pesant sur Eichmann. Hausner eut un air contrit, mais il passa outre l'avertissement. En conséquence, pendant tout le reste du procès, Landau le harcela depuis le banc. Il interrompit les témoins de Hausner avec autant de douceur que possible, mais n'hésita aucunement à attaquer le procureur. Pendant ce temps, Eichmann resta passivement assis, alors que le flot des témoins apportait des preuves des atrocités et des tragédies des ghettos et des camps de Pologne, et racontait les rébellions dans certains ghettos et l'héroïsme des partisans[758].

Servatius, lui aussi, demeura silencieux, mais il ne fut pas inactif. Eichmann non plus. Lorsqu'ils n'étaient pas en audience, ils se rencontraient régulièrement dans la prison de Ramleh pour préparer la défense, examinant et sélectionnant des documents, et identifiant des témoins potentiels pour la défense. Ils établirent aussi les bases qui serviraient à contre-attaquer les témoins de l'accusation issus des rangs de la SS, à l'égard desquels Servatius ne ressentirait pas la même contrainte lorsqu'il s'agirait de les soumettre à un contre-interrogatoire sévère. Lorsque Hausner demanda à la cour de bien vouloir accepter les témoignages présentés par Wilhelm Höttl, Walter Huppenkothen et Eberhard von Thadden devant le tribunal de Nuremberg, Servatius objecta que ces trois hommes étaient encore vivants et qu'ils devraient plutôt être convoqués devant le tribunal pour être interrogés directement par l'accusation et la défense. Hausner lui répondit toutefois qu'en tant que procureur général il lui incomberait alors de les faire arrêter dès l'instant où ils mettraient le pied en Israël. Il refusa de leur accorder une quelconque immunité. Après des échanges d'arguments incisifs de part et d'autre, la cour décida que les déclarations faites sous serment en 1946 pouvaient être recevables, mais contrebalança cette décision en demandant que les trois

hommes apparussent en personne. Après de longs débats juridiques, et après avoir consulté le gouvernement israélien, Hausner accepta d'accorder un sauf-conduit à Höttl et Huppenkothen, leur permettant d'entrer et de sortir d'Israël sans tenir compte de ce qu'ils pourraient déclarer devant le tribunal. Cependant, de manière guère surprenante, les intéressés déclinèrent l'invitation. Servatius dut faire une demande pour qu'ils puissent témoigner depuis l'étranger, prêtant serment devant une autorité jugée recevable à Jérusalem[759].

Les mêmes obstacles se présentèrent lorsque Servatius demanda à la cour d'appeler des témoins pour la défense. Les juges décidèrent résolument d'admettre des déclarations sous serment faites à l'étranger, tant que des représentants des deux parties se voyaient autorisés à être présents lors de la déposition. Hausner et Servatius préparèrent alors des questionnaires auxquels les témoins auraient à répondre, sous serment, avec la coopération des autorités judiciaires locales, et Servatius s'organisa ainsi pour que le professeur Dr Franz Six, le Dr Maximilian Merten, Heman Krumey (lequel était alors lui-même en prison, en instance de procès en Autriche), Franz Novak, Otto Winkelmann, Edmund Veesenmayer, Erich von dem Bach Zalewski, Hubert Kappler et Franz Slawik pussent déposer. Dieter Wechtenbruch fut délégué à cette tâche importante, et en conséquence disparut du tribunal pendant de longues portions du procès. Servatius et Eichmann furent laissés à eux-mêmes[760].

Les débats se portèrent ensuite sur la destruction des Juifs d'Europe de l'Ouest. Gabriel Bach déclara à la cour : « Nous allons démontrer que l'accusé était la personne immédiatement et directement responsable de la réalisation de cette opération. » De nouvelles piles de documents furent présentées, ce qui suscita l'impatience des juges, et une autre série de témoins oculaires, parmi lesquels George Wellers. Ces témoins avaient tous des histoires déchirantes à raconter sur les déportations de France, de Belgique, des Pays-Bas, du Danemark, de Norvège et d'Italie. Servatius se contenta de rares interventions, pour objecter notamment à l'utilisation de déclarations sous serment faites par d'anciens nazis interrogés au sujet des déportations. Il assura qu'ils tentaient dans ces déclarations de se défaire de leur propre culpabilité en accusant Eichmann[761].

Servatius choisissait soigneusement les moments où il déployait son talent d'avocat. Il objecta vigoureusement lorsque l'accusation cita à comparaître le juge Michael Musmanno pour qu'il vienne témoigner de ce qu'il avait entendu des prévenus de Nuremberg sur Eichmann. Musmanno avait interrogé Goering, Ribbentrop, Kaltenbrunner et Hans Frank au cours de son enquête sur ce qui était advenu de Adolf Hitler. Plus tard, il siégea comme juge dans plusieurs procès organisés par les États-Unis et dans l'affaire des *Einsatzgruppen*. Servatius protesta qu'un juge ne devrait pas être témoin dans des affaires qu'il avait lui-même jugées. Et de toutes les manières, tout ce que Musmanno pouvait apporter comme témoignage était fait de paroles rapportées par ouï-dire. La cour devait estimer par elle-même si Eichmann avait commis certains actes, et non se reposer sur ce qu'un autre juge ou d'autres personnes par le passé auraient pu dire. Après délibération, la cour permit à Musmanno de faire sa déposition. Il témoigna ensuite que Goering, Ribbentrop, Kaltenbrunner et Frank avaient tous impliqué Eichmann. Musmanno déclara également que Walter Schellenberg lui avait dit qu'Eichmann avait choisi les chefs et « supervisé et dirigé personnellement les activités des *Einsatzgruppen* ». Servatius soumit Musmanno à un contre-interrogatoire éprouvant qui dura deux heures. Il le força à admettre qu'Eichmann n'avait pas été mentionné une seule fois dans le jugement sur les *Einsatzgruppen*, que Müller avait donné les ordres reçus par ces derniers, et qu'ils avaient été placés sous la direction générale de Heydrich. Avec une grande dextérité, Servatius parvint aussi à montrer que d'autres éléments du témoignage de Musmanno étaient tendancieux et de seconde main[762].

Servatius connut le même succès lors de son contre-interrogatoire d'un autre témoin expert, le professeur Gustav Gilbert, plus tard dans le procès. Gilbert était un psychologue né en Allemagne, auquel le tribunal de Nuremberg avait demandé de préparer des évaluations psychologiques des prévenus. Il publia plus tard un livre relatant cette expérience, *Nuremberg Diary*. Il lui fallut admettre qu'« il n'y eut en réalité aucune occasion de parler d'Eichmann à l'époque. Franchement, les principaux criminels de guerre nazis n'avaient pas une haute opinion de lui, et, de toute manière, j'avais de bonnes raisons de croire à cette époque qu'il était décédé ». Toutefois, après que Goering eut nié qu'il eût été techniquement possible

d’exterminer des millions de gens, Gilbert avait demandé à Höss de lui décrire sur une feuille de papier comment les choses se passaient à Auschwitz. Le résumé que lui fit Höss identifia Eichmann comme le responsable du transport des Juifs, comme l’auteur d’instructions concernant leur traitement, et comme celui qui s’occupait des statistiques globales de la déportation et de l’extermination[763].

Il s’agissait encore au mieux d’une preuve par ouï-dire, et Servatius souligna qu’elle souffrait aussi d’autres limites. Pouvait-on considérer Höss comme une source fiable ? Gilbert présentait-il une évaluation juridique ou bien psychologique ? Les prévenus de Nuremberg ne conspirèrent-ils pas pour faire reposer les responsabilités sur Eichmann ? Gilbert répondit qu’ils ne désignèrent pas tous ce dernier, dont le nom n’émergea que progressivement. Et Höss, qui savait qu’une condamnation à mort l’attendait, n’avait semble-t-il pas de raison de mentir. Malgré tout, Servatius était astucieusement parvenu à ternir les éléments à charge présentés par Gilbert[764].

L’avocat de la défense réussit aussi à empêcher l’accusation d’appeler à comparaître un autre témoin expert, le professeur Hans Günter Serafim, qui avait fourni aux tribunaux ouest-allemands des opinions d’expert sur les possibilités pour les hommes de la SS d’éviter d’obéir à des ordres criminels. Il avait étudié les *Einsatzgruppen*, et Servatius affirma que la question était sans rapport avec Eichmann. « Le prévenu n’est pas accusé d’avoir participé à des pelotons d’exécution, mais plutôt d’avoir fait partie d’un appareil bureaucratique où la question était entièrement différente, et au sein duquel il était empêtré dans des autorités supérieures qui l’influencèrent… C’est une chose tout à fait différente du cas des participants à un peloton d’exécution, qui n’ont au-dessus d’eux qu’un sous-officier. » Les juges retinrent l’objection, mais pas pour cette raison précise : ils décidèrent qu’il leur revenait à eux, et non à un expert, de décider si Eichmann aurait pu éviter de s’acquitter de certaines tâches[765].

Servatius s’en prit aussi vigoureusement aux éléments apportés par le doyen Heinrich Grüber, seul témoin oculaire non juif de l’accusation. Avant la guerre, Heinrich avait été pasteur évangélique dans une paroisse de la banlieue de Berlin, et il était un confident du rabbin Leo Baeck. À la fin des années 1930, il alla trouver Eichmann à plusieurs reprises à la demande des

responsables juifs, pour le supplier de faire libérer des Juifs de prison et d'adoucir les mesures antijuives. Après la guerre, il fut honoré par Yad Vashem comme un Juste et se consacra au renforcement de l'amitié israélo-allemande. Son témoignage fit beaucoup d'effet sur l'auditoire, comme c'était prévu, mais Servatius savait qu'il pouvait se permettre une certaine sévérité avec un témoin qui n'était pas Juif, même s'il avait été pendant un temps prisonnier d'un camp de concentration. Servatius nota que Grüber avait déclaré qu'Eichmann le faisait toujours attendre avant de lui donner une réponse, lorsqu'il venait lui demander une faveur sur un sujet ou sur un autre. Cela n'indiquait-il pas qu'Eichmann devait lui-même se référer à un pouvoir supérieur et attendre une décision de cette autorité ? Il poursuivit en demandant pourquoi Grüber n'avait jamais tenté de s'adresser au « versant spirituel » d'Eichmann. Cela n'était-il pas dû au fait que l'Église évangélique était pronazie et antijuive ? En d'autres termes, Eichmann n'avait-il pas toute raison de croire, à ce moment-là, qu'il agissait correctement, avec la bénédiction de l'Église et de l'État ? Grüber fut contraint de reconnaître que les autorités religieuses n'avaient pas montré l'exemple aux chrétiens en Allemagne[766].

Le procès se poursuivit, avec des audiences consacrées à la Grèce, à la Roumanie et à la Slovaquie. C'était le dessein de l'accusation que d'avoir des « journées nationales », programmées en avance, faisant ainsi en sorte que les spectateurs changeaient constamment. Dans le même temps, seuls les journalistes les plus résistants étaient restés. Le révérend Hull, observateur pourtant bienveillant, se lamenta du fait que Hausner était « trop exhaustif », et regretta « les longs moments ennuyeux au cours desquels il n'était pas rare de voir un correspondant de presse ou un simple spectateur dormir profondément, la bouche ouverte ». Haïm Gouri nota que la salle de presse était « presque déserte » et s'inquiéta du fait que, dans le monde entier, l'affaire avait été reléguée aux pages intérieures des journaux. Pendant un temps, Harry Mulisch lui-même s'absenta et se rendit à Berlin observer les lieux où Eichmann avait officié[767]. Servatius, quant à lui, campa sur ses positions. Lorsque l'accusation voulut montrer qu'Eichmann avait été impliqué dans les déportations des enfants tchèques de Lidice, dans le cadre des mesures de rétorsion prises après l'assassinat de Heydrich, il marqua de nouveaux points. Il montra en effet que tous n'avaient pas été

exécutés : au contraire, certains avaient été laissés en vie et avaient connu une existence relativement aisée grâce à un programme visant à « germaniser » des enfants nés à l'étranger[768].

Enfin, le 24 mai, l'accusation en arriva à la Hongrie. La tension autour de ce chapitre particulier était montée au cours des jours précédents. Servatius et Hausner s'étaient affrontés au sujet de l'admissibilité des déclarations de Kurt Becher, Horst Grell et Hans Jüttner, qui pouvaient éclairer les événements de 1944. Dans la mesure où ils étaient tous encore vivants et résidaient en Allemagne de l'Ouest, Servatius voulait les citer à comparaître pour les soumettre à un contre-interrogatoire. Encore une fois, cependant, Hausner refusa de leur accorder l'immunité s'ils venaient en Israël. Plus tard, Servatius tenta d'empêcher l'admission d'un rapport écrit après la guerre par Rudolf Kastner. Il contenait un grand nombre d'informations sur les activités d'Eichmann en Hongrie, mais Servatius déclara assez habilement que le rapport était « très largement sans rapport avec cette affaire. Nous ne nous intéressons pas ici aux différentes disputes entre diverses organisations du côté juif ». Il savait qu'au regard de l'affaire Kastner sur ce sujet, Eichmann ne serait à ce moment précis pas seul sur le banc des accusés, du moins métaphoriquement[769].

Les sessions sur la Hongrie furent à la hauteur des attentes et des craintes de chacun. Pinhas Freudiger fut le premier à venir témoigner. En mars 1944, en tant que baron Fülop von Freudiger, dirigeant des Juifs orthodoxes de Budapest, il avait été choisi pour diriger le Conseil juif, puis il fut accusé par de nombreux Juifs de n'avoir pas suffisamment résisté aux déportations. Tandis qu'il était à la barre, un spectateur présent dans la salle d'audience commença à crier des accusations depuis les gradins, et la session dut être suspendue – ce fut la seule fois que cela se produisit de tout le procès. Servatius n'était toutefois pas intéressé par les débats entre Juifs. Il interrogea Freudiger dans l'intention de minimiser le rôle d'Eichmann dans les déportations. Les Hongrois n'étaient-ils pas déjà ardemment antisémites avant l'arrivée des Allemands ? N'avaient-ils pas fait passer des lois antijuives de leur propre chef ? N'avaient-ils pas mis en place des camps pour les Juifs ? En 1945, Freudiger n'avait-il pas lui-même accusé la gendarmerie hongroise d'avoir fait preuve de cruauté ? N'avait-il pas témoigné en Hongrie que László Baky et László Endre avaient décidé du

sort des Juifs hongrois ? Servatius mit aussi sur la sellette l'unique témoin qui affirmait avoir vu Eichmann participer directement à un meurtre. Avraham Gordon prétendit qu'Eichmann avait donné l'ordre à des membres de son équipe de tuer un jeune Juif suspecté d'avoir volé les fruits d'un arbre situé dans le jardin de sa villa. Servatius démontra néanmoins qu'il n'y avait pas le moindre élément de preuve confirmant qu'Eichmann avait donné cet ordre. De plus, il força Gordon à admettre qu'il n'avait pas pu voir ce qui s'était passé dans l'atelier où le meurtre présumé aurait eu lieu[770].

Servatius réserva son contre-interrogatoire le plus soutenu aux dépositions potentiellement fatales de Joel et Hansi Brand. Il tenta d'obtenir confirmation de la part de Joel Brand qu'Eichmann n'avait pas agi de manière autonome à Budapest, et que les principaux acteurs sur place avaient été Kurt Becher et Otto Klages, un autre officier du SD. Il accusa Brand de dépeindre Eichmann de la manière la plus sombre possible afin de laver Becher, avec lequel il avait gardé des contacts après la guerre. Il l'accusa également d'avoir inventé le fait qu'il aurait réclamé, et qu'Eichmann aurait accepté, un « premier versement » de 10 % de Juifs à sauver des déportations, en « signe de bonne volonté » avant son départ pour aller négocier avec les Alliés. S'il s'agissait là d'une invention de Brand, alors Eichmann ne pouvait pas être accusé d'être revenu sur une promesse d'empêcher la déportation des Juifs à Auschwitz. Enfin, il tenta d'ébranler la fiabilité de Brand en mettant en lumière les contradictions entre son rapport sur les négociations soumis aux représentants de l'Agence juive en 1944 et la version qu'il raconta dans ses mémoires. Servatius affirma que Brand avait menti en racontant qu'Eichmann aurait affirmé détenir le pouvoir d'arrêter les chambres à gaz si Brand, de son côté, se montrait à la hauteur et lui livrait les camions promis. Si Eichmann avait prononcé ces mots, pourquoi Brand n'en avait-il rien dit à Moshe Sharrett ? C'était d'une telle importance que Sharrett aurait, bien entendu, inclus une telle proposition dans son rapport sur les négociations et, pourtant, il n'en avait aucunement fait mention. Servatius se montra ainsi très efficace et, à plusieurs moments, Brand fut tellement ébranlé qu'il commença à élever la voix. Le juge Landau fut obligé de lui demander de se calmer. Servatius se montra tout aussi rigoureux dans son contre-interrogatoire de Hansi Brand,

mettant notamment en lumière des contradictions entre son récit et celui de son mari[771].

Au cours de ces échanges, Servatius asséna plusieurs coups sévères au dossier de l'accusation. Il parvint à saper la crédibilité de plusieurs témoins et utilisa des documents pour montrer qu'Eichmann n'avait pas dirigé les opérations à Budapest. Il attira également l'attention sur le rôle d'autres agences allemandes et sur le zèle des Hongrois, sans lesquels les Allemands auraient été incapables de faire quoi que ce fût[772].

Toutefois, ce procès épique était encore loin de son achèvement. Hausner passa ensuite aux pièces à conviction concernant les camps d'extermination. Il y eut encore une série de témoignages glaçants d'effroi, et d'autres rebondissements. Mais, au-delà de toute l'horreur et de tout le pathos véhiculés par les témoignages, l'accusation ne parvint pas à établir de lien direct entre Eichmann et les camps. Les allégations des témoins qui affirmaient avoir aperçu Eichmann, parfois en compagnie de Himmler, visiter Sobibor ou Treblinka s'effondrèrent sous les questions de Servatius ou de la cour. Dans la mesure où il n'y avait aucun rescapé de Belzec, Hausner soumit un rapport que Kurt Gerstein avait préparé à la fin de la guerre sur le rôle joué par Eichmann dans la fourniture du gaz empoisonné et sur ses visites à Belzec. Servatius objecta néanmoins à l'utilisation du rapport, et Hausner lui-même fut contraint de reconnaître qu'il n'y avait « pas de lien direct avec l'accusé[773] ».

Le 6 juin, la cour visionna un film d'une heure et vingt minutes sur la persécution nazie et le crime de masse perpétré contre les Juifs. Ce film avait initialement été monté pour le tribunal de Nuremberg, et Servatius insista pour pouvoir le voir avant de donner son accord pour la projection. Il objecta par la suite que certaines portions avaient été insérées dans des buts « éducatifs », mais ne tenta pas d'interdire la projection. Il fallut faire l'obscurité dans la salle d'audience pour permettre au projecteur de fonctionner, mais un rai de lumière éclairait en permanence le visage d'Eichmann. (Cette lampe était branchée sur un générateur indépendant, afin qu'en cas de panne de courant, Eichmann ne puisse pas profiter de l'obscurité pour s'évader. La lampe servit effectivement en une occasion lorsque l'alimentation électrique générale fut coupée et que Beit Ha'am fut plongé dans le noir). Eichmann regarda le film avec attention, mais Moshe

Pearlman pensa avoir détecté un rictus narquois sur son visage alors qu'il s'imprégnait des images documentant les résultats de son œuvre. L'accusé se mit en tout cas en colère lorsque, à la fin de la projection, un journaliste présent dans la salle d'audience le prit en photo. Il affirma plus tard qu'il avait réagi ainsi car il avait été pris par surprise. Pearlman, quant à lui, pensa qu'il était agacé d'avoir été photographié alors qu'il avait un sourire aux lèvres[774].

Vers la fin du réquisitoire, Hausner introduisit ce qui aurait dû constituer un de ses principaux atouts : les enregistrements Sassen. Plusieurs semaines auparavant, il avait exposé à la cour les tentatives de l'accusation de se procurer le manuscrit et les bandes magnétiques sur lesquels étaient fondés les articles de *Stern* et de *Life magazine*. Lorsque son équipe parvint finalement à mettre la main sur les transcriptions de soixante-deux des soixante-sept sessions enregistrées, avec les corrections manuscrites d'Eichmann et quelque quatre-vingts pages de notes, Hausner demanda l'autorisation de la cour pour les présenter comme pièces à conviction. Il affirma que les transcriptions constituaient un document authentique, même s'il n'était pas possible de faire correspondre exactement le texte et les bandes magnétiques. Eichmann et Servatius savaient pertinemment que les interviews pouvaient faire voler en éclat leur défense soigneusement bâtie, et ils luttèrent bec et ongles pour les maintenir éloignées du tribunal. Servatius soutint vigoureusement qu'Eichmann ne considérait pas le texte basé sur les bandes magnétiques comme fidèle. Il n'avait pas eu accès à la retranscription intégrale, et avait suspecté à l'époque que Sassen avait commis des déformations et des interpolations. Il était aussi mal à l'aise du fait de l'absence de certaines portions des transcriptions. Eichmann affirma d'autre part qu'il était en état d'ébriété lorsque les enregistrements avaient été réalisés, et que Sassen l'avait poussé à faire des déclarations fracassantes. Servatius voulait faire comparaître Sassen pour un contre-interrogatoire, afin qu'il confirme l'exactitude des transcriptions et qu'il puisse témoigner de la manière dont elles avaient été réalisées, et il demanda aussi à la cour de se procurer les bandes magnétiques originales[775].

Hausner fut mis en difficulté, car il ne pouvait se procurer ces bandes magnétiques insaisissables, ni mettre la main sur le tout aussi insaisissable

Sassen, ou sur les cinq dernières transcriptions. Au lieu de cela, il affirma que, par ses annotations portées aux transcriptions, Eichmann les avait de fait autorisées. Il aurait toutefois bien du mal à convaincre les juges, qui n'étaient pas particulièrement favorables à l'introduction de nouvelles pièces aussi tardivement dans le procès. Hausner fut contraint de défendre l'apport de ces documents en termes de preuve, dans la mesure où, en l'absence d'authentification par Eichmann ou Sassen, ils n'avaient qu'un statut de preuve par ouï-dire et pouvaient être écartés malgré les dispositions généreuses de la loi (punitive) concernant les nazis et les collaborateurs des nazis. Après de nombreux échanges, les juges décidèrent de n'admettre que les notes écrites à la main par Eichmann et les pages des transcriptions comportant ses commentaires manuscrits. L'ensemble, appelé « dossier 17 », représentait une portion minime des 790 pages, mais qui était déjà assez compromettante pour la défense. Cinq extraits furent lus à la cour le 20 juin, jour où la défense commença à présenter sa plaidoirie. Dans l'un des extraits, Eichmann se demandait si Wisliceny et Krumey avaient conspiré pour faire obstruction aux déportations de Hongrie en 1944. Si tel avait été le cas, poursuivait-il, cela l'aurait empêché d'atteindre le but auquel il aspirait dans son « fanatisme n'admettant aucun compromis ». Il poursuivait : « Alors, je n'ai pas pu atteindre mon but ultime, libérer entièrement la Hongrie de ses Juifs. Si tel a été le cas, alors Wisliceny et Krumey sont responsables, au bout du compte, pour le fait que la nation hongroise d'aujourd'hui est soumise à la terreur de la police secrète juive. » Ce n'était pas là un début très prometteur pour la défense[776].

La cour suspendit l'audience du 12 au 20 juin afin de laisser à la défense le temps de se préparer. La stratégie de Servatius consistait essentiellement à répéter son approche adoptée lors des procès de Nuremberg. Il entendait minimiser le rôle d'Eichmann dans la persécution et l'extermination des Juifs, démontrer qu'il n'avait jamais fait preuve d'initiative ou de zèle, et qu'il avait essentiellement fonctionné comme récepteur et transmetteur d'ordres. C'était l'État, et non l'homme, qui était coupable des crimes dont il était question. Afin de renforcer sa ligne de défense, Servatius se servit des documents présentés par l'accusation et d'autres que lui et son client tirèrent de sources publiées, notamment la retranscription du tribunal de Nuremberg et les ouvrages historiques écrits par Poliakov et Reitlinger. Il

n’avait ni les moyens ni le temps de se lancer dans des recherches de grande ampleur, mais, en tout état de cause, le nombre des documents disponibles était limité et il aurait été contraint d’utiliser les mêmes que l’accusation s’il avait souhaité en mobiliser davantage[777].

Servatius demanda principalement à Eichmann de commenter des documents. À mesure que son interrogatoire avançait, toutefois, l’avocat eut tendance à passer d’un document à l’autre à bride abattue, si bien que la présentation et l’analyse devinrent superficielles. Martha Gellhorn fut de moins en moins impressionnée par cette prestation : « Me Servatius bafouillait, il mélangeait les documents, et ne trouvait souvent pas le papier qu’il cherchait. » Fréquemment, Eichmann devait lui venir en aide en pointant le bon document, car lui au moins ne se perdait jamais dans la masse documentaire. Dans son impatience, Eichmann laissa suffisamment glisser son masque impassible pour permettre à des observateurs à l’œil exercé, comme Gellhorn, de discerner l’homme qui se cachait derrière. « Alors que Me Servatius cherchait ses mots, la voix d’Eichmann se fit plus sèche : on put entendre la hargne froide, l’aboiement que de nombreux témoins évoquaient dans leurs souvenirs[778]. »

Servatius n’était pas aidé par la verbosité de son client. Celui-ci semblait incapable de répondre à une question de l’avocat simplement par oui ou par non. Il s’embarquait à chaque fois dans de longues explications ponctuées de nombreuses clauses mal liées entre elles qui mystifièrent le traducteur, et même les juges, qui ne parvenaient pas à le comprendre. Le juge Landau lui demanda maintes fois de s’exprimer moins rapidement et plus clairement. Après une phrase qui occupe vingt-six lignes dans la transcription du procès, Landau intervint : « La manière de s’exprimer de l’accusé ne regarde que lui, mais s’il veut que la cour le suive, il aura intérêt à composer des phrases plus courtes, sinon nous ne le comprendrons pas du tout. Le verbe allemand vient à la fin de la phrase ; ici, il met trop longtemps à tomber[779]. »

Dans sa première plaidoirie, Servatius fit écho au contrepoint de l’accusation concernant des mondes en collision. Dans sa version, toutefois, c’était le monde du petit homme aux prises avec le vaste appareil de l’État, et il situait ainsi Eichmann parmi les rangs des victimes. « Un éclairage correct des documents par la défense montrera que la responsabilité des événements doit être attribuée uniquement aux dirigeants politiques. » Ce

sont eux qui créèrent les conditions menant aux « événements », et Eichmann ne faisait pas partie du cercle dirigeant. Les ministres faisaient les lois et passaient les décrets sans lesquels Eichmann n'aurait aucunement pu agir : lui n'était qu'un « receveur d'ordres de rang inférieur », et il n'avait d'autre alternative que d'obéir. Non seulement Eichmann n'était pas responsable de la politique d'extermination, mais Servatius déclara aussi qu'il avait tenté de trouver des manières de permettre aux Juifs de s'échapper et qu'il avait essayé de permettre l'émigration d'« un million » de Juifs[780].

Lorsque arriva le moment attendu de la déposition sous serment d'Eichmann, celui-ci apparut nerveux et blême. Gellhorn pensa détecter une certaine hésitation dans le timbre de sa voix. Ce léger flottement ne dura pas longtemps. Fidèle aux principes qu'il avait adoptés dans la SS, il refusa de jurer sur la Bible, préférant « jurer sur Dieu, car je ne suis membre d'aucune confession, mais je crois en Dieu ». Cette déclaration laissa transparaître une attitude de défiance, d'intransigeance. En réponse à une question de Servatius, il nia purement et simplement être venu en Israël de son plein gré, affirmant que la lettre qu'il avait écrite en Argentine lui avait été dictée alors qu'il était menotté à un lit. « À mon sens, on ne peut pas vraiment appeler cela "de mon plein gré"[781]. »

Répondant aux questions de Servatius, Eichmann expliqua qu'il avait rejoint le parti nazi par nationalisme et parce qu'il était en colère à cause du traité de Versailles. En 1932, « le programme consistant à combattre les Juifs revêtait à l'époque une importance secondaire, car le parti ne pourrait jamais arriver au pouvoir sur la simple base de la lutte contre les Juifs ». Les dirigeants du parti manipulaient l'antisémitisme, et le pouvoir de Hitler, en cela comme pour toutes les questions, devint absolu. Pendant la guerre, « la politique à l'égard des Juifs s'égara dans des mesures stupides, insensées, sans aucune restriction, et entraîna une catastrophe que personne n'aurait pu prévoir ». Eichmann décrivit son ascension dans les rangs du SD, mais il nia l'importance des marques d'approbation qu'il avait reçues à chaque étape, expliquant qu'il s'agissait simplement du jargon des procédures concernant la gestion du personnel. Ces marques ne reflétaient pas vraiment un quelconque zèle ou une quelconque « sévérité ». Au contraire, il affirma

qu'entre 1941 et 1945, il avait à plusieurs reprises demandé à être muté de la *Waffen-SS* sur le front[782].

Eichmann raconta les débuts de son travail au sein du département II/112 du quartier général du SD. Sa spécialité, expliqua-t-il, était « dans le domaine des mesures en vue de l'émigration ». Il déclara que ce « travail très complexe » était « avantageux pour les deux parties », les nazis et les Juifs. Employant une phrase montrant bien qu'il pensait encore comme un nazi, il affirma devant la cour : « À cette époque, deux tiers des Juifs domiciliés en Autriche pouvaient être impliqués dans des mesures d'émigration. » Cette contorsion grammaticale dissimulait les méthodes de brutalité et la peur employées contre les Juifs, et pourtant Eichmann s'exprimait constamment comme si les Juifs avaient agi de leur plein gré. Il cita sa requête de suivre des cours d'hébreu comme la marque de son intérêt pour la culture juive et présenta sa proposition de payer pour ces leçons, plutôt que de simplement faire arrêter un rabbin, comme une illustration de sa mansuétude. En effet, répéta-t-il, il avait toujours été opposé à l'antisémitisme grossier et violent : « Dès le départ, j'ai rejeté les méthodes du Stürmer. » Bien sûr, il avait été responsable de « l'organisation de l'immigration, au besoin sous la contrainte », mais c'était là la politique du SD. Il devait ainsi « promouvoir le sionisme, c'est certain, comme cela était demandé, par la force en quelque sorte », il travaillait avec des sionistes et ne leur mit jamais de bâtons dans les roues. Il accusa Hebert Hagen de la teneur négative du rapport sur le voyage en Palestine[783].

Un thème central de la défense commençait ainsi à prendre forme : Eichmann avait été sioniste. Lorsqu'on lui demanda de décrire les origines du plan de Madagascar, il le décrivit comme une initiative visant à trouver une solution permanente pour pallier l'absence d'État pour les Juifs, proche en cela de la proposition de Herzl de fonder un État juif. Plus tard, il accrut l'importance de son rôle dans l'élaboration du projet, dont il alla jusqu'à se réclamer l'auteur. « Tout mon effort consista – et cela me servit de guide – à faire une suggestion ou une autre afin que quelque part – comme je l'ai répété encore et encore – un territoire puisse être placé sous les pieds des Juifs. » À ces mots, des murmures d'incrédulité et de colère parcoururent la salle d'audience, et Landau dut demander le silence. Eichmann accusait d'autres membres du RSHA et le cercle dirigeant du parti nazi d'avoir

imaginé l’organisation du territoire considéré sous la forme d’un État policier[784].

L’image d’Eichmann devant se débattre contre une nuée d’opposants bien décidés à contrecarrer ses intentions bienveillantes constitua ainsi un autre thème important de la défense. Il expliqua la création du RSHA comme une tentative de résoudre le chaos qui régnait en Pologne après que Himmler devint *Reichskommissar für die Festigung des Deutschen Volkstum* (RKfDV). En Pologne, « chacun faisait ce qu’il voulait – et ceux qui souffraient étaient bien sûr les personnes évacuées – Polonais et Juifs ». C’est la raison pour laquelle Heydrich avait mis en place une section spéciale chargée de la « coordination avec le ministère des Transports ». L’émigration et l’évacuation des Juifs suivirent en quelque sorte les activités du RKfDV, et sa tâche à lui au sein du département IV-D4 avait simplement consisté à s’acquitter de tâches de planification et à préparer les horaires de circulation des trains. Lorsque le département fut renommé IV-B4 en mars 1940, et prit le nom « Affaires juives et évacuations », ce ne fut qu’une opération de clarification bureaucratique. Son bureau n’était pas le seul chargé des affaires juives, parce qu’une question aussi complexe impliquait toute une série d’autres agences : son travail consistait simplement à centraliser leurs activités. Sur ce, Eichmann expliqua avec force détails, et à l’aide de diagrammes, comment la responsabilité de la mise en œuvre de la politique juive était répartie entre les différentes agences. Il insista pour dire que le IV-B4 était subordonné à Heinrich Müller, qui en définitive dictait chacune de ses actions[785].

Servatius lui demanda de faire une légère digression sur l’organisation des voies hiérarchiques par lesquelles les politiques antijuives étaient mises en œuvre au sein de l’Axe et dans les pays occupés. Il en résulta un mélange de jargon et de diagrammes quasiment impénétrable, dont l’effet attendu était de montrer que chaque service s’occupant des affaires juives était subordonné non pas au département IV-B4 à Berlin, mais à d’autres organes centraux ou locaux. Ainsi, l’Office central de Prague pour la relocalisation des Juifs dépendait du commandant pragois de la *Sipo-SD*, et les bureaux aux affaires juives dans les pays de l’Axe et les pays occupés étaient rattachés aux missions étrangères, et étaient donc responsables devant le chef de la mission concernée. Eichmann affirma qu’il pouvait communiquer avec eux seulement en passant par le ministère des Affaires

étrangères, et uniquement pour donner des instructions suivant des paramètres convenus par avance entre Müller et son homologue sur place. Landau trouva cela difficile à croire : « En êtes-vous sûr ? », demanda-t-il. Dans un style involontairement comique mais tout à fait typique, Eichmann répondit : « Les documents qui m'ont été présentés ici me prouvent que je dois croire ces documents[786]. »

Eichmann poursuivit avec une présentation de sa carrière, expliquant son ascension de Vienne à Prague et ensuite à Berlin. Il répéta que ses activités en Pologne en lien avec le RKfDV s'étaient limitées à des tâches de planification. Le réel travail était réalisé par les hauts gradés de la police de la SS et par leurs adjoints, qui étaient directement nommés par Himmler. Ainsi, il n'avait en rien été responsable de l'expulsion des Juifs de Stettin, Poznan ou Schneidemühl en 1940. Tout son travail avait consisté à organiser les trains pour transporter les déportés – et à vérifier qu'il y aurait suffisamment de provisions pour assurer à ceux-ci un trajet confortable. Son implication dans les expulsions de Juifs allemands vers la France de Vichy avait, de la même manière, « uniquement eu à voir avec les transports ». Il assura toutefois que, s'il ne s'était pas battu pour faire traverser la frontière aux trains de déportation, les Juifs auraient été envoyés dans des camps de concentration en Allemagne[787].

Servatius l'invita ensuite à clarifier les mesures de spoliation auxquelles étaient soumis les Juifs allemands qui étaient déportés. L'accusé assura que l'expropriation des biens et des titres de propriété en vertu du Règlement numéro 2 de la loi de citoyenneté du Reich découlait du ministère de l'Intérieur, du ministère des Finances, et du RSHA. Lorsque son avocat lui demanda d'expliquer la fonction du Compte spécial « W » en 1941-1942, il admit qu'il s'agissait d'une « astuce » du *Referat IV-B4* destinée à détourner des biens expropriés aux Juifs pour le compte du SD. Toutefois, il insista pour dire que cette « astuce » avait été imaginée et dirigée par Suhr et Hunsche, au sein du service juridique. Cette explication provoqua de nouveaux grondements du public. Il assura qu'« il était dans l'intérêt des deux parties » que la Gestapo récupère les biens confisqués aux Juifs déportés. Ces biens étaient ensuite utilisés pour financer les organisations d'« assistance » qui opéraient au sein du Reich. Malgré les risques et

l'impopularité de cette ligne de défense, Servatius et Eichmann la répétèrent plus tard au cours du procès, suscitant exactement la même réaction[788].

Lors de sa déposition sous serment, Eichmann perdit pied une seule fois. Lorsqu'il lui fut demandé si c'était lui ou Müller qui avait été responsable en mars 1942 d'avoir ordonné une accélération des déportations, étant donné les « possibilités d'accueil » à l'Est, il accusa le cercle dirigeant du Reich d'avoir cherché à « créer une diversion » après la défaite de Stalingrad. Halevi bondit sur son erreur : la débâcle de Stalingrad n'eut lieu qu'en janvier 1943. Eichmann regagna rapidement sa contenance et continua à répondre à chaque question et à interpréter chaque document concernant les déportations, afin de faire porter le tort sur Müller, Heydrich et Himmler. La multitude des cas individuels soumis au département IV-B4 et résolus avec une lettre signée par Eichmann avaient tous, affirma-t-il, été traités de manière standardisée en suivant des instructions données par Müller. Il demanda à la cour de croire que, lorsqu'il avait organisé la déportation de 20 000 Juifs du Reich à Lodz à l'automne 1941, il les avait envoyés là-bas précisément afin qu'ils ne fussent pas assassinés en Russie. Le juge Halevi ne put contenir son incrédulité à ces mots, et, en effet, Eichmann mentait. Il poursuivit toutefois et donna une description assez proche de la vérité des autres convois envoyés vers l'est. Lorsqu'il rappela que les trains transportaient des provisions pour les camps dans lesquels les Juifs allemands étaient envoyés, et déclara que le département IV-B4 ne savait absolument pas que les Juifs envoyés à Riga ou à Minsk pourraient être abattus, Halevi intervint à nouveau, soulignant qu'Eichmann avait lui-même assisté à des exécutions sur place. Eichmann répondit que ces victimes n'avaient été « que des Juifs locaux, originaires de l'Est ». Paradoxalement, il avait raison sur ce point, mais sa falsification flagrante juste avant fit que les juges ne le crurent pas[789].

Tandis que Servatius abordait les *Einsatzgruppen* et les préparatifs de la « solution finale », un autre thème important de la défense émergea : la date tardive à laquelle Eichmann avait été informé du projet de génocide. Bien qu'il admît avoir reçu des rapports des *Einsatzgruppen*, il nia tout lien avec leurs activités : ces questions étaient traitées par l'équipe de Müller. Lorsque Halevi lui demanda s'il comprenait alors le sens de la phrase « en vue de la solution finale à venir de la question juive », qui était utilisée pour justifier

la politique d'émigration, Eichmann répondit par la négative. Il nota toutefois que de nombreux départements faisaient pression pour qu'une solution fût trouvée « dans l'Est ». Il affirma ne pas avoir eu connaissance de la moindre suggestion d'assassinat de masse systématique avant la conférence de Wannsee. Il dit ne jamais avoir vu la lettre de Hoppner du 16 juillet 1941 et affirma que la communication de Wetzel concernant les camions à gaz pour Riga était probablement un brouillon qui n'avait jamais été envoyé[790].

Le 26 juin, la plaidoirie aborda la conférence de Wannsee. Servatius fit expliquer à Eichmann les origines de la réunion et le rôle qu'il y avait joué. Eichmann décrivit la rencontre comme le résultat de « la lutte de pouvoir entre le Gouvernement général et Heydrich ». C'était l'occasion pour ce dernier d'affirmer son autorité unique sur les affaires juives et Eichmann reçut l'instruction de rassembler des données pour illustrer son discours. Il confessa que le compte rendu n'était pas fidèle : « Il me fallut traduire en langage bureaucratique certaines expressions trop familières ou trop empreintes de jargon. » Servatius lui demanda alors d'expliquer pourquoi il avait affirmé à Sassen qu'il avait ressenti une certaine « satisfaction » à la fin de la rencontre. Il répondit que, jusque-là, il s'était démené pour mettre en place une émigration en bon ordre, volontaire ou obligatoire, et dans ce contexte aspirait à offrir aux Juifs un territoire, à Nisko ou bien à Madagascar. Cette phase se terminait, mais il ne serait pas responsable de ce qui devait suivre. Après Wannsee : « Je ressentis quelque chose comme une satisfaction de Pilate, parce que je me sentais parfaitement innocent de la moindre culpabilité. Les hauts dignitaires du Reich à ce moment-là avaient parlé à la conférence de Wannsee, les "papes" avaient donné leurs ordres, mon rôle consistait à obéir, et c'est cela que je gardai en tête au cours des années suivantes. » Il avait déjà admis cela en Argentine, « à la lisière de la pampa », et c'était la seule partie des enregistrements Sassen qu'il acceptait de reconnaître comme authentique[791].

Si Eichmann avait fait preuve de plus de constance dans sa défense à la Pilate, il aurait pu admettre de nombreux autres actes et simplement s'en laver les mains de la même manière. Au lieu de cela, il continua à nier et à tenter d'esquiver sa responsabilité, jour après jour. Une telle tactique suscita la question de savoir pourquoi il aurait dû se sentir absous de toute

culpabilité, s'il n'avait de toute façon pratiquement rien fait qui pourrait lui avoir donné mauvaise conscience.

En effet, il affirma à la cour que, même s'il avait assisté aux réunions qui avaient suivi la conférence de Wannsee, c'était principalement comme rapporteur, sans le moindre pouvoir décisionnel. Il n'avait rien eu à voir avec les programmes de stérilisation ou bien l'obtention de squelettes à des fins de recherche anatomique. Il n'avait fait que transmettre les ordres d'exécution. Il ne savait rien des enfants enlevés à Lidice. Son implication dans la déportation des Juifs vers le Gouvernement général se limita à la préparation des horaires des trains. À Prague, Karl Frank était responsable des ordres de déportation des Juifs de Theresienstadt vers l'est. S'il avait signé certaines lettres concernant les procédures de recours entamées pour le compte de certains Juifs, cela ne pouvait qu'avoir suivi une décision de Müller. Les « camps d'échange », en particulier Belsen, étaient placés sous l'autorité du WVHA, alors que son département à lui n'était en somme qu'un canal de communication concernant les enquêtes sur les « Juifs d'échange ». « Mon implication dans ces questions se limitait au traitement des tâches administratives », affirma-t-il[792].

Servatius guida Eichmann à travers le terrain sensible de l'émigration en Palestine et de ses relations avec le grand mufti de Jérusalem. Il lui fit expliquer que le retournement de la politique prosioniste avait été décidé ailleurs et conduit sous l'autorité de Müller. À chaque fois qu'on lui montrait un document indiquant son opposition à l'émigration vers la Palestine, il affirmait qu'il n'avait fait en cela que suivre les ordres de son supérieur. En tout cas, il n'essayait certainement pas de complaire au grand mufti, qu'il n'avait dans ses souvenirs rencontré qu'une seule fois, lors d'une soirée organisée par le quartier général du SD. « En termes pratiques, je n'avais absolument rien à voir avec le mufti », déclara-t-il au tribunal[793].

Sous la pression des juges lui enjoignant d'accélérer les choses, Servatius passa rapidement en revue chacun des pays dans lesquels Eichmann avait été impliqué. Le rythme vif conféra un caractère superficiel, presque désinvolte, aux réponses que l'accusé faisait à son avocat. En Autriche en 1938, il affirma avoir été contraint d'« éduquer » les agents de la *Gestapo* et de les dissuader de donner libre cours à leurs prédilections consistant « à interdire, dissoudre, enfermer et emprisonner » – comme si lui-même

n’avait alors rien fait de la sorte. Il déclara que le pogrom du mois de novembre avait été un coup dur pour lui : « Je venais tout juste d’achever de mettre en place la structure organisationnelle juive. » Il travaillait alors « avec beaucoup de plaisir et d’intérêt, et juste à ce moment-là les choses furent ruinées pour moi ». Le contraste implicite entre son « plaisir » et la misère infligée aux réfugiés autrichiens ruinés n’était pas à son avantage, et joua plus tard contre lui. Il affirma que la déportation finale des Juifs viennois à Theresienstadt, en février 1943, avait été supervisée par Hans Günther et Alois Brunner, sous le commandement de la *Sipo-SD*, et non du *Referat IV-B4*, bien que les deux hommes eussent alors été rattachés à son service. Il nia toute responsabilité pour ce qui s’était passé à Theresienstadt, le camp ayant été placé sous la responsabilité de la *Sipo-SD* de Prague, même s’il admit avoir visité et inspecté la ville-ghetto pour le compte de Müller[794].

Servatius cita une série de documents sur la France, censés montrer que la politique juive dans ce pays était décidée par d’autres et exécutée par des départements différents. L’ambassadeur Abetz fut ici dépeint comme la force de traction derrière les déportations, tandis que les arrangements pratiques avaient été mis au point par Müller en coopération avec Richard Glücks, qui dirigeait les camps de concentration. Eichmann assura qu’il n’était pas au courant du sort des convois partant de France pour la Pologne et, à chaque fois qu’il avait discuté lors de réunions ou dans des mémorandums de détails tels que l’âge ou le nombre des déportés, il ne faisait que transmettre des décisions préalablement arrêtées par Himmler ou bien Müller. Évoquant le traitement épouvantable des enfants à Drancy, il expliqua que la situation était née d’une décision de Himmler en vue de la déportation des Juifs apatrides présents sur le territoire français. Cette décision fut appliquée par la police française, et le problème imprévu des enfants fut soumis à Berlin. Toutefois, affirma-t-il à la cour, « je n’avais pas le pouvoir de prendre de décision sur ce point ». Les documents conservés « prouvent ce que je dis, et montrent que ma position était celle d’un agent de transmission[795] ».

Les Pays-Bas et la Belgique furent traités de manière très sommaire, avant que Servatius n’introduise le cas du Danemark. Eichmann déclara que son service avait simplement reçu la demande d’organiser le déplacement

des Juifs danois. Après que les déportations eurent été contrecarrées, il fut envoyé sur place, mais simplement « pour m'entretenir avec le commandant de la *Sipo* et du SD, et avec le représentant du Reich, des causes qui avaient conduit à toute cette excitation, dans le but d'arrondir les angles[796] ». D'un autre côté, Eichmann raconta à peu près la vérité sur ce qui s'était passé en Serbie. Malheureusement pour lui, cette exactitude fut compromise par la dissimulation flagrante qui l'entourait. Ainsi, il eut tôt fait également de nier toute implication dans les déportations de Croatie et de Grèce. Dans le premier cas, dit-il, il s'agissait d'une question entre le ministère des Affaires étrangères, le régime de Zagreb et le WVHA. Son service ne fit tout au plus que « transmettre » les ordres. Il assura que Müller avait envoyé Wisliceny en Grèce et que Günther, qui avait rejoint ce dernier à Salonique, envoyait ses rapports directement au chef de la *Gestapo*, comme si lui, Eichmann, n'avait pas existé. De même, Müller avait envoyé Dannecker en Bulgarie et celui-ci n'envoyait ses rapports au chef du *Referat IV-B4* qu'afin de lui permettre de préparer les horaires des convois. Lorsque Eichmann rappela son homme en Roumanie, Richter, pour une réunion à Berlin en août 1942, ce ne fut, prétendit-il, que pour aborder la question de baraquements préfabriqués qui devaient être envoyés en Russie[797].

Le 3 juillet, la cour écouta la version présentée par Eichmann des événements de Hongrie en 1944. Il s'agissait là de l'épreuve la plus délicate pour Servatius. Il devait convaincre le tribunal que même là, Eichmann était dans une position de subordonné. Il démarra tout de suite sur cette ligne en affirmant que le ministère des Affaires étrangères était le moteur derrière la déportation des Juifs hongrois : les prérogatives d'Eichmann étaient limitées aux questions de transport. Eichmann déclara : « Je n'occupais pas un poste de commandement en Hongrie ; j'étais à la tête d'une unité opérationnelle et je n'avais ainsi aucun pouvoir sur les différentes sphères de commandement, à moins d'avoir reçu une autorisation spéciale du commandant de la *Sipo-SD*. » Servatius guida son client d'un document à l'autre qui, selon lui, prouvaient que des pouvoirs supérieurs à lui donnaient le « la ». Il cita ainsi von Thadden écrivant à Veesenmayer qu'Eichmann pourrait organiser un convoi « dès que les instructions définitives seront reçues de l'*Obergruppenführer* Kaltenbrunner ». Servatius cita les noms de Winkelmann, Jüttner et Becher comme les principaux acteurs à Budapest.

Et Eichmann ? « Je n'étais que marginalement impliqué et je m'occupais seulement de la planification des convois. » Il observait, faisait des rapports et assurait la liaison avec le gouvernement hongrois. C'était tout, maintint-il. Il ne disposait que d'un modeste bureau, qui était la plupart du temps assez calme. « Je sais que cela peut paraître incroyable. » Ce fut en effet le cas[798].

Toujours plus difficile à croire, Eichmann reprit sa pose antérieure d'ami des Juifs. Lorsque Servatius le guida à travers les négociations avec Brand, il insista sur le fait qu'il les avait ouvertes en réponse à la tentative de Becher d'usurper son autorité sur les questions d'émigration. Retournant l'ordre pourtant établi des événements, il accusa Becher d'avoir tenté d'accélérer les déportations afin de terrifier les Juifs hongrois, au point que ceux-ci lui auraient donné tout ce qu'il voulait. Outragé de l'empiètement de Becher sur ses prérogatives, Eichmann affirma avoir cherché un moyen de « reprendre à [son] compte » ce qu'il estimait relever de ses compétences. Pour cela, il lui fallait trouver une idée qui lui permettrait « d'attirer l'œil de Müller ». Telle était l'origine de la proposition consistant à permettre à un million de Juifs d'émigrer si Brand était en mesure de livrer les camions et les biens. Il déclara qu'il avait eu l'idée d'un « acompte » de 10 % – soit 100 000 Juifs – afin d'aider Brand à convaincre les Alliés du sérieux des nazis. Il nia toutefois avoir jamais déclaré à Brand qu'il pouvait interrompre le fonctionnement d'Auschwitz : seul Berlin avait discrétion sur une question comme celle-ci. Une fois l'accord de ses chefs obtenu, il éperonna Brand, et, plus tard, Kastner : « La seule chose que j'avais en tête était que tout allait bien se passer et j'étais moi-même très heureux d'être ainsi parvenu à remettre les choses sur leurs anciens rails[799]. »

Lorsque Servatius présenta à Eichmann des documents indiquant son apparente opposition à l'émigration juive vers la Palestine, celui-ci mit en cause l'obstination de Himmler. Il fit en outre porter la responsabilité du paroxysme final des déportations sur les épaules de Veesenmayer et du haut commandant de police de la SS. Son rôle à lui avait simplement consisté, lors de cet épisode, à prendre des dispositions pour l'organisation des « marches »[800].

Au bout de trois jours de déposition sur la Hongrie, Servatius aborda les accusations spécifiques et fortes du ministère public, selon lesquelles il

avait été impliqué directement dans la déportation des Juifs du camp de Kistarsca, outrepassant par là les instructions du gouvernement hongrois, et qu'il était aussi impliqué dans le meurtre d'un jeune Juif dans sa villa de Budapest. Eichmann répliqua qu'il n'aurait jamais contrevenu à un ordre donné par le chef d'État hongrois enjoignant de mettre fin aux déportations. Il fragilisa ensuite quelque peu sa position en indiquant toute une série d'obstacles pratiques qu'il aurait eu à surmonter s'il avait choisi de désobéir. Il nia absolument savoir la moindre chose concernant le meurtre du garçon dans le jardin de sa villa. « Je n'ai jamais tué un être humain », affirma-t-il. Tout cela constituait « un mystère pour moi[801] ».

Au cours de la dernière phase de la plaidoirie, Servatius présenta une série de documents qui semblaient partiellement exonérer Eichmann. Le plus important était le témoignage de l'ancien juge SS Konrad Morgan soumis comme pièce à conviction au tribunal de Nuremberg. Morgan, qui avait enquêté sur la corruption et les délits commis dans les camps, retraça la politique d'extermination jusqu'à Himmler, qui s'était assuré les services de Höss et de Wirth pour la mener à bien. Pour Morgan, « l'organisation d'Eichmann, dont la tâche consistait principalement à transporter les Juifs d'Europe vers les camps de concentration et d'extermination, était séparée de ces commandants[802] ».

Toutefois, il restait encore à Servatius à aborder les aveux d'Eichmann, librement faits lors de son interrogatoire, concernant ses visites des sites d'exécution et des camps de la mort. Il invita Eichmann à discourir une nouvelle fois sur ses déplacements de l'automne 1941 et du début 1942. Son client raconta qu'il avait été envoyé rencontrer Globocnik à la fin de l'été ou au début de l'automne 1941. Dans le froid de décembre, il avait visité Chelmno et fait un rapport à Müller sur ce qu'il avait vu sur place. Il avait assisté à des exécutions de masse à Minsk au cours de l'hiver 1941-1942, et s'était rendu à Auschwitz au printemps 1942, après la décision de déporter les Juifs français et néerlandais. Enfin, il s'était rendu une nouvelle fois à Lublin à la mi-1942 pour apporter des lettres à Globocnik, lui donnant l'autorisation *a posteriori* de tuer les Juifs du Gouvernement général. Eichmann répéta qu'il avait « accepté ces ordres tout à fait à contrecœur », et affirma qu'il avait demandé alors à être relevé de ses nouvelles fonctions. Il se sentit comme poursuivi par la poisse : « Il fallait

que ça m'arrive à moi, alors que j'étais mentalement habitué à un domaine d'action entièrement différent…» Il nia avoir jamais été au courant d'un ordre écrit concernant le génocide, et avoir jamais eu de rapport plus étroit avec l'extermination que ces quelques déplacements[803].

Le dernier jour de sa déposition sous serment, Eichmann commenta brièvement les déclarations des témoins cités par la défense. Ces derniers ne furent pas d'une grande assistance. Merten et Winkelmann auraient pu tout autant être cités par l'accusation, tant ils tentaient désespérément de s'exonérer de toute culpabilité en faisant tout retomber sur Eichmann. Celui-ci les envoya promener. L'importance principale de ces témoignages viendrait plus tard dans le procès[804].

Finalement, Servatius examina la conscience d'Eichmann. Savait-il que certaines des personnes dont il avait organisé l'émigration seraient tuées ? Il répondit : « Je devais mener à bien les transports en suivant les ordres que j'avais reçus. Et je savais que certaines de ces personnes seraient tuées dans les camps. Il me faut l'admettre, car c'est la vérité. » Se sentait-il « coupable » de cela ? Il se mit à bafouiller. Ce qui à un moment avait été « vrai » ne l'était plus, affirma-t-il. La culpabilité sur un plan juridique était différente de la « culpabilité humaine ». La décision de lancer les déportations avait été prise par le cercle dirigeant politique et c'étaient les membres de ce cercle qui étaient responsables. Leurs subordonnés étaient obligés d'appliquer les ordres venant d'en haut. « Lorsque les dirigeants d'un État sont bons, les subordonnés ont de la chance. Pour ma part, je n'ai pas eu de chance, parce que le chef de l'État de l'époque a donné l'ordre d'exterminer les Juifs. » Après avoir épuisé toutes les possibilités de mutation, il aurait été condamné à mort s'il avait désobéi aux ordres. En conséquence, il ne se sentait pas personnellement responsable. Il s'était enfui en Argentine en 1950 non pas parce qu'il se sentait coupable, mais parce qu'il n'avait pas confiance en l'État ouest-allemand pour lui assurer un procès équitable. « Ma position était exactement la même que celle de millions de personnes qui avaient eu à obéir. La seule différence était le fait que j'avais une tâche bien plus compliquée à accomplir, qui correspondait aux ordres que j'avais reçus. » Et parce qu'il devint le « détenteur de secrets d'État », il n'avait aucune possibilité de se dérober. Il fit ensuite un commentaire de clôture, sous la forme d'une « confession et déclaration ».

« Je regrette et je dénonce les activités d'extermination perpétrées contre les Juifs ordonnées par les dirigeants allemands de cette époque. Toutefois, je ne pouvais pas moi-même sauter par-dessus mon ombre. Je n'étais qu'un outil entre les mains de forces et de pouvoirs plus forts que moi et en proie à un destin inexorable[805]. »

L'après-midi du 7 juillet 1961, après une suspension d'audience de vingt minutes, Gideon Hausner prit place derrière son pupitre pour entamer le contre-examen tant attendu. Celui-ci devait occuper quinze sessions et demie, durer cinquante heures, et il représenta le point d'orgue de la carrière du procureur général, le moment vers lequel il avait concentré toutes ses forces et toute son énergie pendant des semaines. Toutefois, sa prestation fut en quelque sorte une énigme. Il affirma plus tard qu'il s'était abstenu de mener une attaque frontale vigoureuse qui aurait eu pour but de faire s'effondrer Eichmann, et qu'il avait plutôt souhaité le broyer lentement. Il déclara aux journalistes qu'il voulait pulvériser l'image qu'Eichmann s'était construite et la remplacer par une autre qui l'aurait montré comme un homme à l'énergie inépuisable, chargé de grandes responsabilités, qui s'était trouvé au centre d'un appareil de mort actionné par sa volonté et ses décisions. Il allait prouver qu'Eichmann avait menti systématiquement, sapant ainsi sa crédibilité et minant sa capacité à réfuter des accusations spécifiques. « Il était plus sage de "démanteler" son système, pièce par pièce, que d'obliger l'homme à s'avouer vaincu ; pourtant on en était presque arrivé là », raconta Hausner plus tard[806].

Eichmann était cependant tout aussi bien préparé à l'affrontement, les choses ne se passèrent pas exactement comme Hausner l'avait prévu. Leon Poliakov commenta plus tard que « les deux dernières semaines du procès en tant que tel furent un duel entre Gideon Hausner et Adolf Eichmann dans lequel l'accusé, reléguant son avocat sur la touche, fit preuve d'une agilité intellectuelle peu commune et marqua des points aux dépens du procureur ». Ce dernier commença de manière agressive, posant des questions courtes et saccadées, et interrompant constamment Eichmann dans ses réponses. Les interruptions se firent si importantes que Landau intervint pour rappeler à l'ordre le procureur. Eichmann eut certes l'air mal à l'aise devant cet assaut : son visage était pris de tics et il déglutissait nerveusement. Dans ses mémoires, Gideon Hausner se vanta : « Après la première journée de cet

exercice, Eichmann se plaignait de n'avoir pu dormir de la nuit et qu'il avait du mal à supporter cet interrogatoire ; on remit donc la séance à l'après-midi. » S'il est exact que l'audience suivante fut annulée parce que Eichmann était souffrant, ce ne fut pas le lendemain de la première session du contre-examen. Hausner avait oublié qu'il avait commencé un vendredi, donnant à Eichmann tout un week-end pour récupérer. L'audience ne reprit que le lundi après-midi car Eichmann était réellement malade, et non parce qu'il redoutait les prouesses du procureur général au barreau[807].

En effet, comme le nota sardoniquement Moshe Pearlman, le moindre espoir qu'Eichmann se serait trouvé au bord de l'effondrement sur un plan physique ou psychologique fut brutalement dissipé. Au contraire, « à la fin de la session, ce fut Hausner qui sembla exaspéré et de mauvaise humeur ». Eichmann se révéla très difficile à manœuvrer. Hausner concéda qu'il n'avait « rien perdu de son agilité mentale, de son talent à s'accrocher au moindre repli de terrain ». Cela n'était toutefois que la moitié de l'histoire. Le procureur mena le contre-examen dans la plus grande confusion. Ses questions alternaient entre l'intimidation et l'inutile. Il interpréta souvent des documents de manière erronée et ne comprit souvent pas la substance des réponses d'Eichmann. À plusieurs reprises, les juges durent venir le tirer de l'embarras[808].

Hausner put se permettre d'ignorer la consternation dans les rangs du public, qui mourait d'envie de « le voir s'avouer vaincu à la suite d'un coup mortel ». L'attitude des juges fut une autre affaire. Vers la fin du contre-examen, le procureur général subit l'outrage de se faire presser par le juge Landau. Eichmann était parvenu à le bloquer grâce à une combinaison de mensonges crânes, de circonlocutions, de dérobades et d'aveux choisis. Le contre-examen s'enferra souvent dans des détails, permettant à Eichmann d'éluder les questions de son inquisiteur derrière un écran de fumée de détails déconcertants. Cela finit au bout du compte par lui causer du tort, mais ne permit en tout cas pas à l'accusation d'obtenir une victoire franche et une admission de culpabilité de sa part[809].

Il ne fait aucun doute qu'Eichmann fut acculé à faire des dénis ridicules, qui exposèrent ses mensonges au grand jour. Il ne perdit cependant qu'une seule fois sa contenance, en lien avec les enregistrements Sassen. Vers la fin du contre-examen, alors que Hausner le harcelait avec des commentaires

qu'il avait faits à Willem Sassen concernant la Slovaquie, il répondit sèchement : « Je ne sais pas. Je sais seulement qu'à partir de maintenant je vais cesser de commenter ces documents et de répondre aux questions qui s'y rapportent, car je les considère tous comme des faux, inauthentiques et incorrects, pour les raisons que j'ai déjà données. » Landau réprimanda Eichmann : « Vous répondrez aux questions jusqu'à ce que, en tant que président de ce tribunal, je vous autorise à vous arrêter. » Eichmann exprima une certaine contrition, mais il continua à se plaindre : il avait l'impression, dit-il, « d'être retourné sur le gril de part en part jusqu'à ce que la viande soit cuite, sur la base de quelque chose d'absolument rempli d'erreurs, comme cela peut être démontré avec précision ». Landau leva la séance pour lui permettre de se calmer[810].

Son irritation n'était pas simplement due au fait qu'il se faisait rattraper par ses bavardages imprudents. Les enregistrements Sassen constituaient en effet bien des pièces à conviction suspectes. Eichmann objecta vigoureusement au fait d'être tenu de répondre de propos qu'il niait avoir tenus, et dont l'authenticité était entachée de doutes. Il exigea à plusieurs reprises qu'afin d'authentifier les transcriptions, l'accusation ait l'obligation de produire les bandes magnétiques, l'homme qui les avait réalisées, ou au moins Eberhard Fritsche, qui avait été présent lors de certaines des sessions. L'accusation n'était pas en mesure de faire cela, quand bien même Hausner eût rallongé le procès afin de donner à ses représentants plus de temps pour négocier l'achat des bandes. Dans le même temps, Hausner exploita la faille que lui avaient accordée les juges, consistant à utiliser des portions des transcriptions comme si Eichmann les avait approuvées – ce qui n'était pas le cas[811].

Eichmann trouva cela d'autant plus frustrant qu'il disait parfois effectivement la vérité et que l'on ne le croyait pas. Selon Hausner, il confia à l'un de ses gardes que « aussi longtemps que le Procureur général s'en tient aux pièces, je suis sur la terre ferme ». Malheureusement, l'accusation interpréta de nombreux documents de manière erronée. À cause des limites des connaissances historiques de l'époque et de la manière dont les chefs d'accusation étaient organisés, le procureur accusa Eichmann de crimes qu'il n'avait pas commis et refusa de considérer sérieusement ses dénégations de responsabilité. Eichmann fut contraint de rejeter de manière

flagrante certains documents, parce que l'accusation y lisait des significations qui n'étaient pas présentes. Cela le fit apparaître pire qu'il était en réalité, et, rétrospectivement, réduisit son procès à une sorte de farce[812].

Hausner commença par demander à Eichmann s'il s'en tenait à sa déclaration à la police, dans laquelle il avait confié avoir été le complice de meurtres et ne pas mériter la moindre clémence. Eichmann indiqua que c'était le cas. Néanmoins, lorsque Hausner le pressa de faire le même aveu devant la cour, il se rétracta : il ne consentirait qu'à admettre une complicité « d'un point de vue humain ». Il ajouta la qualification que, d'un « point de vue légal, en tant que receveur d'ordres, je n'avais pas d'autre choix que d'obéir aux ordres que je recevais ». Il transféra alors à d'autres l'accusation de « culpabilité » : « La mesure dans laquelle j'ai eu à exécuter une partie des déportations, la mesure dans laquelle les Juifs déportés étaient entraînés vers la mort, la mesure dans laquelle je suis coupable légalement sont des questions qui, à mon sens, devraient être laissées de côté jusqu'à l'examen de la question de la responsabilité. » Hausner s'impatienta et recommença à harceler Eichmann afin qu'il réponde simplement par oui ou par non. Tout ce qu'il put obtenir fut : « coupable d'un point de vue humain, parce que je suis coupable d'avoir mis à exécution les déportations[813] ».

Hausner tenta ensuite d'obtenir de lui un aveu d'un ordre différent. Ne s'était-il pas vanté auprès de son équipe, dans les ruines de Berlin, qu'il marcherait à la mort heureux, sachant qu'il avait été responsable de la destruction de cinq millions de Juifs ? Il répéta la version absurde qu'il aurait employé l'expression ennemis du Reich, signifiant notamment les Russes, et non pas les Juifs. Toutefois, lorsque Hausner le pressa de confirmer qu'à ses yeux Juifs était synonyme d'ennemis, Eichmann concéda effectivement ce point en se référant à la prétendue « déclaration de guerre à l'Allemagne » de Chaim Weizmann en 1939. Hausner tenta alors d'obtenir un aveu d'Eichmann en utilisant ses notes prises en Argentine. Dans une section intitulée « Concernant la solution finale de la question juive », n'avait-il pas écrit que Hitler avait déclaré la guerre aux Juifs et les considérait comme des ennemis qu'il fallait liquider ? Eichmann esquiva en soulignant que le mot « liquider » avait revêtu différents sens à différents moments. Il attira l'attention sur ce qu'il écrivit également concernant son

ressentiment lorsque l'immigration fut remplacée par l'extermination physique, sous la direction d'autres éléments de la SS[814].

Pourquoi alors s'être caché en 1945 et s'être enfui s'il ne se considérait pas lui-même comme un criminel de guerre ? D'autres lui avaient dit en face qu'il était un homme recherché. Eichmann nia qu'aucun de ses lieutenants l'eussent averti que des soupçons pesaient contre lui et répéta qu'il entra dans la clandestinité parce que des arrestations avaient lieu sans discernement et parce qu'il n'avait aucune confiance dans le système judiciaire. Hausner, quant à lui, poursuivit ses efforts pour obtenir un aveu de culpabilité. Eichmann pensait-il que Goering et les dirigeants nazis jugés à Nuremberg méritaient d'être pendus ? La question eut pour seul résultat de permettra à Eichmann de répéter sa ligne de défense : « Oui, mais ils étaient ceux qui avaient donné les ordres. » À ses yeux, « ceux qui donnaient des ordres étaient responsables, pas ceux qui les recevaient[815] ».

Comme ces questions n'avaient abouti nulle part, Hausner se tourna vers l'attitude d'Eichmann envers les Juifs. N'avait-il pas toujours été antisémite ? Eichmann nia fermement avoir jamais conçu de haine pour les Juifs. Hausner cita alors ce qu'il avait écrit en Argentine, accusant Wisliceny et Krumey d'avoir permis à des Juifs hongrois de s'enfuir, et causant ainsi des ennuis futurs en Hongrie à travers les actions de la « police secrète juive ». Eichmann nia sans grande conviction avoir jamais dit ou écrit une telle chose. Il nia aussi avoir écrit une lettre sur les Juifs de Perse imprégnée d'un esprit antisémite. « J'ai certes signé la lettre, mais le texte n'était pas de moi. » Cette phrase provoqua un accès de moquerie dans l'auditoire, ce qui lui valut un avertissement du banc. Hausner fit quelque progrès, mais prouver qu'Eichmann n'aimait pas les Juifs ne constituait pas à proprement parler un progrès capital[816].

Hausner voulut renforcer l'image d'Eichmann comme antisémite professionnel en passant en revue son adhésion au parti nazi et sa carrière dans la SS et au SD. Eichmann répéta qu'il avait rejoint le parti en sachant qu'il était antisémite, mais sans y porter une grande attention. Il répéta qu'il avait utilisé les soupçons qu'il aurait été licencié à cause de son allégeance au parti nazi afin de s'attirer certaines faveurs en Allemagne après son départ d'Autriche. Là, il avait rejoint le SD avec une idée fausse de ses attributions et n'était resté que parce qu'il se sentait lié par son serment.

Pendant qu'il travaillait au SD, il avait perçu les Juifs comme des « adversaires », sans pour autant estimer qu'ils devaient être exterminés. « Je me suis constamment senti en accord avec les aspirations et les souhaits de la communauté juive elle-même qui voulait avoir son propre pays, son propre territoire sous ses pieds, et j'étais profondément d'accord avec cette idée[817]. »

Jusque-là, Eichmann n'avait pas lâché prise. Lorsque la cour reprit après le week-end, Hausner tenta une nouvelle fois de décrire Eichmann comme un antisémite conscient et actif, qui était parfaitement à sa place parmi les rangs du SD. Eichmann insista toutefois pour dire que, si les activités du SD avaient été concentrées autour de la « politique juive », sa ligne de conduite n'avait pas consisté à trouver une solution violente à la « question juive ». Comme le montrent les documents du SD récemment retrouvés, il avait raison sur ce point, mais, en 1961, l'idée paraissait peu crédible. Lorsqu'un Hausner incrédule lui demanda s'il avait entendu parler de la prophétie de Hitler en 1939, selon laquelle une guerre mondiale entraînerait l'extermination des Juifs, Eichmann répliqua que personne à l'époque ne croyait qu'il voulait dire par là élimination biologique. Dans le même temps, la politique à l'égard des Juifs était une « question politique », en effet incluse dans les attributions du SD. Même lorsque Hausner força Eichmann à admettre qu'à partir de 1939 il avait perçu les Juifs comme des ennemis, il les décrivit tout au plus comme un « opposant politique qui pourrait devenir dangereux ». Il y avait un certain antagonisme, mais il voulait trouver une « solution mutuelle ». Sur ce point, Eichmann alla trop loin. En enjolivant la vérité, aussi incroyable que cela pût sembler, il s'exposa à un coup en retour. Le public gronda à l'écoute de ce brouet, et Hausner fit culminer le moment en montrant qu'il n'y avait jamais eu de « déclaration de guerre » justifiant de cataloguer les Juifs comme un « ennemi »[818].

Hausner poursuivit intelligemment en démontant la crédibilité de la prétention d'Eichmann d'avoir été un cryptosioniste. Comment aurait-il pu être prosioniste si, en 1938, il avait espéré rencontrer le grand mufti en Palestine et s'en était retourné avec une image si négative des colonies juives ? Eichmann accusa Herbert Hagen de la teneur du rapport sur la visite en Palestine. Par comparaison, il demanda à la cour d'observer la manière

dont il avait ravivé les organisations sionistes à Vienne. Cette activité était loin de constituer une preuve de sentiments projuifs, mais Hausner ne s'y arrêta pas. Il porta l'estocade en citant les nombreux documents de la guerre signés par Eichmann décriant l'émigration en Palestine. Eichmann tenta d'esquiver en attribuant ces documents à la politique de Himmler, qu'il avait l'obligation de suivre, ou en les écartant de manière peu convaincante comme des faux[819].

Au cours de ces échanges, Eichmann fut confronté à des déclarations qu'il avait faites au cours de son interrogatoire. Il commença à se rétracter sur plusieurs passages, affirmant que « au cours de l'interrogatoire de la police, j'ai oublié beaucoup de choses, j'ai commis de nombreuses confusions, et j'ai même fait de nombreuses déclarations sous serment sur des choses qui en fait ne s'étaient jamais produites ». Il n'avait eu accès qu'à une fraction des documents et cela avait gêné sa capacité à « reconstruire le passé[820] ». Les erreurs qu'il avait commises avec Less devaient revenir le tourmenter, mais il s'agissait d'erreurs sur les faits tout autant que de bourdes sur le plan juridique, et le fait qu'il ait eu à se faire fustiger pour des trous de mémoire et des confusions véritables était très discutable.

Revenant au sujet de Vienne, Hausner présenta à Eichmann une citation tirée du « dossier 17 », dans lequel il se rappelait la « satisfaction et la joie » que lui avait inspirées le programme d'« émigration forcée » en 1938-1939. Eichmann, toutefois, ne lâcha rien, et défendit ses actions. « Il s'agissait d'une émigration réglée, planifiée, et mon seul regret est que cette activité n'ait pas pu continuer pendant toute la durée de la guerre… » Il nia avoir joué le moindre rôle dans l'exclusion des Juifs hors de la société ou de l'économie. Son but consistait à couvrir les nécessités financières de l'émigration des Juifs pauvres en forçant les riches à « décapitaliser lentement ». Il n'avait jamais maltraité les fonctionnaires juifs : « Au contraire, notre collaboration était mutuellement correcte, professionnelle. » Il n'avait fait que plaisanter avec Günther lorsqu'il s'était vanté qu'il tenait les Juifs « dans le creux de [s]es mains ». « Après cela, j'ai construit tout l'appareil et j'ai fait sortir des Juifs de prison, et les fonctionnaires étaient bien contents de travailler avec moi. Je n'ai jamais entendu le contraire », assura-t-il. Durant la Nuit de cristal, les responsables juifs s'étaient réfugiés

dans son bureau. Il fut outré des dégâts causés aux installations utilisées pour traiter les dossiers des émigrants. « Mais la violence n'accéléra-t-elle pas l'exode ? », demanda Hausner. « Je ne le nierai pas », répondit-il, « mais je n'eus rien à voir avec elle. » Lorsque Hausner posa des questions sur l'incident qui vit Eichmann gifler Löwenherz, il eut l'air presque offensé de se voir interroger sur là-dessus : il s'agissait d'« une question privée entre deux personnes ». Il suivit cette étrange justification pour nier qu'il possédait le moindre pouvoir exécutif à Vienne ou qu'il avait jamais employé la menace de l'incarcération dans un camp de concentration afin d'inciter à l'émigration. Encore une fois, il alla trop loin. Après qu'il eut refusé d'admettre que le rapport de Löwenherz montrait l'étendue de son contrôle sur les Juifs de Vienne, Hausner rétorqua : « Si vous voulez appeler le noir blanc et le blanc noir – il n'y a absolument rien que je peux dire contre cela[821]. » Le second jour du contre-examen se termina avec un Hausner tout à fait exaspéré et un Eichmann apparemment inflexible.

Le 1er juillet, l'accusation aborda la première année de la guerre. Hausner évoqua le compte rendu de la réunion présidée par Heydrich le 21 septembre 1939, au cours de laquelle, selon ses dires, l'extermination des Juifs avait été abordée. Eichmann nia avoir été présent lors de la rencontre, et revint sur ce qu'il avait déclaré sur le sujet lors de son interrogatoire. Hausner tourna en ridicule l'idée qu'il aurait été embrouillé lorsqu'il répondait aux questions de Less : n'avait-il pas déjà bénéficié d'une « répétition » en Argentine ? Eichmann répliqua qu'il n'avait eu à l'époque aucun livre ou document à disposition, et il regrettait de n'avoir pas lu Poliakov ou Reitlinger plus tôt. Toutefois, à ce moment-là, il semblait que Hausner était celui qui n'avait pas fait suffisamment de lectures préparatoires, parce qu'il commença par confondre les activités d'Eichmann à Berlin et en Pologne en 1939-1940, mélangeant les bureaux IV-D4 et IV-B4. Dans le même temps, Eichmann tentait de représenter de manière précise ses fonctions relativement humbles à la tête du Bureau central à l'émigration juive de Berlin et tâchant ensuite de résoudre les grandes difficultés du RKfVD en matière de transports en Pologne. Le résultat de cette dissonance entre les deux hommes fut assez peu édifiant[822].

En 1939, les dirigeants nazis n'avaient pas encore planifié l'assassinat en masse des Juifs, et il est difficile de comprendre pourquoi, le temps d'un

moment, Eichmann pensa qu'ils l'avaient fait. Le résultat de cette bévue, combiné à la vision de l'accusation assez sommaire de l'histoire, tendit à estomper le sens véritable de l'affaire Nisko. Eichmann répondit aux questions de Hausner avec un mélange d'inventions et de contre-vérités. Il attribua faussement le plan à des responsables juifs et le présenta dans des termes quasiment sionistes, comme l'installation sur un territoire imaginée en alternative à l'émigration. Il dit la vérité lorsqu'il décrivit la manière dont les déportés avaient emporté des outils avec eux, mais il tenta d'enjoliver indûment le résultat sordide du plan. Malheureusement, ce ne fut pas suffisant pour que Hausner dévoile sa tromperie. Il voulait présenter Nisko comme un lever de rideau sur le génocide et rendre Eichmann personnellement responsable : « Tout ce que vous avez raconté ici sur de prétendus projets d'État juif à Nisko n'est rien d'autre qu'un tissu de mensonges. Je vous affirme que vous saviez que les Juifs du Gouvernement général étaient menacés d'extermination, et c'est la raison pour laquelle vous les avez envoyés dans le territoire contrôlé par Frank. » Eichmann fut outré : « L'un des rares avantages que l'on m'a conféré est de pouvoir dire la vérité. » Il s'agissait ni plus ni moins d'un boniment sentimental, mais il disait vrai lorsqu'il poursuivit : « Je ne savais rien de l'intention d'exterminer, d'un quelconque programme d'extermination, et le fait est plutôt que je voulais mettre en place à Radom, ou dans le district de Lublin, une telle structure indépendante. Telle est la vérité. Et le fait que les choses aient mal tourné n'est en rien ma faute[823]. »

Les échanges entre les deux hommes devinrent de plus en plus acrimonieux. Lorsque Hausner prit Eichmann à partie au sujet du projet de Madagascar et que celui-ci se posa une nouvelle fois en défenseur des aspirations sionistes, le procureur général perdit patience. Il voulait faire admettre à Eichmann que le projet tirait ses racines de la pensée antisémite, mais au lieu de cela l'accusé l'inscrivit dans la lignée de Theodor Herzl, dont il avait lu la biographie dans l'histoire du sionisme écrite par Adolf Böhm. C'en était trop pour le procureur général : « Je suggère que vous ne mentionniez pas de noms de personnes que vous n'êtes ni en mesure ni digne de mentionner. » Le juge Landau interrompit l'échange et admonesta Hausner : « Je comprends ce commentaire, mais il est néanmoins hors de

propos. Si cela est nécessaire à son explication, il peut mentionner ce nom[824]. »

Eichmann utilisa l'épisode de Madagascar pour véhiculer un apitoiement grotesque sur lui-même. Il rejeta toutes les pièces montrant que le plan aurait été quasiment génocidaire et maintint que, si les nazis avaient voulu tuer les Juifs en 1940, il n'y aurait eu aucun besoin pour eux de les envoyer par-delà l'océan. Il avait été « très amer » que le plan soit remisé en faveur de l'envoi des Juifs en Russie. Ce résultat lui apprit qu'il était « trop faible et trop démuni » pour réaliser ses propres rêves. À la suite de cela, Himmler fit obstacle à toutes les occasions de reprendre l'émigration et il fut incapable de changer la politique en général ou au niveau individuel[825].

Hausner était peut-être sur la bonne piste lorsqu'il présenta le projet de Madagascar comme en réalité un projet de génocide, mais il se trompa lorsqu'il le rapprocha d'une supposée décision de tuer tous les Juifs d'Europe. De ce point du vue, la réaction d'Eichmann était justifiée. Hausner rencontra des ennuis supplémentaires lorsqu'il tenta de caractériser l'étendue de l'autorité d'Eichmann au sein de l'appareil du RSHA. Il lui demanda de confirmer que, lorsqu'il signait des lettres « i. A. », *im Auftrage* (par ordre), il employait une formule qui lui offrait une certaine liberté de décision. Eichmann insista pour dire que « i. A. » signifiait qu'il ne pouvait signer qu'après avoir obtenu l'autorisation de son officier supérieur (Müller), quel que soit le sujet abordé dans le document. Hausner l'accusa de mentir, mais il n'avait pourtant pas complètement tort. Lorsque Servatius bondit pour défendre son client, Hausner lui dit de manière peu amène qu'il n'était pas autorisé à l'interrompre. Landau dut intervenir une nouvelle fois pour dire à Hausner que Servatius était en fait bien autorisé à objecter et à expliquer ce que son client voulait dire. Cet échange tendu ne clarifia pas grand-chose, même s'il éclaira Hausner d'une lumière peu favorable[826].

L'aisance dans l'art de brouiller les faits passa ensuite de Hausner à Eichmann, lorsque ce dernier fut interrogé sur sa connaissance de la décision de procéder à l'extermination physique des Juifs. Eichmann répéta qu'il n'avait appris la décision qu'à la fin août ou au début septembre 1941. Toutefois, fit remarquer Hausner, il fit référence à « la solution finale à venir » dès le mois de septembre, ce qui suppose une décision antérieure dont il aurait eu connaissance. Eichmann sembla avoir oublié que sa

formule se référait à l'espoir d'envoyer les Juifs dans les grandes plaines de Russie. Au lieu de cela, il insista pour dire qu'il faisait référence au projet de Madagascar qui, assura-t-il, était encore d'actualité jusqu'en août 1941. Cette explication était manifestement ridicule, dans la mesure où il n'y avait pas eu de préparatifs pour un mouvement en masse de populations vers l'île, qui devait de toute façon être bientôt occupée par les forces de la France libre. Le projet avait depuis longtemps été écarté comme option. Sous la pression de Hausner, et au milieu des murmures de plus en plus insistants de la salle, Eichmann devint plus incertain et finit par admettre qu'à l'automne 1941, la déportation n'aurait pas pu vouloir dire relocalisation à Madagascar[827].

Quelle qu'ait été l'explication, Hausner et Eichmann continuèrent leur mélange grotesque de fausses représentations et d'incompréhension autour de l'origine et de la signification des documents datant d'à partir du milieu de l'année 1941. Hausner cita une lettre signée par Eichmann, donnant des instructions relatives à l'interdiction de l'émigration des Juifs de Belgique et de France, comme preuve supplémentaire que l'extermination avait été décidée. La lettre ne prouvait cependant absolument pas cela, et Eichmann expliqua que le but de celle-ci était d'assurer le maximum de chances à l'émigration des Juifs allemands. Lorsque Hausner persista dans ses accusations erronées, Landau fit doucement valoir au procureur général que l'accusé avait effectivement raison. Et néanmoins, Hausner poursuivit sur la même ligne. Le juge Raveh l'invita alors avec délicatesse à abandonner la lettre. De mauvaise grâce, le procureur accepta alors de céder « si la Cour considère que l'interprétation de cette lettre par l'accusé est raisonnable[828] ».

Eichmann aurait pu éprouver un certain plaisir à l'humiliation de son adversaire, mais la roue tourna immédiatement après lorsqu'il adopta une position tout aussi inconsidérée, niant avoir dicté la lettre d'autorisation de Goering à Heydrich le 31 juillet 1941. Cette affirmation contredisait ce qu'il avait raconté à Sassen, comme le fit valoir Hausner non sans une certaine jubilation. Son affirmation qu'il n'aurait absolument rien eu à voir avec la lettre sonna aussi faux, étant donné le fait que Heydrich l'invoqua par la suite spécifiquement en référence aux tâches d'Eichmann, afin de préparer la « solution finale ». Eichmann n'améliora pas son cas en se lançant dans

une nouvelle dénonciation des enregistrements Sassen[829]. Il donna en effet l'impression d'avoir été pris sur le fait. La question était toutefois relativement insignifiante, et il aurait pu admettre avoir préparé la lettre sans pour autant s'incriminer lui-même comme auxiliaire du génocide en juillet 1941. La lettre demandait en effet seulement à Heydrich d'enquêter sur les moyens de réaliser une « solution finale de la question juive ». Elle ne précisait pas la nature d'une telle solution. Il n'y avait encore pas de génocide, même si des massacres de grande ampleur étaient en train d'avoir lieu en Russie : la politique était demeurée ambiguë pendant plusieurs mois. Toutefois, pour une raison ou une autre, Eichmann s'en tint à une dérobade compliquée au lieu de déclarer simplement la vérité.

Hausner poussa plus loin sa tentative de dépeindre Eichmann comme la cheville ouvrière de la « solution finale ». Après la conférence de Wannsee, Heydrich ne fit-il pas référence à lui comme son « officier spécialiste responsable de cette question » ? Eichmann nia furieusement : « Je n'étais pas un officier spécialiste qualifié pour toutes ces questions. Je n'avais rien à voir avec le versant technique de ces questions. J'étais responsable de la planification des horaires des trains… » Tout ce qu'il avait fait avait consisté à envoyer des invitations pour la conférence, alors que la mise en œuvre subséquente de la politique avait été divisée entre de nombreux services du RSHA. Müller était demeuré son supérieur hiérarchique, et non Heydrich. Ces réponses assez incroyables suscitèrent de nouvelles réactions agitées dans la salle, et les juges sollicitèrent des éclaircissements. Le juge Halevi demanda à Eichmann ce sur quoi il avait des compétences exclusives. Eichmann maintint qu'il n'était responsable que des « questions de transport », et de la transmission des ordres des hautes autorités vers les agences exécutives. Lorsque Hausner mentionna les dépositions de Mildner, Six et Wisliceny, qui avaient assigné à Eichmann un rôle relativement plus haut placé, Eichmann réitéra ses dénégations et cita désespérément le diagramme qu'il avait soigneusement préparé. Hausner ne fut nullement impressionné : le diagramme ne mentionnait même pas la « solution finale ». Toutefois, Eichmann refusa de céder, ce qui provoqua une nouvelle agitation dans la salle. Hausner traduisit bien le sentiment général lorsqu'il demanda de manière sarcastique : « Croyez-vous vraiment que quelqu'un va vous croire lorsque vous soutenez que vous avez simplement transmis des

informations, que vous n'étiez en quelque sorte qu'un garçon de courses ? » Eichmann répondit, obstiné : « Oui… il suffit de lire les documents[830]. »

Tout au long du troisième jour, Hausner passa d'un document à un autre, essayant de surprendre Eichmann en procédant sous un autre angle. L'accusé, toutefois, tint bon. Il nia avoir été en contact constant avec les camps de concentration et réaffirma qu'il avait principalement organisé le transport des Juifs d'un endroit à un autre. N'avait-il pourtant pas visité Auschwitz à de nombreuses reprises ? Seulement lorsqu'il avait reçu l'ordre de s'y rendre : il obéissait, et n'était pas un donneur d'ordres. Ces tentatives de maintenir une certaine distance entre ses fonctions et la pratique du meurtre de masse eurent des retombées limitées. Même si Eichmann avait raison lorsqu'il affirmait que d'autres départements et des officiers plus haut gradés que lui, comme Müller et Glücks, avaient pris les décisions cruciales sur le nombre de Juifs à envoyer à Auschwitz et la date de leur déportation, cela n'aidait pas son image. Après avoir vu sur place les résultats de ces ordres, comment avait-il pu continuer à les exécuter[831] ?

L'argument était puissant, mais Hausner appliqua la même technique de manière trop systématique. Il voulait aussi prouver qu'Eichmann avait sciemment envoyé des Juifs allemands à la mort entre les mains des *Einsatzkommandos* à Minsk et à Riga à la fin 1941. Cette fois-ci, Eichmann était honnête lorsqu'il dit : « Je n'ai jamais nié que je savais que les *Einsatzgruppen* avaient reçu l'ordre de tuer, mais j'ignorais que des Juifs du Reich étaient soumis à de telles mesures. » Il avait présumé qu'ils seraient traités différemment et, comme preuve de sa bonne foi rappela à la cour que les trains de déportation transportaient des provisions et de l'équipement pour les déportés. Hausner traita cela comme une ruse destinée à les tromper, mais l'on sait maintenant, sur la base de documents retrouvés depuis, qu'Eichmann avait raison. Bien sûr, on ne peut reprocher au procureur général d'avoir ignoré des faits historiques qui n'étaient pas connus à l'époque, et, en tout état de cause, son soupçon que l'accusé mentait peut lui être pardonné à la lumière de la fable racontée par Eichmann selon laquelle il aurait sauvé des Juifs du massacre qui avait lieu en Russie en en détournant certains sur Lodz. C'était là une invention stupide, manifestement contre-productive. S'il ne savait pas que les Juifs

allemands étaient fusillés en Russie, pourquoi alors en « sauver » quelques milliers en les envoyant dans un ghetto du Warthegau[832] ?

Tandis que Hausner s'efforçait de prouver l'étendue des prérogatives d'Eichmann, celui-ci cherchait à montrer que son travail se résumait à l'organisation des transports. Il maintint que d'autres départements concevaient les règlements juridiques, s'occupaient des finances et des droits de propriété, et traitaient des cas des Juifs étrangers. Il soutint avec véhémence qu'il n'avait aucun pouvoir dans le Gouvernement général ou dans les ghettos, qui étaient placés sous l'autorité de commandants de la *Gestapo* ou de la *Sipo-SD*, ni sur les camps de concentration, dirigés par le WVHA. Aux yeux de l'accusation et des juges, qui partageaient tous une vision primitive du IIIe Reich comme un État centralisé autour du *Führer*, avec une structure organisationnelle étroitement structurée, cette division des responsabilités semblait invraisemblable[833].

Et quand bien même Eichmann n'aurait pas joué un rôle central, qu'éprouvait-il à propos de son rôle déterminant dans l'envoi de millions de gens vers la mort ? « J'en étais profondément ennuyé », déclara-t-il à Hausner, puis il régurgita ses expressions de malaise et ses demandes de transfert. Hausner cita alors le passage où il se vanta auprès de Sassen d'être un « idéaliste ». La citation pouvait potentiellement avoir des effets dévastateurs, et Eichmann fit de son mieux pour l'expliquer sans s'exposer, affirmant qu'il faisait alors référence à son travail dans le domaine de l'émigration : la transcription avait dénaturé le sens de ses mots. « Je me suis occupé des affaires juives par idéalisme tant qu'il s'était agi d'une question relevant de valeurs constructives, mais non plus lorsqu'il s'est agi de valeurs destructrices. Je n'ai jamais abordé la destruction avec idéalisme : au contraire, à ce moment-là, je suis devenu pessimiste. » Cette explication n'était pas convaincante. Hausner acheva la journée avec force en donnant des exemples de la détermination d'Eichmann à faire appliquer des politiques qu'il avait prétendument trouvées « négatives ». L'un des exemples les plus accablants était son invective contre Röthke au sujet de l'annulation d'un train de déportation en France. Il se peut qu'Eichmann ait joué des rivalités entre agences et services lorsqu'il réprimanda Röthke, mais l'effet de ses mots, deux décennies plus tard, fut très profond. Il donna bien de lui l'image d'un idéaliste – celle d'un auteur de génocide[834].

Le 13 juillet, à la reprise du contre-examen, Hausner était plus calme et plus mesuré. Il interrogea Eichmann une nouvelle fois sur l'étendue des prérogatives du département IV-B4 et sur ses propres responsabilités, et obtint en réponse les dérobades habituelles. Il se concentra ensuite sur la question précise de la fourniture de gaz empoisonné aux camps d'extermination. Eichmann affirma qu'il était probable que Günther se fût chargé de l'affaire dans le cadre d'une mission particulière décidée par Müller. Le juge Landau ne fut pas satisfait de cette réponse et il interrogea l'accusé : puisqu'il était au courant des chambres à gaz, pourquoi la fourniture du gaz lui aurait-elle été cachée ? Eichmann bredouilla : « Ce sont des questions que je ne comprends pas moi-même. » Il déclara qu'il n'était pas certain et qu'il confondait avec des choses qu'il avait lues par la suite. Ce fut là une nouvelle prestation peu convaincante et, pour la première fois, Eichmann sembla véritablement sur la défensive[835].

Hausner continua alors son offensive avec d'autant plus d'assurance, interrogeant Eichmann sur ses fonctions et ses pouvoirs, se rapprochant d'une confrontation savamment préparée concernant ses mobiles. En Argentine, il avait laissé entendre qu'il était toujours un sympathisant nazi, dénonçant par exemple, dans ses notes, les signes de déloyauté de l'auteur d'un livre. Avait-il été offensé par la rupture de confiance dont s'était rendu coupable l'auteur, ou bien par sa renonciation aux idéaux nazis ? Qu'est-ce qui était plus important pour lui, respecter son serment ou bien éviter le crime de masse ? Eichmann tenta de se sortir de ce dilemme en rejetant toute implication avec le crime de masse. Hausner lui demanda alors si, à ses yeux, les autres, ceux qui avaient été impliqués, étaient des criminels. Une telle personne, répondit Eichmann, était « quelqu'un de très malheureux ». Il essaya tant qu'il put d'éviter d'accuser Höss d'avoir été un criminel, sachant que, tôt ou tard, le même traitement lui serait administré. Tout dépendait de l'individu concerné, dit-il. Il pouvait seulement dire comment lui-même aurait réagi. Hausner lui demanda ensuite s'il aurait abattu son père s'il avait reçu l'ordre de le faire. Eichmann répondit qu'il aurait été prêt à faire une telle chose, si on lui avait montré une preuve de trahison paternelle. Et si on lui avait apporté la preuve que les Juifs étaient des traîtres, les aurait-il exterminés ? Eichmann tenta d'éviter de donner une réponse claire, en répétant qu'il n'avait pas exterminé les Juifs, et en

suggérant qu'il pourrait lui-même écrire un livre « qui pourrait avoir un effet dissuasif sur la génération actuelle et celles du futur ». Landau refusa ces mots et exigea une réponse claire. Eichmann se trouvait désormais acculé : « Je dois déclarer que je considère ce meurtre, cette extermination des Juifs, comme l'un des crimes les plus ignobles de l'histoire de l'humanité. » Mais, demanda le juge Halevi, qu'en avait-il pensé pendant qu'il était en fonction ? Eichmann répéta qu'il avait été choqué à la vue du grand nombre de Juifs morts et qu'il avait demandé à changer d'affectation. « Moi-même, à l'époque, je ne considérais pas cette solution violente comme justifiée, je la considérais comme un acte monstrueux au sujet duquel, malheureusement, compte tenu du fait de mon serment de loyauté, j'ai dû, dans mon domaine, m'occuper de certaines questions relatives au transport. » Mais était-ce là un crime ? Si tel était le cas, il accusa ses supérieurs « parce que ce sont eux qui me donnaient des ordres. Donc, au fond de moi, je ne me considérais pas comme responsable ni coupable. Je fus très soulagé de n'avoir pas été directement mêlé à l'extermination physique. La tâche dont j'ai reçu l'ordre de m'occuper était déjà bien suffisante pour moi[836] ».

Un Hausner revigoré maintint Eichmann dans les cordes. N'avait-il pas affirmé à Sassen ne jamais avoir tenté de se soustraire à une quelconque mission ? Malgré les tentatives vigoureuses d'Eichmann de dénoncer les documents liés à Sassen, son incapacité à fournir la moindre preuve qu'il avait cherché à se faire transférer demeura plus éloquente. Hausner ajouta à son malaise en informant la cour des mots d'Eichmann à Sassen : « Je n'éprouve pas le moindre regret. » Il avait en effet déclaré que, si les 10,3 millions de Juifs avaient été tués jusqu'au dernier, il en aurait été « satisfait ». L'intéressé rejeta ces mots précis, mais concéda avoir pu dire que « les regrets ne servent absolument à rien ». De manière peut-être stupide, il tenta de préciser ce qu'il voulait dire que « les regrets sont bons pour les enfants » : il était plus important de tirer des leçons qui pourraient servir ensuite[837]. Il est difficile de savoir ce qu'il espérait d'une telle phrase. Pensait-il qu'en projetant une image d'objectivité réaliste, il serait perçu comme plus crédible ? Craignait-il que tout signe de compassion ou de sentimentalité fût perçu comme prétentieux ? Ou bien était-ce un homme du

SD non repenti qui parlait ? Grâce aux manœuvres habiles de Hausner, Eichmann se trouva en bien mauvaise posture, quoi qu'il eût voulu dire ici.

Au cours du reste de la journée, il répondit aux questions de manière hésitante. Il rétracta une portion supplémentaire de son interrogatoire devant la police, niant avoir exercé une autorité directe sur ses représentants stationnés à l'étranger et insistant sur le fait qu'il n'avait fait que transmettre des ordres de Müller. Hausner se moqua d'une de ses réponses : « Il y a une limite à ce que vous pouvez rétracter. » Lorsque Eichmann chicana sur le sens d'un document signé par Dannecker évoquant ses « qualités de chef », Hausner lui dit qu'il se « tourn[ait] en ridicule ». La journée se termina avec Eichmann modifiant son témoignage antérieur pour suggérer qu'il n'avait jamais assisté à la moindre exécution de Juifs en 1941. Le treizième jour ne lui avait pas porté chance. Pour la toute première fois, Hausner put quitter Beit Ha'am avec le sentiment d'avoir fissuré l'image d'Eichmann et d'avoir considérablement égratigné sa crédibilité[838].

Lorsque le contre-examen reprit le lendemain, Hausner perdit son élan, mais cela n'offrit à Eichmann qu'un répit passager. Celui-ci fut interrogé sur le fonctionnement interne du département IV-B4, et il parut passablement mal assuré lorsqu'il déclara ne jamais avoir discuté du génocide avec les hommes qui se trouvaient sous ses ordres, car il pensait qu'ils étaient au courant, même si « officiellement la question n'était pas connue ». Sa description de ses rendez-vous avec Müller, qui selon lui avaient été purement à sens unique, défiait l'entendement. Hausner ridiculisa le « petit Eichmann » qui s'était conduit comme une secrétaire docile tout en émettant des instructions de la manière la plus forte, ponctuées d'invocations à la première personne et de nombreuses références à « mon bureau ». Il appliqua le même traitement aux relations d'Eichmann avec ses interlocuteurs en France, en Roumanie et en Serbie, avec peut-être un petit peu moins d'effet. Pour sa défense, Eichmann déploya à nouveau un mélange de dérobades, de dénégations, de tromperies et d'aveux partiels. Ses tentatives de dire la vérité furent une nouvelle fois compromises par sa tendance à enjoliver. Ainsi, au lieu d'expliquer clairement ce qui s'était passé en Serbie, il accusa Rademacher d'avoir falsifié le commentaire « Eichmann propose exécutions ». Il semblait qu'Eichmann adoptait les documents qui lui permettaient de représenter ses

activités de la manière la plus mince possible, niant tout ce qui se trouvait en désaccord avec ces documents, et rejetant simultanément toute pièce qui n'était pas utile à sa défense. Hausner se moqua de la figure prise de tics derrière la cage de verre : « Un Adolf Eichmann sans documents existe-t-il vraiment, ou bien Adolf Eichmann n'est-il que la somme des 1 600 documents que le bureau 06 est parvenu à rassembler[839] ? »

Servatius arriva en renfort pour soutenir son client. « Ces questions ne sont vraiment pas utiles pour clarifier les faits. J'aimerais dès lors demander que le procureur se vît notifier de poser des questions utiles au lieu d'incorporer des choses qui ne sont que très marginales et devraient être réservées à plus tard, pour les allocutions de clôture. » Landau soutint toutefois le procureur général et l'attaque reprit. Hausner s'en donna à cœur joie avec la note de Rademacher, même s'il la comprit d'une manière complètement erronée. La dénégation par Eichmann de toute responsabilité et son affirmation qu'il n'avait absolument pas le pouvoir d'ordonner la moindre exécution en Serbie n'étaient pas convaincantes. Il en fut réduit à geindre de manière pathétique : « Je suis la victime de notes marginales absolument non bureaucratiques comme celle-ci[840]. » Il donnait l'impression d'être moins troublé par le crime que par la négligence de ses complices qui avaient laissé des traces derrière eux. La première semaine complète du contre-examen se termina dans une atmosphère toute différente de celle où elle avait commencé. La ligne principale de la résistance d'Eichmann avait été percée, et il se trouvait engagé dans une action désespérée d'arrière-garde.

Après le week-end, Hausner reprit en revenant sur le rôle d'Eichmann dans les déportations de Pologne en 1939-1940, et en particulier sur son rôle dans l'évacuation des Juifs de Stettin et le traitement de ceux qui s'étaient trouvés dans le ghetto de Zichenau. Les dérobades et les dénégations d'Eichmann suivirent le cours habituel et finirent par susciter des réponses familières dans l'auditoire. Lorsque Eichmann réitéra son affirmation contredisant le reste de sa défense, selon laquelle il aurait sauvé des Juifs en les envoyant à Lodz, le président du tribunal fut obligé de faire taire le public. Hausner ne parvint toutefois pas à regagner son élan. Il arpenta le même terrain et commit de nouvelles erreurs. Il obtint quelques succès, comme lorsqu'il força Eichmann à admettre que le mémorandum de

Wetzel était un faux et à rétracter le soutien qu'il y avait apporté au cours de son interrogatoire. À d'autres moments, il eut bien du mal à relier Eichmann aux atrocités commises dans les camps et dans les ghettos, même si ces accusations étaient évidemment populaires auprès de l'auditoire. Sur la base d'une seule visite établie de manière certaine d'Eichmann à Varsovie, il l'accusa d'avoir été impliqué dans la liquidation du ghetto de la ville. Cela n'avait aucun sens, mais les dénégations d'Eichmann et ses tentatives d'expliquer que le RSHA ne jouissait que d'une autorité très limitée dans le Gouvernement général ne rencontrèrent que les grondements du public[841].

Quand vint le 18 juillet, Hausner commençait déjà à se répéter, et ses espoirs d'arracher des aveux à Eichmann en abordant une même question sous un autre angle étaient bien futiles. Il admit plus tard que ces répétitions avaient un autre objectif : il espérait faire durer le contre-examen, afin de donner à ses collaborateurs du temps supplémentaire pour faire l'acquisition des bandes magnétiques de Sassen. En conséquence, le juge Landau commença à l'interrompre pour lui demander d'avancer. Une autre séance sur la conférence de Wannsee révéla qu'Eichmann avait fait des erreurs lors de son interrogatoire, qui amoindrirent sa crédibilité, mais la séance s'embourba dans des échanges sur le nombre de Juifs devant être tués. Landau demanda à Hausner d'accélérer et, à nouveau, lorsque celui-ci aborda la question de l'implication d'Eichmann dans la liquidation du ghetto de Bialystok. Le contre-examen continua tant bien que mal, de manière peu concluante, en abordant le lien d'Eichmann avec l'opération Reinhard, Theresienstadt et Belsen. Lorsque Hausner se tourna vers le rôle joué par Eichmann dans la définition des *Mischlinge* et les commentaires de Lösener à son propos, Landau fit de nouveau pression sur le procureur. En conséquence, il passa rapidement sur ses questions relatives aux Pays-Bas et aux opérations du *Referat IV-B4* en Europe de l'Ouest. Les résultats furent peu utiles. Les rares moments où Eichmann était honnête furent encore une fois bien vains. Sa dénégation d'avoir joué le moindre rôle dans le sort des enfants déportés de Lidice provoqua la colère du public, alors qu'il avait pourtant raison[842].

Pressé par le banc de conclure, Hausner commença à trébucher. Il rencontra d'horribles difficultés lorsqu'il interrogea Eichmann au sujet du

sens de « traitement spécial ». Celui-ci répondit correctement que le terme avait plusieurs sens, dont un seulement signifiait tuer. Hausner insista en affirmant qu'il s'agissait purement d'un euphémisme pour le meurtre et invectiva Eichmann, qui fit valoir opiniâtrement que, de toute manière, la gestion des prisonniers des camps de concentration était du ressort du WVHA. Landau intervint à nouveau et montra que, d'après les livres d'histoire, Eichmann ne mentait pas[843].

À d'autres moments, c'était Eichmann qui avait l'air peu convaincant. Il ne parvint pas à offrir une explication cohérente à la raison pour laquelle son service s'était occupé de fournir des squelettes humains à des fins de recherche anatomique. Sa version de l'implication de son équipe dans les discussions sur la stérilisation fut affligeante. Il dit que des membres du département IV-B4 avaient assisté à une réunion afin « de faire une pause dans leurs tâches administratives habituelles ». Les experts juridiques qui s'occupaient habituellement de la stérilisation ne se rencontraient au 116 Kurfürstenstrasse que parce qu'ils n'avaient aucun endroit à eux. Hausner remporta ainsi quelques succès avec cette approche tous azimuts, même si son taux de réussite fut en réalité plutôt bas. Eichmann retourna cependant la situation lorsque le procureur tenta de montrer qu'il avait reçu une promotion spéciale. Une fois encore, Hausner donna l'impression qu'il maîtrisait mal les faits[844].

Le décalage entre les connaissances historiques du procureur, son réquisitoire contre Eichmann et les souvenirs soigneusement travaillés de celui-ci fut illustré par un autre échange à propos de la connaissance qu'avait eue Eichmann de la décision de commencer le génocide. Pour la énième fois, Hausner tenta d'établir un lien entre Eichmann et les opérations des *Einsatzgruppen*, affirmant que leurs instructions avaient été préparées par le département IV-B4, et notant qu'Eichmann avait assisté à un *briefing* des chefs de groupe à Berlin. Il cita la lettre de Höppner d'août 1941 pour montrer que le génocide était dans l'air et qu'Eichmann devait avoir été au courant. Celui-ci mélangea les événements et les dates, et concéda qu'à la fin de 1941, il savait probablement que des assassinats de masse avaient lieu dans l'Est. Mais il insista sur le fait que « cela ne voulait pas encore dire l'extermination physique des Juifs ». D'un point de vue historique, il avait raison, mais dans une perspective juridique, son

argument était à la fois dénué de validité et sans pertinence. L'écart entre un génocide à l'échelle européenne et les génocides régionaux auxquels il faisait allusion était au mieux une circonstance atténuante, s'il devait se voir attribuer quelque crédit[845].

Au contraire, les enregistrements Sassen semblèrent donner une version cohérente et définitive à la fois de ce qui était arrivé et de ce qu'Eichmann en avait dit. Pour le plus grand malaise de celui-ci, Hausner les invoqua à nouveau afin de prouver que l'accusé avait exercé un contrôle total sur le réseau d'agents du département IV-B4. À ce moment-là, l'accusé finit par exploser et refusa de répondre à toute nouvelle question. Ce fut un moment dramatique. Lorsque la cour se réunit de nouveau, Hausner continua à utiliser les transcriptions, afin de mettre au jour la supposée tromperie d'Eichmann devant le tribunal[846].

En fin de compte, l'avant-dernier jour du contre-examen, le procureur en arriva aux événements de Hongrie. Hausner entraîna Eichmann à travers les préparatifs de l'opération et évoqua l'entretien avec Sassen dans lequel Eichmann se vanta de ce que Himmler avait demandé à Müller d'« envoyer le maître en personne ». En réponse, Eichmann commença par affirmer qu'il ne savait aucunement que la déportation des Juifs vers Auschwitz deviendrait le but de la mission. Pourtant, se contredisant lui-même, il ajouta qu'il avait en premier lieu été envoyé à Budapest afin de trier les Juifs étrangers, qui étaient protégés des déportations, de la masse des pauvres malheureux qui ne l'étaient pas. Autrement, son unité s'était principalement occupée des questions de transport. Tout le reste avait été inspiré, organisé et administré par les Hongrois. Il nia avoir visité les camps et ghettos de Hongrie et décrivit son voyage dans les Carpates avec Endre comme un séjour de vacances. « Endre s'occupait de ses affaires officielles. Pour ma part, je restais à l'hôtel dans ces moments-là. » Sous la désapprobation bruyante du public, il insista pour dire qu'il était demeuré subordonné dans la hiérarchie au chef local de la *Sipo-SD* et au haut commandant de la SS et de la police, Winkelmann. Ses réponses évasives et verbeuses éprouvèrent aussi la patience du juge Landau. « Écoutez, vous ne comprenez toujours pas le sens de ce contre-examen, avertit-il. Je vous l'ai dit dès le départ, lors des premières sessions : vous devez répondre aux

questions, sans donner d'explications, sauf lorsque les explications sont nécessaires pour comprendre la réponse[847]. »

Hausner s'aventura ensuite sur le terrain miné des négociations d'Eichmann avec Brandt et Kastner. Eichmann raconta son histoire, voulant qu'il aurait été fou de rage que Becher se permette de venir s'ingérer dans son domaine de prédilection, l'émigration, et qu'il avait imaginé ce plan pour faire émigrer un million de Juifs en échange de camions et de matériel, dans le but de reprendre l'initiative. Il prit ses distances par rapport aux déportations vers Auschwitz et affirma, de manière peu vraisemblable, que Höss n'était venu lui rendre visite à Budapest que pour « vérifier l'âge minimal et le niveau d'aptitude au travail des Juifs qui devaient être déportés ». Quand bien même cela aurait été vrai, restait alors la question de savoir comment, en toute innocence, il aurait pu faire en sorte que ceux qui n'étaient pas aptes au travail fussent ensuite envoyés dans un camp d'extermination qu'il avait visité et dont il connaissait le fonctionnement. Sous le feu des questions efficaces de Hausner, il fut contraint de concéder qu'il était allé lui-même à Auschwitz pour se mettre d'accord sur le nombre et le rythme des déportations[848].

Le dernier jour du contre-examen, Eichmann se trouva sur un terrain des plus fragiles, et il ne manœuvra pas de manière très convaincante. Confronté à une montagne de preuves, il nia avoir instauré les marches forcées et accusa à sa place Winkelmann et Veesenmayer. Devant les contradictions fournies par ses propres mots à Sassen, il fit un écart et déclara : « J'ai proposé les marches. » Il tenta ensuite de se sortir de cet aveu en affirmant qu'il avait seulement organisé l'approvisionnement en nourriture et les « zones de repos », et que ses efforts avaient été contrecarrés par les Hongrois. Des protestations éclatèrent dans le tribunal et le juge Landau fut obligé de demander le silence. Néanmoins, Hausner était à bout de ressources et de temps. Il se précipita sur l'accusation qu'Eichmann aurait participé au meurtre d'un jeune homme sur le terrain de sa villa de Budapest et passa rapidement en revue la collaboration supposée d'Eichmann avec le grand mufti afin de s'opposer à l'émigration juive en Palestine, ainsi que toute une série d'autres questions mineures[849].

Le contre-examen se conclut par un débat autour des transcriptions Sassen. Hausner demanda à la cour d'accepter de recevoir toutes les

portions qu'Eichmann n'avait pas niées explicitement et qui avaient de fait été validées par les pièces présentées lors du procès. Il demanda ensuite à la cour d'examiner l'intégralité des transcriptions. Toutefois, Landau rétorqua qu'il était bien tard pour soumettre de nouvelles pièces et se tourna vers Servatius pour entendre son point de vue. Inutile de dire que l'avocat de la défense déclara que les transcriptions n'étaient « pas recevables » et qu'il était trop tard pour introduire de nouveaux documents. En tout état de cause, son client avait nié l'authenticité des transcriptions et il aurait fallu que l'accusation fît venir Sassen pour que celui-ci attestât leur véracité. Après délibération, la cour décida de retenir les passages comportant des corrections manuscrites d'Eichmann. Cela constituait déjà bien assez de cartouches pour le procureur général[850].

Servatius utilisa son second examen d'Eichmann pour tenter de réparer certains des dégâts déjà causés. Il donna à son client l'occasion d'expliquer que, lorsqu'il avait déclaré que certains documents étaient des « faux », il avait en réalité voulu dire qu'il ne les reconnaissait pas, et que sa mémoire défaillante l'avait entraîné à mettre en doute l'authenticité des documents, mais que cela ne signifiait pas qu'il n'était pas disposé à en accepter le contenu. Servatius fit tout son possible pour remettre en doute les enregistrements Sassen, démontrant à la cour qu'ils avaient été réalisés dans des conditions bien particulières. Certains de ces enregistrements avaient eu lieu dans un bar. On avait fait boire son client, puis on l'avait incité à broder et à dramatiser son récit. Sassen suivait une « ligne » bien particulière, et Eichmann était vulnérable aux suggestions de son interlocuteur parce que sa mémoire était parfois approximative et qu'il n'avait ni livres ni documents à portée de main. Eichmann avait exprimé une certaine anxiété à propos des erreurs factuelles à l'époque, mais ses réserves avaient été écartées par Sassen. En conséquence, les faits s'étaient mélangés aux inventions[851].

Sur un autre front crucial pour la défense, Servatius interrogea Eichmann à propos de son statut et de l'étendue de ses pouvoirs en Hongrie. Afin de prouver qu'il avait été dans une situation subordonnée, avec peu de liberté d'action, Servatius le laissa expliquer comment il lui aurait été absolument impossible de donner des ordres à Veesenmayer et Winkelmann. Ensuite, Servatius généralisa à partir du cas de la Hongrie, afin de montrer que, dans les autres pays, les agents d'Eichmann étaient rattachés aux missions

allemandes et travaillaient sous l'autorité du ministère des Affaires étrangères plutôt que du département IV-B4. Il donna à Eichmann une nouvelle occasion de réitérer clairement que Müller, le MAE et le WVHA donnaient le rythme et fixaient les destinations des trains de déportation : Eichmann n'aurait jamais pu à lui tout seul arrêter les déportations ou l'appareil d'extermination à grande échelle. Abordant une autre question délicate, Servatius montra succinctement que les juristes du bureau IV-B4 et du ministère de l'Intérieur étaient responsables de la préparation et de l'application des règlements concernant les biens des Juifs du Reich et au-delà[852].

Au cours de cet exercice de clarification, Servatius demanda à Eichmann d'expliciter l'allégation incroyable selon laquelle Günther avait dirigé une opération clandestine au sein du département IV-B4 afin de fournir le gaz empoisonné, sur ordre de Müller. Eichmann insista à nouveau pour dire qu'il n'avait rien eu à voir avec cela. Servatius parvint à réfuter l'accusation selon laquelle Eichmann aurait donné l'ordre des exécutions par balles à Belgrade, de manière plus convaincante. Il réussit aussi à écarter définitivement l'idée que le juge de la SS Morgan aurait enquêté sur Eichmann, à propos de faits de corruption présumés d'une grande gravité. Eichmann régala la cour avec l'histoire de la manière dont il avait été suspecté de s'être indûment approprié des diamants en 1943, puis avait été interrogé et avait par la suite obtenu des excuses publiques de la part de l'enquêteur[853].

Si Servatius parvint bien ainsi à faire des progrès sur plusieurs questions précises, la ligne générale de la défense d'Eichmann demeura aussi statique qu'auparavant, et tout aussi fragile. Invité par Servatius à expliquer comment ses activités d'avant-guerre à Vienne, le projet Nisko et le plan de Madagascar avaient été « avantageux » pour les Juifs, Eichmann répéta que les responsables juifs avec lesquels il avait été en contact voulaient eux aussi procéder à l'« émigration forcée ». À leurs yeux, l'installation à l'étranger valait mieux que les conditions de vie infernales de Vienne ou de Berlin – mais là, Eichmann se garda bien de préciser qui avait été responsable de l'avènement de ces conditions. L'échec du projet Nisko avait constitué un revers permanent pour ses objectifs – la « cause de tous les maux[854] ».

Servatius prit le risque de poser des questions à Eichmann sur la base de déclarations qu'il avait faites à Sassen. Nonobstant toute l'énergie qu'il avait dépensée à ternir l'origine de ces documents, il utilisa les commentaires d'Eichmann sur Kastner, apparaissant dans les transcriptions, afin de renforcer l'argument selon lequel seuls Himmler et Pohl auraient pu mettre un terme au processus d'extermination. Il cita aussi des commentaires isolés et positifs faits par Eichmann à propos des Juifs, pour illustrer l'image de son client comme un homme dépourvu de préjugés antisémites. Eichmann se montra pour sa part plus circonspect et refusa de prêter le moindre crédit aux enregistrements. Il ajouta simplement que, « pour des raisons personnelles, il m'eût été impossible d'être antisémite ». Il ne se perçut jamais comme « un ennemi personnel des Juifs ». La substance de ces raisons personnelles devait émerger plus tard, sous les questions de la cour[855].

Ce fut ensuite au tour des juges d'intervenir. Leur examen se prolongea de manière inhabituelle et il est généralement décrit comme exemplaire en termes à la fois de contenu et de résultat. Leur tâche fut plus aisée que celle de Hausner. Eichmann avait une certaine admiration pour eux, en qui il voyait des Allemands éduqués, et, comme s'ils avaient voulu souligner cette affinité culturelle, ils conduisirent leur examen en allemand. Eichmann espéra apparemment qu'en tant que compatriotes, ils seraient moins enclins à le considérer de manière négative. De fait, Landau était intervenu à maintes reprises lors du contre-examen pour le protéger des assauts de Hausner et l'accusé avait pu observer la dureté du traitement infligé au procureur par les juges. Grâce à leur apparente bienveillance et à leur conduite antérieure, il se peut qu'Eichmann ait imaginé des choses à propos de leur attitude à son égard. En effet, en un sens, ils ressemblaient bien aux figures paternelles qui avaient toujours guidé son existence. En tout état de cause, il ne fait aucun doute qu'il était pathétiquement prêt à leur faire bonne impression et à leur donner ce qu'ils voulaient[856].

Le juge Raveh posa les premières questions. Il interrogea Eichmann sur son intention déclarée de vivre en respectant l'« impératif catégorique » kantien. N'était-il pas difficile de concilier cela avec l'habitude d'obéissance aveugle et avec son implication dans le crime de masse ? Eichmann expliqua en réponse que, entre 1940 et 1945, il n'avait pas eu le

pouvoir d'agir en suivant ses propres choix. Il déclara qu'il regrettait d'avoir été contraint de dévier du chemin de la rectitude kantienne et qu'il avait fréquemment médité sur son sort au cours de ses longs trajets en voiture à travers l'Europe. Cette réflexion morale était pourtant difficile à concilier avec son plaisir apparent devant le massacre des Juifs. Raveh lui demanda de lire la version qu'il avait donnée dans ses mémoires de prison concernant le discours qu'il avait fait devant ses hommes à la toute fin de la guerre. Là, Eichmann avait écrit de manière non équivoque qu'il se jetterait avec joie dans la tombe, satisfait d'avoir contribué à la mise à mort de « cinq millions de Juifs ». D'un seul mouvement, Raveh écarta toutes les circonvolutions engendrées par le contre-interrogatoire de Hausner sur ce point. Confronté à ses propres mots, Eichmann fut contraint de concéder que cette version était un reflet sincère de ses pensées en 1945. Si Raveh obtint aussi d'Eichmann un certain nombre d'autres aveux sur son rôle, son autorité et son statut dans la SS, rien n'égala cette admission. En effet, Eichmann ne fit qu'ajouter à la confusion concernant ce qui s'était passé au cours de la conférence de Wannsee, en donnant des détails supplémentaires pour justifier sa participation à la conversation intime qui suivit avec Heydrich et Müller autour de quelques verres de cognac[857].

Le juge Halevi commença par établir que, même si Eichmann avait affirmé avoir été amené en Israël de force, il avait admis qu'il était heureux de parler. Eichmann convint sans difficulté qu'il n'avait été soumis à aucune « méthode de police secrète ». Cela établi, Halevi espéra qu'Eichmann se montrerait courageux et dirait toute la vérité. Il tenta de le faire s'exprimer plus avant au sujet de l'antisémitisme, demandant si la prétendue déclaration de guerre à l'Allemagne de Weizmann avait réellement justifié l'antipathie d'Eichmann envers les Juifs, alors que l'antisémitisme existait depuis bien longtemps déjà. La réponse de l'accusé fut très intéressante : un certain antisémitisme l'animait peut-être déjà, mais il était d'un autre ordre. Cette réponse permit à Halevi d'aller plus loin, et de tenter d'identifier la nature spécifique de l'antisémitisme d'Eichmann. Était-il exact de dire qu'« à n'importe quel moment, il était considéré comme glorieux de détruire les Juifs ? Que les Juifs étaient perçus comme un microbe qui devait être détruit, comme toutes les autres maladies ? Et que l'absence de pitié était considérée comme une vertu ? ». Eichmann

répondit : « Oui, tout cela est correct, je dois l'admettre. » Par ces questions, Halevi avait atteint le cœur de l'attitude complexe et apparemment contradictoire d'Eichmann envers les Juifs, en tant qu'individus et en tant que groupe. Il permit de mieux saisir le cadre de référence moral d'Eichmann, en lui demandant comment il était possible de comparer ceux qui tuaient par bombardement aérien et ceux qui utilisaient des chambres à gaz. Eichmann reconnut qu'il y avait des différences, mais il ajouta que, durant la période nazie, les gens vivaient « à une époque où le crime était légalisé par l'État ». Halevi fit alors remarquer qu'un grand nombre des actes que lui et ses pairs avaient commis avaient clairement été en contradiction avec les conventions internationales en vigueur à l'époque. Eichmann admit que cela était exact. En réponse à des questions plus poussées sur son attitude envers les Juifs, il révéla qu'il avait des parents juifs par sa belle-mère. Il les avait même aidés à quitter l'Allemagne pour la Suisse en 1943 ou 1944. Halevi bondit à cette révélation : « Alors, dans ces cas-là, vous agissiez en suivant vos élans humains ? » Malgré toute l'étendue de l'obéissance d'Eichmann à son serment, c'était là un aveu clair et non contraint de non-respect des ordres. Eichmann tenta d'expliquer : « J'ai selon toute hypothèse évoqué cette question avec Müller, ou, comme le dit la formule, je me suis certainement confessé auprès de lui. » Toutefois, sans le vouloir, en ouvrant une brèche dans son armure d'obéissance inconditionnelle, Eichmann compromit là sa principale ligne de défense[858].

Halevi continua en lui demandant de préciser le sens de son « conflit intérieur ». Il répondit : « Il serait plus exact d'appeler cela un état double, une forme de dédoublement, où l'on cherche à fuir d'un côté vers l'autre, et vice versa. » Cependant, ses choix étaient limités au suicide ou au risque de se voir réprimander pour désobéissance. Il insista sur le fait que la mutation n'était pas une option pour les hommes de son rang, mais il concéda qu'il avait aussi manqué de « courage civil ». Serait-il maintenant prêt à admettre les faits ?, demanda Halevi. Il répondit par l'affirmative – à l'exception des documents liés à Sassen. Cette réponse entraîna un brusque changement de ton chez Halevi. Pour lui, il s'agissait là encore d'un manque de courage. Eichmann admettait l'exactitude factuelle des documents qui lui étaient attribués, mais il refusait de reconnaître la moindre responsabilité pour les actes eux-mêmes[859].

Après l'interruption du week-end, ce fut au tour de Landau de poser les questions. Au cours de leurs échanges, Eichmann modifia certains éléments de son témoignage, mais l'avancée la plus importante vint au sujet de la conférence de Wannsee, lorsque Eichmann confirma qu'au cours de la seconde partie de la réunion, plus informelle, des paroles crues au sujet des méthodes d'exécution avaient été échangées. À l'instar de ses collègues, Landau explora les dimensions de l'antisémitisme d'Eichmann et ses motifs. Celui-ci répéta qu'il avait lu les journaux nationaux-socialistes mais qu'il n'avait jamais été particulièrement intéressé par les questions idéologiques. Il devint membre du NSDAP quasiment « sans [s]'y être attendu, et sans avoir réellement pris la décision. Tout est arrivé très soudainement et très rapidement. » Avec moins de conviction, il maintint qu'il ne s'était intéressé à la « question juive » qu'à partir de la fin de 1935, probablement lorsqu'il était passé sous la tutelle de Mildenstein. Landau lui demanda comment il avait pu penser que l'« émigration forcée » avait pu être « une chose positive ». L'accusé reformula son raisonnement, selon lequel d'autres avaient été responsables des préjudices infligés aux Juifs : lui ne faisait que les aider à sortir du pays. Il avait travaillé avec les responsables juifs « d'égal à égal ». Landau ne le pressa pas plus loin sur ce point et poursuivit sur ses raisons d'être resté dans la *Gestapo*. Comment concilier cela avec son autoportrait en individu déchiré par le doute ? Eichmann répondit qu'il était « dur », mais avant tout envers lui-même. Müller l'avait gardé parce qu'il était « méticuleux, très méticuleux », et qu'il obéissait « toujours en accord avec les règlements et les ordres ». En effet, Müller avait apprécié d'avoir un subordonné qui n'était ni ambitieux ni agressif[860].

Un bref nouveau contre-examen de Hausner suivit. Il rapporta à la cour un incident qui s'était produit en Argentine, lorsque Eichmann avait aperçu sa femme lisant une bible. Il était entré dans une grande rage et la lui avait arrachée des mains. Ce n'était apparemment pas la première fois qu'il avait manifesté une attitude nazie inchangée envers la religion et, insinua Hausner, ce n'était pas non plus la dernière. Le procureur termina par une citation de la transcription Sassen dans laquelle Eichmann se rappelait le plaisir que lui avait procuré le fait de travailler dans les affaires juives : « Le temps passait très rapidement, et il en était de même des Juifs. » Les

protestations d'Eichmann que cette expression de satisfaction et de joie dans son travail ne concernait que ses activités antérieures à 1939 sonnèrent complètement creux[861].

Le 24 juillet, une curieuse annexe fut ajoutée à la procédure. Servatius soumit des extraits des dépositions des témoins de la défense qui n'avaient pas pu ou pas voulu se rendre en Israël. Ces déclarations avaient été faites en réponse à des questions écrites, sous la supervision de tribunaux locaux et en présence de Dieter Wechtenbruch et de représentants des autorités judiciaires israéliennes. La défense y avait fait référence par intermittence, et là les deux parties se lancèrent dans un contre-examen assez étrange, comme virtuel. La majeure partie du temps, Servatius lut simplement des extraits qui, selon lui, montraient Eichmann sous un jour favorable et Hausner lui permit de continuer librement. Occasionnellement, toutefois, Hausner sélectionna des passages d'une déclaration qui, selon lui, prouvaient tout le contraire. Les témoignages de Herman Krumey, de Franz Novak et d'Erich von dem Bach-Zalewski furent tous entendus alors qu'ils se trouvaient en détention préventive dans l'attente de leurs procès respectifs, et leurs propos étaient empreints de la plus grande prudence, de peur de se compromettre eux-mêmes. Krumey s'avéra le plus utile, avec sa description de l'arrivée de l'équipe d'Eichmann à Budapest en mars 1944, sans plan bien déterminé. Il se souvint qu'Eichmann n'avait souvent rien à faire, et qu'il n'agissait jamais de sa propre initiative. Herbert Kappler fut interrogé dans l'enceinte d'une prison militaire à Gaète, en Italie, et nia avoir eu tout contact avec Eichmann. Franz Six, Otto Winkelmann et Edmund Veesenmayer se trouvaient tous les trois en liberté lorsqu'ils firent leurs dépositions, et ils prirent bien garde à ce que rien de ce qu'ils pourraient dire pût compromettre cette liberté. Six fut le plus éclairant. Il confirma que Hagen avait rédigé le rapport sur le voyage en Palestine et ne se souvenait pas avoir entendu Eichmann proférer de commentaires antisémites au cours de cette période. Il corrobora le fait qu'Eichmann n'avait eu aucun contact avec les *Einsatzgruppen*. Mais Hauser s'empara d'autres morceaux de la déposition, dans lesquels l'ancien supérieur hiérarchique d'Eichmann affirma que le bureau IV-B4 « occupait une position spéciale » au sein du RSHA et où il observa que son chef avait « des pouvoirs plus étendus que les autres chefs de section ». De façon

préjudiciable, Six situa Eichmann « au même niveau » que Müller, ajoutant que tous les deux travaillaient bien ensemble. Il souligna l'« attitude nazie » d'Eichmann et le fait que Heydrich appréciait la fiabilité idéologique de celui-ci. De manière tout aussi néfaste pour l'accusé, Six déclara que, s'il avait souhaité être transféré dans un autre service, il aurait certainement pu le faire. Franz Slawik, le chauffeur d'Eichmann en Hongrie, fut interrogé dans un centre de détention provisoire à Vienne. Il ne se rappelait aucun détail de l'agression qu'Eichmann était accusé d'avoir commise dans le jardin de la villa Aschner à Budapest. On aurait bien pu pardonner à Eichmann de désespérer de ses anciens collègues. En effet, il semblait ne pas rester chez eux le moindre signe résiduel d'honneur et de camaraderie[862].

La cour accorda à Hausner et à Servatius quelques jours pour préparer leurs allocutions finales. Hausner parla le premier, le 8 août. Son réquisitoire de clôture fut divisé en deux parties. Dans la première, il se concentra sur le caractère d'Eichmann et sur sa singularité au sein du régime nazi. Il passa ensuite aux chefs d'accusation, mais non pas comme ils avaient été organisés au départ. Au contraire, il introduisit la notion d'une grande conspiration, dans le but de montrer qu'Eichmann était aussi coupable des crimes en question en tant que complice qu'il l'aurait été en tant qu'auteur principal. L'accusation de conspiration avait été absente de la présentation du dossier de l'accusation, même si elle avait été implicite dans chacun des principaux chefs d'accusation. Elle compliquait maintenant les choses considérablement. Cette accusation en demi-teinte relégua les autres à l'arrière-plan et rendit son réquisitoire assez confus[863].

Il commença avec force, en juxtaposant les deux Adolf – Hitler et Eichmann. Il rappela à la cour que, tout au long de son procès, Eichmann n'avait pas manifesté le moindre remords et qu'au lieu de cela, il avait rationalisé le génocide en prétendant que les Juifs avaient déclaré la guerre à l'Allemagne. Il avait refusé d'admettre des documents, en avait récusé d'autres comme faux et avait même renié son propre témoignage. Il avait construit une « barricade de papiers et de mensonges ». Malgré sa posture d'innocence blessée, il savait pertinemment à la fin de la guerre qu'il était coupable – pourquoi autrement se serait-il d'abord caché en Allemagne puis exilé ? Et s'il souhaitait vraiment se pendre pour servir d'avertissement aux

générations futures, pourquoi avoir attendu jusqu'à son procès pour commettre un tel geste ? Au contraire, toutes les preuves, et ses propres mots à Sassen, montrèrent qu'il avait pris du plaisir à persécuter les Juifs à Vienne. Il savait depuis septembre 1939 que l'extermination des Juifs était programmée, et il n'avait pas demandé à être muté à un autre poste. Même s'il était, comme il l'affirmait, un simple complice, le concept de conspiration criminelle montrait qu'il avait été un participant volontaire – sans que l'obéissance aux ordres eût pu servir de défense. Ensuite, Hausner passa en revue les pièces à conviction et les accusations, dans un exercice rhétorique de plus en plus véhément et grandiloquent. Il affirma qu'Eichmann avait eu connaissance du programme d'extermination dès la mi-1941, et qu'il « avait joué une part active dans sa réalisation ». Il cita le témoignage de Wisliceny comme preuve que « l'idée d'extermination dans l'Est a germé dans les esprits d'Eichmann et de Globocnik ». L'idée leur était venue de Himmler. Par la suite, Eichmann avait, en toute connaissance de cause, déporté des Juifs vers les camps et s'était démené pour continuer à faire rouler les trains[864].

À ce moment-là, Hausner fut interrompu par le juge Landau, qui lui fit remarquer que les déclarations de Wisliceny, et d'autres pièces citées par Hausner, ne valaient guère mieux qu'une quelconque rumeur. Hausner défendit ses accusations, mais lorsqu'il réitéra l'idée qu'Eichmann avait certainement donné l'ordre à Globocnik de tuer les Juifs de Pologne, Landau l'interrompit à nouveau. Il demanda s'il existait « une preuve spécifique » de cette allégation. Hausner fut déconcerté par la question. Il lutta visiblement pour trouver une réponse pertinente. « Non, il n'en existe aucune », admit-il. Mais alors pour quelle autre raison Eichmann serait-il intervenu dans des questions internes au Gouvernement général ? Ce fut ensuite Halevi qui attira l'attention sur le trou béant dans le dossier de l'accusation. Il fit observer que la planification et la préparation de ce qui devait devenir l'opération Reinhard avaient précédé la conférence de Wannsee, date à laquelle Eichmann était devenu l'un des acteurs clés du génocide. Ces deux interventions eurent un effet dévastateur sur le réquisitoire de Hausner et sur son assurance. À peine avait-il repris un certain élan, et avait-il commencé à décrire les déportations des Juifs de Stettin, le projet Nisko, et les déportations de Pologne, que Landau lui

demanda à nouveau comment Eichmann avait pu contourner les voies hiérarchiques. Hausner lutta pour maintenir son argumentaire sur les rails, affirmant que « la question décisive est celle de la planification globale et stratégique. Il importe peu de savoir s'il était ou non en mesure de donner des ordres, ou bien s'il pouvait soumettre des directives ou des instructions[865] ».

Ignorant les avertissements de la cour, Hausner poursuivit sa série d'accusations excessives. Il insista sur le fait qu'Eichmann était responsable des massacres des *Einsatzgruppen* et qu'il avait livré des Juifs aux meurtriers à Riga et à Minsk. Il avait ensuite imaginé une solution plus élégante – le gaz. Il avait utilisé Blobel pour dissimuler les traces des lieux d'exécution et des centres d'extermination. « Il tirait les ficelles, il exécutait toutes les opérations de localisation, de concentration et de déportation. » Les tentacules d'Eichmann s'étendaient jusque dans les camps de concentration, où il exerçait aussi un contrôle direct et indirect. Enfin, Hausner en arriva à la Hongrie, et il déclara qu'Eichmann « adopta toutes les positions les plus extrêmes, plus extrêmes encore que celles de l'incarnation du mal en personne : Hitler lui-même ». Là, il s'était rendu coupable d'un meurtre qu'il commit de ses propres mains[866].

Au troisième jour de son réquisitoire, après avoir écarté la validité de la défense en termes d'obéissance à des ordres venant de supérieurs hiérarchiques et des actions d'État, Hausner résuma les preuves de l'antisémitisme d'Eichmann et de sa myopie morale. Il passa ensuite en revue les chefs d'accusation tels qu'ils avaient été décrits dans l'acte d'accusation. Sa rhétorique ampoulée continuait sans répit, et lorsqu'il se lança dans des références au prophète biblique Joël, Landau l'interrompit : « M. Hausner, il nous faut encore en revenir à une question juridique concernant une conspiration. Qu'en est-il à la fin ? Que demandez-vous ? » Coupé au milieu de sa phrase, Hausner en fut réduit à un propos aride concernant la nature de cette conspiration, les précédents légaux et la section spécifique du droit qui pourrait être utilisée, si les accusations de conspiration en vue de commettre certains crimes étaient retenues au lieu d'une accusation pour les crimes eux-mêmes. Ce ne fut qu'un faible réconfort pour Eichmann, mais le moment de gloire de Hausner se termina par une douche froide humiliante[867].

Le contraste avec Servatius n'aurait pu être plus prononcé. Ce dernier avait fait parvenir aux juges un dossier de 150 pages en vue de sa dernière plaidoirie, dans lequel il présentait en détail ses arguments juridiques. Cela lui permit de prononcer un discours concis qui fut un modèle de clarté. Il se moqua de Hausner pour avoir tant exagéré la responsabilité d'Eichmann qu'il en arrivait à pratiquement blanchir Hitler et tous les autres acteurs du IIIe Reich. D'un autre côté, sur les chefs d'accusation 9 à 11 (relatifs aux crimes contre les Polonais, les Slovènes et les enfants de Lidice), il n'était pas même parvenu à établir « le moindre point de référence » avec l'accusé. En tout état de cause, un tribunal israélien était incompétent pour juger de ces questions. Pour faire bonne mesure, il répéta son assertion que, de son point de vue, le tribunal était également incompétent pour juger du sort des Juifs avant 1948. Le huitième chef, crimes de guerre, aurait selon lui dû être traité par les tribunaux nationaux des pays dans lesquels les crimes présumés auraient été commis. Les actes de spoliation et de pillage, au cœur du septième chef d'accusation, ne constituaient pas des crimes contre l'humanité, dans la mesure où « le même sort [était] réservé aux biens de l'ennemi partout à travers le monde ». En tout état de cause, Eichmann n'avait en rien été mêlé à la préparation des lois d'expropriation des biens juifs. Lorsqu'il utilisa des biens qui avaient été saisis à des Juifs, c'était uniquement pour les aider à émigrer. Servatius affirma que le second chef, qui accusait Eichmann d'avoir enfermé des Juifs dans des camps et d'en avoir confiné d'autres dans des ghettos, était mal instruit, dans la mesure où ces questions avaient été du ressort du WVHA. Il fit remarquer qu'aucun des témoins de ces événements n'avait jamais cité son nom. Les déportations avaient été conduites par des agences locales agissant sur ordres politiques. Enfin, concernant le premier chef, la mise à mort de millions de Juifs, il affirma qu'à Nuremberg on avait indûment imputé la responsabilité à Eichmann. Jusqu'à mars 1940, les affaires juives étaient contrôlées par quelqu'un d'autre au sein du RSHA. Même après la prise de fonctions d'Eichmann, il ne pouvait pas donner d'ordres concernant les Juifs d'autres pays sans le consentement des chefs de sécurité locaux et des missions étrangères. Le sort de Storfer illustra bien les limites de ses pouvoirs au sein des camps qui, comme Auschwitz, étaient gérés par le

WVHA. Il n’existait pas non plus la moindre preuve le mêlant à l’opération Reinhard.

Servatius tenta aussi de saper la base juridique des quatre premiers chefs d’accusation. Là, il fut moins persuasif. Il attaqua les principes de Nuremberg et la notion de « crime contre l’humanité ». Il chicana sur la définition du peuple juif et sur la compétence du tribunal. Il dénigra la loi (punitive) concernant les nazis et les collaborateurs des nazis. Tout en remettant en cause l’accusation selon laquelle Eichmann aurait été impliqué dans le développement des chambres à gaz, il suggéra que de telles questions relevaient « de la sphère médicale ». Il rappela le fait qu’Eichmann ne sélectionnait pas les déportés ni n’ordonnait les déportations : ces questions relevaient de la haute politique. Le procureur ne pouvait pas non plus relier Eichmann aux exécutions de masse à l’Est. Le rôle d’Eichmann était limité à l’Europe de l’Ouest et à la Hongrie. Dans le premier cas, Himmler et les commandants locaux étaient à l’origine des déportations. Et même en Hongrie, il était subordonné à plusieurs autres SS plus haut gradés que lui et à des représentants du ministère des Affaires étrangères. L’un d’entre eux, Becher, avait fait de lui un bouc émissaire pour tous les autres.

Servatius discrédita aussi les pièces à conviction présentées par l’accusation. Les traces écrites étaient très parcellaires. Les témoins oculaires étaient tendancieux. Les responsables juifs qui avaient travaillé avec Eichmann exagéraient ses pouvoirs afin de diminuer le degré de leur propre coopération volontaire avec lui. Les témoignages issus du tribunal de Nuremberg étaient les mots d’hommes prêts à dire n’importe quoi pour sauver leur peau. D’un autre côté, on avait empêché la défense de se procurer certains documents et de citer des experts et des témoins centraux. Elle avait dû travailler au beau milieu d’une « bruyante campagne de presse ». Des témoins potentiels avaient été intimidés par cette atmosphère, ainsi que par l’attitude menaçante du procureur général. Les examens qu’il avait été contraint d’organiser à distance, en utilisant des questionnaires, avaient été conduits de manière médiocre. Et les obstacles placés sur la route de la défense n’avaient pas commencé ni ne s’étaient arrêtés là. Durant son interrogatoire, Eichmann avait été désavantagé par un manque de documents et de sources de référence. Pour cette raison, il était injuste de

souligner ses erreurs et d'en faire des preuves d'intentions malveillantes : il s'agissait bien plus de réels oublis et de confusions. Il était important de rappeler qu'il avait parlé de lui-même de choses telles que ses voyages sur les lieux d'exécution. Sans son témoignage spontané, « personne n'aurait été en mesure de prouver ces événements ». Il fallait alors porter à son crédit le fait qu'il avait dit la vérité – même lorsqu'un mensonge aurait été plus simple et plus crédible. Les entretiens avec Sassen « sembl[aient] accablants », mais ils furent le résultat de provocations et des effets de l'alcool. Il était lourd de sens que l'accusation n'avait pas réussi à faire comparaître l'auteur des transcriptions.

Servatius termina en soulignant la confusion du réquisitoire. « Lors de ce procès, l'accusé n'a pas été placé au centre des événements. Est-il le principal coupable, un complice, ou bien a-t-il été impliqué dans une conspiration ? » Ces distinctions étaient importantes. Eichmann n'avait pas été impliqué dans la formulation d'une politique menant à la persécution et au meurtre de masse des Juifs, ou à sa mise en application, du début à la fin. Tout le temps, il avait agi en suivant des ordres. Étant donné qu'il y avait des voies hiérarchiques précises, il n'aurait pu être impliqué dans une conspiration : « On n'obéit pas aux ordres par un accord mutuel. » Les crimes de guerre et crimes contre l'humanité présumés avaient eu lieu dans un cadre organisationnel public : il ne s'agissait pas d'opérations menées en secret. Enfin, la cour devait reconnaître qu'Eichmann n'avait pas été un meneur. Il ne fut jamais promu au-delà du rang de lieutenant-colonel et, lorsqu'il faisait son travail, il devait toujours prendre connaissance des avis des commandants de la *Sipo-SD* et des chefs des légations étrangères. Les codes militaires en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Israël ne permettaient pas non plus la désobéissance. En Allemagne, l'obéissance à un ordre politique constituait une défense. Et qu'avait-on ordonné à Eichmann de faire ? Les cas de génocide et de crime de masse, y compris Dresde et Hiroshima, n'étaient pas uniques, et seuls quelques auteurs avaient été traduits devant la justice. Alors pourquoi choisir Adolf Eichmann – un homme contraint d'exécuter une politique contre laquelle il s'était révolté intérieurement et à laquelle il se tint principalement afin d'éviter de se faire traiter de « resquilleur »[868] ?

À ce moment-là, Landau l'interrompit par une question. Eichmann avait-il jamais exhibé les signes d'une conscience tourmentée ? Servatius répondit que son client avait rejeté la validité des ordres qu'il exécutait, à la différence d'autres nazis, tels Gerstein ou Lösener. Landau ne remit pas en cause la comparaison, qui était particulièrement douteuse pour ce qui concernait Gerstein, qui avait été réfractaire pour des motifs religieux. Servatius put continuer, enchaînant habilement jusqu'à une conclusion pleine de conviction. L'État, et non pas l'homme, était le coupable. Il contesta les principes de Nuremberg, et la loi israélienne s'en inspirant, qui avaient permis au procès d'avoir lieu. Étant donné la prescription, si Eichmann était resté en Argentine, il n'aurait pu être poursuivi, quand bien même sa véritable identité eût été révélée. À la différence de Hausner, il conclut par un appel à la cour à la fois vibrant, équilibré et fait de mots choisis. « Le sens et l'objectif de ce procès ne doivent pas être de se venger contre l'accusé d'actes commis par les dirigeants politiques. La condamnation de l'accusé ne peut constituer une expiation des horreurs qui se sont produites. Le sens de ce procès ne peut être que d'établir, par la voie d'un examen juridique, ce qui s'est passé – d'atteindre un verdict qui servira d'avertissement historique. » L'idée juive de l'« année sainte », équivalente de la prescription, devrait guider le tribunal. « C'est une idée religieuse disant qu'au cours du temps, il y a, il doit y avoir, une forme de pardon. La prescription apporte une bénédiction de paix. » « Revenons-en à la modération, au contrôle de nous-mêmes, à l'*humanitas*. Il faut rendre un jugement allant au-delà du cas d'Eichmann, un jugement de Salomon montrant au monde la sagesse du peuple juif. » Servatius ne demanda pas à ce qu'Eichmann fût acquitté ou gracié : il demanda que « les poursuites engagées contre l'accusé soient suspendues et les mesures de l'accusation prises à son encontre également ». Il devait être renvoyé au statut et aux droits dont il jouissait avant son enlèvement[869].

Le 14 août à 14 h 30, les juges levèrent la séance et se retirèrent pour délibérer. Ils espéraient rendre leur verdict en novembre, mais la cour ne se réunit finalement de nouveau que le 11 décembre. Dans l'intervalle, Servatius prit un repos bien mérité et retourna en Allemagne s'occuper de ses affaires. Eichmann, quant à lui, honora sa promesse d'écrire un livre qui devait servir d'avertissement aux générations futures. L'ouvrage s'avéra

être un nouveau panégyrique long et chaotique. À la différence de sa première tentative d'écrire des « mémoires », toutefois, ce texte, écrit entre mai et décembre 1960, tira profit de ce qu'il avait appris des documents présentés au cours du procès et de ses lectures. C'était un travail historique plus abouti, et l'on peut y déceler certains signes qu'Eichmann l'écrivit intentionnellement en ayant en tête les historiens de profession. Le texte comporte aussi une large part de philosophie superficielle et sentimentale. Au bout du compte, il s'agit d'une nouvelle tentative de tromperie, qui prouve son incapacité ou son refus de se montrer à la hauteur du défi devant lequel l'avaient placé les juges, et de se confronter honnêtement à son rôle dans la destruction des Juifs d'Europe[870].

Deux semaines avant que les juges ne convoquent à nouveau la cour, l'accusation et la défense furent notifiées. Servatius retourna à Jérusalem et Eichmann, quant à lui, s'arma de courage. Le jour du verdict, le ciel de Jérusalem était clair et la température était plaisante et fraîche, à la différence de la chaleur écrasante du jour où la cour avait siégé la dernière fois. Des foules se réunirent nombreuses pour faire la queue et obtenir un siège dans les galeries réservées au public. La presse revint aussi en nombre. Lorsque Eichmann fut introduit dans le box des accusés, l'atmosphère de la salle d'audience pleine à craquer devint électrique. Hausner raconta que : « Le silence était absolu. Les gens, littéralement, retenaient leur souffle. » Les juges firent leur entrée. Ils avaient devant eux un jugement de 211 pages, qui fut certainement l'une des meilleures synthèses de l'historiographie sur la persécution nazie et l'extermination des Juifs produites au cours de cette période. Sa lecture dura environ quinze heures et occupa les trois hommes, qui se relayèrent pour lire. La session commença le matin du 11 et s'étira jusqu'au soir, recommençant le matin du 12, et ne s'achevant qu'en début d'après-midi. Dans un geste d'humanité, ils décidèrent d'annoncer à Eichmann dès le début quel était le verdict. On le fit se lever. Landau le prononça ensuite coupable de crimes contre le peuple juif, coupable de crimes contre l'humanité, coupable de crimes de guerre, et coupable d'avoir appartenu à des organisations hostiles. Le visage d'Eichmann manifesta son choc et ses émotions. Il fut pris de tics presque incontrôlables. Après que le juge lui eut dit qu'il pouvait se rasseoir, il continua à s'agiter et à grimacer pendant une vingtaine de

minutes. Comme il l'annonça plus tard à la cour, ce n'était en effet pas là le verdict auquel il s'était attendu[871].

Le juge Halevi commença avec les arguments juridiques voués à établir la compétence et la juridiction de la cour, récapitulant les arguments prononcés par le procureur général que la cour avait acceptés dès le départ. Le jugement défendit la manière dont Eichmann avait été traduit en justice et écarta la requête voulant que, étant donné qu'il n'aurait pu être poursuivi en Argentine à cause de la prescription dans ce pays, il n'était pas acceptable de le juger en Israël. La prescription, à savoir la suspension de poursuites pour des actes criminels passé un certain délai après que le crime présumé a été commis, n'était pas universelle[872].

Le juge Raveh prit la suite et aborda les éléments concernant la carrière d'Eichmann dans le SD et au RSHA. Dans l'opinion des juges, il n'avait pas été prouvé qu'il avait participé à la Nuit de cristal, même s'il avait profité des conséquences de cette nuit de terreur. Son succès à Vienne lui avait valu une promotion et, ensuite, un poste doté de « responsabilités centrales » dans l'exécution des politiques contre les Juifs. Pour les années 1939-1941, les juges considérèrent qu'il y eut un conflit au sujet des politiques antijuives au sein de la hiérarchie nazie et une certaine ambiguïté quant à l'objectif final. Lors de cette période de transition, Eichmann fut chargé de l'émigration juive, mais il fut aussi responsable de l'organisation des déportations vers Nisko, qui avait probablement été une étape vers l'expulsion des Juifs encore plus à l'est. Plus tard, en tant que chef du bureau IV-D4, il fut responsable des déportations de masse hors du Reich et de l'expulsion de populations en Pologne occupée. Il organisa la déportation des Juifs de Stettin et Baden et fut impliqué dans le projet d'envoyer tous les Juifs à Madagascar. En mars 1941, il accéda à la direction du bureau IV-B4, chargé de l'« évacuation et des affaires juives » et, en novembre, il fut promu au grade de lieutenant-colonel. Selon l'interprétation des pièces faite par les juges, la politique à l'égard des Juifs entra alors dans une phase de transition. En premier lieu, les Juifs russes furent massacrés. Ensuite, on interdit aux Juifs allemands d'émigrer et on les envoya à l'est. En juillet 1941, l'élite du parti nazi décida que la « solution finale » signifierait l'extermination physique. Eichmann et son bureau se virent confier des tâches visant à préparer un génocide à l'échelle

européenne. Les dispositions furent formalisées lors de la conférence de Wannsee, au cours de laquelle Eichmann se vit confier un rôle central. Heydrich confirma personnellement qu'il était le seul officier spécialisé chargé de la coordination des mesures contre les Juifs. Le jugement analysa l'exécution de la « solution finale » pays par pays, soulignant les instances particulières où Eichmann avait autorisé des mesures spécifiques et expliquant comment le département IV-B4 avait agi hors de l'Allemagne par la voie de ses représentants rattachés à l'appareil de sûreté et aux missions étrangères. Il ne nia pas la complexité des voies hiérarchiques ni la difficulté d'atteindre une conclusion ferme. En Serbie, par exemple, les juges admirent que les éléments de preuve étaient assez nébuleux[873].

Lorsque le récit porta sur le cas de la Hongrie, le juge Landau prit la suite de la lecture. La Hongrie occupait « une place particulière dans la totalité des événements ». À ce moment-là, Eichmann occupait une fonction « stratégique » et manifesta « des traits d'obstination et de fourberie ». Sa prétention d'avoir négocié avec les représentants juifs dans le but de sauver des vies relevait de la « pure hypocrisie ». Les juges émirent l'avis qu'il avait inclus l'histoire dans son témoignage après avoir lu le livre de Joel Brand en prison. En vérité, il avait été « la première force motrice dans l'exécution de la "solution finale" en Hongrie ». Toutefois, les juges ne furent pas satisfaits de l'accusation selon laquelle il se serait personnellement rendu coupable d'un meurtre à Budapest, et jugèrent les éléments pesant contre lui « peu sûrs »[874].

Parlant « d'une voix très basse, à peine audible », Halevi lut le jugement sur la participation d'Eichmann dans le processus d'extermination en Europe de l'Est. Dans la mesure où l'accusé avait nié y avoir joué le moindre rôle, la cour décida qu'il était souhaitable de considérer toutes les pièces relatives à la question. Le jugement fut toutefois assez disparate. Les juges rejetèrent l'affirmation selon laquelle le bureau IV-B4 n'avait pas opéré dans le Warthegau, mais accepta le fait que les pouvoirs d'Eichmann ne s'étendaient pas jusque dans le Gouvernement général, où les hommes du IV-B4 ne s'occupèrent que d'aspects logistiques secondaires du processus d'extermination. Malgré la masse de documents et de témoignages accumulés par Hausner, le jugement conclut que « l'activité principale de l'accusé ne se situa pas là mais ailleurs ». D'un autre côté,

même si les accusations les plus extrêmes, comme le contrôle prêté à Eichmann sur les *Einsatzgruppen*, n'étaient pas prouvées, il portait néanmoins une responsabilité morale et légale par le fait qu'il avait livré des Juifs de toute l'Europe aux lieux d'extermination. Ensuite, Halevi récita le jugement concernant le lien entre Eichmann et les camps de la mort. Les juges conclurent qu'il n'avait pas été responsable de la mise en place et de l'exécution des camps de l'opération Reinhard, même s'il en avait visité certains et s'il avait soumis des lettres d'autorisation à Globocnik. Auschwitz-Birkenau était sous l'égide du WVHA et la cour refusa de considérer certaines allégations non corroborées de Höss à l'encontre d'Eichmann. Il ne faisait cependant aucun doute que le bureau IV-B4 avait bien envoyé de très nombreux Juifs à leurs assassins et qu'Eichmann avait aussi le pouvoir de retenir certains individus et de les protéger de la déportation. Le jugement ne retint en revanche aucun lien avec Chelmno et le lava de toute responsabilité au regard de l'unité 1005[875].

De même, le jugement fut négatif concernant les accusations du procureur selon lesquelles Eichmann aurait été responsable des conditions régnant dans les camps de concentration, des marches de la mort ou des programmes de stérilisation de masse et d'avortements forcés. Les preuves n'étaient pas corroborées et les accusations étaient dès lors infondées. Toutefois, les juges acceptèrent le fait qu'il avait joué un rôle pernicieux à Theresienstadt, où il avait été l'autorité responsable des interruptions de grossesse contraintes, et qu'il avait joué un rôle spécial vis-à-vis des Juifs étrangers internés à Belsen, qui partagèrent le triste sort des autres prisonniers. Il ne pouvait pas non plus se dérober à la responsabilité relative aux conditions abominables dans lesquelles avaient circulé les trains de déportation que son bureau avait affrétés. La cour jugea également que l'accusé était responsable du frein mis à l'émigration en Palestine à partir de 1937 et qu'il avait eu des liens étroits avec le grand mufti de Jérusalem, qui, affirma-t-elle, désirait alors lui aussi l'extermination des Juifs. Les juges déclarèrent Eichmann coupable d'avoir fourni des Juifs dans le but de recherches anatomiques[876].

Sur la question cruciale du moment où Eichmann devint impliqué dans la mise en place du système d'extermination, le jugement conclut que, « dès l'été 1941, il fut clair pour l'accusé que tout ce qui était lié à l'expulsion des

Juifs conduirait au bout du compte à leur destruction finale». Les juges décidèrent qu'Eichmann avait menti lorsqu'il déclara avoir tenté de sauver les Juifs allemands en les envoyant à Lodz en octobre 1941, et considérèrent que toutes les déportations vers l'est à partir de ce moment-là étaient intégrées dans une opération génocidaire. Ils posèrent aussi qu'il s'était occupé, à partir de l'automne 1941, de fournir des moyens d'exécution de masse au moyen de gaz empoisonné. Les juges rejetèrent son «autoportrait fantastique» au sein de la hiérarchie du RSHA. Ils établirent qu'il avait été capable à la fois d'un comportement obséquieux et d'initiatives individuelles sans merci dans le cadre des instructions générales qu'il recevait d'en-haut. Il ne faisait pas non plus le moindre doute que «son principal travail ne consistait pas à se procurer des wagons de marchandises, mais à se procurer des Juifs pour les remplir; afin de les déporter vers les camps d'extermination et tout ce qui était lié à cela». La cour rejeta son allégation selon laquelle il n'aurait été qu'un «petit rouage» dans la machine d'extermination: «Il faisait partie de ceux qui tiraient les ficelles[877].»

Tout au long du premier jour, Eichmann ne laissa apparaître qu'une concentration intense. Il prit çà et là fiévreusement quelques notes, mais demeura impassible le reste du temps. Alors que le jugement s'approchait du verdict final, Hausner détecta cependant des signes d'angoisse de plus en plus apparents sur son visage: «Les tics de son visage trahissaient son anxiété montante[878].»

Le président du tribunal lut l'argumentaire juridique relatif aux chefs d'accusation. Les juges écartèrent la notion de conspiration criminelle, que Hausner avait élaborée dans son réquisitoire de clôture, ce qui donna une piètre image de la compétence du procureur. Ils firent porter leur jugement uniquement sur les actes «auxquels l'accusé avait participé personnellement», en particulier en Allemagne, en Europe de l'Ouest et du Sud-Est, et sur la totalité de la «solution finale», dont il avait été le complice. Sur le premier, le deuxième et le troisième chefs d'accusation, crimes contre le peuple juif, les juges établirent qu'entre 1941 et 1945, «il n'y eut pas un seul secteur au sein duquel l'accusé n'a pas agi, d'une manière ou d'une autre, avec des degrés d'intensité différents». Ils ne trouvèrent en revanche aucune preuve de son intention d'exterminer les

Juifs ou de causer des conditions susceptibles de conduire à leur destruction entre 1938 et 1941, et l'acquittèrent de ces charges. À l'exception de Theresienstadt, le jugement ne retint pas le quatrième chef d'accusation, à savoir la stérilisation forcée. Eichmann fut reconnu coupable de crimes contre l'humanité, chefs cinq à sept, contre les Juifs pour toutes les années de 1938 à 1945. Il fut déclaré coupable de crimes de guerre, huitième chef, et de crimes contre les Polonais, les Slovènes et les Tziganes, chefs neuf à onze. La cour déclara cependant que l'accusation n'avait pas présenté de preuves suffisantes pour condamner Eichmann au sujet des allégation de meurtre des enfants déportés de Lidice. Il fut reconnu coupable d'avoir appartenu à la SS, au SD et à la *Gestapo*, « organisations hostiles » condamnées comme « criminelles » par la charte de Nuremberg, bien que la prescription limitât sa période de culpabilité à après mai 1940[879].

Ayant déclaré Eichmann coupable de tous ces chefs d'accusation, les juges examinèrent d'éventuelles circonstances atténuantes. Sa principale ligne de défense était qu'il avait agi par obéissance à des ordres de ses supérieurs, mais cette stratégie avait été explicitement écartée par le tribunal de Nuremberg. Eichmann savait pertinemment que les actes qu'il commettait étaient outrageusement illégitimes et il sembla parfois lui-même le reconnaître, regrettant la contrainte exercée par son serment et affirmant qu'il avait cherché à se faire transférer. Toutefois, malgré ses protestations d'après-guerre, il ne donna à l'époque aucun signe de tourment intérieur et exprima même un jour avoir éprouvé de la « joie » et de la « satisfaction » dans son travail. Il existait de fortes preuves de son antisémitisme, de sa persévérance et de son zèle. À l'inverse, rien n'indiquait qu'il aurait éprouvé de la compassion pour ses victimes – à la seule exception de l'aide apportée à la fille de son oncle juif par alliance. Après avoir considéré les preuves et après avoir eux-mêmes interrogé Eichmann, les juges conclurent qu'il était un nazi fervent rempli de haine envers les Juifs : « C'était une haine froide et calculatrice, dirigée plutôt contre le peuple juif dans son ensemble que contre les Juifs pris individuellement, et pour cette raison, elle fut à ce point pernicieuse et destructrice dans toutes ses nombreuses manifestations. » Bien sûr, son cas n'était pas unique et il n'avait pas agi seul, mais il s'était trouvé au cœur du génocide. Ses déclarations d'après-guerre et sa conduite lors de l'interrogatoire et devant le tribunal

indiquèrent aux juges qu'il ne s'était pas repenti. Il avait menti et démenti afin de se dérober à la culpabilité. Les juges lui firent même un compliment, du revers de la main : « Ses tentatives furent faites avec un certain talent, caractéristique des qualités dont il avait fait preuve à l'époque des faits – un esprit alerte, une capacité de s'adapter à n'importe quelle situation difficile, une grande habileté et la parole facile. » Ils reconnurent qu'il avait de lui-même et librement avoué certains détails compromettants à Less, pour des raisons qu'ils ne parvenaient à comprendre, mais ces aveux ne contrebalançaient pas ses nombreuses tentatives de tromperie. Landau demanda ensuite à Eichmann de se lever. Il lui lut la version concise du verdict et ajourna la séance[880].

Eichmann fut visiblement irrité du jugement, non seulement à cause du verdict, qu'il connaissait déjà, mais aussi à cause de la manière offensante avec laquelle il avait été prononcé. Les espoirs qu'il avait investis dans la cour s'évaporèrent. Les juges avaient révélé le mépris et la répugnance sans bornes dans lesquels ils le tenaient. Servatius rapporta qu'il déclara : « C'est une chose à laquelle, en fin de compte, je ne m'attendais pas : ils ne me crurent pas du tout. Bien sûr, je n'étais pas le plus petit rouage, et d'ailleurs je ne peux plus supporter d'entendre ce mot, "rouage", parce qu'il n'est pas exact. Mais d'un autre côté je n'étais pas non plus le ressort. » Le pire était néanmoins à venir, car, comme il le savait déjà, le lendemain, l'accusation demanderait la sentence la plus sévère[881].

Gideon Hausner aborda la question de la peine avec un ton mêlant appréhension et une certaine trépidation. Il déclara à la cour qu'il n'y avait pas de circonstances atténuantes : « Par l'énormité de ses crimes, Eichmann s'est lui-même exclu de la société des hommes. » Il avait cessé d'être un homme et était devenu un « ennemi de l'espèce humaine ». Non repenti, toujours croyant fervent en la cause nazie, il ne méritait aucune compassion. Puisque aucune punition ne pouvait égaler ses crimes, la peine de mort était le minimum que l'on pouvait demander[882].

Maître Servatius répondit que la loi donnait à la cour la possibilité de décider d'une peine moins sévère. Il mit l'accent sur le temps écoulé depuis que les crimes avaient été commis (même si Hausner avait auparavant anticipé cet argument en attribuant le délai à la fuite et à la dissimulation d'Eichamnn). Il réitéra le fait que l'accusé avait été impuissant à stopper

« la machine qui produisait les ordres ». Son seul crime avait été l'obéissance : c'était l'État qui était fautif, et non pas son loyal serviteur. En fait, il avait fait preuve de « résistance intérieure », au moins jusqu'au moment où il avait vu ses supérieurs décider du génocide, après quoi ses doutes avaient été neutralisés. Eichmann, plaida-t-il, était en train d'être utilisé comme bouc émissaire par la communauté internationale « pour la culpabilité de l'époque ». En effet, tant que la cause de l'antisémitisme et de la persécution des Juifs ne pourrait être invoquée et imputée à certaines origines humaines, le fait de punir un seul homme n'aurait pas un grand effet dissuasif. Sa mort n'aurait pas non plus de vertu éducative. C'étaient les faits qui comptaient, et non le destin d'un individu. De plus, depuis la fin de la guerre, son client avait mené une vie décente et il était prêt à admonester tous ceux qui voulaient bien l'entendre pour qu'ils ne suivent pas le même chemin funeste que lui. Il serait « irrationnel » de prendre sa vie en espérant que cela pourrait servir à expier les souffrances qui avaient été infligées par le passé. Il serait préférable de laisser à Dieu le soin de le juger. Pour faire bonne mesure, Servatius ajouta que, si Eichmann avait été jugé en Allemagne de l'Ouest, il n'aurait pu être condamné à mort, car le châtiment suprême n'existait pas dans ce pays[883].

Eichmann fut ensuite invité à s'adresser à la cour. Il se tint debout, tenant à la main une déclaration écrite qu'il avait préparée la veille, et il parla d'une manière mesurée, par moments fougueuse. Il était « déçu ». Il comprenait l'exigence d'expiation et partageait les sentiments d'horreur évoqués par les événements présentés à la cour. Pourtant, la responsabilité et la culpabilité étaient du côté des dirigeants politiques : son seul tort avait été son obéissance complète. On avait abusé sa loyauté : « Les subordonnés sont désormais aussi parfois des victimes, et moi-même je suis l'une de ces victimes. » Eichmann nia avoir jamais été un fanatique. Au contraire, tout ce qu'il avait fait était normal. Personne n'était jamais venu le trouver pour lui faire des reproches sur la manière dont il se conduisait dans l'accomplissement de son devoir, et personne n'avait élevé la voix contre les politiques qu'il exécutait. Il n'avait jamais tué personne. Et il n'avait pas non plus menti intentionnellement à la cour : il avait simplement commis quelques erreurs à cause d'une mémoire défaillante. Il conclut en affirmant qu'il avait toujours cherché à vivre conformément à des principes éthiques,

mais qu'il avait été « empêché par l'État de vivre selon ce principe. Il m'a fallu passer d'une éthique unitaire à une éthique à moralité multiple. J'ai dû me soumettre à l'inversion des valeurs prescrite par l'État ». Courant le risque d'être perçu comme un hypocrite, il ajouta : « Si je pouvais aujourd'hui agir de mon plein gré, c'est de tout mon cœur que je demanderais pardon au peuple juif et que je me reconnaîtrais accablé de honte à la pensée des injustices et des iniquités commises à l'égard des Juifs. » Dans une dernière tentative de susciter de la compassion, il déclara qu'il avait été calomnié par d'autres nazis plus coupables que lui et diffamé dans la presse du monde entier. « Je ne suis pas le monstre que l'on a fait de moi. Je suis victime d'une idée toute faite, d'une idée fausse[884]. »

La cour ajourna la séance jusqu'au lendemain, où la sentence fut prononcée. Selon Hausner, Eichmann « se tint au garde à vous, pétrifié. On ne pouvait s'y tromper, il était très ému ». Le juge Landau déclara qu'il existait une certaine ambiguïté autour du caractère obligatoire ou non de la peine de mort, et que les juges avaient abordé la sentence en tenant pour acquis qu'ils avaient le choix de la peine. Ensuite, il condamna Eichmann à la peine maximale : le châtiment suprême. L'accusé, déclaré coupable, se vit donner la possibilité de faire appel sous dix jours. Après seulement soixante minutes, la dernière session fut levée, mettant fin au procès dans son ensemble. Les policiers escortèrent Eichmann hors de son box et jusqu'à sa cellule. Là, une fois qu'il fut bien à l'intérieur, les gardes lui donnèrent une cigarette et une tasse de thé[885].

Tandis que Me Servatius commençait à préparer un appel pour le compte de son client, le monde réagit à la nouvelle de la peine de mort. Vera Eichmann, qui était arrivée en Allemagne de l'Ouest juste avant de rendre visite en secret à son mari, déclara que le verdict était « ridicule ». Elle confia au journaliste britannique Colin Lawson que « désormais il n'y a rien d'autre à faire que d'attendre que mon mari me soit rendu. Je suis sûre au-delà de tout qu'il va revenir. Toute cette histoire terrible va être arrangée ». Des centaines de lettres arrivèrent au ministère de la Justice, adressées à Eichmann ou bien à Hausner. La branche de Chicago du parti nazi américain télégraphia ses vœux d'anniversaire à Eichmann, l'assurant qu'il constituait « un exemple que tous nous saurions suivre ». Une section du Nebraska, qui n'avait pas entendu la déclaration finale d'Eichmann ou bien

n'en avait pas été ébranlée dans sa foi, lui offrit les encouragements suivants : « Le combat continue, nous sommes avec toi, périsse la Judée, tes vieux camarades. » Un nazi impénitent de Hambourg l'assura que « l'âme de la nation allemande respire dans les idées du parti ». Un compatriote autrichien lui offrit le réconfort de savoir que des millions d'Allemands ne le considéraient pas comme un assassin. Des millions d'autres furent toutefois d'un avis différent. Eichmann reçut aussi des lettres d'Allemands et de chrétiens déclarés brûlant de chagrin et de honte, certains lui conseillant de se repentir publiquement. Hausner, quant à lui, fut littéralement inondé de suggestions vengeresses, dont certaines étaient véritablement sadiques, concernant différentes manières possibles d'exécuter Eichmann. Inutile de dire que de nombreuses personnes voulaient voir le condamné mis à mort dans une chambre à gaz[886].

Les audiences en appel se déroulèrent du 22 au 29 mars 1962. La gravité du cas était telle que la Cour suprême siégea comme tribunal d'appel pour cette affaire criminelle. Les juges comptaient Yitzhak Olshan, le président, ainsi que Simon Agranat, Moshe Silberg, Yoel Sussman et Alfred Witkon. Servatius soumit un argument écrit de cinquante pages, qui n'ajoutait pas grand-chose aux plaidoiries qu'il avait déjà faites. Il accusa le tribunal de Jérusalem d'avoir été biaisé et récusa le fait qu'il eût été compétent pour juger Eichmann. Il n'était pas de sa compétence de délibérer et de prononcer un jugement sur des crimes commis contre des non-Juifs et des non-Israéliens. Les éléments à charge étaient insuffisants pour prouver les faits : les documents présentés étaient fragmentaires et la cour n'avait pas considéré à leur juste valeur les témoignages plus que suspects d'anciens SS. Certains des témoins de l'accusation, notamment Joel Brand, avaient fait des dépositions erronées, et des passages des déclarations de Höttl, de Wisliceny et de Höss pouvant être lus comme apportant des éléments à décharge avaient tout simplement été ignorés[887].

Servatius se plaignit amèrement de l'exclusion des témoignages de Shimoni et Tohar, qui auraient pu mieux permettre de comprendre si la venue d'Eichmann en Israël avait été faite « de son plein gré ». Il voulait les examiner devant la cour, et, inversant son avis antérieur concernant le professeur Serafim, demanda aux juges d'entendre son témoignage sur le traitement réservé aux hommes de la SS qui demandaient à être transférés.

Dans une veine sensationnaliste, il réclama aussi le droit d'examiner Chaim Barlas, Ehud Avirel, Menahem Bader, Reuven Zaslani et Moshe Sharett, qui avaient tous été des activistes sionistes impliqués dans les négociations autour des Juifs hongrois en 1944. Plusieurs de ces hommes étaient devenus des politiciens israéliens de premier plan, et l'on risquait un grand embarras public s'ils devaient être traînés devant la cour. De manière encore plus frappante, il exigea de pouvoir interroger Hans Globke, qui avait écrit en 1936 une interprétation juridique des lois de Nuremberg. Il était devenu secrétaire d'État à la chancellerie allemande, et un membre important du gouvernement de Konrad Adenauer. Tant que Servatius espérait que le gouvernement ouest-allemand ferait une demande d'extradition concernant Eichmann pour le juger en Allemagne, il s'était abstenu d'impliquer des Allemands de l'Ouest occupant des postes de haut rang. Maintenant qu'il était clair que l'Allemagne de l'Ouest ne souhaitait pas venir en aide à Eichmann, il n'avait plus rien à perdre. Il fit aussi planer la menace qu'Eichmann allait intenter un procès au gouvernement ouest-allemand pour avoir failli à venir en aide à un citoyen allemand qui avait été illégalement enlevé[888].

En fin de compte, ce n'était là que rhétorique vide, et Servatius en fut réduit à répéter ses arguments selon lesquels Eichmann était moins important que l'accusation l'avait affirmé, qu'il n'avait été qu'un simple transmetteur d'ordres, et qu'il était au bout du compte une victime d'un système totalitaire qui avait nié à ses agents la liberté de désobéir quand bien même ils auraient eu de grandes objections morales vis-à-vis de certaines décisions. Quand vint son tour de répondre, l'avocat général eut la tâche facile et régurgita simplement les nombreuses preuves déjà amassées[889].

Pendant que le tribunal d'appel se retirait pour délibérer, plusieurs historiens demandèrent à pouvoir interroger Eichmann, afin de recueillir les mots d'une source d'information qui serait selon toute vraisemblance bientôt épuisée. Toutes leurs demandes furent rejetées. Le professeur Shaul Esh, directeur de l'*Institute for Contemporary Jewry*, se vit signifier sèchement qu'Eichmann était « trop occupé » et que de toute manière on ne pouvait lui faire confiance[890].

La situation délicate dans laquelle se trouvait Eichmann incita également le révérend William Hull à demander à le voir. Hull était un missionnaire protestant, né au Canada, qui dirigeait la mission chrétienne de Sion à Jérusalem. Il avait précédemment approché le ministère aux Affaires religieuses afin d'offrir ses services de conseiller religieux si la peine de mort devait être prononcée contre Eichmann, mais sa proposition avait été poliment écartée, car elle était purement hypothétique. À la lumière du verdict, Hull renouvela sa demande et écrivit au directeur des services pénitentiaires en faisant valoir que, puisque Eichmann était nominalement un chrétien, il avait droit à un guide spirituel. Le gouvernement israélien considéra la question pendant un mois avant de refuser à nouveau la requête de Hull. À la mi-mars 1962, celui-ci rencontra Servatius, qui avait été malade en Allemagne et venait tout juste de rentrer pour mener la procédure d'appel. L'avocat lui annonça qu'Eichmann ne désirait pas de conseil spirituel. S'il devait voir quelqu'un, il préférerait un jésuite. En effet, un jésuite « comprendrait mieux que personne sa position[891] ».

La veille des auditions d'appel, Eichmann changea pourtant d'avis. Servatius informa alors Hull qu'il souhaitait le rencontrer. Celui-ci obtint difficilement la permission des autorités israéliennes et prit des dispositions pour rencontrer le prisonnier à la prison de Ramleh. La première visite eut lieu le 11 avril 1962. Hull se fit accompagner par sa femme, qui parlait couramment allemand et servirait de traductrice. Le plan d'action, conclu autour d'un café avec le directeur de la prison, serait le suivant : Hull se présenterait et conduirait ensuite une « lecture biblique », basée sur des passages spécialement sélectionnés pour encourager Eichmann à se repentir et à embrasser le christianisme. Le révérend pourrait ensuite revenir deux fois par semaine pour faire des lectures supplémentaires, « jusqu'à la fin ». Hull et sa femme traversèrent ensuite les différentes barrières de sécurité et parvinrent jusqu'à la cellule d'Eichmann. Lorsqu'ils furent escortés à travers la dernière porte, ils aperçurent le prisonnier derrière la vitre en verre blindé enchâssée dans le mur et traversant la pièce de part en part. Avec ses bonnes manières infaillibles, il se leva pour les saluer[892].

Hull rendit au total douze fois visite à Eichmann au cours du mois suivant. Leurs échanges constituent quasiment la seule source d'information disponible sur la vie intérieure d'Eichmann, telle qu'elle était, mais passée

au filtre de la ferveur prosélyte de Hull. Les conditions dans lesquelles se déroulèrent les échanges ne furent pas non plus des plus propices. Eichmann parlait à travers un micro et ses conversations avec Hull devaient être relayées et traduites par Mme Hull. Il se montra au départ hostile. Il déclara à Hull : « Je connais Dieu, je n'ai jamais perdu le contact avec lui. » Lorsque Hull commença sa lecture biblique, Eichmann refusa tout net d'y être mêlé. « Je ne lirai pas l'Ancien Testament ; il ne s'agit là que d'histoires et de fables juives. Je refuse de les lire. » Lorsque Hull l'invita à réfléchir au jugement de Dieu et au jugement de Dieu sur les hommes, Eichmann rétorqua : « Je ne crois pas en l'enfer. L'enfer n'existe pas[893]. »

Même si le directeur de la prison le félicita pour avoir fait des progrès en persuadant Eichmann de lire la Bible, Hull fut quant à lui déçu de l'entretien. Le 12 avril, le directeur des services pénitentiaires lui téléphona pour l'informer qu'Eichmann voulait écourter les visites. Il avait en fait écrit une lettre à Hull, dans laquelle il expliquait qu'il ne voulait pas faire perdre son temps au pasteur. Il avait quitté l'Église pour des raisons profondes qui rendaient toute discussion ultérieure inutile. Il laissait toutefois à Hull la décision finale quant à la poursuite de sessions. Hull ne fut pas découragé et retourna à la prison le 20 avril. Lors de leur rencontre préparatoire, le directeur l'encouragea en lui révélant que l'examen médical qui avait suivi sa première visite avait révélé une augmentation de la pression artérielle d'Eichmann. Rasséréné par cette information, Hull décida de converser avec Eichmann plutôt que de continuer les lectures, et lui demanda pourquoi il avait quitté l'Église. Eichmann expliqua qu'on lui avait demandé de le faire lorsqu'il était devenu membre du parti nazi, mais qu'il avait contrevenu à la norme en restant jusqu'en 1937. Il avait fini par partir parce qu'il percevait dans le conflit entre le parti et l'Église des signes indiquant que la religion organisée était aussi une affaire politique. Désillusionné, il s'était tourné vers la philosophie afin de satisfaire sa soif de « vérité spirituelle » et avait lu les philosophes grecs, ainsi que Kant et Nietzsche. Il s'était aussi renseigné sur le bouddhisme. En fin de compte, il avait trouvé Dieu dans la nature. Le panthéisme était plus satisfaisant que tout système déontologique parce qu'il ne pouvait concilier l'iniquité du monde avec la toute-puissance d'un être suprême. Pour Eichmann, l'homme était insignifiant et il était absurde pour Dieu de lui sacrifier son fils. Si le

Dieu chrétien était vraiment tout-puissant, pourquoi y avait-il alors tant de religions différentes et tant d'incroyants[894] ?

Dans ses échanges avec Hull, Eichmann révéla une profonde haine de lui-même. Il ne pouvait pas croire que quiconque ou quoi que ce fût voudrait le rédimer. Il fit aussi preuve d'un grand fatalisme, lié à son sentiment d'impuissance et au fait de se trouver à la merci de forces plus grandes que lui. « Mon idée de Dieu est tellement immense que je ne peux croire qu'il penserait que son fils serait le seul chemin, que l'on devrait venir à lui à travers son fils et que cela serait la seule manière. » Si le Dieu chrétien était tout-puissant, pourquoi ne faisait-il pas croire la même chose à tout le monde ? Il ne pouvait croire en un Dieu qui n'était pas assez puissant pour imposer une allégeance universelle ou pour sauver son propre fils[895].

Aux yeux d'Eichmann, le fait de l'existence de nombreuses religions tendait à prouver que le christianisme n'avait pas le monopole de la vérité. Il avait alors imaginé une sorte de panthéisme qui pouvait satisfaire son besoin de dimension spirituelle, sans toutefois avoir de limites morales. Le Dieu présent dans la nature d'Eichmann était si puissant que tout était prédéterminé, si bien que l'individu n'avait ni volonté libre ni responsabilité. Ainsi, de manière paradoxale, cette divinité omnipotente libérait l'homme de toute contrainte morale. Si l'on en croit la transcription faite par Hull des mots d'Eichmann, ce dernier avait la même image de l'univers qu'il avait eue de la conférence de Wannsee – ou peut-être était-ce l'inverse. Une fois que Dieu/les supérieurs d'Eichmann avaient parlé, et que son chemin avait été tracé pour lui, il était libre d'obéir et de le suivre sans éprouver le moindre scrupule.

Les joutes théologiques de Hull furent temporairement assombries par la révélation dans la presse israélienne qu'Eichmann s'entretenait avec un homme d'Église. Les journaux publiés en hébreu furent outragés du fait qu'il s'était vu accorder une sollicitude qu'il avait lui-même refusée à ses victimes[896]. Hull dissimula l'affaire à Eichmann dans l'espoir qu'il pourrait encore obtenir de lui une confession qui justifierait son opiniâtreté. Il échoua en cela. Eichmann refusa obstinément de reconnaître le principe du salut ou de la miséricorde du Christ. Ce n'était pas seulement une question de principe philosophique. Au bout du compte, il ne croyait pas qu'il y eût

de raison pour lui de se livrer à la miséricorde d'une divinité. « Je n'ai rien à confesser », dit-il à Hull le 10 mai. « Je n'ai pas péché. Je suis au clair avec Dieu. Je n'ai rien fait, rien fait de mal. Je n'ai aucun regret. » Alors que le verdict de la cour d'appel approchait, Eichmann respirait la confiance. Il déclara à Hull que son frère à Linz, qui était avocat, lui avait écrit pour lui assurer que, sur la base des éléments existants, son appel serait certainement entendu et qu'il serait libéré. Lorsque Hull l'avertit qu'il y avait de plus grandes chances qu'il fût bientôt exécuté, Eichmann fut décontenancé. Son anxiété s'accrut avec l'intensification des examens médicaux auxquels il devait se soumettre au quotidien, cette fois afin de s'assurer qu'il n'existait pas de raison lui permettant de faire appel ou de surseoir à l'exécution pour des raisons médicales ou psychologiques[897].

Le 20 mai, Hull avait épuisé son arsenal théologique. Il avait essayé les lectures bibliques, la discussion et la prière, mais Eichmann était resté imperturbable et s'était même enhardi. Il rappela à Hull sur un ton de défi que des hommes du clergé avaient béni les assassins de tous les bords pendant la guerre. Hull, de son côté, voyant que le temps était presque épuisé, remit à Eichmann un document pour recueillir une confession écrite. Celui-ci rétorqua qu'il s'était déjà repenti oralement et qu'il n'avait aucune intention de faire une confession écrite qui le ferait passer pour un hypocrite. Afin de s'assurer que rien de tel ne serait inventé, il alla jusqu'à déchirer la section du document qui comportait son nom. La dernière fois que Hull vit Eichmann avant son exécution, il était concentré sur le jugement en appel imminent et ne témoigna guère d'intérêt à ses attentions[898].

Eichmann reçut une autre visite : celle de Vera. Elle avait déjà demandé deux fois à voir son mari, qui avait disparu de leur vie le jour de leur anniversaire de mariage deux ans auparavant, mais n'avait pas été autorisée à se rendre en Israël. Sa requête fut finalement acceptée et elle s'envola vers Tel-Aviv les 28-29 avril, accompagnée d'une secrétaire qui travaillait pour Servatius. Son séjour eut lieu dans le plus grand secret. Elle voyagea sous un faux nom et demeura à bord de l'avion à l'aéroport de Lod, jusqu'à ce que tous les autres passagers eussent débarqué. Elle fut ensuite conduite dans une voiture de police directement jusqu'à la prison de Ramleh. Sur place, elle fut traitée de la même manière que Servatius et Hull. Elle dut

s’asseoir de l’autre côté de la paroi de verre et ne put parler à son mari qu’à travers un micro. La vitre empêcha tout contact physique. On sait peu de choses de ce qui se dit ce jour-là entre le mari et la femme, sinon qu’Eichmann donna à Vera des instructions pour l’éducation de leur plus jeune fils, Ricardo. Il lui recommanda notamment de le faire baptiser et de l’envoyer dans une école catholique[899].

Le 23 mai, Servatius retourna en Israël et à l’hôtel *King David* pour la dernière fois. Il passa deux jours à Ramleh pour discuter avec Eichmann du procès et de ses implications. Comme le jour du verdict de la cour d’appel approchait, les gardes et le directeur de la prison purent observer la tension croissante du prisonnier. Par coïncidence, le jugement avait été programmé le 29 mai, jour du festival juif de Pourim, lors duquel les Juifs évoquent leur délivrance d’une conspiration meurtrière dans l’ancienne Perse. C’est l’une des rares fêtes joyeuses du calendrier juif sacré. Il n’y eut toutefois pas de célébrations au Beit Ha’am. Peu de gens s’attendaient à la moindre surprise, et la salle était visiblement clairsemée lorsque la cour d’appel rendit sa décision[900].

Les cinq juges rejetèrent tous les arguments de droit émis par Servatius et ne virent aucune raison de convoquer les témoins qu’il avait nommés. Le jugement du tribunal d’appel fut même peut-être plus sévère que celui du tribunal de Jérusalem. Il représenta Eichmann comme l’un des principaux acteurs au sein de la hiérarchie nazie, et comme jouissant alors de pouvoirs presque illimités. Il ne pouvait en aucun cas affirmer qu’il avait agi sous une quelconque forme de contrainte. Il n’avait d’ailleurs pas manifesté de signe de désarroi ou de faiblesse, ni de remords[901].

Alors que le jugement était lu par chacun des juges à tour de rôle, Eichmann fixa son regard sur Agranat, qui était né aux États-Unis, espérant peut-être un traitement plus clément de la part d’un Anglo-Saxon. Toutefois, lorsque Agranat entonna les raisons de confirmer la compétence du premier tribunal, et qu’Eichmann comprit que ses chances de s’en sortir s’amenuisaient, « son visage devint grave, dur. Il regarda droit devant lui ». Eichmann fut stupéfait d’entendre que le gouvernement ouest-allemand n’avait pas répondu à la requête de Servatius visant à le faire extrader. D’après Hull, il devint écarlate de rage lorsque le juge Silberg ridiculisa sa défense et le décrivit comme la figure puissante et meurtrière qu’il avait

toujours nié avoir été. En l'espace de seulement trois heures, la cour rejeta la procédure d'appel relative au jugement et à la sentence. Le lendemain, Me Robert Servatius quitta Israël pour ne plus y retourner. Eichmann, quant à lui, n'aurait pas la chance de partir[902].

Comme il en était convenu avec son avocat, il adressa immédiatement un recours en grâce au Président israélien Yitzhak Ben-Zvi. Celui-ci requit une opinion écrite du ministre de la Justice avant de rendre sa décision, mais il fut aussi submergé de conseils non sollicités venant du monde entier. Eichmann ne sut probablement jamais qu'il avait de si nombreux avocats, d'origines parfois très inattendues. Le juge Haïm Cohen, qui était l'une des figures les plus respectées sur la scène juridique israélienne, refusa de participer à la procédure d'appel, du fait de son opposition de principe à la peine de mort. Un nombre important de philosophes et d'intellectuels évoluant dans les hautes sphères de la vie culturelle et intellectuelle israélienne écrivirent à Ben-Zvi pour demander que la peine de mort ne soit pas remise en vigueur. Martin Buber, Hugo Bergman, Gershom Scholem, Ernst Simon, Nehimiah Liebowitz et Natan Rotenstreich clamèrent que le fait de prendre une vie pour venger la perte de six millions d'autres donnerait un faux sentiment d'expiation : c'était un acte vain qui ne ferait que confirmer au monde que les Juifs étaient un peuple vengeur. Même Jacob Robinson, qui avait assisté l'accusation, demanda de surseoir à l'exécution, sous le prétexte qu'il serait pure folie de tuer un tel témoin unique de l'histoire. Il se fit éconduire tout aussi sèchement que les historiens qui avaient demandé à rencontrer Eichmann. Les appels en faveur de celui-ci parvinrent aussi de l'étranger. L'historien britannique Arnold Toynbee, lord Russell, qui avait couvert le procès pour la presse britannique, et le député Richard Crossman, ami bien connu d'Israël, protestèrent tous les trois contre ce qui serait perçu comme un acte de vengeance. Victor Gollancz et Arthur Koestler, Juifs tous les deux, et qui avaient tenté d'alerter le monde au sujet de la « solution finale » pendant la guerre, envoyèrent à Jérusalem des télégrammes de la onzième heure pour exprimer leur horreur des exécutions d'État. La romancière américaine mondialement célèbre Pearl Buck, qui était souvent perçue comme la conscience de l'humanité, ajouta sa voix au chorus[903].

Le tollé qui s'éleva contre la peine de mort ébranla Ben Gourion. Il convoqua une réunion spéciale du cabinet, qui approuva collectivement la peine de mort et appela Buber à cesser sa vive opposition. Hausner rendit aussi visite à Buber, sans résultat. Pendant ce temps, le ministre de la Justice, Dov Joseph, avertit le révérend Hull que, si Ben-Zvi s'opposait au recours en grâce, la fin arriverait rapidement. Eichmann avait récemment vu sa femme et avait eu tout le temps de mettre ses affaires en ordre. Israël n'avait reçu aucune demande d'extradition ou autre intervention juridique du même ordre. Il y avait toutefois un problème. Israël ne prévoyait la peine de mort pour aucun autre crime, et comme il n'y avait jamais eu un tel procès auparavant, il n'existait pas d'installation prévue pour procéder à une exécution. Le directeur des services pénitentiaires, Aryeh Nir, dut improviser rapidement. Entre le 29 et le 30 mai, une pièce du troisième étage dans la partie de la prison de Ramleh, qui avait servi de logement aux gardes, fut condamnée et un trou fut percé dans le sol jusqu'à la pièce située directement en-dessous. Une potence fut érigée au-dessus de l'ouverture, et une trappe fut installée. Elle fut testée, et elle fonctionnait. Le 31 mai à 20 heures, Eichmann fut informé que le président avait refusé son recours en grâce et que la sentence serait exécutée à minuit le même jour. Eichmann reçut la nouvelle avec calme. Il demanda une bouteille de vin et s'assit à son bureau pour écrire ses dernières lettres[904].

Le révérend Hull avait été choisi par Dov Joseph pour être aux côtés d'Eichmann au cas où il aurait désiré se confesser au seuil de la mort. Hull rejoignit quatre journalistes, deux Israéliens et deux membres de la presse internationale, qui avaient été choisis pour assister à l'exécution. Plus tôt dans la journée, il avait eu sa dernière entrevue avec Eichmann. Il avait trouvé le prisonnier dans un état d'esprit froid et hautain. « Je me prépare à ma manière et je n'ai pas le temps de discuter de votre manière ni de vos idées », lui avait-il lancé sur un ton brusque. Eichmann ridiculisa l'idée que des millions de gens priaient pour son âme et qu'il avait encore une chance de se repentir. Lorsque Hull mentionna la confession de prison de Hans Frank, Eichmann lui répondit d'un ton railleur : « Il s'est repenti, mais il était coupable. C'était un général, il donnait des ordres. Il avait besoin de se repentir, mais moi, je ne suis pas coupable. » Il dit finalement à Hull : « Je suis prêt à mourir. » Hull rentra à Jérusalem cet après-midi-là, mais à

19 h 50 il fut informé que l'exécution aurait lieu à minuit. Il retourna précipitamment à Ramleh à la tombée du jour, et arriva à 23 h 20. Il trouva la prison encerclée de dizaines de policiers et de soldats. Ces mesures de sécurité devaient empêcher une tentative d'évasion de dernière minute, même si l'autorisation de la pendaison par le président n'avait pas encore été annoncée publiquement. Une fois que Hull eut passé tous les contrôles et qu'il pénétra dans la cellule d'Eichmann, il découvrit une scène plutôt étrange. Eichmann avait mangé son dernier repas et bu toute une bouteille de vin : il était un peu ivre. Lorsqu'il aperçut Hull, il dit : « *Guten Abend*. Vous avez l'air très triste. Pourquoi êtes-vous triste ? Je ne suis pas triste. » Il balaya les derniers appels de Hull à la repentance et lui fit juste passer quelques lettres destinées à sa famille. « Il avait tous les signes de quelqu'un d'heureux, même de joyeux, sans laisser paraître le moindre signe de peur. Il semblait se réjouir de la fin qui était proche[905]. »

La chambre d'exécution improvisée était reliée à la cellule d'Eichmann par une ouverture qui avait été sommairement percée à travers un mur. Juste avant minuit, Eichmann fut menotté et on entrava ses chevilles. À sa demande, il lui fut accordé quelques instants pour réciter une prière en silence. Il fut ensuite sorti de sa cellule par plusieurs policiers, accompagnés du commissaire Nir, des responsables de la prison, d'un médecin, des journalistes, et de Hull. Il marchait d'un pas mal assuré, du fait de l'alcool et des entraves. En chemin, son nez se mit à couler, et il dut demander à l'un des gardes de le lui essuyer. Lorsque le groupe arriva à l'entrée de la pièce équipée de la potence, ils réalisèrent qu'elle n'était pas encore tout à fait prête, et ils durent attendre. Après cette pause embarrassante, Eichmann fut conduit à l'intérieur, suivi des observateurs. Ces derniers virent l'équipe chargée de l'exécution placer la corde entourée de caoutchouc en deux boucles au-dessus de la tête d'Eichmann. On lui proposa une cagoule, mais il refusa. Les deux bourreaux prirent alors place devant les mécanismes qui ouvraient la trappe située sous les pieds d'Eichmann. Seul l'un de ces boutons déclencherait en réalité l'ouverture, si bien qu'aucun des deux hommes ne saurait jamais si c'était lui qui avait commis l'acte final. On demanda à Eichmann s'il souhaitait dire un dernier mot, et Hull écouta attentivement ce test ultime de ses pouvoirs de persuasion. Eichmann ne se laissa toutefois pas aller et ne flancha pas. Ses derniers mots furent : « Vive

l'Allemagne, vive l'Argentine, vive l'Autriche. Ce sont les trois pays desquels je fus le plus proche et je ne les oublierai pas. Je salue ma femme, ma famille et mes amis. Je suis prêt. Nous nous rencontrerons à nouveau bientôt, car tel est le sort de tous les hommes. Je meurs en croyant en Dieu. » Avec un cliquetis, la trappe s'abaissa, Eichmann tomba de trois mètres et la corde se tendit brusquement. Il y eut un grand calme et un silence seulement interrompu par le balancement de la corde et un bruit de gouttes : les fluides corporels d'Eichmann coulaient le long de ses jambes et se répandaient sur le sol en dessous[906].

Eichmann mourut avec courage et autant de dignité que permet une pendaison. Ce qui suivit, en revanche, releva du grand guignol. Il avait demandé que son corps soit incinéré, ce qui convenait parfaitement au ministère de la Justice, mais les autorités de la prison découvrirent que le règlement les obligeait à remettre au plus proche parent la dépouille d'un prisonnier mort pendant sa détention. Il n'existait aucune procédure concernant les crémations, dans la mesure où, d'après la loi juive, une personne décédée doit être enterrée. À toute vitesse, un amendement au règlement des prisons fut préparé et passa par toutes les étapes nécessaires afin de permettre la crémation et l'éparpillement des cendres. Tandis que les bureaucrates dégageaient les voies juridiques pour se débarrasser du corps d'Eichmann, des ingénieurs de l'armée, des policiers et des entrepreneurs privés travaillèrent dans le plus grand secret dans une orangeraie située près de la côte, où ils construisirent un crématorium rudimentaire et à usage unique[907].

Une fois que le corps d'Eichmann fut détaché de la corde et qu'il fut déclaré mort par le médecin de la prison, il fut emballé dans une couverture et chargé dans un camion qui fila à vive allure de la prison à cet endroit secret. Hull suivit dans une voiture de police remplie d'officiers de l'armée. Il y avait des camions de soldats et des policiers en armes à l'extérieur de la prison et à chaque intersection majeure sur le chemin menant à l'orangeraie. Toutes les routes conduisant à l'autoroute furent bloquées par la police, et des obstacles impressionnants furent disposés pour arrêter les véhicules qui auraient voulu forcer les barrages. Lorsque Hull arriva, il vit un four de fortune installé dans une clairière, sinistrement illuminé par des lampes à arc et par les phares de nombreux camions, voitures de police et véhicules

blindés de transport de troupes garés tout autour. Le four consistait en un tube métallique d'un mètre et demi de haut par un mètre de large et de deux mètres de long, avec une cheminée de trois mètres de haut s'élevant du sommet. Lorsqu'un levier fut tiré pour ouvrir la porte d'acier, un feu intense apparut, brûlant à l'intérieur. Hull fut appelé pour identifier le cadavre d'Eichmann au-dessous de la couverture, et il s'écarta lorsque le corps fut installé par des policiers sur ce qui ressemblait à une grande fourchette à deux dents en acier de quatre mètres de long. Ladite fourchette fut positionnée de telle sorte que le corps puisse glisser dans le fourneau, mais le caractère rudimentaire de la construction apparut soudain au grand jour, et l'opération ne fonctionna pas correctement. Les policiers perdirent l'équilibre, la fourchette bascula et le corps d'Eichmann roula par terre. Sous la lumière éclatante des lampes et l'éclat rougeoyant du fourneau, dans une scène qui n'aurait pas dépareillé dans la forêt proche de Chelmno ou dans le crématoire de Birkenau, des figures en uniforme luttèrent pour remettre le corps en place sur les dents de métal et le pousser dans le brasier. Ils y parvinrent finalement, les dents furent retirées, et le levier repoussé pour fermer la porte. Alors qu'une fumée noire sortait de la cheminée, Hull signa les formulaires confirmant l'identité du défunt et les restes désormais incinérés d'Adolf Eichmann. Il était une heure du matin[908].

Il fallait attendre que le feu s'éteigne. Dans le froid du petit matin, Hull et les derniers membres de l'équipe responsable de la crémation, dont Nir, regardèrent alors que les cendres d'Eichmann étaient sorties du fourneau qui se refroidissait et placées dans un seau en métal. Une voiture de police conduisit les cendres, les responsables et les observateurs jusqu'au port de Jaffa, où ils s'embarquèrent sur une vedette de la marine israélienne. Comme la petite embarcation se dirigeait en haletant vers les eaux internationales, Hull et Nir burent du café chaud. Il faisait froid et la mer était agitée. À environ 4 heures du matin, la vedette avait parcouru la distance nécessaire, et le capitaine coupa le moteur. Dans la fine lumière de l'aube, Nir vida les cendres d'Adolf Eichmann dans la Méditerranée. Pendant que Hull disait une prière en silence pour l'âme du disparu, Nir plongea le seau dans l'eau froide, le remua et vida ce qui restait dans les vagues. Tout juste après 4 h 30 du matin, le capitaine remit en marche le

moteur et la vedette rentra vers la côte d’Israël qu’Eichmann avait traversée en avion exactement deux ans auparavant[909].

CHAPITRE IX

APRÈS EICHMANN

… Et enfin te voilà, ennemi précieux,
Créature déserte, homme de mort cerclé.
Que diras-tu, maintenant, face à notre assemblée ?

Extrait du poème « Pour Adolf Eichmann », écrit par Primo Levi, Turin, Italie, 20 juillet 1960[910].

… l'enjeu n'était pas Eichmann, mais le totalitarisme.

Bruno Bettelheim, recension d'*Eichmann à Jérusalem*, de Hannah Arendt, *New Republic*, 15 juin 1963[911].

En vérité, Eichmann s'est dit, vous savez : « Les Juifs – le peuple le plus libéral au monde – ils seront équitables avec moi. » Équitables ? *Certainement*. « Rabbin », ça veut dire avocat. On lui donnera le meilleur procès au monde, à Eichmann, Ha ! ils lui rasaient les jambes pendant son appel ! C'est la dernière folie, mon vieux.

Lenny Bruce, one-man-show, USA, vers 1963[912].

> À mesure que je grandissais et que le long silence d'après-guerre (qui fait maintenant l'objet de nombreuses remarques) commençait à s'éclaircir (le procès Eichmann fut pour moi un baptême précoce), j'ai commencé à remarquer un sentiment particulier de judéité insistant sur lui-même dans ma peinture.
>
> R. B. Kitaj, 1974[913].

En un sens, peut-être le seul qui soit important, l'héritage d'Eichmann porte une profondeur impénétrable de douleur et de perte. Chaque rescapé des déportations dont il fut responsable porte cette profondeur en lui, et le poids est transmis à ses descendants. Chaque pays touché par la « solution finale » porte la marque de l'attention d'Eichmann, parfois et, par endroits, de manière plus manifeste qu'ailleurs. L'héritage d'Eichmann est présent partout où il y a un effort conscient de se confronter au passé nazi, où des efforts sont faits pour rendre la justice et punir les assassins, et pour commémorer ceux qui périrent entre leurs mains.

La capture, le procès et l'exécution d'Eichmann furent des événements médiatiques mondiaux qui rappelèrent à des millions de gens les années de la guerre. Pour la toute première fois, ce qui était arrivé aux Juifs d'Europe était au cœur de l'histoire. Le procès provoqua la publication de biographies écrites à la hâte, de collections de documents et d'études historiques plus distanciées, qui présentèrent la « solution finale » à des millions de gens trop jeunes pour avoir connu la guerre. Voir des rescapés apporter leur témoignage et la compassion que suscitèrent leurs récits donna aux Juifs en Israël et au-delà le courage de se souvenir de leurs expériences de la persécution et de tout ce qu'ils avaient enduré. Une vague de livres de souvenirs rejoignit une littérature académique de plus en plus abondante. Bien que le « silence » des rescapés au cours des quinze ans qui suivirent la fin de la guerre soit peut-être largement exagéré, et malgré la tendance à sous-estimer combien précisément a été écrit sur la persécution nazie et le crime de masse perpétré contre les Juifs, il ne fait aucun doute que le procès Eichmann renforça considérablement la conscience de la catastrophe et transforma pour toujours le paysage intellectuel et culturel. Cela aussi fait partie de son héritage.

De manière peut-être ironique, cet effet fut peut-être moins dû au procès en lui-même, qui eut un impact inégal, qu'au commentaire qu'en fit Hannah Arendt dans son livre *Eichmann à Jérusalem*, publié en 1963. Sa description d'Eichmann, plus que les éléments présentés lors de l'audience, façonna l'icône qu'il devint par la suite. Le livre souleva une controverse immense, aux dimensions planétaires, qui confronta de manière frappante des millions de lecteurs de journaux et de consommateurs de produits culturels à la « solution finale ». Les thèses d'Arendt sur Eichmann et sur les réactions juives à la persécution nazie, qui constituent un pan important du livre (greffé, d'une certaine manière, à une recension plus générale du procès), mirent le feu aux poudres parmi les intellectuels et les universitaires. Plus de 200 livres et articles furent écrits en réponse à *Eichmann à Jérusalem* et à la controverse entourant le livre. On peut probablement ajouter que c'est de là que naquit le champ académique des « études sur l'holocauste », retombée imprévue et indirecte du procès[914].

Plus de 700 journalistes assistèrent à l'ouverture. Les principaux journaux de quasiment chaque pays développé dépêchèrent leurs reporters vedettes, même si peu d'entre eux restèrent plus de quelques semaines. Éparpillés sur les bancs de la presse, dans le Beit Ha'am, se trouvaient le professeur Hugh Trevor-Roper et lord Russell, de Liverpool, en Angleterre, le brigadier général Talford Taylor, ancien procureur en chef américain à Nuremberg, Élie Wiesel, alors journaliste pour une publication yiddish, Martha Gellhorn et, bien sûr, Hannah Arendt. Restés dans leurs pays, des rédacteurs en chef, des commentateurs et des politiciens distingués donnèrent leur avis sur les événements qui se déroulaient à Jésuralem. David Astor, le propriétaire et rédacteur en chef de l'*Observer* de Londres, signa dans son journal un article important intitulé « La signification d'Eichmann ». Guy Mollet, ancien président du Conseil français, écrivit des articles pour des journaux en Allemagne et en France. Le célèbre député du Labour, Richard Crossman, écrivit sur le procès pour un journal de gauche, le *New Statesman*, tandis que Lucy Dawidowicz fit des commentaires pour l'American Jewish Committee. La couverture du procès fit aussi la réputation de plusieurs jeunes écrivains européens, tels que Harry Mulisch[915].

Les commentaires éditoriaux immédiats expliquent pourquoi l'arrestation d'Eichmann provoqua une telle sensation et pourquoi Ben Gourion n'avait pas tort, lorsqu'il présenta le procès comme une occasion d'informer un monde suffisant et enclin à l'oubli sur le désastre qui s'était si peu de temps auparavant abattu sur le peuple juif. Le 4 juin 1960, un député britannique du Labour, Woodrow Wyatt, déclara aux lecteurs de *Reynold's News* que : « Pour nous, la guerre peut sembler loin et les nazis peuvent apparaître presque comme une légende dépourvue de sens. » Grâce à la capture d'Eichmann, le monde se verrait rappeler un chapitre terrible, mais déjà presque oublié, de l'histoire. À la veille du procès, David Astor reconnut qu'il y avait un élément morbide dans la fascination exercée par Eichmann et par ses crimes, mais : « Oublier la question de la mort de ces gens, comme le monde l'a, de fait, largement déjà fait, c'est faire preuve non seulement d'un manque de respect, mais d'une grande incapacité à réagir[916]. »

Il n'apparaissait toutefois pas de manière absolument évidente que le monde devait se souvenir de cet épisode pour son propre bien. Lorsque le magazine *Life* publia les « mémoires » d'Eichmann sous forme de feuilleton en novembre et décembre 1960, ce fut de manière presque contrite. Les mémoires ne firent la couverture d'aucun des deux numéros dans lesquels ils parurent, et l'éditorial qui les accompagnait peina à justifier le *scoop*. Celui-ci ne fut pas simplement présenté comme un épisode important et sensationnel de l'histoire, auquel il fallait être attentif en raison de ce qu'il montrait du passé. Les lecteurs purent plutôt lire qu'il avait « une pertinence amère pour notre temps. Eichmann abandonna sa conscience à un État totalitaire à cause d'un patriotisme perverti, et contre la solidarité et la sécurité supposées que cet État lui avait promises. Ses actes, bien sûr, font de lui un exemple extrême. Mais parmi les nazis, les communistes et les autres tenants du totalitarisme, passés et présents, il se trouve en nombreuse compagnie ». En d'autres termes, l'histoire d'Eichmann était importante pour ce qu'elle disait de l'Union soviétique. L'éditorial préfaçant le second volet du récit fut encore plus sur la défensive. « Certains ne supportent pas de se voir rappeler ces crimes qui se sont déroulés à notre époque, ni de faire face aux énigmes posées par les personnages hideux qui les ont commis. D'autres sont pris de dégoût devant la justification arrogante de ses actes, par son "je ne regrette rien", sa plaidoirie de "petit rouage dans la

machine”. Nous croyons cependant qu’il est plus sain de regarder ce monstre en face et de l’écouter, car la leçon qu’il incarne est valable pour tout homme et en toute époque[917]. »

En même temps qu’elle prépara le terrain à la publication de ses « mémoires », l’arrestation d’Eichmann motiva la production d’une douzaine de biographies écrites sur le vif aux États-Unis, en Grande-Bretagne et ailleurs en Europe, ainsi que des histoires vite écrites sur les exploits des « chasseurs de nazis » et des réimpressions dans l’urgence d’ouvrages plus anciens sur les criminels de guerre nazis. Des recueils sérieux de documents édités par des journalistes et des universitaires, destinés à servir d’« arrière-plan », parurent également[918].

Le traducteur anglais des mémoires de prison de Rudolf Höss, Constantine FitzGibbon, se plaignit que tous ces volumes produits à la hâte ne faisaient que répéter ce qui était déjà largement connu grâce à Höss et aux récits historiques de Gerald Reitlinger et de Léon Poliakov. Mais FitzGibbon était un spécialiste : pour la plupart des gens, tout cela était nouveau et faisait sensation[919].

Les jours précédant l’ouverture du procès, l’histoire fit les gros titres de chaque journal un tant soit peu important partout dans le monde, agrémentés le plus souvent d’éditoriaux et de chroniques. Ainsi, le *New York Times* publia une photographie d’Eichmann passant un examen médical et reproduisit l’acte d’accusation dans sa totalité. L’effet didactique de ces articles fut particulièrement fort, même si la manière dont l’information fut présentée tendit souvent à brouiller le message. Une grande quantité d’encre fut versée à propos du droit d’Israël à enlever Eichmann et de la légitimité, pour ne pas dire la sagesse, de le juger sur le sol de l’État hébreu. L’hebdomadaire britannique conservateur *The Spectator* suggéra qu’il serait préférable de le juger en Allemagne de l’Ouest ou devant un tribunal international. Dans le cas contraire, la procédure risquait de ressembler à un acte de vengeance juive. Afin d’enfoncer le clou sur la nécessité de déplacer le procès, l’article se termina par une citation du *Marchand de Venise*, de Shakespeare : « Il faut donc que le Juif se montre miséricordieux[920]. »

Très tôt, Eichmann fut catalogué comme un bureaucrate sans visage. Lord Russell pensa qu'il ressemblait « à un fonctionnaire atteint de calvitie naissante ». Telford Taylor rapporta qu'il avait l'air d'« un petit employé myope entre deux âges ». « Il ne correspond vraiment pas au symbole visuel de l'holocauste avec lequel son nom est associé[921]. » Cette description d'Eichmann en petit bureaucrate anonyme fut inspirée par la perception du rôle qu'il joua dans la « solution finale » tout autant que par son apparence physique, et parce que c'était cela qui était particulièrement d'actualité à l'époque. Le comportement d'Eichmann et ses crimes furent souvent associés aux craintes du moment, à savoir la guerre froide et les armes nucléaires. Le but était de lui donner une signification universelle, mais, involontairement, une telle rhétorique contribua à le séparer de son contexte historique. Ainsi, le 14 avril 1961, le journal de gauche *The New Statesman* émit l'avis qu'« Eichmann n'est plus une figure solitaire. Le commandant d'un seul bombardier stratégique *V-bomber* transporte désormais dans son appareil des armes qui peuvent provoquer une destruction similaire en vies humaines ». Ce genre de fausse analogie était courant des deux côtés de l'Atlantique, comme le montre l'exemple du magazine *Life*, et tendait à détourner l'attention de la singularité des crimes d'Eichmann et de la spécificité de ses victimes[922].

Avant que l'accusation ne parvînt à établir l'histoire qu'elle voulait raconter, concentrée sur les souffrances et la résistance des Juifs lors de la « solution finale », un grand nombre des journalistes avaient abandonné la partie et avaient déjà quitté le tribunal. En insistant pour présenter son acte d'accusation long et très détaillé et qui établissait le droit d'Israël à organiser le procès devant le tribunal en chambre plénière, Hausner réussit surtout à en émousser l'impact. Le correspondant du *Guardian* de Manchester, James Morris, nota que les palabres « d'un pédantisme assommant » de Hausner eurent pour effet de vider la chambre. Telford Taylor fit amèrement remarquer que 500 journalistes n'étaient pas venus à Jérusalem « pour qu'on les ennuie à mourir avec de longs sermons et avec des plaidoiries interminables ». Ce fut d'autant plus regrettable que, comme il pouvait lui-même s'en rendre compte mieux que quiconque, une fois que les victimes commencèrent à paraître, le procès parvint à suppléer aux carences du tribunal de Nuremberg. « À Jérusalem, les victimes parlent et

l'holocauste est au cœur du procès. Son énormité est d'une certaine manière plus aisément saisissable avec cette distance rétrospective qu'elle ne l'était dans la confusion de l'immédiate après-guerre[923]. »

Cependant, pour un grand nombre de rédacteurs en chef, il était déjà trop tard. La tentative d'invasion de Cuba par des exilés anticommunistes soutenus par les États-Unis, le 17 avril 1961, balaya tous les autres sujets des premières pages des journaux. Le procès disparut des quotidiens, sauf lors d'un bref interlude où Eichmann témoigna, en juillet 1961. Cette couverture fut à son tour bien vite oblitérée par l'attention portée à la crise du mur de Berlin. Le procès ne fut plus par la suite l'objet d'un traitement suivi ou d'envergure, jusqu'au moment où le verdict fut rendu, à la fin de l'année.

L'imminence du jugement fit une nouvelle fois grossir les rangs de la presse, rassemblée à Jérusalem, mais, tout comme lors de l'ouverture, cette présence occasionna des débats sur un ensemble de problèmes subsidiaires qui obscurcirent le message essentiel du procès. Aux yeux d'un grand nombre de reporters et de rédacteurs en chef, l'issue des audiences ne faisait pas le moindre doute, et il n'y avait pas grand-chose de plus à savoir sur l'accusé, ou, supposait-on sans doute, sur ses crimes. L'intérêt se porta tout autant sur la réussite du tribunal à mener, contre toute attente, un procès équitable, que sur la substance de l'acte d'accusation. Dans le *Daily Mail* de Londres, James Cameron commenta : « Ce ne fut jamais un procès : il s'agit plutôt d'un exercice de comptabilité. Et on se demande aujourd'hui à Jérusalem : Et pourquoi pas ? » Cameron pensait que les éléments de preuve sans fin apportés par les rescapés avaient en fait eu un effet « anesthésiant ». Il était plus intéressé par le comportement personnel « impeccable » d'Eichmann, par sa « dignité mince et amère, qui fait peine à voir ». Une fois le verdict prononcé, le débat se déplaça sur le pour et le contre de la peine de mort en général, et sur le bien-fondé de la pendaison d'Eichmann en particulier[924].

Certains journaux, notamment des quotidiens populaires britanniques à grand tirage, diluèrent l'impact du procès en se concentrant à tort et à travers sur la « dimension humaine ». Le *Daily Express* de Londres parvint à obtenir un entretien avec Vera Eichmann à Munich, qui échoua entièrement à saisir la gravité des crimes de son mari. Elle déclara au reporter Colin

Lawson qu'elle était « convaincue que mon Adolf n'est pas coupable. Il est totalement ridicule de l'accuser de ces crimes. Je suis sûre qu'il va revenir à la maison avec moi et avec les enfants ». Après que Lawson lui eut posé la question classique visant à savoir si Eichmann lui parlait parfois de son travail, elle répondit : « Nous ne parlions jamais de son travail. » « À la maison, on ne discutait jamais de politique. Mais nous étions si heureux[925]. »

Des commentaires plus sérieux s'attardèrent sur la question centrale de la personnalité d'Eichmann et sur son rôle précis dans la machine nazie. Bien avant que Hannah Arendt ne termine ses articles pour le *New Yorker*, l'opinion était divisée sur le fait de savoir si Eichmann était un petit fonctionnaire sans teint servant docilement un État totalitaire, ou bien un fanatique qui avait commis des crimes extraordinaires et sans précédent. Richard Crossman regretta que Hausner ne parvînt jamais à faire craquer Eichmann et à « le faire apparaître comme un immense criminel capable de mettre en œuvre un génocide ». En fin de compte, c'est son apparente normalité qui était si horrifiante et, aux yeux de Crossman, si pertinente : « À l'âge nucléaire, son obéissance aux ordres revêt une signification universelle. » Cette tendance à minimiser l'impact du procès en faisant d'Eichmann un symbole du monde moderne était répandue, mais pas partagée par tous. L'historien Edward Crankshaw conclut à l'inverse qu'Eichmann avait été une « dynamo humaine » et « non pas l'image d'un bureaucrate décérébré aidant à maintenir huilés les rouages d'une machine construite et mise en branle par un dictateur suprême ». Il était plutôt « un fanatique qui combina de manière fantastique sa folie particulière avec des pouvoirs d'organisation administrative de premier ordre ». À l'instar de Telford Taylor, Hugh Trevor-Roper vit dans le procès « un complément nécessaire à Nuremberg [car les Juifs ne furent pas représentés à Nuremberg] ». Pour lui, le procès « établit de manière définitive, et plaça en pleine lumière, la terrible histoire de l'antisémitisme nazi et de la Solution finale ». Le procès devait rappeler leur passé aux Allemands et faire réfléchir les citoyens des États alliés sur leur bilan en ce qui concernait les Juifs. James Park, l'historien pionnier des relations judéo-chrétiennes, ne s'embarrassa pas de vagues généralisations sur le totalitarisme ou la destruction nucléaire. Un homme avait été jugé, mais c'est l'Allemagne et

le monde chrétien qui avaient, lors du procès, été inculpés pour la « solution finale ». « Une culpabilité historique repose sur toute la chrétienté à cause de son antisémitisme, et il y a une chaîne ininterrompue menant des premières dénonciations de l'Église jusqu'aux camps de la mort de Hitler[926]. »

La procédure d'appel entamée par Eichmann passa quasiment inaperçue, et ce n'est qu'une fois que le jugement et la sentence furent confirmés par le tribunal d'appel que l'attention retourna brièvement sur Jérusalem. L'exécution fut largement rapportée, et des éditoriaux résumèrent la saga judiciaire en même temps que la carrière tristement célèbre d'Eichmann. Si des réserves demeuraient quant à son enlèvement, la plupart des principaux auteurs conclurent que le processus judiciaire avait été un modèle du genre et se rangèrent derrière la peine de mort[927]. Des observateurs attentifs exprimèrent toutefois des réserves à propos de l'effet du procès sur l'éveil des consciences à la « solution finale ».

En novembre 1961, Harold Rosenberg publia un brillant article dans la revue *Commentary*, où il présenta le procès comme un échec. Il n'y sous-estimait pas son importance pour renverser le processus d'oubli. Il comprenait très bien que l'information rassemblée à l'occasion des procès de Nuremberg et des livres écrits par la suite n'avait pratiquement pas pénétré la conscience du public. « Par sa présence, Eichmann a fait sortir le crime de l'asile et l'a situé dans l'histoire. Contrairement aux autres pogroms, les atrocités allemandes font désormais partie de la chronique d'une grande nation, mémorable pour ses membres ainsi que pour les Juifs. » Pourtant, le volume de preuves fournies par les rescapés avait été contre-productif. Il était au mieux paralysant, et au pire décousu du fait de la nature du processus judiciaire. Rosenberg regrettait que l'accusation ne parvînt pas à montrer qu'Eichmann haïssait personnellement les Juifs. En effet, la « quiétude nécessaire à un tribunal » jouait en sa faveur, car elle mit au premier plan sa personnalité froide et rangée. Anticipant la principale limite dans l'étude d'Arendt consacrée à Eichmann, Rosenberg nota que le procès « ne présenta au monde que l'identité de prétoire qu'Eichmann avait créée au fil des années précisément pour cette situation de prétoire et qu'il avait affinée à l'extrême lors de ses longs mois de captivité ». Au contraire, Arendt ne dissocia jamais les récits, donnés devant la cour, de l'histoire qui était rapportée dans le contexte judiciaire[928].

De même, Élie Wiesel se sentit frustré par le procès et fut convaincu que celui-ci avait échoué. Tout d'abord, Eichmann apparut extrêmement normal. « Cela m'agace de penser qu'Eichmann est humain ; j'aurais préféré qu'il ait une tête monstrueuse, à la Picasso, trois oreilles et quatre yeux. » Tout comme Rosenberg s'en rendit compte, en l'absence de tout comportement donnant des signes de violence ou de haine, la normalité d'Eichmann désamorça l'impact des crimes dont il était accusé. Wiesel regretta aussi que l'accusation échouât à souligner le rôle des collaborateurs des nazis, l'attitude du monde extérieur et la réponse de la communauté juive mondiale. Cela ne fit que renforcer l'échec patent du monde intellectuel, depuis 1945, à aborder la question du génocide[929].

Le procès ne fut toutefois pas perçu comme un échec en Israël. Le pays avait été saisi d'effroi par le spectacle mois après mois et en ressortit avec une conscience nationale transformée. Ce qui ne veut pas dire, comme de nombreux historiens l'ont par la suite soutenu sur la base d'éléments bien minces, qu'« au cours des années 1940 et 1950, dans la société israélienne, l'holocauste était passé sous silence[930] ». Au contraire, la catastrophe subie par les Juifs européens avait projeté une ombre au-dessus de l'État dans ses premières années et surgissait régulièrement dans l'arène politique. Les combattants des ghettos et les partisans qui avaient rejoint Israël après 1945 étaient adulés par la population juive. En décembre 1949, après un débat houleux, la Knesset (chambre du parlement israélien) vota une loi pour poursuivre les nazis et leurs collaborateurs présumés – la loi sur la base de laquelle Eichmann fut finalement traduit en justice. Au cours de l'année 1952, le pays fut déchiré par la question de l'acceptation ou non de réparations de l'Allemagne de l'Ouest. Dans les années 1954 et 1955, les informations furent dominés par un procès en diffamation entamé sur la base d'allégations selon lesquelles Rudolph (Reszo) Kastner aurait collaboré avec les nazis. L'affaire fut largement débattue lors de l'élection générale de 1955. Tom Segev a souligné que : « Dès le début, le culte du souvenir du génocide avait participé du symbolisme national laïque du mouvement sioniste et de l'État d'Israël. » En 1953, la Knesset vota la création de Yad Vashem, l'institut national pour la mémoire comprenant un site commémoratif, un musée et des archives. Au même moment, il fut décidé d'organiser un jour férié national à la mémoire des « martyrs et des

héros». En 1959, Ben Gourion ratifia une loi établissant Yom HaShoah, une journée de commémoration de l'holocauste[931].

Les rescapés des ghettos, des camps et de l'occupation allemande n'étaient absolument pas «silencieux». Ils jouèrent un rôle majeur dans ces mouvements et dans leurs soubresauts. Toutefois, dans le même temps, nombre d'entre eux répugnaient le plus souvent à aborder leurs expériences personnelles. Les choses avaient été dures pour tout le monde en Israël: un dixième de la population avait péri lors de la guerre d'indépendance. Ainsi, les rescapés de la persécution nazie n'avaient peut-être pas l'impression d'avoir une revendication particulière à faire entendre. Quoi qu'il en soit, le passé récent était toujours présent quelque part dans les actualités. C'est presque comme si la culture officielle du souvenir avait pris la place de l'expression de la mémoire individuelle. L'écrivain Haim Gouri exprima ce que beaucoup pensaient lorsqu'il déclara que «l'holocauste était partout et nulle part dans le pays[932]».

Pour cette raison, la capture et le procès d'Eichmann eurent en quelque sorte un effet cathartique. Le flot des témoins légitima le récit des histoires personnelles de souffrance, de perte, de ténacité et de résistance. L'impact sur la jeunesse fut profond. Selon Gouri, lui-même membre de la génération d'après-guerre: «C'est seulement avec la capture d'Adolf Eichmann qu'une jeune génération d'Israéliens fut obligée de se confronter à ce terrible chapitre de l'histoire juive. Les rescapés de l'holocauste eurent finalement l'occasion de parler. D'un seul coup, ils furent projetés au centre de l'attention nationale.» Plus de 83 000 citoyens israéliens assistèrent au procès à un moment ou à un autre comme spectateurs, depuis l'auditorium de Beit Ha'am ou bien dans un grand hall proche où avait été installé un système de télévision en circuit fermé. Les jeunes furent pour la première fois capables de comprendre les terribles dilemmes auxquels leurs aînés avaient été confrontés en Europe, et la compassion pour la position désespérée de ceux-ci grandit en proportion. Gideon Hausner raconta fièrement: «À mesure que le procès suivait son cours, le jeune Israélien découvrait qu'il n'était pas différent de ceux qui avaient péri. C'était sa chair, c'était son sang. Il avait le bonheur de ne pas s'être trouvé en Europe à l'époque de Hitler; lui aussi, il aurait pu être envoyé à Auschwitz.» Le ministère de l'Éducation estima que le procès avait eu un «impact

révolutionnaire » sur les esprits de la jeunesse israélienne et des Juifs qui avaient émigré en Israël des territoires arabes non touchés par la persécution nazie ou pour lesquels la « Shoah » était jusqu'alors une notion relativement abstraite[933].

Cependant, les conséquences du procès Eichmann en Israël ne furent pas tout à fait celles que Ben Gourion avait prévues. Il espérait que le procès enseignerait la valeur de la souveraineté juive aux Israéliens qui n'avaient pas eux-mêmes fait l'expérience de la vulnérabilité d'appartenir à une minorité diasporique, ou qui n'avaient pas participé à la lutte pour l'indépendance. Le procès réussit en cela, mais il inculqua aussi aux Israéliens une plus grande appréciation de ce que la communauté juive européenne avait été et de ce qui avait été perdu. Comme par inadvertance, le procès accéléra le processus par lequel la diaspora commença à coloniser l'État. Les débats autour de la sécurité nationale furent de plus en plus posés en termes de survie du peuple juif et autour de la nécessité de ne jamais plus permettre que se produise une catastrophe telle que le génocide contre les Juifs européens. L'impact du procès se mêla profondément à l'expérience collective nationale d'isolement diplomatique et de péril militaire, particulièrement forte à la veille de la guerre israélo-arabe de 1967 et lors des désastreux premiers jours de la guerre de 1973. En fin de compte, le procès renforça le sentiment que les Israéliens, en tant que Juifs, étaient seuls au monde et ne pouvaient compter sur personne. Dans les années 1980, « l'holocauste » était devenu un complexe monumental de récits nationaux, de rituels commémoratifs et d'anxiétés durablement installés au cœur de la société israélienne. Grâce à Eichmann, « l'holocauste » acquit ainsi sa forme définitive et devint partie intégrante de la religion civile des Israéliens, pour le meilleur et pour le pire[934].

Après Israël, l'Allemagne de l'Ouest fut le pays où l'impact du procès fut ressenti le plus fortement, et aussi le pays qui se confronta le plus directement à l'héritage d'Eichmann et du génocide qu'il avait permis, à d'autres Allemands et à leurs collaborateurs, de mettre en œuvre. Par le fait du hasard, la capture et le procès se produisirent à un moment où le pays était particulièrement réceptif. Dans les années 1959 et 1960, une vague d'incidents antisémites et une résurgence mineure de l'extrême droite avaient provoqué un mouvement d'introspection et déclenché une série de

recherches sur le IIIe Reich, ainsi que de nombreux projets éducatifs faisant un lien entre le passé nazi et des événements contemporains. Ces différentes initiatives n'étaient toutefois pas sans précédent. Comme dans le cas d'Israël, il serait en effet erroné de percevoir les années 1949-1960 comme caractérisées par un « silence » sur les années de guerre ou le traitement infligé aux Juifs. Au cours des cinq années précédant l'arrestation d'Eichmann, l'intérêt du public pour l'ère nazie était allé croissant dans le pays. Une période de calme relatif au cours de la guerre froide offrit aux Allemands un certain degré de latitude pour procéder à un examen critique de leur passé récent. Le retour des derniers prisonniers de guerre allemands, libérés des camps d'internement soviétiques en 1955, ne manqua pas d'attirer l'attention sur les événements qui s'étaient passés sur et à l'arrière du front de l'est. On débattait alors de l'application d'un délai de prescription pour les crimes commis au cours du règne nazi en général, et commis par les prisonniers de guerre qui revenaient en particulier. La persécution nazie et les crimes de masse commis contre les Juifs s'immiscèrent également dans la culture. La publication du *Journal d'Anne Franck* en Allemagne de l'Ouest provoqua une grande vague de réactions, telle la mise en scène d'une pièce à partir du livre, deux ans plus tard. Celle-ci fut adaptée pour la radio en 1958, et une version pour le cinéma apparut en 1959. Le film documentaire *Nuit et brouillard*, d'Alain Resnais, racontant l'histoire de la persécution nazie en Europe occupée, fut montré devant de larges auditoires dans toute l'Allemagne de l'Ouest en 1957. C'est au cours de ces années que les rescapés des camps de concentration et des personnes plus jeunes s'associèrent pour ériger des mémoriaux et ouvrir des centres d'étude sur les sites des camps. En 1958, le premier grand procès d'auteurs de crimes de masse à l'Est s'ouvrit dans la ville d'Ulm. Ce procès concerna un *Einsatzkommando* qui avait massacré des Juifs dans la région de la Baltique en 1941-1942. L'un des effets majeurs de ce procès fut de révéler que quantité d'assassins couraient toujours et demeuraient impunis. Il fit sensation et entraîna la création d'un bureau fédéral d'enquête et de poursuites contre les criminels nazis. Le Service central d'enquêtes sur les crimes nationaux-socialistes, mis en place en décembre 1958, inaugura par la suite une série de procès similaires[935].

Il serait néanmoins exagéré de soutenir que la société ouest-allemande, à un quelconque niveau, accueillit avec enthousiasme de telles confrontations avec l'histoire. Le chancelier Konrad Adenauer fit tout son possible pour réintégrer d'anciens nationaux-socialistes au sein de l'administration de la nouvelle république fédérale, et il préféra les déclarations solennelles et les gestes symboliques, telles les réparations à Israël, à un examen détaillé du passé. En conséquence, de nombreux anciens nazis occupèrent des postes dans le système judiciaire et dans l'administration, tandis que des légions de bureaucrates génocidaires échappèrent à toute sanction[936].

Toutes ces stratégies ouest-allemandes de dérobade et d'endiguement furent toutefois remises en cause par le procès. Eichmann était encore citoyen allemand, et son sort était inéluctablement lié à l'Allemagne de l'Ouest. Dès que Robert Servatius fut choisi pour lui servir d'avocat, une controverse éclata pour savoir qui devrait payer ses honoraires et si l'argent devait être fourni par Bonn (alors capitale de l'Allemagne de l'Ouest). À la grande déception de l'avocat, le gouvernement de Bonn refusa de payer les frais de justice directement à la défense, tout en informant les autorités israéliennes qu'il pourrait défrayer les dépenses israéliennes en la matière. Servatius fut encore plus amèrement déçu lorsque Bonn opposa une fin de non-recevoir à sa demande de faire extrader Eichmann pour que son procès ait plutôt lieu en Allemagne de l'Ouest. Bien que la question fût débattue à plusieurs reprises au Bundestag, et malgré une seconde tentative de Servatius de soustraire son client aux griffes israéliennes, la citoyenneté d'Eichmann n'eut aucun effet. Il avait été « donné » par un agent ouest-allemand, et il était maintenant abandonné par son pays et par son gouvernement[937].

Par désespoir ou par revanche, lors de son procès, Eichmann attira l'attention sur le fait que Hans Globke, qui avait préparé les lois antijuives pour l'Allemagne et les avait fait appliquer, occupait désormais un poste important au sein du gouvernement Adenauer. Ce dernier fut contraint de faire paraître un communiqué exonérant Globke, et ne prit aucune mesure contre lui. Servatius fit monter les enchères lors de la procédure d'appel, en requérant formellement la comparution de Globke afin que celui-ci vienne témoigner. Le tribunal jugea pourtant que tout éclairage qu'il aurait pu

donner sur le développement des lois antijuives du régime nazi serait sans pertinence pour le procès[938].

Il était de ce fait presque inévitable que les événements de Jérusalem captivent l'Allemagne de l'Ouest davantage que toutes ses confrontations antérieures avec son passé nazi. Dans un compte rendu des réactions allemandes publié dans le magazine juif américain *Midstream*, Joel Carmichael écrivit : « Si l'on s'en tient à l'opinion générale, la question a largement perdu de l'importance auprès de l'opinion publique quelques années après la fin de la guerre. Cependant, la capture spectaculaire d'Adolf Eichmann en Argentine a contribué à raviver un intérêt partagé pour cette question épouvantable, peut-être parce qu'elle a coïncidé avec une résurgence cyclique de l'intérêt pour l'ensemble de la dernière guerre, et en particulier pour la genèse et le déclin de l'Allemagne nazie. » Le procès fit l'objet d'une « immense couverture », d'autant que l'Allemagne de l'Ouest dépêcha plus de correspondants que toute autre nation. Les journaux comportant des articles sur le procès virent leur diffusion augmenter et le courrier des lecteurs fut submergé de réponses, trahissant souvent un grand sentiment d'inquiétude. La télévision ouest-allemande fut « inondée » par la couverture du procès. Par coïncidence, un documentaire en douze parties sur le IIIe Reich fut retransmis à la télévision en 1960-1961. Il rassembla 17 millions de téléspectateurs, soit 41 % de la population adulte totale du pays, et 72 % de la population entendit parler ou discuta du programme. Les jeunes générations furent « indubitablement retournées », en particulier parce qu'elles avaient auparavant été tenues éloignées du sujet par leurs professeurs[939].

Les écoles d'Allemagne de l'Ouest réagirent au procès en l'intégrant dans leurs programmes éducatifs : Eichmann devint un objet de leçons d'histoire. Quantité de travaux spécialement écrits pour le monde éducatif furent publiés, et des expositions montées à la hâte pour documenter sa carrière et la replacer dans le contexte du IIIe Reich. En 1961, des sondages montrèrent qu'entre 90 % et 95 % des Allemands avaient entendu parler du procès et savaient de quoi il s'agissait[940]. Son impact fut renforcé par la publication de réflexions philosophiques sur le vif, telles que *Wir Eichmannsöhne : Offener Brief an Klaus Eichmann* (1961), de Günther Anders, et de livres de reportages, et notamment *Der Prozess von*

Jerusalem (1964), de Bernd Nellesen. Ce dernier donna un récit direct et efficace du procès et de l'exécution d'Eichmann. Alors que le bref ouvrage d'Anders se perdit en comparaisons inutiles entre les crimes imputés à Eichmann et le potentiel destructeur de la technologie moderne, démontrant, comme le suggère le titre du livre – « Nous, fils d'Eichmann » –, que tout le monde était coupable et que finalement personne ne l'était[941].

La conscience des débats fut prolongée et renforcée en Allemagne de l'Ouest par la controverse autour du livre *Eichmann à Jérusalem*, de Hannah Arendt, et par la polémique autour de la pièce de Rolf Hochhuth, *Le Vicaire*, montée en février 1963. La pièce extrapole à partir d'éléments présentés lors du procès, relatifs à la conduite de l'Église catholique et du Vatican sous Pie XII. Elle suscita encore plus de controverses qu'*Eichmann à Jérusalem*. Le réquisitoire dramaturgique de Hochhuth porté à l'encontre de l'Église, dans lequel on retrouve les personnages d'Eichmann et de Kurt Gerstein dans des rôles romancés, fut vendu à 200 000 exemplaires. Une douzaine de livres furent par la suite publiés pour ou contre la pièce, à partir d'éléments historiques sur les rapports entre l'Église catholique et le IIIe Reich[942].

Pour couronner l'impact du procès, une série d'arrestations d'anciens lieutenants et subordonnés d'Eichmann suivit, comme Richard Baer, Franz Novak, Otto Hunsche, Hermann Krumey, Willi Zöpf et Gustav Richter. Le processus menant à ces arrestations avait été entamé avant qu'Eichmann ne fût lui-même traduit en justice, mais elles donnèrent l'impression de venir en contrecoup de sa chute et renforcèrent l'impression que l'héritage d'Eichmann était encore en train d'être digéré par la société ouest-allemande[943].

La couverture du procès et de la controverse autour du livre *Eichmann à Jérusalem* marqua aussi un point d'orgue aux États-Unis. Au cours des quinze années qui suivirent la fin de la guerre, la destruction des Juifs d'Europe n'avait quasiment pas pénétré la conscience nationale de ce pays. Son absence relative incita l'historien Peter Novick à souligner qu'« entre la fin de la guerre et les années 1960 – quiconque a vécu cette période peut en témoigner – l'Holocauste apparaît peu dans le discours public américain, et guère plus dans le discours public juif – en particulier quand il s'adressait

aux Gentils[944]». Un examen plus attentif de la culture américaine au cours de la période révèle néanmoins que le passé occupait une certaine place, quoique de dimension modeste et infléchie de manière à tenter d'écarter sa signification. Jeffrey Sandler a montré que, tout au long des années 1950, les chaînes de télévision américaines avaient diffusé un grand nombre de documentaires et de téléfilms sur le thème de la persécution et du crime de masse perpétré contre les Juifs d'Europe. Ces téléfilms « eurent un impact profond sur la mémoire de l'holocauste du public américain et familiarisèrent des millions de gens à un répertoire d'événements, de lieux, de personnages, de thèmes et d'images ». Même si ces programmes comprenaient des messages théologiques, moraux ou psychologiques universels, le fait est qu'ils s'appuyèrent sur l'époque nazie et sur le sort des Juifs pour ce faire[945]. En même temps, une succession de témoignages de survivants, d'études historiques et socio-psychologiques et d'œuvres littéraires posa les fondations de ce qui deviendrait une industrie manufacturière dans l'édition et dans le monde académique. Certes, le volume de ces publications fut assez mince en comparaison avec la pléthore de celles des années 1980 et 1990, mais au cours des années 1950 d'autres standards existaient concernant ce qui était considéré adéquat pour le traitement d'un sujet donné[946].

En tout état de cause, grâce au procès, la connaissance de l'agression génocidaire contre les Juifs atteignit les quatre coins des États-Unis et toucha beaucoup d'endroits où on ne lui avait auparavant accordé au mieux qu'une attention momentanée. Les journaux de tout le pays couvrirent le procès : des milliers d'éditoriaux furent écrits dans des quotidiens publiés à la fois dans des grandes villes et des petites communautés rurales. En mai 1961, des sondages indiquèrent que 87 % des personnes interrogées avaient entendu parler du procès, « un pourcentage exceptionnellement élevé pour une affaire publique de ce type ». Et plus inhabituel encore, 80 % des jeunes interrogés suivaient les événements de Jérusalem – deux fois plus que le nombre de ceux qui avaient entendu parler des atrocités nazies à l'école. Les résultats du sondage étaient d'autant plus remarquables que la compétition pour l'attention de l'opinion, de la débâcle cubaine au lancement par la Russie de *Spoutnik*, le premier satellite spatial, était particulièrement forte. Au départ, la plus grande partie des débats éditoriaux

portèrent sur la légalité des actions d'Israël pour l'enlèvement d'Eichmann et sur le bien-fondé légal de la tenue du procès au sein de l'État hébreu. Il y eut aussi une tendance constante à généraliser, à partir du cas d'Eichmann, sur le totalitarisme[947].

Plus encore, les reportages et les programmes diffusés sur les grandes chaînes de télévision firent pénétrer le sujet directement dans les salons des gens, d'une manière inédite. Dans la région de New York, par exemple, la station locale de la chaîne ABC proposa de fournir des copies de l'acte d'accusation à ses téléspectateurs et se retrouva inondée de 24 000 demandes. Jeffrey Shandler soutient que la couverture du procès fut un « événement fondateur » qui ne fut pas égalé ou dépassé en termes d'intensité ou d'impact entre 1962 et 1979. Il représenta selon lui « le premier événement public majeur à conceptualiser l'holocauste comme un chapitre à part entière de l'histoire, distinct des récits plus vastes de la Seconde Guerre mondiale ou du IIIe Reich, et défini comme phénomène centré autour de la tentative nazie d'exterminer le peuple juif d'Europe ». La retransmission des dépositions des témoins à la télévision transforma la perception des rescapés, le sentiment qu'ils avaient de leur propre importance, et contribua à faire du témoignage « un acte à valeur morale ». L'Amérique découvrit les rescapés et ceux-ci découvrirent dans le même temps le pouvoir que leur conférait leur position de témoins de l'histoire. En partie grâce à une décennie de couverture télévisuelle du sujet, l'histoire qu'ils avaient vécue était désormais traitée comme importante : « l'holocauste » s'imposa comme un « paradigme moral »[948].

Les organisations juives communautaires américaines surveillèrent de près l'impact du procès, non sans une certaine appréhension. Au départ, elles craignirent que l'action unilatérale d'Israël en Argentine et la perspective d'un procès inégal pussent provoquer une réaction antijuive. L'Anti-Defamation League (ADL, « Ligue antidiffamation ») travailla étroitement avec Israël pour contrer les critiques exprimées dans les médias américains. Plus tard, l'ADL envoya ses meilleurs hommes à Jérusalem pour qu'ils fournissent aux journaux américains des textes à la fois documentés et favorables à Israël[949].

L'ADL finança aussi une étude majeure consacrée à l'impact du procès sur l'opinion publique, sur la base d'un échantillon représentatif de la

population de la ville d'Oakland, en Californie. Les résultats furent à la fois encourageants et quelque peu troublants. L'enquête montra que 84 % des gens avaient entendu parler du procès, à comparer aux 86 % qui avaient suivi l'invasion avortée de Cuba et aux 93 % qui prêtaient attention à la campagne controversée des activistes en faveur des droits civiques dans le Sud profond des États-Unis. Néanmoins, après des semaines d'intense couverture dans la presse nationale et locale, à la télévision et à la radio, « le procès ne pénétra ni très largement ni très profondément dans les esprits des membres de l'échantillon de la population ». Étant donné les intentions didactiques du procès, les auteurs de l'étude trouvèrent ces résultats « tout à fait désespérants ». Ils furent alarmés de découvrir que « la majorité de la population d'Oakland n'a pas perçu le procès comme les touchant personnellement, ou comme un événement intéressant ». Lorsque l'on posa aux membres de de l'échantillon des questions détaillées, on constata que leur niveau de connaissance était faible : seuls 58 % des personnes interrogées savaient qu'Eichmann était un ancien nazi, seule une moitié savait avec certitude que le procès se déroulait en Israël, et tout juste plus d'un tiers fut en mesure d'estimer correctement qu'environ six millions de Juifs avaient péri au cours de la guerre. Le groupe de chercheurs, dirigé par Charles Glock, conclut : « Il semble à présent manifeste que les espoirs selon lesquels le public saurait apprécier l'importance particulière du procès Eichmann et selon lesquels ce procès ferait l'objet d'une attention extraordinaire de la part du public n'ont pas, loin s'en faut, été exaucés. Tandis que la vaste majorité du public savait que le procès avait lieu, seule une petite minorité se montra suffisamment intéressée ou cultivée pour acquérir même le savoir le plus rudimentaire au sujet de la procédure, ce qui est particulièrement décevant. » L'étude, qui fut publiée en 1966 et fit suite à la phase la plus intense de la controverse autour d'*Eichmann à Jérusalem*, déplorait que « malgré la discussion continue, peu de doute subsiste sur le fait que le procès a pour ainsi dire été déjà oublié par la majorité des gens[950] ».

Comment concilier ces conclusions pessimistes et l'évaluation pleine d'optimisme des historiens de la culture, tels que Shandler ? L'ADL demanda à Glock de déterminer non seulement le degré de connaissance du public sur le procès, mais aussi comment celui-ci affectait la façon dont on

percevait les Juifs. L'étude montra que, tandis que de nombreuses personnes entendirent parler du procès, elles n'en changèrent pas forcément pour autant d'opinion sur les Juifs ou sur Israël. C'est cet aspect qui rendit les chercheurs et l'ADL particulièrement perplexes[951]. Toutefois, pour un événement qui eut lieu au Proche-Orient et qui concernait des faits qui s'étaient déroulés en Europe quinze ans auparavant, le procès avait reçu un degré extraordinaire d'attention du public. Il eut des effets généraux et, sur le long terme, sur la conscience collective qu'un sondage unique et quasi instantané ne pouvait détecter. Une partie de l'impact du procès peut aussi avoir filtré sous la forme d'une attitude générale d'hostilité envers le totalitarisme, et en particulier le communisme soviétique. Dans un article publié dans l'*American Jewish Year Book*, George Salomon fit observer que : « Dans sa majorité, la presse américaine perçut moins le procès comme un retour sur des tragédies passées que comme un avertissement pour le futur – un avertissement contre le totalitarisme, le populisme et la haine. » Les reportages à la télévision américaine ouvrirent la voie en interprétant le procès comme une pièce de théâtre moralisatrice dans laquelle le mal était dénoncé, un mal qui était encore présent dans le monde. Jeffrey Shandler nota également : « La prise de conscience du nombre élevé de téléspectateurs aux États-Unis affecta la manière dont les journalistes américains et autres discutèrent d'Eichmann et de son cas, en détournant l'attention des événements historiques, de l'holocauste ou du contexte israélien où se tenait le procès, pour s'attarder sur la présence physique de l'accusé et sur le procès comme représentation[952]. »

Des observateurs attentifs, comme Harold Rosenberg, comprirent assez tôt que le format du procès n'était pas la meilleure manière de présenter un récit d'une telle complexité. Le flot ininterrompu des témoignages effroyables avait un effet engourdissant. Paradoxalement, les efforts déployés par les juges (et par l'accusation) pour maintenir un certain décorum et éviter toute expression d'émotion ne rendirent pas les éléments apportés plus difficiles à digérer mais tendirent au contraire à tout aplanir : « Des choses furent débattues dont il est impossible de débattre. » Le format judiciaire avait un caractère inévitablement aliénant et ennuyeux. Bien que Hausner rejetât l'approche, fondée en majorité sur des documents, qui avait prévalu lors de Nuremberg, la procédure fut alourdie et retardée à Jérusalem

par le volume des sources imprimées utilisées. Les témoignages furent abondamment entrecoupés de documents matériels censés compléter les dépositions des témoins oculaires. En effet, dans la mesure où peu de témoins avaient quoi que ce soit à rapporter directement sur Eichmann, il était d'une grande importance de fournir des documents qui, au contraire, attestaient de ses crimes. En conséquence, les journalistes et le public perdirent patience et nombre d'entre eux quittèrent le procès. Lorsque Ada Lichtman fit l'un des témoignages les plus émouvants de toute la procédure, le tribunal était à moitié vide, car la session du matin avait été consacrée à passer laborieusement en revue des éléments écrits. Il n'y avait aussi aucune garantie qu'une fois que les rescapés comme Lichtmann se trouvaient à la barre des témoins, leur déposition pourrait avoir l'effet voulu par Hausner. Même si les juges comprirent, et d'une manière générale y étaient favorables, son désir de dépeindre la persécution nazie et le meurtre en masse des Juifs dans leur ensemble, ils se montrèrent de plus en plus inquiets devant la nature tendancieuse de nombreux témoignages de rescapés. Après avoir autorisé Hausner à interroger plusieurs témoins de manière approfondie, la cour intervint vigoureusement lorsqu'il commença à appeler des témoins de la résistance juive. En effet, très peu de ce qu'ils avaient à dire concernait directement les actions d'Eichmann, et le juge Landau commença à presser Hausner. Enfin, Landau intervint personnellement pour écourter les témoignages. Afin d'apaiser la cour, Hausner accéléra son interrogatoire et limita les témoins à des réponses brutalement écourtées. Leurs récits en devinrent encore plus fragmentaires qu'ils ne l'étaient déjà, et plusieurs se montrèrent confus, frustrés ou irrités lorsqu'ils furent interrompus par le procureur ou bien le président de la cour. La situation ne permit pas de raconter la totalité de l'histoire, et le public en dehors du tribunal ne reçut, quant à lui, que certains temps forts d'épisodes déjà plusieurs fois filtrés[953].

Selon Jeffrey Shandler, l'impact des retransmissions télévisées aux États-Unis fut également éphémère. Le débat juridique et le format du procès eurent un effet débilitant. Il y avait trop d'histoires, et trop d'audiences. Le message essentiel fut perdu lorsqu'il ne fut pas universalisé afin de le rendre pertinent au regard du public américain, qui dans son écrasante majorité n'était pas juif. Les images montrant Eichmann calmement assis

dans son box ou parlant sans vociférer renforcèrent l'impression de sa normalité. Comme Rosenberg le fit judicieusement observer : « Le calme nécessaire au tribunal favorisa Eichmann. » À la différence d'Arendt, qui eut pourtant le privilège d'assister en personne au procès, ne fût-ce que pour une fraction de sa durée, Rosenberg perçut l'effet déformant du cadre judiciaire : « L'une des plus extrêmes distorsions du procès Eichmann fut qu'il ne présenta au monde que l'identité de prétoire qu'Eichmann avait créée pendant des années uniquement pour cette situation de prétoire. » Le procès donna une tribune à Eichmann et lui permit de présenter son histoire comme il voulait qu'elle soit comprise, remplie de comptes rendus de ses angoisses existentielles et de ses frustrations. Alors que les enregistrements Sassen auraient permis de déconstruire en partie cette image, Hausner n'en fit, par la force des choses, pratiquement pas mention[954].

Le procès Eichmann occupe ainsi une place ambiguë dans toute évaluation de sa marque laissée dans l'histoire et dans la culture. Bien que son effet immédiat fût immense, il s'estompa rapidement. Toutefois, il semble que, dans une perspective de long terme, le procès de Jérusalem déchaîna des forces et des controverses qui redessinèrent la carte intellectuelle et culturelle du passé. Le procès contribua à bâtir des images du rescapé et du bourreau, et joua un rôle décisif dans la formation de l'historiographie et de la mémoire de la « solution finale ».

Le procès Eichmann donna aux rescapés le courage de consigner leurs souvenirs sur des cassettes, des films vidéo, ou dans des mémoires. Le phénomène fut d'abord remarqué en Israël, où Yad Vashem commença à recevoir de plus en plus de requêtes de rescapés proposant d'offrir leurs propres histoires sous forme orale. Haïm Gouri nota que « le procès légitima la divulgation de son passé. Ce qui avait été tenu sous silence et réprimé ressurgit et contribua au savoir partagé ». L'effet fut aussi perçu en dehors d'Israël. Alors que le procès était en cours, des journaux publièrent des mini-mémoires de rescapés, tandis que d'autres furent interviewés à la télévision ou à la radio pour accompagner les commentaires sur les débats. La vue des rescapés, lancés dans leurs discours, poussa Geoffrey Hartman, qui avait quitté l'Allemagne très jeune dans un « convoi d'enfants » et était devenu professeur de littérature anglaise dans une université américaine, à agir. Il raconta : « C'est lors du procès Eichmann, en 1960-1961, que je

compris pour la première fois la puissance du témoignage personnel. » Cette expérience lui inspira la création du *Fortrunoff Video Archive for Holocaust Testimonies* à l'université de Yale, qui demeure l'une des collections de témoignages audiovisuels sur le génocide les plus importantes au monde. Le fait que le projet de constitution de ces archives ne vit réellement le jour qu'au milieu des années 1970 est symptomatique de l'effet latent du procès. Il était encore nécessaire que d'autres éléments se mettent en place avant que les rescapés ne se sentent capables de livrer ce que le procès avait rendu possible. Naturellement, les mémoires et les évocations littéraires mirent aussi du temps à être écrits et publiés. En 1960, la bibliothèque de Yad Vashem recensa la publication de dix-sept mémoires dans diverses langues. Un an plus tard, le chiffre grimpa à vingt-neuf, pour retomber en 1962 et s'élever à vingt-six en 1963, puis atteindre son niveau le plus haut de la décennie en 1964 avec trente-cinq. En tout, entre 1961 et 1971, pas moins de 250 mémoires de rescapés furent publiés, principalement en anglais, en allemand, en hébreu, en yiddish et en polonais. Ce chiffre dépassa le nombre total de publications dans les quinze ans qui suivirent la fin de la guerre et marqua le début d'une augmentation cyclique, qui culmina en 1997 avec la publication de 261 mémoires en une année[955].

Les crimes d'Eichmann et son procès eurent aussi des effets à long terme sur l'évolution du droit humanitaire international et du droit pénal. À Jérusalem, l'accusation s'inspira sciemment des fondations posées à Nuremberg et se perçut elle-même comme défendant la cause de la justice internationale contre les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide. Bien que Hausner fût responsable de toute une série d'innovations controversées, et notamment l'accusation de « crimes contre le peuple juif » lancée contre Eichmann, il invoqua régulièrement la charte et les pratiques de Nuremberg pour légitimer le procès. À travers son interprétation de la loi contre les nazis et leurs collaborateurs (qui incarnait les principes de Nuremberg), la cour se réclama également de l'aura de Nuremberg. Les objections dénonçant le procès comme un cas de « justice des vainqueurs » et comme l'application d'une loi rétroactive furent écartées par la référence à ce prédécesseur tant vanté[956].

Cependant, l'enlèvement d'Eichmann et son procès soulevèrent une grande polémique jurisprudentielle, qui se poursuivit pendant des années

après le verdict. En premier lieu, le débat juridique se concentra sur les questions étroites de droit international concernant l'enlèvement et le bien-fondé et la légitimité d'organiser le procès en Israël, en comparaison avec d'autres alternatives comme un tribunal international. Après que les observateurs juridiques eurent conclu que les juges avaient conduit le procès de manière exemplaire à Jérusalem, le débat se déplaça sur la question de la mesure dans laquelle le procès, ou n'importe quel procès pour génocide, pourrait jamais rendre la justice. Il fallut de nombreuses années pour qu'une réponse à cette question prenne forme. En plus de la confirmation du principe de Nuremberg voulant que l'obéissance aux ordres ne constituait pas une excuse pour des actes manifestement illégaux et inhumains, une autre marque laissée par le procès Eichmann fut d'établir le rôle du tribunal comme un forum où les victimes pouvaient être entendues, reconnaissant dans le témoignage en lui-même un acte de réparation. Cette notion eut un effet profond sur le développement du droit depuis 1962, et se trouve exprimée dans les lointains tribunaux spéciaux pour juger les génocides dans l'ancienne Yougoslavie et au Rwanda, ainsi que dans la commission « vérité et réconciliation » en Afrique du Sud[957].

Le passage du temps aida aussi à discerner la marque laissée par Eichmann dans la culture. Avant le procès, les informations sur la persécution nazie et l'extermination des Juifs étaient limitées, souvent cachées dans des endroits improbables, tels que des livres et des revues de psychologie sociale. Dans le *Yad Vashem Bulletin* d'avril 1962, M. Muszkat fit remarquer qu'« au cours des seize années écoulées depuis la conclusion de la guerre, un grand nombre de questions liées à la tragédie européenne sont tombées dans l'oubli ». Il vit le procès comme un tournant et cita une demi-douzaine de « versions à sensation » de la vie d'Eichmann, avec des recueils de documents et des analyses sérieuses faites par des chercheurs dans différents pays. Cependant, au départ, un grand nombre d'historiens eurent une attitude assez méprisante sur ce que le procès pouvait signifier pour leur discipline. Nahman Blumenthal, lui aussi de Yad Vashem, proclama de manière dédaigneuse que « le procès n'a révélé aucune information susceptible de changer la perception de cette période. Les nouveaux détails qui ont émergé des documents et des dépositions pourront

servir principalement à établir encore plus sûrement ce qui était déjà connu[958] ».

La recherche en Israël s'intensifia certainement avant le procès et son rôle de stimulus a bien pu être exagéré. L'université hébraïque de Jérusalem et Yad Vashem avaient mis en place des instituts de recherche dès 1957, et une chaire de recherche sur l'holocauste fut créée à l'université Bar Illan la même année. L'œuvre magistrale de Raul Hilberg parut juste avant le procès et aurait de toute façon eu une immense influence. À certains égards, Blumenthal se montrait sur la défensive : après tout, qu'avaient fait les chercheurs juifs en Israël pendant plus de dix ans, si l'on considère que le procès Eichmann a produit des éléments nouveaux importants sur le génocide perpétré contre les Juifs ? Malgré ses commentaires dépréciatifs, il reconnut que le procès avait mené à la découverte de nouveaux éléments, notamment de témoignages sur l'expérience des Juifs, et d'aspects concernant les réactions des Alliés. Léon Poliakov rapporta dans l'*American Jewish Yearbook* l'impact très fort de la documentation sur les Alliés et le bombardement d'Auschwitz. « Le 30 mai 1961, en effet, il sembla à Jérusalem que ce n'était plus Eichmann mais le gouvernement du Royaume-Uni qui était en procès. » En tant qu'historien qui avait moins de raisons de se sentir sur la défensive que ses collègues israéliens, Poliakov ne doutait pas que le procès ferait date. Eichmann était le témoin survivant le plus important de la conférence de Wannsee. Même si la nature ambiguë de son témoignage n'apparut clairement qu'une fois que les historiens eurent assez de temps pour digérer ses différentes et divergentes versions, il fournit en tout état de cause des éléments de première main sur le processus de décision conduisant à la « solution finale »[959].

Quelques années après le procès, les historiens, les étudiants et le grand public disposaient de plusieurs récits compétents des débats et d'une pléthore de documents qui éclairaient les politiques nazies à l'égard des Juifs. À la différence des éléments publiés dans le procès-verbal des procès de Nuremberg, peu nombreux et éparpillés, ces livres proposèrent une édition concentrée sur la « solution finale ». Le procès motiva la réédition de livres, tels que *Le Journal de Nuremberg* de Gustav Gilbert, et d'autres sources par ailleurs absconses, telles que le long rapport de Kastner sur les événements de Hongrie en 1944 et ses rapports avec les responsables nazis

en 1944-1945[960]. Fait curieux mais toutefois parlant sur l'importance du procès, celui-ci mit en rage les négationnistes. Une littérature confidentielle et tout à fait détestable vit le jour et tenta de justifier la déposition d'Eichmann devant la cour et les enregistrements Sassen[961].

L'effet sismique du procès sur la conscience collective fut enregistré de manière plus conventionnelle dans la manière dont Eichmann et l'histoire qu'il incarnait furent repris par des écrivains et des artistes – « les grands auteurs et les poètes » auxquels le juge Landau attribua en dernier recours la responsabilité de raconter l'histoire. Quelques-uns s'étaient déjà emparés du sujet, plus d'ailleurs que l'on ne l'imagine habituellement. Entre 1955 et 1962, trois lauréats du prix Goncourt en France évoquèrent dans leurs livres primés les années du meurtre de masse nazi. Le roman de John Hersey sur la révolte du ghetto de Varsovie, *La Muraille*, fut un best-seller en 1951. Léon Uris publia *Exodus* en 1958, et puis *Mila 18* en 1961, avec tout autant de succès. Dans le premier, le meurtre en masse des Juifs était en arrière-plan, alors que dans le second il constitue le sujet principal. Yehiel Dinur, écrivant sous son nom de plume, KaTzetnik, publia deux romans très sombres, quasiment pornographiques, qui influencèrent la manière dont plusieurs générations d'Israéliens se représentèrent les camps de concentration et d'extermination. Les traductions de ses histoires, telles que *Maison de filles*, se vendirent à de très nombreux exemplaires en Grande-Bretagne, aux États-Unis et à travers l'Europe. Des romans séminaux du même ordre apparurent en allemand, en italien, en néerlandais et en polonais. Les ventes ne furent pas aussi spectaculaires qu'elles le deviendraient lorsque l'« holocauste » fut en vogue dans les années 1990, où elles seraient renforcées par un courant de représentations cinématographiques et par une présence constante dans les médias, mais elles furent néanmoins très importantes[962].

Toutefois, l'histoire d'Eichmann donna un nouvel essor à ce genre naissant et contribua à infléchir sa direction. De 1945 à 1960, les romanciers, en particulier aux États-Unis, explorèrent la persécution des Juifs à travers les histoires des réfugiés qui avaient réussi à atteindre les États-Unis ou bien la Palestine/Israël. Plusieurs auteurs, écrivant de manière autobiographique, traitèrent la question à travers le regard de soldats alliés rencontrant des rescapés après la guerre. D'autres évoquèrent la persistance

de l'antisémitisme aux États-Unis et ailleurs, ce qui les mena invariablement à aborder les années du nazisme et de la persécution des Juifs. Le procès de Jérusalem et les reportages qui lui furent consacrés donnèrent aux écrivains amplement matière à travailler. De manière tout aussi importante, le procès posa un cadre narratif qui permit de donner un sens à des événements parfois difficiles à saisir isolément. Comme le fit observer Sidra DeKoven Ezrahi : « Le procès Eichmann marqua un tournant dans la perception américaine de l'holocauste, en permettant un contact quasi personnel avec les rescapés et une immersion sans précédent dans les faits pour ceux qui le suivaient dans les médias. » Il « donna au novice une carte du paysage et différentes manières possibles de l'aborder[963] ».

En quelques années, plusieurs romans furent publiés qui s'inspiraient directement du procès ou du personnage d'Eichmann, ou bien qui en ruminaient les implications, comme par exemple *La Porte Mandelbaum*, de Muriel Spark, en 1965, *L'Homme dans la cage de verre*, de Robert Shaw, en 1967, *La Planète de M. Sammler*, de Saul Bellow, en 1969. Le procès augmenta aussi le succès de romans et de livres de souvenirs, comme *La Nuit*, d'Élie Wiesel, et *Si c'est un homme*, de Primo Levi. L'intérêt suscité par les éditions française et allemande du livre de Levi fut notamment soutenu par le procès, qui coïncida avec leur date de publication. À la différence de Wiesel, Levi ne se rendit pas à Jérusalem, et il n'écrivit pas sur le procès, mais la capture d'Eichmann lui inspira l'un de ses poèmes les plus forts et les plus amers. Plusieurs autres poètes, comme l'Américaine Denise Levertov, ou encore Michael Hamburger, né en Allemagne mais résidant en Grande-Bretagne, furent semblablement émus[964].

L'impact du procès se répandit bien au-delà des cercles de rescapés, des communautés directement affectées et des « grands écrivains et poètes ». Le comique américain Lenny Bruce l'intégra dans ses commentaires acerbes sur la politique contemporaine. Il semble que Bruce se soit en partie inspiré du poète Thomas Merton, qui écrivit que les pourvoyeurs de la guerre moderne ne valaient pas mieux que les nazis dont il était question[965]. D'autres artistes arrivèrent à la conclusion opposée. Pour le peintre R. B. Kitaj, l'histoire de la vie et des crimes d'Eichmann semblait indiquer que l'antisémitisme était un phénomène unique. Cette révélation eut un effet

inexorable sur l'identité de Juifs tels que Kitaj, qui n'avaient auparavant pas porté grand intérêt à leur judéité[966].

Des réalisateurs et des metteurs en scène de théâtre, tout autant que les écrivains, poètes et peintres, furent affectés par l'épopée qui se jouait à Jérusalem et par ce qu'elle leur enseignait sur les criminels nazis, leurs collaborateurs et ceux qui approuvèrent leurs actions. Le premier film de cinéma, *Opération Eichmann*, sortit en 1961. Une version plus travaillée des événements entourant la capture d'Eichmann, *La Maison de la rue Garibaldi*, parut en 1979. *L'Homme dans la cage de verre*, de Robert Shaw, fut filmé en 1974, tandis que *Le Vicaire*, de Rolf Hochhuth, dut attendre 2001 pour être adapté en film avec *Amen*, de Costa-Gavras, qui connut un grand succès. Dans le même temps, une série de documentaires sur Eichmann et sur le procès fut réalisée aux États-Unis, en Allemagne de l'Ouest et en Israël. La conférence de Wannsee a fait l'objet de deux docudrames, dans lesquels Eichmann joue évidemment un second rôle important. Le plus récent, *Le Complot*, fut réalisé pour la BBC TV et sa diffusion fut arrangée pour coïncider avec l'organisation de la première journée de commémoration de l'holocauste au Royaume-Uni, en janvier 2001. Dans cette production encensée par la critique, le personnage d'Eichmann est joué par Stanley Tucci, dont la performance admirable fit connaître le personnage historique à une nouvelle génération en le représentant tour à tour mielleux envers ses supérieurs, d'une efficacité redoutable au travail et en antisémite convaincu[967].

Cependant, pour beaucoup, Eichmann restera la figure du petit bureaucrate décrit par Hannah Arendt dans *Eichmann à Jérusalem* : le bourreau de bureau classique qui organisa mécaniquement et sans se poser de questions le massacre de millions de personnes, point culminant d'un processus de destruction robotisé et aseptisé – à la fois incarnation de la « banalité du mal » et homme entièrement moderne. L'influence d'Arendt sur la forme prise par l'héritage d'Eichmann a été considérable. Sa remarque, faite en passant, eut plus d'effet que tout ce qu'il écrivit ou déclara lui-même, et surpassa de loin la montagne de documents et de témoignages présentés lors du procès. Pour Sidra DeKoven Ezrahi, « l'interprétation du procès proposée par Hannah Arendt fut le filtre à travers lequel les Américains purent concevoir ce qui était autrement un

fatras de faits incompréhensibles et à ne plus s'y retrouver». Son insistance sur la bureaucratie du génocide et la démystification d'Eichmann remit de l'ordre dans la catastrophe et rendit le bourreau plus compréhensible, parce qu'il était «comme nous». L'analyse permit aux observateurs, d'une part, de faire le lien entre Eichmann et la «solution finale» et leur propre domaine d'expérience et, d'autre part, de s'interroger sur leurs implications pour le présent et pour le futur. Arendt fit du problème insoluble et macabre du IIIe Reich, de l'extermination des Juifs et de la personnalité des bourreaux un «problème moral, personnel» universel. Ainsi, si Arendt contribua incontestablement à élargir le cercle de la prise de conscience autour du génocide perpétré contre les Juifs, ses critiques déplorèrent qu'elle n'y parvînt que parce qu'elle représenta Eichmann et les voies menant à l'extermination de manière fondamentalement erronée. Yaacov Lozowick, qui compta un temps parmi les admirateurs d'*Eichmann à Jérusalem*, écrivit par la suite: «Il n'y avait pas grand-chose de banal au sujet d'Eichmann et de ses complices, et le peu qu'il y avait n'avait rien à voir avec leurs crimes. Le point de départ d'Arendt est faux. Même si elle était d'abord philosophe, elle avait écrit là des analyses historiques – sans se soucier de vérifier les faits. De plus, elle avait renoncé à prendre en compte un grand nombre d'éléments potentiellement pertinents. Sa position était d'abord le résultat de considérations idéologiques, et non d'une recherche académique sérieuse[968].»

Hannah Arendt ne se déplaça pas à Jérusalem par hasard ou en ingénue. Elle voulait observer le procès et sollicita une mission journalistique afin de couvrir ses frais. Elle arriva avec un certain nombre de positions déjà établies. Dans ses écrits antérieurs, elle avait développé un ensemble déterminé de points de référence à partir desquels elle devait interpréter le procès et Eichmann (et anticiper le jugement qui serait rendu). Au cours des années 1940, elle avait beaucoup écrit sur le sionisme et avait évolué d'une position nationaliste juive active à une vigoureuse critique d'Israël et de ses dirigeants. Son premier livre, une biographie de Rahel Varnhagen, une femme juive qui tenait salon au XVIIIe siècle, s'appuya sur une critique des Juifs qui cherchaient à se faire admettre dans la société majoritaire. Elle y décrivait ces Juifs comme des «parvenus» et les accusait d'incompétence politique, d'être voués au culte du pouvoir étatique et de s'aveugler eux-

mêmes sur les dangers de l'antisémitisme. Ces idées furent reprises et développées dans le magistral et fondamental *Les Origines du totalitarisme*, d'abord publié en 1950. Elle y proposa sa vision de la manière dont les États modernes déclenchent et gèrent les génocides, et formula l'hypothèse que les régimes totalitaires ont besoin d'avoir à leur service des hommes portant des œillères[969].

Les idées préconçues d'Arendt n'étaient pas toujours le résultat d'une pensée attentive : elle avait aussi de nombreux préjugés. En effet, elle était issue de la bourgeoisie juive allemande et avait depuis toujours ressenti un certain mépris envers les Juifs de Pologne et de Russie, les *Ostjuden*. Ces Juifs majoritairement orthodoxes et traditionalistes, parlant le yiddish, qui gagnaient leur vie dans le commerce ou dans la petite industrie, suscitaient souvent le dégoût des Juifs allemands nantis et très cultivés, en particulier lorsque ces Juifs de l'Est immigraient en Allemagne – où ils étaient accusés par leurs coreligionnaires de provoquer l'antisémitisme. Le procureur, Gideon Hausner, était lui-même originaire de Galicie en Pologne, et sa personne fit ressortir tous les vils préjugés d'Arendt. Dans une lettre à Karl Jaspers datée du 13 avril 1961, elle décrivit Hausner comme « le type même du Juif de Galicie, très antipathique, [qui] fait constamment des fautes – sans doute un de ces individus qui ne savent aucune langue ». Cette remarque fut écrite quelques jours seulement après le début du procès, mais elle illustre son zèle presque irrationnel à trouver à redire à pratiquement tout ce qu'il faisait. À l'inverse, elle déclara que le juge Landau, qui pourtant ne disait ni ne faisait grand-chose, mais qui avait l'insigne mérite d'être un Juif allemand comme elle, était « remarquable ». Par la suite, elle compara constamment les juges, « l'élite du judaïsme allemand », au procureur Hausner, toujours en la défaveur de ce dernier[970].

Ses commentaires sur Israël et les Israéliens frisèrent parfois le racisme. Elle écrivit à Jaspers que « dans le pays, l'intérêt pour le procès a été suscité artificiellement. Une foule orientale traîne devant le tribunal comme elle traînerait partout où il se passe quelque chose ». Les policiers qui gardaient Beit Ha'am et Eichmann étaient principalement des Juifs « orientaux », c'est-à-dire des immigrés provenant d'Afrique du Nord, du Yémen et des pays du Proche-Orient. Elle déclara à Jaspers que « le tout [est] organisé par une police qui n'est pas rassurante, ne parle que l'hébreu et a le type arabe ;

parfois des types à l'air particulièrement brutal. Ils obéissent à n'importe quel ordre. Et aux portes, la populace orientale, comme si on était à Istanbul ou dans un autre pays semi-asiatique. Et parmi tout ce monde, très visibles à Jérusalem, les Juifs Peies et en caftan, qui rendent la vie impossible à toutes les personnes de bon sens[971] ».

Un grand nombre de ceux qui ont écrit sur Arendt et sa présentation d'Eichmann ont ignoré ou bien minimisé ses commentaires méprisants et bourrés de stéréotypes à l'égard des Juifs. Steven Aschheim reconnaît que « cette grande pourfendeuse des Juifs allemands bourgeois et assimilationnistes partageait nombre de leurs principaux préjugés », mais il déclare ensuite que c'étaient là « des déclarations privées qui ne doivent pas nous préoccuper ici ». Néanmoins, les préjugés d'Arendt ne furent pas seulement exposés explicitement dans sa correspondance privée : ils demeurent implicites dans tout ce qu'elle écrivit sur Eichmann et sur le procès, et ils sont de ce fait pertinents. Si Eichmann est devenu une icône du XXe siècle, l'archétype de l'auteur de génocide de notre temps, c'est grâce à, ou à cause de, Arendt, et si la manière dont celle-ci a représenté Eichmann reposait sur un mythe ou une erreur d'appréciation due à des préjugés aveugles, alors ses préférences sur la question sont pertinentes. Arendt était prédisposée à croire aux insinuations d'Eichmann sur le degré auquel les responsables juifs étaient prêts à obtempérer à ses souhaits. Et puisque son dédain à lui des Juifs trouva plus qu'un écho dans ses attitudes à elle envers eux, elle était comme préprogrammée, pourrait-on dire, pour ne pas repérer son antisémitisme ou ne pas le prendre au sérieux. Pour elle, s'attaquer aux préjugés d'Eichmann aurait aussi signifié procéder à une sérieuse évaluation critique des siens. Comme le remarque Seyla Benhabib : « Les commentaires à peine voilés et quasiment racistes d'Arendt à propos du milieu d'origine *ostjüdische* du principal procureur Gideon Hausner, sa partialité puérile envers les juges "éduqués en Allemagne", son expression horrifiée à propos de la "foule orientale" à l'extérieur du tribunal de Jérusalem suggèrent tous un certain manque de sang-froid et un manque de distance avec le sujet[972]. »

Ce qui est peut-être encore plus pertinent concernant son analyse d'Eichmann fut le fait qu'elle ne demeura à Jérusalem que pendant une partie des audiences et n'eut l'occasion de le voir déposer que pendant

quelques heures. Bien qu'elle se fût installée en Israël bien avant le début du procès, elle repartit à la fin du mois de mai 1961, afin de rejoindre son mari en Suisse. Elle retourna ensuite à Jérusalem pour une brève période, entre le 10 et le 24 juin. Servatius commença son examen d'Eichmann le 20 juin et s'interrompit pour le week-end le 23 juin. Ainsi, elle ne vit tout au plus Eichmann déposer que pendant quatre jours. Lors de ces quatre jours, il répondait à des questions bienveillantes et parlait de la manière la plus bureaucratique qui soit, expliquant sans aucune emphase à la cour la trajectoire de sa carrière et la manière dont son bureau opérait. Servatius en était tout juste arrivé à la conférence de Wannsee lorsque Arendt quitta Israël. Elle ne vit jamais Hausner à l'œuvre lors du contre-interrogatoire et n'entendit jamais la défense tranchante d'Eichmann. Sa perception de son caractère lui fut inspirée par le fait de l'avoir observé assis sans mot dire dans son box, d'avoir écouté quelques extraits enregistrés de l'interrogatoire et, principalement, d'avoir compulsé la retranscription de l'interrogatoire et le procès-verbal du procès que son ami Kurt Blumenfeld lui fit parvenir à New York. C'est à partir de ces éléments assez minces que repose l'un des livres les plus influents sur l'assassinat en masse des Juifs par les nazis et sur le génocide au XXe siècle[973].

Arendt décrivit Eichmann comme « le fils déclassé d'une solide famille bourgeoise », et le compara défavorablement à Kaltenbrunner. Toutefois, tout comme ce dernier suivit les pas de son père et entama une carrière dans le droit, Eichmann, après quelques faux départs, suivit de son côté les pas du sien et entama une carrière dans le commerce à un niveau modeste. Bizarrement pourtant, après avoir établi de manière erronée qu'Eichmann était un raté, Arendt ne suggère pas qu'il devint un nazi parce qu'il était amer quant à sa position sociale. Elle ne croit pas non plus qu'il commença à graviter autour du national-socialisme mû par une forme d'idéalisme : « En tout cas, il n'entra pas au parti par conviction, et ne fut jamais convaincu par lui. » En dépit de toutes les preuves attestant des origines d'Eichmann baignant dans l'antisémitisme et l'extrême droite, elle réduit sa décision à une forme de carriérisme – tout en n'expliquant pas comment devenir nazi était supposé aider à sa carrière dans une entreprise dirigée par des Juifs ou au sein d'un parti en proie à de nombreuses difficultés et encore très loin du pouvoir. Arendt dépeint ensuite un Eichmann progressant

laborieusement au sein de la SS et du SD, jusqu'au moment où Mildenstein le prend sous son aile. Au sein du département II/112, il découvre son métier d'« expert » en affaires juives et, en particulier, il découvre le sionisme. Arendt est cependant tellement prête à l'absoudre de la moindre trace d'idéologie et à dénigrer tout signe d'initiative de sa part qu'elle affirme qu'il ne faisait que se vanter lorsqu'il se déclara l'auteur du bureau à l'émigration de Vienne et du plan de Madagascar. Elle décrit un Eichmann pétri d'ambition personnelle, mais par ailleurs dépourvu d'intelligence et incapable de se représenter le point de vue d'autrui. Il pensait et s'exprimait par des clichés. C'est cela, plutôt que du sadisme ou un zèle idéologique, qui lui permit de faire des choses terribles sans hésitations ou sans remords. « Malgré tous les efforts de l'accusation, écrit-elle, tout le monde pouvait voir que cet homme n'était pas un "monstre" ; mais il était vraiment difficile de ne pas présumer que c'était un clown[974]. »

L'antipathie d'Arendt pour le sionisme et pour ce qu'elle considérait être les raisons de Ben Gourion pour organiser le procès l'incita à insister sur le prétendu idéalisme sioniste d'Eichmann et sur l'affinité qu'il affirmait avoir ressentie avec les agents sionistes. Il ne s'agissait pas ici seulement des préjugés d'Arendt. Il était essentiel à sa démonstration d'identifier des exemples de cas où des responsables communautaires juifs et des agents sionistes coopérèrent avec les nazis, parce qu'elle soutenait qu'Eichmann ne fut jamais directement confronté à des preuves de ses méfaits. Il n'y avait pas meilleur exemple de cela que les actes d'obéissance et la coopération des Juifs, plutôt que leurs récriminations ou leurs actes de résistance. Elle maintenait que si les Juifs l'avaient assisté, alors Eichmann pouvait de manière justifiée considérer qu'il ne contrevenait pas au droit civil ou à la loi morale. Présenté ainsi, le cas Eichmann validait son argument selon lequel, dans un univers totalitaire où tout était bouleversé, le bien devenait le mal et des actes normalement jugés illégaux étaient rendus acceptables. Dans cette perspective, les régimes totalitaires ne fonctionnaient pas seulement à partir de la terreur, mais en inculquant une certaine forme d'obéissance : le plus important n'était pas la simple obéissance aux ordres, mais le fait d'être un « bon citoyen ». Les preuves de la complicité des Juifs à leur propre destruction étaient ainsi nécessaires pour démontrer l'« effondrement moral » causé par le régime totalitaire, un

effondrement dont Eichmann était un symptôme typique : « L'attitude sans compromis adoptée par Eichmann dans les dernières années de la guerre lui était probablement dictée non par son fanatisme mais par sa conscience même[975]. »

Tandis que l'interprétation proposée par Arendt de la personnalité d'Eichmann était assez fantaisiste, elle fit au contraire preuve d'une grande perspicacité lorsqu'il s'agit de le situer au sein de l'État nazi. Elle réalisa qu'il ne monta en grade que parce que la « question juive » prenait de plus en plus d'importance et que, par le fait du hasard, son bureau était le seul à être exclusivement dédié aux affaires juives. Elle le crut sur parole lorsqu'il déclara que c'était par hasard et non par choix qu'il s'était retrouvé à organiser la « solution finale ». Dans cet enchaînement de faits, son séjour en Pologne s'avéra crucial. Le bureau IV-D4 fut un « tremplin », « une espèce d'apprentissage, la transition entre son ancien emploi qui consistait à faire émigrer les gens et sa prochaine tâche qui consisterait à les déporter ». Elle perçut pourquoi la transition vers le meurtre de masse pouvait potentiellement constituer un immense revers pour l'expert en émigration. Lorsque commença la campagne des *Einzatsgruppen* en Russie, son organisation se trouva « maintenant reléguée au second rang ». Arendt était prête à accepter l'aveu d'Eichmann, voulant qu'il ait été choqué par les crimes de masse qui eurent lieu dans l'Est et qu'il ait été soulagé qu'à Wannsee ses supérieurs aient endossé la responsabilité des politiques génocidaires qu'il fut chargé de mettre en œuvre. Arendt fit observer que « son service n'était plus qu'un instrument ». Eichmann n'eut jamais la permission de prendre une initiative ou de mettre en œuvre une action sans connaître d'interférence. En effet, en 1943, « il avait en fait perdu son monopole[976] ».

À la publication d'*Eichmann à Jérusalem*, les positions défendues par Arendt furent accueillies avec stupeur par ceux qui ne s'étaient jusque-là alimentés que des biographies préparées à la hâte et des comptes rendus du procès parus dans la presse. Ces positions étaient toutefois loin d'être aussi controversées que le diagnostic proposé par Arendt de l'état d'esprit d'Eichmann. Elle cita « une demi-douzaine » de rapports psychiatriques sur Eichmann, sans donner de référence précise, qui tous certifiaient qu'il était « normal ». Elle en conclut dès lors qu'il n'était ni un psychopathe, ni un

fanatique. « Eichmann n'était ni un Iago ni un Macbeth ; et rien n'était plus éloigné de son esprit qu'une décision, comme chez Richard III, de faire le mal par principe. Mis à part un zèle extraordinaire à s'occuper de son avancement personnel, il n'avait aucun mobile. Et un tel zèle en soi n'était nullement criminel ; il n'aurait certainement jamais assassiné son supérieur pour prendre son poste. *Simplement, il ne s'est jamais rendu compte de ce qu'il faisait*, pour le dire de manière familière. » C'est « la pure absence de pensée », et non une quelconque « profondeur diabolique ou démoniaque » qui a permis à Eichmann de devenir un criminel. Telle était la « banalité du mal »[977].

Ces affirmations étaient déjà explosives en elles-mêmes, mais Arendt inséra aussi au récit de la vie et des crimes d'Eichmann une thèse séparée et distincte sur le comportement des Juifs et des responsables juifs face à la persécution nazie. Cette thèse accompagnait une attaque nourrie contre Ben Gourion et Hausner, et leurs supposés motifs à organiser le procès. Arendt affirma que c'était une erreur de poursuivre Eichmann essentiellement pour des crimes contre le peuple juif ou de présenter la « solution finale » comme l'aboutissement de plusieurs siècles d'antisémitisme. À ses yeux, le génocide était une fonction d'un pouvoir totalitaire et avait des implications universelles qui allaient au-delà du cercle de la souffrance juive. Comme si elle voulait contrebalancer les erreurs de l'accusation, qui souhaitait faire la preuve du supplice des Juifs, Arendt clama que celle-ci évitait délibérément de mentionner les cas de coopération des Juifs avec les nazis, en particulier par l'entremise d'organisations sionistes. Toutefois, affirma-t-elle, les dirigeants juifs avaient contribué à livrer leur peuple à l'enfer des camps de la mort. Lorsque l'émigration vers la Palestine était encore possible, ils firent preuve de la plus grande incompétence, privilégiant certains groupes, établissant un précédent qui serait poursuivi lorsque l'émigration céda la place à la déportation puis à l'extermination. Ainsi, en fin de compte, « la majorité non sélectionnée des Juifs se trouva inéluctablement aux prises avec deux ennemis – les autorités nazies et les autorités juives ». Plus tard, ils optèrent pour la coopération plutôt que pour l'évasion ou la résistance, tentant de sauver quelques-uns en sacrifiant le plus grand nombre. « Toute la vérité, c'est que si le peuple juif avait été vraiment non organisé et dépourvu de direction, le chaos aurait régné, il y aurait eu beaucoup de

misère, mais le nombre total des victimes n'aurait pas atteint quatre et demi à six millions[978].»

Avec ces conclusions, Arendt déclencha, involontairement, une tempête qui entraîna «une discussion publique sans précédent sur les questions historiques associées à l'holocauste». Pour Richard Cohen: «Aucun livre sur l'holocauste et aucun problème juif depuis que la guerre a pris fin n'ont reçu le niveau d'attention publique qui s'est porté sur *Eichmann à Jérusalem*.» À elle seule, Arendt parvint à capter l'attention du public comme le procès n'était pas parvenu à le faire. Dans sa recension du livre pour le *Sunday Times*, Trevor Roper observa que, douze mois après l'exécution d'Eichmann, la controverse autour de lui avait été rallumée.[979]

En Israël, et à travers le monde juif, la polémique se concentra sur les commentaires cinglants d'Arendt à propos de la réponse des Juifs à la persécution nazie et à propos de la conduite du procès. Quelques mois après la publication d'*Eichmann à Jérusalem* sous forme de feuilleton dans le *New Yorker* (avec des mots sur les Juifs qui allaient au-delà de ce qui se trouva dans la première édition du livre), Arendt fut formellement condamnée par le Conseil des Juifs d'Allemagne, représentant des dizaines de milliers de Juifs immigrés aux États-Unis depuis l'Allemagne et l'Autriche. Le Congrès juif mondial organisa un symposium sulfureux à propos de son livre et inspira de nombreuses publications juives qui lui étaient hostiles. Des amis proches, comme Kurt Blumenfeld, cessèrent toute relation avec elle. Le philosophe Gershom Scholem, qu'elle connaissait depuis les années 1930, lui reprocha son insensibilité envers son propre peuple et l'accusa de brouiller la ligne séparant la victime et le bourreau. Ancien adjoint du procureur lors du procès, Jacob Robinson compila une réponse à Arendt soigneusement documentée. Il l'invectiva sur un grand nombre d'erreurs factuelles et reprit les éléments montrant qu'Eichmann était issu d'un milieu antisémite, qu'il s'était toujours situé à l'extrême droite politiquement, et qu'il avait été fier de sa chasse fanatique contre les Juifs. Pour lui, «il s'agit d'un animateur tout à fait extraordinaire, d'un maître de la ruse, de la duplicité et de la mauvaise foi, d'un homme particulièrement intelligent et compétent dans son domaine, d'un homme qui poursuivait de manière conséquente sa mission de rendre l'Europe *judenrein*[980]».

Le chercheur et écrivain juif américain Irving Howe raconta comment *Eichmann à Jérusalem* avait déclenché une « guerre civile » parmi les intellectuels juifs new-yorkais et plus largement au sein de toute la communauté juive américaine. « Un grand nombre d'entre nous ne nous étions pas encore remis de l'impact à retardement de l'holocauste. Plus nous essayions d'y penser, plus son sens semblait nous échapper. Et voilà que maintenant la brillante Hannah Arendt nous disait qu'Adolf Eichmann, loin d'être le "monstre moral" dépeint par le procureur israélien, devrait plutôt être compris comme un petit homme insignifiant, fastidieux et ennuyeux, simple pièce passive dans la machine de mort qui envoya si efficacement les Juifs vers les chambres à gaz. Cet Eichmann, disait-elle, était un rouage davantage mû par une certaine routine que par un venin idéologique. » En réponse à Arendt et à son idée qu'Eichmann se vantait lorsqu'il évoquait son rôle dans le génocide, Lionel Abel rétorqua : « Combien de gens se sont jamais vantés d'avoir assassiné cinq millions de personnes ? » Comme le fit observer Howe : « Ce genre de fanfaronnade n'appartient pas à un rouage sans relief pris dans une machine bureaucratique. » Il était inconcevable que les actes d'Eichmann n'aient été que le résultat d'une absence de pensée : « Il fallait bien que quelque dépravation profonde des intentions ou quelque monstruosité de la pensée en soit à l'origine. » Saul Bellow consacra une partie de *La Planète de M. Sammler* à sa propre riposte. Sammler, un rescapé, déclare que : « Faire passer le plus grand crime du siècle pour une mesquinerie sans éclat n'est pas banal. » Dans une référence à peine voilée, il remarque que : « Tout le monde (certains bas-bleus exceptés) sait ce qu'est le meurtre[981]. »

Arendt n'était toutefois pas sans soutiens puissants. Raul Hilberg, Daniel Bell et Alfred Kazin défendirent ses différentes positions lors d'un débat houleux organisé par le magazine *Dissent*, auquel assistèrent des centaines de personnes. Bell fut appuyé dans de nombreuses polémiques par voies de presse par d'autres partisans ardents et influents d'Arendt comme Mary McCarthy et Dwight Macdonald. Pour de nombreuses personnes, et en particulier des intellectuels non juifs, c'était précisément l'universalisme contenu dans la thèse d'Arendt qui faisait son intérêt et son caractère actuel. Richard Cohen résume ainsi cette position : « Comme paradigme du danger latent chez l'homme moderne, le portrait d'Eichmann par Arendt fut perçu

comme un avertissement fait à l'humanité sur la manière dont la passivité politique pouvait engendrer de tels phénomènes abjects[982]. »

Cependant, les camps des partisans et opposants du portrait d'Eichmann dressé par Arendt ne furent pas séparés sur une base strictement ethnique. En Grande-Bretagne, Hugh Trevor-Roper se montra fortement critique d'Arendt, qu'il accusa d'être « par moments, d'une arrogance insupportable ». Dans les colonnes de l'*Observer* de Londres, Richard Crossman protesta que « s'il est absurde de faire de lui [Eichmann] l'architecte de la "solution finale", il est certainement pervers de le représenter en petit bureaucrate consciencieux qui s'égara en obéissant aux ordres de ses supérieurs d'une manière peu imaginative ». Crossman se moqua de la notion selon laquelle il n'y aurait pas de lien direct entre l'antisémitisme et la « solution finale » et s'en prit vertement au traitement des cercles dirigeants juifs par Arendt[983]. Les réactions en Allemagne furent au départ assez discrètes, Arendt offrant aux Allemands un réconfort tout relatif. En effet, la notion qu'Eichmann était « normal » démontait l'alibi selon lequel le régime nazi avait été constitué d'un gang de psychopathes qui s'était imposé à un peuple allemand par ailleurs fondamentalement bon. D'un autre côté, au cours des années 1970, les historiens prônant une interprétation « fonctionnaliste » de l'Allemagne nazie commencèrent à voir en Arendt un précurseur doué, quoique involontaire[984].

En 1986, Hans Mommsen, avatar de l'approche « fonctionnaliste », écrivit une introduction pour une nouvelle édition allemande d'*Eichmann à Jérusalem*. Contrairement à des générations précédentes d'écrivains et d'historiens allemands, qui considéraient que c'eût été manquer de tact que de faire des commentaires sur des débats internes à la communauté juive, il applaudit la critique du procès proposée par Arendt. Il la félicita d'avoir montré que le génocide perpétré contre les Juifs n'avait pas été l'aboutissement d'un « antisémitisme éternel » mais plutôt une expression du racisme générique inhérent aux États totalitaires. De tels États avaient besoin d'hommes comme Eichmann : il incarnait la compartimentation et « l'indifférence morale parmi l'élite fonctionnelle de la nation bien avant 1933 ». Quinze ans plus tard, Mommsen poussa son analyse encore plus loin. « La destruction des Juifs » déclenchée par les nazis fut « de nombreuses manières auto-entretenue après qu'elle eut été mise en

marche». Eichmann, qui n'était auparavant qu'un numéro, disparut alors complètement: «Le processus principalement anonyme qui conduisit au meurtre de près de six millions de Juifs émergea de la dynamique auto-alimentée du pouvoir totalitaire et ne fut en premier lieu la conséquence ni du fanatisme raciste ni de procédures de planifications sur le long terme[985].»

Il est paradoxal que, comme le démontre Mommsen, l'interprétation de l'histoire et de l'humanité qui bénéficia le plus du procès d'Eichmann fut celle qui s'intéressait le moins aux détails de sa carrière et de ses crimes. Pendant des décennies, en premier lieu à cause d'Arendt, l'héritage culturel d'Eichmann fut façonné afin d'universaliser la signification de l'homme et d'occulter ce que lui ou la machine d'extermination qu'il servit avaient de particulier. Les raisons de cela sont en partie à trouver chez Arendt elle-même. De manière assez remarquable, étant donné toutes les preuves existantes du contraire, elle insista pour dire qu'Eichmann n'était pas antisémite et qu'il n'avait pas eu de motivation idéologique. Assez tardivement, en septembre 1963, elle écrivit à Mary McCarthy que «l'idéologie a eu bien moins d'importance sur Eichmann que je ne l'affirmais dans le livre sur le totalitarisme. J'ai peut-être surestimé l'impact de l'idéologie sur l'individu». Elle reconnut que: «L'extermination *per se* est plus importante que l'antisémitisme ou le racisme[986].» Ainsi, elle sollicita l'explication la plus diffuse et la plus universelle de la conduite d'Eichmann et fit de lui une sorte de Monsieur Tout-le-Monde de l'extermination, dénué de signes distinctifs, et qui aurait pu être échangé contre le commandant d'un arsenal de missiles nucléaires, le mitrailleur américain à bord d'un hélicoptère au Vietnam ou le dirigeant du Pentagone qui l'aurait envoyé là-bas[987].

Les alliés d'Arendt dans cette controverse rendirent son message encore plus explicite. Bruno Bettelheim, le célèbre pédopsychiatre dont les essais sur les réactions des Juifs face à la persécution nazie eurent au moins autant d'influence sur la pensée d'Arendt que les travaux historiques de Hilberg, partageait son analyse selon laquelle lors du procès l'accusation se trompa de cible: «Le livre, en effet, traite du plus grand problème de notre temps, et pas seulement du génocide, qui en est l'une des expressions les plus affreuses. Il s'agit du totalitarisme, sous toutes ses formes. Si le procès

d'Eichmann ne s'était occupé que de cela, il aurait assurément été le procès du siècle, car le totalitarisme n'a pas disparu avec Hitler. » Bettelheim accentua l'erreur de jugement d'Arendt en insistant de manière lapidaire : « Pour parvenir à une compréhension plus complète du totalitarisme, il faut voir en Eichmann un médiocre intégral qui ne devait son effarante importance qu'à la position à laquelle il était parvenu plus ou moins par hasard à l'intérieur du système. » Une telle formule allait complètement à l'encontre des objectifs du procès, mais aux yeux de ceux qui étaient moins intéressés par l'antisémitisme et les Juifs que par la menace soviétique, elle était parfaitement sensée. Pour Bettelheim, *Eichmann à Jérusalem* « a trait à notre incapacité à comprendre pleinement comment la technologie et l'organisation sociale modernes, quand elles sont au service du totalitarisme, peuvent permettre à un homme normal, plutôt médiocre, comme Eichmann, de jouer un rôle si important dans l'extermination de millions d'individus. En raison de la même anormalité, il est aujourd'hui théoriquement possible à un fonctionnaire moyen – disons un lieutenant-colonel, pour continuer la comparaison avec Eichmann – de provoquer l'extermination de la plupart d'entre nous en appuyant sur un bouton[988] ».

L'analogie de Bettelheim était biaisée. Eichmann n'était pas un soldat faisant la guerre à un ennemi bien armé dont les populations civiles étaient bien défendues, notamment par la menace de représailles et de destruction mutuelle. Néanmoins, l'inquiétude de Bettelheim au sujet de la destruction nucléaire était partagée par des millions de personnes et il était pratique d'ériger Eichmann en représentant de figures par ailleurs cachées et inconnues. Cette tendance à universaliser Eichmann, en l'arrachant à son contexte historique, fut portée d'un registre viscéral à un registre « scientifique » par les expériences de Stanley Milgram sur l'obéissance.

Milgram avait pour but de tester la soumission à l'autorité, sous l'influence de son mentor, Solomon Asch, pionnier des travaux sur le conformisme et les comportements collectifs. Lorsqu'il déménagea de Princeton à Yale en novembre 1960, Milgram eut la possibilité d'acquérir de l'équipement, de recruter une équipe et de commencer son expérience. Il n'annonça jamais explicitement que sa recherche avait pour but d'éclairer le traitement des Juifs par les nazis. En effet, les expériences de laboratoire étaient à mille lieues des événements historiques auxquels elles étaient

associées. Au cours de l'été 1961, Milgram fit paraître une annonce dans un journal local, invitant des personnes volontaires à participer à une expérience éducative. Les sujets recrutés, et l'on souhaitait qu'ils constituent un échantillon représentatif, pris au hasard, de la population, étaient conduits dans une pièce du bâtiment Linsley-Chittendon sur le campus de l'université de Yale, et présentés à l'« élève », et à une personne de l'allure d'un scientifique, l'« expérimentateur », en blouse blanche, qui était manifestement chargé de l'expérience. Le sujet apprenait que l'« élève » devait être attaché à une chaise et que l'on allait lui poser des questions de mémorisation. Chaque fois qu'il donnait une mauvaise réponse, le sujet devait lui administrer un choc électrique censé « encourager » l'« élève » à mieux faire. En fait, ce dernier était un comédien. Son rôle prévoyait qu'il devait donner de mauvaises réponses, tandis que l'« expérimentateur » en blouse blanche devait indiquer au sujet d'augmenter progressivement l'intensité des décharges électriques. Le sujet pouvait voir sur le cadran de son interrupteur que l'intensité du choc qu'on lui demandait d'administrer atteignait un niveau dangereusement élevé. Dans le même temps, l'« élève » jouait son rôle : il se tordait de douleur après chaque choc reçu et demandait à être libéré, implorant qu'il soit mis fin à l'expérience et assurant qu'il avait des problèmes cardiaques ; enfin, il sombrait dans le silence – comme s'il avait fait un malaise grave. À chaque fois, l'« expérimentateur » demandait au sujet de continuer – et plus de 60 % des sujets continuèrent l'expérience jusqu'au bout. Dans des expériences suivantes, Milgram fit varier les paramètres. Il découvrit que, lorsque le sujet n'avait qu'à établir une connexion sur le circuit, tandis qu'une autre personne administrait le choc, la résistance aux instructions de continuer diminuait. D'un autre côté, lorsque le sujet était placé à proximité immédiate de l'« élève », la soumission décroissait fortement[989].

Milgram conclut que la plupart des gens, dans des situations où ils sont soumis à l'autorité, obéissent aux instructions reçues de façon plus ou moins inconditionnelle, même lorsque cela les conduit à infliger une grande douleur à d'autres êtres humains. Ils sont davantage prêts à obéir dans des situations où ils sont mis à distance de la victime à laquelle ils infligent cette douleur. Toutefois, s'ils se trouvent dans une situation où ils peuvent « tricher », un grand nombre des sujets n'administrent pas les chocs. La

présence d'un partenaire, lui-même aussi un acteur, peut également jouer un rôle sur la disposition à causer de la douleur ou bien à résister à l'autorité. Tout cela démontrait l'élément du conformisme ou de la pression du groupe. Milgram émit l'hypothèse que l'obéissance était une réponse intériorisée, ancrée dans la société moderne, par la tradition familiale, l'éducation, la socialisation et le contexte institutionnel. Dans ce cadre, la désobéissance entraîne une tension psychique que peu de sujets peuvent tolérer, même si certaines personnes parviennent à conserver des « valeurs personnelles » et un sentiment d'« individualité » qui leur permettent de résister. Milgram croyait que ses résultats étaient tout aussi pertinents dans les sociétés démocratiques que sous les régimes totalitaires. Selon lui, ils expliquaient les comportements humains dans les États esclavagistes du Sud profond des États-Unis et dans les camps de prisonniers pendant la guerre de Sécession, ainsi que lors d'événements aussi divers que le génocide perpétré contre les Indiens d'Amérique ou dans les camps d'internement pour Américains d'origine japonaise lors du second conflit mondial, sans parler de la guerre du Vietnam[990].

Cependant, Milgram connut surtout la gloire parce qu'il rattacha son travail au procès Eichmann et qu'on l'associa aux travaux de Hannah Arendt, et non parce qu'il voulait dès le départ expliquer le phénomène Eichmann. Il se saisit plutôt d'Eichmann et d'Arendt de manière assez opportuniste. Un critique remarqua : « Il a inscrit le nom d'Eichmann dans le premier paragraphe de son premier article sur l'autorité, et il a ainsi pu s'adjuger une place dans un débat contemporain central. » Milgram comprit que « c'était un moment opportun dans l'histoire pour avoir quelque chose à dire sur le fait d'obéir aux ordres[991] ».

Eichmann fut pendu quelques jours après la fin de la première série d'expériences de Milgram. Dans le premier article que celui-ci publia, en 1963, il fit un parallèle avec le cas Eichmann tel que l'avait présenté Hannah Arendt. Dans chacune des publications suivantes (qui étaient toutes courtes et parurent de manière espacée : Milgram n'était pas un écrivain prolifique), il fit de plus en plus le lien avec le meurtre de masse des Juifs perpétré par les nazis, jusqu'à donner l'impression que celui-ci avait été la principale raison pour laquelle la série d'expériences fut conçue au départ. Ainsi, en 1967, il publia un article dans une nouvelle revue, *Patterns of*

Prejudice. L'article commence de la manière suivante : « La destruction des Juifs d'Europe en 1933-1945 n'eut pas lieu en conséquence des actes d'un homme agissant seul. Nul n'est omnipotent dans un sens aussi direct. Le pouvoir, y compris le pouvoir de détruire d'autres individus, provient plutôt du contrôle des organisations sociales auxquelles de nombreux individus participent. » Établissant un parallèle encore plus explicite, il poursuit : « L'extermination des Juifs européens par les nazis est le cas le plus extrême d'actes immoraux et abjects accomplis par des milliers de gens au nom de l'obéissance. » Milgram prend aussi soin de spécifier l'affinité entre sa propre recherche et celle d'Arendt : « Une explication souvent proposée veut que ceux qui infligèrent des chocs au degré le plus élevé à la victime étaient des monstres, des sadiques à la marge de la société. Cependant, si l'on considère que près des deux tiers des participants tombèrent dans la catégorie des sujets "obéissants", et qu'ils représentaient des gens ordinaires, membres de la classe ouvrière, cadres et professions libérales, l'argument devient très instable. En effet, il rappelle fortement la question qui s'est posée dans *Eichmann à Jérusalem* de Hannah Arendt. » Lorsqu'il discute l'effet de l'introduction d'un intermédiaire entre le sujet et l'« élève », il compare le schéma à la différence de comportement chez Eichmann entre sa position de témoin direct de meurtre de masse et son rôle de donneur d'ordres pour que ce meurtre soit exécuté par d'autres. « Même Eichmann eut la nausée lorsqu'il visita les camps de concentration, tandis que, pour prendre part au meurtre de masse, il n'avait qu'à s'asseoir derrière son bureau et à remuer ses papiers[992]. »

Les expériences de Milgram eurent une influence considérable. Peter Novick nota qu'« à partir des années 1960 se développa un genre de synergie entre le symbole de l'Eichmann d'Arendt et le symbole des sujets de Milgram, invoqués dans toutes les discussions, de la guerre du Vietnam à l'industrie du tabac, et naturellement non sans répercussions sur les discussions relatives à l'Holocauste ». Une nouvelle génération d'historiens allemands, qui virent dans le IIIe Reich une incarnation de la « modernité », assimilèrent Arendt et Milgram dans leur représentation d'une société où la responsabilité individuelle était atténuée par la division des fonctions. Zygmunt Bauman consacra un chapitre de son livre *La Modernité et l'holocauste*, paru en 1989, à une « lecture de Milgram ». Le grand succès

du livre de Bauman obligea les sociologues à se confronter au meurtre de masse des Juifs par les nazis et connut une résonance planétaire[993]. Des historiens tombèrent aussi sous le charme de Milgram. Christopher Browning, l'auteur de l'excellente étude sur des Allemands ordinaires membres d'un bataillon de police, écrit : « Je me suis tourné vers les études de Milgram sur la soumission à l'autorité », ainsi que vers d'autres recherches sociologiques, « pour m'aider à comprendre les éléments que j'avais rassemblés et la trame narrative que j'avais construite ». Il conclut qu'« un grand nombre des idées de Milgram sont confirmées de manière crue par le comportement et le témoignage des hommes du 101e bataillon de réserve de la police[994] ».

Les travaux de Milgram ont toutefois fait l'objet de critiques virulentes, et leur intérêt pour comprendre Eichmann est assez douteux. Tout d'abord, les expériences de Milgram furent méthodologiquement biaisées. Ses sujets étaient rémunérés et un grand nombre d'entre eux craignaient de ne pas recevoir la totalité de la somme prévue s'ils s'arrêtaient de manière prématurée. Près de la moitié d'entre eux pensèrent qu'il s'agissait de toute manière d'une sorte de coup monté. Ensuite, ils venaient d'être présentés à l'« élève », qui se faisait passer pour un comptable américain d'origine irlandaise au naturel paisible, et ils n'avaient aucune raison spéciale de ne pas l'apprécier, ils n'avaient pas subi un long endoctrinement les incitant à voir en lui un ennemi. Les préjugés auraient pu augmenter le degré auquel ils étaient prêts à infliger le choc, mais d'un autre côté, si l'on avait dit aux sujets que l'« élève » était un Juif ou qu'il était noir, ils auraient pu se sentir inhibés par l'histoire du génocide, cette même histoire dont on expliqua par la suite les mécanismes en invoquant leurs réactions. Le « professeur » était une sorte de figure d'autorité, mais les sujets auraient-ils été prêts à obéir de la même manière à un homme vêtu d'un uniforme noir avec un insigne nazi ? Il existe différentes sortes d'autorités et de relations de pouvoir : une personne disposée à suivre les instructions d'un technicien ou d'un scientifique sur une question où n'interviennent pas les valeurs pourra réagir différemment si les ordres proviennent de quelqu'un qui est associé à une agence gouvernementale ou un parti politique qu'elle méprise. Une relation universelle et purement abstraite ne peut pas être employée pour en

expliquer une autre traversée de part en part de considérations historiques, politiques et d'idées culturelles préconçues[995].

Les assassins nazis ne suivaient pas seulement des ordres. Comme l'avait déjà montré Raul Hilberg, ils firent preuve d'initiative et de beaucoup de zèle et opérèrent souvent avec un large degré de latitude. Ces éléments furent tous soulignés par Daniel Goldhagen dans son livre *Les Bourreaux volontaires de Hitler*, qui, par certains côtés, peut être vu comme une réponse argumentée à Arendt et à Milgram. Toutefois, Hannah Arendt elle-même fit remarquer que Servatius avait défendu Eichmann sur la base de l'argument qu'il était le sujet d'actions de l'État, et non qu'il ne faisait qu'obéir à des ordres de ses supérieurs (une défense qui avait auparavant échoué à Nuremberg). La distinction était cruciale pour sa théorie du totalitarisme, qui soutenait que, dans les régimes totalitaires, la légalité était inversée et les citoyens étaient endoctrinés pour croire que le mal était le bien. Lorsque Eichmann déclara qu'il avait de son plein gré suivi les instructions du régime, parce que celles-ci équivalaient à la loi et qu'il était un citoyen qui respectait les lois, il offrit à Arendt à la fois un paradigme et une confirmation de ses thèses. Contrairement aux sujets soumis des expériences de Milgram, il ne se perçut pas comme agissant sous la menace du fouet d'une autorité supérieure, comme le fit observer Arendt[996].

En tout état de cause, jusqu'à la fin des années 1990, l'Eichmann d'Arendt et Milgram domina les conceptions populaires du criminel nazi et guida une grande partie de la recherche académique. Cet Eichmann fut la pierre angulaire des explications de « l'holocauste » qui l'ont décrit comme une fonction de la modernité, approche qui a aussi influencé les travaux de nombreux penseurs de la post-modernité. Ainsi Alan Milcham et Alan Rosenberg perçoivent-ils l'absence de pensée de l'assassin de bureau, prétendument identifié par Arendt et confirmé par Milgram, comme « un trait distinctif de la modernité[997] ».

Depuis 1996 et la publication des *Bourreaux volontaires de Hitler* de Goldhagen, le mouvement du pendule est reparti dans l'autre direction. L'Eichmann construit par Arendt et Milgram a fait l'objet d'une réévaluation minutieuse. Arendt a été accusée d'avoir manqué de percevoir, ou peut-être d'avoir éludé, « la spécificité de ce génocide en particulier, à savoir le fait qu'il prit spécifiquement pour cible les Juifs d'Europe ». Si elle

avait été plus disposée à entendre l'argumentaire du procureur, et moins déterminée à prouver sa propre thèse sur le totalitarisme, elle aurait pu être plus sensible aux signes de l'antisémitisme et du fanatisme d'Eichmann. Au lieu de cela, elle fut proche d'adopter son point de vue, voulant qu'il était tout au plus un « rouage » passif dans la machine, et en a fait l'élément autour duquel s'articulèrent ses thèses sur le comportement des Juifs – un aspect de ses écrits que les rescapés juifs reçurent avec stupeur et indignation. La manière dont elle universalisa Eichmann était utile dans le contexte de la guerre froide, grâce à l'analogie avec le totalitarisme soviétique, mais cette utilité s'est progressivement amoindrie et a désormais perdu toute force. Comme l'affirme Yaacov Lozowich : « Eichmann souligna la singularité du comportement nazi. » Dans cette perspective, il semble pervers de déclarer qu'un Eichmann repose « en chacun de nous[998] ». Grâce en grande partie au débat autour des *Bourreaux volontaires de Hitler*, l'attention peut désormais être consacrée à la personne d'Eichmann, en tant qu'Allemand ordinaire, et à comprendre comment il est devenu un *génocidaire* – ce qui fut précisément l'objectif de ce livre.

CONCLUSION

À la fin du XXe siècle, le « nettoyage ethnique », les viols de masse et le génocide comptaient tristement parmi le lot commun des affaires du monde. C'est au Rwanda que fut créé le terme *génocidaire*, pour désigner un individu personnellement impliqué dans un génocide. Ce néologisme est plus parlant que le mot d'« auteur » – *perpetrator* en anglais – employé d'habitude, car il identifie l'auteur à son crime[999]. La figure du *génocidaire*, accusé de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, est devenue familière. La plupart d'entre eux sont des hommes, et, on a pu voir les génocidaires en détention, devant leurs juges, ou bien encore en liberté à Kigali, à La Haye, ou dans toute l'ancienne Yougoslavie. La récurrence du génocide, dans des contextes n'appartenant ni au totalitarisme, ni à la modernité, a remis en cause la validité d'anciens modèles explicatifs et a suscité un renouveau des recherches consacrées aux origines des crimes de masse et du génocide. Toutefois, l'ubiquité, pour ne pas dire la normalité, de cette figure du *génocidaire* appelle également à un réexamen du personnage d'Eichmann, qui a pendant très longtemps été perçu comme une aberration pathologique, ou bien comme le symptôme d'un problème plus large[1000].

Comment expliquer Adolf Eichmann ? Il n'y a probablement pas de réponse à la question de ce qui le fit agir, ce qui lui permit d'agir ainsi, et l'on peut tout au plus considérer des probabilités. La plupart des éléments dont on dispose pointent dans plusieurs directions à la fois. Les témoignages de ceux qui le rencontrèrent au cours de sa vie et de sa carrière sont partiaux et de ce fait souvent suspects. Les bilans des estimations psychologiques sont contradictoires. C'est bien la raison pour laquelle, après son procès, les observateurs et les commentateurs parvinrent à des conclusions extrêmement divergentes à propos du personnage. Moshe

Pearlman considéra, par exemple, qu'Eichmann était « servile devant ses supérieurs, brutal envers ses subordonnés et ses victimes, arrogant et ambitieux, un opportuniste soucieux de défendre ses propres intérêts ». Au contraire, Hannah Arendt déduisit qu'il était fanfaron, porté au solipsisme, et caractérisé par son absence de pensée. Son plus grand vice était son incapacité à percevoir un point de vue contraire. Pour Arendt, « il était vraiment difficile de ne pas présumer que c'était un clown[1001] ».

Les psychologues qui examinèrent Eichmann n'ont pas été d'un grand secours pour se forger une opinion sur sa personnalité, au-delà de leur assurance qu'il n'était pas fou. Une série de tests réalisés par le professeur Szondi, un Hongrois, devait révéler la personnalité du sujet à travers un processus d'affinités électives. On montrait à Eichmann les visages de différents hommes, dont certains étaient des meurtriers, des aliénés ou des sadiques. Selon Gideon Hausner, lorsque Szondi vit les résultats des tests, il fut très choqué. Le professeur conclut que le sujet, dont l'identité ne lui avait pas été communiquée, « révélait en toutes choses un homme obsédé de pouvoir et affecté d'une tendance insatiable au meurtre ». Un autre psychologue, le docteur israélien I. M. Kulscar, fit passer le test de Rorschach à Eichmann. Aux dires du psychologue Gustave Gilbert, les réponses d'Eichmann indiquaient que celui-ci avait « un type de personnalité assez aisé à déterminer – celui du robot meurtrier de la SS ». Prenant le contre-pied complet de ces résultats, Hannah Arendt rapporta qu'« une douzaine de psychiatres avaient certifié qu'il était “normal”. “Plus normal, en tout cas, que je ne le suis moi-même après l'avoir examiné”, s'exclama l'un d'eux, paraît-il, tandis qu'un autre découvrit que l'ensemble de son attitude psychologique, son comportement à l'égard de sa femme et de ses enfants, de son père et de sa mère, de ses frères, sœurs et amis, étaient “non seulement normaux, mais recommandables” ». Le célèbre pédopsychiatre Bruno Bettelheim alla dans le sens de la position d'Arendt. Il conclut, à partir des éléments fournis lors du procès et de sa propre expérience de Dachau, qu'à l'instar d'Eichmann, la plupart des bourreaux nazis « étaient des gens qui, en d'autres circonstances, seraient considérés comme des personnes normales, ordinaires[1002] ».

Toutefois, dans la mesure où aucune des analyses détaillées de Szondi, de Kulscar ou des autres psychologues n'a jusqu'à présent été rendue publique,

il est difficile d'arbitrer entre ces déclarations très différentes. Un fossé théorique et interprétatif continue de séparer les tenants de l'école Rorschach, fondée sur des tests psychologiques et pour laquelle il existe une « personnalité nazie » distinctive et anormale, des adeptes de Stanley Milgram, qui soutiennent que, dans certaines situations, n'importe qui peut faire subir des choses abominables à un autre être humain. Les deux camps invoquent Eichmann pour défendre leur cause[1003].

La psychanalyse freudienne ne fait pas mieux. José Brunner a interprété ce qu'Arendt appela « l'absence de pensée » d'Eichmann pour caractériser son désir d'abandonner son autonomie individuelle et, en s'annihilant soi-même, arriver à une forme de maîtrise de soi narcissique. Brunner suggère qu'« en se débarrassant lui-même de son autonomie, c'est-à-dire en se privant de volonté, de conscience et de voix propre, Eichmann a en effet perdu la plus grande partie des attributs humains. Toutefois, en mourant en sujet autonome, il est également parvenu à contrôler sa spontanéité, ses désirs et inclinaisons, et à atteindre une prévisibilité et une régularité surhumaines. De plus, en se tuant lui-même symboliquement en tant qu'individu, il est devenu une pièce maîtresse dans un système politique omnipotent qui a causé la mort et la destruction à des échelles jamais atteintes auparavant ». Malheureusement, quasiment toutes les déclarations soutenant ce diagnostic sont fausses. Comme on l'a vu, Eichmann avait une personnalité énergique, il agissait avec zèle et en faisant preuve d'initiatives. Il traça son chemin à travers une machinerie d'État improvisée, gangrenée de conflits et loin d'être toute-puissante. Brunner écrit qu'Eichmann ne trouvait de plaisir que dans la mort, mais ses propres écrits sont remplis des joies de la vie – de ses excursions de jeunesse dans le Mühlviertel en allant jusqu'à jouer du violon lors d'une soirée au 116 Kurfürstenstrasse[1004].

Si la psychologie, la psychologie sociale et la psychanalyse ne peuvent nous aider à résoudre ce qu'Arendt a appelé la « comédie des âmes », les opinions des contemporains d'Eichmann ne nous sont guère plus utiles. En théorie, leurs observations directes, effectuées sans intermédiaires, devraient nous rapprocher de la vérité. En réalité, elles sont tout aussi ambiguës et, pour d'autres raisons, également problématiques. Le rapport interne du SD sur Eichmann de 1937 le décrivait comme « fiable,

consciencieux », comme « un camarade exemplaire ». Eichmann est présenté comme « un national-socialiste convaincu », à la « vie familiale impeccable et pure ». Ce rapport fut rédigé par Dieter Wisliceny, qui était alors le supérieur hiérarchique d'Eichmann. Après la guerre, Wisliceny écrivit qu'Eichmann était « l'employé subalterne typique, méticuleux, aimant l'ordre – même dans ses relations personnelles ». Alfred Six rappela qu'à l'époque Eichmann « croyait absolument au national-socialisme. En substance, la perspective nazie sur la vie donnait pour lui tout son sens au monde ». Six rappela encore qu'Eichmann « a toujours agi selon la doctrine du parti entendue dans son interprétation la plus extrême », mais qu'il n'était pas particulièrement antijuif. Wilhelm Höttl, quant à lui, interrogé à propos du prévenu à Jérusalem, répondit : « Pour moi, il était vraiment une personne réellement dénuée de complication qui ne s'intéressait qu'à une chose : avancer dans sa carrière. » Höttl trahit toutefois une tendance suspecte à revoir et corriger le passé lorsqu'il déclara qu'Eichmann avait décidé de se spécialiser dans les affaires juives parce que cela semblait mener à une promotion rapide. Il était « obsédé par le problème juif, mais pas en tant que potentiel exterminateur de Juifs[1005] ». Quand bien même Höttl aurait eu raison lorsqu'il affirma qu'Eichmann n'était alors pas un meurtrier de masse en puissance, peut-on croire en son idée selon laquelle Eichmann aurait choisi l'antisémitisme comme plan de carrière, lorsqu'il apparaît qu'il avait été désigné pour le bureau des affaires juives du SD, et non le contraire, qui plus est à un moment où le SD n'occupait pas une position particulièrement forte sur la « question juive » ?

Dans ses carnets de prison, Rudolf Höss ne dépeignit pas Eichmann comme un carriériste sans relief, qui aurait été neutre ou opportuniste à propos des questions juives. Peut-être dans le but d'améliorer sa propre image, Höss décrivit son ancien collègue comme « un homme vif et actif, la trentaine, toujours plein d'énergie. Il échafaudait constamment de nouveaux plans et était perpétuellement aux aguets pour repérer des innovations et des améliorations. Il ne se reposait jamais. Il était obsédé par la question juive ». Pour des raisons peut-être similaires, dans la description qu'il fait d'Eichmann à Nuremberg en 1946, Wisliceny affirma qu'il était « un national-socialiste convaincu. Il ne nourrissait pas le moindre doute en ce qui concerne les ordres ou les directives de Himmler ou de Hitler. Les

ordres de ses supérieurs étaient également absolument sacrés pour lui. Il exigeait la même chose de ceux qui étaient sous ses ordres». Quand bien même, il y a malgré tout une différence entre ce portrait et celui proposé par Höss. Wisliceny assura que «dans les questions officielles, tout ce que faisait Eichmann fut approuvé par Müller et Heydrich, plus tard par Kaltenbrunner. Sur chaque entretien ou consultation, il faisait un rapport, pour être toujours couvert». Loin de l'image du fanatique audacieux, «chaque action entreprise par Eichmann dans l'exécution de mesures contre les Juifs était au préalable soumise à Heydrich et, plus tard, à Kaltenbrunner, pour approbation». D'une manière prêtant encore plus à confusion, Wisliceny ne décrivit jamais Eichmann comme un antisémite invétéré. Au contraire, selon lui, «Eichmann était très cynique dans son attitude à l'égard de la question juive. Il ne donnait jamais aucune indication sur un quelconque sentiment qu'il aurait éprouvé à leur égard. Il n'était pas immoral, mais plutôt amoral et d'une froideur tout à fait glacée dans son comportement[1006]».

Wisliceny était très doué pour rappeler les mots d'Eichmann et les employer contre lui. Par exemple, c'est par lui que les enquêteurs entendirent parler du discours prononcé par Eichmann à Berlin vers la fin de la guerre, dans lequel il déclara qu'il pourrait marcher dans sa tombe en homme heureux, sachant qu'il avait été responsable du massacre de millions d'«ennemis» du Reich. Or, les déclarations d'Eichmann lui-même, prises dans leur intégralité, rajoutent aux miasmes de l'équivoque qui entoure sa personnalité, ses croyances et ses motivations. Dans ses dépositions biographiques et dans ses mémoires, il décrivit une enfance raisonnablement normale et heureuse. Il n'y a là pas le moindre élément permettant de corroborer les déclarations de Roger Manvell et Heinrich Fraenkel, selon lesquels «la jeunesse d'Eichmann a été ruinée par l'oppression d'une belle-mère brutale et dominatrice», ou bien encore qu'il «n'avait pas d'amis, et puisqu'il haïssait l'école, il n'était pas bien élevé». Manvell et Fraenkel sont plus proches de la vérité lorsqu'ils défendent l'idée, contre de nombreux auteurs des années 1960, qu'«Eichmann a adopté l'antisémitisme comme on embrasse une carrière: il n'était pas personnellement antisémite[1007]».

Les versions d'Eichmann à propos de son entrée dans le parti nazi, dans la SS et dans le SD excluent tout sentiment antijuif comme motivation, et elles sont probablement exactes, mais son désaveu de toute hostilité envers les Juifs, après qu'il eut passé plusieurs années dans le SD, est loin d'être convaincant. Ses rapports et ses conférences des années 1936-1938, ceux qui nous sont parvenus, sont emplis d'une idéologie raciale antisémite et d'une forte croyance en une théorie du complot juif. À ce moment de sa carrière, les Juifs étaient déjà pour lui définis comme de puissants « ennemis » du Reich. Plus tard, Eichmann exprima une certaine fierté à l'égard des souffrances abjectes infligées au peuple juif à travers les politiques qu'il avait lui-même mises en œuvre. Dans les ruines de Berlin, au seuil de la défaite, il déclara à ses camarades qu'il pourrait mourir en homme heureux à la pensée qu'il emporterait des millions d'« ennemis » avec lui dans la tombe. Une douzaine d'années plus tard, il confia à Willem Sassen : « Pour être franc avec vous, si nous les avions tous tués jusqu'au dernier, les treize millions qu'ils étaient, je serais heureux et je dirais : très bien, nous avons annihilé un ennemi[1008]. »

Malgré tout, en Argentine, alors que ce n'était pas dans son intérêt de le faire, Eichmann décrivit un sentiment de malaise ressenti au moment où la politique antijuive évolua de l'émigration forcée et de l'expulsion à la phase de meurtre de masse et de génocide.

Les convictions nazies d'Eichmann et son obéissance inconditionnelle aux ordres faisaient partie d'un même tout idéologique. Ses préjugés et ses choix étaient si profondément ancrés, en 1945, qu'ils apparaissent dans les notes qu'il inscrivit en marge de ses livres lors de son séjour en Argentine. Mais cela signifie-t-il qu'il avait été une marionnette impuissante dans la hiérarchie nazie ? Eichmann n'était-il qu'un subordonné robotique, comme le voulait l'image qu'il tenta de construire lors de sa captivité ? Encore une fois, il fournit lui-même les éléments qui prouvent le contraire. Il déclara à Sassen : « J'étais un idéaliste. » Une autre fois, il lui confia : « Lorsque j'ai atteint la conclusion qu'il était nécessaire de faire aux Juifs ce que nous leur avons fait, j'ai travaillé avec tout le fanatisme qu'un homme peut attendre de lui-même. » L'obéissance peut certes très bien coexister avec le zèle, mais le portrait d'auto-effacement qu'Eichmann dresse de lui-même lors de son procès est contredit par son aptitude à prendre part aux jeux de pouvoir

au sein du IIIe Reich et par sa disposition, en 1944 au moins, à faire jouer un centre de pouvoir contre un autre[1009].

L'énigme d'Eichmann est peut-être au mieux percée en suivant la trajectoire de sa vie et de sa carrière. Il eut une enfance normale, si l'on fait abstraction de la mort de sa mère et de son déménagement d'Allemagne vers l'Autriche. Après tout, de nombreux enfants connaissent le deuil et les mêmes types de bouleversement sans pour autant devenir les auteurs d'atrocités et perdre toute sensibilité. Il fut un adolescent relativement désœuvré mais, là encore, il n'y a rien d'exceptionnel. Il avait des amis et une vie sociale typique d'un jeune de son âge dans le Linz de cette époque. On ne trouve aucun signe de comportement anormal. Il était certes dominé par son père et faisait preuve d'une susceptibilité naissante envers les figures d'autorité. Mais il n'était pas écrit qu'il tomberait sous la coupe du « mauvais » type d'homme. Il est plus significatif de noter que son père appartenait à un réseau social et politique pro-allemand, antisocialiste et antijuif. Eichmann fut socialisé et politisé dans ce milieu conservateur, politiquement antisémite – mais cela fut également la norme pour des milliers d'autres Autrichiens (et pour des milliers d'Allemands). C'était là une forme autrichienne particulière d'antisémitisme, que les nazis allemands méprisaient, qui n'interdisait pas d'avoir des amis juifs ou des relations professionnelles avec des Juifs[1010].

Eichmann ne rejoignit probablement pas les rangs des nationaux-socialistes autrichiens et de la SS par haine des Juifs. L'antibolchevisme et l'antisémitisme radical faisaient partie intégrante de la panoplie idéologique défendue par les nazis, mais la même combinaison était largement disponible ailleurs. Eichmann ne devint pas non plus nazi parce qu'il vécut une crise politique, ou connut la pauvreté et le chômage. Au contraire, Linz était politiquement stable tout au long des années 1920, et plutôt prospère. Sa propre famille connut certes quelques vicissitudes économiques, mais celles-ci furent plus le fait de l'esprit d'entreprise que le prix à payer pour une paix injuste ou bien pour les politiques d'un gouvernement honni. Il relève tout autant du mythe d'affirmer qu'Eichmann en voulait aux Juifs parce qu'il aurait été maltraité par ses employeurs juifs. Il semble que ceux-ci aient toléré son affiliation au parti nazi pendant plus d'une année, et qu'ils ne l'aient renvoyé que pour des motifs économiques, lui versant en

cette occasion une indemnité de licenciement très généreuse. Il rejoignit les nazis parce qu'il aimait leur apparence, admirait ce qu'il lisait dans les journaux du parti nazi à propos de leurs activités et voyait en eux un mouvement politique d'avenir. De plus, et de manière cruciale, il croyait que cela convenait bien à son propre rang social. Eichmann s'enrôla dans le parti nazi à l'invitation de deux hommes, Bolek et Kaltenbrunner, qui étaient tous deux des notables locaux bien connus de sa famille.

L'attitude des nazis à l'égard des Juifs ne découragea évidemment pas Eichmann d'adhérer au parti, mais elle n'offrait pas nécessairement non plus de voie d'avancement dans la carrière pour quelqu'un qui aurait eu une certaine prédisposition à la haine envers les Juifs. Lorsque Eichmann quitta l'Autriche et s'enrôla dans la Légion autrichienne de la SS, il le fit par anticipation d'un retour triomphal vers sa terre d'adoption, et non afin de pourchasser et de persécuter les Juifs en Allemagne. Lorsqu'il obtint son transfert au *Sicherheitsdienst*, il savait probablement qu'il s'agissait d'un service spécial de la SS chargé des questions de sûreté, mais il aurait fallu qu'il fût particulièrement clairvoyant pour savoir, à ce moment-là, que le service allait plus tard devenir l'un des piliers de la politique antijuive au sein de l'appareil de sûreté du régime nazi. Son passage au SD suggère qu'il était un homme pétri d'ambitions, mais il ne signifie pas pour autant qu'il était déterminé à poursuivre une carrière d'antisémite professionnel. C'est par pur accident qu'Eichmann rejoignit les rangs de l'organisation qui donnerait le « la » de la politique antijuive et que, au sein de cette organisation, il devint membre de la section responsable de l'élaboration de cette politique.

Mais, une fois entré au bureau central du SD à Berlin, il reçut une éducation politique et un endoctrinement sans relâche au sujet des questions juives. Il fut tout d'abord, par l'intermédiaire de Schwartz-Bostunich, mis en présence d'un antisémitisme vulgaire et de bas étage, antibolchevique, racial et baignant dans la théorie du complot juif. Von Mildenstein le débarrassa par la suite d'une partie de cette sensibilité, mais pour la remplacer par une position « rationnelle » sinistre à l'égard des Juifs. Pour von Mildenstein, les Juifs n'étaient pas à leur place en Allemagne : ils étaient racialement étrangers et inassimilables. Ils avaient certes droit à leur propre patrie en Palestine, et l'Allemagne ferait tout son possible pour les

aider à s'y rendre. Toutefois, sur le long terme, ils ne pouvaient être autorisés à demeurer au sein du IIIe Reich.

À partir de 1937, Eichmann avait adopté une doctrine particulière au sujet des Juifs. Le rapport qu'il co-écrivit sur son voyage en Palestine avec Hagen cette année-là illustre, de manière éclatante, comment il ne percevait dès lors les Juifs qu'à travers des stéréotypes et ne voyait que ce qu'il voulait voir. Sa conférence de 1937 sur la « juiverie mondiale » décrit les Juifs comme des ennemis raciaux puissants et dangereux, engagés dans une guerre contre le peuple allemand aryen. Les Juifs ne pouvaient être tolérés dans le Reich, et toute « politique juive » devait être consacrée à les déplacer de manière aussi organisée et efficace que possible vers des lieux où ils ne menaceraient plus les intérêts allemands. Certains éléments de cette doctrine étaient « rationnels », comme par exemple l'encouragement à l'émigration juive et la collaboration avec des groupes sionistes à cet effet. D'autres éléments étaient en revanche fantasmatiques et inquiétants, notamment la notion selon laquelle les Juifs formaient un réseau mondial immensément puissant, et qui voulait que tout Juif, bien qu'il ou elle puisse paraître inoffensif individuellement, était lié à d'autres Juifs influents et menaçants dans d'autres pays – aussi bien en Amérique capitaliste qu'en Russie communiste[1011].

Dans la SS et au SD, Eichmann développa aussi des qualités telles que l'esprit de décision et une efficacité sans merci. Les seuls critères « éthiques » qui devaient influencer les comportements étaient le bien-être du peuple aryen, la position du parti nazi et les intérêts de l'État allemand. Hors de considérations pragmatiques visant à ne pas causer d'antagonismes inutiles aux intérêts allemands, les droits civils et humains des Allemands non aryens n'étaient tout simplement pas des facteurs entrant en ligne de compte dans la normalisation ou la mise en œuvre des politiques. Il était important d'agir dans le cadre de la loi, mais la législation prit alors souvent la forme de décrets arbitraires et sa fonction principale consista à réguler les relations entre les différentes agences de l'État nazi, qui étaient perpétuellement en lutte les unes avec les autres pour s'adjuger le pouvoir sur les hommes et les biens. C'est à Vienne, en 1938, qu'Eichmann démontra pour la première fois qu'il était capable de créer des structures afin d'exécuter des politiques et qu'il savait produire des consignes à

l'usage des agences chargées de cette exécution. En tant que bon national-socialiste et que membre du SD, il était tout à fait capable de séparer ce qui serait normalement perçu comme les conséquences humaines et morales de ses actions de la portée formelle et « légale » de ses fonctions[1012].

À Vienne, avec l'appui de malheureux responsables juifs locaux, Eichmann perfectionna les techniques de l'émigration forcée. Sans éprouver le moindre remords, il présida une machine qui privait les Juifs de tous leurs droits, les spoliait, et faisait d'eux des réfugiés pauvres et humiliés. Un certain nombre d'éléments suggèrent qu'il trouva le pouvoir exécutif enivrant : il se vantait auprès de Hagen du fait qu'il tenait les Juifs « complètement dans le creux de [sa] main ». Il n'avait pas le moindre problème à insulter ou à maltraiter physiquement les responsables juifs locaux. Le mode opératoire du bureau central pour l'émigration juive reposait sur la terreur et la menace du camp de concentration : pour quelle autre raison les Juifs se seraient-ils eux-mêmes présentés pour devenir des réfugiés sans ressources ? Même là, Eichmann agissait de manière « rationnelle ». Il travaillait de manière courtoise, quoique distante, avec les Juifs, afin de s'assurer que la machinerie d'expropriation fonctionnait sans à-coups et il accordait un traitement de faveur aux sionistes qui l'aidaient à contourner les restrictions imposées par les Britanniques quant à l'immigration juive en Palestine. Des preuves existent d'une intempérance occasionnelle à l'égard des Juifs, mais son comportement envers eux n'était en aucun cas caractérisé par une violence systématique[1013].

Grâce au « succès » remporté à Vienne, la carrière d'Eichmann commença à décoller. Il passa sous la protection de Reinhard Heydrich, qui comprit la valeur du « modèle viennois » comme preuve matérielle que le SD devait jouer un rôle clé pour « trouver une solution à la question juive » dans le Grand Reich. Pendant les trois années suivantes, Eichmann évolua dans le sillage de Heydrich. Il est dès lors important de rappeler ici ce que l'historiographie récente a pu dire sur Heydrich, Himmler, Hitler et la politique juive qui se mettait en place. La majorité des historiens s'accordent sur le fait qu'à partir du début de la Seconde Guerre mondiale, le premier cercle du pouvoir nazi envisagea des solutions à la « question juive » potentiellement génocidaires, même s'il n'y eut pas de décision centrale définitive en vue d'annihiler tous les Juifs d'Europe avant

septembre ou octobre 1941 au plus tôt, et janvier voire mai 1942 au plus tard. Jusqu'à ce moment-là, quels qu'aient pu être les actes terribles qu'il commettait, Eichmann ne travaillait pas à la mise en œuvre de la « solution finale »[1014].

En effet, pendant la majeure partie de cette période, il n'était que partiellement investi dans les questions juives. En tant que chef du bureau IV-D4 du RSHA de janvier 1940 au printemps 1941, il était responsable du nettoyage ethnique des Polonais et des Juifs des régions de Pologne annexées au IIIe Reich. Cette partie, souvent négligée, de sa carrière va à l'encontre de la thèse selon laquelle il était destiné à devenir un *génocidaire*, et elle contribue à expliquer comment il parvint à acquérir une grande partie du savoir-faire politique et des dispositions intellectuelles qui s'avéreraient nécessaires pour la suite. Même s'il ne se concentrait pas seulement sur les affaires juives, la manière dont il mena les déportations forcées contribua à durcir son attitude vis-à-vis de tous les « non-Aryens ». Il acquit également une expérience utile en liquidant des communautés entières au moyen de rafles et de déportations. Dès septembre ou octobre 1939, Eichmann et ses collègues entreprirent de déporter des milliers de Juifs de Vienne, d'Ostrava et de Katowice vers une sorte de décharge en Pologne. Cette manœuvre constitua l'une des premières expériences supervisées par les nazis s'appuyant sur les organisations juives locales et d'immigration et sur les forces de sécurité, afin de réaliser un transfert à grande échelle de populations juives avec un coût et un désordre minimaux. L'entreprise échoua, à cause de complications sur le lieu d'arrivée, mais Eichmann démontra que cela pouvait être fait. Au cours des douze mois suivants, son bureau contribua à plusieurs expulsions importantes de Juifs sur une base *ad hoc*[1015].

Les premiers plans, qui prévoyaient un déplacement complet de la population juive d'Europe, datent de mai ou juin 1940 : il s'agit du plan dit de Madagascar. Jusqu'alors, la politique poursuivie consistait à évacuer les Juifs hors de la Grande Allemagne, et des zones passées sous contrôle allemand, vers des territoires situés à la périphérie. En Pologne, qui comptait d'importantes communautés juives, les Juifs étaient concentrés dans des ghettos dans l'attente de leur déportation. Il y avait néanmoins des difficultés permanentes à utiliser la Pologne comme lieu d'accueil des Juifs

et, à la suite de la conquête de l'Europe de l'Ouest, de nouveaux centres de population juive passèrent sous le contrôle du Reich. Le plan « Madagascar » marqua un point de départ dans la pensée nazie. Les responsables du parti et les fonctionnaires du Reich imaginèrent en cette occasion la déportation de tous les Juifs des territoires d'Europe sous contrôle ou sous influence allemande vers un lieu totalement inapproprié, où des décès en masse auraient forcément lieu. Eichmann travailla au plan avec un grand enthousiasme. La justification qu'il donna par la suite, selon laquelle il s'était représenté le plan comme un projet quasi sioniste, est absolument risible : ledit plan était tout bonnement et proprement barbare. En tout état de cause, il ne s'agissait pourtant toujours pas de crime de masse ou de véritable génocide. En effet, Eichmann pouvait légitimement percevoir le projet comme la variation grandiose de ses actions antérieures consistant à déplacer de grands nombres de Polonais et de Juifs – une forme de « nettoyage ethnique » sur un mode barbare plutôt qu'une politique d'annihilation[1016].

Tout cela changea en 1941. Deux à trois mois après le commencement de l'invasion allemande en Union soviétique, Eichmann fut avisé d'une modification dans la politique menée autour de la « question juive ». À la suite de l'échec du plan « Madagascar », on suggéra que la Russie pourrait être une destination alternative pour les populations juives indésirables d'Europe, une fois que l'Armée rouge aurait été vaincue. Les unités mobiles agissant sur le territoire russe massacraient déjà les Juifs locaux, ce qui faisait partie du plan plus large de la guerre contre le judéo-bolchevisme à travers la politique génocidaire envers les habitants des territoires conquis. Quelque temps plus tard, Hitler prit la décision d'évacuer tous les Juifs d'Allemagne et d'Autriche dès avant la fin de la guerre, et les petits chefs locaux en Pologne et dans les États baltes occupés commencèrent à élaborer des plans pour « faire de la place » aux Juifs allemands évacués vers leurs domaines respectifs. Ils proposèrent d'accueillir ce nouveau flux de population non désirée, en tuant les Juifs locaux au moyen d'exécutions de masse et en utilisant du gaz empoisonné dans des camions et des chambres à gaz fixes. Dans le même temps, la perspective de déraciner les Juifs de toute l'Europe et de les envoyer plus avant en Russie fut progressivement oubliée, à mesure que l'Armée rouge stoppait farouchement l'avancée de la

Wehrmacht. Cette entreprise fut remplacée par un projet d'« annihilation physique » au cours de la guerre. À un moment qui demeure incertain, Heydrich, Himmler et Hitler décidèrent que les massacres locaux et les génocides régionaux devraient être combinés et portés sur une plus grande échelle dans un programme d'extermination paneuropéen[1017].

Il ne reste que peu de documents cohérents sur cette période de transition, et il est extrêmement difficile de deviner, à partir des déclarations d'Eichmann, quel fut précisément son rôle et comment il réagit aux nouvelles directives. On sait que, entre septembre 1941 et janvier 1942, il parcourut longuement les territoires de l'Est sur ordre de Heydrich et de Müller, alors chef de la *Gestapo* et son supérieur hiérarchique immédiat. En Argentine, il parla librement des massacres auxquels il aurait assisté et du meurtre de masse de Juifs au moyen de gaz empoisonné. Mais observait-il des méthodes employées pour « faire de la place » pour les Juifs devant être déportés du Reich ? Ces massacres étaient-ils liés au souci de s'assurer que les trains de déportés arrivent sans heurt d'Allemagne et d'Autriche ? Était-il toujours occupé à la déportation et ne faisait-il que mettre en œuvre d'anciennes politiques par des moyens nouveaux ? Ou bien préparait-il déjà la « solution finale »[1018] ?

Quelle qu'ait pu être la mission d'Eichmann, on dispose d'éléments probants concernant sa réaction face à ce qu'il vit alors. En Argentine, lorsqu'il n'était pas dans son intérêt de faire aveu de faiblesse, ainsi que lors de sa captivité en Israël, lorsque cela a pu au contraire contribué à sa défense, il déclara qu'il avait été profondément choqué par le spectacle des exécutions de masse et de l'assassinat au moyen de gaz empoisonné[1019]. C'est ce moment que Bruno Bettelheim a identifié comme son franchissement du « Rubicon ». Avoir assisté au génocide sans s'en détourner aura été pour Eichmann le « point de non-retour. C'est alors qu'il renonça à réagir comme un être humain et qu'il accepta de n'être qu'un outil dans les mains de ses maîtres nazis[1020] ».

Lors de son procès, Eichmann avança qu'il avait demandé une mutation, qui lui fut refusée. En conséquence, comme il était lié par son serment de membre de la SS et par sa croyance personnelle en la vertu suprême de l'obéissance, il se devait d'obéir aux ordres, même s'il n'était pas d'accord avec eux – il maintint farouchement qu'il avait toujours cherché une

solution « politique » à la « question juive ». Après la conférence de Wannsee, une fois que les « pontes » du régime avaient parlé, il déclara ne ressentir aucune responsabilité quant au sort des Juifs. Tout ce qu'il fit personnellement consista à les livrer aux ghettos et aux camps : ce qui leur arrivait par la suite n'était pas clair pour lui et en tout état de cause ne le concernait aucunement.

Cette stratégie de défense surprit fortement la partie plaignante lors de son procès. Elle laissa les juges perplexes et a perturbé les commentateurs depuis. On est en effet ici au cœur du sujet pour comprendre Eichmann et ceux de son espèce. Lui-même admit qu'il savait ce qui se passait « à l'est » et à Auschwitz : comment alors put-il envoyer les Juifs vers une mort certaine ? L'argument selon lequel il n'aurait été qu'un simple bureaucrate, un assassin derrière un bureau opérant dans un environnement stérile séparé des conséquences de ses actions par toute la machinerie de l'État moderne a désormais perdu toute sa force. Eichmann assista en personne et de près à l'entreprise macabre du meurtre, et il dirigea lui-même ses hommes en Hongrie, lorsque ceux-ci chargèrent des Juifs dans des trains de déportation, comme on charge des marchandises. Un processus de dissociation mentale a pu se produire là, mais il s'agit d'une autre question et, en tout état de cause, un tel processus n'aurait été nécessaire que s'il avait eu à patauger dans le sang et la douleur[1021].

Une fois que les juges de Jérusalem eurent établi qu'il n'ignorait pas les conséquences de ses actes et avait néanmoins continué à les accomplir, ils étudièrent les différents éléments de sa défense. Ils lui demandèrent : qu'est-ce qui était le plus important, obéir aux ordres ou bien éviter de devenir le complice d'assassinats ? Eichmann évita en partie la question en répondant qu'il n'avait personnellement assassiné personne, mais il admit qu'il aurait exécuté son propre père si un ordre venu d'en haut l'avait sommé de le faire en lui donnant de bonnes raisons pour cela. Malheureusement pour sa défense, Eichmann compromit son allégation d'obéissance absolue en admettant qu'il avait sauvé un membre juif de sa famille. Il y eut également des exemples de son insubordination en Hongrie, même si, dans ce cas, il lui fut possible de les justifier en affirmant avoir agi en accord avec une fraction de la hiérarchie nazie, même si ce n'était pas la direction du parti. Ainsi, l'obéissance par elle-même ne peut expliquer ses activités, et les

expériences de Stanley Milgram n'apportent pas de solution magique à l'énigme de son comportement.

La conclusion inévitable est qu'Eichmann n'objecta rien à infliger d'horribles souffrances à des Juifs ni à les expédier vers une mort certaine. Aucun aspect du traitement des Juifs par les nazis ne le dérangeait suffisamment, que ce soit par prudence, légalement, ou bien moralement, pour qu'il se rebelle, résiste, ou se dérobe lorsqu'il eut à mettre en œuvre ces politiques. Il ressentit bien au départ quelque scrupule lorsqu'il comprit qu'il se faisait complice de l'« annihilation physique », mais cette réticence fut vite étouffée. Par la suite, il fit preuve d'un engagement sans faille devant la tâche à accomplir, jusqu'à des moments d'efforts effrénés. Soit Eichmann voulait tuer des Juifs, soit il lui était égal qu'ils périssent. La distinction n'a qu'une signification mineure, car s'il ne tua personne de ses propres mains, on peut avancer qu'il était tout simplement plus pratique pour lui que quelqu'un d'autre commît l'assassinat à sa place. Ses intentions génocidaires conscientes transparaissent dans son discours de Berlin, lorsqu'il déclara qu'il pourrait marcher vers le tombeau le cœur léger sachant qu'il emporterait des millions d'« ennemis » avec lui, et dans ses dépositions en Argentine, où il regretta de n'avoir pas tué la totalité des treize millions et demi de Juifs du monde[1022].

Aux yeux de l'Eichmann complètement endoctriné, les Juifs ne pouvaient faire valoir aucun doit intrinsèque à la vie. De manière encore plus radicale, selon sa vision doctrinaire des Juifs comme l'« ennemi », ils *devaient* être détruits. Les Juifs et les Aryens étaient engagés dans une lutte à mort. Il acceptait de tenir un rôle dans cette lutte, qui pour lui tenait plus d'une campagne contre une épidémie. Il se percevait comme participant à une opération scientifique, quoique parfois désespérément désordonnée, vouée à l'élimination d'une menace biologico-raciale pesant contre le peuple aryen. Cette menace était portée de manière inhérente par chaque Juif, même ceux qui semblaient les plus frêles et les plus inoffensifs. Derrière le danger de dégénérescence raciale se trouvaient la puissance politique et militaire des États-Unis, l'empire britannique et l'Union soviétique, qui tous étaient contrôlés par les Juifs. À certains moments, les Juifs pouvaient se transformer de vecteurs d'un fléau biologico-racial en terroristes, en partisans, voire même en soldats. La résistance juive, comme

dans le ghetto de Varsovie, renforça sa conviction que tous les moyens étaient nécessaires pour les éradiquer.

Eichmann avait une vague conscience, à l'époque, du fait que le meurtre de masse des Juifs constituait un acte illégal et immoral, d'où sa recherche de « couverture ». Après 1945, il s'aperçut certainement qu'aux yeux des Alliés victorieux il s'agissait d'un crime. Il ne se repentit toutefois jamais entièrement. Ainsi, ses derniers mémoires sont parsemés d'autojustifications et de références au pouvoir de la juiverie mondiale. Eichmann avait appris à haïr, et il se forma lui-même à devenir un auteur de génocide. Il apprit tellement bien sa leçon qu'il ne fut par la suite jamais capable de comprendre qu'il avait mal agi.

En tout état de cause, la capacité à agir comme il le fit n'est pas innée. Il n'était pas « programmé » pour devenir le complice de telles atrocités. Ainsi, la clé pour comprendre Adolf Eichmann ne réside pas dans l'homme, mais dans les idées qui s'emparèrent de lui, dans la société au sein de laquelle ces idées purent circuler librement et dans les circonstances qui les rendirent acceptables. Les actes d'Eichmann furent rendus possibles par la déshumanisation des Juifs, par la représentation du peuple juif en ennemi politique et en une menace biologico-raciale, et par la levée des inhibitions contre le meurtre. Quiconque est pris dans ces processus pourrait avoir agi de la même manière, que ce fût dans un État totalitaire ou bien dans le cadre d'une démocratie[1023].

Le révérend Hull, qui en quelque sorte recueillit la confession religieuse d'Eichmann, conclut : « C'était un homme très ordinaire, normal, c'est là tout son mystère. Comment un tel homme ordinaire a-t-il pu sciemment commettre de telles atrocités[1024] ? » La réponse nous est fournie par les événements du XXe siècle et des années récentes. Le *génocidaire* est devenu une composante courante de l'humanité, et, dans cette mesure, Eichmann est plus un cas typique qu'une aberration. Il ne s'agit pas ici de clamer « nous sommes tous des Eichmann en puissance », mais plutôt d'affirmer que les matrices qui génèrent ceux qui commettent les atrocités et les génocides se sont multipliées. En de telles circonstances, des gens normaux peuvent commettre, et commettent, des meurtres de masse, ou bien peuvent en assurer l'exécution[1025].

Chaque génération a vu en Eichmann ce qu'elle voulait voir. Dans l'immédiate après-guerre, dans un monde qui pensait avoir vaincu le fascisme et interrompu le génocide, il pouvait être rejeté comme une aberration – un cas pathologique. Après que son procès eut révélé son apparente normalité, il a été choisi par les défenseurs de la théorie totalitaire, qui ont fait de lui le représentant de l'« homme totalitaire », obéissant, agissant sans réfléchir et brutal. Par la suite, dans un monde vivant sous la menace de la destruction nucléaire, Eichmann a servi d'emblème à la manière dont des hommes équipés des technologies modernes et installés dans des structures bureaucratiques, y compris en démocratie, et maintenus à une distance sécurisante de leurs cibles, pouvaient faire s'abattre une dévastation terrible sur l'humanité. Cette image a été perturbée par les historiens, qui ont réintroduit la proximité physique immédiate et la violence sanglante des persécutions et des crimes de masse infligés par les Allemands au cours de la Seconde Guerre mondiale. La personnification d'Eichmann en « homme totalitaire » a enfin été rendue caduque par la chute de systèmes étatiques qui étaient censés avoir créé des hommes tels que lui, alors que dans le même temps le génocide faisait un retour effroyable. Maintenant, au XXIe siècle, dans un monde où les réfugiés et les victimes de « nettoyage ethnique » sont légion, où le racisme et le fanatisme continuent à dominer la politique, et où les tribunaux internationaux jugent les fantassins des génocides et leurs donneurs d'ordres politiques et militaires, Eichmann apparaît de plus en plus comme un homme de notre temps. Monsieur Tout-le-Monde en *génocidaire*.

GLOSSAIRE ET ABRÉVIATIONS

Abwehr : service de contre-espionnage de l'armée allemande.

Altreich : littéralement : Vieux Reich – l'Allemagne dans ses frontières d'avant mars 1938.

Territoires annexés : partie ouest de la Pologne annexée par l'Allemagne en 1939.

Anschluß : terme nazi désignant l'annexion de l'Autriche en mars 1938.

BdS : *Befehlshaber der Sipo-SD* : commandant de la police de sûreté et du service de sécurité dans un territoire occupé par l'Allemagne.

CIC : *US Army Counter-Intelligence Corps* : service de contre-espionnage de l'armée américaine.

DAIE : *Delegación de Asociaciones Israelitas Argentinas* : organisme central des Juifs d'Argentine.

Einsatzgruppen : « groupes d'intervention », unités mobiles semi-militarisées responsables d'exécutions de masse, notamment dans les pays baltes et en Russie, et appartenant à la SS, *Sipo-SD*.

Gau : subdivision territoriale de l'Allemagne sous le régime nazi. Le pays comportait alors quarante-deux districts, chacun placé sous la direction d'un chef local du parti nazi.

Gauleiter : chef du parti nazi dans un *Gau*.

Gouvernement général : terme désignant la partie occupée de la Pologne de l'Est non annexée par l'Allemagne en 1939-1945.

Gestapo : *Geheime Staatspolizei* : police secrète d'État.

Grand Reich : l'Allemagne nazie, y compris les territoires annexés ou occupés à l'Est et à l'Ouest.

HSSPF : *Höherer SS- und Polizeiführer* : officier supérieur de la SS et de la *Sipo-SD* nommé par Himmler dans un territoire occupé et dépendant de son autorité.

Territoires incorporés : territoires occupés de l'Est et annexés à l'Allemagne.

Agence juive : organe représentatif central du mouvement sioniste mondial et de la communauté juive en Palestine.

Kindertransport : train spécialement affrété pour évacuer des enfants juifs d'Allemagne avant septembre 1939 ; plus tard, terme nazi pour désigner un convoi de déportation transportant des enfants.

Mischlinge : personne d'ascendance mêlée juive et non juive.

Ancien Reich : voir *Altreich*.

OSS : *Office of Strategic Services* : service secret de renseignements américain.

Ostmark : terme nazi désignant l'Autriche après l'*Anschluß*.

Ostland : terme nazi pour désigner une région comprenant les pays baltes, certaines parties de la Biélorussie et l'ouest de la Pologne, et incorporée dans le Grand Reich.

PCA : *Palestine Colonization Association* : organisation juive de financement des colonies juives.

Protectorat : all. *Protektorat* : terme nazi désignant la partie occidentale de la Tchécoslovaquie, correspondant à l'actuelle République tchèque.

Referat : bureau ou service dans une administration.

Referent (pl. *–en*) : chef de service, habituellement spécialisé ou *Sachbearbeiter*.

Reichskommissariat : l'une des deux régions administratives de l'Europe de l'est occupée, placée sous l'autorité du Commissariat du Reich aux territoires occupés de l'est.

Reichsbahn : autoroute.

Reichsführer-SS : titre entier : *Reichsführer-SS und Chef der Deutschen Polizei* : chef suprême de la SS et de la police pour l'ensemble du Reich, titre officiel de Himmler à partir de juin 1936.

Reichsvereinigung : *Reichsvereinigung der Juden in Deutschland* : organisation centrale des Juifs allemands, créée et contrôlée par la SS, active entre 1938 et 1945.

Reichsvertretung : *Reichsvertretung der deutschen Juden* : organisation centrale des Juifs allemands, entre 1933 et 1938.

RKFDV : *Reichskommissariat für die Festigung des deutschen Volkstums* : Office du Reich pour le renforcement de la nation allemande.

RM : Reichsmark.

CSS : comité de sauvetage et de secours : groupe de sionistes hongrois aidant les Juifs en Pologne, en Slovaquie, et plus tard en Hongrie.

RSHA : *Reichssicherheitshauptamt* : Office central pour la sécurité du Reich, créé à la fin de l'année 1939, réunissant la *Gestapo*, la police criminelle, la *Sipo* et le SD.

RuSHA : *Rasse- und Siedlungshauptamt* : Office central de la SS pour la race et le peuplement, chargé de superviser la pureté raciale des membres de la SS, de l'approbation des mariages, et plus tard de l'installation de membres de la SS dans les territoires occupés de l'Est.

Sachbearbeiter : litt. : spécialiste, fonctionnaire chargé d'un service ou d'un bureau possédant une expertise dans un domaine particulier.

SD : *Sicherheitsdienst* : service de sécurité du parti nazi.

Sipo : *Sicherheitspolizei* : police de sûreté, comprenant la *Gestapo* et la police criminelle.

Sonderkommando : unité spéciale de la SS.

SS : *Schutzstaffel* : litt. : détachement de la garde, créé en 1925 comme service de protection d'élite du parti nazi. A plus tard évolué en service de renseignements et de sécurité doté d'une branche militaire.

Stapostelle (pl. *–en*) : *Staatspolizeistelle* : bureau régional de la *Gestapo*.

Todt Organisation : service de construction semi-militarisé employant souvent une main-d'œuvre forcée.

Totenkopf : *Totenkopfverbände* : litt. : tête de mort, unités de la SS chargées de garder les camps de concentration.

UWZ : *Umwandererzentralstelle* : service central à la relocalisation, responsable du déplacement des Polonais et des Juifs et de l'installation d'Allemands de souche en Pologne occupée.

Umwandererzentralstelle : voir UWZ.

Volksdeutsche : Allemands de souche.

Waffen-SS : branche militaire de la SS à partir de 1939.

Warthegau : terme nazi désignant la zone de l'ouest de la Pologne, annexée à l'Allemagne en 1939.

Wehrmacht : armée allemande.

WVHA : *Wirtschafts- und Verwaltungshauptamt* : Office central de la SS pour l'économie et l'administration, responsable des entreprises dépendantes de la SS et des camps de concentration à partir de 1942, dirigé par Oswald Pohl.

Yishuv (hébreu) : communauté juive en Palestine moderne.

Zentralstelle : *Zentralstelle für jüdische Auswanderung* : litt. : Office central à l'émigration juive, créé à Vienne en 1938 pour mettre en place et surveiller l'émigration des Juifs.

Abréviations utilisées en notes

AJR : *Association for Jewish Refugees*.

BA : collection de documents de la *Bundesarchiv* de Coblence, conservés au United States Holocaust Memorial Museum de Washington.

EI : déposition d'Adolf Eichmann à la police israélienne avant son procès à Jérusalem [interrogatoire d'Adolf Eichmann par Avner Less], mai 1960-février 1961, *The Trial of Adolf Eichmann. Record of Proceedings in the District Court of Jerusalem* (Jésuralem, 1995), vol. 7-8.

IAE : *Ich, Adolf Eichmann. Ein historischer Zeugenbericht*. Dir. Dr Rudolf Aschenauer (Augsbourg, 1980).

IMT : International Military Tribunal (Tribunal militaire international), *Trial of the Major War Criminals*, 42 vol. (Nuremberg, 1947).

TAE : *The Trial of Adolf Eichmann. Record of the Proceedings in the District Court of Jerusalem*, 9 vol. (Jérusalem, 1992-95).

YVA : Archive Yad Vashem.

NOTES

Notes de l'introduction

1. Sur l’influence du témoignage de Wisliceny, voir Richard Overy, *Interrogations. The Nazi Elite in Allied Hands, 1945*, Londres, 2002, p. 355-371.

2. L’interrogatoire de Wisliceny est reproduit en fac-similé dans John Mendelsohn et Donald Detweiler (dir.), *The Holocaust.Selected Documents in Eighteen Volumes*, New York, 1982, vol. 15, p. 6-55, et vol. 17, p. 130-141. Pour l’interrogatoire de Höss, voir vol. 17, p. 56-127. Le témoignage de Wisliceny du 3 janvier 1946 se trouve dans IMT, *Trial of the Major War Criminals*, 42 vol., Nuremberg, 1947, vol. 11, p. 275-276 ; et celui de Höss du 15 avril 1946, vol. 11, p. 396-401. Voir également Rudolf Höss, *Le commandant d’Auschwitz parle*, trad. Constantin de Grunwald, Paris, 1959 et Bradley F. Smith, *Reaching judgement at Nuremberg*, New York, 1977, p. 115. Wisliceny et Höss ont tous les deux fait de longues déclarations et écrit de longs témoignages impliquant Eichmann dans la « solution finale », tandis qu’ils étaient en captivité, respectivement en Tchécoslovaquie et en Pologne.

3. Simon Wiesenthal, *Justice n’est pas vengeance*, trad. Odile Demange, Paris, 1989, p. 81-82. Voir aussi Tuvia Friedman, *The Hunter*, dir. et trad. David C. Gross, Londres, 1961, p. 122. Pour les détails de la fuite d’Eichmann, voir Uki Goni, *The Real Odessa*, Londres, 2002, p. 292-319.

4. Lord Russell, *The Scourge of the Swastika*, Londres, 1954, p. 167 ; Gerald Reitlinger, *The Final Solution*, Londres, 1953, p. 27. Exemple rare du contraire, l’historien français Léon Poliakov, dans *Bréviaire de la haine*

(Paris, 1951, p. 16, 30-31, 37, 131-133), a réalisé très tôt l'importance d'Eichmann, mais il a exagéré ses pouvoirs et son influence.

5. Isser Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, trad. Dominique Topfer, Paris, 1976, p. 2.

6. Voir par exemple Comer Clarke, *Eichmann.The Savage Truth*, Londres, 1960 ; John Donovan, *Eichmann. Man of Slaughter*, New York, 1960 ; Quentin Reynolds, avec Ephraim Katz et Zwy Aldouby, *Minister of Death.The Adolph Eichmann Story*, Londres, 1961.

7. Theodor Adorno et *al.*, *Études sur la personnalité autoritaire*, trad. Hélène Frappat, Paris, 2007 [1950] ; Wilhelm Reich, *La Psychologie de masse du fascisme*, trad. Pierre Kamnitzer, Paris, 1972 [1946] ; Erich Fromm, *La Peur de la liberté*, trad. C. Janssens, Paris, 1963 [1941].

8. *The Trial of Adolf Eichmann. Record of Proceedings in the District Court of Jerusalem*, 9 vol., Jérusalem, 1992, [désormais abrégé *TAE*], 1 : 62, 5 : 2015, 2028. Voir aussi le dernier réquisitoire de Hausner : « Il est responsable, à cause de la situation centrale qu'il occupe, de tout ce qu'il est advenu au peuple juif depuis les rivages de l'océan Arctique jusqu'à la mer Égée, depuis les Pyrénées jusqu'à l'Oural », 5 : 1995, repris dans *Justice à Jérusalem*, p. 509.

9. Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, trad. Anne Guérin, Paris, Gallimard, coll. « Folio Histoire », 2002 [1964], p. 477.

10. Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, trad. Micheline Pouteau, Martine Leiris, Jean-Louis Bourget, Robert Davreu et Patrick Lévy, 3 vol., Paris, 1973 [1951]. Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, trad. Marie-France de Paloméra, André Charpentier et Pierre-Emmanuel Dauzat, 3 vol., Paris, 1988 [1961].

11. Otto Dov Kulka, « Major Trends and Tendencies in German Historiography on National Socialism and the "Jewish Question" », in Yisrael Gutman et Gideon Greif (dir.), *The Historiography of the Holocaust* Period, Jérusalem, 1988, p. 12-37 ; Richard Rubinstein, *After Auschwitz*, New York, 1966 ; éd. révisée, 1992, ch. 6 ; Zygmunt Baumann, *Modernité et holocauste*, Paris, 2002 [1989], en part. p. 18-20, 104-106. Pour un

commentaire critique sur l'influence d'Arendt, voir Volker Berghahn, « Préface », in Hannes Heer et Klaus Naumann (dir.), *War of Extermination.The German Military in World War II, 1941-1944*, Oxford, 2000, p. XVII.

12. Christopher Browning, *Des Hommes ordinaires*, Paris, 1994 [1992]. Un grand nombre des conclusions de l'étude innovante, quoique par certains côtés biaisée, de Browning furent amplifiées et largement popularisées par Daniel J. Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Paris, 1998 [1996], un ouvrage qui souffre de limites proportionnellement bien plus grandes.

13. Ulrich Herbert (éd.), *National Socialist Extermination Policies. ContemporaryGerman Perspectives and Controversies*, Oxford, 2000 ; d'abord publié en allemand en 1998 ; Götz Aly et Suzanne Heim, *Architects of Annihilating Auschwitz and theLogic of Destruction*, trad. A. G. Blunden, Londres, 2002 ; initialement publié en Allemagne en 1991 ; Götz Aly, *Final Solution : Nazi Population Policy and the Murderof the European Yews*, trad. Belinda Cooper et Allison Brown, Londres, 1999 ; Heer et Naumann (dir.), *War of Extermination.*

14. Pour différentes interprétations qui, cependant, se rejoignent sur des questions essentielles, voir Christopher Browning avec Jurgen Matthäus, *Les Origines de la solution finale.L'évolution de la politique antijuive des nazis, septembre 1939-mars 1942*, trad. Jacqueline Carnaud et Bernard Frumer, Paris, 2007 [2004] ; Mark Roseman, *The Villa, the Lake, the Meeting.Wannsee and the Final Solution*, Londres, 2002 ; Peter Longerich, « The Wannsee Conference in the Development of the "Final Solution" », Holocaust Educational Trust Research Papers, 1 : 2, 1999-2000, et du même auteur, *The Unwritten Order. Hitler's Role in the Final Solution*, Londres, 2001.

15. En langue anglaise. *(NdT.)*

16. Gerald Reitlinger, *The Final Solution*, Londres, éd. 1971, p. 28 ; Robert Kempner, *Eichmann und Komplizen*, Zurich, 1961, p. 41. Zvi Aharoni et Wilhelm Dietl, *Operation Eichmann : Pursuit and Capture*,

Londres, 1997, p. 21. Moshe Pearlman, *The Capture and Trial of Adolf Eichmann*, Londres, 1963, p. 56-57.

17. Christopher Browning, « Nazi Resettlement Policy and the Search for a Solution to the Jewish Question, 1939-1941 », in C. Browning, *The Path to Genocide*, Cambridge, 1995, p. 3-27 (initialement publié en 1986) ; Götz Aly et Susanne Heim, « The Holocaust and Population Policy : Remarks on the Decisions on the "Final Solution" », *Yad Vashem Studies*, 24 (1994), p. 45-47 ; Götz Aly et Susanne Heim, « Forced Emigration, War, Deportation and Holocaust in Jonathan Frankel (dir.), *Studies in Contemporary Jewry*, vol. 13, *The Fate of the European Jews. 1939-1945. Continuity or Contingency ?*, New York, 1997, p. 56-73. Hannah Arendt a noté cela dans *Eichmann à Jérusalem*, p. 284-286.

18. Jon et David Kimche, *The Secret Roads. The Illegal Migration of a People 1939-1948*, Londres, 1954, p. 389.

19. H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 157-161, p. 284-286.

20. C. Browning, *Les Origines de la Solution finale.* Voir aussi Peter Witte, « Two Decisions Concerning the "Final Solution of the Jewish Question" : Deportations to Lodz and Mass Murder in Chelmno », *Holocaust and Genocide Studies*, 9 : 3 (1995), p. 318-346 ; Christian Gerlach, « The Wannsee Conference, the Fate of German Jews, and Hitler's Decision in Principle to Exterminate All European Jews », *Journal of ModernHistory*, 70 (1998), p. 759-812 ; Peter Longerich, *The Unwritten Order*, *op. cit.*, p. 75-78, 91-93.

21. H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 166-167.

22. Martin Broszat, *The Hitler State*, Londres, 1981 ; Hans Mommsen, « National Socialism – Continuity and Change », in Walter Laqueur (dir.), *Fascism : A Reader's Guide*, Berkeley, 1976, p. 179-210. Voir Nicolas Berg, *The Invention of « Functionalism ». Josef Wulf Martin Broszat, and the Institute for Contemporary History (Munich) in the 1960s*, Jérusalem, 2003.

23. H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 272-277, 474-478 ; Stanley Milgram, « Obedience to criminal orders. The compulsion to do evil », *Patterns of Prejudice*, I : I (1967), p. 3-7, ici p. 6.

24. H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 154-155.

25. Gideon Hausner, *Justice à Jérusalem*, Paris, 1976, [1966], p. 185-214. Yaacov Lozowick, *Hitler's Bureaucrats. The Nazi Security Police and the Banality of Evil*, Londres, 2002, p. 238.

26. H. Arendt (*Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 418) émet le même soupçon.

27. Hannah Yablonka, *The State of Israel vs Adolf Eichmann*, New York, 2004, p. 46-51, 64-69, 88-99, 108-120, 236-249.

28. Tim Cole, *Images of the Holocaust. The Myth of the «Shoah Business»*, Londres, 1999, p. 68-71.

Notes du chapitre premier

29. Déclaration d'Adolf Eichmann à la police israélienne avant son procès à Jérusalem : interrogatoire d'Eichmann [désormais abrégé *EI*], reproduit en fac-similé in *TAE*, vol. 7-8, p. 114-115. La pagination fait référence au fac-similé.

30. Voir, par exemple, C. Clarke, *Eichmann.The Savage Truth*, *op. cit.*, p. 13-31 ; Q. Reynolds, *Ministerof Death*, *op. cit.*, p. 60-62 ; J. Donovan, *Eichmann. Man of Slaughter*, *op. cit.*, p. 17-19 ; Moshe Pearlman, *The Capture of Adolf Eichmann*, Londres, 1961, p. 48-49. Pearlman a inséré ces éléments de fiction dans le livre après avoir couvert le procès d'Eichmann et entendu la version des faits de ce dernier.

31. T. Adorno et *al.*, *Études sur la personnalité autoritaire*, *op. cit.* ; W. Reich, *La Psychologie de masse du fascisme*, *op. cit.* ; E. Fromm, *La Peur de la liberté*, *op. cit.*

32. C. Clarke, *Eichmann. The Savage Truth*, *op. cit.*, p. 13-31.

33. Q. Reynolds, *Minister of Death*, *op. cit.*, p. 60-62.

34. J. Donovan, *Eichmann. Man of Slaughter*, *op. cit.*, p. 17-18. Charles Wighton, autre journaliste britannique, semble avoir façonné son image

d'Eichmann à partir de celle de Hitler. Il allégua qu'Eichmann avait souffert d'« insécurité » et d'un sentiment d'« infériorité » à la suite de la mort de sa mère et du déménagement en Autriche. À l'instar de Hitler, Eichmann avait prétendument découvert les Juifs et l'antisémitisme à Vienne (ce qui en fait un garçon particulièrement précoce, puisque sa visite de Vienne remontait à l'enfance). Selon Wighton : « Comme bon nombre de jeunes Allemands psychologiquement fragiles, et dénués de perspective d'avenir au milieu des années 1920, Eichmann devint un nationaliste allemand convaincu. » Charles Wighton, *Eichmann. His Career and Crimes*, Londres, 1961, p. 29, 33-34, 37.

35. Pour plus de détails personnels sur Eichmann, voir *EI*, p. 1-5. Les archives de l'époque peuvent être consultées dans son dossier de membre du SD, Archive Yad Vashem [YVA], TR.3, et Dossier Osobyi O.51-61, YVA. Les documents rassemblés pour le procès furent publiés sous forme de microfilms pour accompagner la retranscription du procès : les documents personnels se trouvent dans T37 (1)-(6) – les références aux documents rassemblés pour le procès et portant un code de classification T ou N renvoient à des citations ou des extraits du procès ; cependant, afin d'éviter d'encombrer les notes avec des numéros de page, seul le numéro de classification est indiqué dans ce qui suit, sauf lorsqu'il y a une citation importante. Le document dans son ensemble est consultable dans la collection de microfilms, *TAE*, vol. 9. Retranscription des entretiens réalisés par Willem Sassen, Argentine, 1956-57 – Enregistrements Sassen, retranscription 29 [désormais, Enregistrements Sassen], p. 1-2. Le premier mémoire de prison rédigé par Eichmann, daté du 16 juin 1960, « Meine Memorien », publié dans *Die Welt*, première partie, 12 août 1999.

36. *TAE*, 4 : 1819-1820. Pour une excellente description de Linz durant cette période, voir Evan Burr Bukey, *Hitler's Hometown, Linz, Austria 1908-1945*, Bloomington, 1986, p. 7.

37. William L. Hull, *The Struggle for a Soul*, *op. cit.*, New York, 1963, p. 97-99. Enregistrements Sassen, 29, p. 4.

38. *EI*, p. 2 ; W. L. Hull, *The Struggle for a Soul*, *op. cit.*, p. 97. L'un de ses demi-frères, Richard, devint avocat et participa plus tard à l'organisation de sa défense.

39. *EI*, p. 21, 114-115 ; Hausner, *Justice à Jérusalem*, p. 54-55. Enregistrements Sassen, 29, p. 2.

40. *EI*, p. 21. Eichmann se rappelait cependant de plusieurs ses professeurs.

41. *EI*, p. 12-14, 59-60. Enregistrements Sassen, 29, p. 2.

42. *EI*, p. 5-6. Enregistrements Sassen, 29, p. 2-3.

43. *EI*, p. 5-6, 7-8, 17. Au cours des années 1960, le magasin d'appareils électriques portant le nom d'Eichmann existait encore dans le centre ville de Linz.

44. E. B. Bukey, *Hitler's Hometown*, *op. cit.*, p. 66-70.

45. *EI*, p. 7-9.

46. *EI*, p. 10-11.

47. *EI*, p. 11-12. Mémoire de prison, « Götzen », p. 20-21 (second mémoire de prison d'Eichmann, écrit entre son procès et la procédure d'appel, terminé en septembre 1961, mais rendu public seulement en 2000).

48. *EI*, p. 10-11, 13.

49. Enregistrements Sassen, 29, p. 5-6. Voir aussi la version largement éditée des enregistrements Sassen, Dr Rudolf Aschenauer (dir.), *Ich, Adolf Eichmann. Ein historischer Zeugenbericht*, Augsbourg, 1980 [désormais abrégé *IAE*], p. 65-66 ; « Gotzen », p. 20.

50. *IAE*, p. 68. Enregistrements Sassen, 29, p. 56 ; 30, p. 1-3.

51. *EI*, p. 27-28.

52. *EI*, p. 15-17 ; *TAE*, 4 : 1374, 1580.

53. *TAE*, 1 ; 71-2 ; 4 : 1372, 4 : 1580-81.

54. E. B. Bukey, *Hitler's Hometown*, *op. cit.*, p. 7-11, 15-36, 39-57, 59-66.

55. *EI*, p. 19.

56. W. L. Hull, *The Struggle for a Soul*, *op. cit.*, p. 97-99. En 1933, il y avait environ 248 000 protestants pour une population catholique d'environ 10 millions : Bruce Pauley, *Hitler and the Forgotten Nazis. A History of Austrian National Socialism*, Londres, 1981, p. 96.

57. Carl Schorske, *Fin-de-Siècle Vienna. Politics and Culture*, New York, 1981, p. 120-133 ; B. Pauley, *Hitler and the Forgotten Nazis*, *op. cit.*, p. 25-26 ; *id.*, *FromPrejudice to Persecution. A History of Austrian Anti-Semitism*, Chapel Hill, 1992, p. 35-38, 40-41.

58. Enregistrements Sassen, 30, p. 3, également cité in G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 56 ; Bukey, *Hitler's Hometown*, *op. cit.*, p. 93 ; Peter G. Black, *Ernst Kaltenbrunner.Ideological Soldier of the Third Reich*, Princeton, 1984, p. 11, 12-21.

59. Se remémorant les difficultés rencontrées par la famille lors de l'immédiate après-guerre, Vera Eichmann déclara à des journalistes : « Mon beau-père était un nazi. Tous ses biens, y compris sa maison, ont été confisqués… » *Daily Express*, 12 décembre 1961.

60. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 56 ; Brigitte Hamann, *Hitler's Vienna. A Dictator'sApprenticeship*, Oxford, 1999, p. 11, 12-13, 26-31. E. B. Bukey, *Hitler's Hometown*, *op. cit.*, p. 15-28. *EI*, p. 4.

61. *EI*, p. 12-14, 59-60. Sur le mouvement *Wandervogel*, voir Fritz Stern, *The Politics of CulturalDespair : a Study in the Rise of Germanic ideology*, Berkeley, 1961, p. 176-180, et Walter Laqueur, *Young Germany : A History of the German Youth Movement*, New York, 1961.

62. B. Pauley, *From Prejudice to Destruction*, *op. cit.*, p. 83 et p. 179. E. B. Bukey, *Hitler's Hometown*, *op. cit.*, p. 75-82.

63. *EI*, p. 21 ; *IAE*, p. 65-66.

64. *EI*, p. 23. P. G. Black, *Ernest Kaltenbrunner*, *op. cit.*, p. 43-45, 58-62. E. B. Bukey, *Hitler's Hometown*, *op. cit.*, p. 75-82, 87-95.

65. B. Pauley, *Hitler and the Forgotten Nazis*, chap. III ; E. B. Bukey, *Hitler's Hometown*, p. 88-91. *TAE*, 4 : 1372 ; Enregistrements Sassen, 30, p. 2-3.

66. B. Pauley, *Hitler and the Forgotten Nazis*, p. 63, 72-82 ; E. B. Bukey, *Hitler's Hometown*, p. 93-103.

67. Enregistrements Sassen, 30, p. 2-3, et voir aussi *IAE*, p. 66-67.

68. Enregistrements Sassen, 30, p. 3, voir aussi *IAE*, p. 67 ; « Gotzen », p. 23 ; B. Pauley, *Hitler and the Forgotten Nazis*, *op. cit.*, p. 48, 53-55, 200 ; E. B. Bukey, *Hitler's Hometown*, *op. cit.*, p. 87-88.

69. Enregistrements Sassen, 30, p. 3, et voir aussi *IAE*, p. 67-69. Dans la version de cette rencontre livrée par Eichmann à son interrogateur, en Israël, il employa d'abord le mot allemand signifiant « appartenir » *(gehörst)* pour ensuite corriger à la main et indiquer à la place « venir » *(kommst)* : *EI*, p. 23-24. Sur la relation entre la famille Eichmann et Bolek, voir les notes préparées par Eichmann en vue de son interrogatoire, 7 juin 1960, I-S, 1-3, T/43.

70. *EI*, p. 223-224. Voir E. B. Bukey, *Hitler's Hometown*, *op. cit.*, p. 106-107, sur la rénovation du parti nazi de Linz.

71. *TAE*, 4 : 1374, 1578-1579, 1580-1581.

72. *EI*, p. 325-328 ; *TAE*, 4 : 1372.

73. « Götzen », p. 22-23.

74. Peter Pulzer, *The Rise of Political Anti-Semitism in Germany and Austria*, Londres, éd. révisée, 1988, p. 121-251 ; C. Schorske, *Fin-de-Siècle Vienna*, *op. cit.*, p. 116-180 ; P. G. Black, *Ernst Kaltenbrunner*, *op. cit.*, p. 29-30 ; B. Pauley, *From Prejudice to Destruction*, *op. cit.*, p. 13-44, 75-130, 150-199.

75. G. Reitlinger, *The Final Solution* (éd. 1971), p. 27. B. Pauley, *From Prejudice toDestruction*, p. 296, regroupe Eichmann avec de vrais Autrichiens, comme Odilo Globocnik et Alois Brunner. Voir C. Schorske, *Fin-de-Siècle Vienna*, p. 145-146.

76. Enregistrements Sassen, 30, p. 3-4, et voir *IAE*, p. 56, 68. *EI*, p. 24-25.

77. P. G. Black, *Ernst Kaltenbrunner*, *op. cit.*, p. 30.

78. *Ibid.*, p. 70-78.

79. Enregistrements Sassen, 30, p. 4-6. *EI*, p. 27-29.

80. *EI*, p. 31 ; Enregistrements Sassen, 30, p. 3-4, et voir *IAE*, p. 68-69.

81. B. Pauley, *Hitler and the Forgotten Nazis*, *op. cit.*, p. 104-128.

82. Enregistrements Sassen, 30, p. 4, et *IAE*, p. 69.

Notes du chapitre II

83. Dossier personnel, YVA, O.51.61, reproduit dans *Le Dossier Eichmann*, CDJC, p. 75-78.

84. *TAE*, 5 : 1925.

85. *TAE*, 1 : 265-266, reproduit dans L. Poliakov, *Le Procès de Jérusalem*, *op. cit.*, p. 41.

86. *EI*, p. 35-37 ; *ME*, p. 69-71. Hans Safrian, « Adolf Eichmann. Organisator der Judendeportation », in Ronald Smelser (dir.), *Die SS : Elite unter dem Totenkopf*, Paderborn, 2000, p. 136, emploie l'expression d'entraînement « pseudomilitaire ».

87. *EI*, p. 38-39.

88. *EI*, p. 41-3 ; Enregistrements Sassen, 30, p. 6-8, et *IAE*, p. 69-71. C'est là qu'Eichmann fit la connaissance de Rudolf Jänisch, qui devint plus tard son adjudant.

89. Rapport écrit d'Eichmann, 30 avril 1934 ; rapport du *SS-Sturmführer*, 23 avril 1934, YVA, 0.51.61. Voir *EI*, p. 323-324, où Eichmann ne mentionne pas la cause de l'incident et rapporte qu'une patrouille de la SS lui prit son laisser-passer de malade, ce qui lui attira des ennuis lorsqu'une seconde patrouille conclut qu'en l'absence de laisser-passer, il avait déserté et le plaça en détention.

90. B. Pauley, *The Forgotten Nazis*, *op. cit.*, p. 132 ; Heinz Höhne, *The Order of the Death's Head*, Londres, 1969, p. 267-274.

91. Pour des documents sur son transfert du *SS-Hilfswerk*, voir YVA, 0.51-61, et *EI*, p. 43-44. Pour un organigramme de l'organisation du bureau central du SD, voir George C. Browder, *Hitler's Enforcers. The Gestapo and the SS Security Service in the Nazi Revolution*, New York, 1996, p. 252-253. En Israël, Eichmann déclara que, lorsqu'il rejoignit le SD, il ne savait même pas ce qu'étaient les francs-maçons. Cependant, il en avait rencontré à une reprise au moins, par l'intermédiaire du Schlaraffia de Linz.

92. *EI*, p. 49 ; *TAE*, 4 : 1981 ; George C. Browder, *Foundations of the Nazi Police State.The Formation of Sipo and SD*, Lexington, 1990, p. 33-34.

93. G. C. Browder, *Foundations of the Nazi Police State*, *op. cit.* ; *id.*, *Hitler's Enforcers*, *op. cit.* ; Hans Buchheim, « The SS-Instrument of Domination », in Helmut Krausnick et *al.*, *Anatomy of the SS State*, trad. Richard Berry et *al.*, Londres, 1968, p. 166-187.

94. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 57-60.

95. Günther Deschner, *Heydrich. The Pursuit of Total Power*, Londres, 1981, p. 34-37, 48-53. H. Höhne, *The Order of the Death's Head*, *op. cit.*, p. 170-173 ; G. C. Browder, *Foundations ofthe Nazi Police State*, *op. cit.*, p. 33-34, 132-135 ; *id.*, *Hitler's Enforcers*, *op. cit.*, p. 112-116.

96. G. Deschner, *Heydrich*, *op. cit.*, p. 48-49.

97. Eric A. Johnson, *Nazi Terror. The Gestapo, Jews and Ordinary Germans*, Londres, 1999, p. 88-103, 174-175 ; voir aussi Robert Gellately, *Backing Hitler. Consent and Coercion in Nazi Germany*, Oxford, 2001, p. 17-31.

98. Karl Schleunes, *The Twisted Road to Auschwitz : Nazi Policy Towards German Jews, 1933-1939*, Urbana, 1970, p. 62-116.

99. Pour une excellente synthèse de la politique nazie, de son évolution et des réactions qu'elle suscita, voir Saul Friedländer, *L'Allemagne nazie et les Juifs. 1. Les années de persécution 1933-1939*, Paris, 1997. Pour une version plus concise, voir P. Longerich, *The Unwritten Order*, *op. cit.*

100. S. Friedländer, *L'Allemagne nazie et les Juifs*, *op. cit.*, p. 23-37 ; David Bankier (dir.), *Probingthe Depths of German Antisemitism, 1933-1941*, Oxford, 2001.

101. S. Friedländer, *L'Allemagne nazie et les Juifs*, *op. cit.*, p. 29-33 ; P. Longerich, *The Unwritten Order*, *op. cit.*, p. 27-30.

102. *Ibid.*, p. 28.

103. S. Friedländer, *L'Allemagne nazie et les Juifs*, *op. cit.*, p. 39-43.

104. S. Friedlander, *L'Allemagne nazie et les Juifs*, *op. cit.*, p. 126-131 ; Jeremy Noakes, « The Development of Nazi Policy towards the German-Jewish "Mischlinge" 1933-1945 », in *Leo Baeck Institute Year Book*, 34, 1989, p. 291-354.

105. S. Friedlander, *L'Allemagne nazie et les Juifs*, *op. cit.*, p. 141-146, 150-151, 157-163 ; P. Longerich, *TheUnwritten Order*, *op. cit.*, p. 30-55.

106. Michael Wildt (dir.), *Die Judenpolitik des SD 1935 bis 1938. Eine Dokumentation*, Munich, 1995, p. 21-25, 70-71 ; *id.*, « Before the "Final Solution" : The *Judenpolitik* of the SD, 1935-1938 », *Leo Baeck Institute Year Book*, vol. 43, 1998, p. 249-250.

107. H. Höhne, *The Order Thee Death's Head*, *op. cit.*, p. 209-210 ; G. C. Browder, *Foundations of the NaziPolice State*, *op. cit.*, p. 90-97, 132-135 ; G. C. Browder, *Hitler's Enforcers*, *op. cit.*, p. 116-125.

108. H. Höhne, *The Order of the Death's Head*, *op. cit.*, p. 211-216 ; Ulrich Herbert, « Ideological Legitimation and Political Practice of the Leadership of the National Socialist Secret Police », in Hans Mommsen (dir.), *The Third Reich Between Vision and Reality*, New York/Oxford, 2002, p. 95-108.

109. M. Wildt (dir.), *Die Judenpolitik des SD*, « Introduction », *op. cit.*, p. 13-63.

110. *EI*, p. 49-53 ; Enregistrements Sassen, 3, p. 1-2, et *IAE*, p. 72-75.

111. *EI*, p. 52, où il est fait référence à lui sous le nom « Schwarz-Bostowitsch ». G. C. Browder, *Hitler's Enforcers*, *op. cit.*, p. 119.

112. Enregistrements Sassen, 3, p. 1-2, et *IAE*, p. 77.

113. Enregistrements Sassen, 3, p. 1-2, et *IAE*, p. 72-75.

114. *EI*, p. 53-54, 63 ; enregistrements Sassen, 3, p. 1-2, et *IAE*, p. 76. Les dates sont approximatives dans *IAE*. En Israël, Eichmann se rappela qu'il avait dit : « Oui, et je dis amen à cela. »

115. *Lebenslauf*, 21 octobre 1934, YVA, O.51-61 ; *Daily Express*, 12 décembre 1961. Voir également M. Pearlman, *The Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 51-52.

116. Eichmann au RuSHA, 30 octobre 1934, YVA, O.51-61.

117. *EI*, p. 332-333.

118. Eichmann au RuSHA, 3 mars 1936, YVA, O.51-61 ; Mémoire de prison, 7 juin 1960, T/43.

119. M. Wildt (dir.), *Die Judenpolitik des SD*, *op. cit.*, p. 19-20 ; H. Höhne, *The Order of the Death'sHead*, *op. cit.*, p. 329 ; Tom Segev, *Le Septième Million.Les Israéliens et le génocide*, trad. Elgal Errara, Paris, 1993, p. 40-41. G. C. Browder, *Hitler's Enforcers*, *op. cit.*, p. 189-190.

120. H. Höhne, *The Order of the Death's Head*, *op. cit.*, p. 331.

121. M. Wildt (dir.), *Die Judenpolitik des SD*, *op. cit.*, p. 66-69. Voir également le rapport, daté du 19 juin 1936, sur la *Reichsführerschule für SA Männer* organisée à Munich le 16 juin 1936, lors de laquelle Mildenstein fit une conférence sur « Les Juifs et leur combat », BA, R58/544.

122. U. Herbert, « Ideological Legitimization », art. cité, p. 95-108.

123. *Ibid.*, p. 98. Voir également M. Wildt, *Generation des Unbendingten. Das Fuhrungskorps des Reichssicherheitshauptamt*, Hambourg, 2003, p. 141-142.

124. U. Herbert, « Ideological Legitimization », art. cité, p. 105-106.

125. *EI*, p. 63-67.

126. *EI*, p. 71. M. Wildt (dir.), *Die Judenpolitik des SD*, *op. cit.*, p. 26-27.

127. *EI*, p. 70-73. Pour des documents sur les activités du département II/112, voir YVA, O.51-1-2, et pour des rapports écrits par Eichmann sur ses premières activités, voir BA, R58/544. L. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 23.

128. Note du 18 juin 1937, T/37, *TAE*, I : 1375. Une copie se trouve in YVA, TR 3-5.

129. *EI*, p. 70-73, 29. Rapport d'activité du SD du 17 février 1937, T/37, cité in *TAE*, I : 1375. Interrogation de Wisliceny par le Lt-Col. Smith Brookhart, Nuremberg, 14 novembre 1945, in Mendelsohn et Detweiler (dir.), *The Holocaust*, *op. cit.*, vol. 12, p. 6-24. M. Wildt (dir.), *Die Judenpolitik des SD*, p. 28-30 ; M. Wildt, « Before the "Final Solution" », p. 251-252. G. C. Browder, *Hitler's Enforcers*, *op. cit.*, p. 190-192.

130. G. C. Browder, *Hitler's Enforcers*, *op. cit.*, p. 216-217.

131. G. C. Browder, *Foundations of the Nazi Police State*, *op. cit.*, p. 187-230. Sur le travail de la *Gestapo*, voir Robert Gellately, *The Gestapo and German Society. Enforcing Racial Policy 1933-1945*, Oxford, 1990.

132. G. C. Browder, *Hitler's Enforcers*, *op. cit.*, p. 231-244.

133. *EI*, p. 71-77. Selon Eichmann : « Le département n'avait lui-même aucun influence, et une bien maigre importance… » Sur Dannecker, voir Claudia Steur, *Theodor Dannecker. Ein Funktionär der « Endlösung »*, Essen, 1997.

134. M. Wildt (dir.), *Die Judenpolitik des SD*, *op. cit.*, p. 35-39 ; H. Höhne, *The Order of the Death's Head*, p. 196-199, 218-227, 252-254.

135. G. C. Browder, *Hitler's Enforcers*, p. 190-191.

136. M. Wildt, « Before the "Final Solution" », art. cité, p. 251-252.

137. *Ibid.*, *loc. cit.* ; *id.*, *Die Judenpolitik des SD*, *op. cit.*, p. 110-115.

138. *Ibid.*, p. 95-105

139. *TAE*, I : 220-221 ; *EI*, p. 73-74.

140. Rapport de réunion, 29 juin 1937, YVA, O.51-I-2 ; voir également Rapport d'activité, 1er octobre 1936-15 février 1937, cité in *TAE*, I : 275. G. C. Browder, *Hitler's Enforcers*, *op. cit.*, p. 190-191 ; H. Buchheim, « The SS - Instrument of Domination », art. cité, p. 167-169.

141. M. Wildt (dir.), *Die Judenpolitik des SD*, *op. cit.*, p. 34-35. *Id.*, « Before the "Final Solution" », art. cité, p. 253-254, 255.

142. M. Wildt (dir.), *Die Judenpolitik des SD*, *op. cit.*, p. 357, 38-39. Sur le mémorandum d'Eichmann de juin 1937, voir YVA, O.51-I-2. *TAE*, 4 : 1581 ; 4 : 1375.

143. *EI*, p. 821-823. Pour l'arrière-plan de l'épisode, voir Francis Nicosia, « The End of Emancipation and the Illusion of Preferential Treatment : German Zionism, 1933-1938 », in *Leo Baeck Institute Year Book*, 36, 1991, p. 243-265.

144. *EI*, 87-9. Francis Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question*, Londres, 1985, p. 63-65.

145. *EI*, p. 87-89. *TAE*, I : 281-3. Mémorandum sur le déplacement envisagé et ses objectifs, 2 septembre 1937 ; mémorandum dans lequel le Dr Six donne son accord prévisionnel, 4 septembre 1937 ; budget, 16 septembre 1937, BA, R58/623. F. Nicosia, *The ThirdReich and the Palestine Question*, *op. cit.*, p. 63-64.

146. Pour la requête d'Eichmann concernant une subvention pour sa garde-robe, septembre 1937, et la note de Six sur les précautions à prendre afin de ne pas être entendu lors de conversations privées, 4 septembre 1937, voir YVA, M.38/194, et aussi BA, R58/623. H. Safrian, « Adolf Eichmann », art. cité, p. 136-137.

147. Le compte rendu du voyage présenté ici se fonde sur le rapport de Hagen, 4 novembre 1937, T/124, *TAE*, I : 282-283. Voir également *EI*, p. 90-94 ; Enregistrements Sassen, I, p. 12-14, et *IAE*, p. 78-80. F. Nicosia, *The Third Reich and the Palestine Question*, *op. cit.*, p. 61-64 ; M. Wildt, « Before the "Final Solution" », p. 258-259.

148. Enregistrements Sassen, I, p. 12-14, et *IAE*, p. 79. Voir aussi *TAE*, I : 282.

149. *EI*, p. 93 ; Enregistrements Sassen, I, p. 14, et *IAE*, p. 80.

150. *EI*, p. 90-94, 340-350. *TAE*, 4 : 1376, 1585-1586.

151. Voir les commentaires désapprobateurs d'Eichmann sur l'opposition arabe à l'immigration juive vers la Palestine dans son mémorandum de janvier 1937, in M. Wildt (dir.), *Die Judenpolitik des SD*, *op. cit.*, p. 103.

152. M. Wildt (dir.), *Die Judenpolitik des SD*, p. 123-124, 124-128.

153. *Ibid.*, p. 128-132.

154. *Ibid.*, p. 139-142.

155. Conférence d'Eichmann, in M. Wildt (dir.), *Die Judenpolitik des SD*, *op. cit.*, p. 133-139, et rapport sur la *Judentagung*, 2 novembre 1937, YVA O.51-1.

156. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 28-35. M. Wildt, « Before the "Final Solution" », art. cité, p. 255-256.

157. Rapport sur la conversation, 10 janvier 1938, YVA, O.51-I-2.

158. G. C. Browder, *Hitler's Enforcers*, *op. cit.*, p. 192-193.

159. *TAE*, I : 265-266. Eichmann a lui-même déclaré plus tard qu'il avait donné l'instruction aux secrétaires de son département de ne pas faire attendre les visiteurs juifs plus longtemps que nécessaire. Il insista pour qu'« ils prirent leurs sièges et nous négociâmes comme il est de coutume entre gentlemen ». *IAE*, p. 83.

160. *TAE*, I : 220-221.

161. YVA, O.51-I.

162. *TAE*, 5 : 125-126.

163. *TAE*, 4 : 1375.

164. Note datée du 5 mars 1938, citée in S. Friedlander, *L'Allemagne nazie et les Juifs*, *op. cit.*, p. 222-223.

Notes du chapitre III

165. *TAE*, I : 261.

166. *TAE*, I : 268, cité in L. Poliakov (dir.), *Le Procès de Jérusalem*, p. 42, 139.

167. *EI*, p. 94-95.

168. B. Pauley, *From Prejudice to Destruction*, *op. cit.*, p. 277-293.

169. Enregistrements Sassen, I, p. 9-10, et *IAE*, p. 85.

170. G. Reitlinger, *The Final Solution* (éd. 1971), p. 28 ; R. Kempner, *Eichmann andKomplizen*, *op. cit.*, p. 41.

171. M. Pearlman, *The Capture and Trial of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 56-57 ; Aharoni et Dietl, *Operation Eichmann : Pursuit and Capture*, *op. cit.*, p. 21.

172. Doron Rabinovici, *Instanzen der Ohnmacht. Wien 1938-1945 : der Weg zum Judenrat*, Francfort-sur-le-Main, 2000. En 1933, les Juifs allemands avaient mis en place une autorité centrale afin de représenter leurs intérêts face au régime nazi et aux organisations à l'étranger, mais le Conseil autrichien centralisé fut le premier à être décrété par une ordonnance nazie et il ne bénéficiait d'aucune autonomie.

173. *TAE*, I : 71-72, 5 : 1976.

174. *EI*, p. 95-99 ; *TAE*, 4 : 1456, 1588-1589.

175. Enregistrements Sassen, I, p. 9-10, et voir *IAE*, p. 85-86.

176. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 31-33. Voir aussi *id.*, « Expediting Expropriation and Expulsion : The Impact of the "Vienna Model" on Anti-Jewish Policies in Nazi Germany, 1938 », in *Holocaust and Genocide Studies*, art. cité, 14 : 13, 2000, p. 390-414.

177. *Id.*, «Adolf Eichmann», art. cité, p. 137-138. Voir Gabriele Anderl et Dirk Rupnow, *DieZentralstelle für jüdische Auswanderung als Beraubungsinstitution*, Vienne, 2002, p. 18-22, 47-61.

178. Enregistrements Sassen, 1, p. 9-10, et 40, p. 7-10; *TAE*, 1: 252. D. Rabinovici, *Instanzender Ohnmacht*, *op. cit.*, p. 83-86.

179. Enregistrements Sassen, 40, p. 7-10, et *IAE*, p. 86-87. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 38; D. Rabinovici, *Instanzen der Ohnmacht*, *op. cit.*, p. 100.

180. *TAE*, 1: 284-285. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 40.

181. *TAE*, 286, 4: 1357-1359 et Franz Six à Erich Naumann, 16 mai 1938, T/133, cité *TAE*, 1: 284-285.

182. H. Safrian, «Expediting Expropriation and Explusion», art. cité, p. 390-399. Voir également Anderl et Rupnow, *Die Zentralstelle für jüdische Auswanderung*, *op. cit.*, p. 112-116.

183. *EI*, p. 101-103.

184. Enregistrements Sassen, 40, p. 7-10, et *IAE*, p. 89-90. Les futurs émigrants devaient obtenir leurs permis de quitter le territoire de seize services et bureaux différents, qui leur fournissaient les documents nécessaires ou qui encaissaient les paiements obligatoires avant l'approbation finale du départ, y compris: les représentants du bureau de Bürckel, le *Reichstatthalter* pour l'Autriche, les *Gauleiter* nazis, le gouvernement régional autrichien, la *Gestapo*, le SD, un service d'échange de devises étrangères, le bureau de l'*Oberbürgmeister* de la ville de Vienne, les autorités du district, le service central au recouvrement fiscal, les fonctionnaires de la magistrature, des impôts et des finances, le bureau aux passeports de la police de Vienne, le service à l'émigration, le commissaire de police du district et le bureau de l'état civil. Sur l'organisation du ZfJA, voir mémorandum du 20 août 1938, YVA, M.38.194

185. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 41-42; D. Rabinovici, *Instanzen der Ohnmacht*, *op. cit.*, p. 111-112. Voir Anderl et Rupnow, *Die Zentralstelle für jüdische Auswanderung*, *op. cit.*

186. Voir la lettre d'autorisation de Stahlecker, 27 août 1938, Rapport sur l'état d'avancement d'Eichmann au quartier général du SD, 14 septembre 1938, BA, R 58/486.

187. *EI*, p. 99-100. Pour les rapports d'Eichmann sur le travail de la *Zentralstelle*, voir BA, R 58/486. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 44-45. D. Rabinovici, *Instanzen derOhnmacht*, *op. cit.*, p. 102-103, 105-106.

188. Rapport d'Eichmann au quartier général du SD, 21 octobre 1938, R 58/486. H. Safrian, *DieEichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 40-41, 45.

189. H. Safrian, « Adolf Eichmann », art. cité, p. 139.

190. Karl Schleunes (dir.), *Legislating the Holocaust. The Bernhard Loesner Memoirs and Supporting Documents*, Boulder, 2001, p. 74.

191. Michael Gelber, « Murder on Command », in *Leo Baeck Institute Year Book*, 38, 1993, p. 119-153. Pour les ordres d'Eichmann à Löwenherz, voir le rapport Löwenherz, T/27 (233).

192. *TAE*, 4 : 1591. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer,op. cit.*, p. 41.

193. S. Friedländer, *L'Allemagne nazie et les Juifs*, *op. cit.*, p. 184-194, 248-249, 255-261. P. Longerich, *The Unwritten Order,op. cit.*, p. 34-35. Ian Kershaw, *Hitler.1936-1945 : Nemesis*, Londres, 2000, p. 51-60.

194. S. Friedländer, *L'Allemagne nazie et les Juifs. 1.*, *op. cit.*, p. 262-268. Eichmann fut aussi responsable de certaines expulsions des zones frontalières autrichiennes. Voir D. Rabinovici, *Instanzen der Ohnmacht*, *op. cit.*, p. 123.

195. H. Höhne, *The Order of the Death's Head*, *op. cit.*, p. 338-346 ; G. Deschner, *Heydrich*, *op. cit.*, p. 153-154. Eichmann déclara qu'en 1943 ou 1944, il interrogea Grynszpan, *TAE*, 1 : 154-154.

196. Walter H. Pehle (dir.), *November 1938.From "Kristallnacht" to Genocide*, Oxford, 1991. S. Friedländer, *L'Allemagne nazie et les Juifs*, *op. cit.*, p. 269-277.

197. *EI*, p. 110-121 ; *TAE*, 4 : 1460-1461, 1590-1591. « Je venais tout juste de mettre sur pied la structure organisationnelle juive – avec beaucoup de plaisir et d'intérêt – et juste à ce moment-là les choses furent ruinées pour moi. »

198. Enregistrements Sassen, 1, p. 9, et *ME*, p. 92 ; *TAE*, *1 :* 261-262.

199. D. Rabinovici, *Instanzen der Ohnmacht*, *op. cit.*, p. 141-142.

200. *EI*, p. 109, 113-114.

201. *TAE*, 1 : 252-254, 260.

202. *TAE*, 1 : 737-738, 750.

203. *TAE*, 5 : 1889.

204. S. Friedländer, *L'Allemagne nazie et les Juifs*, *op. cit.*, p. 278-283.

205. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 46-49 ; G. Deschner, *Heydrich*, *op. cit.*, p. 157-159.

206. *TAE*, 1 : 233-235.

207. *TAE*, 1 : 233-235, 268-269.

208. *TAE*, 228-229.

209. *EI*, p. 112, 115-116.

210. *TAE*, 296-298. Le bureau fut installé dans la banlieue de Stresovice, dans une villa confisquée à son propriétaire juif.

211. Bernard Wasserstein, *Britain and the Jews of Europe 1939-1945*, Leicester, 2nde éd., 1999, p. 7-8, 11-18 ; Jon et David Kimehe, *The Secret Roads*, Londres, 1954, p. 23-26 ; Delia Ofer, *Escaping theHolocaust. Illegal Immigration to the Land of Israel 1939-1944*, New York, 1990, p. 11-17.

212. Ehud Avriel, *Open the Gates ! A Personal Story of "Illegal" Immigration to Israel*, New York, 1975, p. 91-92.

213. E. Avriel, *Open the Gates !*, *op. cit.*, p. 72, 75-76 ; D. Rabinovici, *Instanzen der Ohnmacht*, *op. cit.*, p. 187-188. Yehuda Bauer, *Jews for Sale ?*

Nazi Jewish Negotiations, 1933-1945, New Haven, 1994, p. 50-51. S. Friedländer, *L'Allemagne nazie et les Juifs*, *op. cit.*, p. 299-301.

214. H. Buchheim, «The SS - Instrument of Domination», art. cité, p. 172-176; H. Höhne, *Order of the Death's Head*, *op. cit.*, p. 256-259.

215. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 63. G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 18-19.

216. Heydrich, courrier express, 21 septembre 1939, T/165.

217. *EI*, p. 127; *TAE*, 4: 1387-1388, 1593-1594. Eichmann mentionne plusieurs fois avoir été invité à «établir» l'Office, mais ce dernier existait déjà, au moins sur le papier. K. Schleunes (dir.), *Legislating the Holocaust*, *op. cit.*, p. 82.

218. *EI*, p. 127-128, 1487. W. Hull, *The Struggle for a Soul*, *op. cit.*, p. 99, voir aussi *Eichmann par Eichmann*, *op. cit.*, p. 51.

219. Enregistrements Sassen, 1, p. 14, et *IAE*, p. 118-123; *EI*, p. 124-126.

220. H. Arendt, *Eichmann in Jérusalem*, *op. cit.*, p. 73-76. Voir aussi Seev Goshen, «Eichmann und die Nisko-Aktion im Oktober 1939», *Vierteljahrshefie fur Zeitgeschichte*, 29 (1981), p. 76-80; H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 70-71.

221. P. Longerich, *The Unwritten Order*, *op. cit.*, p. 52-53; H. Safrian, *Die Eichman-Männer*, *op. cit.*, p. 72-73; Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 63. Voir également Sybille Steinbacher, «In the Shadow of Auschwitz. The Murder of the Jews of East Upper Silesia», in U. Herbert (dir.), *National Socialist Extermination Policies*, *op. cit.*, p. 282-283.

222. S. Goshen, «Eichmann und die Nisko-Aktion im Oktober 1939», art. cité, p. 78-79.

223. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 73-76. G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 41. Sur le discours de Heydrich du 19 décembre 1939, où il aurait exprimé ses «réserves», voir Jeremy Noakes et Geoffrey Pridham, *Nazism 1919-1945.A Documentary reader*, vol. 3, *Foreign Policy, War andRacial Extermination*, Exeter, 3e éd., 1995, p. 1055-1056.

224. P. Longerich, *The Unwritten Order*, *op. cit.*, p. 52-53.

225. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 74-76. Voir le rapport sur les arrangements décidés, Ostrava, 18 octobre 1939, YVA, M. 38/194.

226. *TAE*, 4 : 1601-1602 ; 1 : 298-302. Jonny Moser, « Nisko : The First Experiment in Deportation », in *Simon Wiesenthal Centre Annual*, 2 (1985), p. 8-12.

227. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 75.

228. *TAE*, 298.

229. Robert Koehl, *RKFDV: German Resettlement and Population Policy 1939-1945*, Cambridge, Mass., 1957 ; G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 18-21, 24-26.

230. P. Longerich, *The Unwritten Order*, *op. cit.*, p. 51-53. J. Moser, « Nisko : The First Experiment in Deportation », art. cité, p. 18.

231. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 76-80. J. Moser, « Nisko : The First Experiment in Deportation », art. cité, p. 15-18.

232. *TAE*, 1 : 298-302.

233. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 80-81.

234. G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 35-42.

235. *Ibid.*, p. 37-41. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 64-67. *TAE*, 4 : 1378, 1391-1392. Heydrich aux commandants de la *Sipo-SD* dans le Gouvernement général et les régions annexées, 21 décembre 1939, T/170.

236. Pour une discussion sur le transfert d'Eichmann au bureau IV-D4, voir TAE, 4 : 1391-1392. G. Aly, *FinalSolution*, *op. cit.*, p. 41-42, 63-66.

237. Compte rendu de la réunion, 8 janvier 1940, T/171. G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 44-45.

238. *TAE*, 4 : 1605. Martyn Housden, « Hans Frank - Empire Builder in the East, 1936-1941 », *European History Quarterly*, 24 (1994), p. 367-393 ; G. Aly, *Final Solution*, p. 45-46.

239. *Ibid.*, p. 46-47, 63.

240. *Ibid.*, p. 48-50, 60-61. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 66-67.

241. G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 51-52, 60-63.

242. *TAE*, 4 : 1378.

243. Sur le déplacement des populations juive et polonaise, voir *TAE*, 4 : 1391-1392. Voir également Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945*, vol. 3, p. 935-938.

244. Richard C. Lukas, *Forgotten Holocaust : the Poles under German Occupation*, *1939-1944*, New York, 1990, p. 17-20. Voir aussi H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 284-286.

245. Christopher Browning, *The Final Solution and the German Foreign Office. A Study of Referat D III of Abteilung Deutschland 1940-1943*, New York, 1978, p. 35-40.

246. G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 89-90. Y. Longerich, *The Unwritten Order*, *op. cit.*, p. 68-70.

247. G. Deschner, *Heydrich*, *op. cit.*, p. 166-167 ; Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 67-70.

248. Löwenherz, mémorandum à la suite d'une rencontre avec Eichmann, 3 juillet 1940, lors de laquelle Eichmann discuta la possibilité d'expulser 4 millions de Juifs hors d'Europe, T/802. G. Aly, *FinalSolution*, *op. cit.*, p. 92.

249. *Ibid.*, *op. cit.*, p. 63, 96-97.

250. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 70-71 ; Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945*, vol. 3, *op. cit.*, p. 1077.

251. C. Browning, *The Final Solution and the German Foreign Office*, *op. cit.*, p. 41-42.

252. *EI*, p. 134-135, 137-140.

253. *TAE*, 4 : 1606-1607.

254. Mémorandum sur le plan de Madagascar, Theo Dannecker au MAE allemand, 15 août 1940, T/37 (40). *TAE*, 4 : 1399-1400 ; 4 : 1602.

255. *EI*, p. 122-123, 129-130 ; *TAE*, 4 : 1378-1379. G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 60-61.

256. *EI*, p. 141-145, 145-146. *TAE*, 4 : 1397-1398. Il voulait probablement dire Chalon-sur-Saône.

257. Mémorandum après une conversation concernant les Juifs allemands en Russie, 3 novembre 1940, T/672. *TAE*, 4 : 1400. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 72.

258. D. Ofer, *Escaping the Holocaust*, *op. cit.*, p. 98, 106-107, 117-123. Y. Bauer, *Jews for Sale ?*, *op. cit.*, p. 50-51.

259. G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 124-126.

260. *Ibid.*, p. 171-174. P. Longerich, *The Unwritten Order*, *op. cit.*, p. 58-59.

261. G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 171. P. Longerich, *The Unwritten Order*, *op. cit.*, p. 59.

262. G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 135, 141-142.

263. Eichmann à Rademacher, 12 mars 1941, T/37 (20), cité in *TAE*, 3 : 701-702 ; Circulaires délivrées par IV-B4, mars 1941, TR 10/767, p. 72-73.

264. G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 160. La phrase d'Eichmann *etwas musste geschen*, voir *EI*, p. 134. Ian Kershaw, « Improvised Genocide ? The Emergence of the "Final Solution" in the Warthegau », *Transactions of the Royal Historical Society*, 6e série, vol. 2 (1992), p. 52-59 ; Christopher Browning, « Nazi Ghettoization Policy », in C. Browning, *ThePath to Genocide*, *op. cit.*, p. 28-56.

Notes du chapitre IV

265. *EI*, p. 169. La dernière phrase, *Damit schwand auch bei mir alles. Alle Arbeit, alleBemuehungen, alles Interesse ; da war ich gewissermassen*

ausgeblasen, n'apparaît pas dans la version la plus couramment utilisée de l'interrogatoire, Jochen von Lang et Claus Sibyll (dir.), *Eichmann : l'interrogatoire*, trad. de l'allemand par Jean-Marie Argelès, Paris, 1984 [1983], p. 96-97. Voir aussi *Eichmann par Eichmann*, *op. cit.*, p. 110.

266. *EI*, p. 176-177, et *Eichmann par Eichmann*, *op. cit.*, p. 111.

267. *TAE*, 4 : 1423, et L. Poliakov, *Le Procès de Jérusalem*, *op. cit.*, p. 87.

268. Pour des synthèses et des explications des politiques antijuives des nazis, avec des inflexions différentes, voir M. Roseman, *The Villa, the Lake, the Meeting*, *op. cit.*, et P. Longerich, *TheUnwritten Order*, *op. cit.* Pour une approche plus récente et une synthèse plus complète sur les dernières recherches, voir C. Browning, *The Origins of the Final Solution*, *op. cit.*

269. Note sur une conversation entre Heydrich et Goering, 26 mars 1941, cité in G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 172-173.

270. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 94.

271. G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 186, 199 ; Eichmann au ministère des Affaires étrangères, 9 mai 1941, T/212 ; Eichmann au ministère des Affaires étrangères, 27 mai 1941, T/213.

272. Les ordres de mission précis des *Einsatzgruppen* ont fait l'objet d'intenses débats. Voir Peter Longerich, « From Mass Murder to the "Final Solution". The Shooting of Jewish Civilians during the First Months of the Eastern Campaign within the Context of Nazi Jewish Genocide », in Bernd Wegner (dir.), *From Peace to War, Germany, SovietRussia and the World, 1939-1941*, Oxford, 1997, p. 253-275.

273. Haile, *The Order of the Death's Head*, p. 355-358. *EI*, p. 249-250 ; *TAE*, 4 : 1756.

274. *EI*, p. 249-250 ; *TAE*, 4 : 1756-1757. Sur les opérations et les rapports des *Einsatzgruppen*, voir Ronald Headland, *Messages of Murder : A Study of the Reportsof the Einsatzgruppen of the Security Police and the Security Service, 1941-1943*, Rutherford, 1992.

275. G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 191, 206.

276. Höppner à Eichman (lettre non signée), 16 juillet 1941, T/219, cité in *TAE*, 1 : 377 ; G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 214. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 76.

277. Michael Burleigh, *Death and Deliverance : « Euthanasia » in Germany, 1900-1945*, Cambridge, 1994 ; Henry Friedlander, *The Origins of Nazi Genocide : from Euthanasia to the Final Solution*, Chapel Hill, 1995.

278. Goering à Heydrich, 31 juillet 1941, T/179 ; G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 192.

279. Eichmann au ministère des Affaires étrangères, 28 août 1941, T/683, cité in *TAE*, 2 : 703.

280. Mémorandum daté du 2 septembre 1941 avec une lettre de Höppner à Eichmann, 3 septembre 1941, cité in G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 218-219.

281. K. Schleunes (dir.), *Legislating the Holocaust*, *op. cit.*, p. 81-82, 88-91. M. Roseman, *The Villa, the Lake, the Meeting*, *op. cit.*, p. 82. Voir également J. Noakes, « The Development of Nazi Policy towards the German-Jewish "Mischlinge" 1933-1945 », art. cité. Eichmann tenta constamment de réduire au minimum le nombre de Juifs, ressortissant de la catégorie de « sang mêlé », qui seraient protégés des déportations, mais Lösener fit valoir qu'il s'agissait d'une question du ressort du ministère de l'Intérieur, et il craignait également que de telles mesures pussent provoquer des réactions hostiles de la part de nombreux Allemands « aryens » qui avaient des liens de parenté avec des *Mischlinge*.

282. G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 226-227.

283. P. Witte, « Two Decisions Concerning the "Final Solution of the Jewish Question" », art. cité ; M. Roseman, *The Villa, the Lake, the Meeting*, *op. cit.*, p. 41-42.

284. Friedrich Uebelhör à Himmler, 9 octobre 1941, T/220. G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 228. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 115-119.

285. Pour le texte, voir *TAE*, 1 : 193, et T/37 (36). Reproduit in Centre de documentation juive contemporaine, *Le Dossier Eichmann et « la solution finale de la question juive »*, p. 82-83.

286. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 124-125 ; Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 85-86. Compte rendu de la réunion du 10 octobre 1941, T/37 (299).

287. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 87.

288. *Ibid*., p. 86-89. Voir également Henry Friedlander, « The Deportation of the German Jews. Postwar German Trials of Nazi Criminals », *LeoBaeck Institute Year Book*, 29 (1984), p. 201-226 ; Martin Dean, « The Development and Implementation of Nazi Denaturalization and Confiscation Policy up to the Eleventh Decree to the Reieh Citizenship Law », *Holocaust and Genocide Studies*, 16 : 2 (2002), p. 217-242.

289. *EI*, p. 169-182, 210-219, 229-230, 240.

290. Christian Gerlach, « The Eichmann Interrogations in Holocaust Historiography », *Holocaust and Genocide Studies*, 15 : 3 (2001), p. 428-453, et C. Gerlach, « The Wannsee Conference » ; voir aussi Christopher Browning, « Perpetrator Testimony : Another Look at Adolf Eichmann », in C. Browning, *Collected Memories. Holocaust History and Postwar Testimony*, Madison, 2003, p. 3-36, et C. Browning, « Nazi Policy. Decisions for the Final Solution », in *id.*, *Nazi Policy, Jewish Workers, German Killers*, Cambridge, 2000, p. 41-44.

291. Irmtrud Wojak, *Eichmann Memoiren. Ein kritischer Essay*, Francfort-sur-le-Main, 2001, p. 163-188 ; C. Gerlach, « The Eichmann Interrogations in Holocaust Historiography », art. cité, p. 430-433 ; Browning, « Perpetrator Testimony », p. 5-11. Voir aussi Leni Yahil, « Memoirs of Adolf Eichmann », *Yad Vashem Studies*, 18 (1987), p. 133.

292. Enregistrements Sassen, 3, p. 4-8 ; 18, p. 4. Pour une traduction en anglais largement éditée, voir *Lifemagazine*, 28 novembre 1960, p. 101 et 102-103.

293. *EI*, p. 169-173. Enregistrements Sassen, 18, p. 1, et *IAE*, p. 178. Voir également *TAE*, 4 : 1673.

294. *EI*, p. 174-177, et *Eichmann par Eichmann*, *op. cit.*, p. 111.

295. *EI*, p. 210-215. La phrase clé (p. 212), *und dann sind auch mir die Knieabgewankt und ich bin weg*, n'apparaît pas dans les versions de l'interrogatoire publiées en allemand et en anglais. I. Wojak, *Eichmanns Memoiren*, *op. cit.*, p. 170-172. Voir également *Eichmann par Eichmann*, *op. cit.*, p. 115-116.

296. *EI*, p. 380, 383, 394. Robert Jan Van Pelt et Deborah Dwork, *Auschwitz. 1270 to the Present*, New Haven, 1996, p. 302-306 ; Robert Jan Van Pelt, *The Case for Auschwitz. Evidence from the Irving Trial*, Bloomington, 2002, p. 180.

297. *EI*, 239-240 ; Eugen Kogan et *al.* (dir.), *Nazi Mass Murder. A Documentary Historyof the Use of Poison Gas*, New Haven, 1993, p. 114-116.

298. E. Kogan et *al.* (dir.), *Nazi Mass Murder*, p. 102-111.

299. *Ibid.*, *loc. cit.* ; Yitzhak Arad, Shmuel Spector et Shmuel Krakowski, *The Einsatzgruppen Reports*, New York, 1989, Rapport 140, 1er décembre 1941, p. 246 ; Rapport 178, 9 mars 1942, p. 307 ; H. Safrian (*Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 142-143) situe l'incident quelques semaines plus tôt ; C. Gerlach, « The Eichmann Interrogations », art. cité, p. 435-456. Voir également C. Browning, « Perpetrator Testimony », art. cité, p. 18-19.

300. R. Höss, *Le commandant d'Auschwitz parle*, trad. Constantin de Grunwald, Paris, 1959, p. 175-177, 222-223, voir aussi *Eichmann par Eichmann*, *op. cit.*, p. 140-142.

301. R. Höss, *Le commandant d'Auschwitz parle*, *op. cit.*, p. 224-225, voir aussi *Eichmann par Eichmann*, *op. cit.*, p. 142-143.

302. Cité in C. Browning, « Nazi Policy », art. cité, p. 44 ; *id.*, « The Development and Production of the Nazi Gas Van », in *id.*, *Fateful Months.Essays on the Emergence of the Final Solution*, éd. révisée, New York, 1991, p. 57-67.

303. Karin Orth, « Rudolf Höss und die "Endlösung der Judenfrage" », *Werkstätte Geschichte*, 18 (1997), p. 45-57.

304. *Ibid.*, p. 48 ; Raul Hilberg, « Auschwitz and the Final Solution », in Yisrael Gutman et Michael Berenbaum (dir.), *Anatomy of the Auschwitz Death Camp*, Bloomington, 1994, p. 83-84.

305. *TAE*, 4 : 1704-1705. Peter Witte et *al*. (dir.), *Die Dienstkalender Heinrich Himmlers,1941-1942*, Hambourg, 1999, p. 513.

306. Cahier de prison, 7 juin 1960, p. 9, T/43. C. Gerlach, « The Eichmann Interrogations in Holocaust Historiography », art. cité, p. 430-433 ; C. Browning, « Perpetrator Testimony », art. cité, p. 21-22.

307. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 142-143, 155-156, et H. Safrian, « Adolf Eichmann », art. cité, p. 141-142.

308. Wetzel à Lohse, 25 octobre 1941, T/37 (188), cité partiellement in *TAE*, 1 : 518. Pour le texte intégral, voir Noakes et Pridham, *Nazism 1919-1945*, vol. 3, *op. cit.*, p. 1144. Cette lettre n'existe que sous forme de brouillon composé par Wetzel pour son supérieur hiérarchique, Alfred Rosenberg.

309. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 123-124, et H. Safrian, « Adolf Eichmann », art. cité, p. 141-142.

310. H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 173-192, 211-214, 222-226.

311. Pour des analyses éclairantes, quoique divergentes, voir C. Browning, *Les Origines de la Solution finale*, *op. cit.*, et P. Longerich, *The Unwritten Order*, *op. cit.* C. Gerlach (« The Wannsee Conference », art. cité, p. 434-437) soutient qu'Eichmann fixa son propre itinéraire et la décision menant au génocide le plus tôt possible, dans le cadre de sa stratégie de défense.

312. Enregistrements Sassen, 3, p. 4-5 ; pour une traduction anglaise éditée, voir *Life magazine*, 28 novembre 1960, p. 104.

313. Enregistrements Sassen, 3, p. 7-8 ; pour une traduction anglaise éditée, voir *Life magazine*, 28 novembre 1960, p. 102.

314. *EI*, p. 169. Voir von Lang et Sibyll (dir.), *Eichmann : l'interrogatoire*, *op. cit.*, p. 97.

315. *EI*, p. 335.

316. *TAE*, 1 : 77.

317. L'analyse la plus récente, la plus complète et la plus incisive est celle de M. Roseman, *The Villa, the Lake, the Meeting*, *op. cit.*

318. S. Friedlander, *The Origins of Nazi Genocide*, Chapel Hill, 1995.

319. Arad, Spector et Krakowski, *The Einsatzgruppen Reports*, *op. cit.* ; R. Headland, *Messages of Murder*, *op. cit.*, p. 59-62 ; P. Longerich, « From Mass Murder to the "Final Solution" », art. cité.

320. Heer et Naumann (dir.), *War of Extermination*, *op. cit.*

321. *EI*, p. 2351-2357. Note manuscrite apposée sur le message de Benzler au ministère des Affaires étrangères, datée du 12 septembre 1941, T/37 (193). Walter Manoschek, *« Serbien ist judenfrei » : Militärische Besatzungspolitik und Judenvernichtung in Serbien 1941-1942*, Munich, 1993, p. 102-108, et Walter Manoschek « "Coming Along to Shoot Some Jews ?" The Destruction of the Jews in Serbia », in Heer et Naumann (dir.), *War of Extermination*, *op. cit.*, p. 39-52.

322. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 112-115 ; Walter Manoschek, « The Extermination of the Jews in Serbia », in U. Herbert (dir.), *National SocialistExtermination Policies*, *op. cit.*, p. 163-185 ; C. Browning, *The Final Solution and the GermanForeign Office*, *op. cit.*, p. 56-64.

323. Ian Kershaw, « Improvised Genocide ? », p. 51-78, en particulier p. 67-74.

324. Thomas Sandkhühler, « Anti-Jewish Policy and the Murder of the Jews in the District of Galicia, 1941-1942 », in U. Herbert (dir.), *National Socialist ExterminationPolicies*, *op. cit.*, p. 104-127 ; Dieter Pohl, « Hans Kruger and the Murder of the Jews in the Region of Stanislawow (Galicia) », *Yad Vashem Studies*, 26 (1998), p. 239-264.

325. Bogdan Musial, « The Origins of the Operation Reinhard », *Yad Vashem Studies*, 28 (1999), p. 112-153, en particulier, p. 116-118 ; Dieter

Pohl, « The Murder of Jews in the General Government », in U. Herbert (dir.), *National Socialist Extermination Policies*, *op. cit.*, p. 83-103.

326. Page du journal de Frank, 16 décembre 1941, cité in G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 235.

327. Enregistrements Sassen, 18, p. 10, et *IAE*, p. 180-181 ; pour une traduction anglaise éditée et abrégée, voir *Life magazine*, 28 novembre 1960, p. 102.

328. R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, vol. 1, *op. cit.*, p. 377-379 ; H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 115-119.

329. R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, vol. 1, *op. cit.*, p. 614-618 ; H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 134-156.

330. M. Roseman, *The Villa, the Lake, the Meeting*, *op. cit.*, p. 52-54. Voir également P. Witte, « Two Decisions Concerning the "Final Solution of the Jewish Question" », art. cité, et C. Gerlach, « The Wannsee Conference, the Fate of German Jews, and Hitler's Decision in Principle to Exterminate All Europe's Jews », pour une analyse des implications plus larges du sentiment de malaise de Himmler devant ces massacres qui n'avaient pas été prévus.

331. Kurt Pätzold et Erika Schwarz, *Tagesordnung : Judenmord. Die Wannsee-Konferenzam 20. Januar 1942*, Berlin, 1992 ; P. Longerich, *Die Wannsee-Konferenz am 20.Januar 1942. Planung und Beginn des Genozoids an den europäischen Juden*, Berlin, 1998, traduit en anglais sous le titre : *The Wannsee Conference in the Development of the « Final Solution »*, Londres, 2000 ; M. Roseman, *The Villa, the Lake, the Meeting*, *op. cit.*

332. M. Roseman, *The Villa, the Lake, the Meeting*, *op. cit.*, p. 79-87.

333. *La Conférence de Wannsee* (1984), réalisé par Heinz Schirk ; *The Wannsee Conference : 11 million Sentenced to Die* (1992), réalisé par Willy Landwer ; *Conspiracy* (2001), réalisé par Frank Pierson.

334. Le passage qui suit est basé sur les différentes versions données par Eichmann : Enregistrements Sassen, *EI*, *TAE*. Pour une dissection

exhaustive de tous les éléments disponibles, y compris ceux fournis par Eichmann, voir Pätzold et Schwarz, *Tagesordnung : Judenmord*, *op. cit.* La meilleure recension et analyse globale est M. Roseman, *The Villa, the Lake, the Meeting*, *op. cit.* Voir également P. Longerich, *Die Wannsee-Konferenz am 20. Januar 1942*, *op. cit.*

335. *EI*, p. 1004-1005 ; *TAE*, 3 : 1367 ; *TAE*, 4 : 1423-1424.

336. Enregistrements Sassen, 50, p. 9-13 ; pour une traduction anglaise éditée, voir *Life magazine*, 28 novembre 1960, p. 24, 101. *TAE*, 4 : 1422-1424, 4 : 1810.

337. *EI*, p. 408 ; voir aussi p. 820-827.

338. *TAE*, 4 : 1826-1827.

339. *TAE*, 3 : 1367 ; *TAE*, 4 : 1423.

340. *EI*, p. 219 ; R. Höss, *Le commandant d'Auschwitz parle*, *op. cit.*, p. 189.

341. *EI*, p. 335.

342. *TAE*, 4 : 1577.

343. Voir H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 152-153.

344. Voir la description faite de lui in Götz Aly, « "Jewish Resettlement" : Reflections on the Political Prehistory of the Holocaust », in U. Herbert (dir.), *National SocialistExtermination Policies*, *op. cit.*, p. 74, comme « positionné à l'intersection entre les sphères supérieure et inférieure, entre les institutions centrales et les possibilités pratiques ».

345. H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 153-157, souligna judicieusement que son anxiété et sa commisération pour lui-même n'étaient pas que de purs fantasmes. Voir aussi I. Wojak, *Eichmanns Memoiren*, *op. cit.*, p. 170-171.

Notes du chapitre V

346. *EI*, p. 113, 196.

347. *EI*, p. 717.

348. *TAE*, 2 : 585.

349. Heydrich à Luther, 26 janvier 1942, T/ 186, cité in *TAE*, 1 : 321.

350. *TAE*, 1 : 72, 73.

351. *EI*, p. 155-156, 190, 717.

352. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 1 ; Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 46 (italiques de l'auteur). Ce chapitre doit beaucoup à l'analyse de Lozowick sur les procédures bureaucratiques au sein du *Referat IV-B4*.

353. *TAE*, 4 : 1684-1685. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 48-49.

354. Compte rendu de la conférence, du 6 mars 1942, T/100, cité in *TAE*, 1 : 321. Voir aussi *TAE*, 3 : 1321-1322. R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, vol. 2, *op. cit.*, p. 728-733, 742-748.

355. Eichmann raconta plus tard que ces conférences offraient à ses agents « l'occasion d'avoir une coupure dans leurs tâches administratives habituelles et arides ». Compte rendu d'une réunion sur la stérilisation forcée du 27 octobre 1942, T/37 (94), cité in *TAE*, 4 : 1754.

356. *TAE*, 1 : 80, et voir également *TAE*, 2 : 768-769.

357. R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, vol. 2, *op. cit.*, p. 710-724 ; Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 100-114.

358. R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, vol. 2, *op. cit.*, p. 791-820.

359. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 100-103.

360. Martin Broszat, section consacrée au WVHA dans « The Concentration Camps », in Krausnick et *al* (dir.), *Anatomy of the SS State*, *op. cit.*, p. 483-504 ; Jan Erik Schulte, « Rüstungsunternehmen oder Handwerksbetrieb ? Das KZ-Häftlinge ausbeutende SS-Unternehmen

“Deutsche Ausrüstungswerke GmbH”», in Ulrich Herbert, Karin Orth et Christoph Dieckmann (dir.), *Die nationalsozialistischen Konzentrationslager*, Francfort-sur-le-Main, 2002, vol. 2, p. 558-583; Michael Thad Allen, *The Business of Genocide. The SS, Slave Labour, and the Concentration Camps*, Chapel Hill, 2002, en part. p. 171-201.

361. *EI*, p. 98-101, 101-102, 104. Kurt Pätzold et Erika Schwarz, *«Auschwitz war fürmich nur ein Bahnhof»: Franz Novak, der Transportoffizier Adolf Eichmanns* (Berlin, 1994), p. 29-43; R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d’Europe*, vol. 2, *op. cit.*, p. 710-722, 808-811; Y. Lozowick, *Hitler’s Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 104-108.

362. Alfred C. Mierzejewski, «A Public Enterprise in the Service of Mass Murder; The *Deutsche Reichsbahn* and the Holocaust», *Holocaust and Genocide Studies*, 15: 1 (2001), p. 33-46, en part. p. 36-37.

363. R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d’Europe*, vol. 2, *op. cit.*, p. 721-727. H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 297-299.

364. Y. Lozowick, *Hitler’s Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 115-121. C. Browning (*The Final Solution and theGerman Foreign Office*, *op. cit.*, p. 67-72) fut le précurseur sur cette phase.

365. Voir, par exemple, Von Hahn à Eichmann, 5 mars 1943, concernant les résidents hongrois en Allemagne, T/763; Ministère allemand des Affaires étrangères à Eichmann, 25 février 1943, concernant les permis de sortie du territoire pour les Juifs espagnols, T/768; Eichmann au ministère allemand des Affaires étrangères, 27 mars 1943, en réponse aux plaintes des ambassades étrangères, T/772; von Thadden à Eichmann, 17 avril 1943, T/774. R. Kempner, *Eichmann undKomplizen*, *op. cit.*, p. 268-273. C. Browning, *The Final Solution and the German Foreign Office*, *op. cit.*, p. 104-108, 154-158.

366. Eichmann au ministère allemand des Affaires étrangères, 9 juillet 1942, T/347. *TAE*, 4: 1455.

367. Y. Lozowick, *Hitler’s Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 108-115. Voir Günter Lewy, *The Catholic Church and Nazi Germany* (New York, éd. 2000), p. 274-308; Ursula Büttner, «“The Jewish Problem Becomes a Christian

Problem". German Protestants and the Persecution of Jews in the Third Reich», in David Banker (dir.), *Probing the Depths of German Antisemitism, 1933-1941*, New York/Oxford, 2000, p. 371-394.

368. R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, vol. 2, *op. cit.*, p. 752-761.

369. U. Herbert, «Labour and Extermination: Economic Interest and the Primacy of *Weltanschauung* In National Socialism», *Past and Present*, 138 (1993), p. 144-195; R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, vol. 2, *op. cit.*, p. 762-781. R. Höss, *Le commandant d'Auschwitz parle*, *op. cit.*, p. 193-197, 231; Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 115-116.

370. Hunsche à Rademacher, 1er mai 1942, T/1088. C. Browning, *The Final Solution and the German Foreign Office*, *op. cit.*, p. 96-99.

371. Eichmann à Richter, 23 août 1942, T/1028. R. Kempner, *Eichmann undKomplizen*, *op. cit.*, p. 219-223.

372. Von Thadden à Eichmann, 17 avril 1943, YVA, M.38/194; Eichmann à von Hahn, ministère allemand des Affaires étrangères, 3 mars 1943, YVA, 0.51.61. ET, 4: 1451-1452.

373. *Referat IV-B4 «Aktenplan»*, YVA, O.51-11.

374. *EI*, p. 395.

375. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 94-95.

376. *TAE*, 4: 1654-1655, 1764-1765; Témoignage de Wisliceny, Bratislava, 27 octobre 1946, T/84, cité in *TAE*, 1: 199-210. *EI*, p. 231-236,1788-1798. Voir également Yaacov Lozowick, «Malice in Action», *Yad Vashem Studies*, 27 (1999), p. 287-330, en part. p. 289-291.

377. Pätzold et Schwarz, *«Auschwitz war für mich nur ein Bahnhof»*, *op. cit.*, p. 13-18, 21-29, 38-43. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 5-6. Sur Novak et les autres Autrichiens recrutés en 1938, voir H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 49-56.

378. C. Steur, *Theodor Dannecker*, *op. cit.*, p. 14-19, 20-21.

379. *TAE*, 4 : 1765-1766. Interrogatoire de Wisliceny par le Lt-Col. Smith Brookhart, Nuremberg, 15 novembre 1945, in Mendelsohn and Detweiler (dir.), *TheHolocaust*, vol. 12, *op. cit.*, p. 6-24.

380. Mary Felstiner, « Alois Brunner : “Eichmann’s Best Tool” », *Simon Wiesenthal CentreAnnual*, 3 (1986), p. 1-46.

381. Y. Lozowick, *Hitler’s Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 95-96 ; H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 49-56.

382. Témoignage de Wisliceny, Bratislava, 27 octobre 1946, T/84.

383. Déposition de Wisliceny (Nuremberg, novembre 1945), États-Unis, *NaziConspiracy and Aggression*, 11 vol. (Washington, 1946-8), vol. VIII, p. 606-621, reproduit in Randolph Braham (dir.), *The Destruction of Hungarian Jewry. ADocumentary History*, New York, 1963, p. 922-923 ; Eichmann à Richter, 23 août 1942, T/1028. Compte rendu de la réunion du 1er septembre 1942, in R. Kempner, *Eichmann undKomplizen*, *op. cit.*, p. 219-223.

384. *TAE*, 4 : 1673-1674, 1674-1677 ; sur Lodz, voir Lucjan Dobroszycki (dir.), *The Chronicle ofthe Lodz Ghetto 1941-1944*, New Haven, 1984, p. 417. Vera Eichmann, citée in *Daily Express*, 12 décembre 1961.

385. Lettre de notification au *Rasse- und Seidlungshauptamt*, 31 mars 1942, YVA, O.51-61 ; témoignage de Wisliceny, Bratislava, 27 octobre 1946, T/84, et Manus Diamant, *Geheimauftrag : Mission Eichmann*, *aufgezeichnet von Moshe Meisels*, Vienne, 1995, p. 209-214 ; W. Hull, *The Struggle for a Soul*, *op. cit.*, p. 89-89 ; Rosemarie von Godlewski, Emilie Finnegan, « I Met Adolf Eichmann », BBC2 TV (2002). Sur l’affection que portait Eichmann aux *Landsknechtlieder*, voir les notes préliminaires d’entretien avec Rosemarie von Godlewski pour « I met Adolph Eichmann », Karlsruhe, 1er août 2001.

386. *TAE*, 4 : 1658, 1678. Témoignage de Huppenkothen, 19 juin 1961, *TAE*, 4 : 1898 ; R. Höss, *Le commandant d’Auschwitz parle*, *op. cit.*, p. 232-233. Andreas Seeger, *« Gestapo-Müller » : Die Karriere eines* Schreibtischtäters, Berlin, 1996, en part. p. 115-143.

387. Enregistrements Sassen, 3, p. 37, et *IAE*, p. 450-454.

388. *TAE*, 4 : 1385. Ruth Bettina Birn, *Die Höheren SS- und Polizeiführer*, Düsseldorf, 1986, en part. p. 176-185.

389. Eichmann à Rosenberg, 29 janvier 1942, T/37 (312). R. Kempner, *Eichmann undKomplizen*, *op. cit.*, p. 165-168.

390. Eichmann aux quartiers généraux de la police d'État et du service à l'émigration, 31 janvier 1943, T/730, cité in *TAE*, 2 : 768. G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 264.

391. Compte rendu de réunion au RSHA concernant la déportation des Juifs d'Allemagne, d'Autriche et du protectorat, 6 mars 1942, T/734, voir *TAE*, 2 : 768-769.

392. Circulaire d'Eichmann aux unités de la *Gestapo*, 17 avril 1942, T/739. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 103.

393. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 111-112.

394. Instructions de Müller aux bureaux de la *Gestapo*, 21 avril 1942, T/742, cité in *TAE*, 2 : 770 ; *TAE*, 4 : 1405-1406.

395. Pour des versions concises des événements voir, Ino Arndt et Heinz Boberach, « Deutsches Reich », in Wolfgang Benz (dir.), *Dimension des Völkermords. Die Zahl der jüdischen Opfer desNationalsozialismus*, Munich, 1996, p. 23-66, et Jonny Moser, « Österreich », in Benz (dir.), *Dimension des Völkermords*, *op. cit.*, p. 67-94 ; voir également L. Yahil, *The Holocaust*, *op. cit.*, p. 396-400.

396. *TAE*, 2 : 927.

397. *EI*, p. 116-118, 1359 ; *TAE*, 2 : 787. Compte rendu d'une conversation sur la « solution finale », 10 octobre 1942, T/37 (299). H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 124-125. Sur les origines du ghetto, voir H. G. Adler, *Theresienstadt 1941-1945.Das Antlitz Einer Zwangsgemeinschaft*, Tübingen, 1955, p. 16-29.

398. *EI*, p. 118-120. George E. Berkley, *Hitler's Gift. The Story of Theresienstadt*, Boston, 1993, p. 23-25.

399. G. E. Berkley, *Hitler's Gift*, *op. cit.*, p. 63-64 ; H. G. Adler, *Theresienstadt*, *op. cit.*, p. 37-57, fournit le détail sur les convois allant et venant.

400. *EI*, p. 135-136.

401. Cité in G. Aly, *Final Solution*, *op. cit.*, p. 265. Voir le compte rendu de réunion au RSHA concernant la déportation des Juifs d'Allemagne, d'Autriche et du protectorat, 6 mars 1942, T/37 (39) et la circulaire d'Eichmann aux unités de la *Gestapo*, 17 avril 1942, T/739.

402. *EI*, p. 135-136 ; Courrier express d'Eichmann à la police d'État de Nuremberg, 1er août 1942, T/747, concernant les directives sur les déportations futures de Nuremberg à Theresienstadt.

403. *EI*, p. 2134-2143. E. G. Berkley, *Hitler's Gift*, *op. cit.*, p. 46, 50 ; H. G. Adler, *Theresienstadt*, *op. cit.*, p. 59-60.

404. Extrait du journal de Helga Weissova-Hoskova, in Laurel Holliday (dir.), *Children in the Holocaust and World War II.Their Secret Diaries*, New York, 1995, p. 76-77.

405. *EI*, p. 1004, et témoignage du premier commandant du camp, Victor Seidl, cité in *TAE*, 2 : 790-792. Edith Kramer, « As a Doctor in Theresienstadt », fond de témoignages nº 4009, Wiener Library, Londres (j'aimerais remercier le Dr Sarah Kavanaugh, qui a attiré mon attention sur ce document). E. G. Berkley, *Hitler's Gift*, *op. cit.*, p. 31-32.

406. *EI*, p. 3404-3406. Jean-Claude Favez, *The Red Cross and the Holocaust*, (Cambridge, 1999), p. 43-44. E. G. Berkley, *Hitler's Gift*, *op. cit.*, p. 164-165, et Fritz Stern, *Gold and Iron. Bismarck, Bleichröder and the Building of the German Empire*, Londres, 1977, p. 548.

407. Nili Keren, « The Family Camp », in Gutman et Berenbaum (dir.), *Anatomy of theAuschwitz Death Camp*, *op. cit.*, p. 428-440. E. G. Berkley, *Hitler's Gift*, *op. cit.*, p. 159-162.

408. *Ibid.*, p. 165-179 ; J.-C. Favez, *The Red Cross and the Holocaust*, *op. cit.*, p. 72-74. *TAE*, 2 : 803, citant le témoignage de Karl Rahm, le commandant de Theresienstadt, donné en mars 1947. Voir également

H. G. Adler, *Theresienstadt*, *op. cit.*, p. 39-57, sur le nombre de victimes, et p. 161-169, 170-171, sur l'« embellissement » et les visites de la Croix-Rouge.

409. Voir H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 225-319.

410. Ulrich Herbert, « The German Military Command and the Deportation of French Jews », in *id.* (dir.), *National Socialist Extermination Policies*, *op. cit.*, p. 128-162 ; Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 179-181 ; C. Steur, *Theodor Dannecker*, *op. cit.*, p. 45-57 ; H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 202-208.

411. C. Steur, *Theodor Dannecker*, *op. cit.*, p. 57-68 ; U. Herbert, « The Germany Military Command and the Deportation of French Jews », art. cité, p. 141-149. Susan Zuccotti, *The Holocaust, theFrench, and the Jews*, New York, 1993, p. 54, 56-57, 60-61, 86-89. Voir également Michael Marrus et Robert Paxton, *Vichy et les Juifs*, Paris, 1981, p. 79-84.

412. *EI*, p. 621-630. Note après une rencontre de « spécialistes », 4 mars 1942, Berlin, par Dannecker, 10 mars 1942, T/37 (61) ; correspondance entre Eichmann et le ministère allemand des Affaires étrangères, 9 mars 1942, T/37 (60) ; Instructions d'Eichmann aux bureaux du BdS et de la *Sipo-SD* en France et en Belgique, 12 mars 1942, T/407 ; *TAE*, 2 : 570-571, 4 : 1473. C. Steur, *Theodor Dannecker*, *op. cit.*, p. 71-72 ; U. Herbert, « The German Military Command and the Deportation of French Jews », art. cité, p. 150-154 ; Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 117-119. Zucotti, *The Holocaust, the French, and the Jews*, p. 96.

413. C. Steur, *Theodor Dannecker*, *op. cit.*, p. 74-77 ; Marrus et Paxton, *Vichy et les Juifs*, p. 204-206, 214-232.

414. C. Steur, *Theodor Dannecker*, *op. cit.*, p. 78-79 ; Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 81-83.

415. Note de Dannecker sur la réunion du 11 juin 1942, Berlin, datée du 15 juin 1942, T/419.

416. Longerich, *The Unwritten Order*, p. 108-112.

417. Eichmann à Rademacher, 22 juin 1942, T/37 (62).

418. C. Steur, *Theodor Dannecker*, *op. cit.*, p. 78-80 ; Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 195-198.

419. Mémorandum d'Eichmann et Dannecker, 1er juillet 1942, T/428. Sur les détails de l'organisation de la visite, voir T/37 (25). *EI*, p. 639-668. C. Steur, *Theodor Dannecker*, *op. cit.*, p. 80-81.

420. Marrus et Paxton, *Vichy et les Juifs,op. cit.*, p. 233-250 ; S. Zuccotti, *The Holocaust,the French and the Jews*, *op. cit.*, p. 103-117.

421. Röthke, compte rendu d'une conversation téléphonique avec Eichmann, 15 juillet 1942, T/37 (27), cité in *TAE*, 2 : 577-578. *EI*, p. 683-688. Voir aussi Marrus et Paxton, *Vichy et les Juifs*, p. 230. Yaacov Lozowick défend l'idée que cet incident ne correspond pas aux apparences – ou à ce à quoi il a été associé lors du procès Eichmann. Eichmann ne se comporta pas en bête affamée à qui l'on dérobe sa proie : il jouait plutôt des rivalités entre services. Selon Lozowick, Röthke reçut une sévère réprimande parce que Eichmann était furieux que Dannecker, son collègue et ami, vit son travail entravé par Knochen et Oberg. Sa seule riposte consistait à humilier le nouvel agent, favori de ses deux rivaux. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 198-210. Dannecker fut poussé dehors par Knochen et Oberg, mais seulement un mois plus tard. C. Steur, *Theodor Dannecker*, *op. cit.*, p. 84-89.

422. Note sur une conversation entre Dannecker, Eichmann et Novak, 21 juillet 1942, T/37 (32), citée in *TAE*, 2 : 579. *EI*, p. 700-701. Marrus et Paxton, *Vichy et les Juifs*, *op. cit.*, p. 263-265 ; S. Zuccotti, *The Holocaust, the French, and the Jews*, *op. cit.*, p. 102, 113-116 ; C. Steur, *Theodor Dannecker*, *op. cit.*, p. 83-84.

423. Témoignage de Georges Wellers, *TAE*, 2 : 583-585. Une cousine de la mère de l'auteur, Berthe Pakman, se trouvait parmi ces enfants.

424. Marrus et Paxton, *Vichy et les Juifs*, *op. cit.*, p. 227-231 ; S. Zuccotti, *The Holocaust,the French, and the Jews*, *op. cit.*, p. 103-110 ; C. Steur, *Theodor Dannecker*, *op. cit.*, p. 83-89.

425. Compte rendu d'une réunion au RSHA, 28 août 1942, T/37 (34), cité in *TAE*, 2 : 594-595. R. Kempner, *Eichmann undKomplizen*, *op. cit.*,

p. 219-222, et Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 212.

426. Eichmann à Knochen, 19 décembre 1942, T/465 ; Knochen à Eichmann, 31 décembre 1942, T/466.

427. Marrus et Paxton, *Vichy et les Juifs*, *op. cit.*, p. 278-285, 295-302 ; S. Zuccotti, *The Holocaust, the French, and the Jews*, *op. cit.*, p. 172-189.

428. Ministère allemand des Affaires étrangères à Eichmann, janvier 1943, T/469 ; Knochen à Müller, 12 février 1943, T/471.

429. Eichmann à Knochen, 26 février 1943, T/473 ; von Thadden à Eichmann, 6 mai 1943, T481 ; Eichmann à von Thadden, 31 mai 1943, T/37 (290) ; von Thadden au ministère allemand des Affaires étrangères, 1er juin 1943, T/483. C. Browning, *The Final Solution and the German Foreign Office*, *op. cit.*, p. 164-170.

430. *EI*, p. 199-200. Voir également Enregistrements Sassen, 34, p. 5.

431. Bob Moore, *Victims and Survivors. The Nazi Persecution of the Jews in theNetherlands 1940-1945*, Londres, 1997, p. 2. Pour une version plus détaillée, voir Dr J. Presser, *Ashes in the Wind. The Destruction of Dutch Jewry*, trad. Arnold Pomerans, Détroit, 1988.

432. Pour une analyse comparative, voir Moore, *Victims and Survivors*, en part. p. 193-194. Pour une approche en termes de politiques publiques opposant compétition et centralisation, voir Wolfgang Seibel, « A Market for Mass Crime ? Institutional Competition and the Initiation of the Holocaust in France, 1940-1942 », *Institutional Journal of Organisation Theoryand Behavior*, 5 : 3/4, (2002), p. 219-257, et Wolfgang Seibel, « The Strength of the Perpetrators – The Holocaust in Western Europe, 1940-1941 », *Governance : AnInternational Journal of Policy, Administration, and Institutions*, 15 : 2 (2002), p. 21-39, en part. 222-228.

433. Yaacov Lozowick, « Malicious Clerks : The Nazi Security Police and the Banality of Evil », in Aschheim (dir.), *Hannah Arendt in Jerusalem*, p. 214-223.

434. Témoignage de Joseph Melkman, *TAE*, 610-612. Moore, *Victims and Survivors*, p. 53-61, 73-75.

435. Moore, *Victims and Survivors*, p. 86-88, 91-100, 102-103 ; Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 144-161.

436. *TAE*, 1 : 102, et Hausner, *Justice à Jérusalem*, p. 170. Afin d'étayer ses allégations, Hausner cita le document de l'accusation T/617, mais il s'agit d'un compte rendu du ministère allemand des Affaires étrangères sur une réunion entre Müller, le chef de la *Gestapo*, et Eberhard von Thadden le 22 octobre 1943. Richard Breitman, « New Sources on the Holocaust in Italy », *Holocaust and Genocide Studies*, 16 : 3 (2002), p. 402-414 ; Susan Zucotti, *The Italiansand the Holocaust* (Londres, 1987), p. 104, 109-113, 169-170, et son *Under HisVery Windows. The Vatican and the Holocaust in Italy* (New Haven, 2002), p. 150-156.

437. S. Zucotti, *The Italians and the Holocaust*, *op. cit.*, p. 170-172, 191-197 ; C. Steur, *Theodor Dannecker*, *op. cit.*, p. 115-127.

438. L'étendue et la nature de la collaboration locale étaient aussi cruciales. Voir Guus Meershoek, « The Amsterdam Police and the persecution of the Jews », in Michael Berenbaum et Abraham Peck, *The Holocaust in History. The Known, the Unknown, theDisputed, and the Reexamined*, Bloomington, 1998, p. 284-300. Compte rendu de Willi Zöpf sur les « Juifs diamants », 11 novembre 1943, T/563.

439. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 227-233, 233-244. Voir également Andrew Apostolou, « "The Exception of Salonika" : Bystanders and Collaborators in Northern Greece », *Holocaust and Genocide Studies*, 15 : 2 (2000), p. 165-196. Sur Brunner, voir M. Felstiner, « Alois Brunner : "Eichmann's Best Tool" », art. cité, p. 11-14.

440. R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, vol. 2, *op. cit.*, p. 1204-1220. Von Thadden à Eichmann au sujet des Juifs espagnols, 26 juillet 1944, T/988. *EI*, p. 1353-1364, 1846-1850.

441. L. Yahil, *The Holocaust*, *op. cit.*, p. 178-181, 352-355. R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, vol. 2, *op. cit.*, p. 1250-1290.

442. Interrogatoire de Dieter Wisliceny, 15 novembre 1945, in R. Overy (dir.), *Interrogations*, *op. cit.*, p. 357-359. Pour le texte intégral de l'interrogatoire des 14-15 novembre 1945, voir Mendelsohn et Detweiler

(dir.), *The Holocaust*, vol. 12, New York, 1982, p. 6-55. Voir témoignage Wisliceny, Bratislava, 27 octobre 1946, T/84, cité in *TAE*, 2 : 883-885. L. Yahil, *The Holocaust*, *op. cit.*, p. 352-355.

443. Interrogatoire de Dieter Wisliceny, 15 novembre 1945 ; Luther à la légation allemande, Bratislava, 16 février 1942, T/1078 ; Luther à la légation allemande, Bratislava, 20 mars 1942, T/1080 ; Luther compte rendu d'une conversation téléphonique avec un ministre allemand à Bratislava, Ludin, 29 mars 1942, T/ 1081 ; Ministère des Affaires étrangères à légation allemande, Bratislava, 21 avril 1942, T/1083 ; Légation allemande, Bratislava, au ministère slovaque des Affaires étrangères, 1er mai 1942, T/ 1086. R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, vol. 2, *op. cit.*, p. 1265-1270.

444. Ministère allemand des Affaires étrangères à légation allemande, Bratislava, 13 mars 1942, T/1079 ; *TAE*, 2 : 884, 899-900.

445. Walter Laqueur, *The Terrible Secret. Suppression of the Truth about Hitler's Final Solution*, Londres, 1980.

446. *TAE*, 2 : 906-907.

447. Ludin au ministère allemand des Affaires étrangères, 13 avril 1943, joignant la lettre pastorale du 21 mars 1943, T/1106. Eduard Nisnensky, communication présentée lors de l'International Institute for Holocaust Research, Yad Vashem, 2003.

448. Eichmann à von Thadden, 2 juin 1943, T/37 (70), cité in *TAE*, 2 : 907. R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, vol. 2, *op. cit.*, p. 1280-1291.

449. Ludin au ministère allemand des Affaires étrangères, 22 novembre 1943, T/37 (71) ; Eichmann au ministère allemand des Affaires étrangères, 8 janvier 1944, T/37 (72) ; Eichmann au ministère allemand des Affaires étrangères, 7 février 1944, T/37 (73), cité in *TAE*, 2 : 908. ET, 2 : 908.

450. Ludin au ministère allemand des Affaires étrangères, 4 octobre 1944, T/1127. L. Yahil, *The Holocaust*, *op. cit.*, p. 523-524.

451. Eichmann au ministère allemand des Affaires étrangères, 14 avril 1942, T/37 (256) (YVA, M. 38/194). R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, vol. 2, *op. cit.*, p. 1350-1351. L. Yahil, *The Holocaust*, *op. cit.*, p. 244-248. Jean Ancel, « Antonescu and the Jews », *Yad Vashem Studies*, 23 (1993), p. 213-280. Radu Ioanid, *The Holocaust in Romania. The Destruction of Jews and Gypsies Under the Antonescu Regime, 1940-1944*, Chicago, 2000, p. 19-43, 52-90, 90-108, 111-174, 177-187.

452. Von Killinger au ministère allemand des Affaires étrangères, 7 août 1941, T 1001 ; von Killinger au ministère allemand des Affaires étrangères, 31 novembre 1941, T/716 ; von Killinger au ministère allemand des Affaires étrangères, 24 janvier 1942, T/37 (173) ; von Thadden à Eichmann, 3 mars 1942, T/37 (50) ; von Killinger au ministère allemand des Affaires étrangères, 8 avril 1942, T/1026 ; Eichmann à Rademacher, 13 mai 1942, T/1016.

453. Müller à Luther, 26 juillet 1942, comprenant le rapport d'Eichmann sur Richter, T/37 (130), cité in *TAE*, 2 : 866, et voir Rintelen à Luther, 19 août 1942, T/31 (177), citant le rapport de Müller à Himmler du 26 juillet 1942.

454. Von Killinger au ministère allemand des Affaires étrangères, 27 août 1942, T/1029 ; von Killinger au ministère allemand des Affaires étrangères, 12 septembre 1942, T/1031/1 ; Rademacher à Luther, 14 septembre 1942, T/1031/2 ; Klingenfuss à Eichmann, 22 septembre 1942, T/1031/3. R. Ioanid, *The Holocaust in Romania*, *op. cit.*, p. 240-248.

455. Richter à Eichmann, 15 octobre 1942, T/1035 ; Richter à Lecca, 14 novembre 1942, T/1036 ; Richter à Lecca, 9 décembre 1942, T/1037 ; Killinger au ministère allemand des Affaires étrangères, 12 décembre 1942, T/1041, cité in *TAE*, 2 : 867-868. R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, vol. 2, *op. cit.*, p. 1366-1385.

456. Killinger au ministère allemand des Affaires étrangères, 7 décembre 1942, T/37 (46) ; Killinger au ministère allemand des Affaires étrangères, 31 décembre 1942, T/1043 ; Eichmann au ministère allemand des Affaires étrangères, 11 janvier 1943, T/37 (47).

457. Richter à Eichmann, 29 janvier 1943, T/ 1045 ; Eichmann à von Hahn, ministère allemand des Affaires étrangères, 3 mars 1943, T/37 (48) ; Eichmann au ministère allemand des Affaires étrangères, 3 mai 1943, T/37 (282) ; Richter à Eichmann, 10 mars 1943, T/1049 ; Eichmann à von Thadden, 10 septembre 1943, T/37 (17), et 30 septembre 1943, T/37 (17) ; von Thadden à Eichmann, 17 février 1944, T/37 (16).

458. *TAE*, 4 : 1455 ; *EI*, p. 599 et voir également p. 1830-1831.

459. R. Höss, *Le commandant d'Auschwitz parle*, *op. cit.*, p. 213-214.

460. *EI*, p. 151-152 ; Témoignage de Hildegard Henschel, *TAE*, 2 : 667-674. Y. Lozowick, « Malice in Action », art. cité, p. 324-327.

461. *EI*, p. 1395-1420 ; *TAE*, 4 : 1427-1430. Voir les documents T/1363-6.

462. *EI*, p. 2256-2277.

463. Témoignage d'Erika Scholz lors du procès de Franz Novak, 1969, in Pätzold et Schwarz, *«Auschwitz war für mich nur ein Bahnhof»*, p. 171-172. Y. Lozowick, « Malice in Action », art. cité, p. 321-328.

464. *EI*, p. 220-225.

465. *EI*, 264-265 ; *TAE*, 4 : 1556-1557.

466. Eichmann à Klingenfuss, 8 décembre 1942, T/37 (83), cité in *TAE*, 2 : 578.

467. Témoignage de Merten, *TAE*, 5 : 1932-1933. Il convient cependant d'approcher Merten avec prudence : il fut lui-même impliqué dans la déportation des Juifs de Salonique.

468. *TAE*, 1 : 82.

469. R. Höss, *Le commandant d'Auschwitz parle*, *op. cit.*, p. 189, 224. Voir aussi *Eichmann, l'interrogatoire*, *op. cit.*, p. 122.

470. Témoignage de Dieter Wisliceny à Nuremberg, 15 novembre 1945, recueilli par le Lt-Col. Smith Brookhart, in Mendelsohn et Detweiler (dir.), *The Holocaust*, *op. cit.*, vol. 12, p. 30-33.

471. *TAE*, 4 : 1816.

472. *TAE*, 4 : 1751. Yaacov Lozowick a identifié une référence à un rapport sur le même thème et portant le même titre dans les dossiers de Himmler, Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 99, note 104.

473. *TAE*, 4 : 1751.

474. *TAE*, 4 : 1815.

475. *EI*, p. 231-236, 523-528, 1788-1798. Par le biais de ces transmissions, les services de renseignement britanniques interceptèrent les chiffres sur le nombre de Juifs tués lors de l'« Opération Reinhardt » : Peter Witte et Stephen Tyas, « A New Document on the Deportation and Murder of Jews during "Einsatz Reinhardt" 1942 », *Holocaust and GenocideStudies*, 15 : 3 (2001), p. 468-486. Voir également Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 92, n. 104.

Notes du chapitre VI

476. *EI*, p. 272.

477. *TAE*, 3 : 1020.

478. *TAE*, 3 : 972.

479. *EI*, p. 267-268. Les souvenirs d'Eichmann concernant la Hongrie sont éparpillés un peu partout dans les Enregistrements Sassen : 12, p. 1-9 ; 13, p. 1-3 ; 16, p. 6-7 ; 17, p. 1-8 ; 20, p. 1-10 ; 21, p. 1-9 ; 26, p. 5. Ils sont rassemblés in *IAE*, p. 330-340. Pour une traduction anglaise très sélective basée sur les enregistrements, voir *Life magazine*, 6 décembre 1960, p. 146-152.

480. *EI*, p. 202 ; invitation et compte rendu de von Thadden, 10, 29 mars 1944, T/1250 et T/ 1251, *TAE*, 3 : 1132-1133. E. G. Berkley, *Hitler's Gift*, *op. cit.*, p. 189-190, 200.

481. Eichmann au ministère des Affaires étrangères, 25 septembre 1942, cité in *TAE*, 1 : 106, et Luther, ministère des Affaires étrangères à Légation allemande, Budapest, 14 octobre 1942, T/37 (164), cité in *TAE*, 3 : 928 ;

Klingenfuss, ministère des Affaires étrangères à Eichmann, 7 décembre 1942, T/1139, cité in *TAE*, 3 : 928.

482. Randolph Braham, *The Politics of Genocide.The Holocaust in Hungary*, 2 vol., éd. révisée et augmentée, New York, 1994, vol. 1, p. 27-29, 125-130, 151-158, 200-201,205-214, 313-314.

483. *Ibid.*, p. 381-388, 396-397.

484. *Ibid.*, p. 388-389, 421-426.

485. Rapport d'Edmund Veesenmayer sur la situation en Hongrie, 10 décembre 1943, T/1144, cité in *TAE*, 3 : 929. Götz Aly et Christian Gerlach, *Das letzte Kapital.Realpolitik, Ideologie and der Mord an den ungarischen Juden 1944-1945*, Stuttgart/ Munich, 2002, p. 91-114, 149-186, 212-229, 313-325.

486. *EI*, p. 268-269 ; *TAE*, 4 : 1537. Sur les préparatifs à Mauthausen, voir Enregistrements Sassen, 26, p. 5, et *IAE*, p. 330. H. Safrian, *Die Eichmann-Männer*, *op. cit.*, p. 295.

487. *EI*, p. 268-269, 1070.

488. *EI*, p. 269 ; *TAE*, 3 : 941, 4 : 1789 ; Déposition de Franz Slawik, *TAE*, 5 : 1970-1971 ; Témoignage d'Avraham Gordon, *TAE*, 3 : 975 ; Témoignage de Pinhas Freudiger, *TAE*, 3 : 940. Theo Tschuy, *Dangerous Diplomacy. The Story of Carl Lutz, Rescuerof 62,000 Hungarian Jews*, Grand Rapids, 2000, p. 54.

489. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. I, p. 406-418, 558-560 ; G. Aly et C. Gerlach, *Dasletzte Kapital*, *op. cit.*, p. 117-132.

490. *TAE*, 4 : 1537-1538 : Témoignage de Krumey, 6 juin 1961, *TAE*, 5 : 1837-1839.

491. *EI*, p. 1565-1568 ; *TAE*, 4 : 1511. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 1, p. 421-426.

492. Enregistrements Sassen, 23, p. 6, et voir aussi *IAE*, p. 251-253. Pour une version abrégée en langue anglaise, voir *Life magazine*, 28 novembre 1960, p. 106-107, cité in *TAE*, 4 : 1768.

493. *TAE*, 4 : 1489, voir *IAE*, p. 335. R. Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, vol. 2, *op. cit.*, p. 1528-1547. Voir également Gunnar S. Paulson, « The "Bridge over the Oresund" : The Historiography on the Expulsion of the Jews from Nazi-Occupied Denmark », *Journal of Contemporary History*, 30 : 3 (1995), 431-464.

494. Mémorandum sur une réunion avec le Conseil juif, 20 mars 1944, T/1155, cité in *TAE*, 3 : 987-988. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 1, p. 447-450.

495. *EI*, p. 272-275, 279-281. Voir également *IAE*, p. 333-334, et la version éditée en anglais de *Life magazine*, 28 novembre 1960, p. 109-110.

496. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 1, p. 510-514, 515-528, 548-553. Voir également Ronald Zweig, *The Gold Train. The Destruction of the Jews and the Second World War's Most Terrible Robbery*, Londres, 2000, p. 27-36, 51-61, sur la cupidité et le nationalisme économique hongrois.

497. Témoignage du Dr Ernö Boda, *TAE*, 3 : 988-989. Voir également R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 1, p. 528-528, et Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 255-257.

498. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, p. 662-666.

499. Ambassadeur Ritter à Veesenmayer, 31 mars 1944, T/1182, cité in *TAE*, 4 : 1512. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 248.

500. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 1, p. 583-652, 688-704, vol. 2, p. 711-733, 755-780.

501. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 248-250. Voir aussi G. Aly et C. Gerlach, *Das letzte Kapital*, *op. cit.*, p. 249-261.

502. Veesenmayer à Ambassadeur Ritter, 14 avril 1944, N71, cité in *TAE*, 4 : 1512-1513.

503. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 250. Voir également R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 1, p. 664-668. Braham a identifié Endre comme l'acteur clé dans cette série de décisions. Lorsqu'il reçut des instructions du Premier ministre *via* le ministère de l'Intérieur, sur

l'organisation de l'évacuation des Juifs de la « zone militaire » comme l'exigeaient les Allemands, Endre informa ses supérieurs que les Hongrois à eux seuls ne pourraient ni tous les évacuer, ni s'occuper d'eux dans l'intérieur du pays en Hongrie. D'un autre côté, les Allemands proposèrent de prendre ceux qui étaient aptes au travail, et d'enfermer les autres dans des « camps de concentration ». Endre recommanda alors à Jaross de se saisir de l'occasion : la Hongrie ne pouvait à elle seule « faire vivre un si grand nombre de Juifs ». Jaross parla alors au Premier ministre – qui donna son accord. Cette interprétation s'appuie sur les souvenirs de Wisliceny : voir le témoignage de ce dernier à Nuremberg, cité in *TAE*, 3 : 1074.

504. Von Thadden au bureau de von Ribbentrop, 22 avril 1944, T/1182, cité in *TAE*, 4 : 1513.

505. Von Thadden à Eichmann, 24 avril 1944, T/1185, cité in *TAE*, 3 : 1044-1045. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 248-249.

506. Voir *IAE*, p. 365. Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 248-250.

507. *EI*, p. 281, 2011. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 1, p. 622-626.

508. *EI*, p. 1566-1568. Ritter à Veesenmayer, 31 mars 1944, N/70, cité in *TAE*, 4 : 1512-1513.

509. Enregistrements Sassen, 35, p. 4-5.

510. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 1, p. 604-605. Pour des souvenirs sur ces conditions terribles, voir Steven Spielberg and Survivors of the Shoah Visual History Foundation, *The Last Days*, Londres, 1999.

511. Günther à von Thadden, 24 avril 1944, T/ 1186, *TAE*, 3 : 1045 ; Veesenmayer au ministère allemand des Affaires étrangères, 4 mai 1944, T/ 1188, cité in *TAE*, 4 : 1534.

512. Veesenmayer au ministère allemand des Affaires étrangères, 8 mai 1944, N/76, cité in *TAE*, 4 : 1534 ; Pohl à Himmler, 25 avril 1944, NT7, cité in *TAE*, 3 : 1535.

513. Sur les activités de Novak, voir Pätzold et Schwarz, *«Auschwitz war für mich nur einBahnhof»*, *op. cit.*, p. 47-50. Veesenmayer au ministère allemand des Affaires étrangères, 4 mai 1944, T/1188, cité in *TAE*, 3 : 1045 ; Veesenmayer au ministère allemand des Affaires étrangères, 29 avril 1944, T/1187, cité in *TAE*, 3 : 1045 ; R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 1, p. 666-668 ; Y. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 250.

514. *TAE*, 4 : 1633 ; R. Höss, *Le commandant d'Auschwitz parle*, *op. cit.*, p. 227-229, et son témoignage lors de son procès en Pologne, cité in *TAE*, 3 : 1311. Sur l'expérience atroce des déportés, voir *The Last Days.*

515. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 1, p. 671-673 et vol. 2, p. 773-774, 779-780.

516. Veesenmayer au ministère allemand des Affaires étrangères, 25 mai 1944, T/1192, cité in *TAE*, 3 : 1074 ; Mémorandum de von Thadden, 25 mai 1944, T/11944, cité in *TAE*, 3 : 1075.

517. Joel Brand a raconté son histoire dans un livre écrit par Alex Weissberg, *Advocate for the Dead*, trad. Constantine FitzGibbon et Andrew Foster-Melliar, Londres, 1956. Il y a certains écarts entre l'histoire qu'il narra à Weissberg, ses rapports, ses débriefings, ses interrogatoires en 1944-1945, et son témoignage à Jérusalem. Pour une discussion judicieuse sur la question, voir Y. Bauer, *Jews for Sale ?*, *op. cit.*, p. 145-154. Sur le CSS, voir Robert Rozett, « From Poland to Hungary ; Rescue Attempts 1943-1944 », *Yad Vashem Studies*, 24 (1994), p. 177-193, et Asher Cohen, *The Hechalutz Resistance in Hungary 1942-1944*, Boulder, 1986.

518. *TAE*, 3 : 1015. Andreas Biss, *A Million Jews to Save.Check to the Final Solution*, Londres, 1973, initialement publié en allemand en 1966, constitue une attaque soutenue contre la version de Brand, qui fait aussi une certaine lumière sur la question de l'*Abwehr*, p. 41-46. Voir Y. Bauer, *Jews for Sale ?*, *op. cit.*, p. 120-144.

519. Y. Bauer, *Jews for Sale ?*, *op. cit.*, p. 162-163.

520. *TAE*, 3 : 1015 et 1020-1021. Y. Bauer, *Jews for Sale ?*, *op. cit.*, p. 163-164.

521. *TAE*, 3 : 1021. Voir également R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 2, p. 1078-1088.

522. *TAE*, 3 : 1021-1022 ; Y. Bauer, *Jews for Sale ?*, *op. cit.*, p. 133-141. Voir également R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 2, p. 1079-1081.

523. *TAE*, 3 : 1021-1022.

524. *TAE*, 3 : 1022-1023.

525. *TAE*, 3 : 1023-1025. Y. Bauer, *Jews for Sale ?*, *op. cit.*, p. 166-167.

526. *TAE*, 3 : 1035-1036. Y. Bauer, *Jews for Sale ?*, *op. cit.*, p. 167-168. Voir également Richard Breitman, « Nazi Jewish Policy in 1944 », in David Cesarani (dir.), *Genocide and Rescue. The Holocaust in Hungary 1944*, Oxford, 1997, p. 77-92.

527. Dina Porat, *The Blue and the Yellow Stars of David. The Zionist Leadership in Palestine and the Holocaust, 1939-1945* (Cambridge, Mass., 1990), p. 188-211, sur la réponse de l'Agence juive, en part. p. 190-193. Pour des versions saisissantes de participants à cette tragédie, voir Menahem Bader, *Sad Missions*, Tel-Aviv, 1979, p. 97-106, et E. Avriel, *Open the Gates !*, *op. cit.*, p. 174-187.

528. Bernard Wasserstein, *Britain and the Jews of Europe 1939-1945*, 2nde éd., Leicester, 1999, p. 223-226. Voir également R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 2, p. 1264-1260.

529. Richard Breitman et Alan M. Kraut, *American Refugee Policy and European Jewry,1933-1945*, Bloomington, 1987, p. 214-216 ; B. Wasserstein, *Britain and the Jews ofEurope 1939-1945*, *op. cit.*, p. 229-233. Voir également Shlomo Aronson, « The "Quadruple Trap" and the Holocaust in Hungary », in D. Cesarani (dir.), *Genocide and Rescue*, *op. cit.*, p. 93-122.

530. Y. Bauer, *Jews for Sale ?*, *op. cit.*, p. 174-177, 179-181.

531. *TAE*, 3 : 1048. Kastner fut débriefé à plusieurs reprises après la guerre, et il écrivit plusieurs rapports sur ses expériences au contact de Wisliceny, Eichmann et Becher. Ces rapports diffèrent en longueur et en

niveau de détail. La majeure partie de ce qu'il avait à dire sur Eichmann lui venait de Wisliceny (ses rapports répètent les erreurs et inventions sur le début de la carrière d'Eichmann présentes dans les versions de Wisliceny). Ainsi, Kastner déclara-t-il qu'Eichmann était le beau-frère de Himmler. Voir Rudolf Kastner [Kasztner, Rezso], Rapport du Comité juif de Sauvetage et de Secours à Budapest, 1942-1945, T/1113. Pour une évaluation prudente, voir Shlomo Aronson, « Preparations for the Nuremberg Trial : the O.S.S., Charles Dwork, and the Holocaust », in *Holocaust and Genocide Studies*, 12 : 2 (1998), p. 257-281, en part. p. 268, 272.

532. *TAE*, 3 : 1049-1050. R. Zweig, *The Gold Train*, *op. cit.*, p. 223-232.

533. *TAE*, 3 : 1050-1051. Y. Bauer, *Jews for Sale ?*, *op. cit.*, p. 197-200, 229. Voir également R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 2, p. 1088-1103 ; Braham se montre critique envers les méthodes de Kastner et l'accuse d'avoir collaboré avec les Nazis afin d'éviter le développement de formes de résistance à grande échelle aux déportations.

534. *TAE*, 3 : 1052.

535. *EI*, p. 2926. Eichmann a écarté ces commentaires comme étant « une pure comédie », *EI*, p. 2927.

536. Rapport Kastner, cité in *TAE*, 3 : 1071 ; *TAE*, 3 : 1053

537. *EI*, p. 1085.

538. *TAE*, 4 : 1538-1540.

539. *TAE*, 4 : 1538-1539.

540. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 1, p. 556-566 ; Y. Bauer, *Jews for Sale ?*, *op. cit.*, p. 201-204 ; R. Zweig, *The Gold Train*, *op. cit.*, p. 51-53. Voir aussi H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 260-269.

541. *TAE*, 4 : 1538-1540.

542. *EI*, p. 2929-31 ; *TAE*, 3 : 1052 ; Rapport Kastner, cité in *TAE*, 3 : 1071-1072. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 2, p. 733-

736, qui révèle également l'importance de la recherche de main-d'œuvre parmi les activités d'Eichmann. Voir également Konrad Kwiet, « Forced Labour of German Jews in Nazi Germany », *Leo Baeck Institute Year Book*, 36 (1991), p. 389-410.

543. Veesenmayer au ministère allemand des Affaires étrangères, 8 juin 1944, T/12000, cité in *TAE*, 3 : 1676 ; Veesenmayer au ministère allemand des Affaires étrangères, 13 juin 1944, T/1027, cité in *TAE*, 3 : 1085. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 2, p. 1212-1225, 1233-1239, 1251-1253.

544. Veesenmayer à Ribbentrop, 6 juillet 1944, T/ 1212, cité in *TAE*, 3 : 1087. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 2, p. 861-873, 873-878, 878-880, 880-882.

545. Winkelmann à Himmler, 7 juillet 1944, N/80, cité in *TAE*, 4 : 1537 ; Ribbentrop à Veesenmayer, 17 juillet 1944, T/1214, cité in *TAE*, 3 : 1087.

546. Témoignage de Fülop von Freudiger, *TAE*, 3 : 946-948.

547. Témoignage du Dr Alexander Brody, *TAE*, 955-958. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 2, p. 890-893.

548. Enregistrements Sassen, 1, p. 9 et voir *IAE*, p. 385-386.

549. Eichmann à Gunther, 24 juillet 1944, T/12, 6, cité in *TAE*, 3 : 1088.

550. Veesenmayer au ministère allemand des Affaires étrangères, 25 juillet 1944, T/37(92), cité in *TAE*, 3 : 1088.

551. Veesenmayer au ministère allemand des Affaires étrangères, 14 août 1944, T/1217, cité in *TAE*, 3 : 1089 ; Theodor Grell au ministère allemand des Affaires étrangères, 19 août 1944, T/1218, cité in *TAE*, 3 : 1089 ; Veesenmayer au ministère allemand des Affaires étrangères, 24 août 1944, T/1219, cité in *TAE*, 3 : 1089. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 2, p. 917-921.

552. Veesenmayer à Ribbentrop, 25 août 1944, T/1222, cité in *TAE*, 3 : 1090. Compte rendu de Wagner, 16 septembre 1944, T/1231, cité in *TAE*, 3 : 1095 et T/1232, cité in *TAE*, 3 : 1096. Becher à Himmler, 25 août 1944,

T/1220, cité in *TAE*, 3 : 1089-1090. Y. Bauer, *Jews for Sale ? op. cit.*, p. 220-221 ; R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 2, p. 1101-1103.

553. *EI*, p. 1974-1975 ; témoignage de Kurt Becher, *TAE*, 4 : 1920.

554. Témoignage d'Otto Krumey, *TAE*, 5 : 1940. Wisliceny est à l'origine de l'information selon laquelle Eichmann logeait dans le château Derekegyhaza.

555. C. Clarke, *Eichmann. The Savage Truth*, *op. cit.*, p. 123-125. Un juge de la SS enquêta sur une accusation de corruption lancée contre Eichmann en 1943, mais ce dernier fut finalement lavé de tout soupçon : *TAE*, 4 : 1552 et T/1375.

556. *EI*, p. 287-289, voir également CDJC, *Le Dossier Eichmann*, p. 108.

557. *TAE*, 3 : 1054. Enregistrements Sassen, cité in *TAE*, 4 : 1787, et voir également *IAE*, p. 333-433 ; R. Höss, *Lecommandant d'Auschwitz parle*, *op. cit.*, p. 228-231.

558. *TAE*, 4 : 1643-1644.

559. *EI*, p. 296-297. L'idée qu'il exprime ici d'avoir cherché des excuses pour échapper au front est en contradiction flagrante avec ses déclarations nombreuses selon lesquelles il aurait cherché à obtenir une nouvelle affectation.

560. *EI*, p. 299-303, 2896-2899, et voir également *IAE*, p. 386-388.

561. Rapport de Theodor Grell, 29 septembre 1944, T/1225, cité in *TAE*, 3 : 1094.

562. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 2, p. 942-952.

563. Horst Wagner, Ministère allemand des Affaires étrangères, mémorandum, 12 octobre 1944, T/1230, cité in *TAE*, 3 : 1095 ; Veesenmayer au ministère allemand des Affaires étrangères, 18 octobre 1944, T/1235, cité in *TAE*, 3 : 1096-1097.

564. *TAE*, 3 : 1096 ; *EI*, p. 293, 1570.

565. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 2, p. 952-956, 958-962, 995-1004.

566. *Ibid.*, vol. 2, p. 963-969. Pour une version saisissante et émouvante, voir Era Szép, *The Smell of Humans*, trad. John Bátki (Londres, 1984).

567. *TAE*, 3 : 1100-1101. Voir T. Tschuy, *Dangerous Diplomacy*, *op. cit.*, p. 157-158 ; Paul A. Levine, *From Indifference to Activism : Swedish Diplomacy and the Holocaust, 1938-1944*, Uppsala, 1998, et Paul A. Levine, « Bureaucracy, Resistance, and the Holocaust. Understanding the Success of Swedish Diplomacy in Budapest, 1944-1945 », in Berenbaum et Peck (dir.), *The Holocaust in History*, *op. cit.*, p. 518-535.

568. *EI*, p. 245-246 ; Veesenmayer au ministère allemand des Affaires étrangères, 13 novembre 1944, T1247, *TAE*, 3 : 1116.

569. Sur Höss à propos de l'« orientation nouvelle », voir le rapport Kastner, tel qu'il fut lu à Eichmann, *EI*, p. 2939. Rapport Kastner, cité in *TAE*, 3 : 1111-1112 ; témoignage de Hans Jüttner, cité in *TAE*, 5 : 1907-1908 ; témoignage de Kurt Becher, *TAE*, 5 : 1919.

570. Veesenmayer au ministère allemand des Affaires étrangères, 21 novembre 1944, T1242, cité in *TAE*, 3 : 1113. Enregistrements Sassen, II, p. 68. Mais comparer à Enregistrements Sassen, 3, p. 26, où Eichmann attribue les mêmes mots à Müller à propos de l'organisation par Eichmann de protections anti-aériennes à Berlin.

571. R. Zweig, *The Gold Train*, *op. cit.*, p. 157-158.

572. Voir Per Anger, *With Raoul Wallenberg in Budapest. Memories of the War Years in Hungary*, trad. David et Margareta Paul, New York, 1978, et Levine, « Bureaucracy, Resistance, and the Holocaust » ; Asher Cohen, « Resistance and Rescue in Hungary », in D. Cesarani (dir.), *Genocide and Rescue*, *op. cit.*, p. 123-134. R. Braham, *The Politics of Genocide*, *op. cit.*, vol. 2, p. 1225-1233, 1235-1239.

573. Ministère allemand des Affaires étrangères à Veesenmayer, 17 décembre 1944, T/1243, cité in *TAE*, 3 : 1113-1114 ; Veesenmayer au ministère allemand des Affaires étrangères, 20 décembre 1944, T/1244, cité

in *TAE*, 3 : 1114. C. Steur, *Theodor Dannecker*, *op. cit.*, p. 144-145 ; P. Anger, *With Raoul Wallenberg in Budapest*, *op. cit.*, p. 75.

574. Témoignage de Wisliceny, T/1116, cité in *TAE*, 3 : 953.

575. *EI*, p. 2888-2901, 2938-4-2941. Témoignage de Becher, *TAE*, 5 : 1920.

576. *EI*, p. 2882-2895.

577. *EI*, p. 303. Kristián Ungváry, « The Second Stalingrad : the Destruction of the Axis Armies at Budapest, Feb. 1945 », in Nándor Dreisziger (dir.), *Hungary in an Age ofTotal War (1938-1948)*, New York, 1998, p. 151-168.

578. Témoignage de Höttl, *TAE*, 5 : 1892 ; témoignage de Wisliceny, Bratislava, 26 octobre 1946, cité in *TAE*, 4 : 1789. T. Friedman, *The Hunter*, *op. cit.*, p. 173 et 174.

579. *EI*, p. 303-305.

580. *EI*, p. 306-309. Eichmann ajouta : « Cela me rendait malade. J'aurais préféré me mettre une balle dans la cervelle que de me faire un faux document officiel. »

581. *EI*, p. 309 : Höttl, *The Secret State*, p. 308-309.

582. *EI*, p. 309-310 ; *TAE*, 2 : 788-789. H. G. Adler, *Theresienstadt*, *op. cit.*, p. 197-199 ; Jacob Robinson, *And the Crooked Shall Be Made Straight. The Eichmann Trial, the Jewish Catastrophe,and Hannah Arendt's Narrative*, Philadelphie, 1965, p. 231-232. Après la guerre, Eichmann était furieux du fait que, « à cause de la stupidité de ces types de l'Office central de l'administration et de l'économie de la SS, qui ont gardé tous leurs documents, ces choses se trouvent maintenant dans la littérature juive ». Enregistrements Sassen, 37, p. 9.

583. E. G. Berkley, *Hitler's Gift*, *op. cit.*, p. 220, 227-228.

584. H. G. Adler, *Theresienstadt*, *op. cit.*, p. 199-202 ; E. G. Berkley, *Hitler's Gift*, *op. cit.*, p. 229-232 ; J.-C. Favez, *The Red Cross and the Holocaust*, *op. cit.*, p. 258-268.

585. J.-C. Favez, *The Red Cross and the Holocaust*, *op. cit.*, p. 305-306.

586. Sur les souvenirs de Wisliceny, voir sa déposition du 9 novembre 1945 à Nuremberg, T/156, cité in *TAE*, 1 : 201, repris in CDJC, *Le Dossier Eichmann*, p. 126 ; Enregistrements Sassen, 1, p. 6, traduit en anglais in *Life magazine*, 6 décembre 1960, p. 150, et voir également *TAE*, 4 : 1804. *EI*, p. 307-308.

587. *EI*, p. 309-315. Pour les souvenirs de Vera Eichmann, voir *Daily Express*, 12 décembre 1961. Wisliceny prétendit qu'Eichmann s'était préparé à tuer sa femme, ses enfants et lui-même à Prague : interrogatoire mené par le Lt-Col. Smith Brookhart, Nuremberg, 14 novembre 1945, in Mendelsohn et Detweiler (dir.), *The Holocaust*, *op. cit.*, vol. 52, p. 21-22. Voir aussi *Eichmann par Eichmann*, p. 407, 413.

588. *EI*, p. 313-315 et *IAE*, p. 418-421. Voir également Enregistrements Sassen, 13, p. 7, et pour une version abrégée en anglais des derniers jours, voir *Life magazine*, 6 décembre 1960, p. 153-158. Höttl, *The Secret State*, p. 315-316. Voir aussi *Eichmann par Eichmann*, p. 415, et Eichmann, l'interrogatoire, p. 276-277.

589. *EI*, p. 2523. Voir aussi *Eichmann par Eichmann*, p. 415-416, et Eichmann, l'interrogatoire, p. 277.

Notes du chapitre VII

590. Voir Enregistrements Sassen, 13, p. 7. Pour une version abrégée en anglais, *Life magazine*, 6 décembre 1960, p. 158.

591. Cité in B. F. Smith, *Reaching Judgment at Nuremberg*, *op. cit.*, p. 115.

592. I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 193.

593. Peter Z. Malkin et Harry Stein, *Eichmann in My Hands*, New York, 1990, p. 161.

594. « Meine Memoiren », les mémoires de prison d'Eichmann parurent sous forme de feuilleton dans *DieWelt*, à partir du 12 août 1999. Cet extrait

est tiré de la première partie.

595. *IAE*, p. 423, et Enregistrements Sassen, 13, p. 7. Pour une version abrégée en anglais, *Life magazine*, 6 décembre 1960, p. 158. Pour différentes versions de l'indicent de la gifle, voir G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 352 et Vera Eichmann citée in *Daily Express*, 12 décembre 1961.

596. *IAE*, p. 421-425. Voir Enregistrements Sassen, 13, p. 7, et, pour une version abrégée en anglais, *Life magazine*, 6 décembre 1960, art. cité, p. 157-158. Voir aussi G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 354.

597. *IAE*, p. 421.

598. *IAE*, p. 426. Voir aussi Enregistrements Sassen, 4, p. 3, et 11, p. 1, et *Life magazine*, 6 décembre 1960, p. 158-159. Voir également G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 354.

599. *IAE*, p. 58-59 et 426-427.

600. *IAE*, p. 428.

601. *IAE*, p. 429 ; Q. Reynolds, *Minister of Death*, *op. cit.*, p. 183-186 ; Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 46-48 ; Robert Pendorf, *Murder und Ermordete. Eichmann und dieJudenpolitik des Dritten Reiches*, Hambourg, 1961, p. 136-138.

602. Voir Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 46-48, 51-52 ; Q. Reynolds, *Minister ofDeath*, *op. cit.*, p. 187, ainsi que les photographies. Témoignage d'Otto Lindhorst, « I Met Adolf Eichmann », BBC2 TV (2002).

603. David Cesarani, *Justice Delayed. How Britain Became a Refuge for Nazi WarCriminals*, Londres, 1994, p. 162-177 ; Antony Glees, « The making of British policy on war crimes : history as politics in the United Kingdom », *Central European History*, 1 : 1 (1992), p. 174-181 ; et, en général, voir Tom Bower, *Blind Eye to Murder. Britain,America and the Purging of Nazi Germany – A Pledge Betrayed*, Londres, 1983.

604. *IAE*, p. 429-430 ; S. Wiesenthal, *Justice n'est pas vengeance*, *op. cit.*, p. 85-88 ; Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 51-

52. Feiersleben lui succéda à la ferme : témoignage d'Otto Lindhorst, « I Met Adolf Eichmann ».

605. I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 193 ; U. Goni, *The Real Odessa*, *op. cit.*, chap. I.

606. U. Goni, *The Real Odessa*, *op. cit.*, p. 17-24, 65-71, 140-160.

607. *Ibid.*, p. 40-43, 103-107.

608. *Ibid.*, p. 93-99, 229-237.

609. *Ibid.*, p. 123-124.

610. I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 193.

611. Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 148. Pour la version courte et pauvre en information d'Eichmann, voir *IAE*, p. 430.

612. U. Goni, *The Real Odessa*, *op. cit.*, p. 284-285, 299, et note 504, p. 361. Q. Reynolds, *Minister of Death*, *op. cit.*, p. 188, et Otto Lindhorst, « I Met Adolf Eichmann ».

613. G. Lewy, *The Catholic Church and Nazi Germany*, *op. cit.*, p. 282-283. Le *St Raphaelverein* apparaît sur la liste de l'*Aktenplan*, la liste des fichiers détenus par le *Referat IV-B4*, numéro de classement 3621, YVA, 0.51-11. Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 55.

614. U. Goni, *The Real Odessa*, *op. cit.*, p. 232-237, 398, et note 505, p. 361. Moshe Pearlman a, dès 1960, saisi l'essentiel de cette histoire : voir *The Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 88-89.

615. U. Goni, *The Real Odessa*, *op. cit.*, p. 299-300.

616. Rapports de police sur Adolf Eichmann dans les archives de la police de Tucumán, 13 février 1952, USHMM. Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 65-66 ; U. Goni, *The RealOdessa*, *op. cit.*, p. 300-330.

617. *Ibid.*, p. 301-302. Pour les photographies, voir l'encart dans *Ich, Adolf Eichmann.*

618. Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 67.

619. Voir T. Bower, *Blind Eye To Murder*, *op. cit.*; Henry Friedlander, «The Judiciary and Nazi War Crimes in Post-War Germany», in *Simon Wiesenthal Centre Annual*, 1 (1984), p. 27-44; Adalbert Rüekerl, *The Investigation of Nazi War Crimes 1945-1978. ADocumentation*, Heidelberg, 1979, p. 1-40; Toni Bower, *The Paperclip Conspiracy. The Battle for the Spoils and Secrets of Nazi Germany*, Londres, 1987; Christopher Simpson, *Blowback. America's Recruitment of Nazis and Its Effect on the Cold War*, Londres, 1988.

620. La majeure partie de la littérature sur ce sujet est sensationnaliste et faiblement documentée. Voir Michael Elkins, *Forged in Fury: A True Story of Courage, Horror and Revenge*, Londres, 1971, p. 169-216; Rich Cohen, *The Avengers*, Londres, 2000, p. 159-217. Pour une analyse dépassionnée, voir T. Segev, *Le Septième Million. Les Israéliens et le génocide*, *op. cit.*, p. 171-185.

621. T. Friedman, *The Hunter*, *op. cit.*, p. 21-120.

622. Pour son autobiographie, voir S. Wiesenthal, *Justice n'est pas vengeance*, *op. cit.* Voir aussi Hella Pick, *Simon Wiesenthal, A Life in Search of Justice*, Londres, 1996, p. 34-107.

623. T. Friedman, *The Hunter*, *op. cit.*, p. 122; S. Wiesenthal, *Justice n'est pas vengeance*, *op. cit.*, p. 81.

624. T. Friedman, *The Hunter*, *op. cit.*, p. 128-129; S. Wiesenthal, *Justice n'est pas vengeance*, *op. cit.*, p. 81-83. Eichmann, qui entendit parler de l'assaut, put penser qu'il s'agissait peut-être d'une tentative d'assassinat. L'un au moins des «vengeurs» affirma qu'ils tentèrent d'assassiner Eichmann et crut qu'ils y étaient parvenus. Voir T. Segev, *Le Septième Million. Les Israéliens et le génocide*, *op. cit.*, p. 180.

625. R. Overy (dir.), *Interrogations*, *op. cit.*, p. 355-371; Bericht, signé par Wisliceny, 27 octobre 1946, YVA, O.51-108. Pour les fac-similés des interrogatoires, voir J. Mendelsohn et D. Detweiler (dir.), *The Holocaust*, *op. cit.*, vol. 12, p. 6-55, et vol. 17, p. 130-141.

626. T. Friedman, *The Hunter*, *op. cit.*, p. 154, 169-176; Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 48-50. Voir M. Diamant,

Geheimauftrag : Mission Eichmann, *op. cit.*, p. 203-217 et 217-228.

627. S. Wiesenthal, *Justice n'est pas vengeance*, *op. cit.*, p. 90.

628. S. Wiesenthal, *Justice n'est pas vengance*, *op. cit.*, p. 90 ; Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 67-69.

629. T. Friedman, *The Hunter*, *op. cit.*, p. 187-188, 191-192, 198 ; S. Wiesenthal, *Justicen'est pas vengeance*, *op. cit.*, p. 88 ; D. Cesarani, *Justice Delayed*, *op. cit.*

630. T. Friedman, *The Hunter*, *op. cit.*, p. 210-211 ; S. Wiesenthal, *Justice n'est pas vengeance*, *op. cit.*, p. 90-91.

631. *Daily Express*, 12 décembre 1961 ; interview de Klaus Eichmann, *Quick*, n° 1, 1966 ; Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 67-68 ; U. Goni, *The Real Odessa*, *op. cit.*, p. 302-303.

632. *Daily Express*, 12 décembre 1961 ; interview de Klaus Eichmann, *Quick*, n° 1, 1966.

633. U. Goni, *The Real Odessa*, *op. cit.*, p. 303-304.

634. Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 70 ; U. Goni, *The Real Odessa*, *op. cit.*, p. 303-304, 309, note 523, p. 362.

635. Interview de Klaus Eichmann, *Quick*, n° 1, 1966. Voisins interrogés dans « I Met Adolf Eichmann », *TAE*, 155.

636. *Daily Express*, 12 décembre 1961 ; *TAE*, 1 : 155-156 : *TAE*, 4 : 1600 ; interview de Klaus Eichmann, *Quick*, n° 1, 1966 ; *TAE*,155-156. Voir également C. Gerlach, « The Eichmann Interrogations in Holocaust Historiography », art. cité, p. 439 et note 93, p. 450. Voir aussi G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 357.

637. *TAE*, 4 : 1796. U. Goni, *The Real Odessa*, *op. cit.*, p. 304-306.

638. U. Goni, *The Real Odessa*, *op. cit.*, p. 283-287 ; Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 150.

639. *TAE*, 4 : 1796. U. Goni, *The Real Odessa*, *op. cit.*, p. 306-308. Voir « Eichmann's Ghost Writer », *Wiener Library Bulletin*, 15 : 1 (1961), p. 2, et

I. Wojak, *Eichmann Memoiren*, *op. cit.*, p. 22-25.

640. *TAE*, 4 : 1664-1665. Sur les origines de l'ordre, voir Enregistrements Sassen, 1, p. 6-8 ; 18, p. 4 ; et 46, p. 6-8 ; sur le nombre des tués, voir 3, p. 8-10, et 16, p. 1-5.

641. Enregistrements Sassen, 34, p. 4 ; 67, p. 9-10, cité in *TAE*, 4 : 1667, 1771, 1785.

642. Enregistrements Sassen, 67, p. 9. Voir également G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 34.

643. *TAE*, 4 : 1796. « Eichmann's Ghost Writer », art. cité, p. 2 ; Ladislas Farago, *The Aftermath*, New York, 1974, p. 372-374 ; U. Goni, *The Real Odessa*, *op. cit.*, p. 306-308.

644. Enregistrements Sassen, 67, p. 10. I. Wojak, *Eichmann's Memoiren*, *op. cit.*, p. 48 et p. 217-218, note 15, a calculé qu'il y avait au moins 73 cassettes et 798 pages de retranscription. Voir également G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 34.

645. Pour la version défensive d'Eichmann sur la manière dont les enregistrements furent produits, voir *TAE*, 4 : 1619, 1663-1665, 1760-1762, 5795-5796.

646. Z. Aharoni et W. Dietl, Operation Eichmann, *op. cit.*, p. 100-101 ; interview de Klaus Eichmann, *Quick*, n° 1, 1966.

647. Z. Aharoni et W. Dietl, Operation Eichmann, *op. cit.*, p. 101.

648. U. Goni, *The Real Odessa*, *op. cit.*, p. 312-313.

649. I. Wojak, *Eichmann's Memoiren*, *op. cit.*, p. 26-27.

650. U. Goni, *The Real Odessa*, *op. cit.*, p. 312-313 ; I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 18-19.

651. I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 4.

652. *Ibid.*, p. 2.

653. Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 78-79.

654. *Ibid.*, p. 80-83.

655. I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 33-34. U. Goni, *The Real Odessa*, *op. cit.*, p. 313-314. Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 84.

656. *Ibid.*, p. 7.

657. S. Wiesenthal, *Justice n'est pas vengeance*, *op. cit.*, p. 91-93.

658. I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 32-33. Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 84. Michael Bar Zohar, *The Avengers*, trad. Len Ortzen, Londres, 1968, p. 573.

659. T. Segev, *Le Septième Million. Les Israéliens et le génocide*, *op. cit.*, p. 386 ; Z. Aharoni et W. Dietl, Operation Eichmann, *op. cit.*, p. 84 ; I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 37, 110-111.

660. Le rapport d'Aharoni sur la mission est publié dans Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 88-100, 106-123. Le passage qui suit s'inspire directement de son rapport.

661. I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, décrit avec force détail toutes les étapes de l'opération, et dresse une liste de toutes les personnes qui y participèrent. Bien que l'édition anglaise de 1997 donne les vrais noms de tous les agents, Aharoni est mentionné sous le nom de Yosef Kenet.

662. I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 110-111.

663. Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 126-140.

664. I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 128-151.

665. Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 131-138.

666. P. Z. Malkin et H. Stein, *Eichmann in My Hands*, *op. cit.*, p. 181-187, donne une version de première main, étape par étape, de la capture.

667. Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 138-140 ; I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 166.

668. Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 140-146.

669. *Ibid.*, p. 142-143. Bormann était mort à Berlin en mai 1945 ; Mengele, quant à lui, était à Buenos Aires, mais s'était enfui au Paraguay lorsqu'il entendit la nouvelle de l'enlèvement d'Eichmann.

670. P. Z. Malkin et H. Stein, *Eichmann in My Hands*, *op. cit.*, p. 208-231. I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 209. Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 152-154. Les traductions de Harel et Malkin/Dietl comportent de grandes différences. Pour la version française, voir G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 362.

671. Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 146-147.

672. P. Z. Malkin et H. Stein, *Eichmann in My Hands*, *op. cit.*, p. 203-219.

673. I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 572, 182, 189, 194-195.

674. *Ibid.*, p. 208-209.

675. I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 257-270 ; Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 159.

676. Interview de Klaus Eichmann, *Quick*, n° 1, 1966. U. Goni, *The Real Odessa*, *op. cit.*, p. 315-316. I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 179-181.

677. Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 179 ; I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 270-272.

678. I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 272-274.

679. *Ibid.*, p. 281-283.

680. *Ibid.*, p. 283-284. Voir aussi T. Segev, *Le Septième Million. Les Israéliens et le génocide*, *op. cit.*, p. 386.

681. I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 283-284 ; Z. Aharoni et W. Dietl, *OperationEichmann*, *op. cit.*, p. 167 ; M. Pearlman, *The Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 124.

Notes du chapitre VIII

682. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 365.

683. *EI*, p. 359, voir également G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 366.

684. *TAE*, 4 : 1666.

685. W. Hull, *The Struggle for a Soul*, *op. cit.*, p. 83.

686. M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 224-225 ; J. von Lang et S. Claus (dir.), *Eichmann : l'interrogatoire*, *op. cit.*, p. 9-10, 23-24. Sur la fiabilité et les différentes interprétations de l'interrogatoire et des mémoires d'Eichmann, voir I. Wojak, *EichmannsMemoiren*, *op. cit.* ; C. Gerlach, « The Eichmann Interrogations in Holocaust Historiography », art. cité ; Christopher Browning, « Perpetrator Testimony », art. cité.

687. Raanan Rein, « The Eichmann Kidnapping : Its Effects on Argentine-Israeli Relations and the Local Jewish Community », *Jewish Social Studies*, 7 : 3 (2001), p. 501-530.

688. M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 66-67 ; Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 168-169.

689. R. Rein, « The Eichmann Kidnapping », art. cité, p. 507-508 ; Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 170 ; M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 74-75.

690. R. Rein, « The Eichmann Kidnapping », art. cité, p. 115-117 ; U. Goni, *The Real Odessa*, *op. cit.*, p. 317-318 ; Haim Avni, « Jewish Leadership in Times of Crisis : Argentina During the Eichmann Affair », in Peter Y. Medding (dir.), *Studies in Contemporary Jewry*, vol. 11, *Values,Interests and Identity* (New York, 1995), p. 557-535.

691. Michael Keren, « Ben Gurion's Theory of Sovereignty : The Trial of Adolf Eichmann », in R. W. Zweig (dir.), *David Ben Gurion. Politics and*

Leadership in Israel (1991), p. 40-41. Voir également R. H. S. Crossman, «The Faceless Bureaucrat», *New Statesman*, 31 mars 1961, p. 503-504. Crossman, député britannique et farouche partisan d'Israël, avertit que la tenue des audiences «pourrait bien ressembler à un acte de vengeance tribale».

692. Z. Aharoni et W. Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 168; M. Keren, «Ben Gurion's Theory of Sovereignty», art. cité, p. 42; T. Segev, *Le Septième Million. Les Israéliens et le génocide*, *op. cit.*, p. 383-395.

693. Hannah Yablonka, *The State of Israel vs Adolf Eichmann*, trad. Ora Cummings avec David Herman (New York, 2004), p. 31; I. Harel, *La Maison de la rue Garibaldi*, *op. cit.*, p. 281.

694. M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 83; J. Von Lang, *Eichmann: l'interrogatoire*, *op. cit.*, p. 12.

695. J. von Lang, *Eichmann: l'interrogatoire*, *op. cit.*, p. 18-19; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 264-265.

696. J. von Lang, *Eichmann: l'interrogatoire*, *op. cit.*, p. 9, 23-24.

697. *Ibid.*, p. 9-10, 25-26; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 365; H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 426.

698. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 364-365; H. Yablonka, *State of Israel vs AdolfEichmann*, *op. cit.*, p. 64.

699. J. von Lang, *Eichmann: l'interrogatoire*, *op. cit.*, p. 9.

700. *Ibid.*, p. 19-20.

701. *Ibid.*, p. 23-24.

702. *TAE*, 1: 129-130, pour des détails sur la procédure de l'interrogatoire. Lettre d'Eichmann à Robert Eichmann, 22 mars 1961, cité in Paul Rassinier, *The Real Eichmann Trial or The Incorrigible Victors* (Silver Springs, 1979), p. 147-148 [le passage cité n'apparaît pas dans la version originale française du livre, ndt], un pamphlet négationniste sur l'holocauste à aborder par ailleurs avec la plus grande prudence. Le

manuscrit T/44, daté du 9 mai, a plus probablement été écrit le 29 mai. Il a été publié dans l'hebdomadaire *Die Welt*, 12 août-14 septembre 1999. Voir aussi G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 365.

703. J. Von Lang, *Eichmann : l'interrogatoire*, *op. cit.*, p. 9, 21-22.

704. M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 81-83 ; J. von Lang, *Eichmann : l'interrogatoire*, *op. cit.*, p. 9-10, 12.

705. *EI*, p. 361 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 365-366.

706. J. von Lang, *Eichmann : l'interrogatoire*, *op. cit.*, p. 10-13. M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 205.

707. J. von Lang, *Eichmann : l'interrogatoire*, *op. cit.*, p. 11, 24-25 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 368-369. Eichmann à Servatius, cité par Christopher Browning, « The Debate Concerning the Final Solution » in Browning, *Fateful Months*, *op. cit.*, p. 25.

708. « Ce fut visiblement un rude choc pour lui que de devoir admettre qu'il avait bien été au courant, dès septembre 1939, du plan d'extermination massive des Juifs. » J. von Lang, *Eichmann : l'interrogatoire*, p. 25 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 369-372.

709. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 395-396 ; H. Yablonka, *The State of Israel vs AdolfEichmann*, p. 124-126.

710. *TAE*, 1 : 1265-1274 ; M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 86-87. H. Yablonka, *The State of Israel vs Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 123-130. Voir aussi G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 396.

711. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, p. 396-397. Pour une discussion entre Gabriel Bach et Eichmann concernant le choix de son avocat, voir *EI*, p. 1265-1274. Pour des détails sur les débats autour de la prise en charge des honoraires et sur la position ouest-allemande, voir Christina Gross, *DerEichmann-Prozess zwischen Recht und Politik* (Francfort-sur-le-Main, 1995), p. 50-83.

712. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, p. 396-398 ; Karl Jaspers à Hannah Arendt, lettre du 14 février 1961, et Arendt à Jaspers, lettre du 13 avril

1961, in Kohler, Lotte, et Hans Saner (dir.), *Correspondance : 1926-1969 Hannah Arendt, Karl Jasper* ; trad. Éliane Kaufholz-Messmer (Paris, 1996 [1992]), p. 573, 585.

713. J. von Lang, *Eichmann : l'interrogatoire*, p. 25. Lettre reproduite in Rassinier, *The Real Eichmann Trial*, *op. cit.*, p. 147-148 [le passage n'apparaît pas dans la version originale française du livre, ndt]. Voir également Christian Gerlach, « The Eichmann Interrogations in Holocaust Historiography », art. cité, p. 428-453, sur la stratégie défensive, et p. 433 sur la motivation personnelle d'Eichmann.

714. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 397-398 ; H. Yablonka, *State of Israel vs Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 129-130.

715. J. von Lang, *Eichmann : l'interrogatoire*, *op. cit.*, p. 20 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 224-225 ; H. Yablonka, *State of Israel vs Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 66.

716. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 372-373, 374-377. D'autres institutions et organisation locales furent d'un grand secours. Le mémorial, musée et centre d'archives Beit Lohameï Hageta'ot, fondé par des rescapés de la révolte du ghetto de Varsovie dans ce kibboutz des « combattants du ghetto », était situé à seulement quelques kilomètres.

717. *Yad Vashem Bulletin*, 11, avril-mai 1962, p. 35-43.

718. Des documents furent notamment fournis par : les archives Weizmann, Rehovot ; l'archive centrale sioniste de Jérusalem ; le Centre de documentation de Berlin ; le Centre de documentation juive contemporaine, à Paris ; la Commission principale polonaise d'enquête sur les crimes de guerre fascistes ; le Rijksinstitut voor Oorlogs Dokumentatie d'Amsterdam ; l'US National Archive ; et les gouvernements hongrois et yougoslave : *Yad Vashem Bulletin*, 11, avril-mai 1962, p. 2-3.

719. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 376 ; J. Robinson, *La Tragédie juive sous la croix gammée à la lumière du procès de Jérusalem : le récit de Hannah Arendt et la réalité des faits*, *op. cit.*, p. 255.

720. Voir les souvenirs de Rachel Auerbach rapportés in *Yad Vashem Bulletin*, 11, avril-mai 1962, p. 45, et G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op.*

cit., p. 382-383.

721. T. Segev, *Le Septième Million. Les Israéliens et le génocide*, *op. cit.*, p. 397-398 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 380-381.

722. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 376.

723. *Yad Vashem Bulletin*, 11, avril-mai 1962, p. 45 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 376-377, 382-383.

724. J. von Lang, *Eichmann : l'interrogatoire*, *op. cit.*, p. 21-22 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 375, 380-381.

725. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 384-387 ; *Yad Vashem Bulletin*, 11, avril-mai 1962, p. 45-49. Bien que les chefs d'accusation 9 à 12 eussent couvert les crimes contre l'humanité et mentionné les crimes spécifiquement commis contre les Polonais, les Slovènes, les Tchèques et les Roms, le seul témoin non juif invité à venir témoigner fut un « juste » allemand, le pasteur Gruber.

726. *Yad Vashem Bulletin*, 11, p. 16-17 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, p. 388-390, 448-449. Pour un exemple de témoin affirmant avoir aperçu Eichmann, voir le contre-interrogatoire de Moshe Bahir par Servatius, 5 juin 1961, *TAE*, 3 : 1178-1182 et 1188-1189 ; 26 mai 1961, *TAE*, 3 : 975-980 ; 11 décembre 1961, 5 : 2146.

727. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 378-379, 380-381, 398-399.

728. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 391-392.

729. *TAE*, 1 : 1-8.

730. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 400-404.

731. M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 90-91.

732. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 402-403. Jeffrey Shandler, *While America Watches. Televising the Holocaust*, New York, 1999, p. 89-95.

733. H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 52 ; T. Segev, *Le Septième Million.Les Israéliens et le génocide*, *op. cit.*, p. 404-405.

734. T. Segev, *Le Septième Million. Les Israéliens et le génocide*, *op. cit.*, p. 403-405, et sur le contexte, p. 307-368.

735. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 400-402.

736. Arendt à Jaspers, lettre du 13 avril 1961, in Kohler, Lotte, et Hans Saner (dir.), *Correspondance : 1926-1969 Hannah Arendt, Karl Jasper*, p. 586 ; M. Keren, « Ben Gurion's Theory of Sovereignty », art. cité, p. 46-47 et note 34 ; T. Segev, *Le Septième Million. Les Israéliens et le génocide*, *op. cit.*, p. 407-409.

737. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 405-406 ; W. Hull, *Struggle for a Soul*, *op. cit.*, p. 16-17, 18-20.

738. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 405-406 ; M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 88-89 ; Arendt à Jaspers, lettre du 13 avril 1961, in Kohler, Lotte, et Hans Saner (dir.), *Correspondance : 1926-1969 Hannah Arendt, Karl Jasper*, *op. cit.*, p. 585. Sur le silence dans le tribunal au moment de l'apparition d'Eichmann, voir également Harry Mulisch, *Strafsache40/61 : Eine Reportage fiber den Eichmann-Prozess*, Dermil, 1996, initialement publié en néerlandais, 1961, p. 46-47, et Haïm Gouri, *La Cage de verre. Journal du procès Eichmann*, trad. R. Cidar, Paris, 1964, p. 11. Certains observateurs trouvèrent qu'Eichmann avait l'air juif. Cyrus Salzburger commenta notamment qu'il avait « un "air plus juif", selon les définitions conventionnelles, que les deux sentinelles israéliennes à la peau très bronzée qui étaient assises à ses côtés », *New York Times*, 2 août 1961, cité in J. Shandler, *While AmericaWatches*, *op. cit.*, p. 109-110.

739. Aharoni et Dietl, *Operation Eichmann*, *op. cit.*, p. 171 ; H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 52 ; M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 88-89 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 406.

740. Martha Gellhorn, « Eichmann and the Private Conscience », *Atlantic Monthly*, février 1962, p. 53, 58.

741. *TAE*, 8-10. Les deux témoins furent appelés à comparaître, mais tous deux furent renvoyés avant d'avoir été entendus par la Cour, 1 : 36.

742. M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 99-104, 121 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 406-409,419-420 ; H. Mulisch, *Strafsache 40/61*, *op. cit.*, p. 92 ; Arendt à Jaspers, lettre du 13 avril 1961, in Kohler, Lotte et Hans Saner (dir.), *Correspondance : 1926-1969 Hannah Arendt, Karl Jasper*, *op. cit.*, p. 586. Voir également Telford Taylor, *Spectator*, 21 avril 1961, commentant la naïveté de l'accusation qui s'aliéna la presse.

743. *TAE*, 1 : 11-56.

744. *TAE*, 59-60, 61. Voir également G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 423.

745. *TAE*, 1 : 71-114, en part. p. 94, 109.

746. H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 70.

747. *TAE*, 1 : 117-118, 129-132 ; 132-140 ; 145-159.

748. *TAE*, 1 : 163-164, 166-168, 194, 251-252.

749. M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 227-230.

750. *TAE*, 1 : 190-194.

751. *TAE*, 1 : 202-205, 237-240.

752. *TAE*, 206-208, 210-219, 220-232, 232-235, 252-255, 263-274.

753. *TAE*, 1 : 241-244, 275-283.

754. *TAE*, 1 : 290, 315, 318-324, 342-346, 327-331, 331-335, 335-341, 343-355, 357-358.

755. *TAE*, 1 : 360-365, 367-375 ; explication juridique, 1 : 366-367.

756. *TAE*, 366-367. H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 48, 53-55, 233-235.

757. *TAE*, 1 : 377, 391-396. Voir 1 : 377, T/219 et 1 : 564, T/309.

758. *TAE*, 1 : 397-398 ; 1 : 404, 408, 422-423, 425, 461. H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 44-46. Voir David Cesarani, « Trial and Testimony : Survivors, Witnesses, and the Eichmann Trial in Perspective », à paraître.

759. *TAE*, 1 : 244-245, 303-304, 305-306, 384-385. M. Pearlman, *The Trial and Capture of AdolfEichmann*, *op. cit.*, p. 253-254. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 492-493.

760. *TAE*, 1 : 384-385, 397, 499-501, 509. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 492-494. M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 456-462.

761. *TAE*, 2 : 567-579, 579-591 ; 2 : 600-609, 621-637, 642-647, 650-654.

762. *TAE*, 2 : 704-709, 709-279. Voir Michael Musmanno, *The Eichmann Kommandos*, Londres, 1961, p. 39-41, 109, 263.

763. *TAE*, 3 : 1000-1015, 1011. G. M. Gilbert, *Nuremberg Diary*, New York, 1961 ; première publication 1947, p. 102, pour la seule référence à Eichmann.

764. *TAE*, 3 : 1011-1012, 1026-1027.

765. *TAE*, 3 : 1041, 1134-1135. Servatius changea plus tard d'avis au sujet de Serafim et voulut l'appeler à comparaître comme témoin de la défense lors de la procédure d'appel d'Eichmann.

766. *TAE*, 736-737. Sur les sentiments pro-israéliens et projuifs de Grüber, voir Heinrich Grüber, *Zeuge Pro Israel*, Berlin, 1963.

767. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 440 ; H. Gouri, *La Cage de verre*, *op. cit.*, p. 87 ; W. Hull, *TheStruggle for a Soul*, *op. cit.*, p. 5 ; H. Mulisch, *Strafsache 40/61*, *op. cit.*, p. 92.

768. *TAE*, 4 : 1434-1435.

769. *TAE*, 2 : 727-736, 908-909.

770. *TAE*, 3 : 930-935, 936-955, 951-952, 975-980. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 340 ; M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 445-446.

771. *TAE*, 3 : 1015-1024, 1028-1040, 1056-1059.

772. *TAE*, 3 : 1097-1106, 1134.

773. *TAE*, 3 : 1138-1139, 1223-1224, 1231, 1237 ; sur les visites prêtées à Eichmann dans les camps, voir : 1162-1166 ; 1178-1182, 1243-1254 et 1267-1268. Le procureur général présenta aussi des éléments montrant une prétendue collaboration entre Eichmann et le mufti dans le but d'empêcher l'émigration juive en Palestine. Il fit grand cas de la présentation d'extraits du journal du mufti spécialement traduits, quoique plutôt vagues, dans lesquels ce dernier exprimait une certaine admiration pour Eichmann.

774. *TAE*, 3 : 990-991, 1196-1197. M Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 394-395 ; Lawrence Douglas, *The Memory of Judgment. Making Law and History in theTrials of the Holocaust*, New Haven, 2001, p. 98-101. On présenta aussi à la cour une série de photographies prises à Auschwitz. Servatius et les juges s'opposèrent à ce qu'elles fussent montrées dans la salle d'audience. Les juges considérèrent ces clichés comme inappropriés, tandis que Servatius maintint qu'ils étaient hors de propos. *TAE*, 3 : 1195-1196 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 435.

775. *TAE*, 2 : 842-843, 3 : 1323-1327 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 31-34, 454-457. Servatius suggéra aussi d'appeler à comparaître Eberhard Fritzsche, qui avait été le témoin d'un des enregistrements.

776. *TAE*, 3 : 1339-1340, 1353, 1364-1365 ; 4 : 1569-1570. Le juge Halevi exprima une opinion minoritaire selon laquelle la transcription dans son ensemble devait être considérée comme recevable d'après la section 37 de la loi (punitive) concernant les nazis et les collaborateurs des nazis.

777. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 460-461, 464-465. Pour les discours les plus importants de sa plaidoirie lors du procès, avec une introduction brève et riche d'informations, voir Robert Servatius, *VerteidigungAdolf Eichmann. Plaidoyer*, Bad Kreuznach, 1961. Pour les références aux livres, *TAE*, 4 : 1453, 1483.

778. M. Gellhorn, « Eichmann and the Private Conscience », art. cité, p. 58.

779. *TAE*, 4 : 1381. Également 4 : 1399, 1404, 1415. Voir également G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, p. 464.

780. *TAE*, 4 : 1371-1373.

781. M. Gellhorn, « Eichmann and the Private Conscience », art. cité, p. 58. *TAE*, 4 : 1373.

782. *TAE*, 4 : 1372. Voir également 4 : 1445-1446, pour un reniement de l'antisémitisme.

783. *TAE*, 4 : 174-176.

784. *TAE*, 4 : 1378, 1399-1400.

785. *TAE*, 4 : 1378-1381.

786. *TAE*, 4 : 1381-1385.

787. *TAE*, 4 : 1386-1389.

788. *TAE*, 4 : 1402, 1431. Il s'attira aussi la colère du public en déclarant qu'il était acceptable d'entasser 1 000 Juifs dans des wagons prévus pour 700 soldats, parce que les troupes transportaient leurs bardas avec eux, tandis que les Juifs laissaient leurs valises dans des wagons spéciaux, et avaient de ce fait besoin de moins de place. En tout état de cause, c'est Novak qui avait pris cette décision, et non pas lui. *TAE*, 4 : 1431.

789. *TAE*, 4 : 1406-1407, 1413-1415, 1416-1417, 1418-1419.

790. *TAE*, 4 : 1411-1418.

791. *TAE*, 4 : 1421-1422, 1423-1434.

792. *TAE*, 4 : 1425-1446.

793. *TAE*, 4 : 1451-1452.

794. *TAE*, 4 : 1456-1469.

795. *TAE*, 4 : 1472-1479.

796. *TAE*, 4 : 1489.

797. *TAE*, 4 : 1419-1427,1498-1504.

798. *TAE*, 4 : 1511-1538.

799. *TAE*, 4 : 1539-1540.

800. *TAE*, 4 : 1542-1547.

801. *TAE*, 4 : 1548-1549.

802. *TAE*, 4 : 1551-1552.

803. *TAE*, 4 : 1560-1561.

804. *TAE*, 4 : 1565-1567.

805. *TAE*, 4 : 1568.

806. M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 466 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 480.

807. Léon Poliakov, « The Proceedings », *American Jewish Year Book*, 63 (1962), p. 79 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 474 ; *TAE*, 4 : 1583.

808. M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 472-474 ; et voir G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 474. Dans son compte rendu, même Hausner lui-même fit un compliment du revers de la main à Eichmann à propos de sa résistance : « La stature de la personnalité, fût-elle satanique, se manifesta lors du contre-interrogatoire. » *TAE*, 5 : 2028.

809. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 480 ; M. Pearlman, *The Trial and Capture of AdolfEichmann*, *op. cit.*, p. 473-474.

810. *TAE*, 4 : 1760.

811. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 474-475, 480-482. Les négociations échouèrent. Le vendeur réclamait 20 000 $ et la promesse que les enregistrements ne seraient pas utilisés lors du procès.

812. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 473.

813. *TAE*, 4 : 1575.

814. *TAE*, 4 : 1575-1577.

815. *TAE*, 4 : 1578.

816. *TAE*, 4 : 1578-1579 et 1584-1585.

817. *TAE*, 4 : 1580-1581.

818. *TAE*, 4 : 1584-1585.

819. *TAE*, 4 : 1585-1587.

820. *TAE*, 4 : 1586-1587.

821. *TAE*, 4 : 1589-1595.

822. *TAE*, 4 : 1599-1602.

823. *TAE*, 4 : 1598-1605.

824. *TAE*, 4 : 1606.

825. *TAE*, 4 : 1606-1619.

826. *TAE*, 4 : 1614-15. Voir aussi M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 485-486, et L. Lozowick, *Hitler's Bureaucrats*, *op. cit.*, p. 48-49. Voir aussi G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 470-471.

827. *TAE*, 4 : 1613-1614.

828. *TAE*, 4 : 1617-1618.

829. *TAE*, 4 : 1619-1620.

830. *TAE*, 4 : 1620-1627.

831. *TAE*, 4 : 1630-1633.

832. *TAE*, 4 : 1637-1638.

833. *TAE*, 4 : 1638-1639.

834. *TAE*, 4 : 1643-1649.

835. *TAE*, 4 : 1651-1655.

836. *TAE*, 4 : 1655-1663.

837. *TAE*, 4 : 1664-1667.

838. *TAE*, 4 : 1668-1672.

839. *TAE*, 4 : 1675-1691.

840. *TAE*, 4 : 1688-1690.

841. *TAE*, 4 : 1707-1722.

842. *TAE*, 4 : 1707-1722, 1723-1746. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 480-482.

843. *TAE*, 4 : 1776.

844. *TAE*, 4 : 1748-1755.

845. *TAE*, 4 : 1755-1758.

846. *TAE*, 4 : 1758-1760, 1762-1763.

847. *TAE*, 4 : 1768-1775.

848. *TAE*, 4 : 1768-1781.

849. *TAE*, 4 : 1788-1789.

850. *TAE*, 4 : 1792-1794.

851. *TAE*, 4 : 1795-1796.

852. *TAE*, 4 : 1796-1799.

853. *TAE*, 4 : 1799-1801. Servatius fit aussi dire à Eichmann qu'il pensait que l'allégation selon laquelle Weizmann aurait déclaré la guerre à l'Allemagne relevait de la propagande et qu'il n'en avait jamais plus entendu parler : 4 : 1802.

854. *TAE*, 4 : 1801-1802.

855. *TAE*, 4 : 1802.

856. M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 531-532. Voir également H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 393-394. Pour des exemples d'interventions critiques de la part des juges,

voir *TAE*, 1 : 307 ; 2 : 594 ; 2 : 778-779 et 2 : 784. Pour les réflexions de Hausner, voir G. Hausner, *Justice àJérusalem*, *op. cit.*, p. 436.

857. *TAE*, 4 : 1802-1812.

858. *TAE*, 4 : 1812-1820.

859. *TAE*, 4 : 1820-1821.

860. *TAE*, 4 : 1822-1830.

861. *TAE*, 4 : 1830-1834. Voir aussi W. Hull, *Struggle for a Soul*, *op. cit.*, p. 100-101.

862. *TAE*, 4 : 1835-1849 ; G. Hausner, *Justice àJérusalem*, *op. cit.*, p. 487-503.

863. G. Hausner, *Justice àJérusalem*, *op. cit.*, p. 504-517.

864. *TAE*, 5 : 1673-2002.

865. *TAE*, 5 : 2002-2003.

866. *TAE*, 5 : 2003-2017.

867. *TAE*, 5 : 2017-2045.

868. *TAE*, 5 : 2046-2062.

869. *TAE*, 5 : 2062-2063.

870. « Götzen », Archives de l'État d'Israël, rendu public en ligne en janvier 2000. Voir aussi C. Gerlach, « The Eichmann Interrogation in Holocaust Historiography », art. cité, p. 440, 443 ; C. Browning, « Perpetrator Testimony », art. cité, p. 8.

871. M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 560-562 ; G. Hausner, *Justice àJérusalem*, *op. cit.*, p. 532.

872. *TAE*, 5 : 2082-2113.

873. *TAE*, 5 : 2113-2140.

874. *TAE*, 5 : 2140-2146.

875. *TAE*, 5 : 2146-2161.

876. *TAE*, 5 : 2161-2172.

877. *TAE*, 5 : 2172-2182.

878. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 540.

879. *TAE*, 5 : 2182-2195. Voir G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 548-549 et H. Arendt, *Eichmannà Jérusalem*, *op. cit.*, p. 366-387.

880. *TAE*, 5 : 2195-2206.

881. M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 612 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 554-555 ; Servatius, cité in C. Gerlach, « The Eichmann Interrogation in Holocaust Historiography », art. cité, p. 441.

882. *TAE*, 5 : 2212-2215. G. Hausner, *Justiceà Jérusalem*, *op. cit.*, p. 555.

883. *TAE*, 5 : 2215-2216.

884. *TAE*, 4 : 2256-2257. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 558-559.

885. *TAE*, 4 : 2217-2219. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 559-569 ; M. Pearlman, *The Trial andCapture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 620.

886. *Daily Express*, 16 décembre 1961 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 564-566.

887. *TAE*, 5 : 2219-2240.

888. *TAE*, 5 : 2243-2244.

889. *TAE*, 5 : 2244-2264, 2265-2325.

890. Yablonka, *The State of Israel vs Adolf Eichmann*, p. 235.

891. W. Hull, *The Struggle for a Soul*, *op. cit.*, p. 7-12.

892. *Ibid.*, p. 15-22.

893. *Ibid.*, p. 21-25.

894. *Ibid.*, p. 34-37, 44.

895. *Ibid*., p. 36-37, 51-52, 82-83.

896. *Ibid*., p. 40-41.

897. *Ibid*., p. 82-88.

898. *Ibid*., p. 104-106 ; 114-124.

899. *Ibid*., p. 56, 144 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit*., p. 576-577 ; M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 621.

900. W. Hull, *The Struggle for a Soul*, *op. cit.*, p. 123-124. Pnina Lahav, *Judgment in Jerusalem. Chief Justice Agranat and the Zionist Century*, Berkeley, 1997, p. 149.

901. *TAE*, 5 : 2339-2369.

902. P. Lahav, *Judgment in Jerusalem*, *op. cit.*, p. 151-154, 157-158 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 572-576 ; W. Hull, *The Struggle for a Soul*, *op. cit.*, p. 134-135.

903. M. Keren, « Ben Gurion's Theory of Sovereignty », art. cité, p. 42, 48 ; David Cesarani, *ArthurKoestler.The Homeless Mind*, Londres, 1998, p. 440 ; T. Segev, *Le Septième Million. Les Israéliens et le génocide*, *op. cit.*, p. 423-428.

904. T. Segev, *Le Septième Million. Les Israéliens et le génocide*, *op. cit.*, p. 317-319 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 576-577 ; M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 627.

905. W. Hull, *The Struggle for a Soul*, *op. cit.*, p. 141-143, 155-156.

906. *Ibid*., p. 157-59, et la description de Rudolf Küstermeier, Bulletin de l'agence de presse allemande, réimprimé in Bernd Nellessen, *Der Prozess vonJerusalem*, Düsseldorf, 1964, p. 310-312.

907. M. Pearlman, *The Trial and Capture of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 629.

908. W. Hull, *The Struggle for a Soul*, *op. cit.*, p. 164-168.

909. *Ibid*., p. 164-168. Lorsqu'il apprit l'exécution de son père, Klaus Eichmann déclara à des journalistes : « L'histoire jugera le crime commis par l'État d'Israël le 31 mai 1961. L'histoire et l'humanité devront réévaluer ce qui est juste et injuste. Le judaïsme a prouvé une nouvelle fois que l'argent est plus fort que le droit et que la justice. Ils voulaient une victime, une preuve pour justifier tout l'argent allemand payé sous forme de compensations. » *LondonEvening Standard*, 1er juin 1962.

Notes du chapitre IX

910. Primo Levi, « Pour Adolf Eichmann », *Revue Europe*, vol. 73, nº 796, 1995, p. 90-91.

911. Bruno Bettelheim, « Eichmann : the System, the Victims », *New Republic*, 15 juin 1963, p. 23-33, réédité en version abrégée in B. Bettelheim, *Survivre*, trad. Théo Carlier, Paris, 1979 [1976], p. 321-340, ici p. 326.

912. *The Essential Lenny Bruce. His original and unexpurgated satirical routines*, dir. John Cohen, Londres, 1972, p. 50.

913. R. B. Kitaj, « Varschreibt », in Geoffrey Hartman (dir.), *Holocaust Remembrance. TheShapes of Memory*, Oxford, 1994, p. 119.

914. Richard Cohen, « Breaking the Code : Hannah Arendt's *Eichmann in Jerusalem* and the Public Polemic. Myth, Memory and Historical Imagination », *Michael*, 13 (1991), p. 79-81.

915. Pour un résumé bref mais complet, voir G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 588-613.

916. *Reynold's News*, 4 juin 1960 ; *Observer*, 26 mars 1961.

917. *Life magazine*, 28 novembre 1960 et 5 décembre 1960.

918. C. Clarke, *Eichmann. The Savage Truth*, *op. cit.* ; J. Donovan, *Eichmann. Man of Slaughter*, *op. cit.* ; Henry Zeiger, *The Case Against Adolf Eichmann*, New York, 1960 ; Philip Paneth, *Eichmann. Technician of Death*, New York, 1960 ; Q. Reynolds, *Minister of Death*, *op. cit.* ;

C. Wighton, *Eichmann. His Career and Crimes*, *op. cit.*; M. Pearlman, *The Capture of AdolfEichmann*, *op. cit.*; Siegfried Einstein, *Eichmann.Chefbuchhalter des Todes*, Francfort-sur-le-Main, 1961. Les documents existants peuvent être consultés dans Centre de documentation juive contemporaine [Joseph Billig] (dir.), *Le Dossier* Eichmann, Paris, 1960; World Jewish Congress, *Eichmann.Master of the Nazi Murder Machine*, New York, 1961; R. Braham, *Eichmann and the Destruction of Hungarian Jewry*, *op. cit.*; Albert Wucher, *Eichmanns gab es viele. Eine Dokumentarbericht über die Endlösung der Judenfrage*, Munich, 1961; T. Friedman, *The Hunter*, *op. cit.*; G. Gilbert, *Nuremberg Diary*, et enfin Musmanno, *The Eichmann Kommandos.*

919. *Observer,* 26 février 1961. Voir également Tosco Fyvel, *Spectator*, 3 mai 1961, et R. H. S. Crossman, *New Statesman*, 31 mars 1961.

920. *New York Times*, 11 avril 1961; *New Statesman*, 14 avril 1961. Pour une revue de presse sur la Grande-Bretagne, voir *Jewish Observer and Middle East Review*, 14 avril 1961. Sur les États-Unis, voir George Saloman, «America's Response», *American Jewish Year Book*, vol. 63 (1962), p. 85-103. *Spectator*, 14 avril 1961; *New Statesman*, 31 mars 1961.

921. Lord Russell in *Daily Telegraph*, 9 avril 1961; Telford Taylor in *Spectator*, 21 avril 1961; H. R. Trevor-Roper in *Sunday Times*, 17 décembre 1961.

922. *Daily Telegraph*, 9 avril 1961; *Spectator*, 21 avril 1961; *New Statesman*, 14 avril 1961.

923. *Guardian*, 13 avril 1961; *Spectator*, 21 avril et 21 mai 1961.

924. *Daily Mail*, 8 et 12 décembre 1961; *The Times*, 16 décembre 1961; *New YorkHerald Tribune*, éditorial, 3 décembre 1961; *New York Times*, éditorial, 16 décembre 1961.

925. *Daily Express*, 12 décembre 1961.

926. R. H. S. Crossman in *New Statesman*, 22 décembre 1961, E. Crankshaw et J. Parkes in *Observer*, 17 décembre 1961.

927. *New York Herald Tribune*, 30 mai 1962 ; *The Times*, 2 juin 1961 ; *Daily Telegraph*, 3 juin 1962.

928. Harold Rosenberg, « The Trial and Eichmann », *Commentary*, 32 : 5 (novembre 1961).

929. Élie Wiesel, « Eichmann's Victims and the Unheard Testimony », *Commentary*, 32 : 6 (décembre 1961). Élie Wiesel, *Tous les fleuves vont à la mer. Mémoires*, vol. 1, *1928-1969*, Paris, 1994, p. 455-456.

930. T. Cole, *Images of the Holocaust*, *op. cit.*, p. 50. Voir également T. Segev, *Le Septième Million. Les Israéliens et le génocide*, *op. cit.*, p. 18-19, où Cole puise la plus grande partie de son argumentaire, même si Segev suggère une interprétation contraire.

931. T. Segev, *Le Septième Million. Les Israéliens et le génocide*, *op. cit.*, p. 229-273, 312-350, 275-287, 315-319, 494.

932. Judith Tydor Baumel, « "In Everlasting Memory" : Individual and Communal Holocaust Commemoration in Israel », in Robert Wistrich et David Ohana (dir.), *The Shaping of Israeli Identity*, Londres, 1995, p. 146-170 ; Anita Shapira, « The Holocaust : Private Memories, Public Memory », *Jewish Social Studies*, 4 : 2 (1998), 46-58, et Yehiam Weitz, « Political Dimensions of Holocaust Memory in Israel During the 1950s », in Wistrich et Ohana (dir.), *The Shaping of Israeli Identity*, p. 129-145 ; Dalia Ofer, « The Strength of Remembrance : Commemorating the Holocaust During the First Decade of Israel », *Jewish Social Studies*, 6 : 2 (2000), p. 24-55 ; Josef Gorny, *Between Auschwitz and Jerusalem*, Londres, 2003, p. 127-133. Haïm Gouri, « Facing the Glass Booth », in Hartman (dir.), *Holocaust Remembrance*, *op. cit.*, p. 154.

933. H. Gouri, « Facing the Glass Booth », art. cité, p. 154 ; G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 562 ; Jacob Robinson, *La Tragédie juive sous la croix gammée, à la lumière du procès de Jérusalem*, trad. Lucien Steinberg, p. 182-186. Voir également Dr A. Bauminger, « The Effect of the Eichmann Trial on Israeli Youth », *Yad VashemBulletin*, 11 (avril-mai 1962), p. 9-52, et H. Yablonka, *The State of Israel vs AdolfEichmann*, *op. cit.*, p. 172-217.

934. T. Segev, *Le Septième Million. Les Israéliens et le génocide*, *op. cit.*, p. 460-473 ; Charles S. Liebman et Eliezer Don-Yehiya, *Civil Religion in Israel.Traditional Judaism and Political Culture in the JewishState*, Berkeley, 1988, p. 100-107, 123-166.

935. Harold Marcuse, *Legacies of Dachau. The Uses and Abuses of a Concentration Camp*, Cambridge, 2001, p. 199-203, 206-207 ; Rückerl, *The Investigation of Nazi WarCrimes.* Voir également Robert G. Moeller, *War Stories. The Search for a Usable Past in theFederal Republic of Germany*, Berkeley, 2003, p. 26-31, 32-34, 55-56 et 160-165, sur la tendance à assimiler les difficultés de l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale avec les souffrances endurées par les Juifs durant la guerre, une habitude nécessitant à la fois une certaine connaissance des faits et la volonté de recycler la rhétorique et l'imagerie associées au génocide.

936. Jeffrey Herf, *Divided Memory. The Nazi Past in the Two Germanies*, Cambridge, Mass., 1997, p. 267-333, et Mary Fulbrook, *German National Identity After theHolocaust*, Londres, 1999, p. 48-55.

937. Un membre du SPD posa une question sur le sujet le 10 avril 1960. Une réponse fut apportée par le ministre de la Justice le 22 juin 1960. Le Bundestag débattit du cas d'Eichmann les 24 mai et 21 octobre 1960, ainsi que les 6 mars et 21 avril 1961. Voir Christina Gross, *Der Eichmann-Prozess zwischen Recht and Politik*, Francfort-sur-le-Main, 1995, p. 50-67, 84-99, et J. Robinson, *La Tragédie juive sous la croix gammée*, *op. cit.*, p. 139-140.

938. *TAE*, 4 : 1382, 5 : 2247, 2360. M. Pearlman, *The Capture and Trial of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 425-426. Léon Poliakov, « The Proceedings », p. 78.

939. *Midstream*, 7 : 3 (1960), p. 13-27. Voir également *Wiener Library Bulletin*, 15 : 3 (1961), p. 46. Marcuse, *Legacies of Dachau*, p. 211. Pour un examen très détaillé de neuf quotidiens allemands, voir Peter Krause, *Der Eichmann-Prozess in der deutschen Presse*, Francfort-sur-le-Main, 2002.

940. H. Marcuse, *Legacies of Dachau*, *op. cit.*, p. 212-213, 266.

941. B. Nellessen, *Der Prozess von Jérusalem*, *op. cit.*; Gunther Anders, *Wir Eichmannsöhne : OffenerBrief an Klaus Eichmann*, Munich, 1961.

942. H. Marcuse, *Legacies of Dachau*, *op. cit.*, p. 212-273. F. A. Krummacher (dir.), *Die KontroverseHannah Arendt Eichmann and die Juden*, Munich, 1960. Rolf Hochhuth, *Le Vicaire*, trad. F. Martin et J. Amsler, Paris, 1963; initialement publié en allemand la même année sous le titre *Der Stellvertreter.* La pièce a été adaptée au cinéma par Costa-Gavras en 2001, sous le titre *Amen*.

943. H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 59-61; voir aussi J. Robinson, *La Tragédie juive sous la croix gammée*, *op. cit.*, p. 187-188.

944. Peter Novick, *L'Holocauste dans la vie américaine*, trad. Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, 2001 [1999], p. 145.

945. J. Shandler, *While America Watches*, *op. cit.*, p. 1-18, 30-39, 41-44, 46-50, 61-70.

946. P. Novick, *L'Holocauste dans la vie américaine*, *op. cit.*, p. 145-147, reconnaît l'existence de ce corpus, mais en balaye arbitrairement l'importance; Sidra DeKoven Ezrahi, *By Words Alone.TheHolocaust in Literature*, Chicago, 1980, p. 22. Voir également David Cesarani, «Memory, Representation and Education», in E. Maxwell et F. Littell (dir.), *Remembering for the Future 2000*, vol. 3, *The Holocaust in an Age of Genocide*, Londres, 2001, p. 231-236.

947. Pour une analyse exhaustive de la couverture médiatique en 1961-1962, voir George Saloman, «America's Response», art. cité, et pour l'année 1963, voir G. Saloman, «The End of Eichmann; America's Response», *American Jewish Year Book*, vol. 64 (1963), p. 247-259.

948. G. Saloman, «America's Response», art. cité, p. 95-97. J. Shandler, *While America Watches*, *op. cit.*, p. 84-85 et 91-96, 100-107, 121-132, sur les différents modes de couverture télévisuelle.

949. Stuart Svonkin, *Jews Against Prejudice. American Jews and the Fight for CivilLiberities*, New York, 1997, p. 186-187.

950. Charles J. Glock et *al.*, *The Apathetic Majority. A study based on public responses to theEichmann trial*, New York, 1966, p. 20, 27-29, 33, 50,167 *et passim*.

951. Glock et *al.*, *The Apathetic Majority*, *op. cit.*, p. XI, 135-148.

952. G. Saloman, «America's Response», art. cité, p. 94-95; J. Shandler, *While America Watches*, *op. cit.*, p. 118-121, 132.

953. Harold Rosenberg, «The Trial and Eichmann», p. 369-381; L. Douglas, *The Memory of Judgment*, *op. cit.*, p. 125-142. Voir également David Cesarani, «Trial and Testimony: Survivors, Witnesses, and the Eichmann Trial in Perspective» (à paraître).

954. H. Rosenberg, «The Trial and Eichmann», *op. cit.*, p. 377-380; J. Shandler, *Approaching the Holocaust*, *Texts and Contexts* (2005), p. 128-129.

955. H. Gouri, «Facing the Glass Booth», art. cité, p. 154; pour des exemples tirés de la presse britannique, voir Rudolf Vrba, *Daily Herald*, 28 février 1961, 1er-3 mars 1961, et Andrew Karpati, *Observer*, 16 juillet 1961; Geoffrey Hartman, *The Longest Shadow.In the Aftermath ofthe Holocaust*, Londres, 2002, p. 22 et p. 133-150; S. DeKoven Ezrahi, *By WordsAlone*, *op. cit.*, p. 109, 177-181, 205-216; Robert Rozett, «Published memoirs of Holocaust Survivors», in Robert Rozett, *Approaching the Holocaust. Texts and Contexts*, Londres, 2005.

956. G. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 578-580; L. Douglas, *The Memory of Judgment*, *op. cit.*, p. 118. Sur l'évolution du droit pénal international et le rôle joué par le procès Eichmann dans cette évolution, voir Geoffrey Best, *War and Law Since 1945*, Oxford, 1994; Timothy McCormack et Gerry Simpson (dir.), *The Law of War Crimes.National and International Approaches*, La Haye, 1977; Peter Burns, «An International Criminal Tribunal; The Difficult Union of Principle and Politics», in Roger S. Clark et Madeleine Sann (dir.), *The Prosecution of International Crimes*, New Brunswick, NJ, 1996, p. 125-264.

957. Pour des exemples de débats juridiques immédiatement contemporains, voir Victor Gollancz, *The Case of Adolf Eichmann*,

Londres, 1962 ; Georg Schwarzenberger, « The Eichmann Judgment », *Current Legal Problems*, 14 (1962), p. 248-265 et Peter Papadatos, *The EichmannTrial*, New York, 1964. Sur les ramifications juridiques, voir L. Douglas, *The Memoryof Judgment*, *op. cit.*, p. 177-181, et Shoshana Felman, « Theatres of Justice : Arendt in Jerusalem, the Eichmann Trial, and the Redefinition of Legal Meaning in the Wake of the Holocaust », *Theoretical Inquiries in Law*, 1 : 2 (2000).

958. M. Muszkat, « The Eichmann Trial – International Aspects », *Yad Vashem Bulletin*, avril-mai 1962, p. 19-26 ; Nahman Blumental, « Eichmann Trial Throws New Light on History », *Yad Vashem Bulletin*, 11, avril-mai 1962, p. 9-12. Blumenthal ajouta que « le procès a également servi à intensifier l'intérêt pour la catastrophe européenne, comme le montre le grand nombre de livres récemment publiés sur le sujet en différentes langues et dans différents pays », même s'il considère qu'un grand nombre de ces ouvrages étaient « dépourvus d'intérêt scientifique ».

959. Voir Roni Stauber, « Confronting the Jewish Response During the Holocaust ; Yad Vashem – A Commemorative and a Research Institute in the 1950s », *ModernJudaism*, 20 (2000), p. 277-298. Léon Poliakov, « The Proceedings », art. cité, p. 58-59, 73-74.

960. Centre de documentation juive contemporaine [Joseph Billig] (dir.), *Le Dossier Eichmann*, *op. cit.* ; World Jewish Congress, *Eichmann. Master of the Nazi Murder Machine*, *op. cit.* ; R. Braham, *Eichmann and the Destruction of Hungarian Jewry*, *op. cit.* ; A. Wucher, *Eichmanns gab es viele. Eine Dokumentarbericht über die Endlösung der Judenfrage*, *op. cit.* ; Szymon Datner et *al*. (dir.), *Biuleytn Glownej Komisji Badana Zbrodni Hitlerowskich W Polsce*, 12, Varsovie, 1960 ; Mulisch, *Strafsache 40/61* ; Russell, *The Trial of Adolf Eichmann*, *op. cit.* ; M. Pearlman, *The Capture and Trial of Adolf Eichmann*, *op. cit.* ; B. Nellessen, *Der Prozess vonJérusalem*, *op. cit.* ; P. Papadatos, *The Eichmann Trial*, *op. cit.* ; *G*. Hausner, *Justice à Jérusalem*, *op. cit.* ; G. Gilbert, *Nuremberg Diary*, *op. cit.* ; *Der Kastner-Bericht fiber Eichmanns Menschenhandel in Ungarn*, dir. Ernst Landau, Munich, 1961. Voir également Arie Segall, « Books around the Eichmann Trial », *Yad Vashem Bulletin*, 11 (avril-mai 1962), p. 29-35.

961. Voir, par exemple, Rassinier, *Le Véritable procès Eichmann ou les vainqueurs incorrigibles*, Paris, 1962. Voir aussi Deborah Lipstadt, *Denying the Holocaust. The Growing Assault on Truth and Memory*, New York, 1993, p. 76 et p. 249, notes 45, 46.

962. Pour une discussion sur les premières représentations sous forme de fiction et de mémoires, voir S. DeKoven Ezrahi, *By Words Alone*, *op. cit.*.

963. S. DeKoven Ezrahi, *By Words Alone*, *op. cit.*, p. 22 et 180-204. DeKoven Ezrahi voit les mêmes effets à l'œuvre dans la littérature israélienne, p. 104. Sur l'aspect quasi pornographique des romans de Dinur, voir Omer Bartov, *Mirrors of Destruction. War, Genocide and ModernIdentity*, Oxford, 2000, p. 186-191.

964. Ian Thomson, *Primo Levi*, Londres, 2002, p. 284-286, 288, 292 ; Robert C. Gordon, *Primo Levi's Ordinary Voices*, Oxford, 2000, p. 10-11, 111, 180-182, 204. S. DeKoven Ezrahi, *By Words Alone*, *op. cit.*, p. 206, 232-233.

965. Pour la référence aux « grands écrivains et poètes », voir *TAE*, 5 : 2146 ; *The Essential LennyBruce*, p. 50.

966. R.B. Kitaj, « Varschreibt », art. cité.

967. Voir le *Jewish Film Directory*, Londres, 1992.

968. S. DeKoven Ezrahi, *By Words Alone*, *op. cit.*, p. 205-207, et le commentaire sur l'« effet fatal de l'historiographie » à propos de la dichotomie diable *versus* employé de bureau léguée par Arendt, in U. Herbert, « Ideological Legitimation and Political Practice of the Leadership of the National Socialist Secret Police », art. cité, p. 96-97. Y. Lozowick, « Malicious Clerks », art. cité, p. 216.

969. Elisabeth Young-Bruehl, *Hannah Arendt*, trad. Jean-Pierre Ricard, Paris, 1999 [1982], présente de manière favorable le passé d'Arendt et explique sa décision de se rendre à Jérusalem, p. 429-437. Pour une analyse du bagage intellectuel d'Arendt, voir Sharon Muller, « The Origin of Eichmann in Jerusalem », *Jewish Social Studies*, 4 : 2 (1981), p. 237-245 ; David Abraham, « Where Hannah Arendt Went Wrong » *Law and HistoryReview*, 18 : 3 (2000), p. 607-612.

970. Voir Steven E. Aschheim, *Brothers and Strangers. The East European Jew in German and German Jewish Consciousness, 1800-1923*, Madison, 1982 et Jack Wertheimer, *Unwelcome Strangers : East European Jews in Imperial Germany*, New York, 1987. Hannah Arendt, Karl Jaspers, *Correspondance 1926-1969*, trad. de l'all. par Éliane Kaufholz-Messmer, 1995 [1985], Paris : Payot, lettre de Hannah Arendt du 13 avril 1961, p. 585-586.

971. Hannah Arendt, Karl Jaspers, *Correspondance 1926-1969*, *op. cit.*, lettre du 13 avril 1961, p. 586-587.

972. Steven Aschheim, « Introduction : Hannah Arendt in Jerusalem. », in Steven E. Aschheim (dir.), *Hannah Arendt in Jerusalem*, Berkeley, 2001, p. 7 ; Seyla Benhabib, « Ideology, Perspective and Narrative in Hannah Arendt's *Eichmann in Jerusalem* », *History and Memory*, 8 : 2 (1998), p. 34.

973. De manière assez frappante (et désolante), aucun des biographes d'Arendt n'a calculé ou même fait allusion à la brièveté de son séjour et sur le côté partial de ce qu'elle vit à Jérusalem. Il est possible de reconstruire à peu près ses déplacements à partir de sa correspondance publiée. Voir la lettre de Hannah Arendt à Mary MacCarthy, 31 mai 1961, in Hannah Arendt et Mary McCarthy, Ed. Carole Brightman, *Correspondance 1949-1975*, Paris 1996, p. 186-187, et Arendt à Japsers, 16 juin 1961, *Hannah Arendt/Karl Jaspers Correspondance 1926-1969*, *op. cit.*, p. 594. C'est Raul Hilberg qui, le premier, dans *La Politique de la mémoire*, p.141, a pointé le décalage. Pour une analyse de la stratégie de défense d'Eichmann visant à apparaître sans émotion, ennuyeux et passif, voir C. Gerlach, « The Eichmann Interrogations in Holocaust Historiography », *op. cit.*, p. 439-441.

974. H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 82-127, en part. p. 90, 92, 126.

975. *Ibid.*, p. 129-142, 150-52, 226-232, 232-240, 273.

976. *Ibid.*, p. 153-154, 165-167, 220-226, 284-285.

977. *Ibid.*, p. 80-81, 440, 494-495.

978. *Ibid.*, p. 138, 239.

979. Cohen, « Breaking the Code », p. 30, 41. Voir également Walter Laqueur, « Hannah Arendt in Jerusalem : The Controversy Revisited », in Lyman H. Letgers (dir.), *Western Society after the Holocaust*, Boulder, 1983, p. 107-120, et les commentaires de W. S. Allen et David Schoenbaum, p. 121-129. H. R. Trevor-Roper, « How Innocent was Eichmann ? », *Sunday Times*, 13 octobre 1963.

980. Conseil juif d'Allemagne, *Nach dem Eichmann Prozess. Zu Einer Controversie über die Haltung der Juden*, Tel-Aviv, 1963 ; *AJR Bulletin*, 18 : 4 (avril 1963), p. 1, 3 et 18 : 12 (décembre 1963) ; échange de lettres entre Scholem et Arendt, 23 juin 1963 et 24 juillet 1963, in Hannah Arendt, *The Jew as Pariah : Jewish Identityand Politics in the Modern Age*, éd. Ron H. Feldman, New York, 1978, p. 240-245, 245-251 [non repris dans la version française du livre, ndt] ; *Yad Vashem Bulletin*, 13 (octobre 1963) et 54 (mars 1964). J. Robinson, *La Tragédie juive sous la croix gammée*, *op. cit.*, p. 280.

981. Irving Howe, *A Margin of Hope : An Intellectual Autobiography*, New York, 1982, p. 270-274 ; Saul Bellow, *La Planète de M. Sammler*, trad. de l'anglais de Henri Robillot, Paris, Gallimard, 1972 [1970], p. 21.

982. Pour un compte rendu exhaustif de la controverse, voir R. Cohen, « Breaking the Code », *op. cit.*, p. 29-85. Pour une version partisane, voir E. Young-Bruehl, *Hannah Arendt*, *op. cit.*, p. 444-492. Voir également I. Howe, *A Margin of Hope*, *op. cit.*, p. 274-275.

983. *Sunday Times*, 13 octobre 1963 ; *Observer*, 13 octobre 1963. Il apparaît clairement que les éléments de preuve apportés lors du procès avaient fait changer d'avis Crossman, qui abandonna sa conception universaliste de ce qu'Eichmann représentait.

984. R. Cohen, « Breaking the Code », *op. cit.*, p. 79-81.

985. Hans Mommsen, « Hannah Arendt and the Eichmann Trial », in Hans Mommsen, *Weimar to Auschwitz*, Princeton, 1986, p. 256-259, et Hans Mommsen, « Hannah Arendt's Interpretation of the Holocaust as a Challenge to Human Existence », in S. Aschheim (dir.), *Hannah Arendt in Jerusalem*, *op. cit.*, p. 224-231, en part. 225, 229.

986. Hannah Arendt et Mary McCarthy, *Correspondance 1949-1975*, réunie, présentée et annotée par Carol Brightman, trad. de l'angl. par Françoise Adelstain, 1996 [1995], Paris, Stock, lettre du 20 septembre 1963, p. 226.

987. E. Young-Bruehl, *Hannah Arendt*, *op. cit.*, p. 475, 482-484 ; Michael Marrus, « *Eichmann inJerusalem* : Justice and History », in S. Aschheim (dir.), *Hannah Arendt in Jerusalem*, *op. cit.*, p. 205-253 ; T. Cole, *Images of the Holocaust*, *op. cit.*, p. 7-9.

988. Bruno Bettelheim, *Survivre*, *op. cit.*, p. 321, 323-24, 330.

989. Pour une présentation complète des expériences et des résultats, voir Stanley Milgram, *Soumission à l'autorité*, trad. Emy Molinié, Paris, 1979 [1974].

990. S. Milgram, *Soumission à l'autorité*, *op. cit.*, p. 79-80, 89-93, 143-146, 155-168, 221-234.

991. Ian Parker, « Obedience », *Granta*, 71 (2000), p. 114-115.

992. Stanley Milgram, « Obedience to Criminal Orders. The Compulsion to Do Evil », p. 3-7.

993. P. Novick, *L'Holocauste dans la vie américaine*, *op. cit.*, p. 194. Voir Mark Roseman, « National Socialism and Modernisation », in Richard Bessel (dir.), *Fascist and Nazi Germany.Comparisons and Contrasts*, Cambridge, 1996, p. 197-229, en part. p. 208-210. Zygmunt Bauman, *Modernity and the Holocaust*, 1989, Londres et Cambridge : Polity Press, ch. 6. [Ce chapitre n'est pas repris dans la traduction française, parue en 2002 aux éditions La Fabrique, ndt.]

994. Christopher Browning, « Introduction », in Leonard S. Newman et Ralph Erber (dir.), *Understanding Genocide. The Social Psychology of the Holocaust*, Oxford, 2003, p. 6, et Browning, *Des hommes ordinaires*, p. 258.

995. Ian Parker, « Obedience », p. 101-125 ; Allen Fenigstein, « Reconceptualising the Psychology of the Perpetrators », in Donald

Schelling (dir.), *Lessons and Legacies 2,Teaching the Holocaust in a Changing World*, Evanston, Ill., 1998, p. 54-84.

996. Daniel Jonah Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, trad. de l'américain par Pierre Martin, 1997 [1996], Paris, Éditions du Seuil, p. 378 ; H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 188-189. Pour une défense de Milgram, voir Thomas Blass, « Perpetrator Behaviour as Destructive Obedience », in Newman et Erber (dir.), *Understanding Genocide*, *op. cit.*, p. 91-109

997. T. Cole, *Images of the Holocaust*, *op. cit.*, p. 69 ; Alan Milchman et Alan Rosenberg, « Hannah Arendt and the Etiology of the Desk Killer : The Holocaust as Portent », *History ofEuropean Ideas*, 14 (1992), p. 219, 223-225. Voir également Dan Stone, « Ontology or Bureaucracy ? Hannah Arendt's Early Interpretation of the Holocaust », *EuropeanJudaism*, 32 : 2 (1999), p. 11-25. Voir aussi Barry Sharpe, *Modesty and Arrogance inJudgment : Hannah Arendt's Eichmann in Jerusalem*, Westport, 1999, en part. p. 20-39, 481, 581.

998. Richard Cohen, « A Generation's Response to *Eichmann in Jerusalem* », in S. Aschheim (dir.), *Hannah Arendt in Jerusalem*, p. 253-254 ; Richard Wolin, « The Ambivalences of German-Jewish Identity : Hannah Arendt in Jerusalem », *History and Memory*, 8 : 2 (1998), p. 26-28 ; D. Abraham, « Where Hannah Arendt Went Wrong », art. cité ; Y. Lozowick, « Malicious Clerks », art. cité ; Dan Diner, « Hannah Arendt Reconsidered : On the Banal and the Evil in Her Holocaust Narrative », *New German Critique*, 71 (1997), p. 177-190 ; Leora Bilsky, « Between Justice and Politics. The competition of Storytellers in the Eichmann Trial », in S. Aschheim (dir.), *Hannah Arendt in Jerusalem*, *op. cit.*, p. 232-254.

Notes de la conclusion

999. Voir Philip Gourevitch, *Nous avons le plaisir de vous informer que demain, nous serons tués avec nos familles*, trad. Ph. Delamare, Paris, 1999 [1998], p. 101-105.

1000. *Ibid.*, p. 277-287. La littérature abondante sur le génocide reflète son caractère omniprésent ainsi que la conscience aiguë des crimes contre l'humanité. Voir par exemple Alain Destexhe, *Rwanda and Genocide in the Twentieth Century*, Londres, 1995 ; Samuel Totten et *al.*, *Genocide in the Twentieth Century. Critical Essays and EyewitnessAccounts*, New York, 1995 ; Ervin Staub, *The Roots of Evil. The Origins of Genocideand Other Group Violence*, Cambridge 1989 ; seconde édition 2000 ; Norman M. Naimark, *Fires of Hatred. Ethnic Cleansing in Twentieth-Century Europe*, Cambridge, Mass., 2001 ; Eric D. Weitz, *A Century of Genocide.Utopias of Race and Nation*, Princeton, NJ, 2003. Il existe désormais un *Journal of Genocide Studies* et plusieurs centres de recherche à travers le monde qui publient également des dossiers annuels. Pour des éléments attestant de l'intérêt grandissant consacré aux « auteurs » de génocide, voir Gerhard Paul, « Von Psychopathen, Technokraten des Terrors und "ganz gewöhnlichen" Deutschen », in Gerhard Paul (dir.), *Die Täter der Shoah.Fanatische Nationalsozialisen oder ganz normale Deutsche ?*, Göttingen, 2002, p. 13-90.

1001. M. Pearlman, *The Capture and Trial of Adolf Eichmann*, *op. cit.*, p. 186-187. H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 111-127, citation p. 126.

1002. G. Hausner, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 27-29 ; C. Gilbert, « The Mentality of SS Murderous Robots », p. 36 ; H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, *op. cit.*, p. 80-81 ; B. Bettelheim, *Surviving theHolocaust*, Londres, 1986 [nouvelle introduction à la 2e édition anglaise, non reprise dans la version française], p. 9-10.

1003. Voir Florence Miale et Michael Selzer, *The Nuremberg Mind. The Psychology of theNazi Leaders*, New York, 1975, p. 6-7 et 189-291, et Eric Zillmer et *al.*, *TheQuest for the Nazi Personality.A Psychological Investigation of Nazi War Criminals*, Hillsdale, 1995, p. 4-5, 9-12. Pour une étude plus ancienne empruntant des voies similaires, voir Henry V. Dicks, *Licensed Mass Murder. A Socio-Psychological Study of Some SS Killers*, Londres, 1972.

1004. Jose Brunner, « Eichmann, Arendt and Freud in Jerusalem : On the Evils of Narcissism and the Pleasure of Thoughtlessness », *History and*

Memory, 8 : 2 (1996), p. 61-88.

1005. R. Kempner, *Eichmann und Komplizen*, *op. cit.*, p. 27 ; témoignage de Wisliceny, Bratislava, 27 octobre 1946, TAE, T/84, partiellement repris in CDJC, *Le Dossier Eichmann*, p. 106 ; témoignage de Höttl, ET, 5 : 1889 ; témoignage de Six, 5 : 1925-1926.

1006. R. Höss, *Le commandant d'Auschwitz parle*, *op. cit.*, p. 189-190 ; déposition de Wisliceny devant le Lt-Col. Smith Brookhart, Nuremberg, 9 novembre 1946, T/57, cité in *TAE*, 1 : 201, repris in CDJC, *Le Dossier Eichmann*, p. 110.

1007. Roger Manvell et Heinrich Frankel, *The Incomparable Crime*, Londres, 1967, p. 48-49.

1008. Enregistrements Sassen 1, p. 6 ; 67, p. 9.

1009. Enregistrements Sassen 5, p. 3-4 cité in *TAE*, 4 : 1791 et Enregistrements Sassen, 3 : p. 3, cité in *TAE*, 4 : 1644.

1010. Voir les mémoires d'avant procès d'Adolf Eichmann, mai – octobre, Camp Iyar, 1960, et « Götzen », mémoires d'après procès d'Adolf Eichmann, Camp Iyar, août – décembre 1961.

1011. Pour un exemple du travail accompli par Eichmann au sein du département II/112, voir « Lagerbericht der Abteilung II 112 », avril – mai 1936, « Referat II 112 3 (Zionisten) », in Mendelsohn et Detweiler (dir.), *The Holocaust*, vol. 1, p. 43-46 ; pour le rapport sur la mission en Palestine, voir Mendelsohn et Detweiler (dir.), *The Holocaust*, vol. 5, p. 68-120, et en particulier les p. 94-98, qui portent sur les détails de l'opération en Palestine.

1012. Voir U. Herbert, « Ideological Legitimation and Political Practice of the Leadership of the National Socialist Secret Police », pour une description à la fois précise et convaincante de cet état d'esprit et de ses origines.

1013. *TAE*, 1 : 284-285, 2 : 737-738, 750.

1014. Voir la collection d'articles par un groupe de différents historiens in David Cesarani (dir.), *Holocaust.Critical Concepts in Historical Studies*,

6 vol. (Londres, 2004), vol. 2, *Fromthe Persecution of the Jews to Mass Murder.*

1015. H. Safrian, *Die Eichman-Männer*, *op. cit.*, p. 68-98.

1016. Leni Yahil, « Madagascar – Phantom of a Solution For the Jewish Question », in Bela Vago et George L. Mosse (dir.), *Jews and Non-Jews in Eastern Europe*, Jérusalem, 1974, p. 315-334.

1017. Voir D. Cesarani (dir.), *Holocaust.Critical Concepts in Historical Studies*, *op. cit.*, vol. 3, « The Final Solution », première partie.

1018. Pour des interprétations divergentes, voir C. Gerlach, « The Eichmann Interrogations in Holocaust Historiography », art. cité, et C. Browning, « Perpetrator Testimony », art. cité.

1019. Enregistrements Sassen, 3, p. 4-5 et 7-8. Voir également EI, p. 335.

1020. B. Bettelheim, *Survivre*, *op. cit.*, p. 336.

1021. Sur la notion de dissociation psychologique, voir Robert Jay Lifton et Eric Markusen, *The Genocidal Mentality.Nazi Holocaust and Nuclear Threat*, Londres, 1990.

1022. Enregistrements Sassen, 1, p. 6 et 67, p. 9.

1023. Pour des réflexions de qualité différente sur la manière dont les hommes peuvent être incités ou formés à tuer des gens innocents et sans défense dans des contextes militaires ou non, voir Jonathan Glover, *Humanity.A Moral History of the Twentieth Century*, Londres, 1999 ; Joanna Bourke, *An Intimate History of Killing. Face-to-face Killing in TwentiethCentury Warfare*, Londres, 1999 ; John W. Dower, *War Without Mercy. Race andPower in the Pacific War*, New York, 1986.

1024. W. Hull, *The Struggle for a Soul*, *op. cit.*, p. 40.

1025. Pour des tentatives récentes visant à expliquer le comportement des auteurs de génocide et de crime de masse, voir James Waller, *Becoming Evil. How Ordinary People Commit Genocide and Mass Killing*, Oxford, 2002, qui tente de proposer une théorie universelle du phénomène, et

Joachim Perels et Rohl Pohl (dir.), *NS-Täter in der deutschen Gesellschaft*, Hanovre, 2002, qui se concentre sur le cas du IIIe Reich.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Note sur les mémoires d'Eichmann, son interrogatoire et son procès

Eichmann n'a pas laissé de journal, et peu de ses lettres personnelles ont survécu. Nous ne disposons ainsi que de peu d'éléments pour pénétrer ses pensées et ses sentiments. Les principales sources de la présente étude sont les mots d'Adolf Eichmann enregistrés lors de son interrogatoire et de sa déposition en Israël, et ses écrits et interviews à la fois pendant sa fuite et lors de sa captivité. Une grande quantité de ces documents sont disponibles sous forme écrite, mais une bonne partie a une valeur assez douteuse. Ce qu'Eichmann a lui-même écrit et raconté est en effet peu fiable, car il a menti et déformé la vérité de manière extrêmement fréquente. De plus, la plupart des choses qu'il a confiées à ceux qui l'interrogeaient ou qu'il à écrites à leur demande furent aussi éditées par leurs soins, en fonction de leurs propres intérêts du moment.

Cela étant dit, les meilleures sources demeurent la retranscription de l'interrogatoire d'Eichmann qui eut lieu en Israël en 1960-1961, avec les documents réunis en vue du procès, et la transcription du procès en lui-même. Ces documents ont été publiés en neuf volumes par le ministère de la Justice d'Israël. Les cinq premiers volumes, qui comportent la traduction anglaise de la transcription du procès, sont aussi disponibles en ligne à l'adresse suivante : http://www.nizkor.org/hweb/people/e/eichmann-adolf/transcripts/. Les volumes 7 et 8 contiennent un fac-similé de la transcription de l'interrogatoire d'Adolf Eichmann, en allemand, avec les corrections manuscrites apportées par celui-ci. Une édition en allemand de l'interrogatoire fut publiée en 1982, sous le titre *Das Eichmann-Protokol*,

sous la direction de Jochen von Lange et Claus Sibyll. Il s'agit toutefois d'une version extrêmement abrégée, et très largement éditée et réarrangée. Ces aspects peu satisfaisants sont pourtant conservés dans la version anglaise parue en 1983, *Eichmann Interrogated*, dirigée par von Lang et Sibyll et traduite par Ralph Manheim [et dans la version française, publiée en 1984 et traduite par Jean-Marie Argelès]. Il faut donc traiter cet ouvrage avec la plus grande prudence. Le 9e volume de la transcription du procès contient des copies sur microfiches des documents rassemblés pendant le procès : (a) documents de l'accusation, T/1-T/143a, et (b) documents de la défense : N/1-N/109a.

En prison, Eichmann a écrit deux versions de sa vie, dont la première, « Meine Memoiren », fut terminée avant l'ouverture du procès. Cette version est incluse dans les microfiches publiées avec la transcription du procès. Elle apparut aussi dans le journal allemand *Die Welt* entre le 12 août et le 4 septembre 1999. La seconde, « Götzen », fut rédigée entre le procès et la procédure d'appel, et ne fut rendue publique qu'en 2000, où elle fut publiée en ligne sur le site des archives d'État d'Israël, qui en conservent l'original. Au moment où nous écrivons, ce texte est disponible à l'adresse suivante : http://www.mazal.org/various/Eichmann.htm. Eichmann écrivit aussi de brèves notices biographiques en Argentine, et enregistra une longue série d'entretiens avec l'ancien nazi néerlandais Willem Sassen à Buenos Aires en 1956-1957. Des portions choisies et lourdement éditées du contenu des bandes magnétiques ont été publiées sous différents formats. La première version condensée parut dans *Der Stern*, le 9 juillet 1960. Une version anglaise parut ensuite dans *Life magazine*, dans les numéros des 28 novembre et 5 décembre 1960. Une version plus longue, mais tout autant éditée, fut publiée en 1980 par l'avocat d'extrême droite Rudolf Aschenauer, sous le titre *Ich, Adolf Eichmann. Ein historischer Zeugenbericht*. Les enregistrements et transcriptions originaux émergèrent au milieu des années 1990, et furent acquis par un journal suisse. Ils sont aujourd'hui conservés à la Bundesarchiv de la ville de Coblence, en Allemagne [B. Arch], dans la collection de Me Robert Servatius, B. Arch, All/ Proz. 6/95-111.

Afin de simplifier le travail de référence, les principales sources publiées et non publiées concernant directement Eichmann sont indiquées ci-dessous. Des travaux concernant Eichmann peuvent aussi être trouvés dans les sources citées en bibliographie, dont certaines lui sont entièrement consacrées, et d'autres traitent de la persécution nazie et du crime de masse perpétré contre les Juifs en général. Les lettres, carnets, et mémoires écrits par d'autres et où Eichmann et son procès sont cités apparaissent aussi dans la bibliographie.

Sources primaires inédites

United States Holocaust Memorial Museum, Washington

Dossiers sur le Bureau central du *Sicherheitsdienst* 1936-1939, Bundesarchiv, Coblence, R58/486, 544, 954 (collection de microfilms).

Rapports de police sur Adolf Eichmann, Archives de la police de Tucumán, Argentine, 1952 (collection de microfilms).

Archive Yad Vashem, Jérusalem

Documents des archives spéciales du KGB, « Osobyi », également connu sous le nom de Centre pour la conservation des collections de documents historiques, Moscou : YVA, O.51.1, 2, 11, 61, 61A, 107, 108, 189.

Documents des enquêtes et procès de criminels de guerre nazis en Allemagne de l'Ouest et en Autriche :

Franz Novak, Autriche, 1964, YVA, TR10-515 ;

Hermann Krumey et Otto Hunsche, Allemagne de l'Ouest, 1965, YVA, TR10-621 ;

Richard Hartman, Allemagne de l'Ouest, 1979, YVA, TR10-681 ;

Franz Bosshammer, Richard Hartman, Otto Hunsche, Fritz Wöhrn, Allemagne de l'Ouest, 1969, YVA, TR10-767.

Documents d'Autriche : YVA, M.38.

Sources premières publiées

The Trial of Adolf Eichmann, Record of Proceedings in the District Court of Jerusalem, 9 vol. (Jéusalem, 1992-5).

Déposition d'Adolf Eichmann à la police israélienne avant son procès à Jérusalem [Interrogatoire d'Adolf Eichmann par Avness Less], mai 1960 – février 1961, *The Trial of Adolf Eichmann, Record of Proceedings in the District Court of Jerusalem* (Jérusalem, 1995), vol. 7-8.

« Meine Memoiren », mémoires d'Adolf Eichmann avant son procès, datés du 16 juin 1960, T/44, microfilm TAE, vol. 9 [publié in *Die Welt*, 12 août – 14 septembre 1999).

« Götzen », mémoires d'Adolf Eichmann après son procès, datés du 6 septembre 1961, http://www.mazal.org/various/Eichmann.htm.

Ich, Adolf Eichmann. Ein historischer Zeugenbericht, dir. Me Rudolf Aschenauer (Augsbourg, 1980).

Bibliographie

ABRAHAM David, « Where Hannah Arendt Went Wrong », *Law and History Review*, 18 : 3, (2000), p. 607-612.

ADLER H.G., *Theresienstadt 1941-1945. Das Antlitz Einer Zwangsgemeinschaft*, Tübingen, 1955.

ADORNO Theodor et *al.*, *Études sur la personnalité autoritaire*, traduit de l'anglais par Hélène Frappat, Paris, [1950], 2007.

AHARONI Zvi et DIETL Wilhelm, *Operation Eichmann : Pursuit and Capture*, Londres, 1997.

AJR Bulletin, 18 : 4 (avril 1963).

AJR Bulletin, 18 : 12 (décembre 1963).

ALLEN Michael Thad, *The Business of Genocide. The SS, Slave Labour, and the Concentration Camps*, Chapel Hill, 2002.

ALY Götz, *Final Solution : Nazi Population Policy and the Murder of the European Jews*, traduit par Belinda Cooper et Allison Brown, Londres, 1999 ; édition allemande, 1995.

ALY Götz et HEIM Susanne, *Architects of Annihilation. Auschwitz and the Logic of Destruction*, traduit par A. G. Blunden, Londres, 2002 ; édition allemande, 1991.

ALY Götz et HEIM Susanne, « Forced Emigration, War, Deportation and Holocaust », in Jonathan FRANKEL (dir.), *Studies in Contemporary Jewry*, vol. 13, *The Fate of the European Jews, 1939-1945. Continuity or Contingency ?*, New York, 1997, p. 56-73.

ALY Götz et HEIM Susanne, « The Holocaust and Population Policy : Remarks on the Decision on the "Final Solution" », *Yad Vashem Studies*, 24 (1994), p. 45-47.

ALY Götz et GERLACH Christian, *Das letzte Kapital. Realpolitik, Ideologie and der Mord an den ungarischen Juden 1944/1945*, Stuttgart/Munich, 2002.

ANCEL Jean, « Antonescu and the Jews », *Yad Vashem Studies*, 23 (1993), p. 213-280.

ANDERL Gabriele et RUPNOW Dirk, *Die Zentralstelle für judische Auswanderung als Beraubungsinstitution*, Vienne, 2002.

ANDERS Günther, *Eichmannsöhne : Offener Brief an Klaus Eichmann*, Munich, 1961 ; réimpression, 1994.

ANGER Per, *With Raoul Wallenberg in Budapest. Memories of the War Years in Hungary*, traduit par David et Margareta Paul, New York, 1978.

APOSTOLOU Andrew, « The Exception of Salonika : Bystanders and Collaborators in Northern Greece », *Holocaust and Genocide Studies*, 15 : 2 (2000), p. 165-196.

ARAD Yitzhak, SPECTOR Shmuel et KRAKOWSKI Shmuel, *The Einsatzgruppen Reports*, New York, 1989.

ARENDT Hannah, *Eichmann à Jérusalem*, traduit par Anne Guérin, rev. Martine Leibovici, Paris, [1964] 2002.

ARENDT Hannah, *The Jew as Pariah : Jewish Identity and Politics in the Modern Age*, New York, 1978.

ARENDT Hannah, *Les Origines du totalitarisme*, traduit de l'américain par Jean-Loup Bourget, Robert Davreu et Patrick Lévy, Paris, [1951] 1984.

ARNDT Ino et BOBERACH Heinz, « Deutsches Reich », in Wolfgang BENZ (dir.), *Dimension des Völkermords. Die Zahl der jüdischen Opfer des nationalsozialismus*, Munich, 1991.

ARONSON Shlomo, « Preparations for the Nuremberg Trial : The O.S.S., Charles Dwork, and the Holocaust », *Holocaust and Genocide Studies*, 12 : 2 (1998), p. 257-281.

ARONSON Shlomo, « The "Quadruple Trap" and the Holocaust in Hungary », in David CESARANI (dir.), *Genocide and Rescue. The Holocaust in Hungary 1944*, Oxford, 1997, p. 93-122.

ASCHHEIM Steven E. (dir.), *Hannah Arendt in Jerusalem*, Berkeley, 2001.

ASCHHEIM Steven E., *Brothers and Strangers. The East European Jew in German and German Jewish Consciousness, 1800-1923*, Madison, 1982.

ASCHHEIM Steven E., « Introduction : Hannah Arendt in Jerusalem », in Steven E. ASCHHEIM (dir.), *Hannah Arendt in Jerusalem*, Berkeley, 2001, p. 1-15.

AUERBACH Rachel, « Witnesses and Testimony in the Eichmann Trial », *Yad Vashem Bulletin*, 11, avril-mai 1962, p. 45-54.

AVNI Haim, « Jewish Leadership in Times of Crisis : Argentina During the Eichmann Affair », in Peter Y. MEDDING (dir.), *Studies in Contemporary Jewry, vol. II, Values, Interests and Identity*, New York, 1995, p. 117-123.

AVRIEL Ehud, *Open the Gates ! A Personal Story of "Illegal" Immigration to Israel*, New York, 1975.

BACH Gabriel, « Adolf Eichmann and the Eichmann Trial », in Israel Pocket Library, *Holocaust*, Jérusalem, 1974, p. 166-176 (publication originale in *EncyclopaediaJudaica*).

BADER Menahem, *Sad Missions*, Tel-Aviv, 1979.

BANKIER David (dir.), *Probing the Depths of German Antisemitism, 1933-1941*, New York/Oxford, 2000.

BARTOV Omer, *Mirrors of Destruction. War, Genocide and Modern Identity*, Oxford, 2000.

BAR-ZOHAR Michael, *The Avengers*, traduit par Len Ortzen, Londres, 1968.

BAUER Yehuda, *Jews for Sale ? Nazi-Jewish Negotiations, 1933-1945*, New Haven, 1994.

BAUMAN Zygmunt, *Modernité et holocaust*, postface inédite d'Enzo Traverso, traduit de l'anglais par Paule Guivarch, Paris, [1989] 2002.

BAUMEL Judith Tydor, « "In Everlasting Memory": Individual and Communal Holocaust Commemoration in Israel », in Robert WISTRICH et David OHANA (dir.), *The Shaping of Israeli Identity*, Londres, 1995, p. 146-170.

BAUMINGER Dr A., « The Effect of the Eichmann Trial on Israeli Youth », *Yad Vashem Bulletin*, 11, avril-mai 1962, p. 9-12.

BELLOW Saul, *La Planète de M. Sammler*, traduit de l'anglais par Henri Robillot, Paris, Gallimard, [1970] 1972.

BENHABIB Seyla, « Ideology, Perspective and Narrative in Hannah Arendt's Eichmann in Jerusalem », *History and Memory*, 8 : 2 (1998), p. 35-60.

BENZ Wolfgang (dir.), *Dimension des Völkermords. Die Zahl der jüdischen Opfer des Nationalsozialismus*, Munich, 1991.

BERENBAUM Michael et PECK Abraham (dir.), *The Holocaust in History. The Known, the Unknown, the Disputed, and the Reexamined*, Bloomington 1998.

BERENSTEIN Tatiana et *al.* (éd.), *Faschismus - Getto – Massenmord*, Berlin, 1961.

BERG Nicolas, *The Invention of "Functionalism". Josef Wulf, Martin Broszat, and the Institute for Contemporary History (Munich) in the 1960s*, Jérusalem, 2003.

BERGEN Doris L., « Catholics, Protestants, and Christian Antisemitism in Nazi Germany », *Central European History*, 27 : 3 (1994), p. 329-348.

BERGHAHN Volker, « Preface », in Hannes HEER et Klaus NAUMANN (dir.), *War of Extermination. The German Military in World War II 1941-44*, Oxford, 2000, p. XVII.

BERKLEY George E., *Hitler's Gift. The Story of Theresienstadt*, Boston, 1993.

BEST Geoffrey, *War and Law Since 1945*, Oxford, 1994.

BETTELHEIM Bruno, « Eichmann : the System, the Victims », *New Republic*, 15 Juin 1963, p. 23-33.

BETTELHEIM Bruno, *Survivre*, traduit par Théo Carlier, Paris, [1976] 1979.

BILSKY Leora, « Between Justice and Politics. The Competition of Storytellers in the Eichmann Trial », in Steven E. ASCHHEIM (dir.), *Hannah Arendt in Jerusalem*, Berkeley, 2001, p. 232-254.

BIRN Ruth Bettina, *Die Höheren SS- and Polizeiführer*, Düsseldorf, 1986.

BISS Andreas, *A Million Jews to Save. Check to the Final Solution*, Londres, 1973.

Biuletyn Glownej Komisji Badania Zbrodni Hitlerowskich W Polsce, vol. 12, dir. Szymon DARNER et *al*., Varsovie, 1960.

BLACK Peter G., *Ernst Kaltenbrunner. Ideological Soldier of the Third Reich*, Princeton, 1984.

BLASS Thomas, « Perpetrator Behaviour as Destructive Obedience », in Leonard S. NEWMAN et Ralph ERBER (dir.), *Understanding Genocide. The Social Psychology of the Holocaust*, Oxford, 2003, p. 91-109.

BLUMENTAL Nahman, « Eichmann Trial Throws New Light on History », *Yad Vashem Bulletin*, 11, avril-mai 1962, p. 9-12.

BOURKE Joanna, *An Intimate History of Killing. Face-to-Face Killing in Twentieth Century Warfare*, Londres, 1999.

BOWER Tom, *Blind Eye to Murder. Britain, America and the Purging of Nazi Germany - A Pledge Betrayed*, Londres, 1983.

BOWER Tom, *The Paperclip Conspiracy. The Battle for the Spoils and Secrets of Nazi Germany*, Londres, 1987.

BRAGER Bruce, *The Trial of Adolf Eichmann. The Holocaust on Trial*, San Diego, 1999.

BRAHAM Randolph, *Eichmann and the Destruction of Hungarian Jewry*, New York, 1961.

BRAHAM Randolph, *The Politics of Genocide. The Holocaust in Hungary*, 2 vol., éd. révisée et augmentée, New York, 1994.

BREITMAN Richard et KRAUT Alan M., *American Refugee Policy and European Jewry, 1933-1945*, Bloomington, 1987.

BREITMAN Richard, « Nazi Jewish Policy in 1944 », in David CESARANI (dir.), *Genocide and Rescue. The Holocaust in Hungary 1944*, Oxford, 1997, p. 77-92.

BRIGHTMAN Carol (dir.), *Correspondance 1949-1975 / Hannah Arendt, Mary McCarthy*, réunie, présentée et annotée par Carol BRIGHTMAN, traduit de l'anglais par Françoise Adelstain, Paris, [1995] 1996.

BROSZAT Martin, « The Concentration Camps », in Helmut KRAUSNIK et *al.* (dir.), *Anatomy of the SS State*, Londres, 1968, p. 397-504.

BROSZAT Martin, *L'État hitlérien : l'origine et l'évolution des structures du IIIe Reich*, traduit de l'allemand par Patrick Moreau, Paris, [1981] 1998.

BROWDER George C., *Foundations of the Nazi Police State. The Formation of Sipo and SD*, Lexington, 1990.

BROWDER George C., *Hitler's Enforcers. The Gestapo and the SS Security Service in the Nazi Revolution*, New York, 1996.

BROWNING Christopher R., *Collected Memories. Holocaust History and Postwar Testimony*, Madison, 2003.

BROWNING Christopher R., « The Debate Concerning the Final Solution », in Christopher R. BROWNING,*Fateful Months. Essays on the Emergence of the Final Solution*, éd. révisée, New York, 1991, p. 8-38.

BROWNING Christopher R., « The Development and Production of the Nazi Gas Van », in Christopher R. BROWNING, *Fateful Months. Essays on the Emergence of the Final Solution*, éd. révisée, New York, 1991, p. 57-67.

BROWNING Christopher R., *Fateful Months. Essays on the Emergence of the Final Solution*, éd. révisée, New York, 1991.

BROWNING Christopher R., *The Final Solution and the German Foreign Office. A Study of Referat D III of Abteilung Deutschland 1940-43*, New York, 1978.

BROWNING Christopher R., « From "Ethnic Cleansing" to Genocide to the "Final Solution": The Evolution of Nazi Jewish Policy, 1939-41 », in Christopher R. BROWNING, *Nazi Policy, Jewish Workers, German Killers*, Cambridge, 2000, p. 1-25.

BROWNING Christopher R., « Introduction », in Leonard S. NEWMAN and Ralph ERBER (dir.), *Understanding Genocide. The Social Psychology of the Holocaust*, Oxford, 2003, p. 3-7.

BROWNING Christopher R., « Nazi Ghettoization Policy », in Christopher R. BROWNING, *The Path to Genocide*, Cambridge, 1995, p. 28-56.

BROWNING Christopher R., « Nazi Policy. Decisions for the Final Solution », in Christopher R. BROWNING, *Nazi Policy, Jewish Workers, German Killers*, Cambridge, 2000, p. 26-57.

BROWNING Christopher R., *Nazi Policy, Jewish Workers, German Killers*, Cambridge, 2000.

BROWNING Christopher R., « Nazi Resettlement Policy and the Search for a Solution to the Jewish Question, 1939-1941 », in Christopher R. BROWNING, *The Path to Genocide*, Cambridge, 1995, p. 3-27.

BROWNING Christopher R., *Des hommes ordinaires : le 101e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, traduit de l'anglais par Élie Barnavi ; préf. de Pierre Vidal-Naquet, Paris, [1992] 1994.

BROWNING Christopher R., *The Path to Genocide*, Cambridge, 1995.

BROWNING Christopher R., « Perpetrator Testimony : Another Look at Eichmann », in Christopher R. BROWNING, *Collected Memories. Holocaust History and Postwar Testimony*, Madison, 2003, p. 3-36.

BROWNING Christopher R.,*Les Origines de la Solution finale : l'évolution de la politique antijuive des nazis, septembre 1939-mars 1942*, avec les contributions de Jürgen MATTHÄUS, traduit de l'anglais par Jacqueline Carnaud et Bernard Frumer, Paris, [2004] 2007.

BRUCE Lenny, *The Essential Lenny Bruce. His original and unexpurgated satirical routines*, dir. John COHEN, Londres, 1972.

BRUNNER Jose, « Eichmann, Arendt and Freud in Jerusalem : On the Evils of Narcissism and the Pleasure of Thoughtlessness », *History and Memory*, 8 : 2 (1996), p. 61-88.

BUCHHEIM Hans, « The SS - Instrument of Domination », in Helmut KRAUSNICK et *al.*, *Anatomy of the SS State*, traduit par Richard Berry et *al.*, Londres, 1968.

BUKEY Evan Burr, *Hitler's Hometown, Linz, Austria 1908-1945*, Bloomington, 1986.

BURLEIGH Michael, *Death and Deliverance : "Euthanasia" in Germany, 1900-1945*, Cambridge, 1994.

BURNS Peter, « An International Criminal Tribunal ; The Difficult Union of Principle and Politics », in Roger S. CLARK et Madeleine SANN (dir.), *The Prosecution of International Crimes*, New Brunswick, 1996, p. 125-164.

BÜTTNER Ursula, « “The Jewish Problem Becomes a Christian Problem”. German Protestants and the Persecution of Jews in the Third Reich », in David BANKER (dir.), *Probing the Depths of German Antisemitism, 1933-1941*, New York/Oxford, 2000, p. 371-394.

CARMICHAEL Joel, « Reactions in Germany », *Midstream*, 7 : 3 (1961), p. 13-27.

Centre de documentation juive contemporaine, *Le Dossier Eichmann et « la solution de la question juive »*, dir. Joseph BILLIG, Paris, 1960.

CESARANI David, *Arthur Koestler. The Homeless Mind*, Londres, 1998.

CESARANI David (dir.), *Genocide and Rescue. The Holocaust in Hungary 1944*, Oxford, 1997.

CESARANI David (dir.), *Holocaust. Critical Concepts in Historical Studies*, 6 vol., Londres, 2004.

CESARANI David, *Justice Delayed. How Britain Became a Refuge for Nazi War Criminals*, Londres, 1994.

CESARANI David, « Memory, Representation and Education », in E. MAXWELL and F. LITTELL (dir.), *Remembering for the Future 2000*, vol. 3, *The Holocaust in an Age of Genocide*, Londres, 2001, p. 231-236.

CLARKE Corner, *Eichmann. The Savage Truth*, Londres, 1960.

COHEN Asher, *The Hechalutz Resistance in Hungary 1942-1944*, Boulder, 1986.

COHEN Asher, « Resistance and Rescue in Hungary », in David CESARANI (dir.), *Genocide and Rescue. The Holocaust in Hungary, 1944*, Oxford, 1997, p. 123-134.

COHEN Rich, *The Avengers*, Londres, 2000.

COHEN Richard, « Breaking the Code : Hannah Arendt’s Eichmann in Jerusalem and the Public Polemic. Myth, Memory and Historical Imagination », *Michael*, 13 (1991), p. 29-85.

COHEN Richard, « A Generation’s Response to Eichmann in Jerusalem », in Steven E. ASCHHEIM (dir.), *Hannah Arendt in Jerusalem*, Berkeley, 2001,

p. 253-277.

COLE Tim, *Images of the Holocaust. The Myth of the «Shoah Business»*, Londres, 1999.

Council of Jews from Germany, *Nach Dem Eichmann Prozess. Zu Einer Controversie Ober Die Haltung der Juden*, Tel-Aviv, 1963.

CRANKSHAW Edward, «The Man Who Killed Jews», *Observer*, 17 décembre 1961, p. 1.

CROSSMAN R. H. S., «The Eichmann Lesson», *New Statesman*, 22 décembre 1961, p. 949.

CROSSMAN R. H. S., «The Faceless Bureaucrat», *New Statesman*, 31 mars 1961, p. 503-504.

DAWIDOWICZ Lucy, *The War Against the Jews 1933-45*, Londres, 1977.

DEAN Martin, «The Development and Implementation of Nazi Denaturalization and Confiscation Policy up to the Eleventh Decree to the Reich Citizenship Law», *Holocaust and Genocide Studies*, 16 : 2 (2002), p. 217-242.

DESCHNER Günther, *Heydrich. The Pursuit of Total Power*, Londres, 1981.

DESTEXHE Alain, *Rwanda and Genocide in the Twentieth Century*, Londres, 1995.

DIAMANT Manus, *Geheimauftrag : Mission Eichmann, aufgezeichnet von Moshe Meisels*, Vienne, 1995.

DICKS Henry V., *Licensed Mass Murder. A Socio-Psychological Study of Some SS Killers*, Londres, 1972.

DINER Dan, «Hannah Arendt Reconsidered : On the Banal and the Evil in Her Holocaust Narrative», *New German Critique*, 71 (1997), p. 177-190.

DOBROSZYCKI Lucian (dir.), *The Chronicle of the Lodz Ghetto 1941-1944*, New Haven, 1984.

DONOVAN John, *Eichmann. Man of Slaughter*, New York, 1960.

DOUGLAS Lawrence, *The Memory of Judgment. Making Law and History in the Trials of the Holocaust*, New Haven, 2001.

DOWER John W., *War Without Mercy. Race and Power in the Pacific War*, New York, 1986.

DREISZIGER Nándor (dir.), *Hungary in an Age of Total War (1938-1948)*, New York, 1998.

EINSTEIN Siegfried, *Eichmann. Chefbuchhalter des Todes*, Francfort-sur-le-Main, 1961.

ELKINS Michael, *Forged in Fury : A True Story of Courage, Horror and Revenge*, Londres, 1971.

EZRAHI Sidra DeKoven, *By Words Alone. The Holocaust in Literature*, Chicago, 1980.

FARAGO Ladislas, *The Aftermath*, New York, 1974.

FAVEZ Jean-Claude, *The Red Cross and the Holocaust*, Cambridge, 1999.

FELMAN Shoshana, « Theatres of Justice : Arendt in Jerusalem, the Eichmann Trial, and the Redefinition of Legal Meaning in the Wake of the Holocaust », *Theoretical Inquiries in Law*, 1 : 2 (2000).

FELSTINER Mary, « Alois Brunner : "Eichmann's Best Tool" », *Simon Wiesenthal Centre Annual*, 3 (1986), p. 1-46.

FENIGSTEIN Allen, « Reconceptualising the Psychology of the Perpetrators », in Donald SCHELLING (dir.), *Lessons and Legacies*, 2, *Teaching the Holocaust in a Changing World*, Evanston, 1998, p. 54-84.

FITZGIBBON Constantine, « In Pursuit of the Hunter », *Observer*, 26 février 1961.

FLANZBAUM Hilene (dir.), *The Americanization of the Holocaust*, Baltimore, 1999.

FRIEDLANDER Henry, « The Deportation of the German Jews. Postwar German Trials of Nazi Criminals », *Leo Baeck Institute Year Book*, 29 (1984), p. 201-226.

FRIEDLANDER Henry, « The Judiciary and Nazi War Crimes in Post-war Germany », in *Simon Wiesenthal Centre Annual*, 1 (1984), p. 2744.

FRIEDLANDER Henry, *The Origins of Nazi Genocide. From Euthanasia to the Final Solution*, Chapel Hill, 1995.

FRIEDLÄNDER Saul, *Counterfeit Nazi. The Ambiguity of Good*, Londres, 1969.

FRIEDLÄNDER Saul, *L'Allemagne nazie et les Juifs. 1. Les années de persécution 1933-1939*, Paris, 1997.

FRIEDMAN Tuvia, *The Hunter*, dir. et traduit par David C. GROSS, Londres, 1961.

FROMM Erich, *La Peur de la liberté*, traduit de l'anglais par C. Janssens, Paris, [1941] 1963.

FULBROOK Mary, *German National Identity After the Holocaust*, Londres, 1999.

FYVEL Tosco, recension d'ouvrages, *Spectator*, 3 mars 1961, p. 301.

GELBER Michael, « Murder on Command », *Leo Baeck Institute Year Book*, 38 (1993), p. 119-153.

GELLATELY Robert, *Backing Hitler. Consent and Coercion in Nazi Germany*, Oxford, 2001.

GELLATELY Robert, *The Gestapo and German Society. Enforcing Racial Policy 1933-1945*, Oxford, 1990.

GELLHORN Martha, « Eichmann and the Private Conscience », *Atlantic Monthly*, février 1962, p. 52-59.

GERLACH Christian, « The Eichmann Interrogations in Holocaust Historiography », *Holocaust and Genocide Studies*, 15 : 3 (2001), p. 428-453.

GERLACH Christian, *Krieg, Ernährung, Völkermord. Deutsche Vernichtungspolitik im Zweiten Weltkrieg*, Hambourg, 1998.

GERLACH Christian, « The Wannsee Conference, the Fate of German Jews, and Hitler's Decision in Principle to Exterminate All European Jews », *Journal of Modern History*, 70 (1998), p. 759-812.

GILBERT G. M., « The mentality of SS Murderous Robots », *Yad Vashem Studies*, 5 (1963), p. 35-41.

GILBERT G. M., *Nuremberg Diary*, New York, 1961 ; éd. Originale, 1947.

GLEES Antony, « The making of British policy on war crimes : history as politics in the United Kingdom », *Central European History*, 1 : 1 (1992), p. 174-181.

GLOCK Charles J. et *al.*, *The Apathetic Majority. A study based on public responses to the Eichmann trial*, New York, 1966.

GLOVER Jonathan, *Humanity. A Moral History of the Twentieth Century*, Londres, 1999.

GOLDHAGEN Daniel J., *Les Bourreaux volontaires de Hitler : les Allemands ordinaires et l'holocauste*, traduit de l'américain par Pierre Martin, Paris, [1996] 1997.

GOLLANCZ Victor, *The Case of Adolf Eichmann*, Londres, 1962.

GONI Uki, *The Real Odessa*, Londres, 2002.

GORDON Robert C., *Primo Levi's Ordinary Voices*, Oxford, 2001.

GORNY Josef, *Between Auschwitz and Jerusalem*, Londres, 2003.

GOSHEN Seev, « Eichmann und die Nisko-Aktion im Oktober 1939 », *Vierteljahrshefte Für Zeitgeschichte*, 29 (1981), p. 76-80.

GOUREVITCH Philip, *Nous avons le plaisir de vous informer que, demain, nous serons tués avec nos familles : chroniques rwandaises*, traduit de l'anglais par Philippe Delamarre, [1998] 1999.

GOURI Haim, *La Cage de Verre. Journal du Procès Eichmann*, traduit par R. Cidar, Paris, 1964.

GOURI Haim, « Facing the Glass Booth », in Geoffrey HARTMAN (dir.), *Holocaust Remembrance. The Shapes of Memory*, Oxford, 1994, p. 153-160.

GREENSPAN Henry, « Imagining Survivors : Testimony and the Rise of Holocaust Consciousness », in Hilene FLANZBAUM (dir.), *The Americanization of the Holocaust*, Baltimore, 1999, p. 45-67.

GROSS Christina, *Der Eichmann-Prozess zwischen Recht und Politik*, Francfort-sur-le-Main, 1995.

GRÜBER Heinrich, *Zeuge Pro Israel*, Berlin, 1963.

GUTMAN Yisrael et BERENBAUM Michael (dir.), *Anatomy of the Auschwitz Death Camp*, Bloomington, 1994.

GUTMAN Yisrael et GRIEF Gideon (dir.), *The Historiography of the Holocaust Period*, Jérusalem, 1988.

HAMANN Brigitte, *Hitler's Vienna. A Dictator's Apprenticeship*, Oxford, 1999.

HAREL Isser, *La Maison de la rue Garibaldi*, traduit de l'américain par Dominique Topfer, Paris, [1975] 1976.

HARTMAN Geoffrey (dir.), *Holocaust Remembrance. The Shapes of Memory*, Oxford, 1994.

HARTMAN Geoffrey, *The Longest Shadow. In the Aftermath of the Holocaust*, Londres, 2002.

HAUSNER Gideon, *Justice à Jérusalem*, traduit de l'anglais par Pierre Javet, Paris, 1966.

HEADLAND Ronald, *Messages of Murder : A Study of the Reports of the Einsatzgruppen of the Security Police and the Security Service, 1941-1943*, Rutherford, 1992.

HEER Hannes et NAUMANN Klaus (dir.), *War of Extermination. The German Military in World War II 1941-1944*, Oxford, 2000.

HERBERT Ulrich, « The German Military Command and the Deportation of French Jews », in Ulrich HERBERT (dir.), *National Socialist Extermination Policies. Contemporary Perspectives and Controversies*, New York/Oxford, 2000, p. 128-162.

HERBERT Ulrich, « Ideological Legitimation and Political Practice of the Leadership of the National Socialist Secret Police », in Hans MOMMSEN (dir.), *The Third Reich Between Vision and Reality*, New York/Oxford, 2002, p. 95-108.

HERBERT Ulrich, « Labour and Extermination : Economic Interest and the Primacy of Weltanschauung in National Socialism », *Past and Present*, 138 (1933), p. 144-195.

HERBERT Ulrich (dir.), *National Socialist Extermination Policies. Contemporary Perspectives and Controversies*, New York/Oxford, 2000.

HERBERT Ulrich, ORTH Karin et DIECKMANN Christoph (dir.), *Die national-sozialistischen Konzentrationslager*, Francfort-sur-le-Main, 2002.

HERF Jeffrey, *DividedMemory. The Nazi Past in the Two Germanies*, Cambridge, Mass., 1997.

HILBERG Raul, «Auschwitz and the Final Solution», in Yisrael GUTMAN et Michael BERENBAUM (éd.), *Anatomy of the Auschwitz Death Camp*, Bloomington, 1994.

HILBERG Raul, *La Destruction des Juifs d'Europe*, traduit de l'anglais par Marie-France de Paloméra et André Charpentier, 3 vol., Paris, [Première édition 1961] 2007.

HILBERG Raul, *La Politique de la mémoire*, traduit de l'anglais par Marie-France de Paloméra, Paris, 1996.

HINTON A. L., *Annihilating Difference. The Anthropology of Genocide*, Berkeley, 2002.

HOCHHUTH Rolf, *The Representative*, trad. Robert D. MacDonald, Londres, 1998.

HOETTL Wilhelm, *The Secret Front. The Inside Story of Nazi Political Espionage*, Londres, 1953.

HÖHNE Heinz, *The Order of the Death's Head*, Londres, 1969.

HOLLIDAY Laurel (dir.), *Children in the Holocaust and World War II, Their Secret Diaries*, New York, 1995.

HÖSS Rudolf, *Le commandant d'Auschwitz parle*, traduit de l'allemand par Constantin de Grunwald, Paris, 1959.

HOUSDEN Martyn, «Hans Frank - Empire Builder in the East, 1936-41», *European History Quarterly*, 24 (1994), p. 367-393.

HULL William L., *The Struggle for a Soul*, New York, 1963.

IOANID Radu, *The Holocaust in Romania. The Destruction of Jews and Gypsies under the Antonescu Regime, 1940-1944*, Chicago, 2000.

Jewish Film Directory, Londres, 1992.

JOHNSON Eric A., *Nazi Terror. The Gestapo, Jews, and Ordinary Germans*, Londres, 1999.

[KASZTNER R.], *Die Kasztner Bericht*, Munich, 1961.

KEMPNER Robert, *Eichmann und Komplizen*, Zurich, 1961.

KEREN Michael, «Ben Gurion's Theory of Sovereignty: The Trial of Adolf Eichmann», in R. W. ZWEIG (dir.), *David Ben Gurion. Politics and Leadership in Israel* (1991), p. 40-41.

KEREN Nili, « The family camp », in Yisrael GUTMAN et Michael BERENBAUM (dir.), *Anatomy of the Auschwitz Death Camp*, Bloomington, 1994, p. 428-440.

KERSHAW Ian, *Hitler. 1936-1945 : Némésis*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, 2000.

KERSHAW Ian, « Improvised Genocide ? The Emergence of the "Final Solution in the Warthegau" », *Transactions of the Royal Historical Society*, 6e série, vol. 2 (1992), p. 51-78.

KIMCHE Jon et David, *The Secret Roads. The Illegal Migration of a People 1938-1948*, Londres, 1954.

KITAJ R. B., « Varschreibt », in Geoffrey HARTMANN (dir.), *Holocaust Remembrance, The Shapes of Memory*, Oxford, 1994, p. 117-120.

KITCHEN Martin, *Fascism*, Londres, 1976.

KNOPP Guido, *Hitler's Hitmen*, traduit par Angus McGeoch, Sparkford, 2002.

KOEHL Robert, *RKFDV : German Resettlement and Population Policy 1939-1945*, Cambridge, Mass., 1957.

KOGAN Eugen et *al.* (dir.), *Nazi Mass Murder.A Documentary History of the Use of Poison Gas*, New Haven, 1993.

KOHLER Lotte et SANER Hans (dir.), *Correspondance : 1926-1969 Hannah Arendt, Karl Jasper*, [présentée et annot. par Lotte Köhler et Hans Saner], traduit de l'allemand par Éliane Kaufholz-Messmer, Paris, [1992] 1996.

KRAUSE Peter, *Der Eichmann-Prozess in der deutschen Presse*, Francfort-sur-le-Main, 2002.

KRUMMACHER F. A. (dir.), *Die Kontroversie. Hannah Arendt, Eichmann and die Juden*, Munich, 1960.

KULKA Otto Dov, « Major Trends and Tendencies in German Historiography on National Socialism and the "Jewish Question" », in Yisrael GUTMAN et Gideon GRIEF (dir.), *The Historiography of the Holocaust Period*, Jérusalem, 1988, p. 12-37.

KWIET Konrad, « Forced Labour of German Jews in Nazi Germany », *Leo Baeck Institute Year Book*, 36 (1991), p. 389-410.

LAHAV Pnina, *Judgment in Jerusalem. Chief Justice Agranat and the Zionist Century*, Berkeley, 1997.

LANG Jochen von, avec Sibyll CLAUS, *Eichmann : l'interrogatoire*, traduit de l'allemand par Jean-Marie Argelès, Paris, [1983] 1984.

LAQUEUR Walter, « Hannah Arendt in Jerusalem : The Controversy Revisited », in Lyman H. LETGERS (dir.), *Western Society After the Holocaust*, Boulder, 1983, p. 107-120.

LAQUEUR Walter (dir.), *Fascism : A Reader's Guide*, Berkeley, 1976.

LAQUEUR Walter, *The Terrible Secret. Suppression of the Truth about Hitler's Final Solution*, Londres, 1980.

LAQUEUR Walter, *Young Germany : A History of the German Youth Movement*, New York, 1961.

LEDGRER Zdenek, *Ghetto Theresienstadt*, Londres, 1953.

LETGERS Lyman H. (dir.), *Western Society After the Holocaust*, Boulder, 1983.

LEVI Primo, « Pour Adolf Eichmann », *Revue Europe*, vol. 73, n° 796, 1995, p. 90-91.

LEVINE Paul A., « Bureaucracy, Resistance, and the Holocaust. Understanding the Success of Swedish Diplomacy in Budapest, 1944-1945 », in Michael BERENBAUM et Abraham PECK (éd.), *The Holocaust in History. The Known, the Unknown, the Disputed, and the Reexamined*, Bloomington, 1998, p. 518-535.

LEVINE Paul A., *From Indifference to Activism : Swedish Diplomacy and the Holocaust, 1938-1944*, Uppsala, 1998.

LEWY Gunter, *The Catholic Church and Nazi Germany*, New York, 1964.

LIEBMAN Charles et DON-YEHIYA Eliezer, *Civil Religion in Israel. Traditional Judaism and Political Culture*, Berkeley, 1983.

LIFTON Robert Jay et MARKUSEN Eric, *The Genocidal Mentality. Nazi Holocaust and Nuclear Threat*, Londres, 1990.

LIPSTADT Deborah, *Denying the Holocaust. The Growing Assault on Truth and Memory*, New York, 1993.

LONGERICH Peter, *Die Wannsee-Konferenz am 20. Januar 1942. Planung und Beginn des Genozoids an den europäischen Juden*, Berlin, 1998.

LONGERICH Peter, « From Mass Murder to the “Final Solution” », in Bernd WEGNER (dir.), *From Peace to War. Germany, Soviet Russia and the World, 1939-1941*, Oxford, 1997, p. 253-275.

LONGERICH Peter, *The Unwritten Order. Hitler’s Role in the Final Solution*, Londres, 2001.

LOZOWICK Yaacov, *Hitler’s Bureaucrats. The Nazi Security Police and the Banality of Evil*, Londres, 2002.

LOZOWICK Yaacov, « Malice in Action », *Yad Vashem Studies*, 27 (1999), p. 287-330.

LOZOWICK Yaacov, « Malicious Clerks ; The Nazi Security Police and the Banality of Evil », in Steven E. ASCHHEIM (dir.), *Hannah Arendt in Jerusalem*, Berkeley, 2001, p. 214-223.

LUKAS Richard C., *Forgotten Holocaust : the Poles under German Occupation, 1939-1944*, New York, 1990.

MALKIN Peter Z. et STEIN Harry, *Eichmann in My Hands*, New York, 1990.

MANOSCHEK Walter, « “Coming Along to Shoot Some Jews ?” The Destruction of the Jews in Serbia », in Hannes HEER et Klaus NAUMANN (dir.), *War of Extermination. The German Military in World War II 1941-1944*, Oxford, 2000, p. 39-52.

MANOSCHEK Walter, « The Extermination of the Jews in Serbia », in Ulrich HERBERT (dir.), *National Socialist Extermination Policies. Contemporary Perspectives and Controversies*, New York/Oxford, 2000, p. 168-135.

MANOSCHEK Walter, *« Serbien ist judenfrei » : Militärische Besatzungspolitik und Judenvernichtung in Serbien 1941-42*, Munich, 1993.

MANVELL Roger et FRANKEL Heinrich, *The Incomparable Crime*, Londres, 1967.

MARCUSE Harold, *Legacies of Dachau. The Uses and Abuses of a Concentration Camp*, Cambridge, 2001.

MARRUS Michael, « Eichmann in Jerusalem : Justice and History », in Steven E. ASCHHEIM (dir.), *Hannah Arendt in Jerusalem*, Berkeley, 2001, p. 205-213.

MARRUS Michael et PAXTON Robert, *Vichy et les Juifs*, traduit de l'anglais par Marguerite Delmotte, Paris, 1981.

MCCORMACK Timothy et SIMPSON Gerry (dir.), *The Law of War Crimes. National and International Approaches*, La Haye, 1977.

MEERSHOEK Guus, « The Amsterdam Police and the Persecution of the Jews », in Michael BERENBAUM et Abraham PECK, *The Holocaust in History, the Known, the Unknown, the Disputed, and the Reexamined*, Bloomington, 1998, p. 284-300.

MENDELSOHN John et DETWEILER Donald (dir.), *The Holocaust : Selected Documents in Eighteen Volumes*, New York, 1982.

MIALE Florence et SELZER Michael, *The Nuremberg Mind. The Psychology of the Nazi Leaders*, New York, 1975.

MICHMAN Dan (dir.), *Remembering the Holocaust in Germany, 1945-2000. German Strategies and Jewish Responses*, New York, 2002.

MIERZEJEWSKI Alfred C., « A Public Enterprise in the Service of Mass Murder ; The Deutsche Reichsbahn and the Holocaust », *Holocaust and Genocide Studies*, 15 : 1 (2001), p. 33-46.

MILCHMAN Alan et ROSENBERG Alan, « Hannah Arendt and the Etiology of the Desk Killer : The Holocaust as Portent », *History of European Ideas*, 14 (1992), p. 219-225.

MILGRAM Stanley, *Soumission à l'autorité. Un point de vue expérimental*, traduit de l'américain par Emy Moliné, Paris, [1974] 1979.

MILGRAM Stanley, « Obedience to Criminal Orders. The Compulsion to Do Evil », *Patterns of Prejudice*, 1 : 1 (1967), p. 3-7.

MINTZ Alan, *Popular Culture and the Shaping of Holocaust Memory in America*, Seattle, 2000.

MOELLER Robert G., *War Stories. The Search for a Usable Past in the Federal Republic of Germany*, Berkeley, 2001.

MOMMSEN Hans, « Hannah Arendt and the Eichmann Trial », in Hans MOMMSEN, *Weimar to Auschwitz*, Princeton, 1986, p. 256-259.

MOMMSEN Hans, « Hannah Arendt's Interpretation of the Holocaust as a Challenge to Human Existence », in Steven E. ASCHHEIM (dir.), *Hannah Arendt in Jerusalem*, Berkeley, 2001, p. 224-231.

MOMMSEN Hans, « National Socialism - Continuity and Change », in Walter LAQUEUR (dir.), *Fascism : A Reader's Guide*, Berkeley, 1976, p. 179-210.

MOMMSEN Hans (dir.), *The Third Reich Between Vision and Reality*, New York/Oxford, 2002.

MOMMSEN Hans, *Weimar to Auschwitz*, Princeton, 1986.

MOORE Robert, *Victims and Survivors. The Nazi Persecution of the Jews in the Netherlands 1940-1945*, Londres, 1997.

MOSER Jonny, « Nisko : The First Experiment in Deportation », *Simon Wiesenthal Centre Annual*, 2 (1985).

MOSER Jonny, « Osterreich », in Wolfgang BENZ (dir.), *Dimension des Völkermords*, Munich, 1991, p. 67-94.

MULISCH Harry, *Strafsache 40/61.Eine Reportage über den Eichmann-Prozess*, Berlin, 1996 ; première édition en néerlandais, 1961.

MULLER Sharon, « The Origins of Eichmann in Jerusalem », *Jewish Social Studies*, 4 : 2 (1981), p. 237-254.

MUSIAL Bogdan, « The Origins of Operation Reinhard », *Yad Vashem Studies*, 28 (2000), p. 112-153.

MUSMANNO Michael, *The Eichmann Kommandos*, Londres, 1961.

MUSZKAT M., « The Eichmann Trial - International Aspects », *Yad Vashem Bulletin*, 11, avril-mai 1962, p. 19-26.

NAIMARK Norman M., *Fires of Hatred. Ethnic Cleansing in Twentieth-Century Europe*, Cambridge, Mass., 2001.

NELLESSEN Bernd, *Der Prozess von Jerusalem*, Dusseldorf, 1964.

NEWMAN Leonard S. et ERBER Ralph (dir.), *Understanding Genocide. The Social Psychology of the Holocaust*, Oxford, 2003.

NICOSIA Francis, « The End of Emancipation and the Illusion of Preferential Treatment : German Zionism, 1933-1938 », *Leo Baeck Institute Year Book*, 36 (1991), p. 243-265.

NICOSIA Francis, *The Third Reich and the Palestine Question*, Londres, 1985.

NIEWYK Donald et NICOSIA Francis, *The Columbia Guide to the Holocaust*, New York, 2000.

NOAKES Jeremy, « The Development of Nazi Policy towards the German-Jewish “mischlinge” 1933-1945 », *Leo Baeck Institute Year Book*, 34 (1989), p. 291-354.

NOAKES Jeremy et PRIDHAM Geoffrey, *Nazism 1919-1945. A Documentary Reader*, vol.3, *Foreign Policy, War and Racial Extermination*, Exeter, 3e éd., 1995.

NOVICK Peter, *L’Holocauste dans la vie américaine*, traduit de l’anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, [1999] 2001.

OFER Dalia, *Escaping the Holocaust. Illegal Immigration to the Land of Israel 1939-1944*, New York, 1990.

OFER Dalia, « The Strength of Remembrance : Commemorating the Holocaust During the First Decade of Israel », *Jewish Social Studies*, 6 : 2 (2000), p. 24-55.

ORTH Karin, « Rudolf Höss and die “Endlösung der Judenfrage” », *Werkstattegeschichte*, 18 (1997), p. 45-57.

OVERY Richard, *Interrogations. The Nazi Elite in Allied Hands, 1945*, Londres, 2001.

PANETH Philip, *Eichmann : Technician of Death*, New York, 1960.

PAPADATOS Peter, *The Eichmann Trial*, New York, 1964.

PARKER Ian, « Obedience », *Granta*, 71 (2000), p. 61-125.

PARKES James, « After the Eichmann Verdict », *Observer*, 17 décembre 1961, p. 8.

PÄTZOLD Kurt et SCHWARZ Erika, *« Auschwitz war fur mich nur ein Bahnhof » : Franz Novak, der Transportoffizier Adolf Eichmanns*, Berlin, 1994.

PÄTZOLD Kurt et SCHWARZ Erika, *Tagesordnung : Judenmord. Die Wannsee-Konferenz am 20. January 1942*, Berlin, 1992.

PAUL Gerhard, *Die Täter der Shoah. Fanatische Nationalsozialisten oder ganz normale Deutsche ?*, Gottingen, 2002.

PAULEY Bruce, *From Prejudice to Persecution. A History of Austrian Anti-Semitism*, Chapel Hill, 1992.

PAULEY Bruce, *Hitler and the Forgotten Nazis. A History of Austrian National Socialism*, Londres, 1981.

PAULSON Gunnar S., « The “Bridge over the Oresund”: The Historiography on the Expulsion of the Jews from Nazi-Occupied Denmark », *Journal of Contemporary History*, 30 : 3 (1995), p. 431-464.

PEARLMAN Moshe, *The Capture of Adolf Eichmann*, Londres, 1961.

PEARLMAN Moshe, *The Capture and Trial of Adolf Eichmann*, Londres, 1963.

PEHLE Walter H. (dir.), *November 1938. From « Kristallnacht » to Genocide*, Oxford, 1991.

PERELS Joachim et POHL Rolf (éd.), *NS-Täter in der deutschen Gesellschaft*, Hanovre, 2002.

PICK Hella, *Simon Wiesenthal.A Life in Search of justice*, Londres, 1996.

POHL Dieter, « Hans Kruger and the Murder of the Jews in the Region of Stanislawow (Galicia) », *Yad Vashem Studies*, 26 (1998), p. 239-264.

POHL Dieter, « The Murder of Jews in the General Government », in Ulrich HERBERT (dir.), *National Socialist Extermination Policies. Contemporary Perspectives and Controversies*, New York/Oxford, 2000, p. 83-103.

POLIAKOV Leon, *Bréviaire de la haine*, Paris, 1951.

POLIAKOV Leon, « The Proceedings », *American Jewish Year Book*, 63 (1962), p. 54-83.

POLIAKOV Leon (dir.), *Le Procès de Jérusalem*, Paris, 1963.

PORAT Dina, *The Blue and the Yellow Stars of David. The Zionist Leadership in Palestine and the Holocaust, 1939-1945*, Cambridge, Mass., 1990.

PRESSER Jacob, *Ashes in the Wind. The Destruction of Dutch Jewry*, traduit par Arnold Pomerans, Detroit, 1988.

PULZER Peter, *The Rise of Political Anti-Semitism in Germany and Austria*, Londres, éd. révisée, 1988.

RABINOVICI Doron, *Instanzen der Ohnmacht. Wien 1938-1945. Der Weg zum Judenrat*, Francfort-sur-le-Main, 2000.

RASSINIER Paul, *Le Véritable procès Eichmann ou les Vainqueurs incorrigibles*, Paris, 1962.

RASSINIER Paul, *The Real Eichmann Trial or The Incorrigible Victors*, Silver Springs, 1979.

REICH Wilhelm, *La Psychologie de masse du fascisme*, traduit par Pierre Kamnitzer, Paris, [1946] 1972.

REIN Raanan, « The Eichmann Kidnapping : Its Effects on Argentine-Israeli Relations and the Local Jewish Community », *Jewish Social Studies*, 7 : 3 (2001), p. 101-130.

REITLINGER Gerald, *The Final Solution*, Londres, 1953, éd. 1971.

REYNOLDS Quentin, avec ZWY Aldouby et EPHRAIM Katz, *Minister of Death. The Adolph Eichmann Story*, Londres, 1961.

ROBINSON Jacob, *La Tragédie juive sous la croix gammée à la lumière du procès de Jérusalem : le récit de Hannah Arendt et la réalité des faits*, traduit par Lucien Steinberg, CDIC, Paris, [1965] 1969.

ROSEMAN Mark, « National Socialism and Modernisation », in Richard BESSEL (dir.), *Fascist and Nazi Germany. Comparisons and Contrasts*, Cambridge, 1996, p. 197-229.

ROSEMAN Mark, *The Villa, the Lake, the Meeting. Wannsee and « Final Solution »*, Londres, 2002.

ROSENBERG Harold, « The Trial and Eichmann », *Commentary*, 32 : 5, novembre 1961, p. 369-381.

ROZETT Robert, *Approaching the Holocaust. Texts and Contexts*, Londres, 2005.

ROZETT Robert, « From Poland to Hungary ; Rescue Attempts 1943-1944 », *Yad Vashem Studies*, 24 (1994), p. 177-193.

RUBENSTEIN Richard, *After Auschwitz*, New York, 1966 ; éd. révisée 1992.

RÜCKERL Adalbert, *The Investigation of Nazi War Crimes 1945-1978. A Documentation*, Heidelberg, 1979.

RUSSELL Lord, *The Scourge of the Swastika*, Londres, 1954.

SAFRIAN Hans, « Adolf Eichmann. Organisator der Judendeportation », in Roland Smelser (dir.), *Die SS : Elite unter dem Totenkopf*, Paderborn,

2000, p. 134-146.

SAFRIAN Hans, *Die Eichmann-Männer*, Vienna, 1993.

SAFRIAN Hans, « Expediting Expropriation and Expulsion : The Impact of the "Vienna Model" on Anti-Jewish Policies in Nazi Germany, 1938 », *Holocaust and Genocide Studies*, 14 : 3 (2000), p. 390-414.

SALOMAN George, « America's Response », *American Jewish Year Book*, 63 (1962), p. 85-103.

SALOMAN George, « The End of Eichmann : America's Response », *American Jewish Year Book*, 64 (1963), p. 247-259.

SANDKHÜHLER Thomas, « Anti-Jewish Policy and the Murder of the Jews in the District of Galicia, 5941/42 », in Ulrich HERBERT (dir.), *National Socialist Extermination Policies. Contemporary Perspectives and Controversies*, New York/Oxford, 2000, p. 104-127.

SCHELLING Donald (dir.), *Lessons and Legacies 2, Teaching the Holocaust in a Changing World*, Evanston, 1998.

SCHLEUNES Karl (dir.), *Legislating The Holocaust. The Bernhard Loesner Memoirs and Supporting Documents*, Boulder, 2001.

SCHLEUNES Karl, *The Twisted Road to Auschwitz : Nazi Policy Towards German Jews, 1933-39*, Urbana, 1970.

SCHOLEM Gershom, *On Jews and Judaism in Crisis*, dir. Werner J. DANNHAUSER, New York, 1976.

SCHORSKE Carl, *Vienne, fin de siècle : politique et culture*, traduit de l'américain par Yves Thoraval, Paris, [1981] 1983.

SCHULTE Jan Erik, « Rüstungsunternehmen oder Handwerksbetrieb ? Das KZ-Häftlinge ausbeutende SS-Unternehmen "Deutsche Ausrüstungswerke GmbH" », in Ulrich HERBERT, Karin ORTH et Christoph DIECKMANN (dir.), *Die nationalsozialistischen Konzentrationslager*, Francfort-sur-le-Main, 2002, vol. 2, p. 558-583.

SCHWARZENBERGER Georg, « The Eichmann Judgment », *Current Legal Problems*, 14, 1962, p. 248-265.

SEEGER Andreas, *« Gestapo-Müller » Die Karriere eines Schreibtischtäters*, Berlin, 1996.

SEGALL Arie, « Books around the Eichmann Trial », *Yad Vashem Bulletin*, 11, avril-mai 1962, p. 29-35.

SEGEV Tom, *Le Septième Million. Les Israéliens et le génocide*, traduit par Elgal Errara, Paris, 1993.

SEIBEL Wolfgang, « A Market for Mass Crime ? Institutional Competition and the Initiation of the Holocaust in France, 1940-1942 », *Institutional Journal of Organisation Theory and Behavior*, 5 : 3/4 (2002), p. 219-257.

SEIBEL Wolfgang, « The Strength of the Perpetrators - The Holocaust in Western Europe, 1940-1941 », *Governance : An International Journal of Policy, Administration, and Institutions*, 15 : 2 (2002), p. 21-39.

SERVATIUS Robert, *Verteidigung Adolf Eichmann. Plaidoyer*, Bad Kreuznach, 1961.

SHANDLER Jeffrey, *While America Watches. Televising the Holocaust*, New York, 1999.

SHAPIRA Anita, « The Holocaust : Private Memories, Public Memory », *Jewish Social Studies*, 4 : 2 (1998), p. 46-58.

SHARPE Barry, *Modesty and Arrogance in Judgment : Hannah Arendt's Eichmann in Jerusalem*, Westport, 1999.

SIMPSON Christopher, *Blowback. America's Recruitment of Nazis and Its Effect on the Cold War*, Londres, 1988.

SMELSER Ronald (dir.), *Die SS : Elite unter dem Totenkopf*, Paderborn, 2000.

SMITH Bradley F., *Reaching Judgment at Nuremberg*, New York, 1977.

SNYDER Louis, *Encyclopedia of the Third Reich*, New York, 1976.

SPIELBERG Steven et les Survivors of the Shoah Visual History Foundation, *The Last Days*, Londres, 1999.

STAUB Ervin, *The Roots of Evil. The origins of genocide and other group violence*, Cambridge, 1989.

STAUBER Roni, « Confronting the Jewish Response During the Holocaust ; Yad Vashem - A Commemorative and a Research Institute in the 1950s », *Modern Judaism*, 20 (2000), p. 277-298.

STEINBACHER Sybille, « In the Shadow of Auschwitz. The Murder of the Jews of East Upper Silesia », in Ulrich HERBERT (dir.), *National Socialist*

Extermination Policies. Contemporary Perspective and Controversies, New York/Oxford, 2000, p. 276-305.

STERN Fritz, *Gold and Iron. Bismarck, Bleichröder and the Building of the German Empire*, Londres, 1977.

STERN Fritz, *The Politics of Cultural Despair : a study in the rise of Germanic Ideology*, Berkeley, 1961.

STEUR Claudia, *Theodor Dannecker. Ein Funktionär der "Endlösung"*, Essen, 1997.

STONE Dan, « Ontology or Bureaucracy ? Hannah Arendt's Early Interpretation of the Holocaust », *European Judaism*, 32 : 2 (1999), p. 11-25.

SVONKIN Stuart, *Jews Against Prejudice. American Jews and the Fight for Civil Liberties*, New York, 1997.

SZÉP Ernö, *The Smell of Humans*, traduit par John Bátki, Londres, 1984.

TAYLOR Telford, « The Eichmann Trial », *Spectator*, 21 avril 1961, p. 550-553.

THOMSON Ian, *Primo Levi*, Londres, 2002.

TOTTEN Samuel et *al.*, *Genocide in the Twentieth Century. Critical Essays and Eyewitness Accounts*, New York, 1995.

TREVOR-ROPER H. R., « How Innocent was Eichmann ? », *Sunday Times*, 13 octobre 1963.

TREVOR-ROPER H. R., « The Eichmann Trial », *Sunday Times*, 17 décembre 1961.

TSCHUY Theo, *Dangerous Diplomacy. The Story of Carl Lutz, Rescuer of 62,000 Hungarian Jews*, Grand Rapids, 2000.

UNGVÁRY Krisztián, « The Second Stalingrad : the Destruction of the Axis Armies at Budapest, Feb. 1945 », in Nándor DREISZIGER (dir.), *Hungary in an Age of Total War (1938-1948)*, New York, 1998, p. 151-168.

VAGO Bela et MOSSE George L., *Jews and Non-Jews in Eastern Europe*, Jérusalem, 1974.

VAN PELT Robert Jan Van et DWORK Deborah, *Auschwitz. 1270 to the Present*, New Haven, 1996.

VAN PELT Robert Jan Van, *The Case for Auschwitz. Evidence from the Irving Trial*, Bloomington, 2002.

WALLER James, *Becoming Evil. How Ordinary People Commit Genocide and Mass Killing*, Oxford, 2002.

WASSERSTEIN Bernard, *Britain and the Jews of Europe 1939-1945*, Leicester, 2nde éd., 1999.

WEGNER Bernd (dir.), *From Peace to War. Germany, Soviet Russia and the World, 1939-1941*, Oxford, 1997.

WEISSBERG Alex, *Advocate for the Dead*, traduit par Constantine FitzGibbon et Andrew Foster-Melliar, Londres, 1956.

WEISSOVA-HOSKOVA Helga, in LAUREL Holliday (dir.), *Children in the Holocaust and World War II, Their Secret Diaries*, New York, 1995.

WEITZ Eric D., *A Century of Genocide. Utopias of Race and Nation*, Princeton, 2003.

WEITZ Yehiam, « Political Dimensions of Holocaust Memory in Israel during the 1950s », in Robert WISTRICH et David OHANA (dir.), *The Shaping of Israeli Identity*, Londres, 1995, p. 129-145.

WERTHEIMER Jack, *Unwelcome Stranger : East European Jews in Imperial Germany*, New York, 1987.

Wiener Library Bulletin, 5 : I (1961), p. 2, « Eichmann's Ghost Writer ».

WIESEL Élie, *Tous les fleuves vont à la mer.Mémoires*, vol. 1, 1928-1969, Paris, 1994.

WIESEL Élie, « Eichmann's Victims and the Unheard Testimony », *Commentary*, 32 : 6, décembre 1961, p. 510-515.

WIESENTHAL Simon, *Justice n'est pas vengeance : une autobiographie*, avec la collab. de Peter Michael Lingens, traduit de l'allemand par Odile Demange, Paris, 1989.

WIGHTON Charles, *Eichmann. His Career and Crimes*, Londres, 1961.

WILDT Michael, « Before the "Final Solution": The Judenpolitik of the SD, 1935-1938 », Leo Baeck Institute Year Book, 43 (1998), p. 241-269.

WILDT Michael (dir.), *Die Judenpolitik des SD 1935 bis 1938. Eine Dokumentation*, Munich, 1995.

WILDT Michael, *Generation des Unbedingten.Das Führerkorps des Reichssicherheitshauptamtes*, Hambourg, 2002.

WISTRICH Robert, *Who's Who in Nazi Germany*, Londres, 1982.

WISTRICH Robert et OHANA David (dir.), *The Shaping of Israeli Identity*, Londres, 1995.

WITTE Peter et *al*. (dir.), *Die Dienstkalender Heinrich Himmlers 1941 / 42*, Hambourg, 1999.

WITTE Peter, « Two Decisions Concerning the "Final Solution of the Jewish Question" : Deportations to Lodz and Mass Murder in Chelmno », *Holocaust and Genocide Studies*, 9 : 3 (1995), p. 318-346.

WITTE Peter et TYAS Stephen, « A New Document on the Deportation and Murder of Jews during "Einsatz Reinhardt" 1942 », *Holocaust and Genocide Studies*, 15 : 3 (2001), p. 468-486.

WOJAK Irmtrud, *Eichmanns Memoiren.Ein Kritischer Essay*, Francfort-sur-le-Main, 2001.

WOLIN Richard, « The Ambivalences of German-Jewish Identity : Hannah Arendt in Jerusalem », *History and Memory*, 8 : 2 (1998), p. 9-34.

World Jewish Congress, *Eichmann. Master of the Nazi Murder Machine*, New York, 1961.

WUCHER Albert, *Eichmanns gab es viele. Eine Dokumentarbericht über die Endlösung der Judenfrage*, Munich, 1961.

YABLONKA Hannah, *The State of Israel vs Adolf Eichmann*, traduit par Ora Cummings avec David Herman, New York, 2004.

Yad Vashem Bulletin, 11, avril-mai 1962.

Yad Vashem Bulletin, 13, octobre 1963.

Yad Vashem Bulletin, 14, mars 1964.

YAHIL Leni, *The Holocaust. The Fate of European Jewry*, New York, 1990.

YAHIL Leni, « Madagascar - Phantom of a Solution for the Jewish Question », in Bela VAGO et George L. MOSSE (dir.), *Jews and Non-Jews in Eastern Europe*, Jérusalem, 1974, p. 315-334.

YAHIL Leni, « Memoirs of Adolf Eichmann », *Yad Vashem Studies*, 18 (1987), p. 133-153.

YOUNG-BRUEHL Elisabeth, *Hannah Arendt*, préf. d'Olivier Mangin, traduit de l'américain par Joël Roman, Étienne Tassin, traduction revue par Viviane Guini, Paris, [1982] 1986.

ZEIGER Henry A. (dir.), *The Case Against Adolf Eichmann*, New York, 1960.

ZILLMER Eric et *al.*, *The Quest for the Nazi Personality. A Psychological Investigation of Nazi War Criminals*, Hillsdale, 1995.

ZOHAR Michael Bar, *The Avengers*, trad. Len Ortzen, Londres, 1968.

ZUCCOTTI Susan, *The Holocaust, the French, and the Jews*, New York, 1993.

ZWEIG Ronald, *The Gold Train. The Destruction of the Jews and the Second World War's Most Terrible Robbery*, Londres, 2002.

Films

Amen (2001), dir. Costa Gavras

Conspiracy, BBC2 TV (2000), dir. John Pierson

Eichmann der Vernichter (1996), dir. Jorg Müller

Eichmann und das Dritte Reich (1961), dir. Erwin Leiser

The Eighty-first Blow (1975), dir. Haim Gouri

Erscheinungsform Mensch : Adolf Eichmann (1979), dir. Rolf Defrank

Good Evening Mr Wallenberg (1990), dir. Kjell Grede

The Man in the Glass Booth (1974), dir. Arthur Hiller

Holocaust : The Story of the Family Weiss (1978), dir. Marvin Chomsky

The House on Garibaldi Street (1979), dir. Peter Collinson

The Hunt for Adolf Eichmann (1998), dir. Dan Sefton

I Met Adolf Eichmann, BBC2 TV (2002), dir. Peter Kessler

Obedience (1965), New York University

Operation Eichmann (1961), dir. R. G. Springsteen

The Trial of Adolf Eichmann (nd), World Almanac Video

The Trial of Adolf Eichmann (1997), PBS

Le Spécialiste (1999), dir. Eyal Sivan

Die Wannsee Conferenz (1984), dir. Heinz Schirk

The Wannsee Conference : 11 Million Sentenced to Death (1992), dir. Willy Lindwer

REMERCIEMENTS

Ce livre est le fruit d'une recherche menée dans le cadre d'un projet sur l'« héritage de l'holocauste » sous les auspices de l'AHRB Parkes Centre for the Study of Jewish/non-Jewish Relations de l'université de Southampton. J'aimerais remercier l'Arts and Humanities Research Board (AHRB), qui a généreusement financé le projet depuis octobre 2000 en partenariat avec l'université de Southampton. J'aimerais remercier aussi Peter Kessler, qui a produit le documentaire destiné à la télévision *I Met Adolf Eichmann*, retransmis sur la chaîne BBC2 le 22 février 2002, pour m'avoir invité à servir de consultant historique et pour m'avoir, le premier, fait penser à consacrer une étude de cas à Eichmann en tant qu'auteur du génocide, dont les premiers biographes et le procès ont contribué à façonner une image étendue à l'ensemble des assassins nazis lors des générations suivantes. Ce livre n'aurait jamais vu le jour sans les équipes et les ressources de deux excellents centres de recherche : Yad Vashem à Jérusalem et de l'United States Holocaust Memorial Museum (USHMM) de Washington. J'aimerais remercier le Dr Robert Rozett, directeur de la bibliothèque de l'USHMM, et les formidables équipes de ces deux institutions, pour leurs conseils et leur aide constante. Il m'a été possible de passer du temps et de travailler à la bibliothèque grâce à une invitation de Stephen Feinberg et Dan Napolitana, pour venir passer l'été 2003 en tant que chercheur invité dans le cadre du programme annuel USHMM-Melton Teacher Fellowship. Le contact du public d'enseignants et d'étudiants s'est révélé à la fois stimulant et

instructif lors des mes conférences sur Eichmann et la « solution finale » en Hongrie. Le professeur Christopher Browning était *research fellow* à l'USHMM Centre for Advanced Holocaust Studies (CAHS) en même temps que moi, et il m'a aimablement communiqué une version préliminaire de son analyse importante consacrée aux « mémoires » d'Eichmann et à son interrogatoire. Le Dr Martin Dean, membre de l'équipe permanente de l'USHMM, a fait de nombreuses observations fort utiles sur un article consacré à la carrière d'Eichmann, que j'ai présenté dans le cadre de la série de conférence du CAHS. J'aimerais remercier tout particulièrement le Dr Sarah Kavanaugh, mon ancienne assistante de recherche et doctorante, et Josh Wiener, qui a éclairé mon chemin à un moment crucial.

J'aimerais aussi exprimer mes sincères remerciements au professeur Anita Shapira, du Chaim Weizmann Institute for the Study of Zionism, à Tel-Aviv, qui a cosponsorisé avec l'AHRB Parkes Centre une conférence en avril 2002, explorant l'impact du procès Eichmann et l'héritage historique du génocide qu'il a contribué à façonner. Je ne peux qu'exprimer ma gratitude à mes collègues et aux étudiants du département d'histoire de l'université de Southampton, pour m'avoir offert un environnement intellectuel particulièrement stimulant, et aussi pour leurs réactions à un article dans lequel j'ai présenté mes premières idées sur Eichmann. Je souhaite remercier tout particulièrement le professeur Mark Roesman (qui est maintenant à l'université d'Indiana), et le Dr Neil Gregor, avec lequel j'ai souvent discuté des questions soulevées par une étude de la politique nazie à l'égard des Juifs et des hommes chargés de sa mise en application. Pendant mes recherches et pendant la rédaction de ce livre, j'ai aussi beaucoup bénéficié de discussions avec le professeur Johannes Houwnik ten Cate, le Dr Christian Gerlach, le Dr Ignacio Klich, le Dr Yehiam Weitz, et le professeur Hannah Yablonka, et je les en remercie tous. Je suis aussi reconnaissant envers Laurence Rees, directeur créatif pour l'histoire à la BBC, pour de nombreuses discussions stimulantes lorsque j'ai participé à la production, qu'il a dirigée, d'une série de téléfilms sur Auschwitz et l'État nazi qui a fait date. Laurence Rees, Yaacov Lozowick et Robert Rozett ont aimablement lu une première version des six premiers chapitres de ce livre et ont proposé de nombreux commentaires et de nombreuses critiques fort

utiles. Anthony Metzer, du cabinet Doughy Street Chambers, a lu le chapitre VIII et m’a permis d’éviter de nombreux solécismes juridiques. Ravi Merchandani, mon éditeur à Heinemann, et Caroline Knight, son assistante d’édition, se sont montrés patients et incisifs à tous les bons moments. Annie Lee et Klaus-Dieter Schmidt m’ont permis d’éviter toute une série d’erreurs embarrassantes. Peter Robinson a soutenu ce projet du début à la fin et contribué à faire en sorte que le produit fini donne satisfaction à tout le monde. Inutile d’ajouter que je suis seul responsable des idées exprimées dans le livre et de toute erreur qu’il pourrait encore comporter. Au départ, je pensais que personne ne voudrait se voir dédier un livre sur un criminel de masse nazi, car il s’agirait d’une forme de reconnaissance assez étrange. Toutefois, j’imagine que le professeur Tim Reuter, qui, en sa qualité de directeur du département d’histoire à l’université de Southampton, m’a fortement soutenu et a été une source constante de stimulation intellectuelle et de rires, aurait su apprécier l’ironie d’un tel hommage. Il est mort pendant l’écriture de ce livre, qui est donc dédié à sa mémoire.

Index des noms de personnes

A

AGAMI (AUERBACH, Moshe), 301
AGRANAT (juge Shimon), 400, 406
AGUDAS (Israel), 68
AHARONI (Zvi), 267, 287-292, 294-297
ALY (Götz), 19, 211
AMADEO (Mario), 305
AMIT (Meir), 287,
ANTONESCU (maréchal Anton), 198, 199
ARENDT (Hannah), 12, 13, 20, 22-24, 26, 27, 113, 140, 309, 315, 326-329, 331, 335, 411-413, 417, 418, 424, 429, 435-445, 448-451, 454, 455
ASCHE (Kurt), 181
ASCHHEIM (Steven), 438
ASTOR (David), 413, 414
AUERBACH (AGAMI, Moshe), *voir AGAMI (AUERBACH, Moshe)*
AUERBACH (Rachel), 321
AVRIEL (Ehud), 102, 103

B

BACH (Gabriel), 321, 340
BACH ZALEWSKI (Erich von dem), 340, 385

BAER (Richard), 424
BAKY (Laszlo), 214, 217-219, 221, 237, 344
BAROR (Jacob), 322, 336, 337
BARON (Dr Salo), 336
BAUER (Fritz), 11, 26, 284-286, 288, 302
BAUMAN (Zygmunt), 449
BECHER (Kurt), 213, 226, 228, 231-235, 238, 240, 247, 249, 250, 333, 344, 345, 357, 378, 389
BEN GOURION (David), 26, 27, 229, 288, 289, 293, 301, 302, 304-307, 320, 322, 324, 326, 327, 407, 413, 419, 420, 439, 441
BENHABIB (Seyla), 438
BENZLER (Felix), 144
BEST (Werner), 70
BETTELHEIM (Bruno), 411, 445, 446, 454, 464
BEURLE (Carl), 40, 41
BIDDLE (juge Francis), 10, 257
BLACK (Peter), 50
BLOBEL (Paul), 202, 338, 387
BLUMENTHAL (Naham), 432,
BÖHM (Adolf), 67, 90, 367
BÖHME (Franz), 145
BOLEK (Andreas)
BOLSCHWINGH (Otto von), 68, 69, 75
BOSSHAMMER (Friedrich Robert), 192
BOUSQUET (René), 182
BRACK (Victor), 139
BRAND (Hansi), 225, 228, 229, 231-234, 242, 344, 345
BRAND (Joel), 207, 225-235, 240, 241, 272, 345, 357, 394, 400
BRANDT (Dr Rudolf), 200, 315
BRESZLAUER (Arye), 246

BRODY (Dr Alexander), 238
BROSZAT (Martin), 22
BROWDER (George C.), 57, 81
BROWNING (Christopher), 14, 19, 449
BRUCE (Lenny), 411, 434
BRUNNER (Alois), 101, 109, 169, 193, 335
BRUNNER (Jose), 455
BÜHLER (Dr Josef), 149, 151
BUKEY (Evan Burr), 45
BÜRCKEL (Joseph), 89, 92, 106
BURGER (Anton), 101, 260, 272
BURGER (Max), 108

C

CAGGIANO (cardinal Antonio), 266
CAMERON (James), 416
CARMEL (juge Uriel), 339
CARMICHAEL (Joel), 423
CLAGES (Gerhard), 227, 228, 230, 231, 233, 234
CLARKE (Corner), 32, 241
COHEN (juge Haim), 288, 289, 406
COHEN (Richard), 442, 444
COHN (Benno), 82, 301, 302, 336
CRANKSHAW (Edward), 417
CROSSMAN (Richard), 407, 413, 417, 444

D

DANI (Shalom), 299
DANIELSSON (Carl), 248
DANNECKER (Theo), 71, 79, 81, 107, 115, 119, 168, 169, 181-187, 191, 192, 212, 228, 248, 356, 374
DAVMANIN (professeur Jose), 270
DIAMANT (Henyek), 273
DOLLFUSS (Engelbert), 46, 51, 54, 56
DÖMÖTER (Père Eduardo), 268
DONOVAN (John), 32
DUNANT (Paul), 253

E

EBNER (Dr. Karl), 87, 88
EDELSTEIN (Jacob), 190
EDELSTEIN (Miriam), 180, 201
EICHMANN (Adolf Karl), 33-37, 41, 42, 64, 288
EICHMANN (Dieter) 259, 276, 290, 294, 300
EICHMANN (Horst), 95, 259, 276, 294
EICHMANN (Klaus), 64, 258, 259, 276-278, 283, 285, 290, 294, 300,
EICHMANN (Maria, née Zawrzel), 34, 37, 64, 287
EICHMANN (Maria, née Schefferling), 33, 34
EICHMANN (Vera/Veronica, née Liebl), 63, 64, 105, 171, 258, 259, 270, 272-278, 283, 288, 290, 294, 399, 405, 417
EITAN (Rafi), 292, 294, 295
ELMHURST (pamphlétaire américan antijuif), 74
ENDRE (Lázló), 214, 216, 217, 219, 221, 222, 237, 242, 344, 378
EPPSTEIN (Jacob), 176
EPPSTEIN (Dr Paul), 75
EYTAN (Walter), 285

EZRAHI (Sidra De Koven)434, 435

F

FAVEZ (Jean-Claude), 179
FELSTINER (Mary), 193
FERENCZY (László), 217-219, 222, 223
FIALA (Fritz), 195, 196
FITZGIBBON (Constantine), 414, 415
FLEISCHMANN (Moritz), 85, 98, 356
FLESCH (Reinhard), 73
FRAENKEL (Heinrich), 457
FRANK (Hans), 111, 112, 115, 120, 126, 145, 146, 149, 339, 341, 367, 408
FREISLER (Dr Roland), 149
FREUDE (Ludwig), 265, 279, 280
FREUDE (Rudolf), 265, 266
FREUDIGER (Pinhas, baron Fülop von Freudiger), 249, 344
FRICK (Wilhelm), 60, 176
FRIEDMAN (Tuvia), 272-275, 300, 317
FRITSCHE (Eberhard), 280, 281, 362
FROMM (Erich), 32
FRONDIZI (Arturo), 305, 306
FULDNER (Carlos), 265, 267, 269, 300

G

GABOR (Dr Janos), 217
GELLHORN (Martha), 329, 348, 349, 413
GERLACH (Christian), 136, 211

GERSTEIN (Kurt), 346, 391, 424
GESCHKE (Hans), 212, 243
GILBERT (professeur Gustav), 341, 342, 433, 454
GLOBKE (Hans), 60, 401, 423
GLOBOCNIK (Odilo), 133, 135, 136, 145, 146, 358, 387, 394
GLOCK (Charles), 427
GLÜCKS (Richard), 355, 371
GODLEWSKI (Rosemarie von), 171
GOEBBELS (Joseph), 17, 46, 58, 59, 66, 96, 97, 99, 280
GOERING (Herman), 62, 96, 99, 100, 111, 114, 119, 125, 127, 128, 133, 334, 341, 342, 363, 369
GOLDHAGEN (Daniel Jonah), 450, 451
GOLDMAN (Michel), 321
GOLDMANN (Nahum), 275, 306
GONI (Uki), 264, 266
GORDON (Avraham), 321, 344
GOREN (Yoel), 286
GOURI (Haim), 343, 420, 430
GOYENECHE (Juan Carlos), 264
GREISER (Arthur), 145-147
GRELL (Theodor), 213, 244
GROSZ (Bandi), 227, 228, 230, 233
GRÜBER (Heinrich), 98, 99, 342, 343
GRYNSZPAN (Herschel), 96
GÜNTHER (Hans), 96, 101, 102, 109, 355, 356, 366, 372, 380
GÜNTHER (Rolf), 96, 101, 104,107, 167, 168, 169, 193, 206, 222, 238, 253, 366, 372, 380
GUSTLOFF (Wilhelm), 75

H

HABICHT (Theo), 45

HAGEN (Herbert), 69, 71, 72, 75-81, 88, 90, 91, 350, 365, 385, 460, 461

HALEVI (Juge Benjamin), 205, 326, 327, 335, 352, 353, 370, 373, 382-384, 387, 393, 394

HALEVI (Juge Yedid), 301

HAREL (Isser), 11, 285-290, 292, 293, 296- 299, 301, 302

HARSTER (Dr Wilhelm), 190

HARTENBERGER (Richard), 212

HARTMAN (Geoffrey), 430

HARTMANN (Walter), 179

HAUSNER (Gideon), 12, 20, 26, 27, 143, 156, 191, 303, 315, 317, 319-322, 324, 325, 327-340, 343-347, 360-379, 381, 382, 384-388, 391, 392, 394, 396, 398-400, 407, 416, 417, 420, 428-431, 437, 438, 441, 454

HEIM (Suzanne), 19

HERBERT (Ulrich), 66

HERMANN (Lothar), 284-287

HERMANN (Sylvia), 284, 285, 287

HEYDRICH (Reinhard), 9, 19, 20, 28, 57, 58, 60-62, 65, 66, 70, 76, 84, 89, 97, 99, 100, 103, 104, 106-108, 110-112, 114, 119, 120, 123-129, 131-133, 143, 144, 146-152, 156, 172, 173, 176, 179, 183, 190, 192, 195, 205, 251, 280, 333, 334, 341, 343, 351, 353, 366, 369, 370, 382, 385, 393, 456, 457, 461, 463, 464

HILBERG (Raul), 13, 432, 443, 445, 450

HILTL (colonel Hermann von), 43, 49

HIMMLER (Heinrich), 9, 20, 21, 24, 25, 54, 57, 58, 60-62, 66, 70, 73, 97, 103, 104, 108-110, 112, 114, 115, 118, 119, 124, 125, 129, 130, 133, 134, 136-138, 144-147, 149, 151, 156, 157, 163, 165, 166, 172, 173, 183, 187, 191-195, 201, 202, 204-208, 212, 213, 216, 223, 225-227, 230, 233-235, 237, 239, 240, 247, 249, 250, 253-256, 333, 337, 345, 351-353, 356, 358, 365, 368, 378, 381, 387, 389, 456, 461, 463

HIRSCH (Freddie), 180, 201

HITLER (Adolf), 9, 11, 12, 14, 18, 20, 21, 23, 32, 34, 35, 42, 47, 48, 51, 54, 56, 58-60, 86, 96, 99, 104, 106, 108, 109, 111, 114-116, 119, 124-126, 129-132, 140, 145, 146, 168, 174, 183, 190-193, 200, 206, 210, 213, 226, 237, 238, 244, 264, 269, 280, 305, 332, 341, 349, 364, 386, 388, 418, 420, 445, 450, 451, 456, 461, 463

HOCHHUTH (Rolf), 424, 435

HOFER (*Gauleiter*), 255

HOFFMANN (*SS Gruppenführer* Otto), 149, 150

HOFFSTÄTTER (Efraim), 286

HÖFLE (Hans), 133

HOFSTÄDTER (Ephraïm), 309, 311

HÖPPNER (Rolf-Heinz), 127, 128, 139, 145, 339, 353, 377

HORTHY (Miklós), 209, 210, 213, 219, 236-240, 244

HÖSS (Rudolf), 10, 133, 135-138, 153, 164, 172, 195, 200, 201, 204, 224, 229, 242, 247, 263, 312, 313, 333, 337, 342, 358, 373, 378, 394, 400, 414, 456

HÖTTL (Wilhelm), 99, 213, 251, 252, 263, 340, 400, 456

HOWE (Irving), 443

HUDAL (évêque Alois), 266, 268

HULL (pasteur William), 34, 41, 304, 343, 401-410, 467

HUNSCHE (Otto), 167, 169, 212, 219, 226, 228, 237, 253, 259, 352, 424

HUPPENKOTHEN (Walter), 340

I

IHNE (Ingrid von), 241

J

JÄNISCH (Rudolf), 260

JAROSS (Andor), 210, 214, 222

JASPERS (Karl), 315, 328, 437
JECKELN (Friedrich), 147
JOAQUIN (Gorina), 277
JOSEPH (Dov), 407
JÜTTNER (Hans), 247, 344, 357

K

KALTENBRUNNER (Ernst), 41, 42, 47, 48, 50-52, 62, 65, 67, 172, 191, 210, 213, 219-221, 235, 236, 238, 249, 251-253, 255, 256, 259, 262, 263, 341, 357, 439, 456, 457, 459
KALTENBRUNNER (Hugo), 41, 47, 49, 50
KAPPLER (Herbert), 191, 192, 385
KAPPLER (Hubert), 340
KARESKI (Georg), 80
KASTNER (Rudolf), 10, 225, 226, 231-236, 240, 245, 248, 263, 272, 317, 326, 344, 357, 378, 381, 419, 433
KEMPNER (Robert), 18, 87, 315
KEREN (Yekutiel), 324, 325
KEREN (Zeev), 294, 295
KERSHAW (Ian), 145
KILLINGER (Manfred von), 198
KLEPPER (Jochen), 176
KLOPFER (Gerhard), 149
KNOCHEN (Helmut), 181, 182, 184, 187, 188
KOLLEK (Teddy), 324
KOMOLY (Otto), 225
KOPS (Reinhard), 268
KORHERR (Richard), 206, 281
KOVNER (Abba), 271, 274

KRAMER (Edith), 179
KRAWIETZ (Nelly), 262, 267
KRITZINGER (Dr Wilhelm), 149
KRUMEY (Hermann), 112, 169, 212, 213, 215, 216, 226, 228, 229, 240, 241, 340, 347, 364, 385, 424
KUHLMANN (Herbert), 269, 277
KULSCAR (Dr I. M.), 454, 455
KUTSCHERA (Margit), 241, 242, 273

L

LAKATOS (Géza), 239
LANDAU (juge Dr Moshe), 327, 330-332, 337, 339, 345, 348, 350, 351, 360-362, 367-369, 372, 373, 375, 376-379, 381, 384, 387, 388, 391, 392, 394, 397, 399, 429, 433, 437
LANGE (Dr Rudolf), 149
LAVAL (Pierre), 182, 188
LAWSON (Colin), 399, 417
LECCA (Radu), 198
LEGUAY (Jean), 182
LEHNER (Otto), 253, 254
LEIBBRANDT (Dr Georg), 149
LESS (Avner), 134, 152, 155, 157, 307, 309-313, 317, 320, 335, 365, 366, 397
LEUGER (Karl), 50
LEVAVI (Arieh), 304, 305
LEVI (Primo), 411, 434
LICHTMAN (Ada), 429
LINDENSTRAUSS (Aharon), 336
LINDHORST (Otto)263

LONGERICH (Peter), 183
LÖSENER (Bernhard), 60, 94, 95, 105, 128, 129, 131, 376, 391
LO SPINOSO (Guido), 188, 189
LÖWENHERZ (Dr Josef), 85, 88, 90, 92, 95, 98, 107, 109, 366
LOZOWICK (Yaacov), 25, 158, 190, 200, 436
LULAY (Leo), 222, 223
LUTHER (Martin), 144, 149, 150, 198, 203
LUTZ (Charles), 248

M

MACH (Sano), 194, 195
MALKIN (Peter), 258, 294-296, 298
MANVELL (Roger), 457
MEIR (Golda), 289, 305, 327
MENGELE (Joseph), 267, 279, 296
MERTEN (Max), 203, 359
MEYER (Dr Alfred), 149
MEYER (Dr Franz), 54, 81, 82, 85, 101, 149, 151, 336
MEYER (Saly), 240
MILDENSTEIN (Edler von), 17, 28, 62, 65-69, 81, 384, 439, 460
MILDNER (Rudolf), 153, 281, 370
MILGRAM (Stanley), 23, 27, 446-451, 455, 465
MOMMSEN (Hans), 22, 444, 445
MORGAN (Konrad), 358, 380
MORRIS (James), 416
MÖSENBACHER (Maria), 171, 273
Mossad, 26, 102, 258, 285-288, 292, 294, 296, 298, 299, 301, 314, 315, 317
MULISCH (Harry), 331, 343, 413

MÜLLER (Heinrich), 21, 28, 100, 104-106, 108, 117, 120, 126, 128, 133-135, 138, 141-143, 149, 151, 153, 158, 172, 175, 179, 186, 191, 192, 198, 205, 206, 208, 214, 215, 235, 238, 244, 247-249, 252, 341, 351-358, 368, 370-372, 374, 378, 380, 382-385, 456, 464

MURMELSTEIN (rabbin Dr Benjamin), 176, 253

MUSMANNO (juge Michael), 341

MUSSOLINI (Benito), 56, 189, 192, 264

MUSZKAT (M.), 432

N

NEUMANN (Dieter), 179

NEUMANN (Erich), 149, 151

NICOSIA (Francis), 75

NIR (Aryeh), 407, 408, 410

NOVAK (Franz), 161, 167-169, 186, 201, 212, 219, 222, 223, 238, 340, 385, 424

NOVICK (Peter), 425, 449

O

OBERG (Carl), 183, 184

OLSHAN (juge Yitzhak), 326, 327, 400

ORTH (Karin), 137

P

PARKES (James), 418

PAULEY (Bruce), 43

PEARLMAN (Moshe), 328, 346, 361, 454

PELLEPOIX (Darquier de), 182
PERLATA (Santiago), 206
PERÓN (Juan), 26, 264, 265, 279, 293
PICHL (*Sturmbannführer* Karl von), 54
PIE XII (pape), 236, 266, 424
POETSCH (Dr Leopold), 42
POHL (Oswald), 161, 223, 381
POLIAKOV (Leon), 278, 317, 348, 360, 366, 415, 432
POLKES (Feivel), 17, 75-77, 337
PRIER (Arthur), 271, 272, 274, 404, 408, 410
PRINZ (rabbin Dr Joachim), 82, 83
PROKSCH (Alfred), 46, 47
PROSKAUER (Joseph), 306

R

RADEMACHER (Franz), 114, 144, 159, 184, 198, 375
RAHM (Karl), 101, 253
RAJAKOWITSCH (Dr Erich), 190
RATH (Ernst vom), 96, 97, 99
RAUTER (Hans Albin), 190, 191
RAVEH (juge Dr Yitzhak), 327, 369, 382, 393
REICH (Wilhelm), 32
REICHERT (Dr Franz), 75, 77
REITLINGER (Gerald), 10, 87, 278, 317, 348, 366, 415
REYNOLDS (Quentin), 32
RIBBENTROP (Joachim), 114, 213, 220, 237, 341
RICHTER (Gustav), 170, 181, 198, 199, 356, 424
ROBINSON (Dr Jacob), 322, 406, 442

ROOSEVELT (Franklin Delano), 236
ROSEN (Pinhas), 289
ROSENBERG (Alfred), 46, 119, 120, 139, 173
ROSENBERG (Harold), 418, 419, 428, 429
ROSENFELD (Julius), 88
ROSSEL (Dr Maurice), 180
RÖTHKE (Heinz), 185, 186, 188, 372
RUSSELL (lord), 10, 407, 413, 415

S

SAFRIAN (Hans), 92, 139, 158
SALOMON (George), 391, 428
SASSEN (Willem), 132, 133, 215, 279, 280, 282, 310, 311, 335, 346, 347, 354, 361, 362, 369, 372-374, 376-381, 384, 386, 390, 430, 433, 458
SCHACHT (Hjalmar), 60
SCHMIDT (Friedrich von), 35, 43, 44, 287,
SCHOKLITSCH (professeur Armin), 270
SCHOLZ (Erika), 201
SCHÖNERER (Georg Ritter), 41
SCHÖNGARTH (Karl), 149
SCHRÖDER (Kuno), 68, 69
SCHWARTZ-BOSTUNICH (Gregor), 62, 65, 460
SEBBA (Mischa), 35
SEGEV (Tom), 419
SEIDL (Siegfried), 212
SELINGER (Abraham), 307, 309, 317-319
SERAFIM (professeur Hans Günter), 342, 400
SERVATIUS (Dr Robert), 124, 314, 317, 322, 324, 325, 328, 330-332, 335-349, 351-359, 368, 375, 379-381, 385, 386, 388-392, 397-402, 405, 406,

422, 423, 438, 450
SEYSS-INQUART (Arthur), 190, 191
SHANDLER (Jeffrey), 426-429
SHERTOK (Moshe), 229, 230
SILBERG (Juge Moshe), 400, 406
SIMA (Horia), 256, 259, 260
SIORDET (Frédéric), 253
SIX (Dr Franz Alfred), 54, 68-71, 73, 75, 76, 83, 89, 91, 92, 104, 230, 340, 370, 385, 456
SKORZENY (Otto), 256, 279
SLAWIK (Franz), 340, 386
STAHL (Heinrich), 100, 101
STAHLECKER (Franz), 89, 92, 95, 101, 107, 109, 147
STERN (Samuel), 216, 217
STEUR (Claudia), 187
STORFER (Berthold), 103, 118, 201, 202, 389
STRECKENBACH (Bruno), 130
STREICHER (Julius), 17, 59, 65, 97
STROOP (Jürgen), 214
STUCKART (Wilhelm), 60, 149, 150, 159
SUHR (Freidrich), 167, 169, 195, 198, 352
SUSSMAN (juge Yoel), 400
SZÁLASI (Ferenc), 244, 245, 279
SZONDI (professeur), 454, 455
SZTOJAY (Döme), 210, 213, 219

T

TAYLOR (Telford), 413, 415-417
THADDEN (Eberhard von), 163, 192, 219, 220, 222, 224, 225, 340, 357

TISO (père Joseph), 194
TREVOR-ROPER (Hugh), 413, 417, 442, 444
TUKA (Bela), 194-196

U

UEBELHÖR (Friedrich), 147
UIBERREITHER (Siegfried), 270

V

VALLAT (Xavier), 181, 182
VEESENMAYER (Edmund), 144, 210, 213, 219, 220, 222, 224, 225, 237, 239, 240, 245, 247, 249, 340, 357, 358, 379, 380, 385

W

WAGNER (Josef), 107
WALLENBERG (Raoul), 24, 248, 249
WEBER (Père Anton), 268
WECHTENBRUCH (Dieter), 315, 316, 340, 385
WEISL (Joseph), 251, 273
WEISSOVA-HOSKOVA (Helga), 178
WELLERS (George), 156, 186, 341
WELLS (Leon), 338
WETZEL (Erhard), 139, 339, 353, 376
WIESEL (Elie), 413, 419, 434
WIESENTHAL (Simon), 10, 264, 271-275, 287, 288, 328
WILDT (Michael), 74
WILLNER (Gershon), 163

WINKELMANN (Otto), 213, 215, 225, 237, 239, 247, 340, 357, 359, 378-380, 385

WIRTH (Christian), 136, 358

WISLICENY (Dieter), 10, 11, 53, 69, 71, 72, 168-171, 181, 193, 194-196, 204, 212, 215, 219, 222, 225, 226, 231, 241, 242, 249, 251, 254, 262, 272, 273, 280, 317, 333, 336, 347, 356, 364, 370, 387, 400, 455-457

WITKON (Jgee Alfred), 400

WOLFF (Karl), 191

WYATT (Woodrow), 413

Y

YABLONKA (Hannah), 26

Z

ZIMIT (Walli), 102

ZOPF (Wilhelm), 181, 424

Retrouvez tous nos ouvrages sur
www.tallandier.com